

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 20/05/2019

N° : 2019/130

SOMMAIRE

↳ Bureau de la Métropole

Finances et administration générale	page 4
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 26
Emploi, formation professionnelle, insertion	page 92
Transports, déplacements et accessibilité	page 98
Urbanisme et aménagement	page 112
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 166
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 183
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 216
Mer, littoral et ports, protection et mise en valeur Des espaces maritimes et naturels	page 238
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 245
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 248

↳ Conseil de la Métropole

Finances et administration générale	page 255
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 293
Transports, déplacements et accessibilité	page 303
Urbanisme et aménagement	page 326
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 359
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 364
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 371
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 389

LES DELIBERATIONS
BUREAU DU 28 MARS 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Bureau de la Métropole

28 MARS 2019

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 29 mars 2019 et ce, pour une durée de deux mois.



Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Sylvia BARTHELEMY - François BERNARDINI - Roland BLUM - Patrick BORÉ - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Martine CESARI - Gaby CHARROUX - Frédéric COLLART - Georges CRISTIANI - Arlette FRUCTUS - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Nicolas ISNARD - Maryse JOISSAINS MASINI - Didier KHELFA - Eric LE DISSÈS - Richard MALLIÉ - Xavier MERY - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Georges ROSSO - Michel ROUX - Martine VASSAL.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Danielle MILON représentée par Danièle GARCIA.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Henri PONS.

Commission "Finances et Administration Générale"

FAG 001-5527/19/BM

■ Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 19/10293/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du 25 février 2019, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

- 1) La recevabilité d'une demande d'indemnisation suite aux travaux de réalisation de l'aménagement de la partie basse de la rue Paradis, comprise entre la Canebière et la Place Estrangin à Marseille (1er et 6ème arrondissements) ;
PRD-2019/01/13 : HUGO BOSS du 1^{er} avril 2017 au 31 octobre 2017
- 2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants relatifs à la réalisation d'une ligne à haut niveau de service (BHNS) l'AIXPRESS à Aix-en-Provence auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

BHNS L'AIXPRESS

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
AIX-2018/08/04	LE CAPITOLE	45 Avenue Victor HUGO 13100 Aix-en-Provence	17/01/18 au 30/11/18	11 118,00 €	6 671,00 €	0,00 €	6 671,00 €
AIX-2018/08/05	EUROPIA	16 Rue des Daux 13100 Aix-en-Provence	08/11/17 au 02/07/18	7 735,00 €	4 641,00 €	750,00 €	5 391,00 €
AIX-2018/10/07	MARASINO	2 Bis avenue Victor Hugo 13100 Aix-en-Provence	01/04/18 au 30/11/18	48 605,00 €	29 163,00 €	2 200,00 €	31 363,00 €
AIX-2018/10/08	PLANET SUSHI	9 Avenue des Belges 13100 Aix-en-Provence	31/01/18 au 30/11/18	111 125,00 €	66 675,00 €	860,00 €	67 535,00 €
TOTAL				178 583,00€	107 150,00€	3 810,00€	110 960,00€

Montant des indemnisations déjà accordées	96 075,67 €,
Total général BHNS L'AIXPRESS	207 035,67 €

Par conséquent, il est proposé d'une part de suivre l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité d'une demande d'indemnisation précitée, et d'autre part d'approuver les montants d'indemnisation retenus pour les quatre dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-

Provence du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;

- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 portant délégations de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 25 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux de réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS)

L'AIXPRESS du Pays Aix-en-Provence ainsi que les travaux d'aménagement de la partie basse de la rue Paradis, comprise entre la Canebière et la Place Estrangin à Marseille (1er et 6ème arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;

- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Que la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est prononcée sur la recevabilité et l'indemnisation de dossiers relatifs à ces travaux.

Délibère

Article 1 :

Est suivi l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité d'un dossier de demande d'indemnisation relatif aux travaux de réalisation de l'aménagement de la partie basse de la rue Paradis, comprise entre la Canebière et la Place Estrangin à Marseille (1er et 6ème arrondissements) ;

Article 2 :

Est suivi l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'indemnisation de quatre dossiers relatifs à la réalisation d'une ligne à haut niveau de service (BHNS) l'AIXPRESS à Aix-en-Provence précités pour un montant total de 110 960 euros.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer les protocoles d'accord transactionnels ci-annexés ainsi que tout acte nécessaire à la mise en œuvre de ces décisions.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C311 – Nature 65888 – Fonction 851 – Chapitre 65 – 4DIFRA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-5528/19/BM

■ **Approbation du principe d'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques liés aux travaux de requalification du centre ancien de Marignane République-Jaurès.
MET 19/10295/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Consciente que les gênes et perturbations engendrées par les travaux peuvent avoir une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains des chantiers qui y sont éligibles.

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable a été chargée d'une part, d'examiner les réclamations des professionnels situés sur le tracé des chantiers éligibles à ladite Commission sur l'ensemble du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et d'autre part de proposer des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct dès lors que ces derniers travaux engagés y sont éligibles, dans les conditions fixées par le règlement budgétaire et financier.

Un tel dispositif permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adopter les mesures permettant le maintien de l'activité commerciale et artisanale riveraine des secteurs concernés par les travaux, nonobstant les perturbations inhérentes aux chantiers durant plusieurs mois voire même plusieurs années.

Par délibération RNOV 003-666/11/CC du 21 octobre 2011, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la convention pour le projet de requalification, dans sa première phase, du centre ancien de Marignane dans le cadre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD). Afin de minimiser l'impact sur la vie économique locale et riveraine de cette première tranche des travaux, avait été voté l'élargissement du champ de compétence de la Commission d'indemnisation à l'amiable aux préjudices résultants des travaux de rénovation du cours Mirabeau Nord, rue Jean Jaurès Est et parkings (Larbonne, Libération, Parc Camoin Ouest) par délibération FCT 005-335/13/CC de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 28 juin 2013.

Dans le droit fil de ces aménagements, le projet de requalification du centre ancien dégradé de Marignane, dans sa seconde phase, a été retenu au titre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) géré par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) et l'Agence nationale de l'habitat (Anah).

Il s'agit d'un projet transversal qui mobilise toutes les procédures existantes pour résoudre les problèmes de dégradation, d'insalubrité et de vacance qui

touchent les immeubles du centre ancien de la ville. Ce volet « habitat » est complété par la rénovation des espaces publics et des équipements, ainsi que par une série d'actions visant à dynamiser le commerce et mettre en valeur le patrimoine.

Dans ce contexte, la requalification du Centre ancien de Marignane a été identifiée comme un enjeu pour le développement de la commune permettant ainsi de dynamiser l'attractivité de son cœur historique et participer au renouvellement urbain de la commune.

Afin de minimiser l'impact des travaux liés à cette opération sur la vie économique locale, il est proposé d'élargir le champ d'application de cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable aux préjudices économiques aux travaux de requalification réalisés dans le centre-ville de Marignane de la Place République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération RNOV 003-666/11/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 21 octobre 2011 approuvant la convention pour le projet de requalification du centre ancien de Marignane dans le cadre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) ;
- La délibération FCT 005-335/13/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 28 juin 2013 le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants riverains de réfection générale urbaine du cours Mirabeau Nord, rue Jean Jaurès Est et parkings (Larbonne, Libération, Parc Camoin Ouest) à Marignane ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les

professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;

- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de prendre en considération l'impact sur l'activité économique riveraine des travaux de requalification du centre ancien de Marignane de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane ;
- Que l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques est de nature à répondre à ce besoin.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants riverains des travaux de requalification du centre ancien de Marignane de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane.

Article 2 :

Est approuvé le périmètre relatif aux commerces impactés par les travaux de requalification du centre ancien de Marignane de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-5529/19/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'Institut de l'Audit et du contrôle Internes (IFACI) et paiement de la cotisation 2019
MET 19/10404/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Fondé en 1965 sous le statut associatif, l'Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne (IFACI, affilié à l'Institute of Internal Auditors (IIA), est une institution dédiée à la promotion des normes internationales d'audit interne et exerce un rôle majeur en matière de formation, d'information et de certification.

L'IFACI est l'institut de référence du métier de l'audit interne en France et fédère 4 000 auditeurs issus de 900 entreprises et institutions publiques.

Ses missions consistent notamment à :

- rechercher et promouvoir auprès des professionnels de l'audit, des connaissances en matière d'audit et de contrôle internes, de gestion des risques et de gouvernance d'entreprise, au travers de réunions mensuelles, de colloques, d'unités de recherche et de groupes professionnels,
- professionnaliser les acteurs et les organisations en proposant des programmes de formation et de certification (individuelle et collective),
- diffuser et partager les normes professionnelles et les règles de bonne pratique.

L'Inspection Générale de la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ses missions dans le respect des normes internationales recommandées par l'IFACI.

Compte tenu de l'objet et des missions de l'IFACI, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé, par délibération n°FAG 039-838/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016, d'adhérer à l'IFACI et a renouvelé son adhésion à cette association au titre des années 2017 et 2018.

Cette adhésion à l'IFACI permet aux agents de l'Inspection Générale de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'utiliser régulièrement le fonds documentaire de l'IFACI et de participer à des conférences, groupes professionnels ainsi qu'à des stages de formation proposés par cet organisme.

En effet, cette adhésion leur permet de :

- bénéficier de tarifs préférentiels sur les séminaires et formations,
- accéder aux publications, aux contenus multimédias, au centre de documentation et à la bibliothèque en ligne de l'institut,
- et participer ou accéder aux retransmissions en différé des différents travaux, colloques et réunions.

Ainsi, afin de permettre aux agents de l'Inspection Générale de continuer à bénéficier des différents outils et activités mis en place par l'association, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à l'IFACI pour l'année 2019.

Le montant de la cotisation 2019 s'élève, pour 10 personnes, à 1326 euros hors taxes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 039-838/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 portant adhésion à l'Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne (IFACI) et paiement de la cotisation pour l'année 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne (IFACI) a notamment pour objet de promouvoir, auprès des professionnels de l'audit, des connaissances en matière d'audit et de contrôle internes, et de gestion des risques ;
- Qu'afin de permettre aux agents de l'Inspection Générale de la Métropole Aix-Marseille-Provence de continuer à bénéficier des différents outils et activités mis en place par l'association, il convient de renouveler l'adhésion de la Métropole à l'IFACI pour l'année 2019 et d'approuver le montant de la cotisation correspondante ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'IFACI ainsi que le paiement de la cotisation pour l'année 2019, d'un montant de 1326 euros hors taxe pour l'accès de 10 agents aux outils et activités proposés par l'association.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous Politique A440 – Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-5530/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association France Urbaine et paiement de la cotisation 2019 MET 19/10643/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Issue de la fusion de l'Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF) et de l'Association des Communautés Urbaines de France (ACUF), l'association France Urbaine a pour but de représenter et défendre les intérêts des territoires urbains, et pour cela :

- renforce les liens entre les différents territoires urbains ;
- facilite les échanges d'information sur tous les sujets les concernant ;
- développe la réflexion, la coordination et la collaboration dans les domaines d'intérêt commun ;
- élabore des propositions communes dans ces domaines ;
- soutient ces propositions auprès de l'Etat, du Parlement, des autres collectivités et des organismes concernés afin de concourir à leur réalisation ;
- et mène des actions en commun avec ses partenaires.

Pour atteindre ses objectifs, l'association France Urbaine est notamment amenée à :

- proposer, réaliser ou coordonner des études ;
- et organiser des réunions d'information, conférences, colloques, forums, ou toute autre rencontre en lien avec son objet.

Cette association offre aux collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale adhérents la possibilité de se regrouper au sein d'une structure unique permettant à la fois de répondre aux défis posés par le monde urbain, de développer les services proposés aux territoires et de mieux répondre aux enjeux auxquels ils sont confrontés, dans le respect de leur diversité, avec l'ambition de peser dans les débats locaux,

nationaux et internationaux.

Par délibération n° FAG 044-1045/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'Association France Urbaine. Cette adhésion a par la suite été renouvelée pour les exercices ultérieurs.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2019.

Le montant de la cotisation est fixé à 246 357,80 euros (deux cent quarante-six mille trois cent cinquante-sept euros) pour l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 044-1045/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association France Urbaine ;
- Les délibérations n° FAG 005-1895/17/BM du 18 mai 2017 et FAG 003-4258/18/BM du 18 octobre 2018 du Bureau de la Métropole portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association France Urbaine respectivement pour les années 2017 et 2018 ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association France Urbaine offre aux collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale adhérents la possibilité de se regrouper au

sein d'une structure unique permettant à la fois de répondre aux défis posés par le monde urbain, de développer les services proposés aux territoires et de mieux répondre aux enjeux auxquels ils sont confrontés, dans le respect de leur diversité, avec l'ambition de peser dans les débats locaux, nationaux et internationaux ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à cette association en 2016 et renouvelé son adhésion depuis pour chaque exercice ;
- Qu'il convient de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association France Urbaine pour l'année 2019.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association France Urbaine pour l'année 2019 ainsi que le paiement de la cotisation, d'un montant de 246 357,80 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 011, nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 005-5531/19/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la société "Agence Grand Public" concernant les prestations pour l'organisation des Assises Citoyennes de l'habitat le 26 mars 2019 MET 19/10513/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En réponse aux événements dramatiques du 5 Novembre 2018 sur la rue d'Aubagne, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence Martine Vassal a souhaité une mobilisation exceptionnelle de la Métropole par un plan d'urgence d'aide aux familles touchées mais également par la mise en place d'une stratégie durable pour le logement. C'est pourquoi en Décembre 2018, la Présidente a missionné Jacques Ansquer et les services de la Métropole pour organiser d'ici le printemps 2019 les Assises Citoyennes de l'Habitat pour formuler des recommandations et propositions dans les domaines de l'habitat et du logement.

La date retenue par la Présidente de la Métropole pour les Assises est le 26 mars 2019 (date annoncée

lors de la conférence de presse de la Présidente Martine Vassal le 4 Février dernier).

Le lourd travail de préparation, de consultations, d'enquêtes terrain et d'analyses à entreprendre en amont de l'évènement nécessitait, pour garantir la tenue des délais, d'engager cette commande sous quelques jours, incompatibles avec la passation d'un marché.

Le recours à l'UGAP a été tout de suite envisagé. Mais une erreur de procédure de la part de l'UGAP a contraint la Métropole Aix-Marseille-Provence à avoir recours à un protocole transactionnel avec la société « Agence Grand Public » pour mener à bien la mission dans les temps impartis.

L'Agence Grand Public a ainsi été identifiée pour les prestations suivantes qui font l'objet du présent protocole transactionnel :

- enquête sociologique auprès de 70 à 80 personnes, restitution par des films vidéo et par un rapport d'enquête ;
- travail d'analyse au format grand public intégrant à la fois les enseignements de l'enquête sociologique, ceux de la plateforme numérique des Assises, et les contributions de tous les partenaires institutionnels impliqués ;
- conception du déroulé et animation de la plénière du 26 Mars 2019 ;
- rédaction du bilan des Assises Citoyennes de l'Habitat, diffusable au grand public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment les articles 2044 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec la société « Agence Grand Public » pour la réalisation de prestations pour les Assises Citoyennes de l'Habitat du 26 mars 2019.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de la conclusion d'un protocole transactionnel avec la société « Agence Grand Public » pour la réalisation de prestations pour les Assises Citoyennes de l'Habitat du 26 mars 2019.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé prévoyant notamment le versement d'une indemnité transactionnelle de 90 201,33 euros hors taxes soit 108 241,59 euros toutes taxes comprises, à la société « Agence Grand Public ».

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 006-5532/19/BM

■ Approbation de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au financement du Centre Régional de l'Information Géographique de Provence-Alpes-Côte d'Azur (CRIGE-PACA) – Approbation d'une convention MET 19/10273/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : Les services rendus par le CRIGE-PACA depuis son origine à l'ensemble des établissements de coopération intercommunale (EPCI) de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et donc de la Métropole, et l'évolution de ses missions au profit de ces derniers, en particulier sur la diffusion de données géographiques à grandes échelles ont engagé les EPCI à participer au financement de cette structure.

Il est proposé de poursuivre la participation financière demandée, afin de garantir une continuité de services et de diffusion de données géographiques sur le périmètre géographique métropolitain.

Depuis sa création en 2000, le CRIGE-PACA a coordonné l'acquisition, la production et la diffusion d'un grand nombre de données géographiques auprès de l'ensemble des collectivités locales de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il participe également à la diffusion de l'information sur l'ouverture des données publiques. Centre de ressources et d'expertise au travers de ses groupes de travail « Métiers », il est de surcroît un relais indispensable dans la mise en cohérence des données dispersées et/ou manquant de structuration pour être rassemblées sur de nouveaux périmètres.

Il constitue également un relais local pour porter au niveau national les difficultés prévisibles avec la mise en œuvre de la future Représentation Parcellaire Cadastre Unique (RPCU) et du Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS) de la responsabilité des collectivités locales face aux différents opérateurs de travaux. Les collectivités peuvent également bénéficier de l'appui du CRIGE-PACA concernant notamment la dématérialisation des documents d'urbanisme.

En conséquence, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le principe de sa participation financière auprès du CRIGE-PACA, pour l'année 2019, dans la mesure où cet organisme constitue un relais stratégique pour l'amélioration de la connaissance du territoire métropolitain dans son ensemble et l'aide à la remontée des données géographiques vers les niveaux nationaux et européens dans le respect des réglementations et dans un contexte d'ouverture des données (Open data) et du Service Public de la Donnée (SPD) pour respecter la Loi sur le Numérique.

La subvention attribuée, au titre de l'exercice 2019, est de 71 250 euros.

La dépense en résultant sera imputée sur le budget principal de la Métropole qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du

Conseil de la Métropole au Bureau de la
Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- La participation au CRIGE-PACA comme un enjeu stratégique pour l'amélioration de la connaissance du territoire métropolitain dans son ensemble et son appui technique à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant total de 71 250 euros à l'association CRIGE PACA.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectif ci-annexée à conclure avec l'association CRIGE-PACA.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole sur les imputations : sous politique A240 – Nature 65 74 et sous politique G810 – Nature 65 748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-5533/19/BM

**■ Approbation d'une convention d'utilisation des informations touristiques entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Provence Tourisme
MET 19/10380/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de sa compétence « développement et aménagement économique, social et culturel », doit promouvoir le tourisme sur son territoire.

Provence Tourisme, association créée en 1971 et missionné par le Département, agit en faveur de la coordination des acteurs et de l'attractivité du territoire.

Provence Tourisme a réussi à fédérer l'ensemble des acteurs autour de la construction d'un référentiel

territorial d'informations. Ce référentiel est construit à partir d'une base d'informations dénommée « PATIO ». Pour ce faire, la collecte d'information et de données s'est élargie au-delà des offices de tourisme à d'autres partenaires comme les professionnels du tourisme ou de la culture.

Aujourd'hui, PATIO est la base de référence pour les informations touristiques et culturelles à l'échelle du territoire.

L'accession à la base départementale d'informations touristiques PATIO permettra à la Métropole Aix-Marseille Provence de disposer d'un outil performant de valorisation de son territoire. PATIO favorisera le développement de l'attractivité et la notoriété du territoire métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Le conventionnement avec Provence Tourisme et l'utilisation de la base d'informations PATIO comme un enjeu stratégique pour l'attractivité touristique du territoire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec l'association Provence Tourisme.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 008-5534/19/BM

■ Approbation d'une convention d'échange de données avec la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône (DDTM)

MET 19/10411/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de mener une politique d'aménagement efficace, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin de disposer de données actualisées relatives à son territoire.

Dans cet objectif, des canalisations de transport de matières dangereuses soumises à l'article R. 555-30 b) du Code de l'Environnement représentent une source d'informations nécessaire aux services de planification urbaine sur le territoire métropolitain afin d'élaborer ou modifier les PLUI.

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) des Bouches-du-Rhône est l'organisme en charge de recevoir des transporteurs au sens des articles R. 555-2 et suivant du Code de l'Environnement lesdites données et le cas échéant de les mettre à disposition.

La Métropole a ainsi sollicité la DDTM des Bouches-du-Rhône afin d'obtenir la mise à disposition de données cartographiques numériques relatives aux SUP des canalisations de transport de matières dangereuses soumises à l'article R. 555-30 b) impactant le territoire métropolitain.

LA DDTM des Bouches-du-Rhône a répondu favorablement à la demande et propose de conclure avec la Métropole une convention de mise à disposition, à titre gracieux, desdites données.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;
- La circulaire BSEI 09-128 du 22 juillet 2009 relative à la diffusion et à la protection des données cartographiques relatives aux canalisations de transport

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de récupérer les données géographiques de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer dans un souci d'amélioration de leurs connaissances des réseaux et de leur environnement.
- Qu'il convient de signer une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, en vue de pouvoir utiliser ces données géographiques.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Direction Départementale des Territoires et de la Mer relative à la mise à disposition gratuite des données géographiques des Servitudes d'Utilité Publique des canalisations de transport de matières dangereuses soumises à l'article R. 555-30 b) du Code de l'Environnement.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 009-5535/19/BM

■ Définition des taux de promotion pour les avancements de grades des agents métropolitains à 100%

MET 19/10388/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article 49 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée, prévoit que chaque collectivité doit définir des taux de promotion pour l'avancement de grade de ses agents, fixés par l'assemblée délibérante après avis du comité technique.

Ces taux de promotion peuvent être fixés entre 0 et 100%, et sont appliqués à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour l'avancement de grade ou l'accès à l'échelon spécial et classe exceptionnelle, pour déterminer le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus.

Ces dispositions s'appliquent à tous les cadres d'emplois, à l'exception du cadre d'emplois des agents de police municipale et des grades à accès fonctionnel (administrateur général, attaché hors classe, ingénieur général et ingénieur hors classe). Dans ce dernier cas, le taux de promotion est remplacé par un quota d'avancement fixé par chaque statut particulier.

D'une manière générale, les taux de promotion sont déterminés en fonction du nombre d'agents promouvables, de la pyramide du cadre d'emplois, de la taille de la collectivité et des orientations budgétaires en matière de ressources humaines.

Dans le contexte de construction métropolitaine, et étant rappelé que le nombre obtenu après application des taux de promotion demeure un nombre plafond de fonctionnaires pouvant être promus, en fonction des critères de classement tenant compte de la valeur professionnelle, de l'expérience professionnelle, de l'investissement professionnel et des avis hiérarchiques, il est proposé de retenir, pour l'ensemble des cadres d'emplois représentés au sein de la collectivité, les taux de promotion établis conformément à l'annexe ci-après.

Le tableau des effectifs fixera le nombre de postes à pourvoir au regard des besoins et possibilités fonctionnelles de l'organigramme des services métropolitains.

Cette orientation permet de tenir compte, d'une part, de la structuration organisationnelle évolutive des services, et d'autre part, de l'enjeu de capitalisation

des ressources internes, par la montée en compétences et en responsabilité des collaborateurs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 49 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 080-4536/1/CM du 18 octobre 2018 portant approbation des critères de classement des agents promouvables à un avancement de grade ou à une promotion interne ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM en date du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis favorable du comité technique du 12 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les taux de promotion applicables, au sein de la collectivité, à l'ensemble des agents remplissant les conditions requises pour pouvoir bénéficier d'un avancement au grade précisés dans le tableau annexé ci-après.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Chapitre globalisé 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 010-5536/19/BM

■ Approbation du cadre juridique des astreintes de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 19/10398/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 instaure le cadre juridique permettant de rémunérer ou de compenser les astreintes des agents de la Fonction Publique Territoriale.

Les règles relevant des astreintes :

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, la durée de cette intervention étant considérée comme du temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail.

Pour la filière technique, il existe trois types d'astreintes :

- les astreintes de décision (qui ne concernent que le personnel d'encadrement) : situation des personnels d'encadrement pouvant être joints directement par l'autorité territoriale, en dehors des heures d'activités normales du service, afin d'arrêter les dispositions nécessaires ;
- les astreintes d'exploitation : situation des agents tenus, pour des nécessités de service, de demeurer soit à leur domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir ;
- les astreintes de sécurité : situation des agents appelés à participer à un plan d'intervention dans le cas d'un besoin de renforcement en moyens humains faisant suite à un événement soudain ou imprévu.

Pour les autres filières, seules existent les astreintes de sécurité.

Les agents concernés par les astreintes bénéficieront d'une indemnité non soumise à retenue pour pension et le cas échéant, d'un repos compensateur.

Les modalités de compensation ou de rémunération des astreintes

La rémunération et la compensation des astreintes sont déterminées suivant des règles et dans des conditions différentes en fonction du cadre d'emplois d'appartenance de l'agent :

- par référence, au décret n°2002-147 du 7 février 2002 et à l'arrêté ministériel du 3 novembre 2015 relatifs aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur, pour les personnels des filières autres que techniques,
- par référence au décret n°2015-415 du 14 avril 2015 et aux arrêtés ministériels du 14 avril 2015 relatifs aux indemnités d'astreinte et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement pour les agents territoriaux relevant d'un cadre d'emplois de la filière technique.

Ces rémunérations et compensations ne peuvent être accordées aux agents bénéficiant d'une concession de logement par nécessité absolue de service, ou d'une nouvelle bonification indiciaire au titre de l'exercice de fonctions de responsabilité supérieure en application des dispositions des décrets n°2001-1274 du 27 décembre 2001 et n°2001-1367 du 28 décembre 2001.

Conformément à la réglementation, il appartient au Bureau de la Métropole, après avis du Comité Technique, de déterminer les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 7-1 ;
- Le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la Fonction Publique Territoriale ;
- Le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;
- Le décret n°2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur ;
- Le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 fixant les modalités de rémunération et de

compensation des astreintes et permanences dans la fonction publique territoriale ;

- Le décret n°2015-415 du 14 avril 2015 précisant que l'indemnisation des astreintes ou leur compensation et la rémunération des interventions sont fixées par arrêtés ;
- L'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement (applicable à la filière technique territoriale) ;
- L'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur (applicable à la fonction publique territoriale, hors filière technique) ;
- L'arrêté du 14 avril 2015 fixant les conditions de compensation horaire des heures supplémentaires aux ministères chargés du développement durable et du logement ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis favorable du comité technique du 12 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient, de déterminer les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés ;
- Qu'il convient de définir les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et interventions, dans les conditions et selon les modalités prévues par la réglementation ;
- Qu'il est nécessaire de délibérer sur des règles communes pour l'ensemble des astreintes réalisées au sein des services métropolitains.

Délibère

Article 1 :

Sont déterminés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de

leur organisation et la liste des emplois concernés, conformément à l'annexe 1 jointe à la présente délibération.

Article 2 :

Sont approuvées les modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions, dans les conditions et selon les modalités prévues par la réglementation, conformément à l'annexe 2 de la présente délibération.

Article 3 :

La rémunération et la compensation des astreintes feront l'objet d'une actualisation automatique des montants et des modalités de compensation en vigueur à ce jour, en cas d'évolution réglementaire dans ce domaine.

Article 4 :

La rémunération et la compensation ne peuvent être accordées aux agents bénéficiant d'une concession de logement par nécessité absolue de service, ou d'une nouvelle bonification indiciaire au titre de l'exercice de fonctions de responsabilité supérieure en application des dispositions des décrets n°2001-1274 du 27 décembre 2001 et n°2001-1367 du 28 décembre 2001.

Article 5 :

Les dispositions de la présente délibération s'appliquent aux agents titulaires, stagiaires et aux agents contractuels.

Article 6 :

Les crédits nécessaires à la mise en œuvre de ces dispositions sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 011-5537/19/BM

**■ Modification de la délibération FAG 007-2007 17 CM du 18 mai 2017 portant approbation des critères de classement des agents promouvables à un avancement de grade ou une promotion interne
MET 19/10401/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Parmi les actes fondateurs de l'installation de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil métropolitain a approuvé le 30 juin 2016, par délibération FAG 001-30/06/2016 CM, le Pacte de gouvernance financier et fiscal visant à définir la

stratégie en matière d'exercice de compétences et les relations entre la métropole et ses conseils de territoire.

Ce dernier fixe un principe d'organisation de l'administration métropolitaine à deux niveaux, métropolitain et territorial, et dispose notamment :

« S'agissant de la commission administrative paritaire pour chaque catégorie A, B et C de fonctionnaires de la métropole, sa composition devra assurer la représentativité des élus des territoires bénéficiant de services mis à disposition. »

Les avancements de grades et les promotions doivent prendre en compte l'importance des effectifs mis à disposition de chaque territoire.

Une réflexion sera conduite quant à une possible pré-instruction territorialisée des CAP par les services référents. L'équité territoriale des promotions est un principe dont l'effectivité devra être assurée ».

Par délibération FAG 007-2007/17/CM du 18 mai 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé les critères de classement des agents promouvables à un avancement de grade ou à une promotion interne.

La consultation managériale territoriale a initié une définition unifiée de la méthode de préparation et du travail de proposition soumis aux représentants de l'administration et du personnel lors de la tenue de l'instance.

Dans ce cadre, l'approche empirique, réalisée au cours de la tenue des dernières instances, révèle la nécessité de procéder à la suppression du critère ayant trait à l'écart d'un agent ayant bénéficié d'un avancement de grade ou d'une promotion interne au cours des deux dernières années.

Méthode de préparation de la CAP

Selon les orientations fixées par le Pacte de gouvernance financier et fiscal, la méthode de préparation de la CAP s'attache à décliner les principes suivants :

- 1) La liste des promouvables est métropolitaine.
- 2) Une liste de pré-instruction des promouvables est dressée par territoire.
- 3) Une liste consolidée des promouvables est construite pour la CAP sur la base des propositions des territoires.
- 4) La Direction Générale des Services pré-instruit la consolidation de la liste des promouvables, soumise à l'arbitrage de l'Autorité territoriale.

Critères de classement des agents promouvables

Le cadre réglementaire en vigueur se fonde sur la loi

n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée, et notamment ses articles 39 et 80 qui fixent les modalités d'inscription sur liste d'aptitude de promotion interne et tableaux d'avancement de grade :

Article 39 :

« En vue de favoriser la promotion interne, l'inscription sur une liste d'aptitude peut intervenir :

1° après examen professionnel ;

2° après avis de la commission administrative paritaire compétente, par appréciation de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle des agents. »

Article 80 :

« L'avancement de grade est prononcé par l'Autorité territoriale parmi les fonctionnaires inscrits sur un tableau d'avancement. L'avancement de grade est subordonné à l'acceptation par le fonctionnaire de l'emploi qui lui est assigné dans son nouveau grade. »

Et plus récemment le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux, complété par le décret n° 2017-63 du 23 janvier 2017, a rendu obligatoire l'entretien professionnel, en lieu et place de la notation, pour l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux, en en définissant les critères d'appréciation et les modalités de prise en compte pour l'avancement des agents.

Article 4 :

« Les critères à partir desquels la valeur professionnelle du fonctionnaire est appréciée, au terme de cet entretien, sont fonction de la nature des tâches qui lui sont confiées et du niveau de responsabilité assumé. Ces critères, fixés après avis du comité technique, portent notamment sur :

1° Les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs ;

2° Les compétences professionnelles et techniques ;

3° Les qualités relationnelles ;

4° La capacité d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur. »

Article 8 :

« Pour l'établissement du tableau d'avancement prévu à l'article 80 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée et de la liste d'aptitude prévue à l'article 39 de cette même loi, il est procédé à une appréciation de la valeur professionnelle du fonctionnaire, compte tenu notamment :

1° Des comptes rendus d'entretiens professionnels ;

2° Des propositions motivées formulées par le chef de service ;

3° Et, pour la période antérieure à la mise en place de l'entretien professionnel, des notations.

Les fonctionnaires sont inscrits au tableau d'avancement par ordre de mérite ou sur la liste d'aptitude. Les candidats dont le mérite est jugé égal

sont départagés par l'ancienneté dans le grade. »

Dans le respect de ces dispositions, l'analyse des critères pratiqués au sein des anciens EPCI fusionnés permet de mettre en exergue 4 groupes de valorisation de critères de classement :

- La valeur professionnelle
- L'expérience professionnelle
- L'investissement professionnel
- Les avis hiérarchiques

Chacun de ces groupes de critères est susceptible d'être décliné en critères d'appréciation et en critères d'information, qui apportent une information conjoncturelle supplémentaire.

Dans un souci de transparence et de lisibilité, il est proposé de retenir des critères identiques pour les avancements de grade et la promotion interne, et pour les 3 catégories d'agents (A, B et C).

1) La valeur professionnelle

Critère(s) d'appréciation	Critère(s) d'information
Appréciation de la valeur professionnelle, issue de l'évaluation annuelle a) Efficacité dans l'emploi et réalisation des objectifs b) Compétences professionnelles et techniques c) Qualités relationnelles	Sanction disciplinaire : disposer de l'information relative aux sanctions depuis 3 ans.

2) L'expérience professionnelle

Critère(s) d'appréciation	Critère(s) d'information
Ancienneté dans le grade : prise en compte de l'ancienneté acquise dans le grade actuel.	Age de l'agent : au 1 ^{er} janvier de l'année. Ancienneté dans la fonction publique : valoriser l'expérience professionnelle et le service public effectif dans les 3 fonctions publiques ou assimilées en qualité d'agent titulaire de droit public. <ul style="list-style-type: none">- Prise en compte de la date de stagiairisation.- Ne comptent pas dans l'ancienneté les périodes d'inactivité, période de contractuel avant titularisation, disponibilité, congé parental.

3) L'investissement professionnel

Critère(s) d'appréciation	Critère(s) d'information
<p>Examen professionnel : valoriser les agents ayant réussi l'examen professionnel d'accès au grade.</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ prise en compte de l'effort de formation, de préparation et de réussite de l'examen professionnel. ⇒ ce critère n'est valable que pour l'accès au grade ciblé par l'examen professionnel. ⇒ le bénéfice de l'examen est conservé sans limite jusqu'à la nomination dans ce grade. <p>Dans le cadre des avancements de grade et dans l'hypothèse d'un ratio unique (avancement à l'ancienneté et examen professionnel), les agents ayant réussi un examen professionnel du grade seront placés en début de tableau.</p>	<p>Absentéisme compressible :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ valoriser le présentisme et lutter contre le micro-absentéisme pour maladie ordinaire ⇒ disposer d'une analyse de l'absentéisme médical sur une période de 3 ans (nombre de jours de maladie ordinaire, accident de travail, maladie professionnelle, CLM/CLD : moyenne annuelle de nombre de jours d'absence cumulés).

4) Les avis hiérarchiques

Critère(s) d'appréciation
<p>Avis de la hiérarchie territoriale : prendre en compte l'avis hiérarchique sur la capacité de l'agent à encadrer ou à évoluer sur un poste à responsabilités supérieures</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Intégration des enjeux et contraintes liés à ce type de poste, et investissement au sein de la direction et de la collectivité b) Agent capable d'exercer (ou exerçant déjà) des fonctions de grade supérieur, avec incitation à la mobilité en cas de promotion interne c) Agent méritant (non retenu selon le seul critère de la valeur professionnelle, mais pour lesquels il est souhaité d'encourager les efforts fournis avec régularité) d) Agent en fin de carrière (demande de retraite déclarée à la DRH)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2017-63 du 23 janvier 2017 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle de certains fonctionnaires territoriaux ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 007-2007/17/CM du 18 mai 2017 la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé les critères de classement des agents promouvables à un avancement de grade ou à une promotion interne ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- L'avis favorable du Comité technique du 12 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de fixer les critères de classement applicables pour l'avancement de grade et la promotion interne des agents métropolitains.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la méthode de préparation des commissions administratives paritaires s'attachant à décliner les principes fixés par le Pacte de gouvernance financier et fiscal.

Article 2 :

Sont approuvés les critères d'appréciation et d'information permettant d'établir un classement des agents promouvables à un avancement de grade ou une promotion interne, fondé sur la valeur professionnelle, l'expérience, l'investissement et les avis hiérarchiques.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 012-5538/19/BM

■ Revalorisation de la valeur faciale des titres restaurant attribués aux agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence

MET 19/10406/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2007-209 du 19 février 2007 a introduit dans la loi du 26 janvier 1984 un article 88-1 qui pose le principe de la mise en œuvre d'une action sociale par les collectivités territoriales au bénéfice de leurs agents.

Dans le cadre des mesures d'action sociale, les agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficient de titres restaurant dont la valeur faciale est, depuis 1^{er} septembre 2017, de 8,80€ ; la participation employeur étant fixée à 60%.

La valeur faciale de ces titres restaurant est à ce jour de 8,80€ depuis 1^{er} septembre 2017 et la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence est de 60%.

Compte tenu de la date de la dernière revalorisation de la valeur faciale, de l'offre de restauration sur le

secteur et des évolutions tarifaires, Madame la Présidente propose que la valeur faciale soit portée à 9,00€ à compter du 1^{er} mai 2019.

Si cette proposition était accueillie favorablement, sa mise en œuvre représenterait pour les huit derniers mois de l'année, une dépense supplémentaire de 214 000 € et une recette supplémentaire de 85 500 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- la loi n° 2001-1276 du 28 décembre 2001 portant loi de finances rectificative pour 2001 (titres-restaurant dans les collectivités locales) ;
- la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale et notamment son article 70,
- La délibération FAG 043-2299/17/CM du 13 juillet 2017 portant extension des titres restaurant à tous les agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence et accès au dispositif de restauration collective en place ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis favorable du Comité Technique de la Métropole du 12 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite revaloriser la valeur faciale des Titres Restaurant attribués à ses agents.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la revalorisation de la valeur faciale des titres restaurant à 9 euros.

Article 2 :

Cette revalorisation prend effet au 1^{er} mai 2019.

Article 3 :

Les autres dispositions de la délibération FAG 043-2299/17/CM du 13 juillet 2017 portant extension des titres restaurant à tous les agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence et accès au dispositif de restauration collective en place restent inchangées.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à la participation employeur sont inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 013-5539/19/BM

■ Approbation de conventions relatives à la disponibilité des sapeurs-pompiers volontaires pendant leur temps de travail avec les services départementaux d'incendie et de secours MET 19/10412/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole compte parmi ses agents, des sapeurs-pompiers volontaires qu'elle veut encourager dans cette dynamique citoyenne.

La Métropole souhaite s'inscrire dans une démarche d'un partenariat avec les services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) couvrant le territoire dans le dessein d'améliorer réciproquement la qualité du service en vue de la protection et la sauvegarde des personnes et des biens.

A cet effet, l'employeur public d'un sapeur-pompier volontaire (SPV), peut conclure avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours une convention afin de préciser les modalités de la disponibilité opérationnelle et de la disponibilité pour la formation des SPV, tout en garantissant la compatibilité de cette disponibilité avec nécessités du fonctionnement du service public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Sécurité Intérieure ;
- La loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 modifiée relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service ;
- La loi n° 96-370 modifiée du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans le corps de sapeurs-pompiers volontaires ;
- Le décret n°2012-492 du 16 avril 2012 relatif aux indemnités des sapeurs-pompiers volontaires ;
- Le décret n° 2013-412 du 17 mai 2013 relative aux sapeurs-pompiers professionnels,
- L'avis favorable du Comité Technique du 12 mars 2019 ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Sont approuvées les conventions cadre pour le développement du volontariat ci-annexées entre la Métropole et les SDIS des Bouches-du-Rhône, du Var et du Vaucluse, organisant les modalités de la disponibilité pour les missions opérationnelles et les actions de formation des sapeurs-pompiers volontaires, agents métropolitains.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et tout les documents y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 014-5540/19/BM

■ Approbation de l'avenant 1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation d'une salle de spectacles et des festivités sur la commune d'Auriol MET 19/10117/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Communauté du Pays d'Aubagne et de l'Étoile du 1^{er} juin 2015 a déclaré d'intérêt communautaire le projet de construction d'une salle de spectacles et des festivités sur la commune d'Auriol.

Le Conseil Communautaire du 6 juillet 2015 a approuvé le projet de convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée au bénéfice de la commune d'Auriol pour la réalisation, sur son territoire, d'une salle de spectacles et des festivités d'intérêt communautaire et a autorisé Madame la Présidente de Territoire à signer la convention concernée et tout document s'y rapportant.

Les travaux de la salle de spectacles et des festivités sont à ce jour en cours.

Le Maître d'Ouvrage délégué n'étant pas rémunéré, il est proposé de supprimer l'article 12 de la dite convention qui proposait l'application des pénalités au délégataire.

Compte tenu du retard pris dans l'attribution des marchés de travaux, l'article 2.2, « Délais » est modifié et le mandataire livrera la salle de spectacles et des festivités au plus tard au 30 septembre 2019 à la Métropole. De plus, l'article 14.1 précisera désormais que la convention s'achèvera à la fin de la Garantie de Parfait Achèvement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 1_0615 du Conseil de Communauté du Pays d'Aubagne et de l'Étoile du 1^{er} juin 2015, qui déclare d'intérêt communautaire le projet de construction d'une salle de spectacles et des festivités ;
- La délibération n° 7_0715 du Conseil de Communauté du Pays d'Aubagne et de l'Étoile du 6 juillet 2015, qui approuve le projet de convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée au bénéfice de la commune d'Auriol pour la réalisation, sur son

territoire, d'une salle de spectacles et des festivités d'intérêt communautaire ;

- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile du 25 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée à la Ville d'Auriol pour la réalisation d'une salle de spectacles et des festivités sur la commune d'Auriol ;

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 015-5541/19/BM

■ Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

MET 19/10430/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Huit dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 17 341.20 euros présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. ACERBO Roland – sinistre du 10 février 2017 – montant : 1 550.00 euros,
- SERAMM – sinistre du 5 mai 2017 – montant : 145.95 euros,
- M. CICCIONE Thierry - sinistre du 26 décembre 2017 – montant : 7 020.00 euros,
- M. MARTINEZ Patrick – sinistre du 3 janvier 2018 – montant : 1 020.96 euros,
- M. PERITORE Enzo – sinistre du 15 mars 2018 – montant : 735.70 euros,
- M. GUIDI Jean Nicolas – sinistre du 27 mars 2018 – montant : 5 532.50 euros,
- Mme CHARBONNIER Nathalie – sinistre du 5 avril 2018 – montant : 749.21 euros,
- M. GOUIN Enzo – sinistre du 10 juillet 2018 – montant : 586.88 euros,

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'indemnisation des tiers visés au rapport ci-dessus, à hauteur de la somme globale de 17 341.20 euros en réparation des dommages

matériels engageant la responsabilité de la collectivité, tels que décrits dans l'annexe jointe.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- 2 217,74 euros pour le budget principal, sous politique A 160 fonction 020 article 65888.
- 15 123,46 euros pour le budget des Ports de plaisance, sous politique A 160 article 6718

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 016-5542/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de stationnement des véhicules techniques d'intervention en zone payante de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Dispositif "Timo Flotte" MET 19/10437/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 147-4964/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré auprès de SAGS Marseille au dispositif de paiement dématérialisé dénommé « Timo » qui permet à chaque usager de s'acquitter de sa redevance de stationnement sans se rendre à l'horodateur grâce au prépaiement des crédits de stationnement.

Il s'adresse aux véhicules techniques d'intervention des services de la Métropole qui sont amenés à stationner sur voirie dans le centre-ville de Marseille.

Pour adhérer à ce dispositif, une convention de stationnement pour les véhicules techniques d'intervention de la Métropole et la mise en place d'un crédit prépayé a été conclue entre SAGS Marseille et la Métropole.

La convention a pour objet de déterminer les modalités de mise en œuvre du dispositif « Timo Flotte ». Celle-ci prévoyait à l'article 2 relatif à la durée que « la convention est conclue jusqu'au 31 mars 2019, date de fin de la délégation de service public actuelle de la ville de Marseille et à compter de sa date de signature.

Sa poursuite dépendra du résultat de la procédure d'attribution de la délégation de service public à venir. »

Depuis la Ville de Marseille a renouvelé la délégation de service public du stationnement payant sur voirie dans les mêmes conditions auprès de la SAGS Marseille. Aussi, il est proposé de conclure un

avenant n°1 à la convention entre ladite société et la Métropole pour prolonger la durée de celle-ci jusqu'au 31 mars 2024 (soit l'échéance de la délégation de service public). Les autres dispositions de ladite convention restent inchangées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 11/0036/DEVD du Conseil Municipal de la ville de Marseille en date du 7 février 2011 portant désignation de la Société d'Assistance et de Gestion du Stationnement (SAGS) en qualité de délégataire de service public du stationnement sur voirie ;
- La délibération n° FAG 147-4964/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation de la convention relative à l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au dispositif « Timo Flotte » pour le stationnement des véhicules techniques d'intervention en zone payante ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 18/1041/DDCV du Conseil Municipal de la Ville de Marseille du 20 décembre 2018 portant renouvellement de la délégation de service public du stationnement payant sur voirie – Désignation du délégataire.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- La Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré au dispositif « Timo Flotte » de la société SAGS Marseille pour le stationnement des véhicules techniques d'intervention en zone payante ;

- Que pour adhérer à ce dispositif, une convention de stationnement pour les véhicules techniques d'intervention de la Métropole et la mise en place d'un crédit prépayé a été conclue entre SAGS Marseille et la Métropole ;
- Que l'échéance initiale de cette convention est fixée au 31 mars 2019, la poursuite dépendra du résultat de la procédure d'attribution de la délégation de service public en cours ;
- Que la Ville de Marseille a retenu la société SAGS Marseille comme titulaire de la délégation de service public du stationnement payant sur voirie jusqu'au 31 mars 2024 ;
- Qu'il convient de conclure un avenant afin de prolonger la durée de la convention de stationnement pour les véhicules techniques d'intervention entre la Métropole et SAGS Marseille jusqu'au 31 mars 2024, échéance du contrat de délégation de service public.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et SAGS Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la ligne : A130 – 6132 – 020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 017-5543/19/BM

**■ Approbation de la constitution d'un groupement de commandes permanent entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône portant sur les achats de prestations de services et de fournitures pour les besoins des directions de la communication des deux entités
MET 19/10703/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont des besoins communs d'achats de prestations de services et de fournitures pour leurs directions de la communication respectives, qui ont engagé leur rapprochement opérationnel et travaillent de façon coordonnée à de nombreux événements ou opérations de communication organisés en commun.

Il apparaît dès lors opportun de créer un groupement de commandes permanent entre la Métropole et le Conseil Départemental, afin de passer et d'exécuter des marchés et accords-cadres communs ayant pour objet de satisfaire les besoins de leurs directions de la communication respectives, que celles-ci agissent individuellement pour leurs besoins propres ou de concert dans le cadre d'un événement co-organisé ou commun.

La présente convention a pour objet :

- de constituer un groupement de commandes entre la Métropole et le Conseil Départemental en vue de mutualiser leurs achats de prestations de services et de fournitures satisfaisant aux besoins de leurs directions de la communication respectives ;
- de préciser les modalités de fonctionnement du groupement.

Par conséquent, il appartient au Bureau de la Métropole d'approuver la constitution de ce groupement de commandes permanent.

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole :

- d'approuver la constitution d'un groupement de commandes permanent permettant à la Métropole et au Conseil Départemental de passer des marchés et accords-cadres communs visant à satisfaire les besoins de leurs directions de la communication respectives ;
- de désigner la Métropole Coordonnateur du Groupement, en charge de passer les marchés et accords-cadres pour le compte du Groupement, à charge pour chacun des membres du groupement d'exécuter ces marchés et accords-cadres selon les termes conclus par le Coordonnateur et dans le respect des obligations réglementaires qui s'imposent à lui ; ainsi, chaque membre se charge de passer les bons de commande ou les marchés subséquents pour la satisfaction de ses propres besoins, les signe, les notifie et les exécute. Lorsque le besoin sera commun à la Métropole et au Conseil Départemental, la passation du bon de commande ou du marché subséquent pourra être indifféremment portée par l'une ou l'autre des deux entités.

Le fonctionnement de ce groupement de commandes est détaillé dans la « Convention constitutive d'un groupement de commandes permanent entre le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur les achats de prestations de services et de fournitures pour les besoins des directions de la communication des deux entités », dont les termes sont soumis à votre approbation (annexe ci-jointe).

Les frais liés à la procédure de désignation des cocontractants et les autres frais éventuels de fonctionnement ainsi que les frais de publicité liés à la passation de l'accord-cadre sont supportés par le coordonnateur du groupement ;

- d'autoriser la signature de la convention constitutive dudit groupement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la présente constitution d'un groupement de commandes permanent entre la Métropole et le Conseil Départemental permet de mutualiser les achats de prestations et de fournitures pour les besoins

de leurs directions de la communication respectives ;

- Que ce groupement permet d'améliorer l'efficacité organisationnelle interne, la performance achat des marchés concernés et, au-delà, de poursuivre le rapprochement des achats de la Métropole et du Conseil Départemental ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention constitutive d'un groupement de commandes, coordonné par la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour les achats de prestations de services et de fournitures pour les besoins des directions de la communication du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et ce jusqu'au 31 décembre 2021.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé :

- à signer la convention constitutive du groupement de commandes ;
- à signer tous les documents afférents à la passation et l'exécution des marchés et accords-cadres passés dans le cadre du présent groupement de commande permanent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits annuellement sur les budgets correspondants pour chaque budget par sous-politique, fonction, chapitre et nature concernés pendant la durée de la convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur"

ECO 001-5544/19/BM

■ Déclinaison opérationnelle du principe de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région Provence Alpes Côte d'Azur - Approbation d'une convention d'objectifs pour l'année 2019
MET 19/9832/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'artisanat, avec 35 000 entreprises et 6 500 emplois directs, représente 80% des activités constituant l'économie de proximité (métiers de bouche, métiers du bâtiment, métiers des services aux particuliers et aux entreprises) sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région Provence Alpes Côte d'Azur (CMAR) constitue ainsi un acteur essentiel au renforcement du positionnement économique de proximité du territoire métropolitain.

Construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant notamment tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat et soutenir l'activité économique de proximité en facilitant la vie des entreprises sont des orientations stratégiques de l'agenda du développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence voté en conseil métropolitain le 30 mars 2017.

Cette ambition est également partagée par la CMAR. Aussi, au regard de leurs compétences respectives en matière de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région Provence Alpes Côte d'Azur ont par délibération ECO 003-3412/18/BM du Bureau de la Métropole du 15 février 2018, conclu une convention cadre pluriannuelle de partenariat 2018-2020 sur l'artisanat et l'économie de proximité.

Cette convention cadre renforce la collaboration de la Métropole et de la CMAR dans les domaines suivants :

- la mise en œuvre d'actions d'accompagnement communes en faveur des entreprises artisanales ;
- l'échange d'informations et le partage de données autour de projets de développement local et d'aménagement du territoire.

En vertu de l'article 3, cette convention cadre pluriannuelle doit être déclinée en conventions annuelles d'objectifs établies à l'échelle métropolitaine, ou à l'échelle des territoires de la Métropole. Ces conventions annuelles précisent les engagements opérationnels et financiers de chaque partenaire.

Pour l'année 2018, une première convention d'objectifs a été signée et réalisée.

Pour l'année 2019, les engagements opérationnels de la convention d'objectifs sont les suivants :

- des actions conduites conjointement :

- dans le cadre des différents ateliers métropolitains intéressants l'artisanat et le volet économique
- pour l'élaboration des différents outils stratégiques concernant l'artisanat ;
- pour la promotion du territoire métropolitain.
- un accompagnement des territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat :
 - alimentation de la plateforme du commerce et de l'artisanat à destination des communes de la Métropole ;
 - soutien des dispositifs coordonnés par la Métropole (études, mission d'assistance, accompagnement des commerces dans leurs projets de développement et de redynamisation par l'artisanat).

La Métropole participera au financement d'un poste de « Développeur Territorial de l'Artisanat Métropolitain » au sein de la CMAR sous la forme d'un forfait annuel de 45 000 euros pour la mise en œuvre des actions déclinées dans la convention d'objectifs pour l'année 2019, ci-annexée. A titre de comparaison, pour l'année 2018, l'engagement humain et financier était équivalent.

Enfin, la convention cadre prévoyait la création d'un comité de pilotage pour évaluer et assurer le suivi de la convention. Aussi, la Métropole et la CMAR ont décidé de mettre en place un comité de pilotage, composé des élus et techniciens de chaque structure qui se réunira à au moins 2 reprises pendant la durée de la convention pour définir les orientations, valider les axes de travail et le programme d'actions.

Un rapport présentant le bilan des actions menées et leur impact sera établi en commun et soumis à la validation du comité de pilotage. Ce comité sera composé :

- Pour la Métropole :

- ❖ Le Vice-Président de la Métropole délégué au développement des entreprises, aux zones d'activités, au Commerce et à l'Artisanat,
- ❖ Le DGA Développement Economique et Attractivité,

- Pour la CMAR:

- ❖ Elu CMAR,
- ❖ Le Directeur de Pôle Développement Economique et des Territoires 13,

Et des personnalités qualifiées en fonction des domaines abordés.

Chacun des membres du comité de pilotage pourra, en cas d'absence ou d'empêchement, se faire représenter.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération cadre n° ECO 002-3411/18/BM du 15 février 2018 portant approbation de la convention cadre pluriannuelle de partenariat entre la CMAR et la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt et la nécessité d'un travail en synergie entre la Métropole et la CMAR afin d'œuvrer ensemble au développement de l'artisanat du territoire et à l'activité économique de proximité ;
- Que pour formaliser cet intérêt commun une convention cadre pluriannuelle pour les années 2018 à 2020 a été conclue entre la Métropole et la CMAR ;
- Que cette convention cadre pluriannuelle doit être déclinée en conventions annuelles d'objectifs établies à l'échelle métropolitaine, ou à l'échelle des territoires de la Métropole ;
- Qu'il convient d'approuver la convention d'objectifs pour l'année 2019 décrivant les engagements opérationnels et financiers de chaque partenaire ;
- Que par ailleurs, pour le suivi de la convention cadre et des conventions annuelles d'objectifs, un comité de pilotage

doit être créé et composé des élus et techniciens de chaque structure.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2019, liant la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA ci-annexée.

Article 2 :

Est attribuée une contribution financière d'un montant de 45 000 euros à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA pour le financement d'un poste de « Développeur Territorial de l'Artisanat Métropolitain ».

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Chapitre 65 – Article 657381 – Fonction 61 – Sous Politique B 370.

Article 4 :

Est approuvée la composition suivante du Comité de Pilotage en charge du suivi de la convention :

- Pour la Métropole :

- ❖ Le Vice-Président de la Métropole délégué au développement des entreprises, aux zones d'activités, au Commerce et à l'Artisanat,
- ❖ Le DGA Développement Economique et Attractivité,

- Pour la CMAR:

- ❖ Elu CMAR,
- ❖ Le Directeur de Pôle Développement Economique et des Territoires 13,

Et des personnalités qualifiées en fonction des domaines abordés.

Chacun des membres du comité de pilotage pourra, en cas d'absence ou d'empêchement, se faire représenter.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-5545/19/BM

■ Réhabilitation de la Zone Industrielle des Estroublans à Vitrolles - Approbation de l'avenant n°2 relatif à la convention d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires MET 19/9747/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, la Communauté du Pays d'Aix s'était engagée à réhabiliter la totalité de la zone industrielle des Estroublans sur la Commune de Vitrolles.

Les études préalables à la réhabilitation de la zone avaient mis en évidence l'ampleur des travaux à réaliser ainsi que la présence de nombreuses contraintes techniques. La Communauté de Communes du Pays d'Aix-en-Provence avait donc décidé, par délibération cadre n°1999-A111 du 4 octobre 1999 de réhabiliter la zone industrielle des Estroublans avec un programme de travaux découpé initialement en quatre tranches.

Les travaux des deux premières tranches sont aujourd'hui terminés.

Afin d'engager la troisième tranche de la requalification de la zone, une autorisation de programme a été créée par délibération n°2011_A178 du Conseil communautaire de la CPA du 15 décembre 2011 et réévaluée par délibération n° FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 à 14M€.

Les travaux correspondant à la troisième tranche ont démarré par la réhabilitation du boulevard de l'Europe. Le programme des travaux correspondant a été validé par délibération n°2013_A104 du Conseil communautaire du 18 juillet 2013.

Il s'est avéré que la Commune de Vitrolles devait, parallèlement, rénover ses réseaux d'assainissement d'eaux usées et d'eau potable sur le boulevard de l'Europe et sur l'avenue de Bruxelles.

C'est la raison pour laquelle, afin d'assurer la coordination de l'ensemble des études, de la préparation et de la réalisation des travaux, une convention d'aménagement tripartite avait été signée avec la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Cette convention avait été approuvée par délibération n°2014_B130 lors du Bureau communautaire du 20 février 2014 pour un montant de 6 300 000 euros TTC pour les travaux et une rémunération de la SPLA à hauteur de 378 000 euros TTC, soit une enveloppe globale de 6 678 000 euros TTC.

Les travaux, objet de ladite convention, sont actuellement en cours de réalisation.

Aujourd'hui, il apparaît nécessaire d'enclencher la réhabilitation de l'avenue de Bruxelles. En effet, la réalisation des travaux commandés par la commune de Vitrolles ont permis de réhabiliter leurs réseaux d'assainissement d'eaux usées et d'eau potable mais, à ce jour, la remise aux normes de la voirie n'a pas encore été effectuée. Dans cette partie du secteur Ouest de la zone des Estroublans, c'est donc le seul tronçon qui n'ait pas encore bénéficié d'une requalification.

En 2014, une étude de faisabilité avait été lancée afin de déterminer des solutions d'aménagement cohérentes avec les parties d'ores et déjà requalifiées.

Le programme des travaux de l'avenue de Bruxelles a été validé en Conseil de Territoire du 27 février 2019 pour un montant de 570 000 euros TTC.

La présente délibération concerne la proposition de signature d'un avenant avec la SPLA Pays d'Aix Territoires en vue d'intégrer dans la convention la réhabilitation de l'avenue de Bruxelles dans sa totalité, et ce dans une continuité temporelle avec l'achèvement de la réhabilitation du boulevard de l'Europe.

Le montant global de la convention modifié par le présent avenant correspondra à un montant de 6 870 000 euros TTC pour les travaux et les études et 412 200 euros TTC pour la rémunération de la SPLA Pays d'Aix Territoires, soit un montant global d'opération de 7 282 200 euros TTC.

Cette opération sera réalisée sur l'AP n°2017-7 de Vitrolles qui s'élève aujourd'hui à 14 000 000 d'euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°1999-A111 du 4 octobre 1999 du Conseil communautaire de la CPA autorisant la réhabilitation de la totalité de la Zone Industrielle des Estroublans ;
- La délibération n°2011_A178 du Conseil communautaire de la CPA du 15 décembre

2011 approuvant la création d'une autorisation de programme pour l'aménagement de la Zone Industrielle des Estroublans à Vitrolles – 3ème tranche - pour un montant global de 10M€ ;

- La délibération n°2013_A104 du Conseil communautaire de la CPA du 18 juillet 2013 approuvant le programme de travaux du boulevard de l'Europe ;
- La délibération n°2014_B130 du Bureau communautaire de la CPA du 20 février 2014 approuvant la signature de la convention d'aménagement avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » ;
- La délibération n°FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 augmentant l'Autorisation de Programme à hauteur de 14M€ ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019 validant le programme et l'enveloppe prévisionnelle du programme de travaux de l'avenue de Bruxelles pour un montant de 570 000 euros TTC ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de finaliser la réhabilitation de l'avenue de Bruxelles dans le cadre de la requalification de la zone industrielle des Estroublans.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé à la convention d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour un montant de 7 282 200 euros TTC. Ce montant est composé d'une partie travaux pour un montant de 6 870 000 euros TTC et d'une partie rémunération de la SPLA Pays d'Aix Territoires pour un montant de 412 200 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, au service 3C, Autorisation de Programme n° 2017-7 - Vitrolles Estroublans 3ème tranche – opération DI306. Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-5546/19/BM

■ Cession à titre onéreux d'un terrain sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence à la société SCI La Lagune MET 19/9766/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Il est exposé que la SCI La Lagune a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais, pour l'acquisition du lot 11 d'une surface de 2 830 m², constitué par la parcelle cadastrale section CW n° 1323 sur l'extension du Parc d'Activité de La Gandonne à Salon-de-Provence.

La SCI La Lagune est spécialisée dans l'agencement de magasins. Cette société s'est substituée à la société FB Agencement afin d'acquérir les lots 14 et 15 d'une surface de 3 608 m² sur l'extension du Parc d'Activités de la Gandonne à Salon de Provence.

Le projet initial consiste dans la construction d'un bâtiment d'une surface de 1 000 m² environ comprenant 800 m² de dépôt, un atelier et des bureaux.

La SCI La Lagune est en constante évolution et souhaite se porter acquéreur d'un lot supplémentaire afin de construire un bâtiment d'une surface de 1 000 m² environ comprenant 900 m² de dépôt, un atelier et des bureaux.

France Domaine a été consulté concernant la valeur de la parcelle CW n° 1323. Par avis du 26 février 2019, le terrain a été estimé à 80 euros hors taxes le m², soit 226 400 euros.

Il est proposé de vendre le terrain comprenant le lot 11, d'une surface de 2 830 m², à la SCI La Lagune au prix unitaire de 90 euros hors taxes le m², soit un montant total de 254 700 euros hors taxes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine ;
- Le plan de cession ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la vente d'un terrain d'une superficie de 2 830 m² (sous réserve du document d'arpentage) comprenant le lot 11 sur l'extension du Parc d'Activité de la Gandonne à Salon-de-Provence, au prix unitaire de 90 euros hors taxes le m², soit un montant total de 254 700 euros hors taxes, à la SCI LA LAGUNE, ou à toute autre société pouvant s'y substituer.

Article 2 :

Une indemnité d'immobilisation de 5% hors taxes du prix de vente sera versée à la signature du compromis de vente, sous forme d'avance non remboursable.

Article 3 :

Le permis de construire devra être déposé au plus tard le 30 septembre 2019 et l'acte de vente signé au plus tard le 31 décembre 2019 à défaut de quoi la Métropole Aix-Marseille-Provence se donnera le droit de commercialiser le terrain ou de signer avec un

autre acquéreur si elle estime que les raisons invoquées par la SCI La Lagune sont irrecevables.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier, à réaliser les formalités afférentes et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

Article 5 :

Les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

Article 6 :

Les recettes résultant de cette vente seront constatées au budget annexe des Zones d'Activités du Territoire du Pays Salonais – chapitre 70, nature 7015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 004-5547/19/BM

■ Cession à titre onéreux d'un terrain sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence à l'entreprise SARL Mapesol MET 19/9820/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Il est exposé que l'entreprise SARL Mapesol a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais, pour l'acquisition du lot n° 2 d'une surface de 2 544 m², constitué par la parcelle cadastrale section CW n°1316 sur l'extension du Parc d'Activités de La Gandonne à Salon-de-Provence.

Actuellement installée en location sur la Zone de la Gandonne à Salon de Provence, l'entreprise SARL Mapesol est une société qui développe, fabrique et vend du matériel pour les études de sol. Elle développe des logiciels et systèmes d'acquisition (électronique embarqué), commercialise des pénétromètres provenant d'Allemagne. Cette activité se compose aussi de la vente de pièces détachées et de consommables.

Dans le cadre de l'évolution de son activité et suite à de nouvelles exigences clients, l'entreprise a développé et vend de nouvelles machines fabriquées sur Salon de Provence, sous forme de prototypes, qui feront très prochainement partie de sa gamme de matériels.

Pour cela, elle travaille déjà avec de nombreux fournisseurs installés dans le bassin Salonais

(usinage, chaudronnerie, peinture, fournitures industrielles...)

Son projet consiste en la construction d'un bâtiment industriel d'une surface d'environ 500 m² dans un premier temps avec la possibilité d'agrandissement à plus long terme, comprenant environ 400 m² d'atelier et 100 m² de bureaux.

France Domaine a été consulté concernant la valeur de la parcelle concernée. Par avis du 26 février 2019, le terrain a été estimé à 80 euros hors taxes le m², soit 203 520 euros.

Ceci exposé, il est proposé de vendre le terrain comprenant le lot n° 2, d'une surface de 2 544 m², à l'entreprise SARL Mapesol au prix unitaire de 90,00 euros hors taxes le m², soit un montant total de 228 960 euros hors taxes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine ;
- Le plan de cession ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la vente d'un terrain de 2 544 m² comprenant le lot n° 2 sur l'extension du Parc d'Activité de La Gandonne à Salon-de-Provence, à l'entreprise SARL Mapesol, ou à toute autre société pouvant s'y substituer, au prix unitaire de 90 euros hors taxes le m², soit un montant total de 228 960 euros hors taxes.

Article 2 :

Une indemnité d'immobilisation de 5% hors taxes du prix de vente sera versée à la signature du compromis de vente, sous forme d'avance non remboursable.

Article 3 :

Le permis de construire devra être déposé au plus tard le 30 septembre 2019 et l'acte de vente signé au plus tard le 31 décembre 2019 à défaut de quoi la Métropole Aix-Marseille-Provence se donnera le droit de commercialiser le terrain ou de signer avec un autre acquéreur si elle estime que les raisons invoquées par l'entreprise SARL Mapesol sont irrecevables.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier, à réaliser les formalités afférentes et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

Article 5 :

Les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

Article 6 :

Les recettes résultant de cette vente seront constatées au budget annexe des zones d'activités du Territoire du Pays Salonais – chapitre 70, nature 7015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 005-5548/19/BM

■ Vente d'un terrain sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence au groupe ABCD-SERVICES - Prorogation des délais de réitération par acte authentique MET 19/10235/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Groupe ABCD-SERVICES s'est constitué à travers la création et le rachat de magasins d'optique en Provence et en Normandie et compte actuellement 18 magasins, dont 16 affiliés à l'enseigne KRYSS et 2 magasins ME & EYE. Le Groupe a en effet créé la marque ME & EYE qui est au cœur de son plan de développement futur.

Son siège social, installé dans le centre-ville de Salon-de-Provence, est aujourd'hui à l'étroit. C'est pourquoi, le Groupe ABCD-SERVICES souhaite s'agrandir pour poursuivre son développement en transférant son site sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence.

Par délibération n° ECO 014-2880/17/BM du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la vente du lot 16 d'une surface de 1 000 m² à détacher de la parcelle cadastrale section CW n° 1328 sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence, au Groupe ABCD-SERVICES au prix unitaire de 90 euros hors taxes le m².

Le projet consiste en la construction d'un bâtiment d'une surface de 400 m² environ comprenant des bureaux, des salles de réunion et de formation, ainsi qu'une dizaine de places de stationnement.

Or la signature de l'acte de vente a été retardée et n'a pu être réalisée dans les délais impartis.

L'entreprise étant toujours favorable à l'acquisition du terrain précité, il convient de proroger la date de réalisation de la vente et de confirmer la volonté commune des parties de procéder à la vente au plus tard le 31 décembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Bureau de la Métropole ECO 014-2880/17/BM du 14 décembre 2017 portant vente d'un terrain sur l'extension du

parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence au groupe ABCD-Services ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La commune intention des parties de finaliser cette vente.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la prorogation de la date de réalisation de la vente du lot 16 d'une surface d'environ 1000 m² à détacher de la parcelle cadastrale section CW n° 1328 sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence, au Groupe ABCD-SERVICES au prix unitaire de 90 euros hors taxes le m².

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 006-5549/19/BM

**■ Vente d'un terrain sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence à la société FB Agencement - Prorogation des délais de réitération par acte authentique
MET 19/10239/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La société FB Agencement, actuellement installée à Eguilles, est spécialisée dans l'agencement de magasins. Cette entreprise au chiffre d'affaires de 3 millions d'euros hors taxes, emploie actuellement 4 salariés.

Afin de faire face à une forte croissance de son activité et à un manque de foncier sur le territoire, FB Agencement souhaite s'installer à Salon-de-Provence. Le terrain proposé est situé en façade autoroutière, offre une belle visibilité à cette entreprise en pleine expansion et lui permet de poursuivre son développement.

Par délibération ECO 028-2462/17/BM du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la vente des lots 14 et 15 d'une surface de 3 608 m² à détacher des parcelles cadastrales Section CW n° 1326, et n° 1327 sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence, à la société FB Agencement au prix unitaire de 85 euros hors taxes le m².

Le projet consiste dans la construction d'un bâtiment d'une surface de 1 000 m² environ comprenant 800 m² de dépôt, un atelier et des bureaux

Or la signature de l'acte de vente a été retardée et n'a pu être réalisée dans les délais impartis.

L'entreprise étant toujours favorable à l'acquisition du terrain précité, il convient de proroger la date de réalisation de la vente et de confirmer la volonté commune des parties de procéder à la vente au plus tard le 31 janvier 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Bureau de la Métropole ECO 028-2462/17/BM du 19 octobre 2017 portant vente d'un terrain sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence à la société FB Agencement ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La commune intention des parties de finaliser cette vente.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la prorogation au 31 janvier 2020 de la réitération par acte authentique de la vente des lots 14 et 15 d'une surface de 3 608 m² à détacher des parcelles cadastrales Section CW n° 1326, et n° 1327 sur l'extension du parc d'activités de la Gandonne à Salon-de-Provence, à la société FB Agencement au prix unitaire de 85 euros hors taxes le m².

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions y concourant .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 007-5550/19/BM

■ **Vente d'un terrain sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence à la société Loisir Mobilité - Prorogation des délais de réitération par acte authentique**
MET 19/10240/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La SARL unipersonnelle Loisir Mobilité, actuellement installée à Eyguières avec une activité sur Vitrolles, est spécialisée dans la mobilité douce et durable par le biais de la vente de tricycles électriques pour adultes, principalement destinés à la « silver économie » et aux personnes à mobilité réduite. L'évolution de cette entreprise la conduit vers la conception, la production et la commercialisation de tricycles innovants et fabriqués en France.

Cette entreprise au chiffre d'affaires prévu sur 2017 de 550 000 euros hors taxes, connaît actuellement une réelle croissance et présente en outre une belle synergie avec le tissu économique local.

C'est pourquoi, la société Loisir Mobilité souhaite installer ses bureaux, un showroom, ainsi qu'un atelier de production et d'assemblage sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence.

Par délibération ECO 018-2884/17/BM du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la vente du lot 10 d'une surface de 1 338 m² à détacher de la parcelle cadastrale section CW n° 1322 sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence, à la société Loisir Mobilité au prix unitaire de 90 euros hors taxes le m².

Or la signature de l'acte de vente a été retardée et n'a pu être réalisée dans les délais impartis.

L'entreprise étant toujours favorable à l'acquisition du terrain précité, il convient de proroger la date de réalisation de la vente et de confirmer la volonté commune des parties de procéder à la vente au plus tard le 28 février 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Bureau de la Métropole ECO 018-2884/17/BM du 14 décembre 2017 portant vente d'un terrain sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence à la société Loisir Mobilité ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La commune intention des parties de finaliser cette vente.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la prorogation au 28 février 2020 de la réitération par acte authentique de la vente du lot 10 d'une surface de 1 338 m² à détacher de la parcelle cadastrale section CW n° 1322 sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence, au prix unitaire de 90 euros hors taxes le m².

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 008-5551/19/BM

■ **Vente d'un terrain sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence à la société Reflets du Sud - Prorogation des délais de réitération par acte authentique**
MET 19/10242/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La société Reflets du Sud, actuellement basée à Mallemort, est spécialisée dans la menuiserie aluminium avec :

- Une partie ingénierie et bureau d'études (service administratif 2 personnes – bureau d'études 3 personnes) - Un atelier de fabrication (3 personnes – 4 personnes travaillant en extérieur)

Reflets du Sud doit faire face à un accroissement d'activité et à un manque de place corrélatif dans ses locaux actuels

C'est pourquoi, par délibération n° ECO 003-3523/18/BM du 22 mars 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la vente du lot 8 d'une surface de 3 038 m² sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence à la société Reflets du Sud au prix unitaire de 90 euros hors taxes le m².

Elle souhaite construire un bâtiment de 1 000 m² (200 m² de bureaux, 350 m² d'atelier, 450 m² de stockage intérieur et VL) avec une extension possible de 500 m² à l'avenir.

Or la signature de l'acte de vente a été retardée et n'a pu être réalisée dans les délais impartis.

L'entreprise étant toujours favorable à l'acquisition du terrain précité, il convient de proroger la date de réalisation de la vente et de confirmer la volonté commune des parties de procéder à la vente au plus tard le 31 mars 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Bureau de la Métropole ECO 003-3523/18/BM du 22 mars 2018 portant vente d'un terrain sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence à la société Reflets du Sud ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La commune intention des parties de finaliser cette vente.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la prorogation au 31 mars 2020 de la réitération par acte authentique de la vente du lot 8 d'une surface de 3 038 m² sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence à la société Reflets du Sud ou à toute autre société devant s'y substituer, au prix unitaire de 90 euros hors taxes le m².

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 009-5552/19/BM

■ **Vente d'un terrain sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence à la société Armaturis - Prorogation des délais de réitération par acte authentique**
MET 19/10243/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La SAS Armaturis, actuellement basée à Saint-Chamas, est une société du groupe SAMT créée en 2010. Elle est spécialisée dans la distribution de liaisons d'armatures à béton brevetées appelées « liaisons d'armatures Hérisson ». Ce système d'armature est employé dans la construction de nombreux ouvrages prestigieux à travers le monde.

Cette entreprise au chiffre d'affaires de 50 millions d'euros hors taxes, envisage le transfert d'une partie des emplois du site de Saint-Chamas et la création de plus d'une dizaine de postes à court terme.

La société Armaturis doit faire face à un accroissement d'activité et à un manque de place corrélatif dans les locaux actuels.

Par délibération n° ECO 016-2882/17/BM du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la vente d'un terrain comprenant le lot 4, d'une surface d'environ 4 313 m² à détacher de la parcelle cadastrale section CW n° 1318 sur l'extension du Parc d'Activité de La Gandonne à Salon-de-Provence, à la société Armaturis au prix unitaire de 85 euros hors taxes le m².

Elle souhaite y installer un bâtiment de bureaux, un hangar de stockage et d'expédition, ainsi qu'un atelier de production.

Or la signature de l'acte de vente a été retardée et n'a pu être réalisée dans les délais impartis.

L'entreprise étant toujours favorable à l'acquisition du terrain précité, il convient de proroger la date de réalisation de la vente et de confirmer la volonté commune des parties de procéder à la vente au plus tard le 28 février 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil

de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Bureau de la Métropole ECO 016-2882/17/BM du 14 décembre 2017 portant vente d'un terrain sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence à la société Armaturis ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La commune intention des parties de finaliser cette vente.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la prorogation au 28 février 2020 de la réitération par acte authentique de la vente du lot 4, d'une surface d'environ 4 313 m² à détacher de la parcelle cadastrale section CW n° 1318 sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence, à la société Armaturis au prix unitaire de 85 euros hors taxes le m².

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 010-5553/19/BM

**■ Vente d'un terrain sur l'extension du Parc d'Activité de la Gandonne à Salon-de-Provence à la société Industrie Couleurs Systèmes - Prorogation des délais de réitération par acte authentique
MET 19/10244/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La société Industrie Couleurs Systèmes, actuellement basée à Pélissanne, est spécialisée dans l'équipement et l'installation de traitements de surface mais aussi dans le matériel d'application des peintures liquides ou poudres et du transfert des produits liquides ou pâteux.

Leader des installations de poudrage en France, Industrie Couleurs Systèmes a besoin de se

développer en construisant un bâtiment de 1 500 m² comprenant des bureaux, un showroom et un atelier R&D. A terme, 14 emplois seront transférés et 4 emplois créés.

Par délibération n° ECO 008-3417/18/BM du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la vente d'un terrain comprenant le lot 3, d'une surface de 2 753 m² situé sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon de Provence, à la société Industrie Couleurs Systèmes au prix unitaire de 90 euros hors taxes le m².

Or la signature de l'acte de vente a été retardée et n'a pu être réalisée dans les délais impartis.

L'entreprise étant toujours favorable à l'acquisition du terrain précité, il convient de proroger la date de réalisation de la vente et de confirmer la volonté commune des parties de procéder à la vente au plus tard le 31 mars 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Bureau de la Métropole ECO 008-3417/18/BM du 15 janvier 2018 portant vente d'un terrain sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence à la société Industrie Couleurs Systèmes ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La commune intention des parties de finaliser cette vente.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la prorogation au 31 mars 2020 de la réitération par acte authentique de la vente du lot 3 d'une surface d'environ 2 753 m² situé sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon de Provence, à la société Industrie Couleurs Systèmes au prix unitaire de 90 euros hors taxes le m².

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 011-5554/19/BM

**■ Vente d'un terrain sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon de Provence à la société Avenir Bois Construction - Prorogation des délais de réitération par acte authentique
MET 19/10245/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La SARL Avenir Bois Construction est une société créée en 2007. Elle est spécialisée dans la construction haut de gamme de maisons à ossature bois et BBC (accès difficiles, haute technicité, maisons passives...).

Cette entreprise au chiffre d'affaires d'un million d'euros hors taxes, est une entreprise compagnonnique dont un tiers des salariés sont des apprentis.

Entreprise en pleine expansion très attachée à la commune de Salon de Provence, elle souhaite y installer son siège social en y construisant un bâtiment de bureaux, ainsi qu'un atelier de production.

Par délibération n° ECO 017-2883/17/BM du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la vente du lot 7 d'une surface de 4 018 m² à détacher de la parcelle cadastrale section CW n° 1319 sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence, à la société Avenir Bois Construction, au prix unitaire de 85 euros hors taxes le m².

Or la signature de l'acte de vente a été retardée et n'a pu être réalisée dans les délais impartis.

L'entreprise étant toujours favorable à l'acquisition du terrain précité, il convient de proroger la date de

réalisation de la vente et de confirmer la volonté commune des parties de procéder à la vente au plus tard le 28 février 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Bureau de la Métropole ECO 017-2883/17/BM du 14 décembre 2017 portant vente d'un terrain sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence à la société Avenir Bois Construction ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La commune intention des parties de finaliser cette vente.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la prorogation au 28 février 2020 de la réitération par acte authentique de la vente du lot 7 d'une surface de 4 018 m² à détacher de la parcelle cadastrale section CW n° 1319 sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence, à la société Avenir Bois Construction au prix unitaire de 85 euros hors taxes le m².

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 012-5555/19/BM

**■ Approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement "fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique"
MET 19/10443/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole a identifié la filière Cinéma et Audiovisuel comme particulièrement stratégique dans le cadre de son Agenda du Développement économique. En effet, le Territoire de la Métropole est très en pointe sur le sujet de l'audiovisuel et se montre fort d'éléments clés qui préfigurent la filière avec l'accueil de 500 tournages par an (la ville de Marseille étant la deuxième ville de France la plus filmée), un bâtiment dédié depuis 2004 aux industries créatives : le Pôle Media de la Belle de Mai, une base de techniciens et de professionnels de plus de 1 500 références, une présence significative sur les événements tels que le Festival de Cannes, le Salon des Terres de tournage à Paris et Los Angeles, le Festival du film d'animation à Annecy et le MIPCom pour les contenus TV et digitaux. Soucieuse de conduire une politique de soutien à la filière cinématographique et audiovisuelle, la Métropole a voté en date du 28 juin 2018 une délibération portant approbation du principe d'une intervention Métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques.

Le Pays de Martigues multiplie également depuis déjà plusieurs années les initiatives et activités en matière de cinéma et d'audiovisuel grâce à de nombreux actifs présents sur son territoire. Ainsi, il accueille une moyenne de 80 tournages par an grâce à l'implantation sur son territoire de Provence Studios, des studios de cinéma très performants étendus sur 26 000m², qui ont accueilli le tournage de super productions telles que Taxi 5, Les Tuche, et plus récemment Gaston Lagaffe au budget de 19 millions d'euros, mais également de nombreuses séries. Par ailleurs, le Territoire a lancé en novembre 2016 une Plateforme Cinéma et Audiovisuel afin de promouvoir et structurer la filière et de construire une stratégie de développement collaborative à l'échelle métropolitaine.

Le Pays de Martigues souhaite poursuivre et compléter l'action engagée dans ce domaine, en

apportant aux sociétés de production cinématographique une aide financière. En conformité avec les dispositions prévues par la loi NOTRe, cela lui est possible uniquement en abondement d'une aide régionale préexistante, sachant que les aides régionales au cinéma s'inscrivent dans le cadre du RGEC (Règlement Général d'Exemption par Catégories) n°651/2014 du 26 juin 2014. L'aide accordée par le territoire du Pays de Martigues, en abondement de l'aide régionale, s'inscrira quant à elle dans le cadre du Règlement n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis. Cette possibilité de cumul est d'ailleurs prévue tant par le RGEC n°651/2017 du 26 juin 2014 (art. 8.5) que par le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis (art. 5).

Le Territoire du Pays de Martigues élaborera avant d'attribuer la première aide de cette nature, un règlement circonstancié fixant les critères d'attribution de l'aide, les dépenses qui seront considérées éligibles à leur prise en compte dans l'assiette financière totale, les modalités de versement de l'aide.

La dépense résultant de ce nouveau dispositif sera imputée sur l'état spécial du Territoire du Pays de Martigues. Ce fonds de soutien est amené à être renouvelé chaque année.

2018610500 : Fonds de soutien aux sociétés de production

Montant : 300 000 euros T.T.C
CP 2019 : 100 000 euros T.T.C
CP 2020 : 100 000 euros T.T.C
CP 2021 : 100 000 euros T.T.C

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement (UE) no 651/2014 de la commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;
- Le règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis ;

- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°ECO 003-4137/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant approbation du principe d'une intervention Métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- La délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil régional du 29 juin 2018 approuvant la convention-type fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et des établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 portant approbation de la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2018610500 « fonds de soutien aux sociétés de production » du territoire du Pays de Martigues, pour un montant de 300 000 euros,
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation des opérations d'investissement n°2018610500 « Fonds de soutien aux sociétés de production » du territoire du Pays de Martigues, pour un montant de 300 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement opération 2018610500 Programme 15 Autres services d'intérêt métropolitain, sur l'Etat spécial de Territoire du Pays de Martigues.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 100 000 euros

CP 2020 : 100 000 euros

CP 2021 : 100 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 013-5556/19/BM

**■ Attribution d'une subvention au profit de l'association Cosens - Approbation d'une convention d'objectifs
MET 19/10250/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

COSENS est un incubateur d'entreprises créé et développé en 1998 par des entrepreneurs marseillais. COSENS développe un écosystème favorable à la création et au développement d'entreprises responsables organisé autour de 3 pôles : couveuse, formation et co-working.

La couveuse COSENS permet aux porteurs de projet de création d'entreprise, de tester la viabilité économique de leur projet et leurs capacités au métier d'entrepreneur tout en conservant leurs droits sociaux (assurance chômage et sécurité sociale des salariés) et en bénéficiant d'un coaching individuel et de formations en entrepreneuriat.

Chaque porteur de projet contractualise sa relation avec la couveuse par le biais d'un Contrat d'Appui au Projet d'Entreprises (CAPE) d'une durée maximale de 36 mois. L'entrepreneur dispose alors du temps et des moyens nécessaires pour acquérir les savoirs, savoir-faire et savoir-être entrepreneuriaux.

Pour chacun des territoires concernés, l'objectif 2019 est le suivant :

Territoire du Pays d'Aix : 15 accompagnements en couveuse

Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 10 accompagnements en couveuse

Territoire du Pays de Martigues : 5 accompagnements en couveuse

Territoire du Pays Salonais : 10 accompagnements en couveuse

En complémentarité de la couveuse, COSENS dispose d'un véritable pôle formation ouvert à tous les entrepreneurs (y compris donc ceux non hébergés en couveuse) en amont et en aval de la création de leur entreprise.

De plus, COSENS s'est doté récemment d'un espace de co-working afin de répondre aux besoins des entrepreneurs en matière d'hébergement physique ponctuel de leurs activités.

COSENS est présent sur le Territoire du Pays d'Aix, sur le Territoire du Pays Salonais, sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et sur le Territoire du Pays de Martigues.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, COSENS sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2019 à hauteur de 50 000 euros.

Pour les actions menées par COSENS en faveur des créateurs d'entreprise, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 36 000 euros.

Il sera réparti comme suit :

- 18 000 euros pour le Territoire du Pays d'Aix
- 6 000 euros pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
- 10 000 euros pour le Territoire du Pays de Martigues
- 2 000 euros pour Territoire du Pays Salonais

La dépense en résultant sera imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné, qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 25 mars 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 21 mars 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019.

- L'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix "chapitre 65 - nature 65748 - Fonction 61"
- L'État Spécial du Territoire du Pays Salonais "chapitre 65 - nature 65748 - fonction 62"
- L'État Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne "sous-politique B370 - chapitre 65 - nature 65748 - Fonction 62"
- L'État Spécial du Territoire du Pays de Martigues "sous-politique B370 - chapitre 65 - nature 65748 - Fonction 62"

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 014-5557/19/BM

■ Attribution d'une subvention annuelle de fonctionnement à l'association TEAM Henri-Fabre - Approbation d'une convention MET 19/10263/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dès 2005, à l'annonce des très fortes ambitions de développement d'Eurocopter, Ex-MPM a orienté ses projets d'aménagement de Parcs d'activités à Marignane et Saint-Victoret vers les besoins de la filière aéronautique afin de permettre l'accueil de fonctions ou de sous-traitants devant quitter le site de Marignane et l'implantation de nouvelles entreprises souhaitant développer des relations commerciales et des synergies avec Eurocopter.

Le Projet Henri Fabre, né en fin d'année 2011 à la suite de la Conférence Régionale de l'Industrie Provence-Alpes-Côte-D'azur, traduit la volonté commune des acteurs de déployer et mettre en cohérence des initiatives concrètes au service du développement industriel de la région. Sa dynamique repose en effet sur une démarche collective réunissant sur un « cœur de zone », les entreprises, les acteurs du monde de la formation, de la recherche et de l'innovation.

Objectif de l'association TEAM Henri Fabre (TEAM signifiant Technologies et Expertise en Advanced Manufacturing) :

L'Association a pour objet de structurer le tissu industriel sur le modèle d'entreprise étendue: plus collaboratif, multi-filières et favorisant l'innovation. L'objectif poursuivi étant l'amélioration de la compétitivité de l'ensemble des filières industrielles de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et notamment des PME.

Ce développement se concrétise par l'émergence et l'animation de pôles d'excellence en Advanced Manufacturing, dans les domaines de la mécanique, des matériaux, des procédés et de l'ingénierie numérique et virtuelle. L'Association permet aux partenaires privés et publics de mettre en synergie

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association COSENS une subvention de 36 000 euros au titre de l'exercice 2019, répartie ainsi :

- Territoire du Pays d'Aix : 18 000 euros
- Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 6 000 euros
- Territoire du Pays de Martigues : 10 000 euros
- Territoire du Pays Salonais : 2 000 euros

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs avec COSENS ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

leurs expertises, de partager des ressources, des compétences et des projets et de se mettre en réseau avec tous les acteurs de l'innovation et de la recherche.

L'Association a également pour objet la prise à bail, l'aménagement et la sous-location de tous locaux nécessaires à la réalisation de son objet social. L'Association favorise l'innovation collective et la mise en place de toutes actions transverses favorisant la performance industrielle entre les acteurs des filières « marché » présentes en Provence-Alpes-Côte-d'azur au travers, notamment :

- d'une mutualisation de moyens ;
- d'une mise à disposition d'expertise ;
- d'un accompagnement des acteurs dans leur projet de croissance ;
- d'une mise en réseau pour favoriser les opportunités de business, d'alliances ou de montée en gamme ;
- et d'une offre de formation adaptée.

L'Association développe une offre de services pour les grandes entreprises et les PME sur les axes suivants : intelligence industrielle et partenariats ; expertise technique et performance industrielle ; plateformes technologiques.

L'Association assure avec le Comité pour le Développement Territorial, la cohérence avec les objectifs des membres en lien avec : - l'aménagement du territoire ; - la formation et le développement des compétences ; - l'attractivité et la promotion à l'international.

Dans le cadre de son activité d'offre de services, d'offre de formation et de sous-location, l'association peut réaliser des prestations de service à but lucratif. Les membres s'engagent à concourir à la réussite de l'association. L'association peut réaliser tout acte civil ou commercial se rattachant directement ou indirectement à son objet. Une convention avec la SAS Inovsys permet de définir les conditions de fonctionnement entre ces 2 structures.

L'année 2017 fut la première année pleine d'existence de la société TEAM Henri Fabre au sein du Technocentre implanté au cœur du Technoparc des Florides à Marignane. Les années 2017 et 2018 ont été marquées par la montée en puissance du projet régional Henri-Fabre, le changement de présidence de l'association (d'Airbus Helicopters vers EDF), par la structuration et le développement de 20 projets collaboratifs inter-filières, 5 plateformes techniques et 1 Programme d'Investissement d'Avenir « Emploi-Formation » remporté à l'été 2017.

Les actions menées en 2019 contribueront à développer des actions visant à renforcer le tissu industriel, le faire grandir, améliorer sa productivité et à rendre attractif le territoire pour de nouvelles

implantations industrielles venant chercher des conditions favorables au développement de leur business. En ce sens les 3 actions phares décrites ci-dessous seront conduites :

I. Développer le sourcing technologique

Afin de renforcer la compétitivité du territoire dans les secteurs de l'aéronautique, du spatial, de l'énergie, du naval et du biomédical, TEAM Henri-Fabre poursuit son travail d'identification des technologies clés de l'industrie 4.0 à développer et déployer au niveau du tissu industriel régional.

Axe 1 : Consolidation de la feuille de route technologique régionale en mécanique, matériaux, procédés et ingénierie numérique pour répondre aux futurs besoins des Donneurs d'Ordres (DO), des Entreprises de Tailles Intermédiaires (ETI) et des grands projets structurants de la région. Fin 2018, la feuille de route technologique Henri-Fabre a été consolidée et les contenus détaillés des actions à mener sur chaque axe ont été approfondis, comme notamment pour l'axe développement de revêtements fonctionnels innovants, l'axe fabrication additive ou les Hautes Puissances Pulsées. Cette feuille de route continuera d'être alimentée et mise à jour en 2019 au travers de RDV annuels avec les Donneurs d'Ordres et avec les grands projets structurants régionaux. Le Conseil Scientifique Henri-Fabre poursuivra sa mission de conseil et arbitrage des axes technologiques prioritaires.

Axe 2 : Mettre à disposition des industriels des plateformes mutualisées sur le Technocentre pour soutenir le développement des technologies prioritaires et aider les entreprises du tissu économique local à monter en compétences sur ces technologies.

A l'issue de l'année 2018, les plateformes du Technocentre ont été enrichies principalement sur les axes fabrication additive et essais tribologiques.

L'année 2019 sera consacrée à consolider l'exploration et préparer la mise en place de nouvelles plateformes sur les thématiques suivantes : IOT / Big Data pour la maintenance prédictive, robotisation, technologie avancée d'électrification etc... Cette action permettra de conforter la montée en puissance du Technocentre Henri-Fabre et d'alimenter le dossier d'implantation au sein du Technocentre full-size.

Axe 3 : Promouvoir et accompagner la réalisation de projets innovants, en lien avec l'ensemble des structures d'aide au développement économique régional.

A fin 2018, une vingtaine de projets collaboratifs ont été réalisés ou initiés. La majorité de ces projets, portés en grande partie par des PME partenaires, vont entrer en phase opérationnelle en 2019. De nouvelles pistes de projets seront explorées et instruites sur les thèmes de la feuille de route technologique TEAM Henri-Fabre.

II. Développer l'offre « fertilisation croisée, diversification des marchés et open innovation » : contribuer au développement et/ou à l'émergence de filières industrielles d'excellence

Axe 1 : Organiser la 5^{ème} édition Business & Industrie TEAM Henri Fabre regroupant des donneurs d'ordre et des PME sur le thème du « business et de l'accès aux marchés dans le but de favoriser la diversification et la fertilisation croisée.

Axe 2 : animer une plateforme d'Open Innovation numérique inter filière comprenant une plateforme numérique sécurisée venant renforcer l'animation de l'écosystème régional et la mise en réseau des acteurs de l'innovation en région pour favoriser l'innovation ouverte et contribuer à bâtir l'industrie du futur tout en aidant les entreprises à gagner en compétitivité. Partenaires associés : CCIMP, organismes de recherche, pépinières, accélérateurs...

III. Déployer l'offre emploi-formation

Axe principal : Animer le groupe de travail PERF Henri Fabre

Il s'agit de fédérer les partenaires emploi-formation de TEAM Henri-Fabre autour du dossier PIA PERF Henri-Fabre suite au dossier remporté en août 2017.

Il s'agit d'animer les réunions : comités des financeurs, comités de pilotages, comités opérationnels ainsi qu'être participant à certains groupes de travail

En sus des personnels mis à disposition par les partenaires industriels (6 personnes), l'association emploie 2 salariés à temps plein :

- Un responsable technique « mécanique matériaux et procédés » (MMP) qui a pour mission d'être l'expert technique et opérationnel de l'axe MMP
- Un PMO/responsable communication en charge du suivi opérationnel de la gestion du projet, du suivi des finances et de la communication interne et externe.

L'association Team-Henri Fabre a bénéficié d'une subvention de la Métropole Aix-Marseille-Provence de 85 000 euros au titre de l'exercice 2018.

Afin de permettre le développement de son offre de projets collaboratifs à destination des PMI, il est proposé au Bureau de la Métropole de participer à la réalisation de ces missions au titre de l'année 2019, en apportant une subvention de fonctionnement d'un montant de 85.000 euros à l'association TEAM Henri-Fabre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Conformément à la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence axée sur les économies productives et de la connaissance, l'enjeu majeur que représente le projet Henri Fabre pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emploi.
- L'intérêt de soutenir la dynamique industrielle engagée sur le Technoparc des Florides et de l'intensifier dans le cadre du projet Henri Fabre.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 85.000 euros au titre de l'année 2019 à l'association TEAM Henri-Fabre.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association TEAM Henri-Fabre.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2019 au budget principal de la Métropole – chapitre

65 – article 65748 « subventions aux autres personnes de droit privé » fonction 61 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 015-5558/19/BM

■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Salon des Entrepreneurs Marseille Provence Alpes Côte d'Azur les 22 et 23 octobre 2019

MET 19/10271/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement et d'aménagement de l'espace métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en œuvre une stratégie de développement économique qui s'appuie sur des actions de promotion.

La présence dans les salons économiques constitue un axe important qui permet de promouvoir l'image du territoire et de montrer les réalisations et les projets en cours dans les 92 communes membres. La présence de la Métropole permet également de générer des contacts avec des acteurs clé de la création et du développement des entreprises.

Créé et organisé par le Groupe Les Echos, le Salon des Entrepreneurs a été conçu comme un lieu de formation, d'informations et d'échanges ayant pour vocation d'accompagner les porteurs de projets et les dirigeants de jeunes entreprises dans la création, la reprise et le développement d'une activité.

Les objectifs de l'édition marseillaise de ce salon sont de créer un rendez-vous incontournable et pérenne entre les différents acteurs qui composent le tissu économique local et dans un contexte économique difficile, d'encourager la croissance en accompagnant le développement des entreprises. En effet, il apparaît que les entreprises locales sont souvent de taille plus réduite que la moyenne nationale, parfois également moins tournées vers l'exportation ou les nouvelles technologies.

Compte tenu du succès des quatre précédentes éditions, le Groupe Les Echos a décidé d'organiser la cinquième édition du salon marseillais les 22 et 23 octobre 2019. Il constitue donc pour la Métropole Aix-Marseille-Provence un événement de grande ampleur de nature à valoriser ses atouts, développer sa notoriété en matière de développement économique, rencontrer des porteurs de projets et plus largement à renforcer l'activité économique et le développement des entreprises de notre territoire.

Pour la Métropole, le bilan de l'édition 2018 est très positif avec un total de 548 contacts, dont 130 ont fait l'objet d'une expression de besoin, 444 personnes qui ont assisté à nos conférences et ateliers et une cinquantaine de personnes qui étaient présentes lors des paroles d'experts. Cela représente au total plus de 1 000 contacts, contre 700 en 2017.

Le Salon des Entrepreneurs Marseille Provence Alpes Côte d'Azur 2019 réunira pendant 2 jours plus de 10 000 visiteurs, 100 ateliers et conférences techniques, plus de 110 partenaires et exposants, des animations thématiques et une dizaine de temps forts et débats d'actualité.

Le Groupe Les Echos organise à titre exclusif l'ensemble du Salon des Entrepreneurs Marseille Provence Alpes Côte d'Azur 2019. Les modalités de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cet événement seront précisées dans le cadre d'un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables qui sera conclu avec le Groupe Les Echos, organisateur de cet événement pour un montant estimé à 100 000 euros HT (soit 120 000 euros TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La notoriété du Salon des Entrepreneurs Marseille Provence Alpes Côte d'Azur qui est le rendez-vous annuel des acteurs publics et privés pour accompagner la création et la croissance des entreprises,

- L'intérêt pour la Métropole de promouvoir ses services, ses projets et ses réalisations dans ce type d'événement,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Salon des Entrepreneurs Marseille Provence Alpes Côte d'Azur les 22 et 23 octobre 2019 dans le cadre d'un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables qui sera conclu avec le Groupe Les Echos, organisateur de cet événement pour un montant estimé à 100 000 euros HT (soit 120 000 euros TTC).

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à la présence de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Salon des Entrepreneurs Marseille Provence Alpes Côte d'Azur 2019.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - sous politique B330 – nature 6233 – fonction 64

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 016-5559/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Provence Promotion pour l'exercice 2019 - Approbation d'une convention d'objectifs MET 19/10372/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Provence Promotion, Comité d'Expansion Economique des Bouches-du-Rhône, association régie par la loi du 1er juillet 1901, a été créée à l'initiative du Conseil Départemental des Bouches du Rhône et de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence (CCIMP).

Ses missions principales sont :

- Aider à faire connaître, en France et à l'étranger, les atouts de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et du département des Bouches-du-Rhône dans les domaines de l'économie, de la recherche et de l'enseignement supérieur, des salons et congrès, du tourisme, de la production agricole, de la culture et du sport.
- Prospecter de nouveaux investisseurs et entreprises afin de favoriser leur

implantation sur le territoire.

Les résultats provisoires de l'activité de l'association pour l'année 2018 indiquent l'implantation de 68 entreprises pour une création de 1456 emplois plus 244 emplois pérennisés. Les implantations sont à 46% issues d'entreprises étrangères, en tête les USA, l'Allemagne, la Belgique et l'Espagne.

Les principales filières concernées en termes d'emplois sont l'économie / numérique (38%), la santé / bien être (20%), l'art de vivre / tourisme (18%), le maritime / logistique / tertiaire supérieur (9%), l'environnement / Eco-industries (8%) et la mécanique / aéronautique / naval (5%).

Depuis le Conseil d'Administration de l'association du 30 mars 2016, la Métropole s'est substituée aux anciens EPCI fusionnés et lui a permis de devenir adhérente au sein du collège 2 (collège des Institutions Territoriales).

Or, l'adoption de la Loi NOTRe (nouvelle organisation territoriale de la République) et l'évolution des compétences du Conseil Départemental en matière économique nécessitaient de modifier la gouvernance de l'association. Ainsi, une modification des statuts de l'association a pu intégrer la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en lieu et place du Conseil Départemental, au côté de la CCIMP dont le poids dans la structure reste inchangé, le Conseil Départemental devenant simple adhérent.

La Présidence de l'association continue et pour des périodes de trois ans à échoir successivement aux deux membres du collège 1, CCIMP et Métropole.

Provence Promotion devient ainsi l'agence métropolitaine de promotion, de prospection et d'implantation et c'est à ce titre que les missions de l'agence seront mises en œuvre conformément aux orientations stratégiques et axes d'intervention décidés par le Conseil d'Administration.

En cohérence avec la stratégie définie par l'Agenda du Développement économique de la Métropole, Provence Promotion propose un plan d'actions et un budget lui permettant d'atteindre des objectifs mesurables en matière de création d'emplois et d'attraction de nouvelles activités économiques.

Pour 2019 et afin de contribuer pleinement à l'ambition des financeurs de création d'emplois dans la métropole, l'objectif 2020 assigné à l'agence est de 80 projets aboutis et de 1800 emplois.

L'association, s'engage à :

- Assurer la promotion du territoire métropolitain auprès des investisseurs

- extérieurs en France et à l'étranger
- Définir et mettre en œuvre une stratégie destinée à attirer ces investisseurs sur le territoire en cohérence avec les filières prioritaires du territoire : Aéronautique, Santé, Numérique/Industries créatives, Maritimes/logistique, Energie/Eco-industries et tourisme, et des projets structurants nécessitant une action de prospection spécifique (Henri Fabre, ITER, etc...)
- Développer par tous les moyens l'implantation d'entreprises extérieures au territoire métropolitain, ou d'autres entités ayant un impact économique, dont l'activité est susceptible de créer des emplois durables de manière directe, indirecte sur le territoire et gérer les projets correspondants
- Participer à l'harmonisation des efforts des différents partenaires économiques en matière de promotion économique du territoire
- Mettre en œuvre d'autres initiatives complémentaires à celles de la Métropole ou coordonnées à celles-ci en faveur d'entreprises déjà présentes sur le territoire de manière à contribuer à l'attractivité globale du territoire.

Par ailleurs, Provence Promotion apportera sa contribution :

- au développement d'outils de marketing territorial et d'argumentaires associés permettant de valoriser et de différencier l'offre métropolitaine.
- à la conception d'offres spécifiques packagées («AccueilVIP»)
- à l'organisation de rendez-vous avec les sièges des groupes internationaux basés sur le territoire métropolitain.
- au support et à la prospection spécifique sur salons pilotés par la métropole (SIMI, MIPIM)
- à l'animation de réseaux prescripteurs et partenaires

Conformément au règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte dans la limite de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire ;
- le solde (soit 20%) sera versé sur production sur production des comptes annuels de l'organisme et sur remise du bilan qualitatif et quantitatif des actions réalisées

Le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public qui

certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Il est donc proposé au Bureau de la Métropole d'approuver l'octroi d'une subvention de 1 350 000 euros et la convention afférente au profit de l'association Provence Promotion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir les actions de promotion du développement économique sur le territoire de la Métropole

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 1 350 000 euros au titre de l'année 2019 à l'association Provence Promotion.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec l'association Provence Promotion.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget principal 2019 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Sous Politique B 330 – Nature 65748 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 017-5560/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Provence Promotion et paiement de la cotisation 2019 MET 19/10368/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Provence Promotion, association régie par la loi du 1er juillet 1901, a été créée à l'initiative du Conseil Départemental des Bouches du Rhône et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence (CCIMP)

Ses missions principales sont :

- Aider à faire connaître, en France et à l'étranger, les atouts de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du département des Bouches-du-Rhône dans les domaines de l'économie, de la recherche et de l'enseignement supérieur, des salons et congrès, du tourisme, de la production agricole, de la culture et du sport.
- Prospecter de nouveaux investisseurs et entreprises afin de favoriser leur implantation sur le territoire.

Le Conseil d'Administration de l'association, réuni le 30 mars 2016, a entériné la substitution de la Métropole aux anciens EPCI fusionnés et lui a permis de devenir adhérente au sein du collège 2 (collège des Institutions Territoriales).

Néanmoins, l'adoption de la Loi NOTRe (nouvelle organisation territoriale de la République) et l'évolution des compétences du Conseil Départemental en matière économique a nécessité la modification de la gouvernance de l'association.

Ainsi la modification des statuts de l'association a permis l'intégration de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein du collège 1 (en lieu et place du Conseil Départemental), au côté de la CCIMP.

Un nouveau barème de cotisations est en vigueur depuis 2017 portant la cotisation des membres adhérents du collège 1 à 150 000 euros.

La Métropole a adhéré à cette association par délibération n°ECO 012-594/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 et a renouvelé son

adhésion à cette association au titre des années 2017 et 2018.

Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par Provence Promotion, il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole à cette association pour l'année 2019 et d'approuver le versement de la cotisation correspondante, d'un montant de 150 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°ECO 012-594/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Provence Promotion ;
- La délibération n°ECO 001-1637/17/BM du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Provence Promotion et paiement de la cotisation 2017 ;
- La délibération n°ECO 040-3924/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Provence Promotion et paiement de la cotisation 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association Provence Promotion a notamment pour objet d'aider à faire

connaître les atouts du territoire métropolitain en termes d'activités économiques ;

- Que, compte-tenu de l'intérêt que présente l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association, il convient de renouveler cette adhésion pour l'année 2019 et d'approuver le montant de la cotisation correspondant ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Provence Promotion ainsi que le paiement de la cotisation pour l'année 2019, d'un montant de 150 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - sous politique B330 – nature 6281 – fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 018-5561/19/BM

■ Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020). Approbation d'un avenant à la convention FSE "Assistance technique relative à la gestion du Fonds Social Européen (FSE)" n° 201703399

MET 19/10313/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des programmes européens 2014-2020, la Métropole a continué son action centrale de lutte contre le chômage en développant l'emploi et l'employabilité des habitants tout en recherchant une plus grande cohésion sociale et territoriale. En tant qu'Organisme Intermédiaire, elle met en place le programme opérationnel national sur l'emploi et l'inclusion du Fonds Social Européen (FSE). Les crédits dédiés au volet "inclusion" sont mis en œuvre au profit d'Opérations d'insertion professionnelle pour les publics en difficulté.

La Métropole assure pour la période 2015-2018 la gestion d'une enveloppe de Fonds Social Européen d'un montant de 7.380.000,00€ afin de financer des actions visant à promouvoir l'emploi et l'inclusion, relevant de l'axe 3 du Programme Opérationnel National, dont 180.000,00€ relevant de l'axe 4.

Le PON prévoit, ainsi, dans son axe 4, l'Assistance Technique, qui contribue au financement des dépenses nécessaires au pilotage et à la gestion du programme par les différents acteurs, dont la

Métropole. En effet, l'animation du programme dans le territoire métropolitain, a pour objectif d'assurer la cohérence de l'ensemble de porteurs de projets.

Le suivi du programme constitue, également, un enjeu clé tant pour les données financières que les résultats obtenus. Le suivi peut, en effet, conduire à l'adoption de mesures correctives visant à améliorer les performances, le pilotage et surtout à sécuriser les dépenses.

Globalement, la mise en place d'une gestion efficace repose sur la capacité des gestionnaires à tirer les enseignements des difficultés rencontrées dans le passé et anticiper les difficultés à venir. La professionnalisation et la mise en réseau constitue des leviers stratégiques pour sécuriser des systèmes de gestion. Elle repose sur le partage des informations et enseignements entre les différents acteurs dans une logique d'amélioration continue des processus.

Pour les années 2015-2018, le Bureau de la Métropole par la délibération ECO 022-2888/17/BM du 14 décembre 2017 a approuvé le plan de financement relatif aux dépenses relevant de l'assistance technique pour un montant total de 347.603,04€, dont 173.801,52€ de subvention de FSE (soit 50%). C'est sur ce fondement que la convention n° 201703399 « Assistance technique relative à la gestion du Fonds Social Européen (FSE) » a été signée le 14 janvier 2018 par le délégué du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il s'est avéré que la réalisation de l'opération devait être prolongée jusqu'au 14 septembre 2019 et qu'en conséquence les dépenses directes et indirectes en personnel devaient être réajustées.

Cela porte le coût total éligible de l'opération à 330 252,00 euros TTC. En conséquence, la subvention FSE pour la réalisation de l'opération est réajustée et s'élève à un montant à 165 126,01 euros TTC, soit un taux maximum arrondi à deux décimales de 50,00 % du coût total éligible de l'opération.

Une modification du plan de financement et un avenant à la convention de subvention sont alors nécessaires pour adapter celle-ci à la réalité de la mise en œuvre des opérations de gestion et de contrôle pour la clôture des interventions dans le cadre de la subvention globale 2015-2017.

Pour cette raison les modifications suivantes ont dû être apportées au plan de financement du projet :

- la prolongation du délai de réalisation de l'opération portant la date de fin au 14/09/2019 (limite de la durée conventionnelle à 36 mois),
- la déclaration de dépenses directes de personnel concernant le poste de chargé de mission FSE avec une extension du montant de la rémunération brute chargée

correspondante, du 01/01/2019 au 14/09/2019,

- l'intégration des dépenses de personnel du gestionnaire FSE au poste de dépenses indirectes de fonctionnement,
- la déclaration de dépenses directes de prestations externes du cabinet d'assistance technique FSE avec une extension du montant des dites dépenses de prestations pour 2019,
- l'intégration de dépenses directes de prestations externes relatives aux dépenses de communication au montant de dépenses indirectes de fonctionnement (dans le cadre du forfait 15%).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1303/2013 (ci-après dénommé « le Règlement général ») portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
- Le règlement délégué (UE) n° 480/2014 de la commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil ;
- Le Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen pour l'Emploi et l'Inclusion en Métropole adopté par la Commission européenne le 10 octobre 2014 ;
- Le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- La délibération n° HPV 007-611/14/CC du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole du 19 décembre 2014 portant autorisation à la demande de gestion

d'une subvention Globale FSE dans le cadre du projet Axe 3-9 "Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination" en qualité d'organisme intermédiaire ;

- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 021-2887/BM/17 du 14 décembre 2017 approuvant la subvention globale FSE 2018-2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération ECO 022-2888/BM/17 du 14 décembre 2017 portant sur la programmation de l'assistance technique relative à la gestion du FSE ;
- La convention de subvention globale Métropole Aix-Marseille-Provence 2015-2017 ;
- La convention relative à l'octroi d'une subvention du Fonds social européen au titre du Programme opérationnel national pour l'Emploi et l'Inclusion en métropole 201703399.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que par la délibération n° ECO 022-2888/17/BM le Bureau de la Métropole a approuvé le 14 décembre 2017 le plan de financement de l'opération « Assistance technique relative à la gestion du Fonds Social Européen » pour la période 2015-2018 ;
- Qu'il s'est avéré nécessaire de prolonger l'opération jusqu'au 14 septembre 2019 ;
- Que cela implique un réajustement des dépenses directes et indirectes de personnel ;
- Qu'il est nécessaire de réviser en conséquence le coût total éligible de l'opération et le montant de la subvention FSE afférent ;
- Qu'il convient d'approuver le nouveau plan de financement de l'opération ;
- Qu'il convient en conséquence de conclure un avenant à la convention FSE n° 201801293 ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le nouveau plan de financement relatif aux dépenses relevant de l'assistance technique relative à la gestion du Fonds Social Européen (FSE) portant le coût total éligible de l'opération à 330 252,00 euros TTC et la subvention FSE afférente à 165 126,01 euros TTC.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé à la convention FSE n° 201703399 « Assistance technique relative à la gestion du Fonds Social Européen (FSE) ».

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 019-5562/19/BM

**■ Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) - Approbation d'un avenant à la convention FSE "Accompagnement à l'emploi PLIE Marseille Provence Est" n° 201801293
MET 19/10314/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En sa qualité d'organisme intermédiaire, la Métropole assure pour la période 2018-2020 la gestion et le contrôle d'une subvention globale de Fonds Social Européen (FSE) d'un montant de 14 417 420,06 euros pour un coût total éligible de 28 834 840,12 euros dédiée à l'emploi et l'inclusion active sur le territoire métropolitain.

Selon l'axe 3 du programme opérationnel national FSE 2014-2020 « lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion » cette subvention globale permet de poursuivre trois objectifs spécifiques :

- augmenter le nombre de parcours d'accompagnement de personnes en vue de leur insertion (objectif spécifique 1),
- contribuer à mobiliser les employeurs et les entreprises dans le parcours d'insertion (objectif spécifique 2),
- développer les projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion (objectif spécifique 3).

Dans le cadre de l'objectif spécifique 1 de l'axe 3 dudit Programme, le Bureau de la Métropole a approuvé par la délibération n° EMP 001-4311/18/BM du 18 octobre 2018 le plan financement de l'opération

« Accompagnement à l'emploi PLIE Marseille Provence Est » menée par l'association Ciotat Emploi Initiatives dans le cadre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Est (PLIE MP Est) pour la période 2018-2020. La période d'instruction a permis d'arrêter le coût total éligible de l'opération à un total de 1 208 064,71 euros pour 3 ans (2018, 2019, 2020), ainsi que le montant de subvention FSE correspondante, soit 504 294,71 euros TTC. C'est sur ce fondement que la convention n° 201801293 « Accompagnement à l'emploi PLIE Marseille Provence Est » a été signé le 9 novembre 2018 entre la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Ciotat Emploi Initiatives.

Dans le cadre d'une restructuration de l'association bénéficiaire, les modifications suivantes ont dû être apportées au plan de financement du projet :

- le temps de travail du directeur : baisse de temps de travail affecté pour 2019 et 2020,
- le temps de travail de la coordinatrice : elle sera affectée dorénavant en totalité à cette opération, soit in fine à 100% sur cette action,
- les dépenses directes de fonctionnement : augmentation non significative des frais de téléphonie pour 2019 et 2020,
- les dépenses directes de prestations externes : baisse de 9,39% pour 2019 et 2020 (dépenses atelier création d'entreprise et atelier mobilité).
- le montant des dépenses indirectes de fonctionnement : ajustement "mécanique" à la hausse, après application du taux forfaitaire conventionné de 15% des dépenses directes de personnel.

Le cout total des dépenses éligibles pour l'année 2018 reste inchangé. Concernant les années 2019 et 2020 une très légère baisse du cout total éligible est envisagée et ce afin d'ajuster au mieux le niveau des dépenses. Cela porte le coût total éligible de l'opération pour 2018-2020 à un montant de 1 207 068,71 euros TTC. En conséquence, la subvention FSE attribuée au bénéficiaire pour la réalisation de l'opération est réajustée et s'élève à un montant de 503 298,71 euros TTC maximum, soit un taux maximum arrondi à deux décimales de 41,70% du coût total éligible de l'opération.

Une modification du plan de financement et un avenant à la convention de subvention sont nécessaires pour les adapter à la réalité de la mise en œuvre de ladite opération retenue pour la période de programmation 2018-2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1303/2013 (ci-après dénommé « le Règlement général ») portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
- Le règlement délégué (UE) n° 480/2014 de la commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil;
- Le Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen pour l'Emploi et l'Inclusion en Métropole adopté par la Commission européenne le 10 octobre 2014 ;
- Le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- La délibération RNOV n°005-677/13/CC du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole du 31 octobre 2013 portant sur la stratégie d'intervention 2014-2020 ;
- La délibération FCT n°029-1584/15/CC du Conseil de Communauté du 21 décembre 2015 de Marseille Provence Métropole portant signature de la convention de subvention globale FSE et le vote des opérations subventionnées ;
- La délibération n° EMP 003-2736/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant la demande d'accréditation de la métropole en tant qu'Organisme Intermédiaire de gestion et de contrôle du FSE pour les années 2018-2020 ;
- La délibération n° ECO 021-2887/BM/17 BM du 14 décembre 2017 approuvant la subvention globale FSE 2018-2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération EMP 001-4311/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 relative au Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) et portant approbation des opérations

retenues pour la période de programmation 2018-2020 ;

- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La convention de subvention globale Métropole Aix-Marseille-Provence 2018-2020 ;
- Les appels à projets FSE Objectif Spécifique 1, Objectif Spécifique 2, Objectif Spécifique 3 ;
- La convention FSE n°201801293 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et
- l'association Ciotat Emploi Initiatives relative à l'octroi d'une subvention du Fonds Social Européen au titre du Programme opérationnel national pour l'Emploi et l'Inclusion en métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que par la délibération n° EMP 001-4311/18/BM le Bureau de la Métropole a approuvé le plan de financement de l'opération « Accompagnement à l'emploi PLIE Marseille Provence Est » menée par l'association Ciotat Emploi Initiatives dans le cadre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Est (PLIE MP Est) pour la période 2018-2020.
- Que les restructurations de l'association entraînent une modification des dépenses directes de fonctionnement pour 2019 et 2020 ;
- Qu'il est nécessaire d'ajuster en conséquence le coût total éligible de l'opération et le montant de la subvention FSE attribuée à l'association Ciotat Emploi Initiatives ;
- Qu'il convient d'approuver le nouveau plan de financement de l'opération « Accompagnement à l'emploi PLIE Marseille Provence Est » menée par l'association Ciotat Emploi Initiatives ;
- Qu'il convient en conséquence de conclure un avenant à la convention FSE n° 201801293 conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Ciotat Emploi Initiatives.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le nouveau plan de financement de l'opération « Accompagnement à l'emploi PLIE Marseille Provence Est » menée par l'association Ciotat Emploi Initiatives, dans le cadre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Est (PLIE MP Est) pour la période 2018-2020, portant le coût total éligible de l'opération à 1 207 068,71 euros TTC et la subvention FSE afférente à 503 298,71 euros TTC.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé à la convention FSE n° 201801293 « Accompagnement à l'emploi PLIE Marseille Provence Est ».

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

ECO 020-5563/19/BM

**■ Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) - Approbation d'un avenant à la convention FSE "Animation et mobilisation des entreprises - animation des clauses sociales" n° 201802655
MET 19/10315/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En sa qualité d'organisme intermédiaire, la Métropole assure pour la période 2018-2020 la gestion et le contrôle d'une subvention globale de Fonds Social Européen (FSE) d'un montant de 14 417 420,06 euros pour un coût total éligible de 28 834 840,12 euros dédiée à l'emploi et l'inclusion active sur le territoire métropolitain.

Selon l'axe 3 du programme opérationnel national FSE 2014-2020 « lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion » cette subvention globale permet de poursuivre trois objectifs spécifiques :

- augmenter le nombre de parcours d'accompagnement de personnes en vue de leur insertion (objectif spécifique 1),
- contribuer à mobiliser les employeurs et les entreprises dans le parcours d'insertion (objectif spécifique 2),
- développer les projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion (objectif spécifique 3).

Dans le cadre de l'objectif spécifique 2 de l'axe 3 dudit Programme, le Bureau de la Métropole a approuvé par la délibération n° EMP 001-4311/18/BM

du 18 octobre 2018 le plan financement de l'opération « Animation et mobilisation des entreprises - animation des clauses sociales » menée par l'association Ciotat Emploi Initiatives pour la période 2018-2020. La période d'instruction a permis d'arrêter le cout total éligible de l'opération à un total de 319 155,29 euros pour 3 ans (2018, 2019, 2020), ainsi que le montant de subvention FSE correspondante, soit 136 371,29 euros TTC.

C'est sur ce fondement que la convention n° 201802655 « Animation et mobilisation des entreprises - animation des clauses sociales » a été signée le 9 novembre 2018 entre la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Ciotat Emploi Initiatives.

Dans le cadre d'une restructuration de l'association bénéficiaire, les modifications suivantes ont dû être apportées au plan de financement du projet :

- le temps de travail du directeur : augmentation de temps de travail affecté pour 2019 et 2020,
- le temps de travail de la coordinatrice sera affecté dorénavant en totalité à une autre opération,
- les dépenses directes de fonctionnement : baisse de différentes dépenses en cohérence avec le réajustement des dépenses directes de personnel
- les dépenses directes de prestations externes : baisse de 9,32% pour 2019 et 2020,
- le montant des dépenses indirectes de fonctionnement : ajustement "mécanique", après application du taux forfaitaire conventionné de 15% des dépenses directes de personnel.

Le coût total des dépenses éligibles pour l'année 2018 reste inchangé. Concernant es années 2019 et 2020 une légère baisse du cout total éligible est envisagée et ce afin d'ajuster au mieux le niveau des dépenses. Cela porte le coût total éligible de l'opération pour 2018-2020 à 313 429, 56 euros TTC. En conséquence, la subvention FSE attribuée au bénéficiaire pour la réalisation de l'opération est réajustée et s'élève à un montant de 130 645,56 euros TTC maximum, soit un taux maximum arrondi à deux décimales de 41,68% du coût total éligible de l'opération.

Une modification du plan de financement et un avenant à la convention de subvention sont nécessaires pour les adapter à la réalité de la mise en œuvre de ladite opération retenue pour la période de programmation 2018-2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
- Le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission européenne du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil susvisé ;
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des Fonds Européens pour la période 2014-2020 ;
- La délibération RNOV n°005-677/13/CC du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole du 31 octobre 2013 portant sur la stratégie d'intervention 2014-2020 ;
- La délibération FCT n°029-1584/15/CC du Conseil de Communauté du 21 décembre 2015 de Marseille Provence Métropole portant signature de la convention de subvention globale FSE et le vote des opérations subventionnées ;
- La délibération EMP 003-2736/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant approbation de la demande d'accréditation de la Métropole en tant qu'Organisme Intermédiaire de gestion et de contrôle du FSE pour les années 2018-2020 ;
- La délibération n° ECO 021- 14/12/2017 BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la subvention globale FSE 2018-2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération EMP 001-4311/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 relative au Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) et portant approbation des opérations

retenues pour la période de programmation 2018-2020 ;

- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La convention de subvention globale Métropole Aix-Marseille-Provence 2018-2020 ;
- La convention FSE n°201802655 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Ciotat Emploi Initiatives relative à l'octroi d'une subvention du Fonds Social Européen au titre du Programme opérationnel national pour l'Emploi et l'Inclusion en métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que par la délibération n° EMP 001-4311/18/BM le Bureau de la Métropole a approuvé le plan de financement de l'opération « Animation et mobilisation des entreprises – animation des clauses sociales » menée par l'association Ciotat Emploi Initiatives pour la période 2018-2020 ;
- Que les restructurations de l'association entraînent une modification des dépenses directes de fonctionnement pour 2019 et 2020 ;
- Qu'il est nécessaire d'ajuster en conséquence le coût total éligible de l'opération et le montant de la subvention FSE attribuée à l'association Ciotat Emploi Initiatives ;
- Qu'il convient d'approuver le nouveau plan de financement de l'opération « Animation et mobilisation des entreprises – animation des clauses sociales » menée par la Ciotat Emploi Initiatives ;
- Qu'il convient en conséquence de conclure un avenant à la convention FSE n°201802655 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Ciotat Emploi Initiatives ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le nouveau plan de financement de l'opération « Animation et mobilisation des entreprises – animation des clauses sociales » menée par la Ciotat Emploi Initiatives pour la période 2018-2020 portant le coût total éligible de l'opération à 313 429,

56 euros TTC et la subvention FSE afférente à 130 645,56 euros TTC.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé à la convention FSE n° 201802655 « Animation et mobilisation des entreprises - animation des clauses sociales ».

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 021-5564/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'Investissement Territorial Intégré au titre de la programmation FEDER 2014-2020 MET 19/10233/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du programme opérationnel FEDER 2014-2020, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur agissant en tant qu'Autorité de gestion a fait le choix de soutenir le développement urbain durable par le biais d'une approche urbaine intégrée en faveur des quartiers prioritaires, à l'aide d'Investissements Territoriaux Intégrés (ITI), destinés aux quatre principales agglomérations du territoire régional (Aix-Marseille-Provence, Nice Côte d'Azur, Toulon Provence Méditerranée, Grand Avignon).

A la suite du Comité de suivi interfonds du 22 mai 2015, les quatre agglomérations ont candidaté au statut d'Organisme Intermédiaire pour la mise en œuvre d'un ITI sur leur territoire.

Par la délibération n°023-21/12/2015 CC du 21 décembre 2015, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la convention d'ITI passée entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur agissant en qu'Autorité de gestion (AG) et Marseille Provence Métropole agissant en tant qu'Organisme Intermédiaire (OI). Cette convention d'ITI a fait partie des actes transférés à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016.

La convention d'ITI a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Autorité de gestion (AG) confie à l'Organisme Intermédiaire (OI) certaines tâches pour la sélection des opérations relevant du périmètre de l'ITI. Cette convention, conclue sur le fondement de l'article 123-6 du Règlement UE n°1303-2013, n'a pas pour objet de confier à l'OI de subvention globale. Les crédits alloués au financement de l'ITI sont gérés par et sous la responsabilité de l'AG, conformément à la piste

d'audit et au Descriptif de Gestion et de Contrôle approuvés.

Dans ses grandes lignes, la convention indique le périmètre de l'ITI, tel que défini par la stratégie urbaine intégrée de l'OI et l'enveloppe financière de l'ITI (tableaux financiers, indicateurs et catégories d'intervention). Elle détaille également les missions de l'OI, les contrôles de l'OI par les autorités habilitées et les modalités de supervision de l'OI par l'AG.

L'enveloppe ITI-FEDER gérée par la Métropole couvre aujourd'hui les 38 quartiers prioritaires et les 3 quartiers de veille active existants sur le territoire de Marseille Provence. L'enveloppe FEDER dédiée à cet instrument s'élève à 11.400.000 € (pour un coût total éligible de 22.800.000 €) répartie entre 3 Priorités d'Investissement (PI) : 5.310.000 € au titre de la PI4e (Mobilité durable) ; 1.060.000 € au titre de la PI8a (Favoriser l'emploi) et 5.030.000 € au titre de la PI9a (Promouvoir l'inclusion sociale).

A l'occasion de la révision à mi-parcours du Programme Opérationnel FEDER-FSE PACA 2014-2020, l'Autorité de gestion a souhaité procéder à certains ajustements conduisant à une modification de l'article 4.1 « Montant prévisionnel de l'enveloppe allouée », dans ses paragraphes 3 et 7, ainsi que de l'annexe 3 de la convention initiale.

Le paragraphe 3 de l'article 4.1 de la convention initiale prévoyait que « l'Autorité de gestion s'engage à inscrire dans son budget les crédits nécessaires à l'engagement de la programmation et au paiement des porteurs de projets. De son côté, l'Organisme intermédiaire s'engage à ne pas sélectionner des projets pour un montant supérieur à l'enveloppe budgétaire fixée par l'Autorité de gestion. L'Autorité de gestion communiquera à l'Organisme intermédiaire le niveau de consommation de cette enveloppe budgétaire, après chaque Comité régional de programmation. »

La modification proposée de l'article 4.1 vise à la suppression de ce paragraphe 3, autorisant ainsi une surprogrammation.

Le paragraphe 7 de l'article 4.1 de la convention initiale indiquait « Pour les années suivantes, en cas de modifications, le plan de financement est fixé par avenant, après avis du Comité régional de programmation ».

La modification proposée vise à remplacer « Comité régional de programmation » par « Comité de suivi ».

La modification proposée de l'annexe 3 de la convention initiale, dans sa partie C « Plan de financement prévisionnel et indicateurs de l'ITI (tableaux types relatifs aux indicateurs de réalisation) vise à une actualisation de valeurs cibles (pour 2018 et pour 2023) pour les indicateurs contribuant au cadre de performance :

- Pour l'indicateur C001 « Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien », la valeur cible pour 2018 passe de 50 à 52 et celle pour 2023, de 150 à 156.
- Pour l'indicateur IR9a « Espaces bâtis, construits ou réhabilités à des fins de services sociaux », la valeur cible pour 2023 passe de 4000 m² à 4300 m².
- Pour le montant certifié TTC, la valeur cible pour 2018 passe de 24% à 15,83%

Ces modifications n'ont aucune incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1303/2013 (ci-après dénommé « le Règlement général ») portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
- Le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional, et notamment son article 7 ;
- La décision de la Commission européenne n° CE C(2014)9890 du 12 déc. 2014 adoptant le Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020 ;
- La décision de la Commission européenne n° CE C(2018)5884 du 5 septembre 2018 approuvant la révision du programme opérationnel FEDER-FSE 2014/2020 ;
- Le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes co-financés par

les fonds européens pour la période 2014-2020 ;

- Le comité de suivi du 22 mai 2015 validant les critères de sélection des organismes en charge des Investissements Territoriaux Intégrés ;
- Le comité de suivi du 10 avril 2018 approuvant la révision du programme opérationnel FEDER-FSE 2014/2020 ;
- La délibération du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur n° 15-1025 du 16 octobre 2015 autorisant le Président de la Région à signer la Convention d'Investissement Territorial Intégré au titre du Programmation FEDER 2014-2020 ;
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence n°023-21/12/15CC du 21 décembre 2015 autorisant le Président à signer la convention d'Investissement Territorial Intégré au titre de la Programmation FEDER 2014-2020 ;
- La délibération n°18-1106 de la commission permanente du Conseil régional du 14 décembre 2018 autorisant le Président de la Région à signer l'avenant n°1 à la convention d'Investissement Territorial Intégré au titre de la Programmation FEDER 2014-2020 ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La Convention d'Investissement Territorial Intégré au titre de la Programmation FEDER 2014-2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'à l'occasion de la révision la révision à mi-parcours du Programme Opérationnel FEDER-FSE PACA 2014-2020, l'Autorité de gestion a souhaité procéder à certains ajustements conduisant à une modification de l'article 4.1 ;
- Qu'il convient de modifier la convention d'Investissement Territorial Intégré.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 de la convention d'Investissement Territorial Intégré au titre de la programmation FEDER 2014-2020, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant n°1, et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 022-5565/19/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle SAFE - Approbation d'une convention MET 19/10070/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Issu de la fusion des Pôles de compétitivité PEGASE et RISQUES, le Pôle SAFE est dédié aux technologies et solutions de Sécurité. Il a ainsi vocation à rapprocher les usagers des fournisseurs de technologies.

Le Pôle SAFE anime un réseau de 450 adhérents dont 70 basés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence : 47 PME ou TPE, 3 grands groupes, 17 Académiques et 3 établissements publics utilisateurs finaux de solutions de sécurité (SDIS 13, ENSOSP, Sécurité Civile).

Comme tous les Pôles de compétitivité, le Pôle SAFE accompagne les entreprises adhérentes dans leur développement, notamment sur l'émergence de nouveaux marchés, l'effort d'innovation et les facteurs de croissance.

Les activités développées sur le territoire métropolitain concernent notamment :

- le développement et l'implantation de la filière dirigeables sur Istres,
- le développement d'actions liées aux problématiques environnementales sur le territoire d'Aix-en-Provence,
- l'étude, en partenariat avec le Grand Port Maritime et les industriels de l'association PICTO, de projets de plateformes pour la démonstration de solutions de sécurité pour sites critiques.

Le champ d'action du Pôle SAFE couvre deux Domaines d'Activité Stratégique (DAS) :

- Sécurité & Environnement
- Aéronautique et Spatial.

Sur cette base, le Pôle a mis en place des programmes dédiés à des problématiques spécifiques ou à certains types d'activité industrielle :

Programmes intéressant le DAS « Sécurité et Environnement »

- Forces de Sécurité : accompagnement du Pôle Européen pour la Sécurité globale (PESG), études technico-opérationnelles des besoins en lien avec les partenaires publics et privés en charge de la sécurité, identification et développement des entreprises fournisseurs des forces de sécurité, étude de solutions et d'équipements nouveaux dont les forces de sécurité devraient se doter.
- Villes et Territoires résilients et sûrs : services et systèmes de surveillance et de diagnostic du risque environnemental, identification de technologies de base manquantes...
- Protection des infrastructures et sites sensibles : identification et qualification des compétences nécessaires, instauration d'une relation pérenne avec les gestionnaires de sites sensibles, création de sites pilotes d'expérimentation, lutte anti drones...
- Sécurité des grands événements : identification des technologies innovantes pour les Jeux Olympiques 2024, inventaire des besoins en collaboration avec les organisateurs d'événements...

Programmes intéressant les DAS « Aéronautique et Spatial »

- Hélicoptères : travail sur la réduction de l'empreinte environnementale, développement d'actions au profit de la performance industrielle, étude d'un projet de système autonome pour la logistique urbaine...

- Dirigeables et aérostats : une nouvelle filière aéronautique dont la réémergence est motivée par les contraintes environnementales et les besoins en sécurité, accompagnement sur tous les aspects (marchés, cadre réglementaire, financements publics et privés, feuille de route technologiques, infrastructures, formation et compétences...)

- Satellites : amélioration de la compétitivité avec le renforcement des produits et process industriels, renforcement de l'innovation et de la R&D sur les technologies bord et sol, plateformes numériques de nouveaux services...

- Aviation légère : promotion de la motorisation hybride et électrique, identification de compétences de niche des PME, travail sur les fonctions clé (trains, freins, échappements, hélices), sécurité des vols, formation...

Équipements embarqués : projets d'innovation technologique, ouverture vers des équipementiers n'ayant pas une tradition aéronautique...

Programmes intéressant les deux DAS

- Moyens télé-opérés (aériens ou terrestres) : systèmes de mesure, de détection des menaces et d'intervention...

- Homme augmenté : équipements d'augmentation de la performance physique et cognitive des acteurs, équipements individuels (opérateur, pompiers, pilotes)

- Données de mission : traitement et exploitation des données massives géo-référencées, données pour la prévention des risques, préparation des vols...

- Technologies de base : matériaux et procédés, composants, capteurs...

Dans la continuité de l'année 2018, le programme 2019 prévoit plusieurs actions en direction des acteurs économiques :

- Organisation de rencontres ou participation à des Salons

- Missions à l'étranger associant des entreprises membres

- Mission BOURGET 2019

- Des actions spécifiques orientées vers les relations PME – Donneurs d'Ordre :

- Comités d'Open Innovation thématiques : SAFE a créé un Club Open Innovation regroupant les grands groupes représentés à travers leurs Directeurs d'Innovation ou de R&D. Le Pôle les aide à spécifier leurs besoins et à les mutualiser sur des thématiques communes. Les comités thématiques permettent aux PME de présenter leurs produits ou leur savoir-faire. Les donneurs d'ordre participent financièrement à cette démarche.

- Mené avec Henri Fabre, le programme Performance Industrielle se déroule sur 18 mois et va dans le même sens. Une quarantaine d'entreprises est impliquée.

- Soutien au montage de projets collaboratifs : construction du projet, définition du consortium, préparation de dossiers à l'attention de différents guichets de financement : FUI, ANR, RAPID (dispositif armement), Europe, PSPC (programme BPI dédié aux grands projets structurants), ADEME, Investissements d'Avenir...

- Mise en place de formations à destination des adhérents pour leur faciliter l'accès à la commande publique (secteur important pour les solutions de sécurité).

- Prise en compte du volet Emploi – Formation – RSE : le Pôle contribue à identifier les besoins en terme d'emplois et de formations sur toute la chaîne de valeur du Pôle, à expérimenter de nouvelles solutions, à réaliser un travail d'analyse des métiers et des compétences...

- Des accompagnements individuels des entreprises sur des aspects ciblés.

- Le « Contrat de Croissance » : cette action ne fait pas l'objet de la présente demande de subvention, puisqu'elle est menée par la filière « Pégase Croissance » créée grâce à des financements des Investissements d'Avenir. Une trentaine d'entreprises est actuellement impliquée dans ce programme qui mobilise des consultants et experts très spécialisés. Il appartient toutefois au Pôle SAFE de repérer les entreprises à fort potentiel qui font ensuite l'objet d'une sélection rigoureuse.

Ce programme permet d'ailleurs d'alimenter les recettes privées du Pôle, fixées à 50 % dans les contrats de performance des Pôles de compétitivité.

Par ailleurs, SAFE créera une cellule Europe afin de renforcer ses capacités d'accompagnement des entreprises à l'Europe, en particulier sur des appels spécifiques aéronautiques et spatiaux, sécurité et environnement et défense.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle SAFE, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 80.000 euros, représentant 4,47 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 1.788.650 €

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 45.000 € pris en charge sur le Budget Principal Métropolitain

- 30.000 € pris en charge sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix

- 5.000 € pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire Ouest Provence

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 27 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association POLE SAFE une subvention de 80.000 euros. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 45.000 euros par le budget Principal Métropole du Territoire Marseille Provence
- 30.000 euros par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix
- 5.000 euros par le Conseil de Territoire Istres Ouest Provence

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle SAFE, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget Principal de la Métropole sous politique B370 - Chapitre 65- Nature 65748- Fonction 61,
- l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix chapitre 65 - nature 65748 - Fonction 61
- l'État Spécial du Territoire Istres Ouest Provence chapitre 65 - nature 65748 - Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 023-5566/19/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle SCS - Approbation d'une convention MET 19/10102/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

À ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement

de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Labellisé par l'État en 2005 « Pôle de compétitivité mondial » et « Pôle Régional d'Innovation et de Développement Économique et Solidaire » (PRIDES) en 2007 par la Région PACA, le Pôle SCS (Solutions Communicantes Sécurisées) regroupe en Région Sud les acteurs majeurs de la microélectronique, des logiciels, des télécommunications et du multimédia, autour des services et usages des Technologies de l'Information et de la Communication.

Au cœur d'une économie numérique en pleine croissance qui impacte aujourd'hui 80 % de l'économie globale, le Pôle SCS, seul Pôle mondial et labellisé « Gold Cluster » en région PACA, œuvre pour la mise sur les marchés de solutions toujours plus intégrées, interopérables, garantissant des fonctionnalités de communication simples, fiables et sécurisées pour l'utilisateur final.

L'ambition du pôle SCS est de développer le premier écosystème européen et l'un des trois plus grands au niveau mondial en s'appuyant sur ses 4 domaines stratégiques correspondant à son positionnement dans le cadre de la phase 4.0 des pôles de compétitivité initiée par le Gouvernement. Le pôle se fixe pour 2019 les priorités ci-dessous :

- Générer des avancées technologiques dans 4 domaines stratégiques (Microélectronique, Sécurité numérique, Internet des Objets, Big Data et Intelligence Artificielle IA) ;
- Valoriser et déployer ces innovations technologiques dans les filières industrielles et les marchés cibles ;
- Contribuer aux politiques d'innovation et aux politiques industrielles en Europe, en France et en Région Sud ;
- Renforcer ses actions de soutien auprès des TPE/PME/ETI en les accompagnant sur l'ensemble de leurs problématiques depuis l'innovation jusqu'à la commercialisation et le client ;
- Être un cluster international de référence, visible et reconnu ;
- Développer un portefeuille de formations soutenant la compétitivité de son écosystème ;
- Contribuer à la création d'un écosystème approprié au développement régional du numérique.

Le programme 2019 du pôle SCS s'articule donc en support de ces éléments stratégiques sur les axes ci-dessous :

- Développement de la feuille de route stratégique 2019-2022 :

- Développement de la feuille de route 4.0 et communication ;
- Finalisation et mise œuvre des partenariats avec les pôles SAFE Cluster, Pôle Mer Méditerranée et Capenergies, et Optitec autour des grands enjeux des marchés de la défense / sécurité et de l'industrie du Futur et avec les pôles Minalogic, Systematic, Images & Réseaux contribution sur les feuilles de route des CSF Electroniques & Infrastructures Numériques ;
- Projets & programmes structurants : Constitution d'un Digital Innovation Hub (DIH) centré sur les 4 axes technologiques, autour de l'écosystème SCS, avec les acteurs régionaux complémentaires. Ce DIH répondra, en réseau avec les partenaires européens, à l'appel H2020 « Smart Anything Everywhere » du 1^{er} trimestre 2019 ;
- Déploiement régional des feuilles de route des CSF Électronique et Infrastructure Numériques ;
- Évolution des éléments statutaires en ligne avec la stratégie 4.0.

- L'animation de l'innovation sur les Smart Specialization Aeras et de nouveaux axes

- *Les Partenariats technologiques en support de l'innovation :*

Le partenariat avec le pôle CapEnergies sur le projet Flexgrid, la mise en œuvre de la convention de partenariat avec le Pôle SAFE, la mise en place de convention de partenariat avec les Pôles MER, Optitec et CapEnergies autour de l'innovation et des projets collaboratifs, un partenariat avec les 3 pôles technologiques nationaux (Systematic, Minalogic, Images & Réseaux) dans le cadre des actions du CSF Électronique et du montage de projets structurants pour la filière électronique.

- *L'usine à projets & produits*

L'action du pôle SCS a pour ambition de permettre l'émergence, le développement et l'accompagnement des projets émanant de son écosystème à travers plusieurs activités qui s'inscrivent dans l'exécution de la feuille de route techno-marché. Les premières actions de 2019 seront de détailler et finaliser une feuille de route technos/marchés pour chacun des 4 nouveaux domaines stratégiques. Cette action sera réalisée avec les membres les plus représentatifs des domaines. L'exécution de cette feuille de route techno/marchés passera par la réalisation de groupes de travail, de conférences et d'action d'émergence projet. L'intégration des plateformes dans les projets

se traduira notamment par l'appui aux plateformes CIMPACA dans le déploiement de leur phase 3.

L'action du pôle se concentrera aussi sur l'accompagnement post projets des PME. Ainsi, le pôle SCS continuera la mise à jour du catalogue des produits et technologies issues des projets afin d'en assurer leur promotion et visibilité par les acteurs des marchés visés. Le Pôle animera aussi les actions autour de l'Industrie du Futur dans le cadre des plans nationaux et régionaux et en particulier la promotion et le développement d'une offre technologique adaptée. Enfin, le Pôle participera activement au programme NANO 2022 sur le volet régional notamment par le montage du centre pour l'IoT (IoT Center).

- Le Développement du réseau et l'animation de la communauté des membres du pôle, en priorité les startup, les PME et ETI

Le pôle SCS a structuré en 4 grandes missions le développement du réseau et l'animation de la communauté des membres du pôle, en support du parcours de croissance des TPE/PME/ETI :

- Accompagner l'innovation des PME
- Accompagner les PME dans leur business planning
- Préparation à adresser les marchés
- Accentuer la visibilité et notoriété des TPE/PME/ETI

Le plan d'actions 2019 s'inscrit dans la continuité de ce qui a été mis en place par le pôle dès 2013.

Des actions spécifiques sont prévues en 2019 :

- Relations DO (donneurs d'ordre-PME) :
- Amplification des collaborations avec des DO internationaux (Telecom Italia, Industrial Internet Consortium) pour une mise en relation directe avec des PME ;
- Partenariat avec l'Innovation Maker Alliance (IMA) regroupant + de 800 responsables stratégiques et opérationnels d'innovation de 76 Grands comptes et administrations ;
- Partenariat avec le CRiP qui rassemble plus de 6800 responsables d'Infrastructure et de Production IT représentant près de 400 grands comptes, entreprises et administrations.
- Implication dans les démarches « Industrie du futur » et IA :
- Promotion des appels à projets d'expérimentation du projet IOT4Industry de projets ;

- La promotion au niveau de l'AIF du catalogue l'offre technologique SCS et Optitec ;

- Accompagnement des PME pour détecter les opportunités éventuelles offertes par des briques IA dans leur produit & service.

- Accompagnement des entreprises dans la mise en place du règlement RGPD au travers d'une action d'audit et de conseil

- L'international et l'Europe :

Le pôle entend accroître ses efforts dans ce domaine autour de trois axes principaux :

A. Développer le premier écosystème européen et l'un des trois plus grands au niveau mondial sur les « Smart Specialisation Areas » ;

B. Objectifs en termes de visibilité & notoriété du pôle et de son écosystème ;

C. Objectifs en termes de projets et financements européens pour le pôle et ses membres, en particulier les PME.

Les principales actions que mènera le pôle en 2019 sont les suivantes :

- Partenariats avec les clusters internationaux ciblés : un focus particulier sera mis sur les partenariats avec le réseaux européens "Silicon Europe" dans le domaine de la microélectronique et l'« IIC » dans les objets connectés ;

- tenue d'une ou plusieurs conférences annuelles d'envergure internationale, en particulier pour la filière microélectronique ;

- renforcement des moyens de communication pour une visibilité internationale ;

- participation à des salons internationaux avec un focus sur les axes technologiques et marchés de la phase 4.0 ;

- participation aux Actions du réseau Silicon Europe en faveur de la filière micro PACA ;

- développement et mise en œuvre d'un DIH avec au cœur le pôle ;

- partenariats avec les Grands Groupes pour accroître la performance en termes de contrats pour les PME et de recettes privées SCS en s'appuyant sur les écosystèmes des clusters partenaires européens du pôle ;

- mettre en œuvre une ressource mutualisée avec les pôles Optitec, Mer, SAFE, Capenergies dès 2019, afin

d'être en capacité de développer et de proposer des projets de R&D Europe aux PME ;

- recenser et accompagner les projets Europe déposés par les membres industriels & académiques ;

- déposer des projets (porteur et partenaire) à 8-10 appels Europe avec un focus sur le DIH SAE ;

- exécuter les 6 projets en cours ;

- continuer à participer/contribuer à la commission Europe de l'AFPC.

- Emploi et formation

Le plan d'Action 2019 en matière Emploi – Formation, s'inscrit dans la continuité de ce qui a été mis en place par le pôle dès 2013 avec des actions additionnelles en 2019 :

- Enquête sur les besoins en formations de l'ensemble des membres industriels ;

- labellisations des nouvelles formations en lien direct des axes technologiques ;

- mise à jour du Guide de l'offre de formations du pôle SCS ;

- sessions d'introduction et sensibilisation d'une journée (Awareness Day) par des experts de la Blockchain et du véhicule connecté ;

- actions de sensibilisation pour les PME sur des sujets business : gestion de la Propriété Intellectuelle, gestion financière, la gestion RH, marketing (ex : Action collective « go to market ») ;

- soutien au déploiement du campus des métiers AMU ;

- mise en œuvre d'une étude de préfiguration d'un projet de Filière de formation en Microélectronique & Sécurité IoT Région Sud (formation initiale et continue, alternance) ;

- contribution du pôle SCS au projet européen DIGI@TER porté par la structure "Formation et métiers" de Marseille ;

- collaboration avec « Les Entrepreneuriales » sur la mise en œuvre d'un coaching d'experts industriels pour les étudiants des cursus liés à la micro et IoT ;

- participation du pôle SCS à la mise en œuvre d'une expérimentation d'un dispositif mutualisé d'appui au développement des compétences en collaboration avec la CCIMP. L'objectif consiste à accompagner les entreprises dans leur démarche de recrutement, formation du personnel et gestion des compétences.

Le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à un montant total de 80.000 euros, représentant environ 5% du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 1.598.033€ et se décompose comme suit :

- 30.000 € pris en charge sur le budget Principal Métropolitain

- 50.000 € pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les

principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée au Pôle SCS une subvention de 80.000 euros. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 30.000 euros sur le budget Principal Métropole du Territoire Marseille Provence,
- 50.000 euros sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle SCS ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Principal Métropole sous politique B370 - Chapitre 65 - Nature 65748- Fonction 61, et sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix chapitre 65 - nature 65748 - Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 024-5567/19/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle OPTITEC - Approbation d'une convention MET 19/10103/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, elle a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique

collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Couvrant les filières Photonique et Imagerie, Pôle Optitec réunit près de 220 membres dont 125 entreprises. Parmi les 125 entreprises, on compte 5 grands groupes, 6 ETI et 45 PME, 69 TPE et start-up. Le Pôle est implanté à l'échelle des Régions Sud et Occitanie.

Dans le souci de répondre au mieux aux besoins des entreprises, le Pôle a identifié six défis majeurs auxquels elles font face et qui constituent le socle de la phase IV des Pôles de compétitivité :

- identifier de nouveaux marchés,
- produire et commercialiser les produits à une échelle internationale,
- accéder aux projets de R&D européens (en position de partenaire ou de coordinateur),
- développer les technologies en soutien à l'activité économique,
- développer les compétences (à travers la formation notamment) et les ressources (moyennant la mutualisation et les plateformes technologiques),
- financer la R&D et le développement.

Le Pôle Optitec structure son action autour de quatre domaines d'application :

- Sécurité et défense, grands instruments scientifiques : imagerie hyperspectrale, réalité virtuelle ou augmentée, imagerie infrarouge, radars optiques...
- Santé et Sciences du Vivant : imagerie multimodale, optique adaptative, imagerie x, spectroscopie,...
- Ville et mobilité intelligentes : LEDs, fibre optique, photovoltaïque...
- Industrie du futur : capteur, usinage laser, métrologie, contrôle en ligne...

Le programme d'actions 2019 du Pôle Optitec couvre les domaines d'intervention traditionnels des Pôles de compétitivité : développement du réseau et animation de la communauté des membres – Innovation et R&D – Europe et International – Emploi et Formation.

Optitec a l'ambition de développer son réseau pour atteindre une taille critique plus importante, alignée sur celle des clusters des grandes régions photoniques européennes. Au-delà de l'extension du territoire d'intervention, il s'agit aussi d'élargir le

périmètre technologique du Pôle. En effet, les nouveaux défis passent par l'intégration de l'intelligence artificielle dans les systèmes, le traitement et l'analyse des données massives tirées des images produites ou encore la réalité virtuelle et augmentée. Optitec doit ainsi intégrer dans son périmètre technologique une dimension digitale plus marquée. D'ores et déjà, une trentaine d'entreprises adhérentes du Pôle sont identifiées comme offreurs ou intégrateurs de solutions d'IA.

Parallèlement, Optitec s'attachera en 2019 à renforcer la relation de proximité avec son réseau d'adhérents. Les rencontres se feront sous plusieurs formes :

- Participation aux événements organisés par les partenaires du Pôle et les acteurs de l'écosystème territorial.
- Programme événementiel conçu et mis en œuvre par le Pôle, incluant des journées thématiques, associées à des rendez-vous « BtoB », ou des rencontres de proximité de type petit-déjeuner ou « Afterwork ».
- Des rencontres individuelles régulières seront l'occasion pour les chargés d'affaires du Pôle d'approfondir la connaissance des adhérents, d'identifier les attentes, de diagnostiquer les besoins et de proposer des solutions face aux problématiques spécifiques de développement.

La plate-forme mutualisée *Light2Share* a vocation à mettre en relation offreurs et utilisateurs d'équipements technologiques permettant la caractérisation ou le test de produits en cours de développement. Elle vise donc à accélérer le processus de développement de produits innovants. Les offres présentées sur la plate-forme correspondent à des matériels représentant le plus souvent des investissements importants et non utilisés à 100% de leurs capacités au sein des entreprises qui les détiennent.

Enfin, Optitec est également très engagé dans les partenariats inter-clusters, qu'il s'agisse de conventions de partenariat avec d'autres Pôles de compétitivité ou de collaborations avec les pôles photoniques français ou européens.

L'offre de services du Pôle se structure autour de 4 grands volets d'accompagnements personnalisés :

- Développement de projets innovants : aide à la définition, recherche de partenaires, analyse complète (études de marché, modèles économiques, volets juridiques), soutien au montage du dossier, défense du projet auprès des instances régionales, nationales et européennes, communication adaptée, labellisation du projet.
- Accélération de la croissance de l'entreprise moyennant des accompagnements individuels sur mesure : recherche de financements publics/privés, lancement de produits sur le marché, accès aux

nouveaux marchés, développement marketing, RH et management (recrutement, formation).

- Accès aux programmes européens : veille sur les appels à projets, décodage des cahiers des charges, mise en relation avec des partenaires qualifiés, accès privilégié aux consortia européens.

- Pénétration de nouveaux marchés à l'international : proposition de Salons et de missions à l'étranger où les adhérents bénéficient de tarifs préférentiels, réservation de stands et prise en charge de la logistique, organisation de rendez-vous, préparation de l'argumentaire de prospection.

Le Pôle Optitec propose différents types d'actions pour promouvoir la filière Photonique et Imagerie à l'international :

Optitec accompagne les adhérents aux Salons phares technologiques et applicatifs. La participation aux Salons permet en effet aux adhérents de renforcer leur visibilité auprès de clients potentiels et de favoriser leur développement à l'export. Le Pôle assure la prospection et la promotion des membres et de leurs projets auprès d'écosystèmes d'innovation étrangers, en vue de faciliter des partenariats technologiques.

Pour 2019, Optitec a d'ores et déjà confirmé sa participation à 3 Salons internationaux : Photonics West (San Francisco), Laser World of Photonics (Munich) et Milipol (Paris). Par ailleurs, suite à la mission Singapour qui s'est déroulée en octobre 2018, le Pôle proposera à ses membres une nouvelle mission partenariale dont la destination sera définie au premier semestre 2019. 5 PME y seront associées.

Les partenariats avec les clusters et associations européennes seront poursuivies. Il convient de noter à cet égard que le Pôle Optitec dispose d'un bureau permanent à Bruxelles.

Enfin, le Pôle Optitec pilote plusieurs projets européens, constitués de consortia de 3 à 8 partenaires européens. Les travaux menés et les événements organisés dans ce cadre se poursuivent en 2019.

En matière de communication, des supports spécifiques sont édités pour assurer la promotion du Pôle, de ses membres et du territoire.

Les travaux menés dans le cadre du comité stratégique du Pôle visent à mettre en place à court/moyen terme un plan d'action pour faciliter le recrutement et la formation des personnels sur les métiers en tension, en particulier sur des profils techniciens/ingénieurs.

Une enquête a été menée auprès de 130 entreprises adhérentes du Pôle en septembre 2018, pour disposer d'une connaissance fine, quantitative et

qualitative des besoins et pratiques de ses adhérents en matière de recrutement de personnels qualifiés.

Le second volet de cette enquête portait sur la formation continue. Il en ressort un réel dynamisme des entreprises du réseau, puisque dans 67% de cas, le personnel bénéficie de formation continue sur des thématiques techniques. Il s'avère qu'un nombre significatif d'entreprises est disposé à mettre des experts à disposition du Pôle, afin de former des salariés d'autres entreprises sur des thématiques telles que le traitement d'images, l'optronique, l'usinage diamant, la vision industrielle ou encore le design optique.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle Optitec, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 60.000 euros, représentant 6,08 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 986.004 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 45.000 euros seront pris en charge sur le budget Principal Métropole du Territoire Marseille Provence
- 15.000 euros seront pris en charge sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée au Pôle Optitec une subvention de 60.000 euros. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 45.000 euros sur le budget Principal Métropole du Territoire Marseille Provence
- 15.000 euros par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle Optitec ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal Métropolitain sur la ligne sous politique B370 - chapitre 65 - nature 65748 - fonction 61 et sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne Chapitre 65 - nature 65748 - fonction 61

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 025-5568/19/BM

**■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle EUROBIOMED - Approbation d'une convention
MET 19/10125/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement

économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, elle a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Créé en 2009, le Pôle de compétitivité Eurobiomed (issu du Pôle Orphème créé dès 2006) est orienté vers le développement de la filière Santé dans le sud de la France. Il propose à cet effet aux chercheurs, industriels et cliniciens de la filière les ressources et solutions nécessaires pour innover, trouver des financements et se développer, ce qui permet, in fine, d'améliorer la prise en charge et la vie des malades.

L'action du Pôle vise plus particulièrement la médecine personnalisée, les maladies chroniques, le vieillissement et les maladies rares. C'est le premier cluster à se positionner sur l'immunothérapie. Son action s'appuie sur plusieurs missions menées à l'échelle de la Région Sud et de l'Occitanie :

- animation du réseau et expertise,
- support aux projets de R&D,
- soutien à la croissance des entreprises et aide à la levée de fonds.

Le Pôle regroupe à ce jour 271 adhérents dont 226 entreprises, principalement des PME/TPE. Sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, on compte 90 adhérents. L'équipe du Pôle s'efforce de suivre au plus près la vie des membres, grâce à plus de 200 visites d'entreprises ou de laboratoires effectuées dans le courant de l'année.

En 2018, Eurobiomed a organisé 15 événements (dont 6 sur le territoire AMP) ayant réuni plus de 1.700 participants et abouti à de nouveaux partenariats. Pour 2019, le Pôle prévoit de continuer à aller à la rencontre de tous les adhérents ayant une activité de

R&D et à renforcer la relation adhérent. Le Pôle est soucieux d'être attractif pour les nouveaux adhérents et d'assurer la visibilité nationale et internationale des points forts du territoire.

Pour être en phase avec les besoins des adhérents et favoriser les échanges, le Pôle organise des événements récurrents : Biorezo, rencontres thématiques, petits déjeuners de l'Innovation... Par ailleurs, Eurobiomed participe à des événements nationaux et internationaux. Ces manifestations permettent de favoriser les rencontres d'affaires bilatérales.

Sur les 54 projets reçus par le Pôle Eurobiomed en 2018, 10 ont été accompagnés, 19 labellisés et 5 financés. Depuis 2006, l'activité dédiée aux projets fait d'ailleurs l'objet d'un tableau de bord précis basé sur les indicateurs identifiés dans le contrat de performance. Au total, 182 projets ont été financés, représentant un montant d'investissement de 805 M€ et 720 emplois directs. 108 produits et services innovants ont été mis sur le marché. Sur les 39 projets déposés à l'Europe, 5 ont été financés.

Pour 2019, le Pôle s'est fixé 3 priorités :

- Montage/accompagnement : renforcement de l'accompagnement global, l'émergence avec les Donneurs d'Ordre.
- Etre Guichet relais pour tous les projets européens sur le territoire : validations projets, accompagnement renforcé au montage.
- Garantir le même processus/traitement des dossiers dans un contexte d'extension du territoire (régions Sud et Occitanie).

Pour soutenir la croissance des entreprises, le Pôle a mis en place un important dispositif d'accompagnement personnalisé à toutes les étapes du développement de l'entreprise innovante.

Le programme « CellComp » comprend des accompagnements individuels ainsi que des ateliers de formation sur de nombreuses problématiques comme le développement stratégique, le business model, les ressources humaines, les partenariats, l'optimisation des produits, les enjeux réglementaires, le développement industriel et commercial, le financement de l'entreprise...

A ce titre, le Pôle anime aussi un comité d'investisseurs dédié aux biotechs, réservé aux premières levées de fonds (1 – 5 M€). Le Pass French Tech, associé au réseau thématique Health Tech, concerne les entreprises en hyper-croissance, avec un accompagnement tout au long de l'année. Quant à l'accélérateur GO4BIOBusiness, il est réservé à des pépites particulièrement prometteuses, soigneusement sélectionnées. Les trois entreprises accélérées durant la première phase en 2017 ont déjà créé 10 emplois et levé 7,5 M€. Un nouvel appel à candidatures a été lancé en 2018. Sur les 14 candidatures, 5 ont été retenues. Les lauréats

bénéficieront de 12 mois d'accélération avec une vingtaine de prestations.
En 2018, 14 entreprises ont été accompagnées sur le territoire métropolitain.

Il convient de noter par ailleurs que Eurobiomed s'implique considérablement dans les projets du territoire :

- Marseille Immunopôle : détection de projets, organisation de la rencontre thématique Immuno-Oncologie, développement des collaborations entre scientifiques, cliniciens et acteurs industriels...
- Institut Hospitalo-Universitaire Méditerranée Infection : émergence de projets collaboratifs, échanges avec les start-Ups incubées...
- Soutien au programme DHUNE (centre d'excellence visant à fédérer favoriser la recherche sur les maladies neurogénératives et le vieillissement et à fédérer les acteurs) : émergence de projets de R&D, interface entre cliniciens, chercheurs et industriels...
- Institut GIPTIS (lutte contre les maladies rares génétiques).
- Organisation à Marseille de la Convention d'affaires européenne BioFit 2019
- Co-construction de la feuille de route stratégique métropolitaine
- Projet de Technopôle d'Aubagne.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle Eurobiomed, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 55 000 euros, représentant 5,22 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 1 052 730 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 48.000 euros pris en charge sur le budget Métropole fractionné du Territoire Marseille Provence
- 7.000 euros pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016

approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Eurobiomed une subvention de 55.000 euros. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 48.000 euros sur le budget Métropole fractionné du Territoire Marseille Provence
- 7.000 euros par le Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle Eurobiomed, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget Principal Métropole sous politique B370 - Chapitre 65 - Nature 65748- Fonction 61
- l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix chapitre 65 - nature 65748 - Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 026-5569/19/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle CAPENERGIES au titre de 2019 - Approbation d'une convention MET 19/10246/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, elle a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Le Pôle Capenergies réunit 530 membres, entreprises, centres de recherche, organismes de formation et financiers dont les activités s'inscrivent dans le développement économique des filières énergétiques.

Pour accélérer la transition énergétique, Capenergies réaffirme, pour la phase IV des Pôles de compétitivité, son positionnement sur l'ensemble du mix énergétique « décarboné » et sa stratégie volontariste en direction des réseaux faiblement interconnectés et insulaires.

Le Pôle a défini 3 Domaines d'Activité Stratégique (DAS) :

1. Décarboner les usages et en améliorer l'efficacité énergétique
2. Optimiser les systèmes énergétiques multi-fluides et multi-services

3. Produire de l'énergie décarbonée
Le programme d'action du Pôle se structure autour de plusieurs axes récurrents :

1. Émergence de projets
2. Actions d'animation
3. Développement à l'Europe et à l'international
4. Emploi, formation RSE

Capenergies est également très impliqué dans le déploiement de l'OIR Energies de demain.

Enfin, le Pôle organise en 2019 la deuxième édition du Colloque européen « Energy for Smart Mobility ».

Le développement de l'Innovation et la mise sur le marché de produits et services innovants constitue l'un des leviers de la croissance des entreprises. Dans le domaine de l'énergie, il s'agit notamment d'améliorer les performances, de réduire les coûts des différentes solutions et de permettre leur intégration. Dans cette perspective, Capenergies a identifié un certain nombre d'axes d'innovation :

- mobilité durable : composants et systèmes énergétiques embarqués, infrastructures de recharge et de pilotage ;
- optimisation énergétique des sites industriels et infrastructures ;
- smart building - smart home : matériaux et technologies de réduction des pertes énergétiques, pilotage stockage et consommation ;
- matériaux et technologies pour bâtiments en climat méditerranée et tropical ;
- systèmes énergétiques intelligents et résilients ;
- stockage de l'énergie ;
- off-grid : systèmes énergétiques autonomes à base d'EnR ;
- économie de partage et de fonctionnalité ;
- hydrogène au service des systèmes énergétiques optimisés ;
- systèmes de production d'énergie renouvelable et de récupération y compris solutions de rupture ;
- Nucléaire du futur.

Afin de faciliter et d'accélérer la mise sur le marché des produits et services, Capenergies proposera systématiquement un accompagnement aux porteurs de projets labellisés. Un suivi des mises sur le marché est également réalisé :

- Accompagnement des porteurs de projets, de l'émergence jusqu'au financement. Le système de success fees (0,5 % du projet en cas de financement) mis en place en 2018 sera reconduit.
- Poursuite du processus de labellisation par le comité de labellisation du Pôle, composé de 12 membres permanents.
- Suivi et promotion des projets financés, étude de l'impact sur le territoire.
- Accompagnement à la mise sur le marché de produits et de services.
- Organisation d'événements dédiés à l'innovation et à la commercialisation de produits et de services innovants.
- Veille et communication sur les guichets de financement et les appels à projets.
- Participation à des jurys.
- Organisation des « Rencontres Recherche – Entreprises Energies », action montée en liaison avec la SATT.
- Lancement d'un Club bioénergies : suite au succès de l'atelier organisé en juillet 2018

Les actions d'animation :

- Outil sécurisé d'animation et de partage d'information, réservé aux membres et aux partenaires, cette plateforme permet la diffusion d'informations, l'échange d'informations et la mise à disposition d'un annuaire.
- Promotion des actions du Pôle et mise en visibilité des membres de Capenergies : supports web et supports print, relations presse...
- Accueil des nouveaux membres : chaque nouvel adhérent bénéficie d'un pré-diagnostic réalisé par les permanents du Pôle.
- Veille stratégique, diffusée via la plateforme Agora.
- Animation du réseau par l'événementiel : Rencontres d'Affaires avec des RV BtoB.
- Collaborations inter pôles et inter clusters : pôles numériques, compte-tenu de la digitalisation de l'énergie, les 2 pôles énergie voisins, Derbi et Tenerrdis, les pôles applicatifs de la région (Safe et Mer) et l'interpôle Smart Energy French Clusters.

Suite à l'audit mené en 2016, Capenergies a renforcé le développement à l'Europe et à l'international. Le plan d'action du Pôle s'articule autour des axes suivants :

- Se doter d'une visibilité européenne et internationale : signature de partenariats avec le cluster solaire du Maroc, le cluster Energia du pays basque espagnol et le cluster québécois Nergica. Outre les partenariats stratégiques et l'accueil de délégations internationales, le Pôle accueillera des événements d'ampleur internationale, comme le colloque européen sur la mobilité et des workshops.
- Accompagner le développement à l'international des membres : Salons et missions orientés Energie ou end-users.
- Rebondir sur les opportunités créées par les COP pour positionner l'écosystème sur des actions porteuses : choix d'un nombre restreint d'actions où Capenergies peut apporter une plus-value, exploration des possibilités de financement....
- Conduire des actions spécifiques Méditerranée et ZNI (zones non interconnectées).
- Participer aux projets européens : identification des appels et des opportunités, accompagnement des projets et des financements, présence active dans l'écosystème européen de l'énergie.

Concernant l'emploi, la formation et le RSE Capenergies a mis en place :

- Collaboration avec la banque Régionale de l'Emploi et de l'Apprentissage : signature d'une convention, participation de représentants de la BREA aux événements que Capenergies organise ou co-organise (Forum emploi, rencontres d'affaires...).
- Organisation d'ateliers pour une montée en compétence des entreprises, dans le cadre d'un partenariat avec l'APEC : construction de la marque employeur et sa valorisation sur le web, conduite efficace d'entretiens d'embauche, l'intégration des nouvelles recrues.
- Participation à l'organisation de la 6ème édition du Forum à Saint-Paul-lès-Durance.
- Assistance aux entreprises membres dans leur phase de recrutement.
- Réalisation d'un état des lieux et d'une cartographie dans le domaine des EnR.

- Appui au projet Smart Campus : accord de coopération entre 5 partenaires académiques et industriels sur le développement d'activités scientifiques de recherche et formation aux réseaux électriques intelligents.
- Formation initiale : participation aux enseignements du Master Gestion de l'Environnement et Développement Durable de l'IMREDD.
- formation HUGo en direction de personnes en situation de handicap : mise en œuvre d'un cursus de formation professionnelle en alternance, permettant l'obtention d'un diplôme d'ingénieur délivré par Polytech Marseille.
- Contribution à l'emploi des personnes en situation de handicap : actions de sensibilisation et d'information, rapprochement entreprise et demandeurs d'emploi, assistance à l'entreprise qui fait face à une situation concernant un de ses salariés touché par le handicap...

Capenergies représente un tissu important d'entreprises référentes et compétentes en lien avec les priorités de l'OIR. Outre les thématiques Eau/énergie, Energies marines renouvelables (éolien flottant), Energies renouvelables, Nucléaire (fusion et fission), Rénovation énergétique des bâtiments, Stockage de l'énergie, Capenergies soutient de façon dynamique la thématique « Gaz renouvelable et Hydrogène ».

Le Pôle travaille à cet effet sur le montage d'une offre de formation régionale et sur l'émergence de projets structurants. Une cartographie de la filière en région sera également réalisée.

La première édition du forum européen « Energy for Smart Mobility », en 2018, a vu la participation de 304 acteurs et de 70 conférenciers issus de 10 pays différents. 97 rencontres d'affaires ont été organisées, et 16 start-ups ont été candidates au concours de pitch.

La deuxième édition aura lieu les 14 et 15 mars à Marseille au Pharo. Le comité de pilotage a retenu l'orientation thématique « Gagner le défi de la mobilité durable de demain : déploiement des infrastructures, complémentarité électricité-hydrogène, nouveaux services et modèles économiques ».

Il s'agira de :

- Valoriser au niveau européen le savoir-faire des sociétés régionales et françaises dans les smartgrids au service de la mobilité électrique ;

- Promouvoir les projets de ce secteur dans le cadre du programme Flexgrid ;
- Attirer les grands donneurs d'ordres étrangers ;
- Asseoir cet événement afin de positionner La Région Sud comme première « smart région d'Europe » dans le domaine de la mobilité propre et être force de proposition dans le cadre de schémas d'aménagement du territoire.

Des ateliers seront également organisés autour de l'expérimentation du Véhicule to grid :

- Retour d'expérience de la collectivité de Copenhague pour le déploiement d'une infrastructure VE/réseau de charge : quelle gouvernance entre les opérateurs ? avec quelle base juridique et sur quel modèle économique ? Quelle part de financements publics et privés ?
- Adaptation du réseau électrique pour la mise en place de la recharge intelligente.

Le Pôle CAPENERGIES assure également l'animation du programme FLEXGRID et des projets qui y sont associés.

Les « Réseaux Electriques Intelligents (REI) » constituent l'un des axes prioritaires de la Nouvelle France Industrielle, avec un objectif de 25.000 emplois et de 6 milliards d'euros de chiffre d'affaires d'ici 2020. Dans cette perspective, le gouvernement a lancé, en avril 2015, un appel à projets national pour le déploiement à grande échelle des REI. Celui-ci prévoyait de déployer, à partir de 2017 et sur une période de 5 ans, sur un territoire significatif et représentatif, un ensemble d'équipements et de technologies de type Smart Grids, pour dynamiser le tissu économique local et faire de la zone une vitrine du savoir-faire français en la matière.

Le programme FLEXGRID répond à deux objectifs :

1. aménagement et transition énergétiques vertueux du territoire ;
2. amélioration de l'offre industrielle française et du potentiel d'exportation.

Il met actuellement en œuvre 43 projets déployant des systèmes électriques faisant appel à la production verte, la sobriété énergétique ou la mobilité électrique.

Ces projets territoriaux sont renforcés par six projets transverses : acculturation et mobilisation de la société, mobilisation et accompagnements des

entreprises, internationalisation, formation gestion des données et cybersécurité.

Pour accroître la visibilité du programme, Capenergies prévoit de renforcer les relations presse, de diffuser des newsletters et d'assurer sa présence sur les réseaux sociaux.

- Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle CAPENERGIES, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 55.000 €, représentant 6,06 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 907 063 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 20.000 € seront pris en charge sur le budget principal métropolitain ;
- 35.000 € seront pris en charge sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

- Pour les actions menées au titre de Flexgrid, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 23.000 €, représentant 7,06 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 325.769 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 15.000 € seront pris en charge sur le budget principal métropolitain ;
- 8.000 € seront pris en charge sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

- Pour les actions menées au titre du volet Hydrogène dans le cadre de l'Opération d'Intérêt Régional « Energies de demain », le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 10.000 €, représentant 16,42 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 60.885 € pris en charge sur le budget principal métropolitain.

- Pour les actions menées au titre du colloque européen, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 15.000 €, représentant 9,70 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 154.655 €, pris en charge sur le budget principal métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association CAPENERGIES, pour les actions spécifiques et celles menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle, une subvention totale de 103.000 euros qui se répartit de la façon suivante :

- 60.000 euros pris en charge sur le budget principal métropolitain du Territoire de Marseille Provence ;
- 43.000 euros pris en charge par le Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle CAPENERGIES ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget métropolitain principal métropolitain - Sous Politique B 370 – Chapitre 65 – Nature 65748 – Fonction 61 et à l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne Chapitre 65 - nature 65748 - Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 027-5570/19/BM

■ Attribution d'une subvention dans le cadre de la French Tech Aix-Marseille à l'association Aix-Marseille Métropole French Tech - Approbation d'une convention MET 19/10306/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La French Tech est un label lancé par le gouvernement en 2014, son ambition est de structurer l'écosystème numérique des territoires, de faire éclore des Tech Champions, de promouvoir le savoir-faire français à l'international et d'attirer des investisseurs étrangers.

Depuis l'attribution du label French Tech au territoire d'Aix-Marseille le 12 Novembre 2014 ce sont plus de 18 entreprises qui ont obtenus le label Pass French Tech (Selerys, Lumi'in, Traxens, GoJob, Linxo, Biotechdental, Provepharm, Eeworx, Data Solutions, Halio DX, Optimum Automotive, Net Reviews, AlertGasoi, Copernic, Enogia, IProtego, Jaguar Networks, Optimum Tracker), plus de 200 entreprises labellisées bourse french tech, un secteur numérique qui a connu une croissance annuelle de 13% durant la période, plus de 100 entreprises étrangères accueillies sur le territoire et la création de deux bâtiments Totem emblématiques : The Camp et la Cité de l'Innovation et des Savoirs.

Le changement de gouvernance de l'association Aix Marseille Métropole French Tech en 2018 a donné un nouvel élan à la structuration de l'écosystème numérique sur le territoire avec un collectif d'entrepreneurs expérimentés qui cumulent à eux seuls la création de 40 entreprises, la levée de 467 M€ et la création de 2 370 emplois sur les 10 dernières années.

Les ambitions de l'association pour 2019, en lien direct avec le territoire, sont grandes avec en ligne de mire la labélisation « Capitale French Tech » issue de la feuille de route de la Mission French Tech au niveau national :

- Transformer des start-up en entreprises créatrices de valeurs et d'emploi,

- Faire du territoire un des plus attractifs et compétitifs d'Europe dans les domaines des nouvelles technologies.

Grâce à l'appui d'une équipe opérationnelle à temps plein, la feuille de route 2019 se décompose comme suit :

- Mobiliser l'écosystème vers l'hyper croissance

- Détecter et valoriser des Tech Champions

Création d'un comité des structures d'accompagnement du territoire (pépinières, incubateurs, accélérateurs et clusters) afin de détecter les entreprises à très fort potentiel et répondre collectivement aux besoins spécifiques de l'entreprise (ressources humaines, financement...).

Rassembler les entreprises à fort potentiel (existantes et en devenir) à travers un club pour créer les conditions d'un entraînement vers le haut pour toutes les start-up du territoire.

- Soutenir les filières émergentes

Accompagner les industries créatives et culturelles avec la création des cercles de conférences « Content for Future » réunissant événement culturel et colloques numériques, et le développement de partenariats innovants (Signature d'une convention cadre avec le Mucem).

Création d'un think tank For Future pour faire éclore les applications de demain.

- Multiplier les opportunités de business pour les start-up

- Trouver le premier client

Adossement au Pacte PME de la CCIMP (Metropolitan Business Act) afin de favoriser la démarche d'achats sur le territoire et de permettre aux start-up de trouver leur premier client.

- Développer les rencontres start-up et grands groupes

Développement des « Connecting Days » dont le premier opus a réuni le groupe Cdiscount et 15 start-up du territoire.

Développement des « Rencontres Vip » dont le premier opus a fait intervenir Patrick Drahi autour des opportunités d'affaires entre un grand groupe et une jeune pousse.

- Soutenir le financement

- Améliorer l'accès aux investisseurs

Mobiliser les structures d'accompagnement du territoire dans la sélection des dossiers les plus prometteurs.

Grâce au Comité des structures d'accompagnement il sera désormais plus aisé de présenter des dossiers validés à des structures de financement.

- Créer un réseau de partenaires d'investissement

Continuation du partenariat initié avec France Digitale pour la mise en place de rencontres « one to one » entre investisseurs et start-up.

Identification des critères d'investissement des investisseurs étrangers et création d'un pool visant à accélérer les démarches des start-up auprès d'eux.
Créer des événements de rencontres dédiés au financement : les afterworks « Startup Invest »

- Faciliter le financement bancaire

Création d'un comité bancaire : Bankinnov autour de cinq établissements du territoire (CEPAC, CIC, BNP Paribas, Banque Populaire Méditerranée et Crédit Agricole Alpes Provence) pour fluidifier le financement.

- Viser l'international
- Construire des passerelles avec des écosystèmes internationaux

En partenariat avec Provence Promotion et en lien avec les organismes locaux (French Founders, French Tech internationale, Consulats...), Amft a pour ambition de créer des passerelles réciproques avec les villes suivantes : Montréal, New York, Hambourg, Dakar et Tel Aviv.

Installation croisée de start-up, mise en place de programmes d'accueil et d'accélération pour les entreprises souhaitant se développer à l'international.

Accompagnement des délégations publiques (Ville de Marseille, CCIMP, Métropole Aix-Marseille...) pour initier et consolider ces passerelles

- Développer le lien « naturel » avec le continent Africain

Soutien à l'événement majeur du territoire « Emerging Valley » qui réunit la tech africaine sur le territoire

- Multiplier les talents
- Répondre à des déficits en ressources humaines (commercial, technologies...)

Conclusion d'un partenariat avec l'IAE d'Aix Marseille (Institut d'Administration des Entreprises) dans le but de rapprocher les étudiants des besoins des jeunes entreprises innovantes.

Partenariat avec Pole Emploi pour rapprocher les demandeurs d'emploi et les secteurs de tension liés
Co-organisation avec la SATT Sud Est des Trophées de l'innovation

- Soutenir les nouvelles écoles du numérique

Création de passerelles entre les écoles de code du territoire (Wilde Code School, Epitech, Simplon Paca, le Wagon, WebForce3...) et les start-up afin de répondre aux besoins de développements techniques de ces dernières.

Accompagnement de l'installation d'Alyra (école blockchain) sur le territoire.

Projet de création d'une grande école du numérique pour les étudiants et les professionnels en reconversion.

L'ensemble de ses actions contribue à fédérer (cohésion des actions publiques et privées en faveur des start-up), semer (mise en place de dispositifs visant à faciliter l'éclosion de start-up), accélérer (aider au développement des entreprises innovantes à fort potentiel), internationaliser (accompagnement pour la conquête des marchés étrangers) et fixer

(développement des entreprises sur le territoire pour développer l'emploi local) les start-up.

Pour les actions menées au titre du soutien au fonctionnement de l'association Aix-Marseille-Métropole French Tech du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 190 000 euros, représentant 51,13 % du budget prévisionnel 2019 (hors contributions volontaires).

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 70 000 € pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- 120 000 € pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir le label Aix-Marseille French Tech et l'association Aix Marseille Métropole French Tech pour le développement économique innovant du territoire.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Aix Marseille Métropole French Tech une subvention totale de 190 000 euros au titre de la gouvernance et du portage du label Aix-Marseille French Tech du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019.

- 70 000 euros pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- 120.000 euros pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec l'association Aix Marseille Métropole French Tech.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document y afférant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- 70 000 euros sur le budget principal métropolitain 2019 sous-politique B370 chapitre 65 - nature 65748 - fonction 61.

- 120 000 euros sur l'Etat spécial de Territoire du Pays d'Aix - chapitre 65 - nature 65748 - Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 028-5571/19/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'Association "Accélérateur M" - Approbation d'une convention d'objectifs 2019 et d'un avenant n°1 relatif à la convention d'objectifs 2018 MET 19/10309/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Parmi les priorités de son agenda du développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence place le potentiel d'innovation des entreprises au centre de sa stratégie de croissance.

En appui de leviers comme son tissu académique, scientifique, et entrepreneurial, elle dispose d'atouts pour déployer sa stratégie d'innovation sur des filières clés identifiées et soutenues par un écosystème structuré, opérationnel et ancré dans les lieux d'innovation du territoire métropolitain.

La création par l'Etat du label French Tech a mis en exergue ces atouts qui ont permis au territoire Aix-Marseille-Provence de faire partie des premiers

territoires labellisés par l'Etat, et qui fait d'Aix-Marseille French Tech un des leaders du mouvement national.

A ce titre, le cahier des charges de la French Tech demande aux métropoles de créer des lieux totémiques, incarnant le mouvement et créant du lien entre ses acteurs, son écosystème et la politique d'attractivité et de développement de leur territoire d'origine.

Déjà engagée à Aix-en-Provence au soutien de The Camp, campus d'innovation à vocation sociétale, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite créer un lieu d'ancrage pour la French Tech, au cœur de sa Ville-Centre, Marseille, spécialisé dans l'accompagnement de filières d'excellence comme le Maritime, les Industries Créatives et la modernisation urbaine méditerranéenne. A ce titre, son projet est reconnu et soutenu par l'Etat dans le cadre du Pacte Etat-Métropole.

Fort de son positionnement d'excellence, Aix-Marseille Université a choisi de placer l'innovation et la valorisation de la recherche issue de ses unités de recherche au cœur de sa stratégie et d'en faire un des 3 piliers fondamentaux de son intervention, avec l'enseignement supérieur et la recherche, au service du développement du territoire métropolitain en pleine recomposition.

Dans cet objectif partagé, Aix-Marseille Université portait un projet de création d'un lieu ressources de ses stratégies de développement.

Les deux institutions ont donc acté de réunir leurs énergies et leurs potentiels au cœur d'un projet commun : La Cité de l'Innovation et des Savoirs Aix-Marseille.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Cité de l'Innovation et des Savoirs Aix-Marseille propose une offre de nature à créer des synergies entre les innovations des start-up, les démarches des grands groupes et ETI et les politiques publiques de développement économique qu'elle porte.

Pour le territoire, la Cité de l'Innovation et des Savoirs Aix-Marseille constituera :

- Un des deux bâtiments Totem French Tech du territoire (avec The Camp) dans le cadre du renouvellement du label,
- Un point d'entrée sur les dispositifs d'innovation, de création et d'accélération de start-up à rayonnement international,
- Un centre de diffusion de l'innovation auprès des partenaires du territoire métropolitain,
- Un lieu de diffusion, d'échanges et de fertilisation croisé entre acteurs publics et privés.

Dans sa position de chef de file du développement économique métropolitain la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite s'associer aux collectivités, réseaux consulaires et associations structurantes du développement économique innovant au sein d'une association dénommée « Accélérateur M » afin d'y déployer, de façon collégiale au cœur de la Cité de l'Innovation et des Savoirs Aix-Marseille des programmes d'accélération thématiques pour les start-up et une offre d'Open Innovation orientée vers la collaboration productive entre grands groupes, ETI et start-up.

L'Association aura pour objet :

- De faire connaître la richesse de l'écosystème métropolitain au niveau national et à l'international sur des filières d'excellence du territoire,
- Attirer des start-up sur le territoire, et accélérer la croissance des start-up locales sur ces filières d'excellence, avec un focus particulier sur trois thématiques : le maritime et l'économie bleue, la modernisation urbaine méditerranéenne et les industries créatives,
- Mettre en réseau les grandes entreprises, les start-up accélérées, le monde de la recherche pour créer de la valeur sur le territoire.

Créée au dernier trimestre 2018, l'association « Accélérateur M » a recruté son directeur opérationnel et démarrera à la fin du premier trimestre 2019 ses premiers programmes d'accompagnement pour start-up et ses premières collaborations d'Open Innovation avec des grands groupes. Elle a pour objectif d'accompagner 3 promotions d'une dizaine de start-up intégrant des start-up étrangères en provenance d'accélérateurs partenaires, de formaliser des partenariats internationaux, avec un focus spécifique sur l'Afrique, et de démarrer deux contrats d'Open Innovation avec des grands groupes.

L'Association atteindra ses objectifs en mettant en œuvre tous les moyens susceptibles de concourir à la réalisation de son objet et notamment les moyens suivants :

- La vente de prestations de services auprès d'entreprises, en lien avec l'objet de l'association (prestations de mise en réseau, d'open innovation, d'accès facilité aux ressources du territoire, d'accompagnement croisé, etc),
- L'organisation d'un programme d'accélération à destination de start-up,
- L'organisation d'événements et de manifestations diverses, le cas échéant la mise en place de publications, débats, conférences,
- La mise en œuvre de toute action judiciaire ou extrajudiciaire utile à l'accomplissement de son objet,

- Plus généralement, tous moyens de communication et de promotion utiles et nécessaires à la réalisation de l'objet, ou susceptibles d'y contribuer.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation de l'Association « Accélérateur M » du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019, le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 150 000 euros, représentant 33,70 % du budget prévisionnel des dépenses 2019.

Ce soutien financier sera pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice 2018, l'association a dû faire face à un démarrage tardif de son activité. Afin de ne pas la pénaliser, il est proposé de ne pas faire application des dispositions de l'article 4.4 de la convention d'objectifs signée le 5 décembre 2018 relatives à l'ajustement de la convention lorsque le montant des dépenses varie à la baisse.

Ainsi, le soutien de 100 000 € approuvé par délibération du 18 octobre 2018 sera intégralement versé sans être révisé en proportion du niveau d'exécution constaté par application du taux prévu à la convention.

Un bilan financier et un rapport d'activité intermédiaires seront néanmoins demandés à l'association en fin d'exercice 2019 afin qu'elle justifie du report de fonctionnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement budgétaire et financier et notamment son article 12.3.3 relatif à la révision du montant subventionné ;
- La délibération ECO 026-4303/18/BM du 18 octobre 2018 ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt et la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir le fonctionnement de l'Association « Accélérateur M ».

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la signature d'un avenant N°1 à la convention d'objectifs relative à l'exercice 2018.

Article 2 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 150 000 euros à l'Association « Accélérateur M » au titre de l'année 2019.

Article 3 :

Est approuvée la convention financière avec l'Association « Accélérateur M » ci-annexée relative à l'attribution de la subvention sur l'exercice 2019.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2019 au budget Principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous-politique B370- Chapitre 65 - Article 65748 – Fonction 61

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 029-5572/19/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle Mer Méditerranée - Approbation d'une convention MET 19/10371/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son

territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants.

Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Le pôle Mer Méditerranée opère sur les régions PACA, Corse et Occitanie et porte la thématique du développement des activités maritimes dans les domaines d'actions stratégiques suivants (DAS) :

- Défense, Sûreté et Sécurité maritimes,
- Naval et Nautisme,
- Ressources énergétiques et minières marines,
- Ressources biologiques marines,
- Environnement et valorisation du littoral,
- Ports, logistique et transport maritime.

Axe transverse : Transformation numérique,

Axe transverse : Robotique,

Axe transverse : Transition écologique.

A nouveau labellisé pour la phase IV des pôles de compétitivité, le Pôle Mer Méditerranée s'est coordonné avec le Pôle Mer Bretagne Atlantique et appuie son projet sur une orientation « marché » plus marquée dans les 6 domaines d'actions stratégiques et les trois axes transverses mentionnés ci-dessus, facilitant l'introduction de nouvelles technologies et le partenariat avec d'autres Pôles et structures de l'innovation.

La labellisation de projets innovants, l'une des missions principales confiées par l'Etat aux pôles est aujourd'hui complétée par un investissement plus marqué dans les missions d'accompagnement dans le développement économique des entreprises (conseil financier, veille nouveaux marchés, export).

Le pôle Mer Méditerranée fait bénéficier l'ensemble de ses membres :

- de services à l'accompagnement de projet d'innovation décomposé en phases distinctes (émergence/ ingénierie, financement/ labellisation/promotion),
- d'une fonction de relais des Appels à projets (régionaux, nationaux, européens, internationaux) et d'inscription aux actions collectives,
- d'une activité de promotion et de valorisation, en tant qu'organisateur ou de partenaire de manifestations régionales, nationales et internationales tels que le FOWT, CM2, Assises de l'économie maritime, Assises du port du futur, etc,
- de la production de supports d'information et de communication.

En 2019, le Pôle Mer disposera d'une antenne (1 ETP) au sein de la Cité de l'Innovation et des Savoirs portée par Aix-Marseille Université à la Joliette. L'action Europe du Pôle Mer Méditerranée permettra également aux membres de bénéficier d'opportunités de développement sur les marchés européens grâce à un programme de veille sur les appels à projets et d'un accompagnement au dépôt de dossier.

A l'international, sont prévues les missions spécifiques Pôles Mer avec un soutien de la DGE. Le pôle continue sa coopération avec les USA avec la poursuite des actions Alliance Californie et Blue Tech Cluster Alliance.

Le pôle Mer Méditerranée compte aujourd'hui 414 adhérents : 211 PME, 73 Groupes et Entreprises non PME, 74 Organismes de recherche et de formation, 56 membres de l'écosystème (banques, associations, réseau consulaire...) dont 116 issus du territoire Aix-Marseille-Provence, parmi lesquels 77 entreprises.

Pour le territoire Aix-Marseille-Provence le pôle a monté depuis sa création 143 projets collaboratifs de R&D financés (+ 5 programmes européens). En cumul historique, les projets accompagnés par le pôle ont généré 387.27 millions d'euros de dépenses de R&D (budget total projet hors programme européen).

Exemples de projets structurants pour le territoire :

- Action Entreprise étendue « Sea energy »

Soutien au développement et à la valorisation d'un groupement d'entreprises autour des activités de réparation navale industrielle du bassin d'emplois Marseillais.

• Projet Vasco 2

Le Pôle Mer Méditerranée poursuivra l'accompagnement du projet Vasco 2 lancé en 2016 pour le compte du Grand Port Maritime de Marseille-Fos et de ses partenaires institutionnels (dont la Métropole Aix-Marseille-Provence) et industriels. Ce projet innovant vise à valider le concept d'une bio remédiation du CO2 en utilisant les fumées industrielles du site de la société KEM One pour alimenter les bassins dans lesquelles sont cultivées des micro-algues endémiques. Le Pôle intervient en soutien du GPMM sur l'ensemble du projet qui se terminera en 2019.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du pôle Mer Méditerranée, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence, s'élèvera à 50.000 euros, représentant 1,62 % du budget prévisionnel 2019 de 3 087 065 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 45.000 euros seront pris en charge sur le budget principal métropolitain Sous Politique B 370 – Chapitre 65 – Nature 65748 – Fonction 61 présentant les disponibilités nécessaires ;
- 5.000 euros seront pris en charge sur l'état spécial du Territoire ouest Provence (CT5) qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et
- d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 mars 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 27 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Toulon Var Technologies, portant le pôle Mer Méditerranée, une subvention pour l'animation et la gouvernance du pôle pour un montant de 50.000 euros qui se répartit de la façon suivante :

- 45 000 euros pris en charge sur le budget principal métropolitain du territoire Marseille Provence ;
- 5 000 euros pris en charge par le Conseil de Territoire Ouest Provence.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec TVT/Pôle Mer Méditerranée ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget principal métropolitain Sous Politique B370 – Chapitre 65 – Nature 65748 – Fonction 61 ;
- l'État Spécial du Territoire Ouest Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 030-5573/19/BM

■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Salon Vivatechnology à Paris du 16 au 18 mai 2019 - Approbation d'une convention MET 19/10442/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique et d'aménagement de l'espace métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en œuvre une stratégie de développement économique qui s'appuie sur des actions de promotion. Parmi ces actions, la présence dans des salons dédiés professionnels constitue un axe important qui permet de promouvoir l'image du territoire, de montrer les réalisations et les projets en cours et ainsi témoigner de son attractivité auprès des décideurs économiques.

Avec plus de 41 000 salariés pour environ 13 000 entreprises, le numérique constitue un élément clé du développement économique de notre territoire. Organisé autour de totems emblématiques tels que The Camp ou encore la Cité de l'Innovation Aix Marseille, animé par un écosystème dynamique autour notamment de la French Tech Aix Marseille, cette filière représente un gisement de création d'emplois, de richesse et de notoriété exceptionnel pour la Métropole.

Avec le double objectif de soutenir le développement des startups innovantes de son territoire à l'échelle nationale et internationale et d'affirmer la richesse et l'attractivité de son écosystème d'innovation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité être présente au salon Viva Technology à Paris du 16 au 18 mai 2019.

VIVA TECHNOLOGY, événement co-organisé par Publicis Groupe et le groupe Les Echos, est devenu un rendez-vous incontournable dédié aux technologies et à l'économie numérique, dont l'objectif est de mettre en relation les grands groupes, les investisseurs, les startups et les acteurs de l'accompagnement de l'innovation présents dans les territoires.

Les organisateurs de VIVA TECHNOLOGY ciblent principalement trois catégories d'exposants :

- Les grands comptes : ils peuvent s'afficher sur une filière et valoriser des startups qu'ils ont recrutées de différentes façons (challenge, ...)
- Les startups : elles viennent promouvoir leurs innovations sous forme de démonstrations sur un espace qui leur est dédié.
- Les « territoires » : ils valorisent leur écosystème et/ou leurs entreprises, dans une démarche de « marketing territorial ».

Les organisateurs proposent aux exposants d'animer la notion de challenge avec l'objectif de recruter des startups sur des thématiques qu'ils définissent eux-mêmes (stratégie d'Open Innovation, recherche de projets à financer, ...) ; les startups présentes peuvent y participer. Les organisateurs annoncent cette année une centaine de challenges.

L'innovation en Afrique sera mise à l'honneur avec un focus sur le continent renforcé par la présence de 100 startups africaines, rassemblées au sein de l'espace « Afric@tech ».

Destiné principalement aux professionnels (startups, investisseurs et dirigeants d'entreprises), VIVA TECHNOLOGY 2019 ouvre aussi ses portes aux étudiants, enseignants et a convié le grand public le temps d'une journée, le 18 mai uniquement.

L'accès à VIVA TECHNOLOGY est payant ; le montant de l'entrée varie selon le statut du visiteur (startup, entreprise, étudiant) et la date de commande du badge (plus la date est proche du salon, plus le cout est important).

Cette année, la présence de la Métropole se fera dans le cadre d'un stand commun avec la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, qui a réservé un espace de plus de 400 m2 destiné à promouvoir les start-ups régionales.

27 start-ups seront mises en valeur parmi lesquelles 15 seront issues de la Métropole Aix-Marseille-Provence ; les Métropoles de Nice Côte d'Azur et de Toulon Provence Méditerranée se partageront les stands restants.

Une convention organisera les rapports entre la Région et la Métropole Aix-Marseille-Provence, notamment la question de la sélection des entreprises retenues à laquelle la Métropole sera associée, ainsi que les actions de communication et de visibilité avant, pendant et après l'évènement.

Le budget prévisionnel de l'opération menée par la Région est le suivant :

Région Sud	
500 000 €	
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 000 €
Métropole Nice Côte d'Azur	
40 000 €	
Métropole Toulon Provence Méditerranée	40 000 €

Le montant de la participation de la Métropole s'élèvera donc à 50 000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite participer à l'édition 2019 du Salon Vivatechnology ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite s'associer à la Région Sud qui pilote la présence du territoire dans cet événement international.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Salon Vivatechnology du 16 au 17 mai 2019.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : sous-politique B330 - nature 65732 - fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 031-5574/19/BM

■ Approbation de l'adhésion de la Métropole à l'Association "Accélérateur M" et paiement de la cotisation 2019 MET 19/10451/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans les priorités énoncées dans le cadre de son Agenda du développement économique, la Métropole Aix-Marseille Provence place le potentiel d'innovation des entreprises au centre de sa stratégie de croissance.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite créer un lieu d'ancrage pour son écosystème d'innovation et ses startups, au cœur de sa Ville-Centre, Marseille, spécialisé dans l'accompagnement de filières d'excellence comme le Maritime, les Industries Créatives et la rénovation urbaine méditerranéenne. A ce titre, son projet est reconnu et soutenu par l'Etat dans le cadre du Pacte Etat-Métropole.

Dans cet objectif partagé, Aix-Marseille Université portait un projet de création d'un lieu ressources de ses stratégies de développement.

Les deux institutions ont donc acté de réunir leurs énergies et leurs potentiels au cœur d'un projet commun : La Cité de l'Innovation et des Savoirs Aix-Marseille.

Dans sa position de chef de file du développement économique métropolitain la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité s'associer aux collectivités, réseaux consulaires et associations structurantes du développement économique innovant au sein d'une association dénommée « Accélérateur M » afin d'y déployer, de façon collégiale au cœur de la Cité de l'Innovation Aix-Marseille des programmes d'accélération thématiques pour les start-ups et une offre d'Open Innovation orientée vers la collaboration productive entre grands groupes, ETI et start-ups.

Pour ces raisons et par délibération n° ECO 006-28/06/18/CM au Bureau de la Métropole du 28 juin 2018, préalablement à la constitution officielle de cette association, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe de son adhésion à la future association Accélérateur M, en cours de création, et la désignation des 3 représentants de la Métropole à l'Assemblée générale constitutive. Lors de cette Assemblée générale constitutive qui s'est tenue le 11 septembre 2018, outre la Métropole Aix-Marseille-Provence étaient représentés, en qualité de membres fondateurs : Aix-Marseille Université, Ville de Marseille, Ville d'Aix-en-Provence, Région Sud, Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence, Aix-Marseille French Tech et les pôles de compétitivité Optitec, Solutions Communicantes Sécurisées et Mer Méditerranée.

Réunie en date du 11 septembre 2018, l'Assemblée générale constitutive a approuvé :

- La création de l'Association Accélérateur M et l'adoption de ses statuts ci-annexés
- L'élection des membres du Conseil d'Administration réparti sur 3 collèges (Collectivités publiques, Institutions publiques, personnes privées)

Le Conseil d'Administration qui s'est réuni à l'issue de l'Assemblée Générale Constitutive a fixé le montant de la cotisation comme suit :

- Pour les membres fondateurs : 1000 euros
- Pour les membres de droit : 200 euros

L'Association « Accélérateur M » ainsi créée a pour objet :

- De faire connaître la richesse de l'écosystème métropolitain au niveau national et à l'international sur des filières d'excellence du territoire,
- Attirer des start-ups sur le territoire, et accélérer la croissance des start-ups locales sur ces filières d'excellence,
- Mettre en réseau les grandes entreprises, les start-ups accélérées, le monde de la recherche pour créer de la valeur sur le territoire.

Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'Accélérateur M conformes à l'ambition et la volonté de la Métropole, il est aujourd'hui proposé l'adhésion de la Métropole à cette association pour l'année 2019, et le versement de la cotisation correspondante d'un montant de 1000 euros et la désignation des trois représentants de la Métropole élus au Conseil d'Administration.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ECO 006-28/06/18/CM du 28 juin 2018 approuvant le principe de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association « Accélérateur M » ;

- La délibération N°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de s'inscrire dans une dynamique collective au service de l'entrepreneuriat innovant au sein de la Cité de l'Innovation et des Savoirs Aix-Marseille (CISAM)
- La création effective lors de l'Assemblée Constitutive du 11 septembre 2018 de l'Association « Accélérateur M » hébergée au sein de la CISAM

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'adhésion de la Métropole à l'Association « Accélérateur M » et le paiement de la cotisation pour l'année 2019 d'un montant de 1000 euros.

Article 2 :

Est approuvée la désignation de trois représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de l'Association « Accélérateur M » :

- Frédéric COLLART
- Jérôme ORGEAS
- Didier PARAKIAN

Article 3 :

Les représentants de la Métropole sont autorisés à prendre les décisions et orientations qui s'imposent pour l'intérêt de l'écosystème d'innovation métropolitain, dans le cadre de leur mandat au sein de l'Association Accélérateur M et selon les statuts adoptés.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain. La dépense en résultant sera imputée sur le budget principal métropolitain 2019, sous-politique B370 - chapitre 011 – nature 6281 – fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 032-5575/19/BM

■ Attribution d'une subvention à Aix-Marseille Université dans le cadre de l'organisation de la 11^{ème} édition des Tables Rondes de l'Arbois - Approbation d'une convention MET 19/10179/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Initiées en 2008 par le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée et Aix-Marseille Université, « Les Tables Rondes de l'Arbois » visent à sensibiliser la société civile aux grandes avancées scientifiques et techniques dans le domaine de l'environnement et du développement durable. Lieux de savoir et de débats, « Les tables Rondes de l'Arbois » sont aujourd'hui connues et reconnues comme étant un événement culturel scientifique majeur où les plus grands professeurs, chercheurs et personnalités dans leurs domaines respectifs viennent partager et diffuser la richesse de leur savoir. La fréquentation a augmenté d'année en année. En 2018, plus de 1400 participants (entreprises, étudiants, scientifiques et grand public) ont ainsi assisté aux conférences et débats proposés autour du thème « Santé, Société, Environnement ».

La 11^e édition des Tables Rondes de l'Arbois se déroulera les 25 et 26 avril 2019 autour du thème «La Méditerranée» au sein de la faculté de Droit et Science Politique d'Aix-Marseille Université. Comme pour les précédentes éditions, un plateau exceptionnel de personnalités d'audience internationale répondra à l'invitation du Professeur Daniel Nahon, instigateur des Tables Rondes de l'Arbois.

L'organisation de l'édition 2019 des Tables Rondes de l'Arbois est prise en charge par Aix-Marseille Université avec un budget prévisionnel établi à 165 000 €HT.

La Métropole souhaite soutenir cette manifestation dans la continuité des années précédentes.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention de 30 000€ à Aix-Marseille Université pour l'organisation des Tables Rondes de l'Arbois 2019 et d'approuver la convention afférente (n° Guichet Unique 2019_00848).

Les crédits seront pris sur le budget de la Direction du Technopôle de l'Arbois – Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°ECO 007-2442/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence approuvant la convention cadre entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Aix-Marseille Université ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'organisation de la 11^e édition des Tables Rondes de l'Arbois autour du thème « La Méditerranée ».

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention au profit d'Aix-Marseille Université pour l'aide à l'organisation des 11^{ème} Tables Rondes de l'Arbois pour un montant total de 30 000 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec Aix-Marseille Université.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, chapitre 65 fonction 61 article 657382.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 033-5576/19/BM

■ Attribution de subventions à la Délégation Provence corse du Centre National de Recherche Scientifique (CNRS) pour l'organisation d'événements scientifiques et de colloques - Approbation d'une convention MET 19/10285/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le CNRS et la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) partenaires d'une stratégie scientifique, concourent à la valorisation et au transfert des recherches en sciences. L'objectif étant de renforcer la visibilité et le rayonnement international de la recherche en consolidant ses secteurs d'excellence et en créant les conditions favorables à l'émergence de nouvelles thématiques.

Les grands domaines d'excellence de ce partenariat sont l'énergie, les sciences de l'environnement et de l'Univers, les sciences de la vie et de la santé, les sciences et technologies avancées et les sciences humaines et sociales.

Dans ce cadre, il est proposé de poursuivre l'action de soutien de la Métropole à ces événements.

Dans le cadre de cette mission, la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) organise l'événement scientifique « Forum des microscopies à sonde locale » qui aura lieu du 19 au 22 Mars 2019 à Carry-le-Rouet.

Le Forum des microscopies à sonde locale réunit chaque année, depuis plus de 20 ans, des scientifiques de toutes disciplines. Physiciens, chimistes, biologistes s'y rencontrent et viennent confronter idées et expériences sur la base d'un socle commun : les techniques de champ proche (microscopies à effet tunnel et à force atomique, optique en champ proche, etc...), qui sont devenues aujourd'hui des outils indispensables pour les nanosciences et nanotechnologies.

Réunissant chaque année entre 100 et 150 participants, le Forum est devenu une réunion marquante, ponctuant annuellement la vie de la communauté des microscopies de champ proche.

Le budget de financement de cet évènement se présente de la façon suivante:

• Ressources propres	3 100€
(IM2NP, CNAM)	44 100€
• Droits d'inscription	
• CNRS	1 000€
• AMU	1 000€
• Dons sponsors	5 000€
• Conseil Départemental 13	2 000€
• Métropole Aix-Marseille-Provence	2 000€
Total	58 200€

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention d'un montant de 2 000 euros à la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour l'organisation de cet évènement et d'approuver la convention y afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt des projets et des colloques portés par la Délégation Provence Corse du Centre

National de la Recherche Scientifique (CNRS) en matière de promotion de l'activité et de la culture scientifiques et de valorisation des travaux de recherche.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 2000 euros à la Délégation Provence Corse Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour l'organisation de l'évènement « Forum des microscopies à sonde locale » qui aura lieu du 19 au 22 Mars 2019 à Carry-le-Rouet.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS).

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous politique B360 – chapitre 65 – nature 657382.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 034-5577/19/BM

■ Attribution de subventions à Aix-Marseille Université pour l'organisation de manifestations et de colloques - Approbation d'une convention MET 19/10355/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Suite à la signature de la convention cadre de partenariat entre Aix-Marseille Université et la Métropole, il est proposé de soutenir des manifestations et actions qui valorisent du travail des équipes universitaires et de recherche.

En effet, elles contribuent à accroître notre notoriété scientifique et à développer le caractère innovant du territoire. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille Provence apporte une aide financière limitée complémentaire des autres financeurs.

Aussi, il est proposé de valider le soutien financier aux manifestations et actions portées par Aix-Marseille

Université avec une incidence financière totale de 23 070€, comme suit :

- 4 200€ pour l'aide à l'organisation de la 8^{ème} conférence internationale sur le thème « Piscines et spas », du 18 au 22 mars 2019 organisée par le LCE, Laboratoire de Chimie de l'Environnement.

- 1 275€ pour l'aide à l'organisation du colloque sur le thème « Théâtre-texte-transfert- l'Arche éditeur, passeur entre les cultures, traduire le théâtre », du 21 au 23 mars 2019, organisé par ÉCHANGES, Équipe d'accueil sur les Cultures et Humanités Anciennes et Nouvelles Germanique et Slaves.

- 2 500€ pour l'aide à l'organisation du colloque sur le thème « La virilité dans le théâtre de Sénèque et ses émules, de Mussato à nos jours », du 27 au 29 mars 2019, organisé par le CIELAM, Centre Interdisciplinaires d'Études des Littératures d'Aix-Marseille.

- 1 245€ pour l'aide à l'organisation du colloque sur le thème « Les institutions financières indépendantes : une nouvelle expertise ou un contre-pouvoir ? », le 29 mars 2019, organisé par le CEFF, Centre d'Études Fiscales et Financières.

- 3 000€ pour l'aide à l'organisation de la finale du championnat international sur le thème « Start-up lycée/collège », du 30 mars au 2 avril 2019, organisée par le SUIO, Service Universitaire d'Insertion et d'Orientation.

- 2 000€ pour l'aide à l'organisation de la deuxième biennale d'études sur la chanson sur le thème « Du malentendu dans la chanson », du 2 au 3 avril 2019, organisée par le CAER, Centre Aixois d'Études Romanes.

- 2 000€ pour l'aide à l'organisation du colloque sur le thème « Quand on a la terre sous l'ongle : le modelage dans le monde grec antique », du 3 au 5 avril 2019, organisé par le CCJ, Centre Camille Jullian.

- 3 350€ pour l'aide à l'organisation du colloque sur le thème « Psychanalyse et cinéma : éthique, esthétique et politique », du 9 au 11 mai 2019, organisé par le LPCPP, Laboratoire de Psychopathologie Clinique, de Psychopathologie et de Psychanalyse.

- 2 000€ pour l'aide à l'organisation du colloque sur le thème « Les significations des réformes du divorce », du 16 au 17 mai 2019, organisé par le LDPSC, Laboratoire de Droit Privé et de Sciences Criminelles.

- 1 500€ pour l'aide à l'organisation du colloque sur le thème « Médiation et inter normativité », le 17 mai 2019, organisé par le CDE, Centre de Droit Économique.

Tableau récapitulatif des subventions accordées pour les manifestations/colloques :

Organisateur	Manifestation / Colloque	Date	Subventions N-1 et N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé
Le LCE, Laboratoire de Chimie de l'Environnement GU 2019.00549	« Piscines et spas », à Marseille, au World Trade Center	Du 18 au 22 mars 2019	N-1 : 0€ N-2 : 0€	8 000€	94 275€ Co financeurs : 10 000€ Ministère de la Santé 6 000€ CD 13 4 200€ Ville de Marseille 48 375€ droits inscription 4 500€ BQR 3 000€ Fonds propres LCE 10 200€ Sponsors	4 200€ Soit 4, 5% du budget prévisionnel
Le laboratoire ÉCHANGES, Équipe d'accueil sur les Cultures et Humanités Anciennes et Nouvelles Germanique et Slaves	« Théâtre-texte-transfert- l'Arche éditeur, passeur entre les cultures, traduire le théâtre », à Marseille espace Fernand Pouillon	Du 21 au 23 mars 2019	N-1 : 0€ N-2 : 0€	1 275€	14 700€ : Co financeurs : 1 275€ CD 13 1 000€ Collège Doctoral franco-allemand 4 000€ Université franco-allemande 1 000€ Goethe institut 1 650 FIR AMU 1 000€ CIELAM	1 275€ Soit 8, 7% du budget prévisionnel

GU 2019.00875					3 500€ fonds propres Échanges	
Le CIELAM, Centre Interdisciplinaires d'Études des Littératures d'Aix-Marseille GU 2019.00877	« La virilité dans le théâtre de Sénèque et ses émules, de Mussato à nos jours », à Marseille, Maison du Théâtre, campus de Saint-Charles, Théâtre du Gymnase	Du 27 au 29 mars 2019	N-1 : 2 000€ N-2 : 5 000€	2 500€	13 500€ Co financeurs : 2 000€ CD 13 3 000€ FIR AMU 1 000€ CAER 4 000€ Amidex 1 000€ fonds propres CIELAM	2 500€ Soit 18, 5% du budget prévisionnel
Le CEFF, Centre d'Études Fiscales et Financières GU 2019.00794	« Les institutions financières indépendantes : une nouvelle expertise ou un contre-pouvoir ? », à Aix-en-Provence sur le campus de la FDSP	Le 29 mars 2019	N-1 : 0€ N-2 : 0€	1 245€	6 245€ Co financeurs : 3 000€ FIR 500€ FDSP 1 500€ fonds propres CEFF	1 245€ Soit 19, 9% du budget prévisionnel
La SUIO, Service Universitaire d'Insertion et d'Orientation GU 2019.00456	« Start-up lycée/collège », à Marseille, sur le campus de Luminy	Du 30 mars au 2 avril 2019	N-1 : 18 000€ N-2 : 13 000€	10 000€	34 156€ Co financeurs : 14 000€ CD 13 5 000€ sponsors 5 156€ fonds propres SUIO	3 000€ Soit 8, 8% du budget prévisionnel
Le CAER, Centre Aixois d'Études Romanes GU 2019.00876	« Du malentendu dans la chanson », du 2 au 3 avril 2019, à Aix-en-Provence sur le campus ALLSH	Du 2 au 3 avril 2019	N-1 : 0€ N-2 : 6 000€	2 000€	9 535€ Co financeurs : 535€ droits inscription 1 500° FIR AMU 2 000€ Amidex Ondes 1 500€ CIELAM 500€ LESA 1 500€ fonds propres CAER	2 000€ Soit 20, 9% du budget prévisionnel
Le CCJ, Centre Camille Jullian GU 2019.00890	« Quand on a la terre sous l'ongle : le modelage dans le monde grec antique », à Aix-en-Provence, sur le campus de la MMSH	Du 3 au 5 avril 2019	N-1 : 5 000€ N-2 : 3 000€	2 000€	12 460€ Co financeurs : 5 000€ Labex Med 380€ IRAA 1 080€ FIR AMU 2 000€ fonds propres CCJ 1 500€ AUF (Agence Universitaire Francophonie) 500€ EFA (École Française d'Athènes)	2 000€ Soit 16% du budget prévisionnel
Le LPCPP, Laboratoire de Psychopathologie Clinique, de Psychopathologie et de Psychanalyse. GU 2019.00920	« Psychanalyse et cinéma : éthique, esthétique et politique », à Aix-en-Provence sur le campus ALLSH, Maison de la Recherche	Du 9 au 11 mai 2019	N-1 : 0€ N-2 : 0€	3 350€	16 084€ Co financeurs : 3 350€ CD13 5 900€ droits inscription 1 434 Agence Universitaire Francophonie 1 300€ FIR AMU 500€ LESA AMU 250€ fonds propres LPCPP	3 350€ Soit 20, 8% du budget prévisionnel
Le LDPSC, Laboratoire de Droit Privé et de Sciences	« Les significations des réformes du divorce », du 16 au 17 mai 2019, à Aix-en-Provence sur le campus	Du 16 au 17 mai 2019	N-1 : 1 500€ N-2 : 3 500€	2 000€	11 072€ Co financeurs : 500€ CD 13 2 220€ droits	2 000€ Soit 18, 1% du budget prévisionnel

Criminelles. GU 2019.00847	de la FDSP				inscription 375€ fonds propres CERHIIP 2 477€ fonds propres LDPSC 1 500€ FIR 2 000€ ED	
Le CDE, Centre de Droit Économique. GU 2019.00805	«Médiation et inter normativité », à Aix-en- Provence sur le campus de la FDSP	Le 17 mai 2019	N-1 : 7 500€ N-2 : 5 000€	3 000€	11 430€ Co financeurs : 2 000€ FDR 2 500€ FIR AMU 3 930€ fonds propres CDE	1 500€ soit 13, 1% du budget prévisionnel

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention de 23 070 euros à Aix-Marseille Université pour l'organisation des manifestations et colloques et, par dérogation au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, avec effet rétroactif pour les manifestations qui se sont tenues avant le présent Bureau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n°ECO 007-2442/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence approuvant la convention cadre entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Aix-Marseille Université, signée le 15 décembre 2017.
- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et, notamment, à Aix-Marseille Université et à ses étudiants.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions au profit d'Aix-Marseille Université pour l'aide à l'organisation de manifestations et colloques pour un montant total de 23 070 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec Aix-Marseille Université.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 sur l'État Spécial du Territoire du CT2 - ligne 23 - 657382.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 035-5578/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'Institut de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture pour l'organisation de la conférence ForestFire 2019 - Approbation d'une convention
MET 19/10391/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Il est proposé de soutenir la 6^{ème} conférence internationale sur le thème « Le comportement du feu et le combustible », du 29 avril au 3 mai 2019, organisée par l'Institut de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture, IRSTEA, manifestation qui valorise le travail des équipes de recherche.

En effet, cette manifestation contribue à accroître notre notoriété scientifique et à développer le caractère innovant du territoire. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille Provence apporte une aide financière limitée complémentaire des autres financeurs.

L'IRSTEA, anciennement CEMAGREF, est soutenu par notre institution depuis 2008. La manifestation organisée en partenariat avec le Cluster SAFE, l'Association Internationale sur les Incendies de Forêt (IAWF, USA) et l'État-Major de la zone Sécurité Sud, se déroule tous les trois ans. Cette conférence européenne se déroulera en relation avec deux autres conférences internationales simultanées,

l'une à Albuquerque (Nouveau Mexique, USA) et l'autre à Sydney (Australie).

L'objectif de cette manifestation est de confronter les diverses expériences de lutte contre les feux de forêts à l'échelle européenne et mondiale, les problématiques de la gestion des dynamiques périurbaines et de l'interface rural urbain en lien avec la gestion du risque d'incendie de forêt, afin de trouver des solutions nouvelles et efficaces.

Les thèmes abordés traiteront entre autres de la lutte contre les feux de forêt et la gestion des crises, facteurs humains, culture du risque, information, sensibilisation, modèles de feux et simulations physiques. Des visites in situ sur Cassis, Gineste et les calanques de Marseille sont programmées.

250 participants dont 150 internationaux sont attendus à cette occasion, chercheurs et professionnels spécialistes dans le domaine du feu, de l'urbanisme et aménagement du Territoire.

Aussi, il vous est proposé de valider le soutien financier à cet événement porté par l'IRSTEA avec une incidence financière totale de 3 000€.

Organisateur	Manifestation / Colloque	Date	Subventions N-1 et N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé
IRSTEA, Institut de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture	« Le comportement du feu et le combustible », à Marseille au Pharo	Du 29 avril au 3 mai 2019	N-1 : 1 000€ N-2 : 0€	15 000€	122 000€ Co financeurs : 3 500€ Ministère de la Culture 10 000€ Ministère de l'Environnement 10 000€ Région PACA 5 000€ Préfecture de Région 5 000€ Labex OT-MED AMU 68 500€ droits inscription 5 000€ fonds propres IRSTEA	3 000€ Soit 2.46% du budget prévisionnel

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention de 3 000€ à l'IRSTEA pour l'organisation de la 6^{ème} conférence internationale susvisée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du

Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et, notamment, à l'IRSTEA, Établissement Public à caractère Scientifique et Technologique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention au profit de l'IRSTEA pour l'aide à l'organisation de la 6^{ème} conférence internationale précitée pour un montant total de 3 000 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec l'IRSTEA.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous politique B360 – chapitre 65 – nature 657382.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 036-5579/19/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Plateforme Industrielle et d'Innovation de Caban Tonkin (PIICTO) et paiement de la cotisation 2019
MET 19/10335/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Plateforme Industrielle et d'Innovation de Caban Tonkin (PIICTO), créée le 5 septembre 2014, entend contribuer au développement économique de la Zone industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer ainsi que du territoire métropolitain. Couvrant un périmètre de 1 200 hectares, son objectif est de favoriser les mutualisations entre les industriels présents sur cette zone, selon des logiques d'écologie industrielle et d'économie circulaire, et de permettre l'implantation et le développement d'autres acteurs industriels, dans une optique de compétitivité, d'attractivité territoriale et d'innovation économique.

Cette association qui regroupe les entités implantées dans le périmètre de la Plateforme Industrielle et d'Innovation de Caban Tonkin a notamment pour objet de :

- développer l'écologie industrielle en élaborant des projets communs visant à l'optimisation des activités industrielles, la mutualisation de services et des synergies opérationnelles, pour les acteurs existants et les futurs entrants,
- développer des activités industrielles et ainsi préparer l'accueil de nouvelles activités en établissant une stratégie de développement et d'innovation en accord avec les missions du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM), issues de la loi de réforme portuaire de 2008, notamment pour l'aménagement et la gestion des zones industrielles, et pour leur promotion,
- mettre en place une gouvernance commune basée sur une charte de management HSE (Hygiène, Sécurité et Environnement), pour cadrer la réglementation dite «PPRT» (Plan de Prévention des Risques Technologiques) appliquée aux plateformes industrielles, l'expérimentation dite «ZIEE» (Zones d'Intérêt Economique et Ecologique) et les modalités d'accueil et de services à proposer aux nouveaux entrants,
- être force de propositions en termes d'innovation réglementaire permettant un développement optimisé et densifié de la plateforme.

L'association PIICTO est composée :

- de membres actifs qui représentent les entités implantées sur la zone ainsi que les propriétaires fonciers de la zone,
- et de membres qualifiés, lesquels sont des personnes physiques ou morales susceptibles d'apporter aux membres actifs un appui en termes d'expertise technique, financière ou juridique.

Par délibération n° ECO 013-1787/17/CM du 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'association PIICTO en tant que membre qualifié et a réglé un montant de cotisation de 1 000 €. La Métropole a ensuite décidé, par délibération n° ECO 039-3923/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin

2018, de renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2018.

Compte tenu du maintien des objectifs poursuivis par l'association PIICTO, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association, en qualité de membre qualifié, pour l'exercice 2019.

Il appartient donc aujourd'hui à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur le renouvellement de cette adhésion et sur le règlement du montant de cotisation fixé à 1 000 € pour l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° ECO 013-1787/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant adhésion à l'association Plateforme Industrielle et d'Innovation de Caban Tonkin (PIICTO) ;
- La délibération n° ECO 039-3923/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018 portant renouvellement d'adhésion à l'association PIICTO et paiement de la cotisation 2018 ;
- La délibération n° FAG 092-4908/18/CM du 13 décembre 2018 portant approbation du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Budget Primitif de l'exercice 2019 et des Etats Spéciaux de Territoire.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association Plateforme Industrielle et d'Innovation de Caban Tonkin (PIICTO) entend contribuer au développement économique de la Zone Industriale-Portuaire de Fos-sur-Mer ainsi que du territoire métropolitain ;
- Que son objectif est de favoriser les mutualisations entre les industriels présents sur cette zone, selon des logiques d'écologie industrielle et d'économie circulaire, et de permettre l'implantation et le développement d'autres acteurs industriels, dans une optique de compétitivité, d'attractivité territoriale et d'innovation économique ;
- Que compte tenu de sa compétence en matière de développement économique, le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association présente un intérêt certain.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Plateforme Industrielle et d'Innovation de Caban Tonkin (PIICTO), en tant que membre qualifié et le paiement de la cotisation 2019.

Article 2 :

Les crédits nécessaires, soit 1 000 euros, sont inscrits au budget principal de la Métropole, chapitre 011, nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 037-5580/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Via Marseille Fos et paiement de la cotisation 2019 MET 19/10444/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° ECO 008-2321/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'association Via Marseille Fos. L'action engagée par cette association permettant de contribuer à rendre la Métropole attractive en termes de prestations, d'opérations engagées et d'opportunités d'implantations logistiques et industrielles, cette dernière souhaite renouveler comme en 2018, son adhésion pour l'année 2019.

Pour rappel, Via Marseille-Fos a succédé en 2011 à l'association Marseille Europort, créée en 1993 au lendemain de la réforme du statut des docks pour coordonner la mise en œuvre de la promotion

concertée de la place portuaire de Marseille Fos vers ses clients, en améliorant l'image du port pour relancer son activité après une longue période de conflits sociaux.

A la suite de la réforme des ports français en 2011, Marseille Europort a fait peau neuve en devenant Via Marseille-Fos pour marquer le renouveau de la communauté portuaire de Marseille Fos et faire connaître les progrès et les performances indéniables intervenus en terme d'organisation, de productivité ou de fiabilité.

L'association poursuit aujourd'hui son action de promotion du Port, des professionnels et du territoire, capitalisant sur les actions engagées précédemment et développant toujours un programme ambitieux pour mettre en valeur les atouts du Port de Marseille Fos et de son territoire.

Les actions de Via Marseille Fos s'intègrent tout à fait dans la stratégie économique métropolitaine à plusieurs niveaux :

- D'une part, le développement du port et de toutes les activités connexes (logistique, smart port, etc...) constituent une des 6 filières clés du développement économique de la Métropole ;
- De plus, les actions de VMF viennent conforter les démarches d'attractivité et de promotion à l'international développées par la Métropole en lien notamment avec Provence Promotion, dans l'objectif de renforcer le 1er pôle économique du sud de la France
- Enfin, VMF développe de nombreuses actions tournées vers les marchés de la Méditerranée qui concourent à renforcer le positionnement de la Métropole comme capitale euro-méditerranéenne.

Compte tenu de des objectifs poursuivis par Via Marseille Fos, il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole à cette association pour l'année 2019 et d'approuver le versement de la cotisation correspondante, d'un montant de 2 500 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°ECO 008-2321/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Via Marseille Fos ;
- La délibération n°ECO 025-4302/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Via Marseille Fos et paiement de la cotisation 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'action engagée par l'association Via Marseille Fos permet de contribuer à rendre attractive la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de prestations, d'opérations engagées et d'opportunités d'implantations logistiques et industrielles ;
- Qu'il convient de renouveler l'adhésion de la Métropole à l'association Via Marseille Fos et d'approuver le montant de la cotisation 2019 afférente à ce renouvellement d'adhésion.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Via Marseille Fos pour l'année 2019 et le paiement de la cotisation correspondante d'un montant de 2 500 euros ;

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille Provence - sous politique B330 – nature 6281 – fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 038-5581/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Via Marseille Fos pour l'exercice 2019 - Approbation de la convention d'objectifs MET 19/10453/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :
Via Marseille-Fos a succédé en 2011 à l'association Marseille Europort, créée en 1993 au lendemain de la réforme du statut des dockers pour coordonner la mise en oeuvre de la promotion concertée de la place portuaire de Marseille Fos vers ses clients, en améliorant l'image du port pour relancer son activité après une longue période de conflits sociaux.

A la suite de la réforme des ports français en 2011, Marseille Europort a fait peau neuve en devenant Via Marseille-Fos pour marquer le renouveau de la communauté portuaire de Marseille Fos et faire connaître les progrès et les performances indéniables intervenus en terme d'organisation, de productivité ou de fiabilité.

L'association porte donc aujourd'hui une volonté de cohésion bien au-delà de l'ensemble des acteurs portuaires, ce qui n'a pas d'équivalent dans les autres ports français.

Objectifs généraux de l'association

L'association a défini des objectifs généraux comme :

- Faire émerger au sein de la communauté portuaire une dynamique commerciale s'appuyant sur une offre de services de qualité, fiable et compétitive, dans le but de conquérir de nouveaux marchés,
- Replacer le port de Marseille Fos dans la compétitivité internationale pour toutes catégories de marchandises,
- Fédérer les services et les compétences des professionnels de sa communauté portuaire pour apporter des solutions efficaces aux clients de Marseille Fos

Les actions de Via Marseille Fos s'intègrent tout à fait dans la stratégie économique métropolitaine à plusieurs niveaux :

- D'une part, le développement du port et de toutes les activités connexes (logistique, smartport, etc...) constituent une des 6 filières clés du développement économique de la métropole
- De plus, les actions de VMF viennent conforter les démarches d'attractivité et de promotion à l'international développées par la Métropole en lien notamment avec Provence Promotion et Euromed, dans l'objectif de renforcer le 1er pôle économique du sud de la France
- Enfin, VMF développe de nombreuses actions tournées vers les marchés de la

Méditerranée qui concourent à renforcer le positionnement de la Métropole comme capitale euroméditerranéenne.

Objectifs 2019

Confirmation des objectifs adressés en 2017 et 2018 :

- Poursuite de la reconquête de l'hinterland Rhône-Saône, Suisse et Allemagne
- Démarche par filières portuaires (conventionnel, vracs solides, pétrochimie, ...) mais aussi produits (fruits & légumes, produits pharmaceutiques, vins...)
- Développement d'un maillage territorial
- Renforcement de notre positionnement de Hub Euro-méditerranéen

Au regard du programme initié en 2017 et des objectifs de l'association appelés à se poursuivre et se renforcer, la Métropole envisageait un soutien en 2018 de 25 000€ qui n'a pu être approuvé.

Conséquence du programme d'actions permanent et qui concourt au développement continu de l'attractivité métropolitaine, la Métropole souhaite soutenir l'association Via Marseille Fos au titre de l'année 2019 pour 25 000€.

Compte tenu des objectifs de l'association, par dérogation au Règlement budgétaire et financier, il est proposé d'octroyer une subvention de 50 000 euros permettant la réalisation des actions pour les années 2018 et 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil de Métropole du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'action engagée par l'association Via Marseille Fos permet de contribuer à rendre attractive la métropole Aix-Marseille-Provence en termes de prestations, d'opérations engagées et d'opportunités d'implantations logistiques et industrielles,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 50 000 euros à Via Marseille Fos.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée conclue avec Via Marseille Fos.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous Politique B 330 – Nature 65748 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 039-5582/19/BM

**■ Approbation du paiement de la cotisation 2019 pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Chaire "Attractivité et Nouveau Marketing Territorial"
MET 19/10304/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Fondée par des collectivités territoriales françaises et portée par l'Institut de Management Public et Gouvernance Territoriale, la chaire « Attractivité & Nouveau Marketing Territorial » est la première « chaire de territoire » dédiée à l'attractivité et aux nouvelles pratiques du marketing territorial dans le monde.

Orientée vers l'innovation, elle s'inscrit dans une démarche opérationnelle du marketing territorial et s'intéresse à l'ensemble des problématiques

d'attractivité, que ce soit pour développer la capacité d'un territoire à rayonner et à promouvoir son offre ou que ce soit pour attirer sur place des personnes ou des capitaux.

La Chaire a été créée avec quatre objectifs principaux :

- faire de l'appartenance au territoire une source de création de valeur pour tous les acteurs du territoire ;
- assurer une veille sur la recherche et les meilleures pratiques du marketing territorial dans le monde ;
- améliorer la formation et le partage d'information sur le marketing territorial le plus innovant et performant ;
- favoriser la mise au point de nouveaux modèles et outils opérationnels de marketing territorial.

Elle se caractérise par trois points :

- elle s'intéresse à l'ensemble des problématiques d'attractivité, que ce soit pour promouvoir l'offre des pays ou des territoires, pour faire venir des personnes (économie résidentielle, tourisme de loisirs, tourisme d'affaire, grands événements culturels, sportifs ou business) ou des capitaux (recherche d'investisseurs et de créateurs d'entreprises) et pour les maintenir sur le territoire ;
- elle est orientée vers l'innovation et les nouvelles pratiques du marketing territorial dans la mesure où celles-ci semblent performantes ;
- elle s'inscrit dans une approche « opérationnelle » de l'attractivité et du marketing territorial tant dans son enseignement (assuré essentiellement par des professionnels et basé sur des cas concrets et des retours d'expérience), dans sa recherche universitaire (accès à des synthèses portant sur une recherche opérationnelle, sur l'actualité et les meilleures pratiques internationales du marketing territorial) que dans le colloque annuel (échange et partage d'expériences concrètes entre professionnels).

Reconnaissant l'expertise de la Chaire « Attractivité et Nouveau Marketing Territorial » (IMPGT/AMU) dans le domaine du marketing territorial, en particulier sa bonne connaissance des pratiques innovantes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue partenaire et membre fondateur de la Chaire, pour une durée de 3 ans, et ce par une convention conclue le 19 décembre 2016 avec Aix-Marseille Université.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficie, en tant que co-fondateur de la Chaire, des possibilités et services suivants :

- une participation active dans les orientations et le contenu de la Chaire à travers un droit de vote dans le comité d'orientation et des échanges avec les membres de la Chaire;
- l'utilisation du statut de « fondateur de la Chaire » et de son logo dans sa communication ;
- la présence de son nom et/ou de son logo, suivant le contexte, sur les principaux documents d'information et de communication de la Chaire ainsi que sur ceux transmis aux médias lors du colloque annuel (Place Marketing Forum) ;
- l'accès à une sélection des meilleures pratiques enregistrées tout au long de l'année dans la base;
- un accès au forum annuel (Place Marketing Forum) sur les tendances et nouvelles pratiques du marketing territorial permettant retour d'expériences, partage et échange avec d'autres territoires performants dans le monde;
- la priorité d'accès à toutes les publications développées dans le cadre de la Chaire par les titulaires de la Chaire, les enseignants-chercheurs, les étudiants, les experts et intervenants extérieurs ;
- la possibilité, lorsque les auditeurs n'ont pas choisi leur thème de mémoire, de proposer des thématiques;
- la possibilité, en accord avec la direction de la Chaire, de parrainer un prix lors du colloque annuel ;
- la possibilité de recruter, dans d'excellentes conditions, des étudiants formés à l'attractivité et au nouveau marketing territorial (projets, stages et emplois).

La convention précitée, conclue le 19 décembre 2016 entre la Métropole et Aix-Marseille Université (AMU), prévoit le versement d'une cotisation annuelle de la Métropole de 10 000 euros. Il convient donc d'approuver le paiement de cette cotisation pour 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention de partenariat conclue le 19 décembre 2016 entre Aix-Marseille Université et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial (« FONDATEURS »).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est membre fondateur de la Chaire « Attractivité et Nouveau Marketing Territorial » et ce pour une durée de 3 ans ;
- Que la convention qui lie à ce titre la Métropole et Aix-Marseille Université prévoit que la Métropole versera une cotisation annuelle d'un montant de 10 000 euros ;
- Qu'il convient donc d'approuver le paiement de cette cotisation au titre de l'année 2019 ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le paiement de la cotisation 2019, d'un montant de 10 000 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Chaire « Attractivité et Nouveau Marketing Territorial ».

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique B330 – Nature 6281 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Emploi,
Formation professionnelle,
Insertion"***

EMP 001-5583/19/BM

■ Attribution d'une subvention de l'Association Nationale pour la Formation Automobile relative au financement d'un investissement pédagogique au profit du CFA du Pays d'Aix dans le cadre du Plan Transition Énergétique et Mobilité - Approbation d'une convention MET 19/10046/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix (CFA du Pays d'Aix) est un établissement public de formation professionnelle en alternance géré par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Situé au 7 rue du Château de l'Horloge à Aix-en-Provence, le CFA du Pays d'Aix accueille à la rentrée 2018-2019 plus de 950 apprentis qui suivent des cours par alternance, en général pendant 2 ans, dans les métiers de mécanicien auto, peintre auto, carrossier auto, fleuriste, esthéticien, coiffeur, pâtissier, pâtissier – glacier – chocolatier – confiseur spécialisé, boulanger, cuisinier, cuisinier en dessert de restaurant, serveur de restaurant, vendeur alimentaire et non alimentaire, commercial (bac+2).

L'Association Nationale pour la Formation Automobile (ANFA) est un Organisme paritaire collecteur agréé (OPCA) habilité par l'État. Structure à gestion paritaire, l'ANFA finance la formation professionnelle continue du secteur de l'automobile, via les contributions financières des entreprises qui relèvent de son champ de compétences.

Dans le cadre du plan 2018 d'accompagnement aux Centres de Formation d'Apprentis vers la transition énergétique et la mobilité, l'ANFA a prévu d'octroyer au Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix une subvention d'investissement destinée à équiper l'établissement d'un « kit pédagogique ». Celui-ci comprendra un ou plusieurs véhicules électriques et/ou hybrides qu'il s'agira d'acquérir et de maintenir en état, ainsi que du matériel correspondant à son entretien (bornes, matériel de sécurité, outillages spécifiques...).

L'ANFA subventionnera cette action à concurrence de 36 000 euros, qui seront crédités en investissement sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné au Chapitre 13 – fonction 26 - nature 1318. Ce montant sera ajusté et débloqué sur présentation des devis et devra être justifié par des factures.

Pour que le CFA puisse bénéficier de cette subvention exceptionnelle de l'ANFA, il convient d'approuver la convention entre l'Association Nationale pour la Formation Automobile et le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix relative à l'attribution d'une subvention d'investissement « Plan Transition Énergétique et Mobilité ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du travail, articles 116-1 à 116-8, portant organisation des Centres de Formation d'Apprentis ;
- La loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention de l'Association Nationale pour la Formation Automobile, relative à l'attribution d'une subvention d'investissement « Plan Transition Énergétique et Mobilité » au profit du CFA du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de l'Association Nationale pour la Formation Automobile relative à l'attribution d'une subvention d'investissement « Plan Transition Energétique et Mobilité » au profit du CFA du Pays d'Aix.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

La recette maximale de 36 000 euros prévue par cette convention sera constatée en investissement sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné au Chapitre 13 – fonction 26 - nature 1318.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 002-5584/19/BM

**■ Approbation de la convention annuelle 2019 entre l'Association Nationale pour la Formation Automobile et le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix pour le financement des actions de fonctionnement et d'investissement de la section automobile
MET 19/10050/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix (CFA du Pays d'Aix) est un établissement public de formation professionnelle en alternance géré par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Situé au 7 rue du Château de l'Horloge à Aix-en-Provence, le CFA du Pays d'Aix accueille à la rentrée 2018-2019 plus de 950 apprentis qui suivent des cours par alternance, en général pendant 2 ans, dans les métiers de mécanicien auto, peintre auto, carrossier auto, fleuriste, esthéticien, coiffeur, pâtissier, pâtissier – glacier – chocolatier – confiseur spécialisé, boulanger, cuisinier, cuisinier en dessert de restaurant, serveur de restaurant, vendeur alimentaire et non alimentaire, commercial (bac+2).

L'Association Nationale pour la Formation Automobile (ANFA) est un Organisme paritaire collecteur agréé (OPCA) habilité par l'État. Structure à gestion paritaire, l'ANFA finance la formation professionnelle continue du secteur de l'automobile, via les contributions financières des entreprises qui relèvent de son champ de compétences.

A ce titre, l'ANFA apporte chaque année une contribution au fonctionnement et à l'investissement de la section automobile du CFA du Pays d'Aix, dont le montant est établi en cours d'année en fonction des

ressources effectivement collectées par l'ANFA au titre de la taxe d'apprentissage et des projets soumis par le CFA.

Pour l'exercice 2019, l'ANFA contribuera aux projets du CFA du Pays d'Aix pour un montant de :

- 85 813 euros : cette recette en investissement (matériel, informatique, appareillage de mesure) sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné au Chapitre 13 - fonction 26 - nature 1318.
Et :

- 11 000 euros : cette recette en fonctionnement (formations délocalisées pour les classes de mécanique, carrosserie et peinture automobile) sera constatée sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix au Chapitre 74 – fonction 26 - nature 74718.

Les projets d'équipements relatifs aux secteurs de la mécanique et de la carrosserie, concernent des équipements variés : moteur pédagogique essence, moteur pédagogique diesel, boîtes à simulation de pannes, station de climatisation, bouteilles de gaz et consignes, plusieurs servantes d'atelier 7 tiroirs équipées de 352 outils, crics, masques, grue d'atelier, traverse support moteur, chargeurs démarreurs, chandelles, récupérateurs d'huile, multimètres, postes de redressage acier, chariots, pistolets motorisés, multiples postes de soudure inox acier ou aluminium, rails, barres de débosselage, coffrets de ponceuses...
Le projet de formation délocalisée concerne les visites du salon de l'automobile et de l'outillage de Genève, la visite de la collection Schlumpf à la Cité de l'automobile de Mulhouse, ainsi que la visite de l'usine de montage Porsche.

La présentation, sous forme de factures acquittées, des dépenses correspondant à la demande du CFA conditionne le versement effectif de la subvention.

La subvention accordée est financée par la collecte de la taxe d'apprentissage, la collecte des fonds de la formation professionnelle et des fonds de taxe fiscale des entreprises.

Pour que le CFA puisse bénéficier de la subvention annuelle de l'ANFA, il convient d'approuver la convention annuelle entre l'Association Nationale pour la Formation Automobile et le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix pour le financement des actions de fonctionnement et investissement de la section automobile du CFA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code du Travail, articles 116-1 à 116-8, portant organisation des Centres de Formation d'Apprentis ;
- La loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention annuelle 2019 relative à l'attribution d'une subvention de l'ANFA au profit du CFA du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention annuelle ci-annexée entre l'Association Nationale pour la Formation Automobile et le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix pour le financement des actions de fonctionnement et investissement de la section automobile du CFA.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les recettes prévues par la convention annuelle 2019 seront constatées pour :

- 85 813 euros au Budget Principal Métropolitain Fractionné au Chapitre 13 – fonction 26 - nature 1318. Et :
- 11 000 euros sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en fonctionnement (formations délocalisées pour les classes de mécanique, carrosserie et peinture automobile) au Chapitre 74 – fonction 26 - nature 74718.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 003-5585/19/BM

■ Attribution d'une subvention d'investissement pour la construction de locaux d'activités d'Elan Jouques - Approbation d'une convention MET 19/10455/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'insertion qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association Elan Jouques est une association à but non lucratif qui a pour objectif premier la création d'emplois et l'installation d'une dynamique de promotion et d'animation de la vie locale. Elle est issue du projet national expérimental « territoires zéro chômeur de longue durée », la commune de Jouques ayant en effet été retenue parmi les 10 territoires pour participer à ce projet.

Cette expérimentation a pour objectif de créer des activités non concurrentielles correspondant à des besoins utiles du territoire et de créer ainsi des emplois en contrat à durée indéterminée à destination des demandeurs d'emploi de longue durée de la commune.

Dans ce cadre, l'association Elan Jouques a été conventionnée par le Fonds d'Expérimentation Territoriale Contre le Chômage de Longue Durée et le Comité Local de l'expérimentation afin de devenir Entreprise à But d'Emploi. (EBE) Une EBE est une entreprise à but d'emploi, elle appartient à l'économie sociale et solidaire, son objectif est la création d'activités pouvant générer des emplois à hauteur des besoins de la population sur un territoire défini. Elan Jouques a ainsi développé 4 pôles d'activités (agro-forestier, tourisme, ressourcerie, multi-services) et créé 50 équivalents temps plein.

Elan Jouques loue actuellement, 7 locaux différents pour accueillir ses salariés, ce qui occasionne des frais importants, ainsi que d'importantes perturbations dans le travail des équipes. Aussi, l'association souhaite regrouper ses activités au sein d'un même lieu.

Pour ce faire, l'association bénéficie de la mise à disposition par la municipalité d'un terrain à Jouques de 4700 m² (chemin de la Colle), avec un accord pour un bail à construction. Le projet de construction (591 m²) apporte des solutions aptes à favoriser le développement et la pérennité de l'activité de l'association.

Pour la construction l'équipement regroupant les activités, l'association sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'octroi d'une subvention d'investissement au titre de l'exercice 2019.

Après instruction de la demande, il est donc proposé d'attribuer à l'association Elan Jouques une subvention d'investissement pour l'exercice 2019 d'un montant total de 200 000 euros.

En conséquence et conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, il convient d'indiquer dans une convention le montant de la subvention attribuée à l'association pour l'exercice 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association Elan Jouques souhaite regrouper en un seul lieu l'ensemble de ses activités sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et plus particulièrement à Jouques ;
- Que pour ce faire, l'association envisage la construction d'un équipement sur un terrain mis à disposition par la commune de Jouques ;
- Que l'association Elan Jouques sollicite la Métropole pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2019 afin de mener à bien ses objectifs ;
- Que la Métropole entend soutenir la réalisation de cet équipement présentant un intérêt métropolitain et répondre favorablement à la demande.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement à Elan Jouques pour un montant total de 200.000 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention annuelle d'objectifs 2019 à conclure entre et la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'opérateur Elan Jouques.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix pour un montant de 200.000 euros sur le service 8 « Insertion et Emploi » - Ligne de crédit 4520, Nature 4581, Fonction 61, Chapitre 4581162, du budget 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 004-5776/19/BM

■ Approbation de l'avenant n° 5 relatif à l'attribution d'une subvention à l'association Transport Mobilité Solidarité au titre de l'exercice 2019

MET 19/10744/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'insertion qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec l'association Transport Mobilité Solidarité (T.M.S.) le 27 mars 2017, une convention pluriannuelle d'objectifs précisant les soutiens apportés notamment au dispositif «plate-forme mobilité » qui a pour objectif de faciliter la mobilité des personnes en démarche d'insertion socioprofessionnelle. De plus, il permet de lutter contre l'isolement rural, de créer des liens avec le milieu urbain, et enfin de faciliter l'accès aux transports, à la mobilité et à des actions de proximité en permettant d'accomplir des démarches administratives et professionnelles.

Ainsi, par délibérations n° TRA 023-3962/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018, n°140/18 du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 8 octobre 2018 et n° 123/18 du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 novembre 2018, la Métropole a attribué pour l'exercice 2018 une subvention d'un montant de 186 890,54 euros dont 81 890,54 euros sont liés à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel auprès de l'association.

L'association envisage, pour 2019, de poursuivre ces objectifs et sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'octroi d'une subvention au titre dudit exercice.

Suite au règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par la délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, les subventions de fonctionnement attribuées à une association peuvent financer une activité générale ou spécifique, dès lors que celle-ci présente un intérêt métropolitain.

Après instruction de la demande, il est proposé d'attribuer à l'association T.M.S. une subvention d'un montant de 114 745,19 euros dont 84 745,19 euros liée à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel pour l'exercice 2019.

En conséquence et, conformément au décret n° 2001-495 du 6 juin 2001, en application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, il convient d'indiquer dans un avenant n°5 à la convention précitée le montant de la subvention attribuée à l'association pour l'exercice 2019.

Le montant de la subvention sera imputé au budget de la Métropole 2019, chapitre 65, nature 65748.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° HN 143-274/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;
- La délibération n° FAG 092-4908/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation du budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 023-3962/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018 portant attribution d'une subvention liée à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel à l'association T.M.S. au titre de l'exercice 2018 ;
- La délibération n° 140/18 du Conseil de Territoire du Pays Salonais portant attribution d'une subvention à l'association T.M.S. au titre de l'exercice 2018 ;
- La délibération n° 123 /18 du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence portant attribution d'une subvention à l'association T.M.S. au titre de l'exercice 2018 ;
- L'avis de la commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions accordées aux associations par le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association T.M.S. souhaite poursuivre ses objectifs liés au dispositif « plate-forme mobilité » ;
- Qu'elle sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2019 afin de mener à bien ces objectifs ;
- Que la Métropole entend répondre favorablement à cette demande.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 114 745,19 euros dont 84 745,19 euros liée à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel pour l'exercice 2019 à l'association Transport Mobilité Solidarité.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n° 5 relatif à l'octroi d'une subvention à l'association T.M.S., ci-annexé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole 2019, chapitre 65, nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Transports, Déplacements et Accessibilité"

TRA 001-5586/19/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec Indigo Infra France et le Mucem concernant les frais de fonctionnement du rameau de liaison entre le Parc de stationnement et le Mucem à Marseille
MET 19/10209/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'exercice des compétences liées à la réalisation et à la gestion des parcs de

stationnement, sur l'ensemble de son territoire, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé par délibération TRA 1/683/CC du 29 juin 2007, le principe d'une délégation de service sous la forme d'une concession, en vue de la réalisation et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain situé sous l'Esplanade du J4 situé à Marseille (2ème arrondissement).

Aux termes de la procédure de consultation, le Conseil de Communauté a approuvé par délibération DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009, le choix de la Société Vinci Park France en tant que concessionnaire, pour la construction et l'exploitation de ce parc de stationnement.

La convention de concession a été notifiée le 5 novembre 2009 sous le N°09-149. La capacité de cet ouvrage souterrain est de 700 places réparties sur 4 niveaux en sous-sol.

Dans ce cadre contractuel, le parc de stationnement devenu «Vieux-Port/ Mucem» en lieu et place du «parking J4», était géré par VINCI Park France, devenue société Indigo Infra France en 2015.

La création de cet équipement a été décidée par l'autorité délégante pour répondre aux besoins en stationnement engendrés par la réalisation d'un ensemble d'équipements majeurs à vocation culturelle ou de loisirs que sont le Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (Mucem), le Centre Régional de la Méditerranée (CRM) dénommé aujourd'hui Villa Méditerranée.

Le parc de stationnement Vieux-Port Fort Saint-Jean a été mis en service le 15 octobre 2012. L'ouverture au public du Mucem est intervenue le 7 juin 2013 et celle de la Villa Méditerranée, le 15 mars 2013.

L'autorité délégante a réalisé par ailleurs, en maîtrise d'ouvrage directe, l'ouvrage « intercommunication » du 1^{er} niveau du parc de stationnement avec les sous-sols des équipements culturels susvisés, dénommé le «rameau de liaison», destiné à permettre notamment, la livraison des pièces et œuvres desdits équipements. Cette liaison souterraine a pour finalité une meilleure intégration dans ce site prestigieux des usages relatifs aux besoins de livraison du Mucem et de la Villa Méditerranée.

Conformément aux dispositions du contrat de concession, le concessionnaire a pris en compte pour la conception, la réalisation et l'exploitation de l'ouvrage concédé l'accès des camions de livraison des pièces et œuvres du Mucem et de la Villa Méditerranée au 1^{er} niveau du parking, cet accès devant impérativement se faire dans les conditions de hauteur libre et de sécurité requises et sans perturbation de l'exploitation normale du service public concédé.

Cette contrainte particulière d'accès des camions de livraison des deux équipements culturels au 1^{er} niveau

du parking, a donné lieu à l'édiction de prescriptions par la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

L'ouverture du rameau est intervenue en juin 2013 par arrêté d'autorisation d'ouverture en date du 31 mai 2013, suite à l'avis favorable émis par la Sous-Commission Départementale de sécurité en date du 24 mai 2013.

Depuis la mise en exploitation du Rameau, le délégataire, Indigo Infra France, a assuré seul les charges d'exploitation.

Après concertation, le Mucem, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Indigo Infra France ont souhaité clarifier les modalités de participation du Mucem aux coûts de fonctionnement du Rameau.

Par délibération TRA 020-3258/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, un avenant N°3 au Contrat de Concession N°09-149 a été approuvé entre la Métropole et le Concessionnaire du parc de stationnement Vieux Port- Mucem, afin d'intégrer le rameau de liaison dans le périmètre de la concession et de prévoir les modalités de cette participation financière via un mécanisme d'avance par la Métropole et de remboursement du Mucem à la Métropole subséquemment.

Dans le droit fil de ce dispositif contractuel, ces modalités nécessitent la passation d'un protocole transactionnel pour apurer les sommes dues au titre des exercices 2013 à 2016 inclus.

L'objectif du protocole est de fixer le montant à payer par le Mucem à hauteur de 50 % des coûts d'exploitation exposés par le Concessionnaire pour la gestion des flux de livraison depuis l'ouverture du rameau de liaison (de 2013 à 2016 inclus) les 50% restants, devant être mis à la charge du deuxième usager du rameau de liaison.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° TRA 1/683/CC du 29 juin 2007, du Conseil de la Communauté Urbaine

Marseille Provence Métropole approuvant le principe d'une délégation de service public sous la forme d'une concession, en vue de la réalisation et de l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain situé sous l'esplanade du J4 à Marseille (2^{ème} arrondissement) ;

- La délibération n° DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009 du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, approuvant le choix du délégataire Vinci Park France pour cette opération ;
- Le contrat de concession n° 09-149 passé avec Vinci Park France, notifié à cette société le 5 novembre 2009 ;
- Le changement de dénomination de la société Vinci Park France devenue Indigo Infra France en 2015 ;
- La délibération TRA 020-3258/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, approuvant l'avenant n°3 à la convention de concession n° 09-149, ayant pour objet, notamment, d'intégrer le rameau de liaison dans le périmètre de la concession ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis favorable de la Sous-Commission Départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, du 24 mai 2013 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend portant sur l'évaluation des coûts de fonctionnement du rameau de liaison devant être à la charge du Mucem pour la période de 2013 à 2016 incluse et d'en assurer le remboursement à la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel entre le Mucem, la Société Indigo Infra France et la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour permettre le remboursement à la Métropole de l'avance consentie à Indigo Infra France à hauteur de 97 777 euros HT (soit, 117 272 euros TTC au taux de 19.6% applicable au montant 2013 et au taux de 20% applicable aux montants 2014, 2015 et 2016) correspondant aux coûts de fonctionnement du rameau de liaison pour la part incombant au Mucem sur la période 2013 à 2016 incluse.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 3 :

La recette correspondante sera inscrite sur le budget 2019 du Territoire Marseille Provence - Nature 7588 - Fonction 851 - Sous politique C350.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-5587/19/BM

■ Approbation d'une convention avec la Ville de Marseille pour la distribution de titres de transport pour les sinistrés des logements évacués de Marseille

MET 19/10230/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille devant la mise en péril de certains bâtiments privés ou publics a pris la décision d'évacuer les personnes y habitant et de les reloger temporairement à ses frais.

Pour faciliter les déplacements dans la ville de ces personnes en grande difficulté, la Métropole a décidé de leur fournir gratuitement des titres transport leur permettant ainsi, de réaliser plus aisément les démarches indispensables à leur relogement et à la prise en charge de leurs différents dossiers administratifs.

A cet effet, la Métropole s'est rapprochée de la Ville de Marseille pour mettre en place un partenariat entre les deux institutions qui autorise une distribution sécurisée et contrôlée de ces titres de transport aux personnes sinistrées.

Les bénéficiaires de ces titres de transport gratuits sont identifiés par la Ville de Marseille après l'instruction par ses services des dossiers de demande de titres gratuits.

La Métropole prend en charge intégralement le coût lié à cette distribution, laquelle est évaluée à 120 000 euros par trimestre.

La Métropole se réserve le droit de vérifier la bonne utilisation de ces titres en particulier s'il y a redondance avec la possession d'abonnements gratuits ou à tarifs préférentiels.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage de conventionner avec la Ville de Marseille pour mettre en place une distribution sécurisée et contrôlée de ces titres.
- Que les bénéficiaires sont identifiés par la ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille pour la distribution de titres de transport aux bénéficiaires identifiés par la ville de Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires, à savoir 480 000 euros HT sont inscrits au budget annexe transport 2019, en dépenses sous politique C210 nature budgétaire 6288 et en recettes C210 nature budgétaire 7061.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-5588/19/BM

■ Approbation d'une convention avec RTE relative à l'achat des câbles souterrains et à la réalisation des travaux d'anticipation de dévoiement de réseaux enterrés dans le cadre de l'extension du réseau de tramway de Marseille MET 19/10252/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel/Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schloësing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Vïton jusqu'au

rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi à la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de transport d'électricité (Réseau de Transport d'Electricité - RTE) afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

Au vu du résultat des études lancées par l'Occupant RTE suite à la signature le 5/04/2017 de la convention relative aux études de déviations et protections des installations et réseaux enterrés pour l'opération d'extension vers le nord et sud du réseau de tramway de Marseille et la création d'un site de maintenance et de remisage (délibération n°17/0435), il apparaît que le volume des dévoiements à réaliser nécessite une anticipation des travaux et, de fait, une anticipation des achats de câbles à utiliser dans ce cadre.

Pour ce faire, il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités ainsi que les conditions de réalisation et de financement de l'achat des câbles et de la réalisation des travaux d'anticipation de dévoiement.

La présente convention acte le principe de la prise en charge financière de l'achat des câbles et de la réalisation des travaux d'anticipation de dévoiement par le concessionnaire RTE. Toutefois, La Métropole sera amenée à rembourser tout ou partie des études dans les hypothèses suivantes : modification du projet de dévoiement des réseaux, abandon du projet par la MAMP ou non obtention de la Déclaration D'Utilité Publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de transport d'électricité impactant le périmètre du projet ;
- Que la société RTE est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement de ses installations et réseaux ;
- Qu'il convient en conséquence d'établir une convention avec la société RTE fixant les modalités et les conditions de réalisation et

de financement des études de dévoiement des réseaux impactés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention avec RTE définissant les modalités et les conditions de réalisation et de financement de l'achat des câbles et de la réalisation des travaux d'anticipation de dévoiement de réseaux RTE dans le cadre du prolongement du tramway de Marseille, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant création d'un dépôt de tramway.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-5589/19/BM

■ Approbation du contrat d'objectifs départemental pour la sûreté et la prévention de la délinquance et de la radicalisation dans les transports
MET 19/10310/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.2261-1 du Code des transports, le représentant de l'Etat dans le département peut conclure avec les autorités organisatrices de transports collectifs terrestres et leurs exploitants qui exercent une compétence de transport collectif sur le territoire départemental un contrat d'objectif départemental de sûreté dans les transports, qui détermine les objectifs de sûreté des différents réseaux et services de transport ainsi que les moyens mis en œuvre pour les atteindre. Un tel contrat ne peut mettre à la charge des autorités organisatrices de transport le financement d'actions ou de services qui relèvent de la compétence exclusive de l'Etat en vertu de la loi.

Conformément au cadre légal, le contrat d'objectif couvre le département, périmètre de compétence du Préfet de Police, et concerne à ce titre l'ensemble des autorités organisatrices de transport des Bouches-du-Rhône, comprenant la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur (pour les gares et liaisons ferroviaires TER et les transports non urbains hors Métropole) ainsi que la communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette, la communauté d'agglomération Terres

de Provence. La SNCF est aussi signataire en tant que gestionnaire des gares ferroviaires (St Charles et Aix TGV notamment) et de sa police ferroviaire (SUGE).

Le contrat d'objectifs proposé par le préfet de police des Bouches-du-Rhône a été élaboré dans le cadre d'une concertation avec l'ensemble des transporteurs opérant pour la Métropole et les services de la Métropole. Ce contrat a vocation à pérenniser et développer les actions engagées depuis le printemps 2018 sur le réseau de transport métropolitain dans le cadre de la Police de la Sécurité du Quotidien.

A cet effet, le contrat d'objectif formalise le partenariat opérationnel déjà établi depuis près d'un an (a) et fixe les orientations et le cadre des actions de Sûreté à l'échelle du réseau de transports métropolitain (b) :

a) Partenariat opérationnel :

Le pilotage stratégique renforcé de la sécurité des transports est une méthode de travail basée sur le découplage des services, l'échange et l'analyse de renseignement opérationnel, des objectifs définis de façon concertée et une approche thématique sur des bassins de vie et de mobilité.

Le dispositif est piloté, coordonné et évalué par la Préfecture de Police.

Sa mise en œuvre opérationnelle est déconcentrée au niveau des districts et des compagnies de gendarmerie dans le cadre des conseils locaux de sécurité « flux et mobilité ». Ces conseils, co-animés par la police nationale et la Métropole, sont actifs depuis mai 2018 sur les districts de Martigues et Aix-en-Provence. Ils réunissent mensuellement les forces de l'ordre (police nationale, gendarmerie, polices municipales) et les opérateurs de transport. Le conseil du district de Marseille sera installé prochainement (d'ici mars 2019). Le même dispositif sera développé avec les compagnies de gendarmerie courant 2019.

b) Orientations et cadre d'actions

Le contrat d'objectif départemental fixe les engagements de l'Etat, des autorités organisatrices et de leurs opérateurs de transport, ainsi que leurs modalités d'intervention respectives conformément à leurs compétences. Les orientations et modalités d'actions sont déclinées selon six thématiques principales concernant les transports en commun : la lutte contre la fraude, la lutte contre la délinquance et les incivilités dans les transports, notamment dans les transports scolaires, la lutte contre le harcèlement fait aux femmes, la prévention de la radicalisation, la lutte contre la menace terroriste dans les gares ferroviaires et routières (Marseille St Charles, Aix), l'accompagnement des personnels victimes d'agression.

Les engagements des services de l'Etat, fixés par le présent contrat, constituent un soutien essentiel à la

Métropole pour la sécurisation de ces réseaux de transport (personnels et usagers), l'efficacité des contrôles fraude, la réduction des délits et incivilités, la facilitation des dépôts de plaintes, l'instruction judiciaire, le signalement des faits générateurs d'insécurité, l'accompagnement et la formation des transporteurs sur des problématiques quotidiennes ou récurrentes.

Il convient de souligner l'engagement des trois Parquets (Aix, Marseille et Tarascon) également signataires du contrat d'objectif, qui représente une avancée significative notamment pour le suivi des plaintes (magistrat référent) et la lutte contre la fraude d'habitude.

Le contrat d'objectif n'a pas d'incidence financière pour la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- Le Code de la Sécurité Intérieure ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiée ;
- La loi n°2016-339 du 22 mars 2016 relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs ;
- La loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en application de l'article L.2261-1 du Code des transports, le représentant de l'Etat dans le département peut conclure avec les autorités organisatrices de transports collectifs terrestres et leurs exploitants qui exercent une compétence de transport collectif sur le territoire départemental un contrat d'objectif départemental de sûreté dans les transports, qui détermine les objectifs de sûreté des différents réseaux et services de transport ainsi que les moyens mis en œuvre pour les atteindre.
- Que ce contrat n'a pas d'incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Qu'il convient d'approuver ce contrat d'objectif départemental.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le contrat d'objectifs départemental pour la sûreté et la prévention de la délinquance et de la radicalisation dans les transports ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce contrat d'objectif et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-5590/19/BM

■ Approbation d'une convention avec Bouygues Energie Services pour l'interopérabilité sortante du réseau "larecharge"
MET 19/10351/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Face à la mauvaise qualité chronique de l'air du territoire, l'Agenda de la Mobilité voté le 15 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole, s'engage à favoriser le développement de véhicules privés à faibles émissions et identifie comme enjeux numéro 1, le développement à grande échelle d'un maillage d'infrastructures de recharge électrique. De plus la Métropole Aix-Marseille-Provence a lancé le 16 octobre 2018 avec le Département des Bouches-du-Rhône un Agenda environnemental dont le plan d'actions vise, entre autres objectifs, au développement de l'électromobilité.

Depuis le 1er janvier 2018, la compétence IRVE « Création et entretien des infrastructures de charge

nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables » est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place des communes sur tout son territoire.

Lors du Conseil Métropolitain du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé l'opération d'investissement n° 2018106700 « Infrastructures de recharge pour véhicules électriques », de 3 millions d'euros HT inscrite au budget annexe des transports publics. Cette opération prévoit un déploiement maximum de 275 bornes avec leur infrastructure de supervision. Les installations se dérouleront sur toute la durée du marché de groupement de commandes, soit jusqu'en 2021.

Les premières bornes ont été mises en service en février 2019 dans le cadre du réseau « **larecharge** », qui permet aux automobilistes de recharger leur véhicule moyennant un paiement pour ce service rendu conformément aux tarifs délibérés par le Conseil Métropolitain du 18 octobre 2018.

Les bornes du réseau sont exploitées et supervisées en temps réel par le titulaire du marché d'exploitation des bornes, Bouygues Energies Services dans le cadre de l'offre de services Alizé.

L'opérateur gère en outre les abonnements et les recharges des utilisateurs. Il permet aussi aux abonnés du service « **larecharge** » d'utiliser leur carte d'abonné pour accéder à une recharge au tarif occasionnel sur tous les réseaux opérés par Bouygues.

Bouygues Energie et Services souhaite proposer une offre de service plus global à tous les abonnés du réseau « **larecharge** », en permettant l'itinérance sortante ou « roaming sortant » vers tous les opérateurs de mobilité connectés à la plateforme d'interopérabilité GIREVE, tous territoires confondus, et non limités géographiquement en Europe.

L'itinérance Sortante est la faculté pour l'Utilisateur Abonné d'utiliser le Point de Charge d'un autre opérateur sans relation d'aucune sorte avec cet opérateur.-

L'avantage est que Bouygues Energies Services assure l'interface avec tous les opérateurs et réseaux de mobilité, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à savoir qu'il prend à sa charge l'ensemble des démarches techniques, contractuelles et financières liées à la mise en œuvre des services : signatures d'accords d'itinérance avec plus de 70 acteurs avec des prix hétérogènes, mise à disposition de l'information des points de charge sur le site internet, fixation des prix du service dans la limite maximale d'un surcoût de 25% du prix pratiqué par l'opérateur incluant les frais de GIREVE, facturation et recouvrement des transactions directement auprès de l'utilisateur abonné, règlement de l'ensemble des coûts de mise en œuvre de l'itinérance.

Pour information, la plateforme GIREVE facture l'itinérance sortante avec un coût pour chaque réseau rendu accessible quel que soit le nombre d'utilisateurs utilisant le service. La mutualisation pour tous les réseaux opérés par Bouygues permet une rentabilité financière reposant sur le seul surcoût demandé aux usagers.

Cette convention d'itinérance sortante permet ainsi d'offrir aux abonnés du réseau « **larecharge** » un accès à tous les réseaux de la plateforme d'interopérabilité du GIREVE en Europe sans incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Métropole.

Pour recourir à ce service vers tous les opérateurs de mobilité connectés à la plateforme d'interopérabilité GIREVE, il convient de conclure une convention d'itinérance sortante.

La présente convention prendra effet à sa signature et expirera dans le mois suivant la fin du Marché IRVE13.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- Le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°TRA010-4152/18/CM du 28 juin 2018 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement IRVE ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°TRA010-4605/18/CM du 18 octobre 2018, portant création de nouveaux tarifs

Infrastructure de recharge des Véhicules Electriques (IRVE) et des conditions générales d'utilisation du service ;

- La délibération du Conseil de Métropole n° TRA009-4604/18/CM du 18 octobre 2018, portant approbation d'une convention de mandat pour la perception des recettes au titre de l'exploitation du réseau d'Infrastructure de Recharge des Véhicules Electriques (IRVE) « **larecharge** » ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les IRVE seront mises en place dans le cadre du réseau « **larecharge** » qui permet aux automobilistes de recharger leur véhicule moyennant paiement conformément aux tarifs approuvés par le Conseil de la Métropole ;
- Que les bornes du réseau sont exploitées et supervisées en temps réel par le titulaire du marché d'exploitation des bornes, Bouygues Energies Services dans le cadre de l'offre de services Alizé ;
- Que Bouygues Energies Services gère les abonnements et les recharges des utilisateurs ;
- Que le réseau « **larecharge** » va être connecté à une plateforme d'interopérabilité ;
- Que Bouygues Energie et Services souhaite proposer une offre de service plus global à tous les abonnés du réseau « **larecharge** », en permettant l'itinérance sortante ou « roaming sortant » vers tous les opérateurs de mobilité connectés à la plateforme d'interopérabilité GIREVE, tous territoires confondus, et non limités géographiquement en Europe ;
- Que pour recourir à ce service vers tous les opérateurs de mobilité connectés à la plateforme d'interopérabilité GIREVE, il convient de conclure une convention d'itinérance sortante.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'itinérance sortante pour les abonnés du réseau « **larecharge** » avec Bouygues Energie et Services.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-5591/19/BM

■ Approbation d'une convention avec Gireve pour l'interopérabilité entrante du réseau "larecharge" MET 19/10352/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Face à la mauvaise qualité chronique de l'air du territoire, l'Agenda de la Mobilité voté le 15 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole, s'engage à favoriser le développement de véhicules privés à faibles émissions et identifie comme enjeux numéro 1, le développement à grande échelle d'un maillage d'infrastructures de recharge électrique. De plus, la Métropole Aix-Marseille-Provence a lancé le 16 octobre 2018 avec le Département des Bouches-du-Rhône un Agenda environnemental dont le plan d'actions vise, entre autres objectifs, au développement de l'électromobilité.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence IRVE « Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables » (IRVE) est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place des communes sur tout son territoire.

Lors du Conseil Métropolitain du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé l'opération d'investissement n° 2018106700 « Infrastructures de recharge pour véhicules électriques » (IRVE), de 3 millions d'euros HT inscrite au budget annexe des transports publics. Cette opération prévoit un déploiement maximum de 275 bornes avec leur infrastructure de supervision. L'acquisition, l'installation et la supervision des IRVE fait l'objet d'un groupement de commandes, notamment composé du SMED 13 et de la Métropole, pour désigner un prestataire chargé de ce déploiement. Les installations se dérouleront sur toute la durée du marché, soit jusqu'en 2021.

Le SMED13 a lancé fin 2016 un marché dans le cas d'un groupement de commande pour « Fourniture, installation, maintenance, supervision et exploitation d'infrastructures de recharge pour véhicules

électriques. La Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue membre de fait de ce groupement de commande au 1^{er} janvier 2018 suite au transfert de la compétence IRVE des communes. Les installations se dérouleront sur toute la durée du marché soit jusqu'en 2021.

Les premières bornes ont été mises en service en février 2019 dans le cadre du réseau « **larecharge** », qui permet aux automobilistes abonnés au réseau de recharger leur véhicule moyennant un paiement pour ce service rendu conformément aux tarifs délibérés par le Conseil Métropolitain du 18 octobre 2018.

Il est aussi possible pour les visiteurs de se recharger par carte bancaire en utilisant l'application smartphone fourni par le « mandataire de gestion » Bouygues Energies Services, dans le cadre du groupement de commande du SMED13 « IRVE13 ».

Outre ce déploiement, l'article 12 du Décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques, impose à tout aménageur d'une infrastructure de recharge ouverte au public l'obligation de « *garantir, dans des conditions non discriminatoires, l'accès à la recharge et, le cas échéant, le paiement afférent, par l'intermédiaire de tout opérateur de mobilité qui en fait la demande. Cette obligation est présumée satisfaite si elle est mise en œuvre par un opérateur d'infrastructure de recharge connecté à une plateforme d'interopérabilité* ».

Il est donc nécessaire que le réseau « **larecharge** » soit connecté à une plateforme d'interopérabilité.

Il existe actuellement seulement deux plateformes en France qui répondent aux critères du décret susmentionné : Gireve et Hubject.

Or, l'outil de gestion et de supervision du mandataire de gestion du réseau est interfacé avec la plateforme d'interopérabilité GIREVE. L'utilisation d'une autre plateforme d'interopérabilité nécessiterait des développements informatiques qui ne sont pas prévus au marché IRVE13.

La société GIREVE est la plateforme d'interopérabilité la plus utilisée en France.

Elle a été créée dans le but de rendre l'infrastructure de recharge visible et accessible, et de développer l'itinérance des services de charge de véhicules électriques et hybrides rechargeables.

Dans ce cadre, GIREVE développe une plateforme de services permettant le référencement précis des points de charge et l'échange de données entre Opérateurs. Cette plateforme a pour but d'alimenter différents services développés par GIREVE dans l'intérêt commun de ses partenaires et clients, publics et privés.

Pour recourir à la plateforme développée par GIREVE, il convient de conclure une convention d'itinérance entrante.

Cette convention d'itinérance entrante permet ainsi d'offrir aux abonnés des réseaux de la plateforme d'interopérabilité du GIREVE en Europe un accès au réseau de la Métropole « **larecharge** » sans incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Métropole. En effet pour l'itinérance entrante, le GIREVE se rémunère sur la commission ajoutée au prix de la charge facturée à l'automobiliste. De plus, la Métropole percevra via le mandataire de gestion du réseau, le montant prévu dans les tarifs pour les utilisateurs occasionnels pour chaque recharge.

La convention permettra ainsi d'augmenter les recettes.

Par contre, la plateforme GIREVE facture l'itinérance sortante (le fait que nos abonnés puissent accéder aux autres réseaux de la plateforme). La Métropole n'utilisera donc pas ce service qui sera assurée par Bouygues Energie Services dans le cadre de la délibération Approbation d'une convention avec Bouygues Energie Services pour l'interopérabilité sortante du réseau « larecharge » présentée au Bureau de la Métropole du 28 mars 2019.

La présente convention prendra effet à sa signature et expirera à la fin du Marché IRVE13.

Cette convention est non exclusive. La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à signer une convention d'interopérabilité entrante sans incidence financière avec toutes les plateformes d'interopérabilité conformes au décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 qui en feraient la demande et qui seraient interfacées avec le mandataire de gestion du réseau « larecharge ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le

déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs ;

- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°TRA010-4152/18/CM du 28 juin 2018 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement IRVE ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°TRA010-4605/18/CM du 18 octobre 2018, portant création de nouveaux tarifs Infrastructure de recharge des Véhicules Electriques (IRVE) et des conditions générales d'utilisation du service ;
- La délibération du Conseil de Métropole n° TRA009-4604/18/CM du 18 octobre 2018, portant approbation d'une convention de mandat pour la perception des recettes au titre de l'exploitation du réseau d'Infrastructure de Recharge des Véhicules Electriques (IRVE) « larecharge » ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre d'un groupement de commandes la Métropole Aix-Marseille-Provence, associée au SMED 13, déploie des infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE), soit 275 bornes ;
- Que les IRVE seront mises en place dans le cadre du réseau « larecharge » qui permet aux automobilistes de recharger leur véhicule moyennant paiement conformément aux tarifs approuvés par le Conseil de la Métropole ;
- Que la société Bouygues Energies Services dispose d'un mandat pour encaisser pour le compte de la Métropole les recettes liées à l'exploitation du service réseau « larecharge » ;
- L'obligation pour que le réseau « larecharge » soit connecté à une plateforme d'interopérabilité ;

- Que l'outil de gestion et de supervision du mandataire du réseau est interfacé avec la plateforme d'interopérabilité GIREVE ;
- Que la plateforme d'interopérabilité développée par GIREVE répond à l'obligation susmentionnée ;
- Que dans ce cadre, il convient de conclure une convention d'itinérance entrante avec la société GIREVE.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'itinérance entrante pour les abonnés du réseau « larecharge » avec GIREVE ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 008-5593/19/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat avec la Fondation Vasarely pour la définition et la réalisation du rappel de l'œuvre de l'artiste sur la station de BHNS desservant la Fondation Vasarely MET 19/10311/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et le parc relais du Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire d'Aix en Provence dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares routière et ferroviaire, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Par la présente convention, la Métropole et la Fondation Vasarely entendent formaliser un partenariat concernant la définition du rappel de l'œuvre de l'artiste sur la station de BHNS desservant la Fondation Vasarely.

De manière générale, la Métropole s'engage, dans le cadre de son projet de BHNS l'Aixpress, à valoriser l'œuvre de Victor Vasarely et l'activité de la Fondation

Vasarely.

La Métropole s'engage à :

- Financer (à hauteur de 12.000 euros HT maximum) et assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux de réalisation de la station de BHNS prévue au programme desservant la Fondation Vasarely,

- Assurer à cette station de BHNS une mise en valeur particulière de l'œuvre de l'artiste qui, concrètement, se caractérisera par la pose de quatre panneaux d'affichage en ferronnerie sérigraphiée de type sucette implantés en extrémité des quais, avec :

Deux totems représentant le V de Victor Vasarely, identiques et implantées sur chacun des deux quais, Deux totems présentant le rappel de l'œuvre de Victor Vasarely et l'activité de Fondation Vasarely, identiques et implantées sur chacun des deux quais,

- Assumer l'entretien desdits totems sur la station concernée.

Le texte présentant le rappel de l'œuvre de Victor Vasarely et l'activité de la fondation Vasarely, sera produit et fourni par la Fondation Vasarely à la Métropole, qui se chargera de leur bonne intégration.

En contrepartie, Fondation Vasarely s'engage à contribuer constructivement au bon avancement du projet de BHNS l'Aixpress piloté par la Métropole, tout particulièrement en apportant son concours aux actions permettant, au travers du projet de BHNS, de valoriser l'œuvre de Victor Vasarely et l'activité de la Fondation Vasarely.

La Fondation Vasarely s'engage à :

- Etablir et soumettre à la Métropole le graphisme représentant le V de Victor Vasarely qui sera affiché en station, sur les panneaux d'affichages en ferronnerie sérigraphiée.

- Rédiger et soumettre à la Métropole le texte présentant le rappel de l'œuvre de Victor Vasarely et l'activité de la Fondation Vasarely qui sera affiché en station, sur les panneaux d'affichages en ferronnerie sérigraphiée.

- Céder à la Métropole les droits relatifs au graphisme et aux textes précédemment évoqués, de sorte à ce que la Métropole puisse les utiliser dans le cadre de la réalisation de la station de BHNS.

- Approuver la mise en œuvre des panneaux que proposera la Métropole à la fondation, ou à défaut, à proposer, dans un esprit constructif, les aménagements qui permettront la mise en œuvre de ces panneaux sur station de la ligne de BHNS l'Aixpress desservant la Fondation Vasarely.

C'est en ce sens qu'il vous est proposé d'approuver la convention de partenariat entre la Métropole et la Fondation Vasarely pour le rappel de l'œuvre de l'artiste sur la station de BHNS d'Aix-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence-Organisation de l'aménagement du BHNS ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est opportun de rappeler l'œuvre artistique de Monsieur Victor Vasarely sur la station de BHNS d'Aix-en-Provence.
- Que la création de la ligne de BHNS l'Aixpress constitue un projet métropolitain emblématique qui est l'occasion de nouer un partenariat entre la Métropole et la Fondation Vasarely autour du rappel de l'œuvre.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de partenariat entre la Métropole et la Fondation Vasarely pour le rappel de l'œuvre de l'artiste sur la station de Bus à Haut Niveau de Service, l'Aixpress.

Article 2 :

Est approuvé le principe de partenariat conclu à titre gracieux par la Fondation Vasarely pour la conception du rappel de l'œuvre de l'artiste et la cession des droits.

En contrepartie la Métropole Aix-Marseille-Provence finance à hauteur de 12 000 euros HT maximum, réalise et entretient les 4 totems objet du rappel de l'œuvre.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transports - Section Investissement - Opération n° 2017266300 - Code Programme 49 Libellé Bus à Haut Niveau de Service - Code AP 172492TP- Sous-Politique C240 - Nature 21728 - Chapitre 21

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transports - Section Fonctionnement - Sous Politique C290 - Chapitre 011 - Nature 6156

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 009-5594/19/BM

■ Approbation d'une convention de superposition d'affectations, de gestion et de maintenance de deux ascenseurs de la passerelle piétonne en gare d'Aubagne

MET 19/10308/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Pôle d'Echanges d'Aubagne est un équipement majeur du réseau de transport du territoire de l'aire métropolitaine marseillaise qui rassemble les principaux services de mobilité : la ligne TER Marseille - Toulon, les lignes de cars du réseau Carreize à destination de Marseille, Aix-en-Provence, La Ciotat, le réseau urbain « Les Lignes de l'Agglo » y compris sa ligne de tramway et un parking de 200 places.

Les voies ferrées en gare d'Aubagne sont surplombées par une passerelle pour partie propriété de SNCF Réseau et pour partie propriété de la Métropole. A usage mixte, elle dessert les quais et permet leur accès aux Personnes à Mobilité Réduite ainsi qu'au Nord le parking de la gare et au Sud le parvis et la gare routière.

Elle se compose :

- d'un accès au Nord (parking) par un ascenseur et un escalier,
- d'un tablier surplombant le réseau ferré national,
- d'un accès aux deux quais par un ascenseur et un escalier,
- d'un accès au Sud (parvis) par un ascenseur et un escalier.

Dans l'objectif de rendre une meilleure qualité de service aux usagers des transports en commun qui utilisent le site, il est proposé d'harmoniser le nettoyage, la maintenance et les réparations de l'ensemble des ascenseurs constituant la passerelle. L'entretien serait assuré par SNCF Gare et Connexion, qui est habilitée à intervenir sur les ascenseurs présents sur les quais de la voie ferrée.

Il est proposé de conclure une convention reconnaissant une superposition d'affectations pour la passerelle, conformément aux dispositions de l'article L.2123-7 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, lesquelles précisent : « Un immeuble dépendant du domaine public en raison de son affectation à un service public ou à l'usage du public peut, quelle que soit la personne publique propriétaire, faire l'objet d'une ou de plusieurs affectations supplémentaires relevant de la domanialité publique dans la mesure où celles-ci sont compatibles avec ladite affectation. La superposition d'affectations donne lieu à l'établissement d'une convention pour régler les modalités techniques et financières de gestion de cet immeuble, en fonction de la nouvelle affectation ».

La Métropole s'engage donc à participer à hauteur de 50% aux coûts de nettoyage et d'entretien des deux ascenseurs, pour un montant de 15 000 euros HT par an.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 25 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la passerelle surplombant les voies ferrées en gare d'Aubagne est pour partie propriété de SNCF Réseau et pour partie propriété de la Métropole.
- Que chacun des propriétaires reconnaît la double affectation de son ouvrage au profit de l'autre.
- Que l'harmonisation de l'entretien de l'ensemble des ascenseurs du pôle d'échanges par un seul et même gestionnaire représente un réel intérêt pour les usagers du site.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de superposition d'affectations de la passerelle piétonne située en gare d'Aubagne avec la SNCF, ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires, soit 15 000 euros HT, sont inscrits au budget annexe transport 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille Provence, Sous Politique C240 Nature budgétaire 6156.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 010-5595/19/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Saint-

**Mitre les Remparts pour l'opération de réfection de l'extension de l'aire de stationnement de l'Europe sise avenue Charles de Gaulle
MET 19/9949/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions combinées des lois n° 2004-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la république, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce pleinement la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1^{er} janvier 2018.

Toutefois, par convention de gestion n° FAG 187-3206/17/CM approuvée par délibération du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la commune de Saint Mitre les Remparts la gestion et l'exploitation de 5 aires de stationnement pour une durée d'un an, afin de finaliser l'ensemble des actes inhérents au transfert des moyens et des services. Cette convention a été prolongée d'une année supplémentaire par délibération du 18 octobre 2018 n° FAG 128-4584/18/CM

Dans le cadre de cette convention, et conformément aux articles 4, 5 de cette dernière, la Métropole peut confier à la commune, par convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, la réalisation de travaux d'aménagement.

Compte tenu de la détérioration de l'aire de stationnement nommée « Europe » d'une capacité de 28 places, sise avenue Charles De Gaulle, il s'avère nécessaire de procéder à la réfection du revêtement de cet équipement par la pose d'un enrobé de 5cm.

La réalisation de ces travaux s'étalera sur la période du premier semestre 2019.

Le coût de cette opération s'élève à 15 765 euros HT soit 18 918 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint Mitre les Remparts au titre de la compétence « aires et parcs de stationnement » n° 17/1381 approuvée par délibération FAG 196-3215/17/CM du 14 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1^{er} janvier 2018.
- Qu'afin de finaliser les actes inhérents au transfert de compétence entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence, celle-ci a confié par convention de gestion en date du 14 décembre 2017, à la commune de Saint-Mitre les Remparts l'exercice de la compétence parcs et aires de stationnement.
- Que la réfection de l'aire de stationnement de « L'Europe » sise avenue Charles De Gaulle est nécessaire compte tenu de la détérioration de son revêtement.
- Qu'en égard à la convention de gestion sus visée et à son avenant de prolongation, la Métropole peut confier par convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, la réalisation de ces derniers à la commune de Saint-Mitre les Remparts.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint Mitre les Remparts concernant l'opération de réfection de l'aire de stationnement de « l'Europe » sise avenue Charles de Gaulle.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues du CT6, Section d'Investissement, AP n°081 « parking », opération n°2019610600 Programme 08 « GEI hors projets spécifiques – Nature 21728.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme et Aménagement"

URB 001-5596/19/BM

■ Approbation d'une convention pour la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'année 2019

MET 19/9794/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Selon la délibération URB 063-5194/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le protocole cadre de partenariat n°V pour l'extension d'Euroméditerranée et le contrat de partenariat pluriannuel d'aménagement pour la phase 1 bis (2019-2030).

Le protocole cadre règle pour la période 2011-2030 les rapports de type contractuel entre les partenaires tandis que le contrat de partenariat pluriannuel définit le programme de la phase 1 bis, cette dernière couvrant l'ensemble des projets à lancer immédiatement.

Par délibération URB 028-5159/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a également approuvé une autorisation de programme pour un montant de 16 ME qui sera complétée à hauteur de l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence soit 21,079 ME.

Ce montant correspond au financement apporté par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la phase 1 bis portant sur la période 2019-2030 et les engagements des partenaires sont repris à l'article XV du protocole :

Etat : 32 800,5 K€HT

Ville de Marseille : 14 873,5 K€HT

Conseil Régional PACA : 14 873,5 K€HT

Conseil Départemental Bouches-du-Rhône : 14 873,5 K€HT

Métropole Aix-Marseille-Provence : 21 079 K€HT

TOTAL : 98 500 K€HT

Ont également été approuvés par les partenaires un engagement financier sur les cinq premières années du protocole afin de massifier l'apport des financements publics, l'adoption du principe d'une subvention globale annuelle ainsi que des versements linéaires pour permettre la réduction du niveau maximum d'endettement de l'OIN.

Ainsi en 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage par la présente convention à verser une participation de 4,2158 ME, l'EPAEM intégrant dans son budget 2019 voté par son conseil d'administration le 22 novembre 2018, les participations des partenaires.

Ce budget 2019 prévoit un fort volume de dépenses, aussi bien en autorisations d'engagement (70,2ME) que de crédits de paiement (65,8ME), permettant une progression marquée des acquisitions foncières et des travaux en particulier sur les ZAC Littorale et CIMED.

La convention proposée prévoit deux appels de fonds de la part de l'EPAEM, le premier de 1,6 ME dès notification de la convention, le second de 2,6158 ME pour le 30 octobre 2019, ainsi qu'un compte-rendu de l'exécution de cette convention qui sera présenté à l'issue de l'exercice budgétaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 152-152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération URB 063-5194/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 ayant approuvé le protocole cadre de

partenariat n°V et le contrat de partenariat pour la phase 1 bis ;

- La délibération URB 028-5159/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 ayant approuvé l'autorisation de programme correspondante ;
- La séance du conseil d'administration de l'EPAEM du 22 novembre 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le caractère essentiel de l'opération Euroméditerranée ;
- Son action motrice dans le développement économique et social de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'approche stratégique nouvelle présentée ainsi que la massification de l'opération ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention financière 2019, ci-annexée, conclue avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée, fixant la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à 4 215 800 euros.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-5597/19/BM

**■ Renouveau de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement des Bouches-du-Rhône et paiement de la cotisation 2019
MET 19/10054/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) des Bouches-du-Rhône a été mis en place par le Conseil Général en 1980.

Il a pour vocation la promotion de la qualité architecturale, urbaine, paysagère et environnementale, avec pour missions de :

- conseiller les collectivités territoriales dans leurs démarches de construction et d'aménagement sur tous les aspects et les facteurs qui contribuent à la qualité du cadre de vie et de l'environnement ;
- former les élus à la connaissance des territoires et de leur évolution ;
- informer et sensibiliser le grand public à la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement - visites, conférences, expositions, publications de vulgarisation - et à l'esprit de participation : débats, tables-rondes, ateliers pédagogiques, etc.

Le CAUE est une association loi 1901 investie d'une mission de service public.

Son conseil d'administration traduit le rôle conjoint de l'état, des collectivités territoriales et des professionnels de l'acte de bâtir. Les adhérents sont les communes et depuis 2009, le CAUE a ouvert son adhésion aux communautés de communes, aux bailleurs sociaux et aux parcs nationaux.

Ainsi, le CAUE assure déjà sur la plupart des territoires composant la Métropole Aix-Marseille-Provence et depuis de nombreuses années, des missions d'aides aux communes dans le champ de l'architecture, de l'urbanisme, du paysage et de l'environnement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite bénéficier de l'expertise et de l'appui du CAUE pour l'accompagner dans l'exercice de ses compétences. Il convient pour cela d'adhérer.

Le montant de la cotisation annuelle pour l'année 2019 s'élève à 25 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération URB 10-2080/17/CM du 18 mai 2017 portant adhésion au CAUE ;

- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le CAUE assure des missions d'aide et d'assistance aux collectivités territoriales ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite bénéficier de l'expertise et de l'appui du CAUE pour l'accompagner dans l'exercice de ses compétences.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) des Bouches-du-Rhône, et le paiement de la cotisation 2019 de 25 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole : Sous-Politique C110 – Nature 6281 – Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-5598/19/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion à la Fédération Nationale des Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) et paiement de la cotisation 2019
MET 19/10059/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Fédération Nationale des Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT), créée en 2010, a pour ambition de regrouper l'ensemble des structures porteuses de SCOT (communautés de communes, d'agglomération, communautés urbaines, métropoles et syndicats mixtes).

Elle a pour objectif de constituer un centre de ressource et de réseaux pour accompagner, éclairer et faciliter le travail des élus et des techniciens par l'échange d'informations, d'expériences et de savoir-faire sur divers thèmes (évolutions juridiques, méthodologie d'élaboration et de gestion,

témoignages...), et constituer une force de proposition dans les débats nationaux en matière d'urbanisme et d'aménagement.

Compte tenu de sa compétence en matière d'élaboration de Schémas de Cohérence Territoriale, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à la Fédération Nationale des Schémas de Cohérence Territoriale par délibération n°URB 048-4206/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018.

Par suite, et eu égard à la démarche d'élaboration du SCOT métropolitain, il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette fédération nationale pour l'année 2019.

Le montant de la cotisation annuelle pour l'année 2019 s'élève à 4 000 euros pour un périmètre de SCOT regroupant plus de 400 000 habitants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°AEC 001-2500/10/CC du Conseil Communautaire du 10 décembre 2010, portant adhésion de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole à la Fédération Nationale des Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) et paiement de la cotisation.
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétence du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 048-4206/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant adhésion à la Fédération Nationale des Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) et paiement de la cotisation 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Fédération Nationale des Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) a pour objectif de constituer un réseau et un centre de ressources pour accompagner, éclairer et faciliter le travail des élus et des techniciens pour l'élaboration et la gestion des SCOT ;
- Que compte tenu de l'intérêt que présente l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette fédération nationale dans le cadre de l'élaboration du SCOT métropolitain, il convient de renouveler cette adhésion pour l'année 2019 et d'approuver le montant de la cotisation correspondante ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) et le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 4 000 euros

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 6281-Fonction 518-Sous Politique C110.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-5599/19/BM

■ Approbation d'un avenant à la convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières passée avec la SPLA Soleam MET 19/10172/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a confié à la société publique locale d'aménagement Soleam une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières.

Cette mission a été conclue par une convention notifiée le 15 mai 2015 pour une durée de 4 ans.

La convention est exécutée au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Cependant, la consultation métropolitaine visant à renouveler les prestations va être lancée et ne sera pas notifiée avant le 15 mai 2019.

Il convient donc de prolonger la durée d'exécution de la convention actuelle afin d'assurer la continuité des prestations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FCT 017-904/15/CC de la Communauté urbaine Marseille Provence approuvant la convention d'assistance à Maitrise d'ouvrage aux acquisitions foncières avec la société publique locale d'aménagement Soleam ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de prolonger de six mois la convention 15/1243 d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières avec la société publique locale d'aménagement (SPLA) Soleam afin de garantir la continuité des prestations ;
- Qu'il appartient au Bureau de la Métropole d'approuver l'avenant n°1 de prolongation à la convention 15/1243 ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention 15/1243, ci-annexé entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la société publique locale d'aménagement Soleam portant sur la prolongation des prestations de six mois.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-5600/19/BM

■ OIN Euroméditerranée - Approbation des avenants 1 et 2 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement pour la réalisation du parc Bougainville MET 19/10207/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° URB 017-1235/16/BM du 15 décembre 2016 la Métropole a approuvé la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement pour la réalisation du parc Bougainville.

Cette délibération a permis d'organiser la maîtrise d'ouvrage et le financement de cet important équipement public de rayonnement métropolitain.

Aujourd'hui cette opération est au stade de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du point de vue des procédures administratives et des études de maîtrise d'œuvre et des consultations des entreprises du point de vue opérationnel.

Un démarrage des travaux est prévu pour mi 2019 avec une livraison fin 2020.

Dans la phase actuelle des adaptations de la convention initiale sont apparues nécessaires :

- Une consiste à modifier le calendrier de la participation financière de la ville de Marseille selon les différentes phases et c'est l'objet de l'avenant 1
- L'autre modifiant le bilan financier et réévaluant la participation financière de la Ville de Marseille compte tenu du déplacement du groupe scolaire prévu d'une parcelle à une autre, évolution amenant une réduction de recettes commerciales pour l'opération, et c'est l'objet de l'avenant 2.

Aucun de ces avenants ne modifie les stipulations concernant la Métropole qui dès 2017 et sur la base de la délibération précitée du 15 décembre 2016 a versé dès 2017 sa contribution de 1 million d'euros à l'EPAEM maître d'ouvrage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° URB 029-644/16/CM du 30 juin 2016 portant création de l'opération d'aménagement parc Bougainville ;
- Les délibérations du 24 novembre 2016 de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée approuvant le bilan de la concertation préalable aux aménagements provisoires et définitifs du parc Bougainville et approuvant la convention de maîtrise d'ouvrage unique relative à la réalisation et au financement du parc Bougainville ;
- La délibération n° URB 017-1235/16/BM du 15 décembre 2016 approuvant la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement pour la réalisation du parc Bougainville ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire Marseille-Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de la réalisation du parc Bougainville, premier équipement de rayonnement métropolitain et opération intéressant plusieurs processus d'aménagement complexe ;
- L'utilité de la maîtrise d'ouvrage unique réalisée par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et le financement partenarial de l'opération.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants 1 et 2 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement pour la réalisation du parc Bougainville.

Article 2:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-5601/19/BM

■ Approbation d'une convention avec la Société des Eaux de Marseille Métropole concernant les travaux d'extension du réseau d'eau potable dans le cadre de la viabilisation du Projet Urbain Partenarial de la Mirabelle à Marseille 12ème arrondissement MET 19/10127/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le secteur des Caillols se localise sur la partie Est de Marseille, aux pieds des massifs du Garlaban à l'est et du Mont Carpiagne au sud, tous deux séparés par la Vallée de l'Huveaune.

Les projets d'aménagement du secteur des Caillols concourent notamment à accroître l'offre de logements, diversifier les formes d'habitat et encourager la mixité sociale.

Par délibération URB 016-631/16/CM du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé l'instauration d'un périmètre ainsi qu'une convention de PUP avec la « SCCV Le Belvédère des Caillols 2007 » sur le secteur des Caillols à Marseille (12^{ème} arrondissement).

Le programme des équipements publics à réaliser à ce titre comporte une voie nouvelle inscrite au PLU, ainsi que les réseaux secs et humides y afférents. La convention de PUP détermine les conditions et modalités de prise en charge financière des équipements publics devant être réalisés par la Métropole, maître d'ouvrage unique des travaux en vertu d'une convention conclue avec la Ville de Marseille, en novembre 2016 pour la réalisation des équipements de compétence communale.

Le périmètre du PUP de la Mirabelle permet la création de programmes de logements d'une surface de plancher totale estimée à 20 321 m².

Au titre de la réalisation des ouvrages, il est nécessaire de conventionner avec la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), délégataire du

service public de l'eau potable, pour organiser les modalités techniques et financières d'extension de ce réseau.

La SEMM procédera au contrôle des études et travaux d'ouvrages d'eau potable réalisés par la Métropole et destinés à être incorporés au service délégué. Ses prestations seront réalisées gratuitement conformément au Contrat de Délégation du Service Public de l'eau (article 62).

Deux connexions des nouveaux ouvrages seront réalisées par la SEMM sur le réseau existant pour un montant de 12 057,64 euros TTC à la charge de la Métropole, financés par les crédits disponibles de l'opération de PUP, en 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération URB 016-631-16-CM du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016 approuvant la convention de PUP avec la « SCCV le Belvédère des Caillols 2007 » ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'accompagner le développement du secteur des Caillols par la mise en œuvre d'une convention de PUP ;
- Que la réalisation des travaux d'extension du réseau d'eau potable lié à la viabilisation

du PUP nécessite l'établissement d'une convention avec la SEMM.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention n°2018-0369 pour les travaux d'extension du réseau d'eau potable, ci-annexée, conclue avec la SEMM. Cette convention prévoit notamment la réalisation par la Métropole d'un réseau neuf d'eau potable et la réalisation de 2 maillages par la SEMM entre les réseaux existants et le réseau neuf pour un montant de 12 057,64 euros TTC à la charge de la Métropole.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et tous les frais sont inscrit au budget principal Métropole 2019 – opération d'investissement 2013 120 000 – Sous Politique C140 – Nature 2315 –fonction 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-5602/19/BM

■ Approbation d'une convention d'intervention foncière sur les espaces économiques de la Vallée de l'Huveaune conclue avec l'Etablissement Public Foncier et la Ville de Marseille MET 19/10122/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le positionnement économique de la vallée de l'Huveaune est mis en exergue au travers de l'agenda du développement économique. Ce document révèle une offre foncière et immobilière déficitaire et flèche la Vallée de l'Huveaune comme un pôle économique attractif.

La vallée de l'Huveaune présente en effet un potentiel majeur de développement économique et urbain qui implique une stratégie foncière anticipatrice accompagnant la mise en œuvre d'un projet d'aménagement cohérent pour redynamiser ce secteur en manque d'homogénéité et de qualité urbaine, clairement identifié à l'échelle du SCOT et du PLUI du territoire Marseille-Provence comme secteur à enjeux.

Ce territoire a fait l'objet d'un schéma de référence qui pose un cadre global et décline de grands objectifs en lien avec les enjeux transversaux de développement durable et de connexion vers les sites clé de la vallée

de l'Huveaune, depuis la porte urbaine de Saint Loup jusqu'à la Valentine.

S'agissant du volet infrastructure, l'ouverture de la L2 Est depuis décembre 2016 ainsi que le projet LNPACA avec un doublement de l'axe existant et un passage en tunnel sur la Vallée de l'Huveaune, viennent réinterroger le devenir de ce secteur.

Par ailleurs, l'arrêté prescrivant le plan de prévention des risques inondation de la vallée de l'Huveaune a été adopté le 17 mars 2017 et fait l'objet d'une intégration au PLU de Marseille.

La prise en compte des risques naturels a été étudiée dans le cadre des études sur l'aménagement d'un cheminement doux le long des berges de l'Huveaune qui s'inscrit dans le cadre du Contrat de rivière du bassin versant de l'Huveaune signé en octobre 2015.

L'ensemble de ces éléments est repris dans le PLUI en cours d'approbation et notamment dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) qui favorise la requalification et la densification des espaces économiques et veille à leur compatibilité avec leur environnement urbain, ainsi que dans les OAP sectorielles (Saint Marcel, la Valentine – la Barrasse et Air Bel).

En termes de stratégie foncière, ce territoire a fait l'objet en son temps d'une étude de prospective urbaine et foncière visant à dégager du foncier potentiellement mutable sur le moyen et long terme et à identifier des secteurs à enjeux.

C'est dans ce contexte qu'une politique partenariale de maîtrise foncière s'est avérée nécessaire afin de donner une lisibilité d'intervention à l'appui d'une vision stratégique globale.

Ainsi, une convention d'intervention foncière conclue avec l'EPF et la Ville de Marseille a été approuvée par délibération du 28 juin 2013, permettant une anticipation foncière sur l'ensemble des espaces économiques de la vallée de l'Huveaune et une action d'impulsion sur les sites prioritaires.

Par ailleurs, le plan d'actions foncières du Territoire Marseille Provence, délibéré par le Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, préconise de lancer des réflexions sur la mise en place d'un périmètre de zone d'aménagement différé (ZAD) multi-sites à dominante économique sur le territoire de la Vallée de l'Huveaune.

Aujourd'hui l'ensemble de ces travaux a été repris dans le Schéma de Production de l'Offre Foncière Immobilière à vocation Economique (SPOFIE) approuvé par la Métropole par délibération du 11 décembre 2018.

Ce schéma a pour objectif de reconquérir du foncier en faveur du développement économique afin de

répondre aux besoins estimés à 1450 hectares de foncier sur 15 ans dont 400 hectares d'ici 2021.

Il cible sur l'ensemble de la Métropole les opérations présentant un potentiel foncier et propose une temporalité en fonction de leur état d'avancement et de leurs contraintes techniques.

Sur la Vallée de l'Huveaune, plusieurs parcs d'activité et zones d'activité de proximité à requalifier à moyen ou long terme ont été identifiés par le SPOFIE, pour conforter la capacité d'accueil des activités artisanales, industrielles et productives généralistes, en fonction de leur mutabilité et moyennant la poursuite d'une action foncière anticipatrice et volontariste.

C'est pourquoi afin de poursuivre le développement économique de la Vallée de l'Huveaune il y a lieu de reconduire le partenariat initié avec l'EPF et la Ville de Marseille sur les espaces économiques pour assurer une veille foncière active, saisir des opportunités et constituer des réserves foncières.

Il convient de prendre en compte les caractéristiques environnementales de ce secteur tel que le risque d'inondation ou la nécessité de dépolluer des anciens sites industriels.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 134-11 et suivants et les articles L 153-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération URB 003-1407/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le principe et le lancement du Plan d'Actions Foncières métropolitain ;
- La délibération DEV 003-452/13/CC du 28 juin 2013 portant approbation d'une convention d'intervention foncière relative au référentiel foncier des Espaces Economiques de la Vallée de l'Huveaune conclue avec l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur ;
- La délibération FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable

de prudence pour le choix du régime des provisions pour risques ;

- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2019.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que la Vallée de l'Huveaune est un grand espace d'attractivité économique de la Métropole composé de plusieurs sites économiques stratégiques à requalifier à moyen ou long termes et sur lesquels on observe des enjeux fonciers de régulation, de remembrement et de réserve foncière.
- Qu'il y a lieu de poursuivre le déploiement d'une ingénierie foncière adaptée aux spécificités de ce territoire et de préciser les modalités du renouvellement d'un partenariat avec l'EPF en anticipation foncière.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention en anticipation foncière sur les espaces économiques de la Vallée de l'Huveaune à Marseille, ci annexée, conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-5603/19/BM

■ Approbation du périmètre de Projet Urbain Partenarial pour le Font de Garach 2 à Gardanne - Approbation du programme des équipements publics et de leur financement - Durée d'exonération de la taxe d'aménagement - Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la Commune, la Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA) et Cogedim Provence MET 19/10007/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le PLU de la Commune de Gardanne, approuvé le 27 mai 2010, a notamment pour objectif d'assurer un développement urbain maîtrisé et durable répondant aux objectifs de mixité de l'habitat. A Gardanne 50% du parc de logements date d'avant 1975 et les besoins identifiés en logement nécessitent à la fois la réhabilitation de l'existant et une augmentation de l'offre de logements neufs. Il s'agit de satisfaire la demande locale déjà existante mais aussi d'accompagner un développement démographique maîtrisé de la commune.

Le secteur dit de Font de Garach, en limite immédiate de l'urbanisation existante, est aujourd'hui en pleine mutation, avec une première opération réalisée dans le cadre d'un PUP en 2017 pour la construction de 148 logements, dont 49 logements sociaux.

Le secteur dénommé Font de Garach 2 inscrit en zone AUH2 couvre une superficie totale d'environ 2,1 hectares et fait aujourd'hui l'objet d'un projet de construction de logements par un opérateur privé.

Le règlement du PLU définit la zone AUH2 comme une zone à Urbaniser à dominante d'habitat insuffisamment équipée, dont l'urbanisation est possible dès réalisation des équipements nécessaires, et notamment l'extension du réseau d'eau potable et d'assainissement.

Il est souhaité faire financer les équipements publics nécessaires à l'urbanisation du site par les différents propriétaires fonciers, lotisseurs, aménageurs ou constructeurs dans le cadre d'un Projet Urbain Partenarial (PUP), en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, en respectant les principes de nécessité et de proportionnalité. Le périmètre du PUP est délimité par le plan annexé à la présente délibération, ce périmètre correspond à celui de la zone AUH2 du PLU et comprend les parcelles suivantes : BK40, BK39, BK47, BK37, BK48, BK49, BK219, BK225, BK38 soit une superficie d'environ 2,1 hectares.

Le programme des équipements publics destinés à répondre aux besoins des futurs habitants a été estimé à 696 290 € HT, y compris les frais afférents aux études et aux chantiers. Le détail de ce programme, ainsi que leur maîtrise d'ouvrage et leur financement sont décrits dans le dossier annexé au présent rapport. En effet, plusieurs maîtres d'ouvrage interviennent pour la réalisation des travaux d'équipements publics en fonction de la répartition des compétences :

- la Commune de Gardanne pour les travaux de voirie et réseaux secs ;
- la Métropole Aix Marseille Provence pour les équipements liés au pluvial ;

- la Régie des Eaux du Pays d'Aix pour les travaux d'eau potable et d'assainissement.

La société Cogedim Provence entend développer sur la totalité du périmètre un programme d'environ 96 logements dont 29 logements sociaux, soit environ 7 348 m² de surface de plancher. La participation totale de l'opérateur est de 625 994€ et se répartie de la manière suivante :

- participation en nature, avec l'apport du foncier nécessaire à la réalisation de la voirie et des réseaux. La valeur de cette emprise foncière d'une surface de 2 257 m² a été estimé par France Domaine à 86000€HT.
- participation en numéraire, calculée selon les besoins générés par l'opération. Compte tenu du programme de constructions envisagé par l'opérateur Cogedim Provence sa participation s'élève à 539 994 € HT.

La participation totale de l'opérateur est de l'ordre de 85 € /m² de surface de plancher.

Il est précisé que la participation aux équipements d'eau et d'assainissement et aux équipements hydrauliques, équipements exclusivement réalisés pour les besoins de l'opération, seront financés en totalité par l'opérateur.

Le dossier de PUP présentant le programme des équipements publics, le programme prévisionnel des constructions, les maîtrises d'ouvrage et la répartition financière sont joints à la convention de PUP ci annexée.

L'autorité compétente pour signer la convention est la collectivité compétente en matière de PLU, soit la Métropole Aix-Marseille-Provence. La convention de PUP prévoit que chaque maître d'ouvrage percevra directement la quote-part des participations correspondant à la réalisation des équipements publics relevant de sa compétence.

Les dépenses et les recettes liées au programme des équipements publics de ce PUP sont inscrites sur les budgets de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la commune de Gardanne, et de la Régie des Eaux du Pays d'Aix en 2020. En effet, afin de s'assurer une coordination optimale des chantiers, les travaux publics seront engagées en 2020.

La convention de PUP prévoit les modalités de versement de la participation.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans un périmètre de PUP sont exonérées de la taxe d'aménagement. La durée d'exonération de la taxe d'aménagement concernant les constructions réalisées dans le périmètre du PUP est de 10 ans à compter du certificat d'affichage de la mention de la

signature de la convention PUP établi par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En application de l'article L.332-6 du Code de l'Urbanisme et du principe de non-cumul des participations d'urbanisme ayant le même objet, la Participation Financière pour l'Assainissement Collectif (PFAC) ne sera pas versée par l'opérateur, qui finance déjà le renforcement des réseaux d'eaux usées.

Il convient donc d'approuver la convention du PUP ci-jointe et ainsi engager la mise en œuvre de cette opération de constructions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L332-11-3 et L332-11-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La convention ci-jointe ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de réaliser les travaux d'équipements publics mentionnés ci-dessus permettant la viabilisation et l'accueil des projets de construction dans le périmètre précité, qui vont bénéficier aux futurs habitants et usagers des programmes immobiliers
- Que le projet porté par l'opérateur répond aux enjeux de développement urbain de la commune.

- Qu'il nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics.
- Que ces travaux seront financés via un PUP.

Délibère

Article 1 :

Le périmètre de PUP Font de Garach 2, tel qu'il est annexé à la présente délibération, est approuvé et couvre une superficie d'environ 2,1 hectares.

Article 2 :

Le programme des équipements publics à réaliser est approuvé selon le principe de nécessité et de proportionnalité entre les équipements publics et les besoins des futurs habitants et usagers des constructions à édifier, ainsi que le mode de répartition entre les différentes opérations de constructions successives ;

Article 3 :

La durée d'exonération de la taxe d'aménagement est fixée à 10 ans à compter du rendu exécutoire de la présente délibération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, la Commune de Gardanne, la Régie des Eaux du Pays d'Aix et la société Cogedim Provence pour la mise en œuvre du projet « Font de Garach 2 » sur la commune de Gardanne.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de la convention de PUP.

Article 6 :

Il est précisé qu'en application de l'article L. 332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre de la convention sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pendant une durée de 10 ans, à compter de l'affichage en mairie et au siège de la Métropole de la mention de la signature de la convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-5604/19/BM

**■ Zone d'Aménagement Concerté du Carreau de la Mine à Meyreuil - Cession du lot D
MET 19/10009/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC du Carreau de la Mine est une opération réalisée en régie par la CPA, aujourd'hui viabilisée et dont la commercialisation est quasiment achevée. Les objectifs de la ZAC sont de contribuer au développement de l'offre foncière sur le bassin de la Haute Vallée de l'Arc par la reconversion de cet ancien site minier et d'apporter une réponse aux besoins de foncier et/ou d'immobilier des entreprises de la pépinière Michel Caucik située en face.

La ZAC est divisée en trois secteurs : un secteur mixte (bureaux, ateliers), un secteur destiné à accueillir prioritairement un projet de promotion immobilière sous forme de parc d'activités et un secteur industriel. La commercialisation de la zone est aujourd'hui presque totalement achevée.

La société ATA spécialisée dans la conception et la production de Taximètre qui a déjà réalisé son siège social sur la zone souhaite poursuivre son développement et augmenter ses capacités de production en s'implantant également sur le lot D voisin situé en entrée de zone.

Le Comité d'Agrément de la ZAC réuni le 14 décembre 2018, a donné un avis favorable à cette cession.

Compte tenu de la grille de commercialisation de la zone et des prix pratiqués sur la ZAC, il est proposé de céder à la société ATA le lot D, composé de la parcelle cadastrée AY1143, d'une surface totale de 1382 m², au prix de 80€HT/m², conformément à l'avis de France Domaine du 3 novembre 2018.

Le cahier des charges de cession de terrain, qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot sera annexé à l'acte de vente.

La société a confirmé, par courrier, son accord sur l'ensemble de ces conditions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5216-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La délibération n° 2006_A350 du Conseil communautaire de la CPA du 6 décembre 2006 créant la ZAC ;
- La délibération n° 2007_A452 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 approuvant le programme des équipements publics et le dossier de réalisation de la ZAC ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine n°2018-060V/2033 du 3 novembre 2018.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de la société ATA entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC du Carreau de la Mine, et qu'il a obtenu l'agrément du Comité du 14 décembre 2018.

Délibère

Article 1 :

Est autorisée la cession du lot D d'une superficie de 1382m² situé sur la ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil pour un montant de 110 560 euros HT, soit 132 672 euros TTC, à l'entreprise ATA ou à toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la promesse de vente et l'acte authentique relatif à cette cession.

Article 3 :

La recette de la cession sera constatée sur le budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3B 70-61-7015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-5605/19/BM

■ Opération d'aménagement de La Calade à Aix-en-Provence - Approbation d'une convention de mandat d'études avec la SPLA Pays d'Aix Territoires

MET 19/10010/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence développement économique, la Métropole souhaite aménager une Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique sur le site de La Calade à Aix-en-Provence. Ce secteur d'environ 38 hectares situé au Nord de la ville d'Aix-en-Provence sur la RD7n est aujourd'hui composé d'activités économiques éparses et traversé par la ligne SNCF reliant Marseille à Briançon.

Sur cette ligne des Alpes, il est prévu à moyen terme la création d'un pôle d'échanges avec l'ouverture de l'ancienne halte ferrée et la réalisation d'un parc relais. Il est rappelé que La Calade se situe dans les périmètres des zones d'activités transférées à la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2018.

Classé en zone 2AUE au PLU de la ville, ce secteur est identifié pour accueillir des activités économiques mixtes. Une Orientation d'Aménagement et de Programmation du PLU détaille les principes d'aménagement autour du futur pôle d'échanges, le maillage viaire, la recomposition des activités existantes et le développement d'activités nouvelles sur le foncier disponible.

Le passage à niveau de La Calade situé à l'intersection de la RD7n et de la ligne SNCF est supprimé depuis 2017 par le Département avec la réalisation d'une déviation. Cet ouvrage a modifié de manière importante le fonctionnement routier de cet espace avec la mise en impasse des deux tronçons de la RD7n.

La création d'une zone d'activités économique sur ce site présente donc de réels enjeux en terme d'aménagement du territoire métropolitain. Une étude visant à analyser le potentiel économique et foncier de ce secteur a été réalisée en 2017, et a conclu à la faisabilité d'une opération d'aménagement à vocation économique par la recomposition de l'existant et la valorisation d'environ 18 hectares.

C'est pourquoi la Métropole souhaite définir un aménagement cohérent qui permette une recomposition urbaine du site de La Calade, en y intégrant la future halte ferrée et les problématiques hydrauliques du site.

Aussi, la Métropole envisage de confier à la SPLA Pays d'Aix Territoires par convention de mandat, la

réalisation des études préalables nécessaires à la définition du projet (étude foncière, réactualisation de l'étude de faisabilité économique et définition d'un schéma d'aménagement) et de toutes les études permettant de réaliser le dossier de création de la ZAC.

Conformément à l'article L 300-3 du Code de l'Urbanisme, les collectivités peuvent par convention de mandat passée avec toute personne publique ou privée, dans les conditions prévues par le Code des Marchés Publics ou l'ordonnance du 6 juin 2005, lui confier le soin de faire procéder à la réalisation d'études nécessaires à une opération d'aménagement en leur nom et pour leur compte.

La procédure d'attribution de ce contrat à la SPLA n'est pas soumise à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et au décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics au sens de l'article 17 de ladite Ordonnance.

La présente convention de mandat d'études qu'il s'agit aujourd'hui d'approuver, détermine l'ensemble des modalités techniques et administratives qui permettront à la Métropole d'arrêter un programme d'aménagement sur un périmètre précisé et donc de mettre en œuvre la procédure de Zone d'Aménagement Concerté.

La durée de la mission est estimée à 3 ans compte tenu de l'ensemble des délais administratifs liés à la procédure de ZAC. Le montant de cette mission de mandat se décompose ainsi : 150 000 € HT pour les prestations confiées par la SPLA à des cabinets spécialisés et 37 500 € HT pour la rémunération de la SPLA, soit un montant total de 187 500 € HT (225 000€ TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L327-1 relatif aux compétences des Sociétés Publiques Locales d'Aménagement (SPLA) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et son article 17;

- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 124-4941/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Aix-en-Provence Calade » du Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les objectifs de développement économique inscrits dans le PLU de la Ville d'Aix-en-Provence et les objectifs de développement de l'armature ferroviaire inscrits dans le PDU du Territoires du Pays d'Aix sont cohérents avec la volonté de la Métropole de créer une zone d'aménagement concerté à vocation économique sur le secteur de La Calade.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de mandat d'études à la SPLA Pays d'Aix Territoires relative à l'opération d'aménagement ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout acte nécessaire à la réalisation des missions objet du mandat.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'opération DI303AP nature 4581 fonction 61 de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-5606/19/BM

**■ Zone d'Aménagement Concerté du Grand Pont 2 à La Roque d'Anthéron - Cession foncière à l'entreprise Spurgin
MET 19/10011/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de la Roque d'Anthéron 2 a été créée le 30 mars 2017 afin d'étendre la zone d'activités existante et permettre d'offrir sur un périmètre de 13 hectares du foncier d'activités à destination d'entreprises industrielles et de PME/PMI. Cette opération d'aménagement est réalisée en régie par la Métropole.

Concomitamment à cette opération, la société SPURGIN, historiquement installée en Alsace, a souhaité construire une usine de fabrication de pré-murs en béton sur 5 ha lui appartenant, dont la moitié est située sur la ZAE de la Roque d'Anthéron 1 existante, et l'autre moitié sur une parcelle de 2,3 ha inscrite dans la ZAC de la Roque d'Anthéron 2. A termes, cette usine de fabrication devrait occuper environ 85 emplois.

Dans la mesure où le projet de cette entreprise est situé dans le périmètre de la ZAC et où celui-ci bénéficie de la réalisation du programme des équipements publics, la société SPURGIN s'est engagée à verser une participation de 682 530 € HT en application de l'article L.311-4 du Code de l'Urbanisme.

Dès lors, le projet développé par SPURGIN sur sa parcelle doit être raccordé aux équipements et aux infrastructures de la ZAC.

Il s'avère que compte tenu de la configuration du terrain, il est nécessaire de céder une emprise foncière à la société SPURGIN afin d'y aménager une voie d'accès privée. Ce tènement foncier avait été réservé à cet effet dans le cadre du dossier de réalisation de la ZAC. La société prendra à sa charge l'ensemble des frais inhérents aux travaux d'aménagement de cet accès, et en assurera pleinement les charges d'entretien.

Une clause de destination d'usage « voie d'accès » sera mentionnée explicitement dans l'acte notarié à passer pour ce terrain.

La superficie concernée est fixée à 540 m², à détacher de la parcelle AA n°126 appartenant à la Métropole. Les limites d'emprise seront arrêtées par le document d'arpentage à intervenir.

Dès lors, il est proposé de céder cette bande de terrain, à usage exclusif de desserte, à l'euro symbolique. Les frais de bornage et les frais notariés seront pris en charge par le Territoire du Pays d'Aix.

Les services de France Domaine ont été consultés le 4 décembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 créant la ZAC du Grand Pont 2 ;
- La délibération n°ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC, son programme des équipements publics et déterminant les participations aux équipements publics de la ZAC ;
- La délibération n°ECO 020-1917/17 du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 portant approbation d'une convention de participation aux équipements publics de la ZAC avec la société Spurgin ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La consultation de France Domaine du 4 décembre 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'opération d'aménagement de la ZAC du Grand Pont 2 à La Roque d'Anthéron.
- La participation financière aux équipements publics de la ZAC que la société SPURGIN doit régler à la Métropole en tant qu'aménageur.

- La nécessité de céder à la société SPURGIN une emprise de terrain afin de pouvoir réaliser à ses frais un accès aux équipements de la ZAC depuis ses nouvelles installations.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession à l'entreprise SPURGIN d'une emprise de terrain non bâtie d'une superficie de 540 m² à détacher de la parcelle AA n°126, à l'euro symbolique.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer l'acte notarié à intervenir, ainsi que tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe « 3B Aménagement » du Territoire du Pays d'Aix, ligne 8054 nature 6045.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-5607/19/BM

**■ Zone d'Aménagement Concerté de la Gare à Aix-en-Provence - Approbation d'une convention de mandat d'études avec la SPLA Pays d'Aix Territoires
MET 19/10013/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de la Gare a été créée à l'initiative du Syndicat Mixte de l'Arbois par arrêté préfectoral le 9 mai 2003 et son dossier de réalisation approuvé en mars 2006. Située sur la commune d'Aix-en-Provence, la ZAC couvre actuellement un périmètre de 40 hectares dont 23 ha sont aujourd'hui aménageables. Cette opération avait été concédée par le SMA à la SPL « TERRA 13 » le 24 juin 2013 afin de confier au concessionnaire la mise en œuvre de l'opération. Cette opération a été stoppée suite à la dissolution du Syndicat Mixte de l'Arbois et son intégration à la Métropole Aix-Marseille-Provence. En 2018, la SPL « TERRA 13 » a été dissoute et le contrat de concession résilié.

La ZAC de la Gare est une opération d'aménagement emblématique pour la Ville d'Aix-en-Provence et le Territoire du Pays d'Aix, tant sur le plan économique que dans sa dimension urbaine. Le Territoire du Pays d'Aix souhaite aujourd'hui relancer l'opération et initier les réflexions nécessaires pour sa redéfinition, en

prenant en considération un périmètre élargi. Cette réflexion permettra aussi, dans le contexte d'un large champ des possibles pour le devenir de la ZAC de la Gare, d'identifier les bonnes opportunités et d'ajuster ou redéfinir le projet, avant son lancement opérationnel.

Cette opération s'inscrit en effet dans un territoire élargi, recoupant plusieurs enjeux et projets mitoyens. Il conjugue à la fois des enjeux paysagers et environnementaux et des enjeux d'aménagement du territoire et économiques, liés notamment à sa traversée par la RD9 – axe économique majeur du pays d'Aix et de l'aire métropolitaine, à la présence de la gare TGV qui en fait une « porte d'entrée » du territoire, au grand massif de l'Arbois et au bassin du Réaltor sur lequel s'appliquent plusieurs mesures de protection, l'existence de réserves foncières économiques ou la proximité de certains équipements structurants (centre d'enfouissement, aire des gens du voyage,...). L'aménagement de cet ensemble réinterrogera sa vocation agricole et pastorale, pensée comme élément de gestion (paysages, lutte incendie, biodiversité) économiquement viable. Cela conduira donc à repréciser le projet à l'échelle du site et le cadre général de son aménagement.

Dès lors, un schéma directeur plus général pourrait être étudié sur l'ensemble des espaces situés hors du périmètre du site classé de l'Arbois, mais imbriqués ou limitrophes de celui-ci, situés le long de la RD9 depuis la gare TGV jusqu'au Stadium. Cette étude devra prendre en compte les enjeux économiques, environnementaux, agricoles et patrimoniaux des différents projets à proximité de ce site sensible et aboutir à un schéma directeur d'aménagement présentant leurs ambitions et leur cohérence.

Par ailleurs, cette opération d'aménagement doit être mise en œuvre en cohérence avec les orientations stratégiques de la Métropole en matière de développement économique et d'aménagement de l'espace et de mobilité. Aussi un comité de pilotage stratégique sera mis en place, associant les Vice-Présidents concernés de la Métropole, comme cela sera le cas pour d'autres opérations économiques majeures du territoire du Pays d'Aix.

En parallèle, afin de compléter l'étude d'un schéma général et compte-tenu de la complexité et de l'importance stratégique des études à mener, il est proposé aujourd'hui de confier à la SPLA Pays d'Aix Territoires une mission d'expertise par le biais d'une convention de mandat d'études.

Par le biais de ce mandat, la Métropole charge la SPLA de faire procéder, en son nom et pour son compte, selon les modalités fixées dans la convention, aux études relatives à l'aménagement du site de la ZAC de la Gare, permettant de faire évoluer le projet d'aménagement et d'étudier les répercussions techniques et réglementaires sur le dossier de ZAC tel qu'il avait été acté.

Le Mandataire aura notamment la charge de faire réaliser des expertises complémentaires sur le positionnement économique de la ZAC et son programme immobilier, ou en matière de circulation et d'accessibilité. La SPLA mobilisera des moyens d'animation et d'expertise interne d'une part, et fera appel à des cabinets spécialisés sur certaines thématiques d'autres part.

Par ailleurs, cette opération d'aménagement doit être mise en œuvre en cohérence avec les orientations stratégiques de la Métropole en matière de développement économique et d'aménagement de l'espace. Aussi un comité de pilotage stratégique sera mis en place, associant les Vice Présidents concernés de la Métropole, comme cela sera le cas pour d'autres opérations économiques majeures du territoire du Pays d'Aix.

Le montant de cette mission de mandat se décompose ainsi : 150 000 € HT pour les prestations confiées par la SPLA à des cabinets spécialisés et 30 000 € HT pour la rémunération de la SPLA, soit un total de 180 000 € HT (216 000 € TTC).

La durée du mandat est fixée à 18 mois, c'est la durée estimée comme nécessaire à la réalisation de l'ensemble de ces démarches et missions objet du mandat. Toutefois, la prorogation du mandat par avenant si nécessaire sera possible.

La procédure d'attribution de ce contrat à la SPLA n'est pas soumis à l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et au décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics au sens de l'article 17 de ladite Ordonnance.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L327-1 relatif aux compétences des Sociétés Publiques Locales d'Aménagement (SPLA) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment son article 17 ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre

2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n°ECO 005-5081/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement "Aix-en-Provence ZAC de la gare de l'Arbois" ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est opportun aujourd'hui de relancer l'opération de la ZAC de la Gare en prenant en compte un périmètre de réflexion élargi.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de mandat d'études à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » relative à la ZAC de la Gare, ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'opération DI316AP nature 4581 fonction 61 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-5608/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n° 4 à la Convention Publique d'Aménagement sur la ZAC de Trigance à Istres
MET 19/10481/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 271/02 du 26 juin 2002, le Comité syndical du SAN a décidé, en application des dispositions de l'article L. 300-4 et R. 311-6 du Code

l'Urbanisme, de confier à l'EPAD la poursuite de la réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de Trigance sur la commune d'Istres, et approuvé les termes de la Convention Publique d'Aménagement correspondante, notifiée le 26 juillet 2002.

Par délibération n° 884/08 du 17 décembre 2008, le Comité syndical du SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant n° 1 à la convention afin de préciser les montants forfaitaires annuels de rémunération de l'EPAD.

Par délibération n° 381/12 du 21 mai 2012, le SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant n° 2 à la convention afin d'en proroger la durée de 7 ans.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

Par délibération n° URB 023-2193/17/CM du 13 juillet 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'avenant n° 3 à la Convention Publique d'Aménagement afin d'augmenter le montant maximum d'emprunt autorisé à l'aménageur, fixant la limite d'encours global à 4 500 000€.

A ce jour, une modification du Programme des Equipements Publics (PEP) est en cours, afin d'actualiser l'ensemble des équipements publics à réaliser ou déjà réalisés, tant dans leur définition graphique que dans leur description ou vocation, au regard de l'évolution des besoins de la population accueillie dans la ZAC.

Par ailleurs, quelques dents creuses de la ZAC sont susceptibles de générer quelques constructions nouvelles sans perturber l'équilibre urbain du quartier. Un ensemble de travaux reste donc à réaliser ou finaliser, au titre de l'article 2 de la Convention Publique d'Aménagement.

Dans ce contexte, il convient en conséquence de conclure un nouvel avenant afin de proroger de 24 mois supplémentaires les délais d'exécution de la Convention Publique d'Aménagement, pour permettre d'achever la ZAC, ce qui porte à 228 mois la durée totale de la convention, soit 19 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°271/02 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence du 26 juin 2002 relative à la ZAC de Trigance – Convention d’aménagement SAN/EPAD ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 27 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le Comité Syndical du SAN Ouest Provence a approuvé une convention d’aménagement pour la réalisation de la ZAC de Trigance sur Istres avec l’Etablissement Public d’Aménagement et de Développement Ouest Provence (EPAD) ;
- Qu’une modification du Programme des Equipements Publics est en cours, afin d’actualiser l’ensemble des équipements publics à réaliser ou déjà réalisés ;
- Qu’un ensemble de travaux reste donc à réaliser ou finaliser, au titre de l'article 2 de la Convention Publique d’Aménagement ;
- Qu’il convient, pour la Métropole qui s’est substituée au SAN Ouest Provence, de prolonger de 24 mois supplémentaires les délais d’exécution de la Convention Publique d’Aménagement, pour permettre d’achever la ZAC, ce qui porte à 228 mois la durée totale de la convention, soit 19 ans ;
- Qu’en conséquence, il convient de conclure un avenant 4 à la convention pour modifier l'article 3 relatif à la durée de la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPAD.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 4, à la Convention Publique d’Aménagement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPAD ci-annexé, pour proroger de 24 mois la Convention Publique d’Aménagement initiale,

ce qui porte à 228 mois la durée totale de la convention, soit 19 ans.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'avenant et tous les documents en découlant.

URB 014-5609/19/BM

**■ Cession à titre onéreux de la parcelle non bâtie cadastrée section DH n° 173, sise chemin des arcades, ZAC du Ranquet à Istres, au bénéfice de Monsieur Mathieu Rigg dans le cadre d'un projet d'agrandissement de sa propriété
MET 19/10480/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de la parcelle non bâtie cadastrée section DH n° 173 d’une contenance d’environ 233 m², sise chemin des Arcades, ZAC du Ranquet à Istres.

Monsieur Mathieu Rigg a manifesté son intérêt pour l’acquisition à titre onéreux, à son profit, de ladite parcelle en vue de parfaire son unité foncière voisine.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale de la parcelle DH n° 173 à 38 600 € H.T (trente huit mille six cents euros Hors Taxes).

L’ensemble des frais lié à cette transaction foncière est à la charge de Monsieur Rigg.

Monsieur Rigg a donné son accord sur les modalités de ladite transaction foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;

- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 27 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession de la parcelle non bâtie cadastrée section DH n° 173 d'une contenance d'environ 233 m², sise chemin des Arcades, ZAC du Ranquet à Istres, au profit de Monsieur Mathieu Rigg, numéro d'inventaire 3005, pour un montant de 38 600 euros H.T .

Article 2 :

Maître Roland Ceaglio, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge de Monsieur Mathieu Rigg.

Article 4 :

La recette correspondante sera inscrite au budget lors de la réalisation de la vente.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la l'acte authentique et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-5610/19/BM

**■ Cession à titre onéreux de la parcelle cadastrée section B n° 3128, sise 70 Avenue Pierre Bérégovoy, Le Clos du Mazet à Fos-sur-Mer, d'une contenance cadastrale d'environ 24 m², au profit de Monsieur Benjamin Daussy et Madame Maureen Tanghe
MET 19/10057/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de la parcelle non bâtie cadastrée section B n° 3128, d'une contenance cadastrale d'environ 24 m², située 70 Avenue Pierre Bérégovoy, Le Clos du Mazet à Fos-sur-Mer.

Monsieur Benjamin Daussy et Madame Maureen Tanghe ont manifesté leur intérêt pour l'acquisition à titre onéreux à leur profit de ladite parcelle, d'une superficie d'environ 24 m², en vue d'un projet d'agrandissement de leur jardin.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale de la parcelle cadastrée section B n° 3128 à 1 000 € H.T.

Il est ici précisé que l'ensemble des frais lié à cette transaction foncière est à la charge de Monsieur Benjamin Daussy et Madame Maureen Tanghe.

Par courrier reçu dans nos services le 27 décembre 2018, Monsieur Benjamin Daussy et Madame Maureen Tanghe ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 27 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession de la parcelle non bâtie cadastrée section B n° 3128, sise 70 Avenue Pierre Bérégovoy, Le Clos du Mazet à Fos-sur-Mer, d'une contenance cadastrale d'environ 24 m², au profit de Monsieur Benjamin Daussy et Madame Maureen Tanghe, pour un montant de 1 000 € H.T. (mille euros hors taxes).

Article 2 :

Maître Nathalie Durand, notaire à Fos-sur-Mer, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge de Monsieur Benjamin Daussy et Madame Maureen Tanghe.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée au budget lors de la réalisation de la vente.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-5611/19/BM

**■ Modification de la délibération n° URB 023-4369/18/BM du 18 octobre 2018 approuvant la cession à titre onéreux d'une partie de la parcelle non bâtie cadastrée section BM n° 27 d'une contenance cadastrale d'environ 2 454 m², devenue aujourd'hui la parcelle BM n° 129, située chemin de la Fortune à Istres
MET 19/10521/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URB 023-4369/18/BM du 18 octobre 2018, l'assemblée délibérante de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la cession à titre onéreux d'une partie de la parcelle non

bâtie cadastrée section BM n° 27 d'une contenance cadastrale d'environ 2 454 m², devenue aujourd'hui la parcelle BM n°129, située chemin de la Fortune à Istres, au profit de Madame Amandine Tymrakiewicz.

Or, le futur acquéreur a manifesté son souhait d'acquérir ladite parcelle en indivision avec d'autres membres, d'une part, et de signer une promesse de vente, d'autre part.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 023-4369/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 portant approbation d'une cession à titre onéreux d'une partie de la parcelle non bâtie cadastrée section BM n° 27 d'une contenance cadastrale d'environ 2 454 m², située Chemin de la Fortune à Istres, au profit de Madame Amandine Tymrakiewicz ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 27 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification de la délibération n° URB 023-4369/18/BM du Bureau de la Métropole du

18 octobre 2018 relative à la cession à titre onéreux de la parcelle non bâtie cadastrée section BM n° 129 d'une contenance cadastrale d'environ 2 454 m², située chemin de la Fortune à Istres, au profit de Madame Amandine Tymrakiewicz, Monsieur Laurent Tymrakiewicz et Monsieur Yannick Souchon, acquéreurs en indivision.

Article 2 :

Est acceptée la promesse de vente de la parcelle non bâtie cadastrée section BM n° 129 d'une contenance cadastrale d'environ 2 454 m², située chemin de la Fortune à Istres, pour un montant de 243 338 euros payable comptant le jour de la réitération par acte authentique.

Article 3 :

Les autres termes de la délibération n° URB 023-4369/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 demeurent inchangés.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-5612/19/BM

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation d'un bassin de rétention - Tunnel de Lajout - appartenant à SNCF Réseau, à Marseille 3^{ème} arrondissement MET 19/10104/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement du bassin de rétention réalisé dans l'ancien tunnel de Lajout, à Marseille 3^{ème} arrondissement, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il était nécessaire afin de permettre l'accès au local technique du bassin, de réaliser des travaux sur une parcelle appartenant à SNCF Réseau.

Il convenait de réaliser un escalier métallique permettant l'accès de la voie publique (rue Roger Salengro, à Marseille 3^{ème} arrondissement) au local technique du bassin de rétention, situé en contrebas le long de la voie ferrée.

C'est pourquoi, SNCF Réseau a accepté de céder une parcelle de terrain d'une superficie de 71m² à

détacher la parcelle cadastrée 814 C1 0137, moyennant une indemnité de 10 000,00 Euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition d'une parcelle par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de SNCF Réseau doit permettre l'accès au local technique du bassin de rétention réalisé dans l'ancien tunnel de Lajout, à Marseille 3^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de SNCF Réseau d'une parcelle de terrain de 71m² à détacher de la parcelle 814 C1 137, voie ferrée Joliette, à Marseille 3^{ème} arrondissement (voir plan annexé), au prix de 10 000 euros HT et selon les conditions suivantes :

- Entretien par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la clôture de type T2 rigide défensive, qu'elle a posée en limite de propriété du domaine public ferroviaire ;
- Tous travaux de construction ou de rénovation à réaliser sur la parcelle cédée

nécessitant l'utilisation d'engins de chantier (pose échafaudage, terrassement, BRH, compacteur, ...) doivent obtenir l'accord préalable de SNCF Réseau ;

- Respecter les articles de la « Loi du 18 juillet 1845 ».

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer l'acte de cession et tous les documents nécessaires à l'établissement de l'acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique F110 – Opération 2009107800 – Chapitre 21.

URB 018-5613/19/BM

■ **Approbation du compte rendu annuel à la collectivité de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2017 - ZAC des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 13ème et 14ème arrondissements - Approbation de l'avenant 12 à la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM**

MET 19/10129/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°04/1150/TUGE du 13 décembre 2004, la Ville de Marseille a approuvé la création de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe dans les 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements.

Par délibération n°06/1064/TUGE du 13 novembre 2006, la Ville de Marseille a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe.

Par délibération n°06/0893/TUGE du 2 octobre 2006, le Conseil Municipal a approuvé la concession d'aménagement liant la Ville de Marseille et Marseille Aménagement pour une durée de dix ans. L'avenant 7 à la concession d'aménagement 06/1306 « les hauts de sainte Marthe » notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013. L'avenant n°8 du 7 novembre 2014 a autorisé l'aménageur à réaliser les travaux de réfection des façades et de mise hors d'eau et hors d'air de la bastide Montgolfier et a modifié l'échéancier de versement de la participation de la Ville à l'équilibre du bilan.

L'arrêté déclarant d'utilité publique au bénéfice de Marseille Aménagement les travaux nécessaires à la

réalisation de la zone d'aménagement concertée et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme a été délivré le 28 mars 2013. Cet arrêté a été modifié le 1^{er} juillet 2014 pour transférer le bénéfice de la DUP de Marseille Aménagement à la SPL SOLEAM.

Par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, puis, suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21 décembre 2015 n° FCT 030-1585/15/CC approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 décembre 2015. Par conséquent, un avenant n°10 à la concession d'aménagement 06/1306 « les hauts de sainte Marthe » en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix Marseille Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Selon le programme global de construction du dossier de réalisation approuvé en 2006, le quartier devait accueillir 325 700 m² de constructions dont :

- 283 000 m² de surface de plancher (SDP) pour des opérations de logements,
- 23 700 m² de programmes tertiaires et de commerces,
- 19 000 m² d'équipements et services publics.
- 224 000 m² d'espaces verts publics qui seront créés pour accompagner les centralités.

L'opération est située sur un site remarquable aux qualités environnementales et patrimoniales indéniables. Le secteur des hauts de sainte Marthe accueille un patrimoine bâti et paysager protégé au titre du PLU ou des servitudes de monuments historiques qui illustrent l'histoire de la campagne marseillaise et de ses bastides. Les domaines de la Roserie, Tour Sainte et Montgolfier sont les témoins intacts de cette histoire et font l'objet d'une attention particulière de la Direction Régionale des Monuments

Historiques (DRAC-MH) et de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF).

Les délibérations du conseil municipal des 17 juin 2013, 10 octobre 2014 et 29 juin 2015 approuvant respectivement les CRAC aux 31 décembre 2012, 2013 et 2014 actaient qu'une nouvelle stratégie d'aménagement devait être mise en œuvre sur les secteurs nord des Hauts de sainte Marthe dans l'objectif de mieux adapter le projet aux attentes citoyennes et aux qualités de ce territoire (paysagères et patrimoniales, agricole et hydrologique).

Pour mener à bien ces réflexions et mettre en œuvre l'aménagement de ces sites, il était apparu nécessaire de proroger la ZAC de cinq ans, jusqu'en 2025, par avenant n°9 à la concession d'aménagement 06/1306.

La Collectivité a compilé les diverses analyses et diagnostics du patrimoine architectural, environnemental, écologique et agricole, dressant un état des lieux et évaluant les enjeux que présente le territoire restant à aménager. Il est entendu que les secteurs Nord de la ZAC, les Bessons et Santa Cruz, ainsi que le secteur de Besson Giraudy nécessitent une approche spécifique du fait du caractère agricole encore prégnant et de l'enjeu écologique dû à l'étendue de la zone et à la proximité immédiate du massif de l'étoile.

Il a été décidé d'annoncer les intentions de la collectivité dans les documents d'urbanisme métropolitain.

Ainsi le PADD du PLUi débattu en décembre 2016 repère ces secteurs afin d'y protéger les usages agricoles actuels et le potentiel valorisable « préservation des espaces à potentiels agronomiques élevé », dont Sainte Marthe et Besson Giraudy. Il s'appuie sur le diagnostic agricole réalisé en 2016 dans le cadre de l'élaboration du PLUi qui identifiait sur ces secteurs un potentiel agricole de 40 ha soit le quart du potentiel de Marseille.

Le PADD vise également à conforter la trame verte et bleue et restaurer les espaces qui présentent une valeur paysagère et écologique (biodiversité notoire), notamment les corridors de liaison avec les grands massifs, dont sainte Marthe et Besson Giraudy.

Dans l'attente d'une définition précise d'un projet agricole et naturel sur ces secteurs, il a été décidé de positionner un zonage AU au PLUi, permettant d'annoncer clairement une volonté d'apaisement de l'urbanisation.

Conformément à l'état des lieux, aux délibérations approuvant les CRAC des années précédentes et au document d'urbanisme arrêté, l'aménagement de la ZAC des hauts de Sainte Marthe ne se fera pas tel que prévu au dossier de réalisation.

En attente d'une visibilité sur le parti d'aménagement à conférer aux secteurs nord, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017, analysé

ci-après, présente un bilan prévisionnel avec le détail et l'échéancier des dépenses et recettes à réaliser sur la centralité Mirabilis et les secteurs pâquerettes et Dolet-Bessons dont le projet d'aménagement est maintenu conformément au dossier de réalisation de la ZAC.

L'ensemble des autres dépenses restant à réaliser, relatives aux secteurs nord (Santa Cruz et Besson, initialement centralités 2 et 3 de la ZAC) dont le devenir est à l'étude ont été maintenues sur la base des hypothèses d'aménagement du dossier de réalisation approuvé. Elles sont regroupées sans détail dans un nouveau poste intitulé « restant à programmer ». Ces montants ont vocation à évoluer selon le nouveau projet qui sera arrêté.

Avancement de l'opération au 31 décembre 2017 :

- Maîtrise foncière

La SOLEAM a acquis 325 560 m² correspondant à 67 propriétés.

- Commercialisation

L'aménageur a commercialisé le foncier supportant 10 858m² de surface de plancher de logement (hors équipement), correspondant aux îlots 25H1 et 25H2 et au foyer de vie ARI. Ce chiffre est identique au CRAC précédent car aucune commercialisation n'a été concrétisée en 2017. L'ensemble de ces commercialisations a été réalisée dans la centralité Mirabilis.

Jusqu'à présent, les logements autorisés, soit 74 919 m² de surface de plancher, se sont développés sur des terrains privés, non maîtrisés par SOLEAM qui ont fait l'objet de conventions de participations avec les constructeurs.

Le cumul des constructions autorisées représente 85 777 m² de surface de plancher, soit 30 % de l'objectif du programme de construction de logements de la ZAC.

- Permis de construire

Au 31 décembre 2017, les permis délivrés ont autorisé la construction de 1 430 logements, (486 logements sociaux et 944 logements Libres) dont 1115 sur la centralité Mirabilis.

739 sont déjà construits sur cette centralité et 315 le long de l'avenue du Merlan.

- Les chantiers de constructions

Au 31 décembre 2017, 4 chantiers de constructions sont en cours pour la réalisation de quatre programmes immobiliers (Bowfonds Marignan : îlot

26B « Naturéa » et îlot 26C, avenue Gabriel Audisio ; Logirem : îlot 25H1 « domaine de la Tarasque » rue E. Dolet/ avenue Gabriel Audisio et enfin Art Promotion : îlot 25 H2 « terre de jade » avenue Gabriel Audisio)

- Travaux d'aménagement

Entre 2009 et 2016 ont été entrepris les travaux suivants : viabilisation des premiers îlots constructibles par la réalisation d'une partie de la voie U236, dénommée Gabriel Audisio ; le raccordement au chemin du bassin, baptisé avenue Madeleine de Valmalète; la desserte des logements de Bowfonds Marignan; l'élargissement d'une partie du chemin du four de Buze, l'aménagement du vallon du Bois Chenu, un bassin de rétention pour un volume de 12 000m³ et l'installation d'un transformateur électrique destiné à alimenter les nouveaux programmes de logements construits.

Le montant total des travaux entrepris cumulé au 31/12/2017 s'élève à 13 499 595 euros.

Au 31/12/2017, le pourcentage des travaux réalisés s'établit à 27% de la totalité des travaux à réaliser sur Mirabilis et à 66% de ceux à réaliser sur le secteur « Pâquerette ».

L'activité de la concession sur l'année écoulée

L'année 2017 a été marquée par :

- L'ouverture de deux équipements publics structurants :
 - La première rentrée scolaire dans l'école Mirabilis pour trois classes. L'inauguration de l'école a eu lieu le 21 décembre 2017 en présence du premier ministre, M. Edouard Philippe.
 - L'ouverture du lycée Simone Veil réalisée par la Région PACA dans le secteur de l'avenue des Pâquerettes.

- Maîtrise foncière

Au cours de l'année 2017, aucun acte authentique n'a été réitéré.

- Commercialisation de terrains

En cohérence avec les prévisions du CRAC précédent, aucune cession de terrain par l'aménageur n'a été concrétisée en 2017.

- Les permis de construire

Deux permis de logement ont été délivrés en avril 2017. Il s'agit des îlots 25C, pour 2841m² de surface de plancher et 25D pour 2965 m² de surface de plancher du promoteur Constructa.

- Travaux

Les travaux d'aménagements urbains en cours au 31/12/2017 concernent :

- Secteur Mirabilis
 - la viabilisation de l'îlot 25 Sud comprenant l'école et deux îlots en construction, la place mirabilis et le parvis de l'école,
 - la finalisation des abords de l'îlot 26C avenue Gabriel Audisio.
 - La réalisation d'une voie douce le long du parc Mirabilis intégrant voie pompier et viabilisation pour le foyer de vie ARI.
- Secteur Pâquerettes :
 - Le réaménagement du carrefour Aygadier/chemin de St Mitre
 - La mise en discrétion du réseau aérien de l'ensemble de la zone

Les travaux de construction concernent :

- le chantier de l'îlot 25H1 de la LOGIREM (45 logements sociaux),
- le chantier de l'îlot 25H2 de Art Promotion (55 logements locatifs libres)
- la phase 2 du programme Colline Harmonie (îlot 26C) par Marignan (114 logements),
- le chantier de l'îlot 26B par Marignan (64 logements libres).

- Études, assistance et communication

Les principales activités sur l'année 2017 sont :

- Le lancement de l'élaboration du cahier des charges pour la réalisation d'une étude hydrologique et hydraulique,
- la réalisation d'études urbaines en vue de la modification n°3 du PLU,
- la réalisation des études « projet » et DCE de la voie U240/ Montgolfier,
- la réalisation des études « projet » pour les travaux de mise hors d'eau et hors d'air de la bastide Montgolfier,
- la finalisation des études « projet » pour l'élargissement et la requalification de l'avenue des Pâquerettes,

L'activité de la concession dans les prochaines années :

Comme indiqué dans le préambule, l'activité prévisionnelle de la ZAC va dorénavant être tournée vers la livraison du cœur de quartier Mirabilis et sa desserte, grâce aux travaux de la voie U240 dans le parc Montgolfier et de la voie U236 par le secteur Dolet Besson.

L'année 2018 va voir se terminer les travaux d'infrastructures de l'avenue des Pâquerettes et se continuer les travaux de la voie U240.

2018 est consacrée également à la finalisation, du cœur de quartier : fin des travaux relatifs à l'îlot 25 sud (place de l'école et reprise des trottoirs sur Audisio) et de l'étude d'avant-projet de l'îlot 25 Nord (étude de maîtrise d'œuvre pour la viabilisation de tous les lots à bâtir de l'îlot 25 Nord).

L'année 2019 sera essentiellement consacrée à la poursuite de la voie U240, aux travaux de viabilisation de l'îlot 25 Nord de la centralité Mirabilis et à l'étude portant sur l'hydraulique et l'hydrologie. Cette étude, attendue et importante se poursuivra sur l'année 2020.

Les années suivantes permettront la finalisation de ces travaux et à la mise en œuvre des travaux de la voie U236 (d'Audisio au chemin des Bessons) afin de desservir le secteur Dolet-Bessons, notamment en transport en commun jusqu'à la gare de Ste Marthe.

Le budget prévisionnel des honoraires et travaux sur le secteur mirabilis et pâquerettes s'élève à 4.8M d'euros en 2018, 6.8M d'euros en 2019 et 5.6M d'euros en 2020.

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 s'établit comme suit :

Dépenses :

Sur l'exercice écoulé, les dépenses se sont élevées à 4 306 041 euros, réparties comme suit :

- foncier : 1 191 789 euros
- études (hors honoraires) : 219 113 euros
- travaux (dont honoraires techniques) : 2 278 192 euros
- dépenses annexes : 359 103 euros
- rémunération société : 196 633 euros
- frais financiers : 61 211 euros

Les dépenses étaient estimées à 6 838 741 euros au bilan approuvé l'an dernier. Elles sont en baisse de 2 532 700 euros. Cette diminution est principalement due à :

- des acquisitions non réalisées.
- la baisse des dépenses de travaux sur le secteur Mirabilis due au report des travaux de la voie U240 à début 2018 et au report des travaux de VRD de l'avenue des pâquerettes,
- au report de lancement des études opérationnelles de maîtrise d'œuvre sur Mirabilis (îlot 25 Nord, parc Mirabilis, talus U236/Audisio, requalification E. Dolet haut) et des études sur la U236 secteur Dolet Bessons.

Pour la bastide Montgolfier, les dépenses se sont élevées à 27 825 euros TTC dont la majeure partie correspond aux études (22 749 euros TTC). L'écart de 83 595 euros avec le montant de dépenses estimé l'an dernier est dû à un retard pris dans le commencement des travaux.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2017 :

L'analyse de l'avancement du réalisé au regard des dépenses à terme ne serait pas objective dans la mesure où les dépenses prévisionnelles sur les secteurs Nord vont évoluer en même temps que la définition du projet.

Au 31 décembre 2017, le montant cumulé des dépenses s'élève à 56 348 449 euros TTC.

Ce montant correspond aux dépenses TTC du bilan consolidé et inclut les dépenses de la bastide Montgolfier qui s'élèvent à 70 767 euros.

Le montant total TTC cumulé au 31 décembre 2017 est réparti comme suit :

- dépenses foncières : 32 587 625 euros
- dépenses études (hors honoraires) : 2 174 359 euros
- dépenses travaux (dont honoraires techniques) : 15 196 233 euros TTC
- le budget dépenses « divers » ou annexes est relatif aux charges de gestion, assurances, taxes sur salaires, communication, médiation et gestion urbaine de proximité. Il s'élève à 1 845 631 euros TTC.
- le budget comprenant la rémunération de la société s'élève à 3 687 804 euros TTC
- frais financiers : 856 798 euros.

A terme,

Le montant prévisionnel des dépenses de la concession d'aménagement s'élève à 159 351 414 euros TTC. Ce montant correspond aux dépenses TTC du bilan consolidé incluant les dépenses de la

bastide Montgolfier, détaillées dans un bilan spécifique, et les dépenses relatives au secteur Nord maintenues en attente de l'aboutissement des réflexions.

Le montant total TTC se répartit entre les postes suivants :

- dépenses d'acquisitions : 34 790 539 euros, soit 22.3% du budget global,

- dépenses études : 4 047 655 euros, soit 2,5 % du budget global

- dépenses travaux (dont honoraires techniques) : 51 217 836 euros soit 32.8% du budget global,

- dépenses annexes (comportant le reste à réaliser sur les secteurs nord pour un montant de 57 234 510 euros) : 61 504 620 euros soit 39.4% du budget global,

- rémunération société : 6 410 479 euros soit 4 % du budget global

- frais financiers : 1 380 286 euros soit 0.8% du budget global.

- Les dépenses de la bastide Montgolfier s'élèvent à 1 154 490 euros TTC, en hausse de 354 442 euros.

- La TVA résiduelle qui s'élève à 3 394 166 euros.

Au budget prévisionnel au 31 décembre 2017, la TVA déductible étant supérieure à la TVA collectée, la TVA vient en déduction des dépenses (il y a un remboursement de TVA au bénéfice de l'opération).

Le montant prévisionnel des dépenses déduction faite de la TVA résiduelle, passe de 148 637 664 euros au rapport prévisionnel au 31 décembre 2016 à 155 948 192 euros TTC au 31 décembre 2017, soit une augmentation de 7 310 528 euros TTC.

Cette hausse des dépenses résulte essentiellement de :

- l'augmentation du coût des travaux du secteur Mirabilis (+4.3M d'euros TTC), lié à :
 - la réévaluation des coûts prévisionnels de l'aménagement de l'îlot 25 nord (prise en charge des terrassements en déblais de quatre lots à bâtir, coût des travaux d'approfondissement du bassin de rétention mirabilis lié à la suppression du bassin de rétention dans le parc Montgolfier dont l'économie ne compense pas le montant de ces travaux).
 - les travaux supplémentaires pour l'extension du parc mirabilis et de la plaine sportive

- l'augmentation du coût des travaux du secteur pâquerettes (+0.4M d'euros TTC) lié à la réalisation d'un tronçon de voie supplémentaire non prévu mais nécessaire à la desserte viaire du quartier.
- la hausse des dépenses de la bastide Montgolfier de 0.3M d'euros TTC.
- Une provision d'environ 2M d'euros TTC pour anticiper d'éventuelles dépenses sur les secteurs Nord.

Concernant les travaux de la bastide Montgolfier, le montant prévisionnel des dépenses à terme s'élève à 1 154 490 euros TTC et se répartit comme suit :

- dépenses études : 111 080 euros H.T, soit 9 % des dépenses liées à la bastide,

- dépenses travaux : 974 574 euros H.T soit 84,4% des dépenses liées à la bastide,

- dépenses diverses : 26 032 euros H.T soit 2.3% des dépenses liées à la bastide,

- rémunération du concessionnaire : 42 804 euros H.T soit 3.7% des dépenses liées à la bastide

L'augmentation de 354 442 euros TTC des dépenses pour la bastide Montgolfier s'explique par la reprise des études liées aux remarques de la DRAC sur le permis de construire et par la nécessité de reprendre totalement la toiture de la bastide pour respecter les savoirs faire et les matériaux d'un monument historique. Ces dépenses sont équilibrées par une participation financière de la ville de Marseille d'un montant équivalent.

Recettes :

Sur l'exercice écoulé, les recettes se sont élevées à 3 051 759 euros TTC, réparties comme suit :

- participation métropole à l'équilibre du bilan : 3 M d'euros
- divers produits (gestion, financiers) : 51 759 euros

Les recettes étaient estimées à 3 231 170 euros au bilan approuvé l'an dernier. Elles sont en baisse non significative de 179 411 euros, la participation Métropole pour la rue des pâquerettes n'ayant pas été versée.

La trésorerie transitoire est positive de 1 648 261 euros TTC.

Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2017

L'analyse de l'avancement du réalisé au regard des recettes à terme ne serait pas objectif dans la mesure

où les recettes prévisionnelles sur les secteurs Nord évolueront en même temps que la définition du projet.

Au 31 décembre 2017, le montant cumulé des recettes TTC du bilan consolidé (hors participations des collectivités à l'équilibre du bilan et participations aux équipements primaires) s'élève à 15 417 127 euros TTC.

- Les recettes liées aux cessions de foncier s'élèvent à 4 620 448 euros TTC,

- La recette liée à la perception des participations constructeurs s'élève à 10 668 543 d'euros,

Le reste des recettes (produits divers, etc....) totalise des montants peu significatifs.

Pour la bastide Montgolfier, les recettes sont égales à 20 000 euros et correspondent au versement d'une partie (1/5) de la participation de l'Etat aux travaux (DRAC/ culture).

A terme,

Le montant prévisionnel des recettes de la concession d'aménagement, hors participations publiques à l'équilibre du bilan et financements des équipements primaires des collectivités, s'élève à 101 461 758 euros TTC.

Ce montant correspond aux recettes TTC du bilan consolidé incluant les recettes relatives au secteur Nord maintenues et regroupées sous la rubrique « Reste à programmer » en attente de l'aboutissement des réflexions et se décompose comme suit :

- recettes de cession de charges foncières : 89 938 223 euros TTC, soit 57%, du budget total à terme.

- participations constructeurs : 11 086 542 euros TTC, soit 11 %

- Recettes diverses : 436 993 euros TTC soit 83.5 % du budget total à terme.

Le montant des recettes hors participations publiques augmente de 2 882 264 euros par rapport au CRAC établi l'année dernière (98 579 194 euros), soit 2.8 %.

Cette augmentation est particulièrement générée par l'augmentation du poste de cessions de charges foncière (+ 4.4M d'euros) en raison de l'intégration d'un îlot (23) en recettes de commercialisation plutôt qu'en participations constructeurs,

Participations constructeurs

Les constructeurs réalisant une opération sur des terrains qu'ils n'ont pas acquis de l'aménageur ne sont pas redevables de la part communautaire de la taxe d'aménagement. Ils participent au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec la Métropole ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L.311.4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

Une convention cadre n°08/554 entre la Ville de Marseille et l'Aménageur, en date du 16 mai 2008, permet à l'aménageur de percevoir directement ces participations.

Le montant des participations constructeurs est calculé sur l'assiette des dépenses engagées par l'opération mises à la charge des constructeurs proportionnellement à la surface développée par leur projet.

Au 31 décembre 2017, la participation des constructeurs au coût des équipements publics est fixée à 208 euros/m² de surface de plancher. Elle était à 207 euros/m² au bilan du 31 décembre 2016.

10 668 543 euros ont été perçus entre 2007 et 2017, le reste sera perçu entre 2017 et 2020.

A terme, les participations des constructeurs totaliseront 11 086 542 euros TTC en baisse de 1.9M euros.

Participations à l'équilibre du bilan :

La participation à l'équilibre du bilan s'élève à 45 246 351 euros soit une augmentation de 4 191 681 euros par rapport au dernier bilan approuvé.

Une part a déjà été versée à l'aménageur par la Ville alors concédante, à hauteur de 15,5 millions d'euros.

La participation à verser par la Métropole désormais concédante s'élève à 29 746 351 euros dont 9 000 000 euros déjà versés.

L'augmentation de la participation est expliquée par la hausse des budgets suivants dans les secteurs Mirabilis et Pâquerettes :

- La prise en compte de travaux d'aménagement initialement non prévus : Requalification d'un tronçon de voie supplémentaire (prolongement av. pâquerettes sur tronçon LINEA non réalisée), travaux de parachèvement sur les voies U236 et Valmalète déjà réalisées mais non rétrocedées (travaux de remise à niveau à prévoir (ex : réseau cyclable et mobilier à changer), travaux de terrassements de l'îlot 25 Nord.

- La réévaluation à la hausse des honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination générale, et AMO au regard de la réalité et de la précision des études.
- La prise en compte de l'impact de la variation des budgets travaux sur les budgets honoraires techniques.

L'échéancier de versement de la participation par la Métropole est fixé comme suit :

2017 : 6 000 000 euros

2018 : 3 000 000 euros

2019 : 3 000 000 euros

2020 : 5 000 000 euros

2021 et suivantes : 12 746 351 euros.

Financement des équipements publics

A la participation d'équilibre s'ajoute le financement des équipements dont la capacité excède les besoins de l'opération et dont une part est prise en charge par la collectivité destinataire.

Cette participation publique aux équipements primaires s'élève à 8 194 949 euros TTC et se répartit ainsi :

- 3 646 823 euros TTC pour la ville de Marseille, hors Bastide Montgolfier. Ce montant est inchangé.
- 4 083 586 euros TTC pour la Métropole. Ce montant est inchangé.
- 464 540 euros pour la Métropole au titre du financement de la requalification de la voirie des Pâquerettes pour la partie située hors ZAC. Ce montant est inchangé par rapport à l'année dernière.

L'échéancier de versement de la participation aux équipements primaires pour la Ville est réparti comme suit :

2019 : 500 000 euros

2020 : 3 000 000 euros

2021: 146 823 euros

L'échéancier de versement de la participation aux équipements primaires pour la Métropole est réparti comme suit :

2019 : 464 540 euros

2020 : 3 583 585 euros

2021: 500 000 euros.

Ces participations constituent un effort conséquent de la Collectivité pour équiper et aménager ce secteur au bénéfice de l'ensemble des Marseillais.

Participation de la ville de Marseille à la mise hors d'eau et hors d'air de la bastide Montgolfier :

Cette participation s'élève à 1 045 490 euros TTC. Elle augmente de 345 639 euros par rapport à celle de l'année dernière en raison de la reprise des études liées aux remarques de la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) sur le permis de construire et de la nécessité de reprendre totalement la toiture de la bastide (matériaux et mode de construction conformes à un monument historique).

L'échéancier de versement de la participation de la Ville de Marseille pour la bastide Montgolfier s'établit comme suit :

2018 : 799 875 euros

2019 : 245 559 euros

La DRAC apporte une contribution par une subvention de 100 000 euros.

Un avenant n°1 à la convention financière tripartite n°2018-80159, approuvée lors du conseil municipal du 5 décembre 2016, sera proposée au Conseil Municipal du 4 avril et au Conseil Métropolitain du mois de mai.

Solde de trésorerie :

Le solde de trésorerie de l'opération en 2017 est positif de 597 826 euros.

Emprunts:

Pour financer l'opération, il est prévu des emprunts à hauteur de 18,5 millions d'euros, dont 13,5 millions d'euros déjà contractés.

5 millions d'euros restent à contracter en 2019

Avance de trésorerie

L'échéancier du remboursement de l'avance de trésorerie par SOLEAM à la Métropole est le suivant :

3M d'euros en 2023,

9M d'euros en 2024

5,5M d'euros en 2025.

Il est inchangé par rapport au CRAC approuvé l'an dernier.

Avenant n°12 à la convention de concession d'aménagement

Le présent avenant a pour objets :

- de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation à l'équilibre du bilan,
 - de modifier l'échéancier de versement de la participation au coût des équipements primaires relevant de la compétence de la Métropole,
 - de compléter l'article 21 de la convention de concession et l'article 3 de l'avenant n°1 traitant de la rémunération du concessionnaire en prévoyant qu'en cas de non réalisation définitive d'une cession pour une cause non imputable au concessionnaire, l'acompte de 50% sur rémunération perçu lors de la signature de l'acte sous seing privé restera acquis au concessionnaire.
- En outre, SOLEAM propose de pouvoir conserver à titre exceptionnel plus d'une fois une rémunération perçue pour une cession non réalisée sur un même immeuble à condition d'en justifier les raisons par courrier au concédant.
- de modifier la rémunération de liquidation qui passe d'une rémunération forfaitaire, à 0.5% de la demi-somme des dépenses et des recettes HT, conformément à la grille de rémunération approuvée, soit une augmentation de 242 112 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Impôts
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal n°04/1150/TUGE du 13 décembre 2004 ;
- La délibération du Conseil Municipal n°06/0893/TUGE du 2 octobre 2006 ;

- La délibération du Conseil Municipal n°06/1064/TUGE du 13 novembre 2006 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La délibération du Conseil Municipal n°15/1071/UAGP du 26 octobre 2015 ;
- La délibération n°FCT 030-1858/15/CC du 23 octobre 2015 ;
- La délibération n°FCT 010-1565/15/CC du 21 décembre 2015 ;
- La délibération FAG 152-4969/18CM du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité établi au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le compte rendu annuel à la collectivité ci-annexé relatif à la ZAC des Hauts de Sainte Marthe, établi au 31 décembre 2017 par la SOLEAM et comprenant un bilan financier prévisionnel.

Article 2:

Est approuvée la participation à l'équilibre du bilan d'un montant de 45 246 351 euros dont 29 746 351 euros à la charge de la Métropole selon l'échéancier prévisionnel suivant :

6 000 000 euros déjà versés

2018 : 3 000 000 euros déjà versés

2019 : 3 000 000 euros

2020 : 5 000 000 euros

2021 et suivantes : 12 746 351 euros.

Est approuvé le financement par la Métropole des équipements dont la capacité excède les besoins de l'opération pour un montant de 4 083 586 euros TTC selon l'échéancier suivant :

2020 : 3 583 586 euros

2021 : 500 000 euros

Est approuvé le financement par la Métropole de la requalification de la voirie des Pâquerettes pour la partie située hors ZAC d'un montant de 464 540 euros TTC, qui sera versé en 2019.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°12 ci-annexé à la convention de concession d'aménagement n° T1600901CO.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-5614/19/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 33 vallon de la Baudille à Marseille 7ème arrondissement, appartenant à Monsieur et Madame Dagonneau, nécessaire à la réalisation d'une aire de retournement**
MET 19/10062/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux compétences en matière de voirie qui lui sont dévolues en vertu de l'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite réaliser une aire de retournement, pour des véhicules des Marins Pompiers et autres véhicules de secours, à l'extrémité du Vallon de la Baudille.

En 2008 avait été inscrit au document d'urbanisme en vigueur, un emplacement réservé n° 07/707 nécessaire à cet aménagement.

Pour la réalisation de cet ouvrage la Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir une emprise foncière de 86 m² à détacher de la parcelle 829 L 78 située 33 vallon de la Baudille – 13007 Marseille d'une superficie de 912 m² appartenant à Monsieur et Madame Dagonneau à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur et Madame Dagonneau, ces derniers ont accepté de céder l'emprise de terrain ci-dessus citée moyennant une indemnité de 25 000 euros.

Il convient que le bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis de France Domaine n°2017-207V0969 ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition d'une parcelle de terrain de 86 m² permettra la réalisation d'une aire de retournement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur et Madame Dagonneau s'engagent à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise de terrain de 86 m² à détacher d'une parcelle de terrain cadastrée sous le n° 829 L 78 d'une superficie de 912 m², située Vallon de la Baudille à Marseille 7ème arrondissement, au prix de 25 000 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous Politique C130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-5615/19/BM

■ **Acquisition à titre onéreux auprès de la Ville de Marseille des emprises foncières sises Vallon de l'Ermitte nécessaires à la réalisation de l'aménagement des voiries du Baou de Sormiou dans le cadre du projet de rénovation urbaine Soude - Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement.**
MET 19/10092/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine Soude-Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement, d'importants aménagements viaires vont être effectués sur le secteur du Baou de Sormiou / La Cayolle. Ces aménagements sont réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une délégation de la Ville de Marseille pour certaines prestations de compétences communales (éclairage, plantations, vidéo surveillance..).

L'un des objectifs du présent projet est de mieux hiérarchiser le réseau viaire en redimensionnant les voies circulées tout en respectant des gabarits nécessaires au bon fonctionnement des véhicules, en particulier des transports en commun et des véhicules de secours. Une place particulière sera accordée aux accès et circulations piétonnes, aux zones plantées, ceci dans une démarche d'écoquartier.

Le projet intégrera l'allée des Calanques, cheminement piétons / cycles dont une portion a déjà été réalisée sur le secteur de la Soude.

Au final sur ce secteur, l'ensemble des revêtements de surface sera repris de façade à façade. Les voiries et le stationnement seront réorganisés. Des travaux seront réalisés sur les réseaux : reprise à neuf de celui de l'éclairage, reprise de raccordement d'avaloirs et regards sur le pluvial, création du réseau d'arrosage, de nombreuses plantations effectuées, les mâts d'éclairage et l'ensemble du mobilier urbain seront changés.

Afin de permettre la réalisation de l'aménagement des voiries du Baou de Sormiou dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Soude Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement, la Ville de Marseille cède moyennant la somme de 149 040 euros au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence les emprises foncières sises Vallon de l'Ermitte listées ci-après et issues d'un bail à construction désormais résilié pour une superficie totale de 2 497 m².

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine,
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès de la Ville de Marseille d'emprises foncières sises Vallon de l'Ermitte pour une superficie totale de 2 497 m² permettra de réaliser l'aménagement des voiries du Baou de Sormiou dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Soude Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la Ville de Marseille s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence les emprises foncières listées ci-après au prix de 149 040 euros conformément à l'avis de France Domaine :

- la parcelle cadastrée quartier Sormiou 852 section D n°261 d'une superficie de 129 m² (issue de la parcelle 852 D n°57)
- la parcelle cadastrée quartier Sormiou 852 section D n°263 d'une superficie de 85 m² (issue de la parcelle 852 D n°154)
- la parcelle cadastrée quartier Sormiou 852 section D n°256 d'une superficie de 2263 m² (issue de la parcelle 852 D n°34)
- la parcelle cadastrée quartier Sormiou 852 section D n°257 d'une superficie de 7 m² (issue de la parcelle 852 D n°34)
- la parcelle cadastrée quartier Sormiou 852 section D n°259 d'une superficie de 13 m² (issue de la parcelle 852 D n°37)

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 021-5616/19/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Florian - Paul Claudel), appartenant à la Copropriété du 118 rue François Mauriac, à Marseille 10ème arrondissement MET 19/10098/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer son réseau routier.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- Contourner le centre-ville,
- Désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- Développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- Rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- Aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- Améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Toutefois, au vu de l'ampleur du projet, il a été décidé de scinder cette opération en 4 tronçons :

- 1^{er} tronçon : Florian / Vallon de Toulouse,
- 2^{ème} tronçon : Vallon de Toulouse / Sainte Marguerite,
- 3^{ème} tronçon : Sainte Marguerite / Delattre de Tassigny,
- 4^{ème} tronçon : Delattre de Tassigny / Traverse Parangon.

A ce titre, une procédure d'expropriation a été engagée mais, en parallèle, la Métropole a décidé de poursuivre les négociations afin d'obtenir des accords amiables.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par Arrêté Préfectoral du 8 septembre 2016. Par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 1^{er} tronçon s'est déroulée du 1^{er} au 22 décembre 2016.

Le syndic des copropriétaires de l'ensemble immobilier 118 rue François Mauriac ayant été déterminé lors de l'enquête, il n'a pu être procédé à une notification à son encontre dans les délais légaux. A ce titre, l'arrêté de cessibilité et l'ordonnance

d'expropriation n'intègrent pas la parcelle appartenant à la copropriété. Après concertation avec la copropriété via son syndic et avec les services de la Métropole, il a été convenu d'opérer le transfert de propriété à l'amiable en se basant sur les indemnités fixées dans le jugement. En effet, en parallèle de la phase administrative, la Métropole avait initié et suivi la phase judiciaire de la procédure d'expropriation.

Par ordonnance du 19 avril 2017, le juge de l'expropriation avait fixé le transport sur les lieux au 24 mai 2017 et l'audience au 27 septembre 2017 avec un délibéré au 25 octobre 2017.

Dans son jugement, le juge a fixé à 32 960€ HT le montant des indemnités de dépossession se décomposant comme suit :

- Indemnité principale : 2 050€
- Indemnité de remploi : 410€
- Indemnités accessoires : 28 500€
- 2000 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile.

Les indemnités accessoires comprenant la réfection du muret et le remplacement de végétaux à réaliser par la copropriété et l'indemnisation pour la perte de 2 emplacements de stationnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le jugement rendu par la juridiction de l'expropriation en date du 25 octobre 2017 fixant les indemnités de dépossession revenant à la Copropriété du 118 rue François Mauriac ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain appartenant à la Copropriété du 118 rue François Mauriac, à Marseille 10^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation du Boulevard urbain Sud (tronçon Florian – Paul Claudel).

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier par lequel la Copropriété du 118 rue François Mauriac, représentée par son syndic, le Cabinet Auriol, sis rue Falque, à Marseille 6^{ème} arrondissement, cède à la Métropole Aix-Marseille-Provence une parcelle cadastrée 859 D 0318, d'une superficie de 41m², sise rue François Mauriac, à Marseille 10^{ème} arrondissement, au prix de 32 960 euros HT.

Il est ici précisé que le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer le protocole foncier et tout document inhérent à l'établissement de l'acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2019 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique C311 – Opération 2015108400 – Chapitre 4581151084.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 022-5617/19/BM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud, tronçon Vallon de Toulouse-Sainte Marguerite, appartenant à la Copropriété du 232 boulevard Paul Claudel, à Marseille 10^{ème} arrondissement.
MET 19/10081/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer son réseau routier.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- Contourner le centre-ville,
- Désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- Développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- Rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- Aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- Améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Toutefois, au vu de l'ampleur du projet, il a été décidé de scinder cette opération en 4 tronçons :

- 1er tronçon : Florian / Vallon de Toulouse,
- 2^{ème} tronçon : Vallon de Toulouse / Sainte Marguerite,
- 3^{ème} tronçon : Sainte Marguerite / Delattre de Tassigny,
- 4^{ème} tronçon : Delattre de Tassigny / Traverse Parangon.

A ce titre, une procédure d'expropriation a été engagée mais en parallèle, la Métropole a décidé de poursuivre les négociations afin d'obtenir des accords amiables.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par Arrêté Préfectoral du 8 septembre 2016, et par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 2^{ème} tronçon s'est déroulée du 10 janvier au 28 janvier 2018.

La Copropriété du 232 boulevard Paul Claudel et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont donc convenu de conclure l'accord par la signature d'un protocole foncier portant sur une parcelle d'une surface de 17m²

environ, moyennant une indemnité d'un montant de 5 000,00 Euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une parcelle de terrain appartenant à la Copropriété du 232 boulevard Paul Claudel, à Marseille 10^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Vallon de Toulouse – Sainte Marguerite).

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier par lequel la Copropriété du 232 boulevard Paul Claudel cède à la Métropole Aix-Marseille-Provence une parcelle cadastrée 859 D 330, d'une superficie de 17m², sise boulevard Paul Claudel, à Marseille 10^{ème} arrondissement, au prix de 5 000 euros HT.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage en phase travaux à démolir les trois murs qui délimitent les bâtiments de la Copropriété qui sont en mauvais état et de refaire des murs de clôture d'une hauteur de

20cm rehaussés d'une clôture rigide de 2 mètres, y compris le 4^{ème} mur.

Il est ici précisé que le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole foncier et tout document inhérent à l'établissement de l'acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2019 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique C311 – Opération 2015108400 – Chapitre 4581151084.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 023-5618/19/BM

■ Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain situées avenue Jean Jaurès à Marignane appartenant à la Société Sogebail MET 19/10071/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée de SOGEBAIL et de la SCI MAS, crédit preneur représentée par monsieur Marc PIFFERER afin d'acquérir des emprises de terrain à détacher des parcelles AL 144 et AL 145 aux fins de réalisation du parking Jean Jaurès sur la commune de Marignane.

Au terme des négociations engagées avec SOGEBAIL, cette dernière a accepté de céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise totale de 138 m² à détacher des parcelles AL 144 et AL 145 moyennant une indemnité de 33 000 euros HT.

Il convient que le bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de deux parcelles de terrain permettra leur intégration dans le domaine public métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Sogebail s'engage à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence deux emprises de terrain de 73 m² et 65 m² à détacher respectivement des parcelles AL 144 et AL 145, situées avenue Jean Jaurès à Marignane, au prix de 33 000 euros HT.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2019 et

suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence –
Sous politique C 130 – Opération 2015110400 –
Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 024-5619/19/BM

■ **Acquisition foncière à titre onéreux d'un terrain de 2 280 m² dans la zone d'activité de la Gandonne à Salon de Provence pour la réalisation d'une voie de liaison sud-est**
MET 19/10193/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement d'une voirie de liaison entre la zone d'activité économique de la Gandonne, à Salon de Provence et son extension achevée fin 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité la Commune de Salon de Provence en vue d'acquérir les terrains nécessaires à la réalisation de cette voirie nouvelle à créer, à savoir une superficie d'environ 2 280 m² constituée par les parcelles 582, 583, 727 de la section CW et des surfaces complémentaires à détacher des parcelles cadastrées sous les numéros 515, 552, de la section CW.

L'extension de la zone économique de la Gandonne présente un intérêt évident pour la Commune de Salon de Provence et ses environs. Elle s'inscrit dans les opérations prévues à court terme dans un schéma de production de l'offre foncière et immobilière à vocation économique sur le territoire de la Métropole.

L'aménagement d'une nouvelle voie d'accès par le sud, reliant la zone d'activité actuelle et son extension permettra de dynamiser le tissu économique déjà en place et l'attractivité de ce secteur économique à Salon de Provence.

En date du 19 juin 2018, le Pôle d'Evaluation Domaniale - anciennement France Domaine - sur demande formulée par la Métropole Aix-Marseille-Provence, a estimé la valeur de ces terrains à 22,00 euros par mètre carré, non soumis à la taxe sur la valeur ajoutée. Au regard de l'évaluation réalisée par le service des domaines, l'acquisition représente un montant de 50 160, 00 € HT, non soumise à la taxe sur la valeur ajoutée.

Il est donc proposé d'acquérir les terrains susvisés, appartenant à la commune de Salon de Provence, au prix évalué par le Pôle d'Evaluation Domaniale, dont la superficie exacte sera déterminée par un document d'arpentage qui sera réalisé à la diligence et aux frais de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Commune de Salon de Provence du 30 janvier 2019 approuvant la vente des terrains à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'estimation du Pôle d'Evaluation Domaniale, anciennement France Domaine, du 19 juin 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition foncière d'une superficie d'environ 2 280 m² au prix de 22 euros du mètre carré, représentant un montant de 50 160 euros HT, non soumis à la taxe sur la valeur ajoutée, constitué par les parcelles 582, 583, 727 de la section CW et des surfaces complémentaires à détacher des parcelles cadastrées sous les numéros 515, 552, de la section CW, pour la réalisation d'une voie de liaison sud est dans la zone d'activité de la Gandonne, appartenant à la commune Salon de Provence.

Article 2 :

Un acte authentique sera signé entre la Commune de Salon de Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence et les frais afférents à cette mutation

seront à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à cette acquisition.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section fonctionnement du Budget Annexe 2019 Opération d'Aménagement du Territoire du Pays Salonais, au compte 6015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 025-5620/19/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'un appartement de type 3, d'une superficie de 73,10 m², au 1^{er} étage, bâtiment F, sis Allée du Petit Diable sur la parcelle cadastrée section AM n° 2 à Miramas, propriété de Madame Andrée Recco, dans le cadre de la réalisation du projet urbain de réaménagement et de la rénovation urbaine du quartier dit de la "Maille 1 - Mercure" à Miramas MET 19/10445/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réalisation du projet urbain de réaménagement et de la rénovation urbaine du quartier dit de la «Maille 1 – Mercure» à Miramas, le bâtiment F situé Allée du Petit Diable, est destiné à être démoli.

En conséquence, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se porter acquéreur des appartements situés dans ledit bâtiment.

Madame Andrée Recco est propriétaire d'un appartement de type 3, d'une superficie de 73,10 m², au 1^{er} étage, bâtiment F, sis Allée du Petit Diable sur la parcelle cadastrée section AM n° 2 à Miramas.

Après évaluation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a proposé le prix de 98 211,49 € (quatre-vingt-dix-huit mille deux cent onze euros et quarante-neuf centimes).

Madame Andrée Recco a donné son accord sur les modalités de cette transaction foncière.

L'ensemble des frais de notaire lié à cette procédure estimé à environ 4 200,00 € (quatre mille deux cent euros) est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 27 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition à titre onéreux d'un appartement de type 3, d'une superficie de 73,10 m², au 1^{er} étage, bâtiment F, sis Allée du Petit Diable sur la parcelle cadastrée section AM n° 2 à Miramas, propriété de Madame Andrée Recco, pour un montant de 98 211,49 euros et quarante-neuf.

Article 2 :

Maître Florence Xiberras, notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais de notaire lié à la présente procédure pour un montant d'environ 4 200 euros est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 2017501300, nature 2115 code opération 2017501300.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 026-5621/19/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'un appartement de type 2, d'une superficie de 58,86 m², en rez de jardin, bâtiment F, sis Allée du Petit Diable sur la parcelle cadastrée section AM n° 2 à Miramas, propriété de Madame Marie Drancourt, dans le cadre de la réalisation du projet urbain de réaménagement et de la rénovation urbaine du quartier dit de la «Maille 1 - Mercure» à Miramas MET 19/10447/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réalisation du projet urbain de réaménagement et de la rénovation urbaine du quartier dit de la «Maille 1 – Mercure» à Miramas, le bâtiment F situé Allée du Petit Diable, est destiné à être démoli.

En conséquence, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se porter acquéreur des appartements situés dans ledit bâtiment.

Madame Marie Drancourt est propriétaire d'un appartement de type 2, d'une superficie de 58,86 m², en rez de jardin, bâtiment F, sis Allée du Petit Diable sur la parcelle cadastrée section AM n° 2 à Miramas.

Après évaluation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a proposé le prix de 89 765,85 € (quatre-vingt-neuf mille sept cent soixante-cinq euros et quatre-vingt-cinq centimes).

Madame Marie Drancourt a donné son accord sur les modalités de cette transaction foncière.

L'ensemble des frais de notaire lié à cette procédure estimé à environ 4 000,00 € (quatre mille euros) est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 27 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition à titre onéreux d'un appartement de type 2, d'une superficie de 58,86 m², en rez de jardin, bâtiment F, sis Allée du Petit Diable sur la parcelle cadastrée section AM n° 2 à Miramas, propriété de Madame Marie Drancourt, pour un montant de 89 765,85 euros.

Article 2 :

Maître Florence Xiberras, notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais de notaire lié à la présente procédure pour un montant d'environ 4 000 euros est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 2017501300, nature 2115, code opération 2017501300.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 027-5622/19/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'un appartement de type 4, d'une superficie de 82,18 m², au 3ème**

**étage, bâtiment F, sis Allée du Petit Diable sur la parcelle cadastrée section AM n° 2 à Miramas, propriété de Monsieur Sébastien Rubio et Madame Cécile Chalençon, dans le cadre de la réalisation du projet urbain de réaménagement et de la rénovation urbaine du quartier dit de la "Maille 1 - Mercure" à Miramas
MET 19/10448/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réalisation du projet urbain de réaménagement et de la rénovation urbaine du quartier dit de la «Maille 1 – Mercure» à Miramas, le bâtiment F situé Allée du Petit Diable, est destiné à être démoli.

En conséquence, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se porter acquéreur des appartements situés dans ledit bâtiment.

Monsieur Sébastien Rubio et Madame Cécile Chalençon sont propriétaires d'un appartement de type 4, d'une superficie de 82,18 m², au 3^{ème} étage, bâtiment F, sis Allée du Petit Diable sur la parcelle cadastrée section AM n° 2 à Miramas.

Après évaluation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a proposé le prix de 124 700,04 € (cent vingt-quatre mille sept cents euros et quatre centimes).

Monsieur Sébastien Rubio et Madame Cécile Chalençon ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction foncière.

L'ensemble des frais de notaire lié à cette procédure estimé à environ 5 000,00 € (cinq mille euros) est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 27 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition à titre onéreux d'un appartement de type 4, d'une superficie de 82,18 m², au 3^{ème} étage, bâtiment F, sis Allée du Petit Diable sur la parcelle cadastrée section AM n° 2 à Miramas, propriété de Monsieur Sébastien Rubio et Madame Cécile Chalençon, pour un montant de 124 700,04 euros.

Article 2 :

Maître Florence Xiberras, notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais de notaire lié à la présente procédure pour un montant d'environ 5 000 euros est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 2017501300, nature 2115 code opération : 2017501300.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 028-5623/19/BM

**■ Acquisition à titre onéreux d'un appartement de type 4, d'une superficie de 81,29 m², au 1er étage, bâtiment F, sis Allée du Petit Diable sur la parcelle cadastrée section AM n° 2 à Miramas, propriété de Madame Ginette Segundo, Madame Nathalie Segundo-Richaud et Monsieur Jean-Luc Segundo, dans le cadre de la réalisation du projet urbain de réaménagement et de la rénovation urbaine du quartier dit de la "Maille 1 - Mercure" à Miramas
MET 19/10467/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réalisation du projet urbain de réaménagement et de la rénovation urbaine du quartier dit de la «Maille 1 – Mercure» à Miramas, le bâtiment F situé Allée du Petit Diable, est destiné à être démoli.

En conséquence, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se porter acquéreur des appartements situés dans ledit bâtiment.

Madame Ginette Segundo, Madame Nathalie Segundo-Richaud et Monsieur Jean-Luc Segundo sont propriétaires d'un appartement de type 4, d'une superficie de 81,29 m², au 1^{er} étage, bâtiment F, sis Allée du Petit Diable sur la parcelle cadastrée section AM n° 2 à Miramas.

Après évaluation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a proposé le prix de 106 374,60 € (cent six mille trois cent soixante-quatorze euros et soixante centimes).

Madame Ginette Segundo, Madame Nathalie Segundo-Richaud et Monsieur Jean-Luc Segundo ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction foncière.

L'ensemble des frais de notaire lié à cette procédure estimé à environ 4 500,00 € (quatre mille cinq cent euros) est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 27 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition à titre onéreux d'un appartement de type 4, d'une superficie de 81,29 m², au 1^{er} étage, bâtiment F, sis Allée du Petit Diable sur la parcelle cadastrée section AM n° 2 à Miramas, propriété de Madame Ginette Segundo, Madame Nathalie Segundo-Richaud et Monsieur Jean-Luc Segundo, pour un montant de 106 374,60 euros.

Article 2 :

Maître Florence Xiberras, notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais de notaire lié à la présente procédure pour un montant d'environ 4 500 euros est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 2017501300, nature 2115, code opération : 2017501300.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 029-5624/19/BM

**■ Acquisition et constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre onéreux portant sur trois parcelles de terrain situées impasse de l'Ilette, appartenant aux consorts Bourrelly
MET 19/10063/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le projet de raccordement des réseaux d'assainissement qui desservent les calanques de la Vesse et de Niolon, induisent une restructuration des réseaux existants dans l'enceinte, zone Nord Est du centre UCPA et de la Propriété des consorts Bourrelly, pour le dévoiement des effluents vers le poste de relevage existant de Niolon Port.

Des conduites d'eaux usées en tréfonds traversent les parcelles AR 36 et 37 pour rejoindre le poste de

relevage implanté sur la parcelle AR 38, sises impasse de l'Ilette – 13740 Le Rove.

C'est pourquoi, les consorts Bourrelly souhaitent régulariser cet ouvrage par la constitution d'une servitude de passage en tréfonds au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les parcelles AR 36 et 37 et la cession de la parcelle AR 38, occupée entièrement par la station de pompage des eaux usées.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les consorts Bourrelly, ces derniers ont accepté de constituer une servitude de passage en tréfonds sur les parcelles AR 36 et 37 et de céder la parcelle AR 38.

Il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition et la constitution de servitude de passage en tréfonds permettront de régulariser la situation foncière et juridique des ouvrages existants

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel les consorts Bourrelly s'engagent à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence, une parcelle de terrain cadastrée sous le numéro AR 38 d'une superficie de 61 m², située impasse de l'Ilette au Rove, au prix de 15 128 euros.

Article 2 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel les consorts Bourrelly s'engagent à constituer une servitude de passage en tréfonds au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur deux parcelles de terrain cadastrées sous les numéros AR 36 et AR 37, situées impasse de l'Ilette au Rove, au prix de 6 556 euros.

Article 3 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 5 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget annexe DEAP 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – sous politique F 110 – Opération 2017103400 – Chapitre 2111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 030-5625/19/BM

**■ Constitution d'une servitude de passage en tréfonds sur une parcelle sise à Marignane, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, au profit des parcelles appartenant à Monsieur Tony Ruggeri
MET 19/10105/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre d'une opération de construction sur les parcelles cadastrées AH 205 et 204, sises rue François Bérenguer, à Marignane, Monsieur Tony Ruggeri a sollicité la Métropole Aix-Marseille-

Provence, propriétaire de la parcelle cadastrée AH 190 appartenant au domaine privé, en vue d'obtenir un droit de passage en tréfonds sur celle-ci.

En effet, cette constitution de servitude de passage en tréfonds doit permettre l'installation des réseaux eau, assainissement, électricité et communications jusqu'au point de raccordement, au sud de la parcelle AH 190, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour accéder au domaine public métropolitain rue François Bérenguer, à Marignane.

Au terme des négociations, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Tony Ruggeri ont convenu de conclure l'accord suivant sur la constitution d'une servitude de passage en tréfonds pour la pose des canalisations d'eau potable, assainissement, réseaux ci-dessus énoncés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la constitution de servitude de passage en tréfonds doit permettre à Monsieur Tony RUGGERI de desservir sa propriété à différents réseaux assainissement, eau potable, électricité et télécommunications.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à constituer une servitude de passage en tréfonds sur une parcelle lui appartenant et relevant du domaine privé.

Fond servant : parcelle AH 190 au profit du fond dominant : parcelles AH 204 et 205 sises rue François Bérenguer, à Marignane, moyennant une indemnité de 1 000 euros. La Métropole Aix-Marseille-Provence se réserve le droit, si le fond servant objet des présentes était incorporé dans le domaine public métropolitain, soit d'intégrer les réseaux dans le domaine public, soit de faire modifier leur tracé si nécessaire, à la charge du fond dominant.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer l'acte authentique et tout document inhérent à cette constitution de servitude.

Article 3 :

La recette correspondante sera constatée au budget 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique C 130 – Nature 775 – Fonction 824.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 031-5626/19/BM

■ **Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain située 32 boulevard des Cigales à Marseille 11^{ème} arrondissement, appartenant à la société Interfoncia
MET 19/10077/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 22 février 2007, la société Interfoncia a bénéficié d'un permis de lotir n° 13.055.06.J0040 LTPO.

Dans ce cadre, la société Interfoncia souhaite céder la parcelle cadastrée sous le numéro 864 I 246 d'une superficie de 181 m², située 32 boulevard des Cigales à Marseille 11^{ème} arrondissement.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Interfoncia, cette dernière a accepté de céder l'emprise de terrain ci-dessus citée à l'euro symbolique aux fins d'intégration dans le domaine public métropolitain.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition d'une parcelle de terrain de 181 m² permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la société Interfoncia s'engage à céder à l'euro symbolique à la Métropole Aix-Marseille-Provence une parcelle de terrain cadastrée sous le numéro 864 I 246 d'une superficie de 181 m², située 32 boulevard des Cigales à Marseille 11^{ème} arrondissement.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux

dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous politique C 130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 032-5627/19/BM

**■ Acquisition à l'euro symbolique de deux parcelles de terrains situées 18 montée de Saint-Menet à Marseille 11ème arrondissement appartenant à l'Association Syndicale Libre La Tiranne
MET 19/10085/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par procès-verbal du 8 mars 2002 l'avenue Marie-Jeanne Bernardi à Marseille 11^{ème} arrondissement a été transférée par la Ville de Marseille à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Cependant l'assiette foncière de cette voie est en partie constituée de parcelles privées.

C'est pourquoi, afin d'intégrer cette voie dans le domaine public métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence a proposé à l'Association Syndicale Libre d'acquérir les emprises de terrain concernées, soit environ 4 m² et 11 m² à détacher respectivement des parcelles n°871 I 172 et 177.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association Syndicale Libre La Tiranne, cette dernière a accepté de céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence les emprises de terrain ci-dessus citées à l'euro symbolique aux fins d'intégration dans le domaine public métropolitain.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de deux parcelles de terrain permettra leur intégration dans le domaine public métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel l'Association Syndicale Libre la Tiranne s'engage à céder à l'euro symbolique à la Métropole Aix-Marseille-Provence deux parcelles de terrain d'environ 4 m² et 11 m² à détacher respectivement des parcelles n° 871 I 172 et 177, à Marseille 11^{ème} arrondissement,

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2019 et

suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous Politique C130 - Opération 2015110400 - Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 033-5628/19/BM

■ Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain située 12 traverse du Siphon à Marseille 12^{ème} arrondissement appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence Cap Terre MET 19/10078/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la constitution du programme Cap Terre par Kaufman & Broad Méditerranée, il avait été convenu de la cession d'une partie de l'assiette de la copropriété afin d'élargir la traverse du Siphon.

C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée du syndicat Foncia représentant du syndicat des copropriétaires de la résidence Cap Terre afin d'acquérir la parcelle 878 A 536 pour une superficie de 579 m², située 12 traverse du Siphon à Marseille 12^{ème} arrondissement.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le syndicat des copropriétaires de la résidence Cap Terre, ce dernier a accepté de céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence la parcelle ci-dessus citée à l'euro symbolique pour l'intégrer dans le domaine public métropolitain.

Il convient que le bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition d'une parcelle de terrain permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel le syndicat des copropriétaires de la résidence Cap Terre cède à l'euro symbolique à la Métropole Aix-Marseille-Provence la parcelle cadastrée sous le n° 878 A 536 d'une superficie de 579 m², située 12 traverse du Siphon à Marseille 12ème arrondissement.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous Politique C130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 034-5629/19/BM

■ Acquisition à l'euro symbolique auprès de Habitat Marseille Provence des emprises foncières aménagées dans le cadre des phases 1 et 2 du projet de rénovation urbaine Saint Barthélémy - Picon - Busserine à Marseille 14ème arrondissement en vue de leur intégration dans le domaine public routier métropolitain
MET 19/10090/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Barthélémy- Picon- Busserine à Marseille 14^{ème} arrondissement, et au titre de deux conventions portant autorisation d'occupation temporaire en date du 11 août 2014 et du 19 janvier 2018, Habitat Marseille Provence a autorisé la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole puis la Métropole Aix-Marseille-Provence à prendre possession des terrains lui appartenant préalablement à leur transfert de propriété afin de permettre le démarrage du chantier dans ses phases 1 et 2 portant sur l'aménagement des voiries de la Busserine.

Au terme des travaux, un cabinet de géomètre expert a été missionné afin de recenser l'ensemble des régularisations foncières à réaliser entre les différents partenaires.

Afin de permettre l'intégration dans le domaine public routier métropolitain de la rue Jacques Marty, de la rue Odette Taragonnet et de la rue Françoise Ega, Habitat Marseille Provence cède à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence quatre emprises foncières à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 B n°137 pour une superficie totale de 6 982 m².

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès d'Habitat Marseille Provence de quatre emprises foncières d'une superficie totale de 6 982 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 B n° 137 permettra l'intégration dans le domaine public routier métropolitain de la rue Jacques Marty, de la rue Odette Taragonnet et de la rue Françoise Ega aménagées dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Barthélémy- Picon- Busserine à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel Habitat Marseille Provence s'engage à céder à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence les emprises foncières listées ci-après sises à Marseille 14^{ème} arrondissement en vue de leur intégration dans le domaine public routier métropolitain :

- Une emprise de 6 610 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 B n° 137 (dénommé provisoirement B 137 p2)
- Une emprise de 155 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 B n° 137 (dénommé provisoirement B 137 p4)
- Une emprise de 128 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 B n° 137 (dénommé provisoirement B 137 p6)
- Une emprise de 89 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 B n° 137 (dénommé provisoirement B 137 p7)

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 035-5630/19/BM

■ Acquisition à l'euro symbolique auprès de la société Socorea Groupe d'une emprise foncière sise chemin des Gravieres à Gémenos en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain

MET 19/10089/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La société SOCOREA GROUPE a bénéficié d'une autorisation de lotir n° LT1304200A0002 en date du 2 février 2001 pour l'aménagement d'un terrain sis lieudit La Grande Vigne Nord à Gémenos au terme de laquelle était prévue la cession d'une emprise foncière pour réaliser l'élargissement du chemin des Gravieres à Gémenos.

Aux termes des négociations entreprises par la Société Locale d'Equipeement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), agissant pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières, la société SOCOREA GROUPE représentée par son gérant en la personne de Monsieur Patrick Basset accepte la cession à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une emprise foncière de 62 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section AV n°199 en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L’avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l’acquisition foncière auprès de la société SOCOREA GROUPE d’une emprise foncière de 62 m² à détacher de la parcelle de terrain cadastrée Section AV n°199 permettra par son intégration dans le domaine public routier métropolitain de régulariser une partie de l’assiette foncière du chemin des Gravieres à Gémenos.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la société SOCOREA GROUPE s’engage à céder à l’euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 62 m² à détacher de la parcelle de terrain cadastrée Section AV n°199 sise chemin des Gravieres à Gémenos.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l’ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d’entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l’acte authentique notarié.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l’établissement de l’acte authentique sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 036-5631/19/BM

**■ Acquisition à l’euro symbolique d’une parcelle de terrain auprès de la SCI La Bastide située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, afin de permettre son intégration dans le domaine public métropolitain
MET 19/10095/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d’aménagement de l’espace métropolitain, conformément à l’article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

La SCI LA BASTIDE représentée par son gérant Monsieur Jean-Louis Plantel, est propriétaire d’une parcelle de 10,10 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE 184 située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues consistant en une partie de trottoir et de voirie destinée par sa nature, à être intégrée au Domaine Public.

En conséquence les parties sont convenues de régulariser un protocole entérinant les accords. Le présent protocole a pour objet d’en préciser les charges et conditions.

Pour la mise en œuvre de ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de faire appel à sa Société Publique Locale, La Société Locale d’Équipement et d’Aménagement de l’Aire Marseillaise (SOLEAM), dans le cadre d’une convention d’assistance à maîtrise d’ouvrage aux acquisitions foncières.

Cette acquisition est consentie à l’euro symbolique.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de la parcelle de 10,10 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE 184 située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, permettra son intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la SCI LA BASTIDE, représentée par son gérant Monsieur Jean-Louis Plantel, s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une parcelle de 10,10 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE 184 située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, à l'euro symbolique après consultation de France Domaine.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous Politique C130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 037-5632/19/BM

■ Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès des Consorts Chatron située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, afin de permettre son intégration dans le domaine public métropolitain MET 19/10210/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, conformément à l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Les Consorts Chatron sont propriétaires d'une parcelle de 22 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE 229 située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues consistant en une partie de trottoir et de voirie destinée par sa nature, à être intégrée au Domaine Public.

En conséquence les parties sont convenues de régulariser un protocole entérinant les accords. Le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Pour la mise en œuvre de ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de faire appel à sa Société Publique Locale, La Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières.

Cette acquisition est consentie à l'euro symbolique.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de la parcelle de 22 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE 229 située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, permettra son intégration dans le domaine public routier métropolitain

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel les Consorts Chatron s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une parcelle de 22 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE 229 située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, à l'euro symbolique.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous Politique C130 - Opération 2015110400 - Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 038-5633/19/BM

■ Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès de la Société Deux C située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, afin de permettre son intégration dans le domaine public métropolitain MET 19/10211/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, conformément à l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

La Société DEUX C représentée par son Président Monsieur Christian Lonegro est propriétaire d'une parcelle de 8,10 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE n° 183, consistant en une partie de trottoir et de voirie destinées par sa nature à être intégrée au domaine public, situées chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues.

En conséquence, les parties sont convenues de régulariser un protocole entérinant les accords. Le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Pour la mise en œuvre de ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de faire appel à la société publique locale, la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières.

Cette acquisition est consentie à l'euro symbolique.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L’avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l’acquisition de la parcelle d’une superficie de 8,10 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE n° 183 auprès de la Société DEUX C située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Société DEUX C représentée par son Président Monsieur Christian Lonegro s’engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une parcelle d’une superficie de 8,10 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE n° 183 située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, à l’euro symbolique après consultation de France Domaine.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l’ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d’entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux

dispositions contenues dans la deuxième partie de l’acte authentique notarié.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l’acte authentique sont inscrits au budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous politique C 130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 039-5634/19/BM

**■ Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès des copropriétaires indivis Monsieur Bernard Maltinti et Madame Sandrine Monti située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, afin de permettre son intégration dans le domaine public métropolitain
MET 19/10212/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d’aménagement de l’espace métropolitain, conformément à l’article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Monsieur Bernard Maltinti et Madame Sandrine Monti sont copropriétaires indivis d’une parcelle de 44 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE 279 située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues consistant en une partie de trottoir et de voirie destinée par sa nature, à être intégrée au Domaine Public.

En conséquence les parties sont convenues de régulariser un protocole entérinant les accords. Le présent protocole a pour objet d’en préciser les charges et conditions.

Pour la mise en œuvre de ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de faire appel à sa Société Publique Locale, La Société Locale d’Equipement et d’Aménagement de l’Aire Marseillaise (SOLEAM), dans le cadre d’une

convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières.

Cette acquisition est consentie à l'euro symbolique.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de la parcelle de 44 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE 279 située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, permettra son intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel les copropriétaires indivis Monsieur Bernard Maltinti et Madame Sandrine Monti s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une parcelle de 44 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée

BE 279 située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, à l'euro symbolique. La Métropole prendra à sa charge les frais de géomètre.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous Politique C130 - Opération 201511400 - Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 040-5635/19/BM

**■ Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain auprès de M. Lemay et Mme Cordier située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, afin de permettre son intégration dans le domaine public métropolitain
MET 19/10107/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, conformément à l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Monsieur Lemay et Madame Cordier sont propriétaires d'une parcelle de 38,70 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE n° 278, consistant en une partie de trottoir et de voirie destinées par sa nature à être intégrée au domaine public, situées chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues.

En conséquence, les parties sont convenues de régulariser un protocole entérinant les accords. Le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Pour la mise en œuvre de ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de faire appel à la société publique locale, la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières.

Cette acquisition est consentie à l'euro symbolique.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de la parcelle d'une superficie de 38,70 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE n° 278 auprès de M. LEMAY et Mme CORDIER située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel M. Lemay et Mme Cordier s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une parcelle d'une superficie de 38,70 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE n° 278 située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, à l'euro symbolique après consultation de France Domaine.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous politique C 130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 041-5636/19/BM

■ Réhabilitation de la zone d'activités de Plan de Campagne - Acquisition de trois parcelles sur la commune des Pennes-Mirabeau pour la création d'une voirie nouvelle MET 19/10108/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réhabilitation de la zone d'activités de Plan de Campagne, la Communauté du Pays d'Aix s'est engagée dans la mise à double sens du chemin des Rigons passant sous l'autoroute A51 et la voie ferrée, au Sud-Est de la zone (action n°8 du schéma directeur d'aménagement de Plan de Campagne). Il s'agit de créer un nouveau passage inférieur sous l'autoroute et la voie ferrée, au nord des ouvrages actuels, pour accueillir une nouvelle voie de circulation ouverte aux véhicules légers, aux bus et aux véhicules de secours et ce dans les deux sens. En effet, à ce jour, il n'existe pas de voie pour sortir de la zone sur ce secteur ; seul le sens entrant est possible.

L'objectif de cet aménagement est triple :

- améliorer l'accessibilité des usagers et de la zone,
- améliorer la rapidité d'intervention des services de secours sur la zone ainsi que l'évacuation de la zone (plan ORSEC de l'Etat),
- rendre possible la mise en place d'une voie de bus à haut niveau de service (BHNS) jusqu'au futur pôle d'échanges.

Ainsi, le programme de l'opération, voté en 2015 et réévalué en 2018, comprend :

- la création d'un pont sous l'autoroute A51 (ouverture de 10,15m et gabarit de 3,50m),
- la création d'un pont-rail sous la voie ferrée (ouverture de 10,15m et gabarit de 3,50m),
- l'aménagement d'une voirie nouvelle sous ces nouveaux ouvrages d'art, entre la RD543 et l'avenue du Barreau Nord-Sud, avec deux voies de circulation pour véhicules légers et une voie centrale réservée aux transports en commun et aux services de secours,
- la reprise de la voie existante pour la dédier exclusivement aux modes doux,
- la modification du bassin de rétention de l'A51,
- la reprise des réseaux, y compris l'implantation du collecteur pluvial prescrit par arrêté préfectoral du 11 avril 2011 (phase 4).

A l'issue des études qui ont été menées, la réalisation de la future voie nécessite l'acquisition de surlargeurs impactant plusieurs parcelles privées. En 2016, la Commune des Pennes-Mirabeau étant alors compétente en matière de foncier, elle s'est rapprochée des différents propriétaires pour obtenir leur accord sur la cession des emprises nécessaires au projet. Plusieurs prises de possession anticipée ont déjà été signées.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la zone d'activités a été transférée à la Métropole. L'acquisition du foncier ne relève donc plus de la Commune, mais de la Métropole.

Aujourd'hui, plusieurs accords restent à finaliser, notamment sur trois parcelles cadastrées AM550, 552 et 553 :

- une emprise de 340 m² à détacher de la parcelle AM550 propriété de la SCI du Petit Péage,
- une emprise de 66 m² à détacher de la parcelle AM552 propriété de la SCI du Petit Péage,
- une emprise de 341 m² à détacher de la parcelle AM553 propriété de la SCI du Petit

Péage et d'un pool de sociétés de crédit-bail immobilier constitué des sociétés GENEFIM, NATIXIS BAIL, NATIOCREDBAIL, HSCB REAL ESTATE LEASING France, FINAMUR, CMCIC LEASE et CICOBAIL.

La Commune avait en 2016 sollicité le Service des Domaines qui avait évalué la valeur de ces trois parcelles à 17.175 € (soit 23 € / m²).

En décembre 2018, la Métropole a relancé ces propriétaires qui ont donné leur accord pour céder ces terrains au montant alors estimé par le Service des Domaines, à savoir :

- 7.817 € pour l'emprise de 340 m² à détacher de la parcelle AM550,
- 1.518 € pour l'emprise de 66 m² à détacher de la parcelle AM552,
- 7.840 € pour l'emprise de 341 m² à détacher de la parcelle AM553.

La Métropole Aix-Marseille-Provence acquerrait donc ces trois surfaces d'une totalité de 747 m² pour un montant total de 17.175 € HT. Ces acquisitions seront financées sur l'AP n°2018-1 dans le cadre du PUP des Rigons.

Par ailleurs, la construction du pont-rail nécessite l'occupation temporaire d'un terrain délaissé sur la parcelle AM553 pour laquelle le propriétaire a donné son accord. La Métropole propose de formaliser cette autorisation d'occupation temporaire lors de la signature de l'acte authentique. Cette occupation se fera à titre gratuit.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une surface de 340 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AM n°550, propriété de la SCI du Petit Péage et sise aux Pennes-Mirabeau, pour un montant de 7.817 euros HT.

Article 2 :

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une surface de 66 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AM n°552, propriété de la SCI du Petit Péage et sise aux Pennes-Mirabeau, pour un montant de 1.518 euros HT.

Article 3 :

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une surface de 341 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AM n°553, propriété de la SCI du Petit Péage et des sociétés GENEFIM, NATIXIS BAIL, NATIOCREDBAIL, HSCB REAL ESTATE LEASING France, FINAMUR, CMCIC LEASE et CICOBAIL et sise aux Pennes-Mirabeau, pour un montant de 7.840 euros HT.

Article 4 :

Est approuvée l'occupation temporaire à titre gratuit, d'un terrain délaissé sur la parcelle AM553 pour laquelle le propriétaire a donné son accord et qui sera formalisée lors de la signature de l'acte authentique.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à ces acquisitions.

Article 6 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la Métropole.

Article 7 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Principal de la Métropole fractionné, section investissement, au service 3C sur l'opération du PUP – Les Rigons.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 042-5637/19/BM

**■ Acquisition foncière à titre gratuit de la parcelle BY 376 et intégration dans le patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence du Poste de Relevage d'assainissement du lotissement "La Bastide des Pins", quartier les Magatis à Salon de Provence
MET 19/10264/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais souhaite acquérir la parcelle BY 376, d'une superficie de 17 m², sur laquelle est situé le poste de relevage d'eaux usées « les Engaubo » du lotissement « La Bastide des Pins » situé sur la commune de Salon-de-Provence.

L'Association Syndicale Libre « La Bastide des Pins » est propriétaire de la parcelle BY 376 qui comprend le poste de relevage situé impasse des « Engaubo » à Salon de Provence.

Les procès-verbaux des assemblées générales des 16 avril 2014 et 29 juin 2017, ainsi que l'attestation du Président de l'Association Syndicale Libre « La Bastide des Pins », en date du 4 décembre 2018, approuvent la réalisation des travaux nécessaires à la cession du poste de relevage et que ladite parcelle sera cédée à la Métropole Aix-Marseille-Provence à titre gratuit.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du Conseil de Métropole de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant

délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence pour les missions foncières ;

- Le compte-rendu de l'assemblée générale de l'Association du Syndicat Libre « La Bastide des Pins » en date du 16 avril 2014 ;
- Le compte-rendu de l'assemblée générale de l'Association du Syndicat Libre « La Bastide des Pins » en date du 29 juin 2015 ;
- L'attestation du Président l'Association du Syndicat Libre « La Bastide des Pins » du 04 décembre 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition foncière à titre gratuit auprès de l'Association Syndicale Libre « La Bastide des Pins » de la parcelle BY n°376 sur la commune de Salon de Provence, d'une superficie de 17 m², et de la remise du Poste de relevage des « Engaubo » situé sur ladite parcelle.

Article 2 :

Les frais d'acte notarié seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à cette acquisition.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe « Assainissement » du Conseil de Territoire du Pays Salonais, opération 2017 3 011 01 - chapitre 21 - nature 2111, section investissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 043-5638/19/BM

■ Acquisition à la SCCV Le Tremplin d'une parcelle de terrain édifiée d'une construction avenue Auguste Baron lieu-dit Figuerolles sur la commune de Martigues destinée à accueillir le pôle entrepreneurial du territoire du Pays de Martigues
MET 19/10573/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En raison d'une erreur sur la désignation du nom du vendeur qui se trouve être la Société Civile de Construction Vente (SCCV) LE TREMPLIN au lieu de la SEMIVIM, il est nécessaire d'annuler et de remplacer la délibération du 28 février 2019 N° URB 013-28/02/19 BM.

Dans le cadre de sa compétence économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence se propose d'acquérir à l'amiable à la SCCV LE TREMPLIN, dont la structure est propriété à 49 % de la Société par actions simplifiées (SAS) SOPAVIM et à 51 % de la SAS PopUp House, la parcelle de terrain édifiée d'une construction cadastrée BH 303 partie, d'une superficie de 2 257 m² édifiée d'un bâtiment d'une superficie de plancher d'environ 677 m² pour un montant de 2 450 000 euros T.T.C.

Ce bâtiment est destiné à devenir le pôle entrepreneurial du Pays de Martigues dans lequel des espaces coworking et collaboratif, des salles de réunion et des bureaux seront mis à disposition des entreprises.

Conformément aux articles L.1311-9 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, l'acquisition objet de la présente délibération doit être précédée d'une demande d'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat (DIE) sur la valeur vénale du bien ; et la Métropole doit délibérer au vu de cet avis. Cet avis est réputé donné à l'issue d'un délai d'un mois à compter de la saisine de la DIE.

En l'espèce, la DIE a été saisie par lettre recommandée avec accusé de réception datée du 11 janvier 2019. L'avis est donc à ce jour réputé donné.

Les frais d'actes seront à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 27 février 2019 ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat ;
- La délibération du 28 février 2019 N° URB 013-28/02/19 BM.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le vendeur est la SCCV LE TREMLIN au lieu de la SEMIVIM ;
- Que dans le cadre de sa compétence économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence se propose d'acquiescer à l'amiable à la SCCV LE TREMLIN la parcelle de terrain édifiée d'une construction cadastrée BH 303 partie, d'une superficie de 2 257 m² édifiée d'un bâtiment d'une superficie de plancher d'environ 677 m² pour un montant de 2 450 000 euros T.T.C.;
- Que ce bâtiment est destiné à devenir le pôle entrepreneurial du Pays de Martigues ;
- Que l'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat a été donné par voie tacite.

Délibère

Article 1 :

Est annulée et remplacée la délibération du 28 février 2019 N° URB 013-28/02/19 BM

Article 2 :

Est approuvée l'acquisition à l'amiable à la SCCV LE TREMLIN de la parcelle de terrain cadastrée BH 303 partie, d'une superficie de 2 257 m² édifiée d'un bâtiment d'une superficie de plancher d'environ 677 m² pour un montant de 2 450 000 euros T.T.C.,

Article 3 :

Maître Durand-Guériot en l'office notarial de Martigues est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant,

Article 4 :

L'ensemble des frais notariés lié à cette procédure est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant,

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'état spécial du Territoire du Pays de Martigues sous le numéro d'opération 2019610100.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Développement territorial, logement, centres anciens, contrat de ville"

DEVT 001-5639/19/BM

■ Adhésion à la charte de prévention des expulsions domiciliaires 2018-2024 du département des Bouches-du-Rhône, validée par le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées(PDALHPD) MET 19/10219/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les expulsions oblige chaque département à élaborer une charte pour la prévention des expulsions locatives. Celle-ci a vu son rôle réaffirmé par la loi ALUR n° 2014-366 du 24 mars 2014, afin de favoriser la mobilisation des différents partenaires de manière coordonnée pour réduire le nombre des expulsions (art. 28 de la loi ALUR et art. 7-1 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement).

Pour mémoire, l'Etat et le département des Bouches-du-Rhône ont été pilotes de cette démarche en 2007 et ont engagé la mission de réécriture de cette charte. Ce travail a été confié à l'Agence départementale d'information sur le logement (ADIL 13).

L'écriture de ce document doit cependant préciser les points suivants :

- Les engagements des différents partenaires,
- Les objectifs quantitatifs et qualitatifs poursuivis,
- La définition des indicateurs permettant son évaluation, sa durée, les modalités de son suivi, son évaluation et sa révision annuelle devant le comité responsable ainsi que la commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CCAPEX).

Suite au transfert de compétence du Fonds de Solidarité Logement, repris en gestion directe depuis le 1^{er} janvier 2018, pour la partie des aides financières individuelles par la Métropole Aix-Marseille-Provence, celle-ci a été saisie afin de présenter ses engagements au titre du FSL.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à :

- Participer à la CCAPEX départementale pour apporter son aide dans la résolution des problèmes au titre du FSL,
- Travailler en étroite collaboration avec le Département des Bouches-du-Rhône, en charge du dispositif FSL (volet accompagnement social individuel et collectif) ainsi que dans le cadre de la prévention des expulsions locatives,
- Contribuer à la réalisation des différentes actions et à s'impliquer dans le suivi de la Charte,
- Mettre en œuvre toutes les mesures susceptibles de favoriser la prévention des impayés de loyer, par l'information, le développement de toutes les pratiques de traitement amiable des difficultés,
- Préconiser un accompagnement social aux personnes rencontrant des difficultés de gestion de leur budget,
- Préconiser la recherche de toute solution de logement adaptée à la situation économique et sociale du ménage.

Il appartient à toute collectivité de travailler en étroite collaboration avec l'ensemble des acteurs concernés pour prévenir toute expulsion locative. Dans le cadre du FSL, la Métropole a conscience des enjeux liés à cette problématique et mettra tout son dynamisme au service de ceux qui œuvrent dans ce sens, pour le territoire qui est la concerne.

Conformément à la réglementation, cette nouvelle charte 2018-2024 a été approuvée par le comité responsable du Plan départemental pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) le 4 décembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences départementales ;
- La loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement ;
- Le décret n° 2005-212 du 2 mars 2005 relatif aux Fonds de Solidarité pour la Logement ;
- La loi n°98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les expulsions ;
- La loi ALUR n°2014-366 du 24 mars 2014 art 28 ;
- La loi n°90-449 du 31 mai 1990 art 7-1 visant à la mise en œuvre du droit au logement ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité, en tant que partenaire de signer la charte de prévention des expulsions domiciliaires 2018-2014

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la charte de prévention des expulsions domiciliaires 2018-2024 du département des Bouches-du-Rhône, validée par le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD).

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette charte.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 002-5640/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention partenariale avec Action Logement MET 19/10424/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°DEVT 002-4398/18/BM du 18 octobre 2018, la Métropole a approuvé une convention cadre de partenariat avec Action Logement Groupe, acteur incontournable de l'habitat. La convention a pour objet d'initier, de décliner et d'optimiser l'intervention d'Action Logement et de la Métropole sur le territoire et de préciser les engagements réciproques qui en résultent. Ce partenariat à mieux répondre aux besoins en logement des salariés et des personnes à l'emploi sur le territoire, à accompagner le développement de l'offre de logements en faveur des salariés du territoire et à accompagner les parcours résidentiels.

Parallèlement à cette convention il a été décidé la mise en place d'un guichet unique dénommé « Espace Accompagnement Habitat », ouvert à tous au 19, rue de la République 13001 Marseille, lieu permettant de renseigner le public sur toute question relevant du champ du logement sur la Métropole.

Ainsi, de nombreux acteurs du logement et de l'habitat sont associés à cette démarche et Action Logement, déjà partenaire de la Métropole, souhaite également s'y inscrire pleinement.

Ainsi, il est proposé de conclure un avenant 1 à la convention conclue avec Action Logement afin de compléter l'article 3, thématique 2 de cette convention cadre en proposant à l'Espace Accompagnement Habitat de :

- promouvoir ses services et aider à l'accompagnement des ménages éligibles,
- former le personnel d'accueil afin qu'il puisse orienter les salariés auprès des services compétents d'Action Logement et mettre toute la documentation nécessaire à disposition,
- animer des réunions d'information.

Les autres articles de la convention cadre sont inchangés

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° DEVT 002- 4398/18/BM du 18 octobre 2018 du Bureau de la Métropole portant approbation d'une convention de partenariat avec Action Logement Groupe ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEVT 012-5206/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation d'une stratégie territoriale durable de lutte contre l'habitat indigne et dégradé ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que la Métropole est compétente en matière de politique de l'habitat ;
- Que la Métropole a approuvé une convention cadre de partenariat avec Action Logement Groupe, acteur incontournable de l'habitat ;
- Que parallèlement à cette convention cadre, la Métropole a approuvé sa stratégie de lutte contre l'habitat indigne ;
- Que comme moyen d'action pour lutter contre l'habitat indigne, il a été décidé la mise en place d'un guichet unique dénommé « Espace Accompagnement Habitat » ;
- Que de nombreux acteurs interviennent au sein de ce guichet unique ;
- Qu'Action Logement Groupe souhaite également intervenir au sein de « l'Espace Accompagnement Habitat », afin d'améliorer le service rendu aux habitants ;
- Que pour ce faire, il convient de conclure un avenant à la convention cadre pour permettre l'intervention d'Action Logement Groupe au sein du guichet unique « l'Espace Accompagnement Habitat ».

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention entre la Métropole et Action Logement Groupe. Cet

avenant vient préciser et compléter l'article 3 de la convention. Les autres articles restent inchangés.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents en découlant.

DEVT 003-5641/19/BM

■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Groupement d'Intérêt Public Centre de Ressources pour la Politique de la Ville en Provence-Alpes-Côte d'Azur - Approbation de la participation financière 2019 MET 19/10222/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par arrêté interministériel du 25 février 2002, a été approuvée la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public (GIP) Centre de Ressources pour la Politique de la Ville en Provence-Alpes-Côte d'Azur (CRPV PACA). A la date de sa création, ce GIP était constitué de l'Etat, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, de l'association régionale HLM de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse et de la Caisse des dépôts et consignations.

Ce GIP, initialement créé pour la durée restant à courir du contrat Etat- Région 2000-2006, a ensuite été prorogé pour une première durée de 6 ans, jusqu'au 31 décembre 2012, puis pour une seconde durée de 6 ans, jusqu'au 31 décembre 2018.

Par arrêté préfectoral du 27 décembre 2018, ce GIP a été renouvelé, à compter du 1^{er} janvier 2019, pour une durée de 6 ans, jusqu'au 31 décembre 2024, et sa nouvelle convention constitutive approuvée.

Ce GIP, aujourd'hui constitué de l'Etat et de l'association régionale HLM de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse, a pour objet de venir en appui aux acteurs de la politique de la ville que sont notamment les élus et les agents de l'Etat et des collectivités territoriales.

Le GIP CRPV PACA est au service de l'ensemble des acteurs qui œuvrent pour l'amélioration de la situation des territoires prioritaires de la politique de la ville.

Outil à disposition de ses membres, il participe à la déclinaison régionale des politiques publiques tant en matière de mise en réseau et d'apport de connaissances qu'en termes d'appui méthodologique à l'ingénierie territoriale. Cet appui s'effectue sur un ensemble de thématiques portant sur les questions de cadre de vie (habitat, renouvellement urbain...), de cohésion sociale (éducation, jeunesse, participation, santé, égalité femme/homme...) et de développement économique et emploi (économie sociale et solidaire, formation, entrepreneuriat...).

Le GIP CRPV PACA vise la mise en œuvre de missions essentielles, mais non exclusives, qui constituent par ailleurs le « socle commun » des centres de ressources pour la politique de la ville, tel que défini par le cadre de référence national élaboré par le Commissariat Général à l'Egalité des Territoires (CGET).

Ses missions essentielles se répartissent en deux axes:

- Des missions dans le cadre de la qualification des acteurs de la politique de la ville et de la mise en réseau ;
- Des missions dans le cadre de la capitalisation et de la diffusion d'expertises (thématiques, recueil d'expériences de terrain, soutien et accompagnement de la mise en œuvre de démarches locales d'observation et d'évaluation).

Il est précisé que le GIP CRPV PACA, dont la comptabilité est soumise aux règles du droit public, est administré par une Assemblée Générale dont la composition se présente aujourd'hui comme suit :

- 3 représentants de l'Etat disposant chacun d'une voix ;
- 1 représentant de l'association régionale HLM de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse (AR Hlm PACA & Corse) disposant d'une voix.

Ce groupement est également doté d'un comité technique rassemblant des représentants de chaque membre et dont la mission est le suivi de l'activité du GIP et l'élaboration de propositions d'orientations à soumettre à l'Assemblée Générale.

A ce jour, les contributions des membres aux activités et aux charges de fonctionnement du groupement sont déterminées dans les conditions suivantes :

Membres du GIP		Financement annuel
Etat	BOP 147	294 000 €
	BOP 103	40 000 €
AR Hlm PACA & Corse		2 500 €
Total		336 500 €

La convention constitutive du GIP prévoit que ces contributions peuvent être fournies sous la forme de :

- Participation financière au budget de fonctionnement et d'investissement ;
- Mise à disposition de locaux ;
- Mise à disposition de matériel ;
- Ou sous toute autre forme de contribution au fonctionnement du Groupement, notamment par la mise à disposition de personnels. La valeur de cette contribution est alors appréciée d'un commun accord.

Compte tenu de l'objet et des missions du GIP CRPV PACA, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite, au vu des enjeux de ses territoires prioritaires, adhérer à ce GIP.

Il est précisé que, par délibération de son Assemblée Générale du 20 décembre 2018, le GIP CRPV PACA a approuvé le principe de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Néanmoins, il est rappelé que, pour formaliser l'adhésion de la Métropole à ce GIP, un avenant à la

convention constitutive devra être conclu entre l'Etat, l'association régionale HLM de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Préalablement à sa conclusion, cet avenant devra être approuvé par l'Assemblée Générale du GIP et par les instances des parties signataires. Une délibération du Bureau de la Métropole sera donc nécessaire.

Après signature de cet avenant par l'ensemble des parties, Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur sera saisi afin d'approuver, par nouvel arrêté, cet avenant et ainsi l'intégration de la Métropole Aix-Marseille-Provence au GIP CRPV PACA.

Dans le cadre de son adhésion à ce GIP, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence apporte une contribution annuelle de 40 000 euros.

Les contributions des membres aux activités et aux charges du groupement seront donc les suivantes :

Les contributions des membres aux activités et aux charges du groupement sont déterminées dans les conditions suivantes :

Membres du GIP		Financement annuel
Etat	BOP 147	294 000 €
	BOP 103	40 000 €
Métropole Aix-Marseille-Provence		40 000 €
AR Hlm PACA & Corse		2 500 €
Total		376 500 €

Ces contributions peuvent être fournies sous la forme de :

- Participation financière au budget de fonctionnement et d'investissement
- Mise à disposition de locaux
- Mise à disposition de matériel

Ou sous toute autre forme de contribution au fonctionnement du Groupement d'Intérêt Public notamment par la mise à disposition de personnels ; La valeur de cette contribution est appréciée d'un commun accord.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- La loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ;
- Le décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêts public ;
- L'arrêté du 23 mars 2012 pris en application de l'article 3 du décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêts public ;
- L'arrêté interministériel du 25 février 2002 approuvant la convention constitutive initiale du Groupement d'Intérêt Public Centre de Ressources pour la Politique de la Ville en Provence-Alpes-Côte d'Azur (CRPV PACA) L'arrêté interministériel du 28 décembre 2006 portant prorogation pour une durée de 6 ans, jusqu'au 31 décembre 2012, de la convention constitutive du GIP CRPV PACA ;
- L'arrêté préfectoral du 23 janvier 2013 portant renouvellement pour une durée de 6 ans, jusqu'au 31 décembre 2018, du GIP CRPV PACA et approbation de sa convention constitutive ;
- L'arrêté préfectoral du 27 décembre 2018 portant renouvellement pour une durée de 6 ans, à compter du 1^{er} janvier 2019, du GIP CRPV PACA et approbation de sa convention constitutive ;
- La délibération n°2 de l'assemblée générale du GIP CRPV PACA en date du 20 décembre 2018 approuvant la proposition d'adhésion de la Métropole Aix-Marseille Provence au GIP ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le GIP CRPV PACA a pour objet de venir en appui aux acteurs de la politique de la ville et qu'il participe à la déclinaison régionale des politiques publiques tant en matière de mise en réseau et d'apport de connaissances qu'en termes d'appui méthodologique à l'ingénierie territoriale ;
- Que ce GIP vise la mise en œuvre de deux types missions essentielles, mais non exclusives, qui constituent par ailleurs le « socle commun » des centres de ressources pour la politique de la ville, à savoir : la qualification des acteurs de la politique de la ville et la mise en réseau, et la capitalisation et la diffusion d'expertises en la matière ;
- Qu'au vu des enjeux de ses territoires prioritaires, il convient, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'intégrer le GIP CRPV PACA ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Groupement d'Intérêt Public (GIP) Centre de Ressources pour la Politique de la Ville en Provence-Alpes-Côte d'Azur (CRPV PACA).

Article 2 :

Est approuvé le versement d'une contribution annuelle de 40 000 euros à ce groupement.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole 2019, sous-politique D110 – nature 6281 – fonction 552

DEVT 004-5642/19/BM

■ Approbation d'une convention avec le groupe Association Départementale Des Actions de Prévention "groupe ADDAP 13" au titre de la compétence actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu sur le périmètre de la commune de Pertuis
MET 19/10223/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations concordantes, le Conseil de la Métropole (n° FAG 012-1015/16/CM du 17 octobre

2016) et le Département du Vaucluse (n°2016-865 du 25 novembre 2016) se sont prononcés sur le transfert de trois groupes de compétences sur les huit groupes de compétences énumérées au IV de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, et selon les conditions qu'il énonce dans sa rédaction issue de la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles modifiée par la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République.

Parmi les compétences retenues par les deux collectivités et objet du présent rapport figurent :

- Les actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu, prévues au 2° de l'article L.121-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles. Le transfert de cette compétence ne porte que sur le seul territoire de la Commune de Pertuis et s'intègre dans le cadre des compétences de la Métropole en matière de développement urbain et de cohésion sociale.

Ce transfert a fait l'objet d'une convention cadre en fixant les modalités de mise en œuvre et cosignée par le président du Conseil Départemental de Vaucluse et le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence le 23 janvier 2017.

Après une période transitoire d'une année du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017, où cette compétence a été exercée pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, par le Conseil Départemental de Vaucluse par le biais d'une convention de gestion, il convient désormais que cette compétence soit intégrée et pilotée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- L'article L.121-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles spécifie que pour la mise en œuvre des « actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu, il est possible d'habilier des organismes publics ou privés dans les conditions prévues aux articles L. 313-8, L. 313-8-1 et L. 313-9 »,
- La Présidente de la Métropole a habilité le Groupe ADDAP 13 à cette fin.
- Conformément à l'article L313-8-1 du Code d'Action Sociale et des Familles , cette habilitation est assortie d'une convention annuelle d'objectifs précisant les principaux axes d'intervention (les attendus de la mission) et la déclinaison opérationnelle des missions (les modalités d'intervention) sur le périmètre de la commune de Pertuis et le montant de la subvention allouée à l'Association Départementale Des Actions de Prévention « groupe ADDAP 13 » pour ce faire.

La présente convention a pour objet de rendre convergente et complémentaire l'intervention du

Groupe ADDAP 13 et la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de mettre en œuvre les moyens d'interventions dans le champ de la prévention spécialisée sur le territoire de Pertuis.

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir :

De conduire, dans le cadre légal et réglementaire du Code de l'action sociale et des familles, toutes actions éducatives et sociales visant à prévenir la marginalisation, l'exclusion sociale, la grande pauvreté, la délinquance ou encore les emprises radicales et sectaires. A ce titre, les actions se déclinent, au travers notamment, des pratiques et des axes suivants :

- présence sociale sur les territoires d'intervention ;
- accompagnement éducatif individuel ;
- animations collectives et stratégiques visant à renforcer le pouvoir d'agir des habitants ;
- participation à des animations territoriales.

Dans ce cadre l'association s'engage à réaliser auprès des jeunes de 11 à 24 ans et de leurs familles les objectifs suivants :

- prévenir le décrochage et la rupture scolaire
- contribuer à la prévention de la délinquance
- appréhender les problématiques de santé dont les conduites addictives
- traiter les problématiques de marginalisation et d'inadaptation sociale
- structurer des projets collectifs innovants et d'autres actions éducatives visant le dépassement de soi et la cohésion sociale.

A cette fin, l'association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

La participation de la Métropole est de 52 425 euros. Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte dans la limite des 80 % de subvention votée, sur demande du bénéficiaire
- le solde (soit 20%) sera versé sur présentation des comptes annuels et présentation d'un rapport d'activité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2016-865 de l'Assemblée Départementale de Vaucluse du 25 novembre 2016 ;
- La délibération n° FAG 012-1015/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 octobre 2016 ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La convention cadre de transfert de compétences signée le 23 janvier 2017 entre le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Président du Conseil départemental 84, sur le périmètre de la commune de Pertuis, membre de la Métropole ;
- L'arrêté d'habilitation par lequel la présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence désigne le groupe ADDAP 13 comme opérateur des actions de prévention spécialisée sur le périmètre de la commune de Pertuis
- La convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le groupe Association Départementale Des Actions de Prévention « groupe ADDAP 13 » au titre de la compétence "actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu" sur le périmètre de la commune de Pertuis.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention annuelle ci-annexée permettant à la Métropole de confier au Groupe Association Départementale Des Actions de Prévention « Groupe ADDAP 13 » la gestion en son nom et pour son compte, de la prévention spécialisée sur le périmètre de la commune de Pertuis.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole – sous politique E120 –nature 65748 – fonction 424.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 005-5643/19/BM

■ Approbation de la mise en oeuvre d'une phase expérimentale du dispositif du fonds d'aide aux jeunes

MET 19/10221/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 a créé dans chaque département un Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) qui est destiné aux jeunes âgés de 18 à 25 ans, français ou étrangers, en situation de séjour régulier en France, qui connaissent de graves difficultés d'insertion sociale et professionnelle et qui ont besoin d'une aide financière assortie, ou non, d'un accompagnement social. La priorité doit être donnée à ceux qui cumulent les handicaps (notamment ceux qui n'ont aucun soutien familial) et à ceux ne pouvant être pris à courte échéance dans le cadre de dispositifs d'insertion de droit commun.

Par délibérations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FAG 062-544/16/CM du 30 juin 2016 et n°FAG 013-1016/16/CM du 17 octobre 2016 pour la commune de Saint-Zacharie, il a été approuvé le principe et le contenu des transferts de compétences départementales prévues par les lois n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et n°2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

Ainsi, par conventions, les Départements des Bouches-du-Rhône et du Var ont transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence leurs compétences en matière d'aide individuelle aux jeunes en difficulté, en application des articles L.263-3 et L.263-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles, ci-après dénommé « FAJ » (Fonds d'Aide aux Jeunes).

Depuis ce transfert, la Métropole a organisé l'harmonisation et la simplification des procédures administratives sur tout le territoire Métropolitain ; Permettant ainsi une meilleure accessibilité de ce dispositif au public.

Ainsi en 2018, elle a initié une démarche avec la mise en œuvre de la dématérialisation des dossiers de demande de financement, et la simplification des modalités de paiement avec mise en place de virements bancaires.

De la même façon, elle a élargi son partenariat en conventionnant avec de nouveaux partenaires comme le groupe ADDAP 13 et les missions locales de Est Etang de Berre et de La Ciotat

La Métropole souhaite poursuivre sa démarche et réfléchir à l'amélioration de ce dispositif par la mise en œuvre d'une phase expérimentale permettant l'élargissement du public bénéficiaire et des aides mobilisées.

Conformément au règlement intérieur du dispositif FAJ, cette proposition a été validée par le comité de pilotage qui a eu lieu le lundi 7 janvier 2019.

Pour ce faire, un diagnostic partenarial réalisé par l'ensemble des opérateurs de ce dispositif, avec la mobilisation de partenaires institutionnels dont l'Etat, la Région Sud, le Département des Bouches du Rhône ainsi que l'organisation d'un processus de consultation du public jeune va permettre de vérifier l'adéquation des offres proposées aux besoins réels de ce public.

Cette expérimentation permettra de tester de nouvelles aides tant sur le plan individuel sur différentes thématiques parmi lesquelles l'accès aux droits et à la citoyenneté, la création d'entreprise et l'accompagnement à la recherche d'emploi, l'aide à la mobilité métropolitaine et internationale, et permettra d'élargir le public bénéficiaire : étudiant non boursier, jeune handicapé ne percevant pas d'allocation...

Elle sera mise en œuvre sans incidence financière sur le budget initial.

Cette expérimentation sera conduite dans le cadre actuel des Comités Techniques qui se tiendront à minima une fois par mois.

Un nouveau comité de pilotage qui se tiendra en fin d'année 2019 évaluera les résultats de cette expérimentation et soumettra ainsi une refonte du règlement intérieur du FAJ auprès du bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- Les délibérations FAG 077-1357/16/CM et FAG 078-1358/16/CM du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole relative à l'organisation de la répartition et des

modalités des exercices de compétences départementales ;

- La délibération n° FAG-152-4969/18/CM du Conseil Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le règlement intérieur du FAJ ;
- Le compte rendu comité de pilotage du dispositif FAJ qui s'est tenu le 7 janvier 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le principe de la mise en œuvre du dispositif Fonds d'aide aux Jeunes (FAJ) sur le territoire métropolitain ;
- L'amélioration souhaitée du dispositif FAJ testé grâce à l'organisation d'une phase expérimentale dont l'objectif est l'élargissement des aides apportées et celui du public bénéficiaire.

Délibère

Article unique:

Est approuvée la mise en œuvre d'une phase expérimentale sur le dispositif Fonds d'Aide Aux Jeunes dont l'objectif est l'élargissement des aides apportées et celui du public bénéficiaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 006-5644/19/BM

■ Aire d'Accueil des Gens du Voyage du secteur Les Pennes-Mirabeau - Septèmes-les-Vallons - Déclaration d'Utilité Publique MET 19/10022/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié, par convention d'aménagement datée du 30 août 2010, le programme d'action foncière, la préparation et la réalisation des travaux inhérents à la construction et à l'aménagement des aires d'accueil pour les gens du voyage métropolitaines, à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Le projet d'aménagement, porté par la SPLA Pays d'Aix Territoires, a pour objectif la création d'une aire

d'accueil pour les gens du voyage sur la commune des Pennes-Mirabeau. Le site est implanté au sud de la zone d'activités de Plan de Campagne à environ 250 m au nord de la commune de Septèmes-les-Vallons.

La loi impose, pour les communes de plus de 5 000 habitants, de participer à l'accueil des gens du voyage. Les communes peuvent toutefois transférer cette compétence aux EPCI dont elles sont membres.

Aussi, le Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage des Bouches-du-Rhône définit comme objectif premier, l'augmentation de la capacité d'accueil des gens du voyage sur le territoire départemental afin de répondre aux obligations légales définies par la loi du 5 juillet 2000, relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

Les principaux enjeux identifiés sont :

- de permettre aux populations nomades d'aller et venir librement sur l'ensemble du territoire ;
- d'offrir des conditions d'accueil décentes et adaptées à leur mode de vie (terrains familiaux, habitat adapté, sanitaires, intimité des familles,) ;
- de répondre aux besoins sociaux de la population, notamment en termes d'accès à l'éducation à la santé et au travail.

Le schéma départemental prévoyait initialement 25 places sur les Pennes-Mirabeau et 25 à 30 places sur Septèmes-les-Vallons. Néanmoins, par décisions des commissions départementales consultatives des gens du voyage du 9 janvier 2015 et du 10 février 2016, l'avenant n°1 au schéma départemental d'accueil des gens du voyage du 14 octobre 2016 mutualise les obligations de ces deux communes. Ainsi, les Pennes-Mirabeau et Septèmes-les-Vallons doivent disposer d'une Aire d'Accueil conjointe de 30 places de capacité.

Par ailleurs, l'ensemble des terrains nécessaires pour réaliser ce projet n'est pas maîtrisé aujourd'hui. Des négociations foncières amiables avec les propriétaires ont été engagées. Si celles-ci n'aboutissaient pas, la collectivité entend recourir à la procédure d'expropriation.

Cette procédure nécessite l'obtention d'un arrêté d'utilité publique qui repose sur l'établissement d'un dossier de déclaration d'utilité publique avec enquête publique. En complément, un dossier d'enquête parcellaire sera également nécessaire.

En outre, le PLU classe ces terrains en zone AU III et en zone N couverts par un emplacement réservé destiné à la création d'une telle aire, la voie de desserte est également couverte par un emplacement réservé pour l'élargissement de celle-ci sur 8m.

Caractéristiques du zonage actuel et projeté :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau a été approuvé par délibération du 28 juin 2012 et a connu plusieurs évolutions :

- Modification n°1 approuvée par délibération du 30 juin 2013,
- Modification n°2 approuvée par délibération du 25 septembre 2015,
- Modification n°3 approuvée par délibération du 22 décembre 2016,
- Modification n°4 approuvée par délibération du 30 novembre 2017,
- Modification n°5 approuvée par délibération du 31 août 2017,
- Révision allégée n°1 approuvée par délibération du 30 novembre 2017,
- Mise en compatibilité le 21 décembre 2017.

Le projet d'aire d'accueil des gens du voyage s'inscrit dans les deux premières orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) débattu le 30 septembre 2010 :

- Orientation 1 : Préserver les grands espaces naturels, agricoles et forestiers, les éléments marquants du paysage par le maintien et/ou la revalorisation de ces espaces et l'assignation de limites franches à l'urbanisation.

La mise en compatibilité n'induisant aucune réduction de zone agricole et générant une baisse minime de la zone naturelle (d'une centaine de m²), les objectifs de préservation des continuités écologique et des éléments marquants du paysage, de maintien des coupures d'urbanisation et du patrimoine agricole ne sont pas remis en cause.

- Orientation 2 : Développer une offre nouvelle en logements susceptible de répondre aux besoins de la population et tenant compte de son évolution démographique.

La mise en compatibilité portant sur une zone à urbaniser AU III et sur un emplacement réservé dédié à la réalisation de l'aire d'accueil des gens du voyage, elle est compatible avec les objectifs de diversification de l'offre en logements et de mixité sociale, et avec le Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage.

- Orientation 3 : Améliorer les déplacements au profit des transports en commun et des modes doux de déplacements.

- Orientation 4 : Renforcer le développement économique par la confortation des zones d'activités et commerciales existantes et la pérennisation du commerce de proximité.

La procédure de mise en compatibilité du PLU répond aux objectifs du Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage et ne remet pas en cause les orientations du PADD.

Zonage du PLU

Le projet d'aménagement dispose au PLU d'un emplacement réservé (ER n°4/11) dédié à la création d'une aire d'accueil des gens du voyage, et est inscrit en zone à urbaniser « AUIII » et pour partie en zone naturelle « N ». Les règlements de ces zones n'autorisent pas expressément les aires d'accueil.

En effet :

- la zone AUIII est une zone à urbaniser non réglementée à vocation principale de commerces, de bureaux, d'artisanat et d'industrie.
- la zone N est une zone naturelle.

C'est pourquoi, dans le cadre du projet, il est envisagé la création d'un zonage spécifique relatif aux aires d'accueil des gens du voyage. Le périmètre de l'emplacement réservé ne sera quant à lui pas modifié.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Expropriation ;
- La loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'Accueil et l'Habitat des Gens du Voyage ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010_B364 du Bureau communautaire du 22 juillet 2010 approuvant la Convention d'Aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour le programme d'action foncière, la préparation et la réalisation des travaux de construction des Aires d'Accueil pour les Gens du Voyage ;
- La délibération n°2015_B190 du Bureau communautaire du 23 avril 2015, portant sur l'avenant n°2 à la dite convention approuvant la mutualisation des obligations incombant aux communes Les Pennes-Mirabeau et Septèmes-les-Vallons ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le PLU de la commune des Pennes-Mirabeau en vigueur ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de réaliser une aire d'accueil des gens du voyage sur la commune des Pennes-Mirabeau.

Délibère

Article 1 :

Est déclaré l'intérêt Général du projet.

Article 2 :

Le représentant de la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » est autorisé à déposer le dossier de Déclaration d'Utilité Publique relatif à l'Aire d'accueil des gens du voyage du secteur Les Pennes-Mirabeau – Septèmes-les-Vallons.

Article 3 :

La Déclaration d'Utilité Publique entraînera la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 007-5645/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°6 à la convention d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires portant sur l'action foncière, la préparation et la réalisation des travaux de construction des Aires d'Accueil des Gens du Voyage du Territoire du Pays d'Aix
MET 19/10014/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°2010_B364 du Bureau communautaire de la CPA du 22 juillet 2010, il a été décidé de confier à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » la réalisation des Aires d'Accueil des Gens du Voyage incombant à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix dans le cadre du Schéma Départemental idoine.

Dans cette perspective, le 30 août 2010, une convention d'aménagement a été conclue entre les deux établissements portant sur l'action foncière, la préparation et la réalisation de travaux de construction prévus à cet effet. Cette convention, au 1^{er} janvier 2016, a été transférée de droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cependant, compte-tenu de l'avancée et des évolutions de certains dossiers, il est nécessaire aujourd'hui de modifier par avenant ce document contractuel afin d'y intégrer une nouvelle mission relative à la cession de terrains ainsi que la programmation d'une nouvelle Aire d'Accueil pour les Gens du Voyage sur la Commune de Trets.

En effet, d'une part, la convention d'aménagement du 30 août 2010, sus mentionnée, permet à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » d'entreprendre toutes les démarches nécessaires aux acquisitions des terrains pour l'aménagement des opérations et les financer. Cependant les derniers projets d'Aires d'Accueil mettent en évidence que les terrains d'assiette proposés par les communes s'avèrent parfois plus étendus par rapport à ce que nécessitent les Aires et peuvent donc générer d'importants délaisés fonciers. La Métropole souhaite donc aujourd'hui que la SPLA « Pays d'Aix Territoires » procède directement aux cessions de ces terrains, non nécessaires aux constructions des Aires d'Accueil, dont les recettes idoine seront réaffectées aux budgets de ces opérations.

D'autre part, la commune de Trets souhaite se mettre en conformité avec la loi 2000-614, du 5 juillet 2000, relative à l'accueil et à l'habitat des Gens du Voyage, par l'aménagement d'une Aire d'Accueil, conformément aux stipulations du Schéma Départemental des Bouches-du-Rhône.

Cet Equipement Public doit disposer d'une capacité de 25 places, il sera situé quartier Moulin de Gratian, sur des terrains désignés par la Commune, dont leur superficie se fixe environ à 3,5 ha.

Ces parcelles se trouvent en secteur agricole classé en zone A1 au PLU. Dans le cadre de sa révision générale, elles seront affectées d'un Emplacement Réserve n°20.

Les Services de l'État ont adressé un avis technique sur la faisabilité de l'opération, à partir d'un dossier de pré habilitation, transmis par la Métropole le 17 juillet 2017.

Conformément à l'ensemble des Aires d'Accueil pour les Gens du Voyage du Territoire du Pays d'Aix, celle-ci sera également conçue et construite selon les recommandations techniques contenues dans la Charte Qualité de septembre 2007.

Il convient, donc d'engager les études préalables et de faisabilité en vue, notamment, d'aboutir à un Programme détaillé et chiffré de l'opération qui, avant

sa mise en œuvre, devra recueillir l'avis favorable des instances décisionnaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-614 du 05 Juillet 2000 relative à l'Accueil et l'Habitat des Gens du Voyage et ses décrets d'application ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République.
- La délibération n°2010_B364 du Bureau communautaire de la CPA du 22 Juillet 2010 approuvant la Convention d'Aménagement avec la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » pour l'action foncière, la préparation et la réalisation des travaux de construction des Aires d'Accueil des Gens du Voyage de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2011_B478 du Bureau communautaire de la CPA du 2 décembre 2011 portant sur l'avenant n°1 de la Convention citée en ci-avant ;
- La délibération n°2011_B190 du Bureau communautaire de la CPA du 23 avril 2015 portant sur l'avenant n°2 de la Convention citée ci-avant ;
- La délibération n°2015_B742 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 portant sur l'avenant n°3 de la Convention citée ci-avant ;
- La délibération n°DEVT 003-1328/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 portant sur l'avenant n°4 de la Convention citée ci-avant ;
- La délibération n°DEVT 006-2602/17/BM du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur l'avenant n°5 de la Convention citée ci-avant ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'inclure à la Convention d'Aménagement, sus mentionnée, avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » la possibilité de procéder à d'éventuelles cessions de terrains.
- La nécessité de programmer les études et la construction de la future Aire d'Accueil pour les Gens du Voyage incombant à la Commune de Trets.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°6, ci-annexé, à la convention d'aménagement avec la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » portant sur l'action foncière, la préparation et la réalisation des travaux de construction des Aires d'Accueil des Gens du Voyage du Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 008-5646/19/BM

■ Autorisation de lancement d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique sur l'îlot Murette à Pertuis au bénéfice de la SPLA Pays d'Aix Territoires MET 19/10006/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la concession d'aménagement intitulée « rénovation du cœur de ville de Pertuis », confiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la S.P.L.A. Pays d'Aix Territoires, il est prévu d'ici 2023, la réhabilitation de certains îlots dégradés de la vieille ville pour lesquels la maîtrise foncière est quasiment acquise, mais aussi la requalification d'espaces urbains stratégiques.

L'ouverture de la Médiathèque des Carmes en janvier 2018, a été un véritable enjeu pour le centre-ville. Les aménagements urbains situés autour de cet équipement public et plus largement sur tout le centre-ville, vont participer à sa mise en valeur et à la

redynamisation de l'activité commerciale, culturelle et touristique.

C'est dans ce cadre que le bureau d'étude CITTA a réalisé en 2017 une étude de faisabilité pour la requalification des espaces urbains situés sur les secteurs de l'îlot des Carmes et de l'îlot Murette, dont il est ici question.

Le projet d'aménagement s'appuie sur la démolition de l'îlot Murette pour créer un cours planté allant de la place Parmentier au bas de la place de la Diane, ouvrant ainsi une large perspective depuis le parvis de la médiathèque des Carmes, invitant à la promenade et à la détente.

La démolition de l'îlot permettra d'un point de vue fonctionnel d'améliorer la sécurité de la circulation piétonne et celle des véhicules en élargissant la rue de la Tour.

Ce périmètre est présenté en annexe, il représente une emprise au sol de 659 m² et 1570 m² de surface de planchers (y compris garages, caves, remises, terrasses).

La SPLA est aujourd'hui propriétaire des immeubles sis 57 rue de la Tour (BV 389/390/391), acquis en 2002, 29 rue de la Tour (BV 393/394) acquis en 2004 et 36 rue Murette (BV 392) acquis en 2018.

La ville de Pertuis est propriétaire de l'immeuble place Murette (BV 395) qui fera l'objet d'une procédure de cession à l'amiable à la S.P.L.A. Pays d'Aix Territoires.

Pour que la SPLA ait la totale maîtrise foncière de l'îlot Murette, il lui faut acquérir un local commercial en activité situé au rez de chaussée du 57 rue de la Tour (Parcelles BV 389/390/391 volume 1).

Conformément à l'article L 327-1 du Code de l'Urbanisme qui stipule que les sociétés publiques locales d'aménagement peuvent agir par voie d'expropriation dans les conditions fixées par des conventions conclues avec l'un de leurs membres, le traité de concession prévoit dans son article 10 que la SPLA Pays d'Aix Territoires peut exercer le droit d'expropriation dans la limite de la déclaration d'utilité publique qui aura été prononcée.

Aussi, il s'agit d'autoriser la SPLA Pays d'Aix Territoires en tant que concessionnaire, à engager la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, réaliser les dossiers d'utilité publique et d'enquête préalable, en assurer le suivi et également engager toute démarche par voie amiable sur cet îlot. La SPLA sera titulaire de l'arrêté de DUP.

Cette décision a été validée lors du Comité de Pilotage de l'opération le 26 novembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 327-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010_A194 du Conseil communautaire de la CPA approuvant la convention de concession d'aménagement relative à la rénovation du cœur de ville de Pertuis ;
- La délibération n°2011_B056 du Bureau communautaire de la CPA du 8 mars 2011 approuvant l'avenant n° 1 à la concession et le principe de la participation en nature par apport du stock foncier à l'opération centre ancien de Pertuis ;
- La délibération n° 2013_A284 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant l'avenant n°2 à la concession apportant des modifications au programme, au périmètre et à la durée de l'opération ;
- La délibération n°DEVT 001-4663/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n°3 à la concession apportant des modifications au programme et à la durée de l'opération ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'engager une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) et d'enquête parcellaire sur l'îlot Murette conformément à la décision du Comité de Pilotage de l'opération du 26 novembre 2018.

Délibère

Article 1 :

Est autorisé le lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) et d'enquête parcellaire sur le périmètre de l'îlot Murette au bénéfice de la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Article 2 :

La SPLA Pays d'Aix Territoires, en tant que concessionnaire, procédera à sa mise en œuvre, réalisera les dossiers d'enquête préalable et assurera son suivi.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tout document afférent à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 009-5647/19/BM

**■ Approbation de la convention de mise à disposition de locaux et moyens avec la commune de Miramas
MET 19/10475/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

De ce fait, la Métropole exerce depuis cette date la compétence Rénovation Urbaine auparavant exercée par la commune de Miramas.

Compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre, et compte tenu du fait que la Métropole Aix-Marseille-Provence n'est pas en mesure d'accueillir au sein des bâtiments dont dispose le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence le personnel du Service Rénovation Urbaine, le concours de la commune de Miramas est sollicité afin de bénéficier de locaux nécessaires à la bonne continuité du service.

Dans ce contexte, il est nécessaire de formaliser sous forme de convention de mise à disposition de locaux et des moyens, la nature des liens existants entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Miramas, avec pour objectif de déterminer la nature des concours apportés par la Ville à la Métropole permettant de donner à cette dernière les moyens d'assurer pleinement son action dans ses domaines de compétence.

La mise en œuvre de cette convention est uniquement régie par des considérations et des exigences propres à la poursuite d'objectifs d'intérêt public et tenant à l'existence d'une mission de service public et d'obligations réciproques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 27 mars 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de mise à disposition de locaux et moyens entre la commune de Miramas et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un montant estimé à 2900 euros.

Article 2 :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de 2 ans à compter de sa date de signature, renouvelable pour la même durée sur demande expresse de la Métropole.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 011; nature 62875.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 010-5648/19/BM

**■ Approbation d'un convention et attribution d'une subvention à l'association Agence Locale de l'Energie et du Climat - ALEC pour l'année 2019
MET 19/10417/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Avec une population dépassant le million d'habitants et une densité 10 fois supérieure à la moyenne régionale, le territoire de la Métropole dispose d'un parc résidentiel important aux typologies techniques, économiques, énergétiques et sociales très complexes.

Véritable gisement d'économies, d'activités et d'amélioration du cadre de vie, ce parc requiert une intervention massive et adaptée profitable à l'ensemble des acteurs privés, publics, particuliers et professionnels.

Unique structure de ce type dans notre région, l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) a été créée fin 2012 à l'initiative conjointe de la Communauté urbaine MPM, la Ville de Marseille, de l'ADEME PACA et du Département des Bouches-du-Rhône.

Dans la continuité de l'année 2018, l'ALEC propose de mettre en œuvre les actions suivantes pour 2019 :

Action n°1 : Appui aux projets et politiques énergétiques des communes du Territoire Marseille Provence

Afin de répondre à leurs attentes, l'ALEC met à disposition des communes du Conseil de Territoire

Marseille Provence, les compétences mutualisées d'une conseillère en énergie spécialisée. L'objectif est d'aider les communes du Territoire à réduire les factures, à rénover et/ou entretenir leur patrimoine et leurs équipements, à valoriser leurs ressources, à produire leur propre énergie, à mobiliser leurs administrés, à être pro-actives sur ces sujets.

Action n° 2 : Massification de la rénovation énergétique des logements

2.a) Informations et conseils aux particuliers

A travers le «Point Rénovation Info Service» (PRIS), l'ALEC assure une mission de service public qui permet aux particuliers de bénéficier d'un *conseil impartial et gratuit* dans les projets de rénovation de leur logement. Cette mission est assurée par 4 «conseillers info-énergie» spécifiquement formés. Les conseillers sont joignables tous les jours par téléphone et par email et lors de permanences installées à Marseille ou dans les autres communes du Territoire Marseille Provence qui le souhaitent. Les questions posées concernent en majorité: le crédit d'impôt, l'éco-prêt à taux zéro, l'isolation des vitrages, la prime rénovation énergétique, l'isolation des toitures. Enfin, l'aide à la lecture des devis et factures est systématiquement proposée par les conseillers.

En outre, dans le cadre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne annoncée par la Présidente de la Métropole, une des actions retenue consiste à créer un guichet unique dénommé « Espace Accompagnement Habitat », ouvert à tous au 19, rue de la République 13001 Marseille, lieu permettant de renseigner le public sur toute question relevant du champ du logement sur la Métropole. Ainsi, L'ALEC assurera son intervention sur site et en collaboration avec les autres partenaires.

En 2018, 852 logements individuels ont bénéficié de l'appui de l'ALEC : 479 pour du «conseil simple», 373 pour du «conseil long terme».

2.b) Conseils aux copropriétés

L'ALEC accompagne actuellement 84 copropriétés, soit plus de 9 829 ménages concernés, incluant des ménages éligibles aux aides de l'ANAH.

C'est à ce titre que l'ALEC travaille en collaboration avec la direction de l'Aménagement et de l'Habitat du Conseil de Territoire Marseille Provence et notamment avec les opérateurs du Programme d'Intérêt Général (PIG) du PLH afin de rediriger les publics susceptibles d'être éligibles aux aides de l'ANAH vers ces services mais aussi vers l'ADIL, SCHS, etc.

La mission de l'ALEC d'accompagnement des copropriétés connaît une montée en puissance du fait d'une sollicitation de plus en plus importante de "leaders énergétiques" mais également de conseils syndicaux et syndics, voire des opérateurs logements de l'ANAH qui ont eu connaissance des actions déjà réalisées par l'association.

La rénovation énergétique de ces copropriétés allant

de quelques lots à plusieurs centaines va avoir des conséquences en termes de dépôt de dossiers de financement de travaux auprès de l'Anah par les copropriétaires éligibles aux aides, faisant de l'ALEC un acteur local incontournable dans la préparation et l'élaboration du futur Plan Local de l'Habitat (PLH).

2c) Animation territoriale

Volet connexe essentiel aux missions de conseil, suivi et orientation décrites précédemment, l'animation territoriale en direction du grand public, des collectivités et des acteurs économiques constituent une des activités clés de l'ALEC.

Cette animation peut être menée à des fins multiples (sensibilisation large, montée en compétences d'acteurs ciblés, valorisation de bonnes pratiques etc.) et sur des formats variés (des plus ludiques au plus professionnels).

L'ALEC propose d'être l'organisatrice d'au moins deux grands événements par an appelés «Rendez-vous de la rénovation». Ces rendez-vous rassemblent plusieurs centaines de personnes (450 personnes pour l'évènement de décembre 2018) venues de toute la France. Elle permet, in fine, de consolider l'ancrage territorial de l'association et de renforcer ses liens partenariaux.

Action n°3 : Plateforme Territoriale de la Rénovation Énergétique de l'Habitat (au sens de l'article 232-1 du Code de l'Energie)

Introduites par la loi transition énergétique du 17 août 2015, il s'agit de multiplier par trois le nombre de rénovations énergétiques en France grâce au travail des Plateformes.

Sur le Territoire Marseille Provence, c'est l'ALEC qui développe et porte cette PTRE depuis 2014.

Cette plateforme doit permettre de dynamiser durablement le marché local de la rénovation avec :

- L'émergence, la structuration et l'accompagnement de la demande.
- La mobilisation, le référencement, l'implication et l'articulation de l'offre (dans une optique B2B et B2C).
- La co-animation et l'intermédiation Offre/Demande dans une optique de massification de la rénovation.
- La mobilisation et l'orientation des politiques locales, (fléchages des deniers publics).

Pour ce plan d'actions 2019, le taux de participation de la Métropole est de 12 %.

ACTIONS	Coût total de l'action(€)	AMP	ADEME	Région SUD	CD 13	Ville de Marseille	Autofinancement ALEC
Action n°1 : Appui aux communes	72 100	10 000	24 000	20 000		/	18 100
Action n°2 : Massification de la rénovation de l'habitat	318 600	40 000	217 200		35 000	/	22 400
Action n°3 : Plateforme Territoriale de Rénovation énergétique de l'Habitat de Marseille Provence (PTRE)	107 800	10 000	28 800	15 000		/	54 000
TOTAUX	498 500	60 000	270 000	39 000	35 000	/	94 500
%	/	12%	53%	8%	7%		20%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La délibération DDIP 001-644/12/CC du 26 octobre 2012, du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole, portant approbation du Plan Climat Energie Territorial de MPM ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La taille, l'état et la complexité du parc résidentiel (individuel et collectif) de la Métropole, engagé, par endroit, dans un processus de déqualification,
- La dynamique enclenchée sur le territoire en direction des copropriétés privées sur la base notamment des conclusions du rapport NICOL,
- La capacité de l'ALEC à générer de l'activité économique, des projets performants et des

dispositifs technico-financiers innovants et fédérateurs,

- La vocation d'intérêt général des ALEC confirmée par la loi TECV et les retours d'expériences nationaux des autres ALEC en France.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions, ci-annexé, de l'association Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) au titre de l'action 24 du Plan Climat Energie Territorial «*Mettre en place une agence locale de l'Energie pour agir, informer et conseiller*» pour l'année 2019.

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 60 000 euros à l'association ALEC au titre de l'action 24 du Plan Climat Energie Territorial «*Mettre en place une Agence Locale de l'Energie pour agir, informer et conseiller*» pour l'année 2019.

Article 3 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2019 établie entre la Métropole et l'association ALEC, ci-annexée.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole.

Fonctionnement : 60 000 euros - sous-politique D110 – Nature 65748 – Fonction 552

Crédits de paiements 2019 : 48 000 euros

Crédits de paiements 2020 : 12 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Environnement, Développement Durable, Agriculture et Forêt"

ENV 001-5649/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Acoucité pour le programme d'actions 2019 de l'Observatoire de l'Environnement Sonore - Approbation d'une convention
MET 19/10023/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du Conseil de la Métropole du 28 février 2019, la Métropole a décidé de soutenir le développement d'un observatoire de l'environnement sonore à l'échelle métropolitaine afin de suivre plus précisément les évolutions en matière de bruit sur ce territoire.

Deux associations, spécialistes de l'acoustique (Acoucité, pôle de compétence national sur le bruit) et de la métrologie (AtmoSud, association agréée de surveillance de la qualité de l'air en région PACA) proposent à la Métropole de déployer un observatoire environnement sonore, en définissant un programme de travail annuel basé sur le suivi des projets en cours sur le territoire.

Acoucité, est une association loi 1901 créée en 1996 à l'initiative du Grand Lyon et de ses membres fondateurs [IFSTTAR (Institut Français des Sciences et Technologies des Transports, de l'Aménagement et des Réseaux), ENTPE (École Nationale des Travaux Publics de l'État), CEREMA (Centre d'Études et d'expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement), CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment)...]. C'est un pôle de compétence sur l'environnement sonore urbain qui a pour vocation de favoriser les échanges entre les centres de recherches et les besoins opérationnels des villes ou agglomérations, notamment en matière de gestion des bruits urbains liés aux transports terrestres. La plupart des travaux sont menés sur le territoire de l'agglomération lyonnaise, terrain de test et d'expérimentation privilégié.

Acoucité collabore à des programmes européens LIFE (GIPSYNOISE, outil SIG conforme aux exigences de la Directive Européenne, HOSANNA, nouvelles solutions acoustiques naturelles, HARMONICA, nouveaux indicateurs acoustique, MONICA, Internet des objets dédiés au confort acoustique et à la sécurité...) et anime un réseau de villes françaises et européennes partenaires du projet. À la suite de ce projet, Acoucité collabore à la réalisation des cartographies du bruit.

Acoucité s'applique à développer, renforcer, renouveler et pérenniser ces actions. Les compétences et savoir-faire acquis, les orientations, les projets de développement, les apports des membres associés et/ou partenaires, ainsi que les soutiens de plus en plus élargis, mettent en évidence la cohérence des actions menées qui renforcent et contribuent à une meilleure connaissance et gestion de l'environnement sonore urbain. La réalisation des objectifs décrits dans ce document correspond au projet associatif de la structure et à ceux de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de sa politique environnementale en matière de lutte contre les nuisances sonores.

AtmoSud est l'observatoire régional de la qualité de l'air. C'est l'Association Agréée par le ministère en charge de l'Environnement pour la Surveillance de la

Qualité de l'Air de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (AASQA). Cette structure associative regroupe quatre collèges d'acteurs (collectivités territoriales, services de L'État et établissements publics, industriels, associations de protection de l'environnement et de consommateurs, des personnalités qualifiées et/ou professionnels de la santé).

AtmoSud est membre de la Fédération Atmo France et agit pour la santé de tous. Elle améliore continuellement ses connaissances des polluants atmosphériques et de la qualité de l'air. Elle identifie les populations exposées à un dépassement de normes limites pour la santé pour mettre en évidence les zones où il faut agir.

AtmoSud apporte à l'Observatoire de l'Environnement Sonore ses compétences et moyens de terrain ainsi que la cohérence air/bruit : gestion de la base de données, rapatriement des données, gestion des balises, accompagnement des prestataires pour l'installation des balises, développement progressif d'une compétence sur le sujet, participation à la stratégie d'échantillonnage...

L'objectif de ce partenariat est de déployer progressivement et en fonction des volontés des territoires de la métropole un observatoire de l'Environnement Sonore, sur la base de celui mis en oeuvre sur le territoire du Pays d'Aix, à l'échelle de la métropole.

Par ailleurs, afin de simplifier la lisibilité de l'organisation de ce partenariat, il est proposé que la Métropole conventionne spécifiquement avec l'association Acoucité, sachant que cette association s'appuiera directement sur les compétences et l'expertise d'Atmosud, et dans ce cadre lui reversera une partie de la subvention à hauteur de 35 916 euros.

En 2019, Acoucité et AtmoSud proposent d'accompagner la Métropole sur 3 actions spécifiques :

- animation d'un groupe national sur le bruit et partage d'expérience

Depuis 2010, l'association Acoucité propose d'apporter son expertise à différentes agglomérations nationales pour la mise en place de leurs observatoires du bruit. L'association s'engage à atteindre les objectifs d'intérêts généraux suivants conformes à l'objet social de l'association, à savoir :

- Développer des outils d'aide à la décision notamment sur les politiques d'aménagements et de réalisation d'infrastructures,
- Coordonner les efforts de recherche en les rendant accessibles et appropriés aux besoins des collectivités [partenariats

INRETS (Institut National de REcherche sur les Transports et leur Sécurité), CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment), Ministère de la Transition écologique et solidaire, ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie)...],

- Apporter, lors des projets urbains, une assistance pratique dans la prise en compte du bruit dans ses dimensions : mesures acoustiques et sonores, analyse de l'impact social et psychologique, économique, prise de de ces paramètres sur le plan architectural et urbain,
- Développer une expertise, un conseil auprès des collectivités locales, notamment les communes,
- Promouvoir la sensibilisation et la communication du grand public, des professionnels, des élus et des scolaires (Journées des transports, de l'environnement, de la science...),
- Diffuser une valorisation scientifique et technique, vers les habitants et les scolaires (expositions, site Web, émissions radio...), niveau local, national et international,
- Co-animer les réseaux de villes et de groupes de travail nationaux et internationaux.

Seul le Territoire du Pays d'Aix bénéficiait jusqu'alors de ce réseau, il est ainsi proposé que le champ d'actions soit élargi au profit des autres Territoires et au niveau Métropolitain.

- Propositions d'actions pour l'année 2019 pour le Territoire du Pays d'Aix

Depuis 2010, l'association Acoucité anime au côté du Territoire du Pays d'Aix, un observatoire de l'environnement sonore, suite à l'appel à manifestation d'intérêt dirigé par l'Ademe et le Ministère de l'Environnement sur le sujet.

Neuf balises de mesures bruit sont aujourd'hui déployées sur le territoire.

Le réseau de balises fixes couvre, à ce jour, les sites de :

- Aix-en-Provence - Boulevard du Roy René sur le site de la station de mesure de la qualité de l'air
- Aix-en-Provence - Avenue Schuman
- Aix-en-Provence - Hôpital Montperrin
- Vitrolles - École Paul Cézanne
- Gardanne - sur le site de la station de mesure de la qualité de l'air
- Aix-en-Provence - CFA/RD9
- Aix-en-Provence - Pont de l'Arc

- Aix-en-Provence - École d'Art sur le site de la station de mesure de la qualité de l'air.

En 2019, il est proposé que des mesures mobiles soient conduites sur les sites de :

- Vasarely : mesures ponctuelles à réaliser sur l'année
- Vitrolles - Avenue de Marseille : 3 points à investiguer suite au réaménagement de voirie
- La Parade : nouvelle infrastructure créée, pont routier au-dessus de l'autoroute
- Mesures parcs et jardins :
 - Aix-en-Provence : Parc Saint Mitre
 - Vitrolles
- Suivi BHNS : mesure complémentaire au rond-point du Lieutenant-Colonel Jeanpierre
- Aéroport des Milles.

- Déploiement de l'Observatoire du Bruit à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence

En 2019, il est aussi proposé de déployer les actions de l'Observatoire de L'Environnement Sonore sur de nouveaux secteurs de l'aire métropolitaine afin d'étudier les incidences de plusieurs projets en cours, sur le paysage sonore urbain :

- Mesures d'urgence transport : accompagnement de la mise en place de restrictions de circulation lors des pics de pollution et d'une Zone à Faibles Émissions
- Nouvelles règles liées aux livraisons en centre-ville de Marseille
- Compléments liés à la réalisation des cartes stratégiques de bruit métropolitaines programmée en 2019
- État de l'environnement sonore sur de nouveaux territoires ou nouvelles thématiques : territoires qui n'avaient pas la compétence bruit jusqu'à présent (territoire de Salon, Istres: bruit industriel).

Dans le fonctionnement de l'observatoire, Acoucity et AtmoSud s'attachent à la définition des sites de mesures, à l'exploitation des données recueillies, à la gestion technique du réseau et au fonctionnement des balises.

Acoucity assure particulièrement :

- La mission d'expertise acoustique
- La gestion de la base de données et la plateforme de diffusion des données de l'observatoire sur une page dédiée de son site
- La rédaction des rapports d'analyse.

Acoucity s'appuiera sur AtmoSud pour la gestion technique du réseau et le fonctionnement des balises :

- Désinstallation et installation des balises réaffectées
- Calibration annuelle des balises
- Gestion des étalonnages annuels avec le constructeur
- Fourniture, configuration et administration du serveur de données bruit de l'Observatoire du Bruit du Pays d'Aix
- Achat de petits matériels pour l'installation des balises mobiles notamment
- Réalisation des campagnes temporaires
- Synergie entre air et bruit : campagnes de mesure complémentaires autour des balises (AtmoSud, fort de sa connaissance de l'aire métropolitaine présentera aux membres de l'Observatoire de l'Environnement Sonore ses différents sites de mesures de la qualité de l'air afin d'identifier les sites les plus pertinents pour démarrer les premières mesures).

Le montant prévisionnel de ces actions se porte à 110.100 euros ; Acoucity sollicite la Métropole pour une subvention à hauteur de 85.000 euros, soit 77 % du montant du projet.

Pour l'ensemble des missions réalisées, Acoucity reversera la somme de 35.916 euros à l'association AtmoSud.

Pour 2019, les financements sont répartis comme suit :

Prestation de services		73-Dotation et produits de tarification	
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures	4 100,00 €	Etat (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s))	
		Région(s):	
61 - Services extérieurs	0,00 €	Département(s):	
Locations		Total Métropole Aix-Marseille-Provence	85 000,00 €
Entretien et réparation		Métropole	20 000,00 €
Assurance		Territoire Marseille-Provence	
Documentation		Territoire du Pays d'Aix	65 000,00 €
		Territoire du Pays provençal	0,00 €
62 - Autres services extérieurs		Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	0,00 €
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Territoire Istres-Ouest Provence	0,00 €
Publicité, publication		Territoire du Pays de Martigues	0,00 €
Déplacements, missions	2 000,00 €	Communes (détailler)	
Services bancaires, autres			
		Fonds européens	
63 - Impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunérations		L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA-emplois aidés)	
Autres impôts et taxes	0,00 €	Autres établissements publics	
		Aides privées	
64- Charges de personnel	89 000,00 €		
Rémunération des personnels,	61 000,00 €		
Charges sociales,	28 000,00 €	75 - Autres produits de gestion courante - Fonds propres	25 100,00 €
Autres charges de personnel			
65- Autres charges de gestion courante		76 - Produits financiers	
66- Charges financières		77 - Produits exceptionnels	
67- Charges exceptionnelles		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
68- Dotation aux amortissements (provisions pour renouvellement)		79 - transfert de charges	
69- Impôt sur les bénéfices; Participation des salariés			
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement	17 000,00 €		110 100,00 €
Frais financier			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES (15)			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0,00 €	87 - Contributions volontaires en nature	0,00 €
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	110 100,00 €	TOTAL	110 100,00 €

Au regard des objectifs à atteindre sur le Territoire du Pays d'Aix pour 2019, il est proposé de maintenir l'aide au fonctionnement de l'Observatoire de l'Environnement Sonore et d'accorder à Acoucity intervenant en partenariat avec AtmoSud, sur le Budget Principal de la métropole- état spécial du Territoire du Pays d'Aix, une subvention d'un montant de 65.000 euros enregistrée auprès du Guichet Unique sous le numéro 2019_00569.

Au regard des objectifs à atteindre pour tester le déploiement de l'Observatoire de l'Environnement Sonore à l'échelle métropolitaine, il est proposé d'accorder une subvention à Acoucity intervenant en partenariat avec AtmoSud, sur le budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'un montant de 20.000 euros enregistrée auprès du Guichet Unique sous le numéro 2019_00614 .

Dans le cadre de ce partenariat, il est donc proposé d'attribuer une subvention à l'association Acoucity, d'un montant global de 85.000 euros dont une partie est reversée à AtmoSud, pour son travail sur l'observatoire de l'environnement sonore.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-49/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La compétence lutte contre les nuisances sonores attribuée à la Métropole Aix-Marseille-Provence conformément à l'Article L. 5217-2 du CGCT.
- L'intérêt de déployer l'Observatoire de l'Environnement Sonore du Pays d'Aix à l'échelle de la Métropole en vue de compléter les éléments de la Cartographie du Bruit, élaborée en réponse aux dispositions fixées par la Réglementation Européenne relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement (Directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 transposée en droit français par les articles L572-1 à L572-11 et R572-1 à R572-11 du CE).

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant total de 85.000 euros à l'association Acoucity pour la mise en œuvre du programme 2019 de l'Observatoire de l'Environnement Sonore dont :

- 65.000 euros seront dédiés aux actions 2019 sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- 20.000 euros au déploiement de l'Observatoire de l'Environnement Sonore à l'échelle métropolitaine.

35.916 euros seront reversés à AtmoSud, partenaire d'Acoucity au sein de l'Observatoire de l'Environnement Sonore.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Primitif 2019 de la Métropole, et ventilé comme suit :

- 65.000 euros pris en charge sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix - chapitre 65 - Fonction 74 - Nature 65748.
- 20.000 euros pris en charge sur le budget de la Métropole - chapitre 65 - Fonction 74 - Nature 65748

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 002-5650/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association Brigade Anti Gaspi pour l'organisation de 14 marchés Anti Gaspi pour l'exercice 2019 - Approbation d'une convention d'objectifs
MET 19/10410/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association Brigade Anti Gaspi a organisé deux éditions du salon « Anti-Gaspi et du Partage » en 2017 et 2018 sur Marseille avec plus de 12 000 visiteurs (3350 en 2017 et 8850 en 2018).

Ces deux éditions ont permis de promouvoir des pratiques éco-responsables permettant de contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique et à la réduction des déchets.

Le public présent, demandeur d'informations sur les bons gestes de l'anti-gaspi, a pu se renseigner lors des différentes animations, des ateliers et tables rondes organisées sur des solutions simples et locales.

Pour 2019 l'association souhaite aller à la rencontre du public en organisant dans 14 communes des "marchés Anti-gaspi" répartis sur la Métropole. L'objectif est de faire valoir la richesse et la qualité du patrimoine culinaire local tout en sensibilisant les "non-initiés" à l'importance de consommer des produits sains, locaux et naturels en respectant les principes des 3R de la philosophie Anti-Gaspi : Réduire - Réutiliser - Recycler.

Ces marchés sont avant tout informatifs, leur objectif est de provoquer une prise de conscience de la part des visiteurs et mettre à leur disposition les outils pour adopter une conduite éco-responsable quotidiennement.

Ce projet s'inscrit dans la politique environnementale de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au sens large, et plus spécifiquement en lien avec la lutte contre le réchauffement climatique. En effet, par délibération du 17 octobre 2016, le Conseil de la Métropole a engagé l'élaboration d'un Plan Climat Air Énergie Métropolitain qui fixe des objectifs de réduction des consommations d'énergie et de production d'énergie renouvelable, projet qui sera soumis au vote du Conseil de la Métropole ce 28 mars 2019. La mise en œuvre concrète de cette ambition s'appuie sur bon nombre de politiques métropolitaines : agenda de la mobilité, agenda du développement économique, politique de l'habitat, aménagement, prévention des déchets, économie circulaire, circuits courts agricoles et charte forestière, agenda Environnement Métropole/Département...

Dans ce cadre, un des éléments essentiels de la réussite de la politique de réduction des émissions de gaz à effets de serre sur le territoire de la Métropole passe par une évolution comportementale du citoyen (rénovation énergétique de son logement, utilisation des transports en commun et/ou des modes actifs, achat de produits locaux, consommation d'énergies renouvelables, tri et valorisation des déchets...).

L'organisation de ces marchés anti gaspi contribue donc à cet objectif.

Le Territoire Marseille Provence est engagé dans une démarche Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage, concrétisé par la signature d'un « Contrat d'Objectifs Déchets et Économie Circulaire » (CODEC) avec l'Ademe pour la période 2017-2019. Ce CODEC est doté d'une subvention de l'Ademe pour les 3 années de 450 k€.

Les objectifs du CODEC seront atteints grâce à la mise en place d'un plan d'actions ambitieux visant à développer une démarche participative de réduction et de valorisation des déchets dans une dynamique d'économie circulaire selon 3 axes :

- Axe 1 : animer le projet, mobiliser les acteurs et promouvoir l'éco-exemplarité ;
- Axe 2 : développer l'économie circulaire par la mise en œuvre d'actions de réduction des déchets et d'économie de la ressource ;
- Axe 3 : connaître et suivre les impacts environnementaux, économiques et sociaux.

Le CODEC prévoit, dans son axe 2, la mobilisation des habitants par la promotion des solutions permettant de réduire les déchets et d'économiser de la ressource.

Le projet de l'association Brigade Anti Gaspi de réalisation de 14 marchés, dont 8 sur le Territoire Marseille-Provence, présentant les solutions contre le gaspillage, participe aux objectifs de la démarche Environnementale de la Métropole et aux objectifs du CODEC du Territoire Marseille Provence. Dans ce cadre, l'association sollicite la Métropole pour l'attribution d'une subvention de 12.000 euros.

Ces actions s'inscrivent pour le Territoire Marseille Provence dans le cadre du projet LIFE IP Smart Waste PACA/ LIFE16IPEFR005.

Il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir l'association Brigade Anti Gaspi pour la réalisation de ces marchés à hauteur de 12.000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et

Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° ENV 001-1132/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 relative aux modalités et principes de l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie Métropolitain ;
- La délibération n° PGD 001-447/17/CT du Conseil de Territoire Marseille Provence du 7 février 2017 approuvant le Contrat d'Objectifs Déchets et Économie Circulaire avec l'Ademe ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la sensibilisation des habitants de la Métropole par la réalisation de marchés « Anti-Gaspi » représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 12.000 euros TTC à l'Association Brigade Anti-Gaspi pour l'organisation de 14 marchés « Anti-Gaspi » sur l'année 2019.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs, ci-annexée, conclue avec l'Association Brigade Anti-Gaspi.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

Au budget Principal de la Métropole 2019 chapitre 65 Nature 65748 pour un montant de 7.000 euros.

Au budget annexe Collecte et Traitement des Déchets 2019 du Territoire Marseille Provence - Chapitre 65 - Nature 65748 - Sous-Politique G140 - Fonction 7212 pour un montant de 5.000 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 003-5651/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association Hespul - Approbation d'une convention
MET 19/10133/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Hespul est une association à but non lucratif créée en 1991, reconnue nationalement pour son indépendance et son expertise dans le domaine de la planification énergétique et du développement des énergies renouvelables, notamment de l'énergie photovoltaïque. L'objectif stratégique du projet de l'association est de «contribuer à l'avènement d'une société sobre et efficace, reposant sur les énergies renouvelables, tout en défendant les valeurs d'équité et d'intérêt général». Déclinée aux réseaux publics de distribution d'électricité, la stratégie de l'association Hespul vise à «contribuer à l'évolution des réseaux électriques afin que ceux-ci puissent accueillir le maximum de production renouvelable à moindre coût global et dans une logique d'intérêt général».

Centrée à l'origine sur la promotion et le développement de la filière photovoltaïque raccordée aux réseaux publics de distribution d'électricité, l'association a acquis une expertise reconnue de niveau international en réalisant ou faisant réaliser plusieurs centaines d'installations de ce type en France, notamment dans le cadre de programmes de démonstration soutenus par la Commission Européenne. L'association est également membre du Comité de Concertation des Producteurs, animé par Enedis, depuis 2004 et impliquée dans les réflexions nationales sur les évolutions réglementaires dans le domaine des réseaux d'énergie et des énergies renouvelables. L'expertise développée par l'association Hespul lui confère une compréhension fine des enjeux juridiques, financiers et techniques des réseaux d'énergie et du développement local des énergies renouvelables.

Cependant, les évolutions législatives récentes, tant sur l'organisation territoriale que sur la transition énergétique, impliquent des changements profonds dans la prise en charge de ces questions énergétiques et une nette montée en puissance de l'échelon local et métropolitain en particulier.

L'association étant chargée depuis plusieurs années de construire et faire vivre le centre de ressources en photovoltaïque cofinancé par l'ADEME (www.photovoltaique.info), dont une partie importante est d'ores et déjà consacrée au raccordement des producteurs, elle complète progressivement ce site avec des éléments relatifs au rôle d'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Énergie (AODE) afin de mieux comprendre les problématiques auxquelles celles-ci sont confrontées dans leur relation avec leur

concessionnaire. Elle a donc besoin de développer sa compréhension des mécanismes spécifiques à la prise de cette compétence par les métropoles pour renforcer son expertise et faire évoluer ses outils d'accompagnement des territoires et des collectivités.

Dans ce but, l'association Hespul a déjà soumis à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en 2017-2018, un projet visant à étudier la prise de compétence «énergie» par la Métropole afin de capitaliser cette expérience. Cela a permis à la Métropole de bénéficier de l'expertise de cette association qui a pu lui faire partager les réflexions nationales sur tous les sujets énergie qui l'occupent :

- la mise en place de la stratégie de la Métropole en matière d'aide aux porteurs de projets d'installations de production d'électricité utilisant les énergies renouvelables ;
- les interactions avec différents acteurs locaux intervenant dans la réalisation de travaux de planification énergétique ;
- la mise en place de la compétence d'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Energie et notamment les liens avec les syndicats d'énergie, l'exercice des missions de contrôle de la concession du réseau public de distribution et le raccordement des producteurs d'énergie renouvelable.

Le retour d'expérience de la Métropole Aix-Marseille-Provence permet à l'association de construire des lignes directrices, recommandations et supports d'information destinés à l'ensemble des métropoles françaises et des acteurs de leur territoire (entreprises, collectifs citoyens, communes...) pour favoriser le développement des énergies renouvelables.

En 2019, l'association Hespul souhaite prolonger cette démarche aux côtés de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Pour toutes ces raisons, il apparaît intéressant d'encourager l'association Hespul à observer et accompagner les travaux de la Métropole et capitaliser sur cette expérience afin de compléter son expertise et ses outils pouvant être utiles à l'ensemble des métropoles, grandes collectivités françaises et acteurs territoriaux agissant à leurs côtés dans le domaine de l'énergie.

Aussi, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver cette convention et d'accorder à l'association HESPUL une subvention de 6.000 euros au titre de l'exercice 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération ENV 001-3648/18/CM du 22 mars 2018 portant l'organisation de la compétence Energie ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association Hespul est une association reconnue nationalement pour son indépendance et son expertise dans le domaine de la planification énergétique et du développement des énergies renouvelables, notamment de l'énergie photovoltaïque ;
- Que l'association Hespul a besoin de compléter cette expertise en étudiant le fait métropolitain en matière de prise de compétence d'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Energie, de travail en réseau avec les acteurs locaux et d'accompagnement des projets métropolitains en faveurs des énergies renouvelables ;
- Que la Métropole bénéficie de l'analyse et de la prise de recul sur ses travaux par l'association Hespul.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association HESPUL une subvention de 6.000 euros au titre de l'exercice 2019.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2019 établie entre la Métropole et l'association HESPUL, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et prendre toutes dispositions y concourant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019, sous-politique G910, nature 65748, fonction 758.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 004-5652/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association GERES - Approbation d'une convention MET 19/10135/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le GERES, Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités, est une association à but non lucratif créée en 1976. Elle a pour objet de contribuer à préserver l'environnement, limiter les changements climatiques et leurs conséquences, réduire la précarité énergétique et améliorer les conditions de vie des populations.

Pour cela elle met en œuvre une ingénierie de développement, une expertise technique spécifique sur les thématiques de l'efficacité énergétique, de la maîtrise de l'énergie, des énergies propres et renouvelables, des services énergétiques, et de la gestion de l'environnement, notamment dans le secteur des déchets.

Cet objet impliquant la mise en œuvre d'actions coordonnées entre les partenaires des divers secteurs qui y sont intéressés et avec les spécialistes de différentes disciplines, l'association joue un rôle d'interlocuteur vis-à-vis des différents partenaires, tant sur le plan local et régional qu'au niveau national ou à l'étranger. Ses activités sont mises en œuvre en partenariat avec les acteurs locaux et les populations, en basant la collaboration sur la mise en commun des savoir-faire.

Le GERES dispose en particulier d'une expertise dans le domaine de la méthanisation, objet du projet que l'association soumet à la Métropole. Depuis plusieurs années, le GERES constitue le référent technique de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de l'ADEME dans ce domaine et dispose, à ce titre, d'une convention avec ces institutions pour coordonner et encadrer le développement de la méthanisation sur le territoire régional avec les acteurs locaux.

La méthanisation est un processus qui consiste à valoriser les biodéchets (issus des déchets ménagers, de l'agriculture, des industries agro-alimentaires, des invendus de la grande distribution, des boues de stations d'épuration...) pour produire du gaz méthane. Ce gaz peut alors alimenter une centrale de production d'électricité ou bien être purifié pour être injecté dans le réseau de distribution de gaz (réseau public géré par GRDF) ou pour être utilisé comme carburant (on parle alors de GNV). Les projets de méthanisation

constituent ainsi une réponse à la fois aux enjeux de transition énergétique et de gestion des déchets, deux domaines de compétence de la Métropole.

Les projets de création d'unités de méthanisation sont de plus en plus nombreux, tant sur notre territoire qu'au niveau national car, d'une part, les gros producteurs de biodéchets ont désormais une obligation de les valoriser et, d'autre part, ce processus permet de produire du « biogaz » qui vient se substituer au gaz fossile que la France importe actuellement. Ces projets peuvent relever autant de notre collectivité que d'initiatives privées.

La mise en œuvre d'unités de méthanisation revêt cependant un caractère complexe avec de nombreuses contraintes techniques et environnementales (prise en charge de différents types de biodéchets, gestion du stockage, proximité des réseaux de gaz, approvisionnement, déclaration ICPE, etc.) qui nécessitent de mobiliser une expertise ad hoc pour éviter des projets néfastes pour l'environnement local et les riverains (nuisances olfactives, flux de camions...) mais également pour assurer une viabilité des différents projets émergeant sur le territoire (concurrence sur les gisements de biodéchets, prise en charge des déchets les moins « rentables », valorisation du digestat, etc.).

Le GERES, dans le prolongement de son rôle d'observatoire de la méthanisation à l'échelle régionale, propose de promouvoir le développement de la méthanisation sur le territoire métropolitain comme un élément de la transition énergétique, en relation avec les initiatives existantes et dans le prolongement des années précédentes.

Ayant identifié les risques et points de vigilance relatifs au développement de ce type de projet, le GERES estime nécessaire d'informer, sensibiliser, encadrer et aider les porteurs de projets de méthanisation sur le territoire. Cela implique de déployer une approche participative afin d'assurer un développement maîtrisé de la méthanisation. Cette approche repose sur l'organisation d'ateliers multi-acteurs, l'élaboration d'outils et de recommandations à destination des porteurs de projets et la collecte d'information sur toutes les initiatives du territoire.

Ce besoin a été identifié et précisé en 2017-2018 dans le cadre d'un groupe de travail partenarial piloté par le GERES avec le soutien de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la Région Sud et de l'ADEME pour animer la réflexion sur le développement maîtrisé de la méthanisation sur le territoire métropolitain.

Le GERES se propose donc de mener les actions suivantes dans le prolongement des travaux menés en 2017-2018 :

1. Accompagner et faciliter le développement de projets auprès des porteurs de projets.
2. Diffuser l'information et les retours d'expérience de la filière méthanisation.

3. Mobiliser et pérenniser le groupe de travail partenarial en lien avec les initiatives régionales.
4. Renforcer les capacités des services de la Métropole sur les enjeux, risques et facteurs clés de réussite d'un projet de méthanisation et accompagner la construction de la stratégie énergétique intégrée de la Métropole dont le démarrage est prévu au premier trimestre 2019.

Cette démarche est soutenue par la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et par l'ADEME, en articulation avec des démarches régionales comme le Schéma régional biomasse.

Pour toutes ces raisons, il apparaît intéressant d'encourager l'action du GERES sur le territoire régional et métropolitain, en coordination avec la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et l'ADEME.

Dans cet objectif, il a été décidé d'établir une convention avec le GERES, destinée à soutenir financièrement son projet de développement de la méthanisation.

Aussi, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver cette convention et d'accorder à l'association GERES une subvention de 10.000 euros au titre de l'exercice 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération ENV001-3648/18/CM du 22/03/2018 portant l'organisation de la compétence Energie.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association GERES est une association reconnue pour son indépendance et son expertise dans le domaine de la méthanisation ;
- Que la démarche du GERES est soutenue par la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et l'ADEME et s'inscrit dans une démarche régionale et métropolitaine globale ;
- Que le développement de la méthanisation répond à des enjeux de transition énergétique et de gestion des déchets sur le territoire métropolitain, domaines de compétence de la Métropole ;
- Que ce développement doit cependant être maîtrisé, à travers un apport d'expertise et l'animation du réseau des acteurs du territoire, afin d'éviter des effets néfastes pour l'environnement, pour les riverains et pour la filière biomasse.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association GERES une subvention de 10.000 euros au titre de l'exercice 2019.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2019 établie entre la Métropole et l'association GERES, ci-annexée.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole 2019, sous-politique G910, nature 65748, fonction 758.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 005-5653/19/BM

■ Approbation du renouvellement de l'adhésion à l'association Energie partagée et paiement de la cotisation 2019 MET 19/10153/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Énergie Partagée Association a pour vocation de promouvoir et d'accompagner le développement de projets de production d'énergie renouvelable dans les territoires et le modèle d'appropriation citoyenne de l'énergie en vue de multiplier le nombre de ces projets. Pour cela, elle met en œuvre des actions de sensibilisation et de formation, tant des porteurs de projet que des collectivités locales afin de promouvoir des politiques publiques favorables aux énergies citoyennes. Elle propose également à ses adhérents un ensemble de services de partage d'expérience, de mise à disposition d'outils méthodologiques et d'accompagnement.

Depuis 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a choisi d'adhérer à cette association et d'approuver pour cela la Charte Energie Partagée qui porte des valeurs dans lesquelles la Métropole s'inscrit. La Métropole confirme, en effet, sa volonté de favoriser le développement des énergies renouvelables sur son territoire et le fait que les démarches citoyennes (participation des habitants et des collectivités locales aux projets) peuvent effectivement constituer un relais de développement intéressant.

La Métropole avait alors souhaité adhérer à cette association afin de :

- favoriser la présence, sur son territoire, d'acteurs capables de faire émerger et d'accompagner les projets participatifs de production d'énergie renouvelable.
- accéder à une expertise et des outils qui l'aideront à définir et mettre en œuvre sa stratégie énergétique dans le domaine des énergies renouvelables.

Cette démarche impliquant un engagement sur la durée du territoire et de ces acteurs, il apparaît légitime de renouveler le soutien de la Métropole à cette association par un renouvellement de l'adhésion en 2019.

Aussi, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le renouvellement de l'adhésion à Energie Partagée Association ainsi que le paiement de la cotisation d'un montant de 1000 euros pour l'année 2019, conformément à la facture de cotisation annexée au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération ENV001-3648/18/CM du 22 mars 2018 portant l'organisation de la compétence Energie ;
- La délibération n° ENV 003-2398/17/CM du 13 juillet 2017 portant adhésion à l'association Energie Partagée et approbation de la Charte Energie Partagée ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association Energie Partagée Association est à même de contribuer à la politique métropolitaine de développement des énergies renouvelables sur le territoire.
- Que, par le renouvellement de cette adhésion, la Métropole pourra bénéficier de retours d'expérience et d'outils méthodologiques pour appuyer ses équipes dans la mise en œuvre de sa stratégie énergétique.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à Energie Partagée Association et le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 1000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous-politique G910, nature 6281, fonction 758.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 006-5654/19/BM

■ Demande de subventions d'investissement pour la réalisation de l'opération "étude sur la filière bois : identification du gisement et schéma de dessertes"

MET 19/10354/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains de ses investissements, qui traduisent les politiques publiques métropolitaines, peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Sur le territoire métropolitain, les espaces forestiers couvrent plus de la moitié de sa surface (152 000 ha). Soumise à des pressions croissantes, à la fois sociétales et liées aux risques, la forêt métropolitaine est aujourd'hui à la confluence d'enjeux majeurs qu'il convient de connaître et maîtriser : préservation et valorisation, développement urbain et risques.

La question de la gestion des forêts concerne autant les forêts publiques et les forêts privées, et représente un enjeu majeur à plus d'un titre :

- Entretien, renouvellement et valorisation des peuplements naturels : culture de la ressource, co-formation des bois en vue d'une exploitation future, protection contre les risques (feux, sanitaires, etc...) par réduction de la densité.
- Source d'emplois et d'économie locale par la mobilisation des bois, source d'énergie renouvelable (bûches, plaquettes ou granulés), mais également pour le bois de trituration (fabrication de pâte à papier) et pour le bois d'œuvre (construction, mobilier, objets en bois), plus particulièrement depuis avril 2018, le pin d'Alep ayant obtenu sa normalisation pour pouvoir être utilisé en bois de construction.
- Impact sur l'environnement par la prise en compte du changement climatique à travers la lutte contre les incendies, séquestration du carbone (absorption de 11 à 37 tonnes de CO₂ par hectare et par an), réservoir de biodiversité, stabilisation des sols, filtration de l'eau, régénération des espèces, protection des écosystèmes.
- Cadre de vie et paysager facilitant la promotion touristique et l'attractivité économique : tourisme de pleine nature, tourisme sportif, tourisme gastronomique et œnologique, tourisme culturel avec la

nécessité de mettre en place des actions en faveur de l'offre, de l'accueil des publics, de la promotion et de la communication.

La disparité géographique dans la gestion des forêts métropolitaines actuellement constatée aboutit à des espaces forestiers souvent fermés, peu diversifiés, à la biodiversité limitée et surtout propices aux incendies, aux attaques phytosanitaires et aux aléas climatiques. Or, la gestion forestière offre de nombreux avantages économiques et environnementaux et contribue au même titre que le sylvo-pastoralisme ou la reconquête des friches agricoles à la valorisation économique, sociétale et environnementale de la forêt. Elle favorise la croissance des arbres économiquement « rentables » et participe par la réduction de la biomasse à la Défense de la Forêt Contre les Incendies.

Ainsi, la structuration économique de la filière forêt-bois métropolitaine apparaît comme une nécessité, en raison du potentiel existant, des partenariats possibles et des enjeux environnementaux, et cela dans une logique globale de gestion incluant économie, environnement et ouverture au public.

Dans ce cadre, l'objectif de l'étude sur la filière bois est d'une part de réaliser un diagnostic précis, fondé sur une évaluation quantifiée, chiffrée et localisée du potentiel bois, et d'autre part de proposer des orientations stratégiques favorables à la sensibilisation et à l'incitation des propriétaires en faveur de l'exploitation des bois.

Cette étude permettra de répondre à la demande constante des besoins aussi bien en bois industrie, qu'en bois énergie et en bois pour la construction (ou les rénovations de constructions), en tenant compte des enjeux et des spécificités du territoire forestier de la Métropole. Elle sera réalisée en cohérence avec le Plan Régional Forêt Bois en cours d'élaboration afin que les propositions soient conformes aux objectifs fixés dans ce document stratégique.

La connaissance de ces différents éléments permettra d'identifier les seuils de volume suffisants pour créer une filière locale en circuit court, facilitera l'implication des propriétaires et exploitants locaux et contribuera à la protection de l'environnement. Elle permettra également d'alimenter le volet forestier des documents d'urbanisme (Schéma de Cohérence Territoriale et Plan Local d'Urbanisme intercommunal notamment).

Le périmètre de l'étude concerne l'ensemble des 19 massifs forestiers situés sur le territoire métropolitain.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 89 500 euros HT, soit 107 400 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et en particulier

la Région PACA et le Département des Bouches-du-Rhône.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur (CRET)	33 %	29 535 €
Département des Bouches-du-Rhône (Aides aux Communes – Fiche n° 25 Aide à l'amélioration des Forêts Communales et à la DFCI/Valorisation des produits de la filière bois)	47 %	42 065 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	17 900 €
TOTAL	100 %	89 500 €

Considérant

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ENV 011-5410/18 BM du Bureau de la Métropole du 28 février 2019 relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n° 2019004100 et intitulée « Préservation et valorisation des espaces forestiers de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « étude sur la filière bois : identification du gisement et schéma de desserte ».
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte D'azur, du Département des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération : n° 2019004100 - Nature : 2031 - Fonction : 76 – Sous politique : G 810.

Les recettes correspondantes, qui viendront participer au financement de l'opération n° 2019004100, seront inscrites au Budget principal 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 131 – Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 007-5655/19/BM

**■ Demande de subventions d'investissement pour la réalisation d'opérations de Défense des Forêts Contre l'Incendie sur les massifs des Calanques, de la Côte Bleue, de l'Etoile, du Garlaban et de la Marcoulène-Cap Canaille de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 19/10382/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains de ses investissements, qui traduisent les politiques publiques métropolitaines, peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de la politique de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI) menée par la Métropole Aix-Marseille-Provence, des programmes ambitieux de travaux forestiers de protection incendie et d'accessibilité aux massifs pour les services de secours sont mis en œuvre chaque année.

Chaque année, la Métropole Aix-Marseille-Provence établit, en accord avec les Comités de Gestion des massifs forestiers de son territoire, les programmes de

travaux de Défense de la Forêt Contre l'Incendie à réaliser, conformément aux Plans de Massifs de Protection de la Forêt Contre l'Incendie (PMPFCI), anciennement appelés PIDAF.

Cinq massifs forestiers sont concernés :

- Calanques,
- Côte Bleue,
- Etoile,
- Garlaban,
- Marcoulène-Cap Canaille.

Ces programmations comprennent les travaux suivants :

- diminution de la biomasse,
- mise en sécurité des bords de piste DFCI,
- réfection de pistes DFCI,
- installation ou réhabilitation d'équipements hydrauliques.

Ces opérations peuvent être subventionnées à un taux maximum de 80% d'aides publiques par l'Union Européenne, l'État, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône, notamment au titre du dispositif 8.3.1 du Programme de Développement Rural (PDR) régional relatif aux aides aux opérations de défense des forêts contre les incendies du FEADER.

Le coût prévisionnel de ce programme pour 2019 est estimé à 1 316 246,85 euros HT (soit 1 579 496,22 euros TTC). Le coût des travaux proposés, dont le détail est annexé à la présente délibération, est réparti, par massif, comme suit :

Massif forestier concerné	Montant en euros HT
Massif des Calanques	93 628,40
Massif de la Côte Bleue	181 412,50
Massif de l'Etoile	370 136,45
Massif de Garlaban	382 044,50
Massif de la Marcoulène-Cap Canaille	289 025,00
Total HT	1 316 246,85 euros
TVA (20 %)	263 249,37 euros
TOTAL TTC	1 579 496,22 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier l'Union Européenne, l'État, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône.

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES HT
Union européenne	20 %	263 249,37 euros
État	20 %	263 249,37 euros
Région Sud PACA	20 %	263 249,37 euros
Département des Bouches-du-Rhône	20 %	263 249,37 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	263 249,37 euros
TOTAL HT		1 316 246,85 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier l'Union Européenne, l'État, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du 19 octobre 2017 portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération n° ENV 011- /CM du Conseil de la Métropole du 28 février 2019 ouvrant l'Autorisation de Programme n°190232BP du programme 23 de la Métropole relative à l'opération d'investissement n°2019004100 « Préservation et Valorisation des espaces forestiers de la Métropole Aix-Marseille-Provence » ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit la réalisation, sur les massifs forestiers des Calanques, de la Côte Bleue, de l'Etoile, du Garlaban et de la Marcoulène-Cap Canaille, d'un programme de travaux de Défense de la Forêt Contre l'Incendie, conformément aux PMPFCI, anciennement appelés PIDAF ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier l'Union Européenne, l'État, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'État, de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Département des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence -

Opération : n° 2019004100 - Nature : 2031 -
Fonction : 76 – Sous politique : G 810.

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 1318 pour l'Europe, 1311 pour l'État, 1312 pour la Région et 1313 pour le Département, fonction 6312 – Sous politique G810 – Code opération n° 2019004100.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 008-5656/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement pour la réalisation d'opérations de Défense des Forêts Contre l'Incendie sur les massifs du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : massifs du Sud-Régagnas et de Ouest-Sainte-Baume - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 19/10110/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains de ses investissements, qui traduisent les politiques publiques métropolitaines, peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de la politique de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI) menée par la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile poursuit un programme ambitieux de mise en œuvre de travaux forestiers de protection incendie et d'accessibilité aux massifs pour les services de secours.

Chaque année, le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile établit, en accord avec les Comités consultatifs des massifs forestiers de son territoire, les programmes des travaux de Défense de la Forêt Contre l'Incendie à réaliser, et conformément à la mise en œuvre du plan d'actions élaboré conjointement lors des études de « Plan de massif ».

Deux massifs forestiers sont concernés :

- Sud-Régagnas
- Ouest-Sainte-Baume

Ces programmations comprennent les travaux suivants :

- diminution de la biomasse,
- mise en sécurité des bords de piste DFCI,
- réalisation de pistes DFCI,
- installation d'équipements hydrauliques.

Le coût prévisionnel de ce programme pour 2019 est estimé à **554 115 euros HT** (soit 664 938 euros TTC). Le coût des travaux proposés, dont le détail est annexé à la présente délibération, est réparti, par massif, comme suit :

Appel à projets 2019	
Massif forestier concerné	Montant en euros HT
Massif du Sud-Régagnas	290 830,00
Massif de Ouest-Sainte-Baume	263 285,00
Total HT	554 115,00 euros
TVA (20 %)	110 823,00 euros
TOTAL TTC	664 938,00 euros

Ces opérations peuvent être subventionnées à un taux maximum de 80 % au titre du dispositif 8.3.1 du Programme de Développement Rural (PDR) régional relatif aux aides aux opérations de défense des forêts contre les incendies du FEADER.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération,

et en particulier l'Union Européenne, l'État, la Région Sud PACA et le Département des Bouches-du-Rhône.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES HT
Union européenne	20 %	110 823,00
État	20 %	110 823,00
Région Sud PACA	20 %	110 823,00
Département des Bouches-du-Rhône	20 %	110 823,00
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	110 823,00
TOTAL HT		554 115,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 035-2693/17/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2017 approuvant l'ouverture et l'affectation de l'autorisation de programme 23 « Agriculture et Forêt » ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 25 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de prévoir, sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, la réalisation d'un programme de travaux de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (Massifs du Sud-Régagnas et de Ouest-Sainte-Baume) ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier l'Union Européenne, l'État, la Région Sud PACA et le Département des Bouches-du-Rhône.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'État,

de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et du Département des Bouches-du-Rhône, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les recettes correspondantes, qui viendront participer au financement de l'opération n° 2017404500, seront inscrites au Budget principal 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 131 – Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 009-5657/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement pour la réalisation d'opération d'Améliorations des Forêts Communales sur les communes du Territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 19/10111/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains de ses investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de sa politique de gestion globale de ses espaces naturels, le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite conduire des actions de protection et de valorisation sur les forêts communales de son territoire relevant du régime forestier.

Les communes concernées sont les suivantes :

- Aubagne, Auriol, Belcodène, La Bouilladisse, Cadolive, Cuges-Les-Pins, La Destrousse, La Penne sur Huveaune, Peypin, Roquevaire, et Saint-Savournin.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 70 200 euros HT, soit 84 240 euros TTC pour l'année 2019.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Département des Bouches-du-Rhône	60 %	42 120 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	40 %	28 080 euros
Coût total de l'opération HT	100 %	70 200 euros
Coût total de l'opération TTC		84 240 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 035-2693/17/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2017 approuvant l'ouverture et l'affectation de l'autorisation de programme 23 « Agriculture et Forêt » ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 25 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Améliorations des Forêts Communales (AFC) sur les communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les recettes correspondantes, qui viendront participer au financement de l'opération n° 2017404500, seront inscrites au Budget principal 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 131 – Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 010-5658/19/BM

■ **Demande de subvention auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, pour le suivi et l'animation des plans de massifs du Sud-Régagnas et de Ouest-Sainte-Baume du Territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile.**
MET 19/10112/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le suivi et l'animation des massifs situés au sein du Territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile sont nécessaires.

Pour mener à bien cette mission, un prestataire est désigné dans le cadre d'une procédure de marché public pour la réalisation du suivi et de l'animation technique des plans de massifs du Sud-Régagnas et d'Ouest-Sainte-Baume.

Les missions de ce prestataire consistent à apporter son concours à l'ensemble des actions conduites sur les massifs concernés, principalement sur les aspects suivants :

- Défense de la Forêt contre l'Incendie
- Sylvopastoralisme
- Localisation et reconquête de friches agricoles

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 20 000 euros HT, soit 22 000 euros TTC pour l'année 2019.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS HT SOLLICITES
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur – dispositif PIDAF	50 %	10 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	50 %	10 000 euros
Coût total de l'opération HT	100 %	20 000 euros
Coût total de l'opération TTC		22 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire Financier ;

- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 25 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : suivi et animation technique des plans de massifs du Sud-Régagnas et d'Ouest-Sainte-Baume situées sur le Territoire du Pays d' Aubagne et de l'Etoile pour l'année 2019.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette sera constatée à la section d'investissement du Budget Primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 011-5659/19/BM

■ Attribution d'une subvention au Parc naturel régional de la Sainte-Baume pour la réalisation du contrat de développement - Approbation d'une convention MET 19/10217/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est partenaire associé du Parc naturel régional de la Sainte-Baume. Ce partenariat s'est concrétisé par la signature d'un contrat de développement sur trois ans, qui a été validé par délibération du Conseil métropolitain du 13 juillet 2017. Ce contrat est adossé au plan d'action triennal 2018-2020 du PNR, et il permet d'attacher des financements métropolitains à une sélection d'actions issues de ce plan triennal, en fonction de leur contribution au projet métropolitain dans son ensemble.

Dans le cadre de ce contrat de développement, le montant global de subvention au profit du PNR de la Sainte-Baume est évalué à 250 000 euros pour les trois années du contrat. En 2018, la subvention pour la première année de ce contrat s'est élevée à 90 600 euros.

Un groupe technique de suivi se réunit régulièrement, afin :

- d'arrêter le programme annuel des actions, qui fera l'objet d'une approbation par chacune des parties et d'un soutien financier de la part de la Métropole Aix-Marseille-

Provence, formalisé par la signature d'une convention annuelle ;

- d'évaluer le suivi et l'avancement des actions retenues.

Le programme annuel 2019 des actions retenues s'élève à un montant de 367 673 euros. La participation de la Métropole proposée est de 65 458 euros, avec une avance possible, sur demande du PNR, qui s'élèvera à 50% du montant annuel 2019, soit 32 729 euros.

Il convient par conséquent d'établir une convention annuelle pour l'attribution, afin de préciser les modalités de versement de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ENV 007-2402/17/CM du 13 juillet 2017, portant approbation d'un contrat de développement avec le Parc naturel de la Sainte-Baume ;
- La délibération n°ENV 011-4422/18/BM du 18 octobre 2018, portant attribution d'une subvention au Parc naturel régional de la Sainte-Baume pour la réalisation du contrat de développement et l'approbation d'une convention ;
- L'avis de la commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les enjeux attachés à la conclusion du contrat de développement avec le PNR de la Sainte-Baume.
- Les modalités de suivi et de gestion dudit contrat de développement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme d'action annuel ci-annexé.

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 65 458 euros au Parc naturel régional de la Sainte-Baume pour l'année 2019.

Article 3 :

Est approuvée une convention annuelle d'attribution dans le cadre du contrat de développement avec la PNR de la Sainte-Baume ci-annexée.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget primitif 2018 – Sous-politique G811 – Chapitre 065.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 012-5660/19/BM

■ Demande de subventions d'investissement concernant l'opération de défense des Forêts Contre l'Incendie sur le massif des Etangs du Pays de Martigues MET 19/10332/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certaines opérations qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre du Plan Intercommunal de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier des Etangs, PIDAF, la Métropole Aix-Marseille-Provence

réalise des travaux de débroussaillage et d'abattage d'arbres dans les zones naturelles à risques. Ce document a été validé par les services de l'Etat, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer et vise à diminuer les risques de départ de feux.

Pour le programme 2019, il est envisagé de réaliser l'opération DFCI suivante : éclaircie sylvicole à caractère DFCI sur les communes de Martigues et Saint-Mitre les Remparts.

Cette opération a pour objectif de créer un verrou DFCI entre le parc de Figuerolles au sud et les terrains du Conservatoire du Littoral au nord. En effet, suite à l'incendie du 30 juin 2017, qui est monté jusqu'à la vigie de Figuerolles, le retour d'expérience a montré que les incendies provenant du nord du massif pouvaient se propager très rapidement vers le sud, jusqu'à la commune de Martigues. Il est donc indispensable de favoriser le cloisonnement du massif en créant une coupure de combustible.

Le coût prévisionnel de ce programme est estimé à 28 336 euros HT.

Ces opérations peuvent être subventionnées à un taux maximum de 80 % au titre du dispositif 8.3.1 du Programme de Développement Rural (PDR) régional relatif aux aides aux opérations de défense des forêts contre les incendies du FEADER.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Union européenne	20%	5 667 euros HT
Etat	20%	5 667 euros HT
Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur	20%	5 667 euros HT
Département des Bouches du Rhône	20%	5 667 euros HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	20%	5 668 euros HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18 CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 065-3084/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'autorisation de programme n°23 Agriculture et forêt, opération n°2016611100 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération « éclaircie sylvicole à caractère DFCI » sur les communes de Martigues et Saint-Mitre les Remparts ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter

une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier l'Union européenne, l'Etat, la Région Sud PACA et le Département des Bouches-du-Rhône.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'État, de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et du Département des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2019 Etat Spécial du Territoire du pays de Martigues et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2016611100.

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux articles 1318 pour l'Europe, 1311 pour l'Etat, 1312 pour la Région et 1313 pour le Département, fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 013-5661/19/BM

**■ Demande de subventions d'investissement relative à l'appel à projets 2019 concernant l'actualisation du Plan de Massif des Etangs du pays de Martigues
MET 19/10336/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certaines opérations qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation

Pour le programme 2019, il est envisagé de réaliser l'étude pour l'actualisation du Plan de Massif des étangs du Pays de Martigues. Le précédent Plan de Massif des Etangs a couvert la période 2008-2017.

Le coût prévisionnel de ce programme est estimé à 20 000 euros HT.

Ces opérations peuvent être subventionnées à un taux maximum de 80 % au titre du dispositif 8.3.1 du Programme de Développement Rural (PDR) régional relatif aux aides aux opérations de défense des forêts contre les incendies du FEADER.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier l'Union Européenne, l'État, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Union européenne	20%	4 000 euros HT
Etat	20%	4 000 euros HT
Région Sud Provence-Alpes-Côte D'azur	20%	4 000 euros HT
Département des Bouches du Rhône	20%	4 000 euros HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	20%	4 000 euros HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 065-3084/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'autorisation de programme n°23 Agriculture et forêt, opération n°2016611100 ;
- La délibération FAG 152-4969/18 CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : étude pour l'actualisation du Plan de massif des étangs du Pays de Martigues ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier l'Union européenne, l'Etat, la Région Sud et le Département des Bouches-du-Rhône.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'État, de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et du Département des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2019 Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2016611100.

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux articles 1318 pour l'Europe, 1311 pour l'Etat, 1312 pour la Région et 1313 pour le Département, fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 014-5662/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Réseau des Grands Sites de France et paiement de la cotisation 2019 MET 19/10036/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le réseau des Grands Sites de France est une association qui regroupe plus de 40 membres, collectivités gestionnaires de Grands Sites de France déjà labellisés ou en projet.

Force de proposition dans la réflexion nationale et internationale sur le devenir de hauts-lieux patrimoniaux, confrontés au défi de leur protection face à une pression touristique et urbaine croissante, il représente les collectivités gestionnaires de Grands Sites de France déjà labellisés et en projet.

A ce titre, il est consulté par le Ministère en charge de l'environnement dans le cadre de l'instruction de demandes de label, comme c'est le cas pour le renouvellement du label pour le massif Concors Sainte-Victoire.

Il apporte à ses membres un appui technique et des compétences pluridisciplinaires en matière de préservation, de gestion et de mise en valeur des paysages remarquables : ateliers de travail sur site, missions d'expertise, banques de données et d'expériences, publications, formations, rencontres nationales ...

A titre d'exemple, les rencontres nationales 2016 se sont déroulées sur le territoire du Grand Site Sainte-Victoire. Elles ont accueilli 250 personnes, tous les Grands Sites de France étant représentés, sur le thème des « outils de la gestion paysagère ».

Le réseau s'attache à valoriser et promouvoir les Grands Sites de France et leurs initiatives. Il développe des outils communs de découverte et de communication.

Il contribue à l'attractivité de la destination France et agit à l'international au travers du Pôle international francophone de formation et d'échanges qu'il anime.

Le Grand Site Sainte-Victoire fait partie des fondateurs du Réseau des Grands Sites de France créé en 2000.

L'adhésion au Réseau est soumise au paiement d'une cotisation annuelle comprenant une part fixe et une part variable en fonction du budget annuel de la structure adhérente. Pour l'année 2018, la cotisation s'élevait à 4 900 euros. Pour 2019, il n'est pas prévu d'augmentation de cette cotisation. Il est proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au réseau des Grands Sites de France et de payer la cotisation correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire et relative aux modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire et relative aux modalités

d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;

- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est important que la Métropole Aix-Marseille-Provence renouvelle son adhésion au Réseau des Grands Sites de France afin de disposer d'un appui technique et de compétences pluridisciplinaires en matière de préservation, de gestion et de mise en valeur des paysages remarquables, notamment en cette période de renouvellement du label Grand Site de France.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association du Réseau des Grands Sites de France et le règlement de la cotisation d'un montant de 4 900 euros pour l'année 2019.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, nature 6281, fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 015-5663/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association du Festival de Camargue - Approbation d'une convention
MET 19/10435/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association du Festival de Camargue organise annuellement le Festival de Camargue et du Delta du Rhône, événement à haute valeur environnementale, qui s'ancre dans un territoire fort de son patrimoine naturel, culturel et paysager, au cœur du Parc Naturel Régional de Camargue.

A chacune de ses éditions, le festival propose un cycle de manifestations de dimension familiale, artistique, culturelle et scientifique, qui ont pour objectifs de rendre accessible, sensibiliser et faire découvrir la richesse de la nature camarguaise, mais aussi sa fragilité et son rôle dans l'écosystème de l'estuaire du Rhône. Tous les publics sont concernés. La onzième édition se déroulera cette année du 3 au 9 mai 2019.

Enfin, l'ambition grandissante de cette « manifestation nature de référence régionale » devenue internationale depuis 2006, s'affirme en invitant des représentants (acteurs, gestionnaires et organismes publics) d'autres régions deltaïques dans le monde.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, comptant sur son territoire la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, l'une des villes phares dans l'organisation et l'accueil de ce festival, souhaite soutenir ce projet.

La Métropole affiche depuis sa création une politique volontariste en termes :

- de promotion d'une agriculture durable,
- de préservation de la biodiversité,
- de valorisation des espaces naturels,
- de gestion des milieux naturels terrestres et aquatiques,
- de préservation des patrimoines paysagers.

Elle met également en œuvre un partenariat avec les parcs dont les objectifs communs de gestion et développement sont de promouvoir un territoire dynamique, de fédérer les acteurs du territoire dans les domaines de l'environnement et du développement durable, ainsi que contribuer à son développement en mutualisant les moyens et les connaissances.

Il convient par conséquent d'établir une convention annuelle, afin de préciser les modalités de versement de cette subvention.

La Métropole Aix-Marseille Provence est sollicitée par l'association du festival de Camargue et propose de lui accorder une aide financière à hauteur de 10 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis de la commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les enjeux attachés à la promotion des valeurs patrimoniales et environnementales du territoire métropolitain, notamment de sa partie camarguaise.
- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de participer à une manifestation d'envergure régionale, nationale et internationale pour la sensibilisation des publics à la préservation de la biodiversité, la fragilité des milieux, la découverte des richesses patrimoniales du delta du Rhône.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10 000 euros à l'association du Festival de Camargue.

Article 2 :

Est approuvée la convention annuelle ci-annexée relative à l'attribution de cette subvention.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal Métropolitain (Sites et Espaces naturels) 2019 – Sous-politique G811 – Chapitre 65 – Nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 016-5664/19/BM

■ Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière métropolitaine - Intervention sur la commune de Rousset
MET 19/10034/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Sur la base de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER, votée le 22 mars 2018 par le Bureau de la Métropole et prenant effet au 1^{er} janvier 2019, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière du Territoire mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (500 euros HT), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'une opération de préemption concernant 2 ventes de parcelles avec révision de prix sur la commune de Rousset.

- Rousset

- Parcelle(s) : AY 379 (ex125) ; Surface : 10 ares 03 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 12 500,00 euros qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un prix principal d'acquisition de 4 000,00 euros majoré des frais d'intervention de la SAFER pour un montant de 1 330,00 euros, plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 euros HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : AY 389 (ex125) ; Surface : 10 ares 03 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 12 500,00 euros qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un prix principal d'acquisition de 4 000,00 euros majoré des frais d'intervention de la SAFER pour un montant de 1 330,00 euros, plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 euros HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°ENV 007-3564/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant les termes de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) de la Métropole avec la SAFER ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour la vente des parcelles sur la commune de Rousset.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des préemptions en révision de prix sur la commune de Rousset, dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER.

Article 2 :

La somme de 500 euros HT sera versée à la SAFER pour ces préemptions, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente des biens par les propriétaires respectifs.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 017-5665/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Etude Réutilisation des Eaux Usées Traitées - système d'irrigation" auprès de l'Agence de l'eau, du Département des Bouches-du-Rhône et de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur
MET 19/10191/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses actions au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le

cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Pour préparer les prochaines décennies et garantir une irrigation agricole pérenne sur le territoire métropolitain, la Métropole a tout intérêt à s'engager au plus tôt dans une démarche stratégique de préservation de la ressource en eau, compte tenu des enjeux des usages de l'eau et du contexte actuel de changement climatique.

Il convient d'étudier la Réutilisation des Eaux Usées Traitées – REUT- pour l'irrigation de zones agricoles sur le périmètre de la Métropole.

Il s'agira également d'identifier les différents usages potentiels de l'eau traitée désinfectée et les différents acteurs potentiels. A titre d'exemple, l'eau usée traitée désinfectée peut être réutilisée pour l'irrigation d'espace vert, pour l'irrigation de golf, pour le curage des canalisations d'eaux usées ou le nettoyage de voirie, pour le nettoyage industriel, pour la recharge de nappe aquifère...

Dans un premier temps, une étude de faisabilité de REUT de type ACB (Analyse Coût Bénéfice) sera envisagée avec l'appui d'un bureau d'études spécialisé. Cette étude est la suivante :

pourra être subventionnée à partir de 50% par l'Agence de l'Eau.

Le montant de ce projet est fixé à 22 500 euros HT pour l'analyse coût-bénéfice.

Cette étude Analyse Coût Bénéfice devra répondre à de multiples critères environnementaux, de contexte, de technique et des usages potentiels.

L'objet de la présente délibération est de solliciter une subvention auprès des différents partenaires – Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, Département des Bouches-du-Rhône et l'Agence de l'Eau établie sur 24 mois, au taux maximum.

Le tableau de financement est joint en annexe.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 22 500 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
		euros HT
Département des Bouches-du-Rhône « dispositif rural »	15 %	3 375 euros
Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur « dispositif Rural »	15 %	3 375 euros
Agence de l'Eau RMC « Economie d'eau »	50 %	11 250 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	4 500 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que cet enjeu fait partie intégrante du Projet Alimentaire Territorial.

- Que l'enjeu environnement est un des axes prioritaires de la politique publique métropolitaine.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, du Département des Bouches-du-Rhône, et de l'Agence de l'Eau à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence - Opération : n° 2019004000 - Nature : 2031 - Fonction : 6312 – Sous politique : G710.

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 1312 pour la Région, 1313 pour le Département et 1316 pour l'Agence de l'Eau - Fonction 6312 – Sous politique G710 – Code opération n° 2019004000.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 018-5666/19/BM

■ Attribution d'une subvention d'investissement à l'association CREA - Approbation d'une convention d'objectifs MET 19/10067/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a mis en place une politique d'aide aux associations à caractère agricole dans le but de participer au développement de l'agriculture sur le territoire communautaire et de promouvoir les produits du terroir.

A ce titre, il est proposé de poursuivre le soutien aux associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

Il s'agit d'exploiter un espace test agricole permettant à des porteurs de projet de tester leur activité agricole en situation réelle avant de s'installer. Le soutien va permettre de poursuivre l'équipement de l'espace test mis en place en 2015 à Pertuis. Les investissements recouvrent notamment les travaux de réfection de canalisation pour la serre, l'entretien de la structure (serre, bâtiment agricole, chambre froide), l'achat d'une table chauffante pour plants.

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 10 168 euros à l'association CREA, représentant 80 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 12 710 euros.

Les crédits nécessaires sont inscrits sur la ligne 3D/6312-20421- Opération DI462-4A de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

N° GU	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention desollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2019_00799	CREA (Investissement)	Exploitation d'un espace test agricole sur Pertuis	19.825,60 euros	12 710 euros	10 168 euros	10 168 euros	OUI
					TOTAL	10 168 euros	

Vu

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant total de 10 168 euros à l'association CREA.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée à conclure avec l'association CREA.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur la ligne 3D/6312-20421- Opération DI462-4A de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 019-5667/19/BM

■ Attribution d'une subvention d'investissement à la Société du Canal de Provence pour le projet de la desserte en irrigation de la plaine agricole de Rognac - Approbation d'une convention annuelle d'objectifs

MET 19/10347/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique agricole, la Métropole est amenée à conduire des études et des travaux dans le champ de l'hydraulique agricole.

Conformément à la convention et au cahier des charges de la concession du canal de Provence ainsi qu'aux contrats d'objectifs 2016-2020 et aux statuts de la Société du Canal de Provence, cette dernière réalise des projets en tant que concessionnaire de la Région exécutant ainsi une mission de service public. Elle a pour objet de concourir de manière durable et concertée au développement économique de la Région et donc de la Métropole, notamment par l'aménagement hydraulique en vue de l'irrigation et de l'alimentation en eau pour satisfaire l'ensemble des besoins et usages.

Entre 2001 et 2010, une nouvelle infrastructure hydraulique, alimentée en eau du Verdon à partir des ouvrages de la SCP a été réalisée sur le plateau de l'Arbois. Cette infrastructure a mis à disposition la ressource en eau nécessaire à plusieurs nouveaux projets. Les réseaux déjà existants sur ce secteur, alimentés à partir de la ressource Durance via le canal de Marseille, ne le permettaient pas dans la mesure où ils étaient déjà saturés. Dans ce cadre, le maillage entre réseau des contreforts de l'Arbois sur Rognac et la plaine de Méry a été dimensionné pour permettre d'assurer la desserte de la zone agricole de Rognac-La Tuillière en s'inscrivant dans la continuité des aménagements précédents.

En 2017, la commune de Rognac a sollicité, officiellement auprès du Préfet, la mise en place d'une Zone Agricole Protégée (ZAP), préalable à l'équipement en irrigation de la plaine agricole sur les lieux dits « La Tuillière » et « Les Ouides ». La commune et la profession agricole souhaitent entériner l'irréversibilité de la vocation agricole de ces terres et permettre ainsi grâce à l'irrigation de stabiliser les rendements des cultures actuelles (céréales, oliviers et vignes), de diversifier les productions. Le développement du maraîchage dans un contexte périurbain sera privilégié, une reconquête agricole des terres en friche ou sous-valorisées pourra s'engager et donc d'assurer le développement économique de la filière.

Dans ce cadre, le projet hydraulique de la Société du Canal de Provence constitué d'environ 5 km de canalisation permettra d'équiper une centaine d'hectares dans les lieux dits « La Tuillière » et « Les Ouides ».

Le coût total du projet s'élève à 500 000 euros la SCP a sollicité l'octroi de subvention auprès des personnes publiques conformément au plan prévisionnel de financement suivant :

Métropole Aix-Marseille-Provence	100 000 euros
Région	150 000 euros
Département	150 000 euros
Société du Canal de Provence	100 000 euros

Conformément à l'article L1523-7 du CGCT, et à l'avenant 3 de la convention annexée au Décret n°63-509 portant concession générale des travaux de construction du Canal de Provence et d'aménagement de la Région provençale qui précise les modalités de participation des partenaires financeurs en application du régime des aides d'état, il appartient à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à la SCP – Société du Canal de Provence, d'une subvention d'investissement de 100 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avenant 3 de la convention annexée au Décret n°63-509 portant concession générale des travaux de construction du Canal de Provence et d'aménagement de la Région provençale.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet d'aménagement d'irrigation de la SCP - Société du Canal de Provence sur Rognac constitue un enjeu majeur pour le développement agricole et économique de la ZAP de Rognac.
- Que la subvention d'investissement aura pour objectif de financer des travaux d'irrigation présentant un intérêt métropolitain.
- Que cette action entre pleinement dans les objectifs du Projet Alimentaire Territorial.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement à SCP - Société du Canal de Provence d'un montant de 100 000 euros liés aux études et travaux d'aménagement hydraulique agricole.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux modalités d'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 100 000 euros à la SCP - Société du Canal de Provence.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération : n° 2019004000 – Nature 20423 – Fonction 6312 - Sous-politique G710.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 020-5668/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'Association Prévigrèle pour l'année 2019 et paiement de la cotisation

MET 19/10197/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Préviggrèle est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont l'objet est d'organiser la prévention et la lutte contre les fléaux atmosphériques, et notamment la grêle.

Son aire d'action s'étend sur 6 départements limitrophes (Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Drôme, Gard, Ardèche et Hautes-Alpes).

Elle adhère à l'ANELFA (Association Nationale d'Etude et de Lutte contre les Fléaux Atmosphériques) qui regroupe 15 associations départementales. Ainsi, huit-cent-quarante-trois générateurs au sol en fonctionnement et plus de 1200 stations de mesures (grêlimètres) sont implantés sur le terrain. La zone protégée est d'environ 60 000 km².

Le programme de prévention de la grêle réalisé par Préviggrèle consiste à ensemencer les nuages à grêle à partir d'un réseau de 149 générateurs au sol, dans le réseau « sud-est » et à mesurer les chutes de grêle au moyen d'un réseau de grêlimètres.

La surveillance contre les risques de grêle se fait sur une période allant du 15 mars au 15 octobre en partenariat avec l'ANELFA et Météo France.

L'action de l'association permet ainsi de préserver les terres agricoles mais aussi les biens de la population du territoire métropolitain.

Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par Préviggrèle, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à cette association par délibération n°ENV 005-1136/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016, et a renouvelé son adhésion à cette association au titre des années 2017 et 2018.

Eu égard aux missions de cette association, il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Préviggrèle pour l'année 2019 et d'approuver le montant de la cotisation fixé à un euro.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n°ENV 005-1136/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant adhésion à l'association Préviggrèle et désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association Préviggrèle a pour objet d'organiser la prévention et la lutte contre les fléaux atmosphériques, et notamment la grêle.
- Que l'action de l'association permet ainsi de préserver les terres agricoles mais aussi les biens de la population du territoire métropolitain.
- Qu'en égard aux missions et actions de cette association, il convient de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à Préviggrèle pour l'année 2019 et d'approuver le montant de la cotisation correspondante.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Préviggrèle pour l'année 2019 et le paiement de la cotisation 2019 qui s'élève à un euro.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre : 65, compte : 657382.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 021-5669/19/BM

**■ Demande de subvention pour l'acquisition et la viabilisation d'une parcelle sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
MET 19/10601/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération d'investissement n° 2017403900, Etude de faisabilité Refuge, inscrite sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation de programme AP 174011BP du

programme 01 Gestion Administration, services généraux, la Métropole a identifié un terrain dont elle souhaite faire l'acquisition.

Ce terrain est susceptible d'un aménagement qui s'inscrira dans une logique de requalification paysagère et de renaturation, s'agissant d'un espace aujourd'hui très dégradé.

Cette ambition permettra de recréer un espace de nature intégrant des objectifs environnementaux.

Il est rappelé que l'espace ainsi aménagé aura vocation à être confié à la SPA Marseille dans le cadre d'un bail à construction de longue durée.

La parcelle, d'une surface d'environ 2 hectares, est une ancienne carrière qui a fait l'objet de comblement et n'est donc plus exploitable pour un usage agricole.

Afin de permettre la réalisation de ce projet, la Métropole a donc l'intention d'acquérir cette parcelle

pour un montant de 330 000 euros HT mais également d'y réaliser des travaux de viabilisation primaire ainsi que des études géotechniques pour un montant d'environ 250 000 euros HT.

Les aménagements ainsi prévus concerneront le traitement des accès ainsi que les raccordements en fluides ou le traitement des eaux usées.

Ainsi le montant total du projet s'élève à 580 000 euros hors taxes comprenant l'acquisition du foncier avant la fin de l'année 2019 ainsi que la viabilisation des terrains en 2020.

La présente délibération vise ainsi à approuver une demande de subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel du projet est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES HT
Conseil Départemental	70%	406 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30%	174 000 euros
Total	100%	580 000 euros

Cet investissement permettra à la Métropole d'accompagner la création, sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'un refuge animalier par la SPA Marseille.

La mise en œuvre de ce projet permettra effectivement la création d'emplois sur ledit territoire, la mise en place d'actions de formation, l'accueil temporaire d'animaux pour les personnes âgées entrant en hospitalisation, la mise en place de partenariat avec les EPHAD, Chrysalide, etc.

Ce projet constitue un fort enjeu de lutte contre les fractures intergénérationnelles, l'isolement des seniors.

Ce projet permettra également d'accueillir des manifestations afin notamment de sensibiliser les enfants mais également les seniors sur les problèmes de maltraitance aux animaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole au Conseil de Territoire ;
- La délibération n°FAG 035-2693/17/CM du 19 octobre 2017 – Ouverture et affectation d'AP/CP – Budget Principal Métropolitain Fractionné – Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération n°URB-032-4650/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant la création de l'affectation de l'opération d'investissement – acquisition de foncier stratégique sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération FAG152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du 28 mars 2019 approuvant la revalorisation de l'opération ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 25 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a identifié une parcelle située sur une ancienne carrière d'une surface d'environ 2 hectares.
- Que la Métropole souhaite aménager cette parcelle afin de s'inscrire dans une logique de requalification paysagère et de renaturation.
- Qu'un tel aménagement permettra de recréer un espace de nature intégrant des objectifs environnementaux.
- Qu'il est nécessaire pour ce faire, d'acquérir et de viabiliser cette parcelle stratégique pour le futur bail à construction qui sera confié à la SPA Marseille.
- Qu'il convient de solliciter une subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône pour acquérir et viabiliser ce terrain.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches du Rhône et à signer tous documents y afférents en vue de la réalisation de ce projet.

Article 2 :

Les crédits concernant l'acquisition du foncier sont inscrits en section d'investissement au budget principal 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au chapitre 21 nature 2111, opération : 2018400400.

Les crédits concernant la réalisation des réseaux sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dans le cadre de la décision modificative n°1 de 2019 en section d'investissement en dépenses, au chapitre 45 nature 4581174039, opération : 2017403900.

Article 3 :

La recette correspondante sera constatée au budget principal 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au chapitre 13 nature 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Cadre de vie,
traitement des déchets, eau et
assainissement"***

DEA 002-5671/19/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Médiation de l'Eau et paiement de la cotisation pour l'année 2019
MET 19/10281/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le but de favoriser le règlement amiable des litiges entre les Collectivités et les usagers des services publics de l'eau et de l'assainissement, la loi du 17 mars 2014 relative à la consommation a précisé (article L133-4 du Code de la Consommation) que tout consommateur est informé par le professionnel de la possibilité qui lui est offerte de recourir à une médiation conventionnelle ou à tout autre mode alternatif de règlement des différends.

La Médiation de l'Eau a pour but de favoriser le règlement amiable des litiges qui peuvent survenir entre les consommateurs et les services publics d'eau et d'assainissement. Elle intervient sur les différends portant sur la bonne exécution du service, et lorsqu'aucune solution n'a pu être trouvée entre les parties prenantes.

Le Médiateur de l'Eau est à l'écoute des consommateurs, il est chargé de rapprocher les points de vue pour ouvrir la voie à une solution amiable. La Médiation permet ainsi d'éviter de recourir à un tribunal.

Au-delà du traitement des litiges individuels, le Médiateur de l'Eau établit un rapport annuel de son activité qui permet de dégager les axes d'amélioration des services rendus aux consommateurs, mais aussi les actions envisageables pour éviter les litiges futurs.

La Métropole a adhéré à la Médiation de l'Eau par délibération DEA 002-1455/16/CM du 15 décembre 2016, il convient donc de renouveler cette adhésion et de payer la cotisation au titre de l'année 2019 pour les communes gérées en régies sur son territoire (Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts sur le Territoire du Pays de Martigues) ; les usagers des communes du territoire métropolitain délégué bénéficiant du recours à la Médiation de l'Eau par l'intermédiaire de l'adhésion des délégataires.

Par ailleurs, le nombre total d'abonnés en eau et en assainissement collectif et non collectif du territoire du Pays de Martigues étant de 36 236, le montant de l'abonnement annuel est de 634,83 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Consommation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n° DEA 004-1261/16/BM du 15 décembre 2016 relative à l'approbation de deux conventions de partenariat entre l'association de la Médiation de l'Eau et la Métropole Aix- Marseille-Provence (Régie des Eaux et Assainissement du Pays de Martigues et les Régies de l'eau de Plan-de-Cuques et Gémenos) ;
- La délibération n° DEA 002-1455/16/CM du 15 décembre 2016 portant adhésion à la Médiation de l'eau ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire que la Métropole renouvelle son adhésion pour les communes gérées en régies sur son territoire, à la Médiation de l'Eau au titre de l'année 2019.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à la Médiation de l'Eau et le paiement de la cotisation pour l'année 2019 d'un montant de 634,83 euros.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole.

Au niveau de l'abonnement :

- Conseil de Territoire du Pays de Martigues : les crédits nécessaires (634,83 euros HT) seront positionnés sur le budget annexe de l'eau nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 003-5672/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE) et paiement de la cotisation pour l'année 2019

MET 19/10298/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant l'ensemble des acteurs publics et privés dans ce domaine sensible et vital pour le développement de ses territoires.

L'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE), reconnue d'utilité publique, a pour objet l'étude de toutes les questions qui relèvent de l'assainissement, de l'environnement et de la gestion des ressources en eau.

Elle rassemble des experts chercheurs, ainsi que des représentants d'organismes publics et privés et de ministères qui interviennent dans le domaine de l'environnement, celui-ci entendu dans son acception la plus large possible. A ce titre, elle est régulièrement sollicitée pour avis sur les projets de textes réglementaires. Elle participe par ailleurs par ses actions et ses informations à la protection durable de l'environnement.

Ouverte à toute personne physique ou morale, cette association a pour but de :

- Faciliter et encourager les études, recherches, les formations et les travaux se rapportant aux questions précitées.
- Tenir informés les membres des progrès réalisés en France et à l'étranger sur les points les plus intéressants.
- Favoriser les échanges d'information entre les pays.

- Collaborer avec le législateur et les pouvoirs publics en apportant son expertise sur les progrès et les améliorations à poursuivre pour la rédaction des lois et règlements relatifs à l'hygiène publique, la gestion de l'environnement.

Face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et d'assainissement et de l'évolution du droit sur l'eau, l'adhésion à cette association permettra à la Métropole Aix-Marseille-Provence de répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités.

La Métropole a ainsi adhéré à cette association par délibération n°DEA 009-892/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 et a renouvelé son adhésion au titre des années 2017 et 2018.

Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'ASTEE, il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole à cette association pour l'année 2019 et d'approuver le versement de la cotisation correspondante, d'un montant de 2 963 euros TTC incluant le montant de l'abonnement à l'offre numérique multi-services.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°DEA 009-892/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE) et paiement de la cotisation 2016 ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information aux Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE), reconnue d'utilité publique, a pour objet l'étude de toutes les questions qui relèvent de l'assainissement, de l'environnement et de la gestion des ressources en eau.
- Que face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et d'assainissement et de l'évolution du droit sur l'eau, l'adhésion à cette association permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence de répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités.
- Que compte tenu de l'intérêt que présente l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association, il convient de renouveler cette adhésion pour l'année 2019 et d'approuver le montant de la cotisation correspondant.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE) pour l'année 2019, ainsi que le paiement de la cotisation correspondante d'un montant de 2 083 euros TTC, réparti au prorata du nombre de participants de chaque Conseil de Territoire, et le paiement de l'abonnement à l'offre numérique multi-services d'un montant de 880 euros TTC.

Article 2 :

Le montant de la cotisation sera réparti comme suit :

Conseil de Territoire de Marseille Provence : Les crédits nécessaires (1 500 euros TTC dont adhésion 620 euros TTC et abonnement à l'offre numérique multi-services 880 euros TTC) sont inscrits au budget annexe de l'eau sous-politique F170 – nature 6281 – 3DEAE et au budget annexe de l'assainissement sous politique F110 – nature 6281 – 3DEAA.

Conseil de Territoire du Pays d'Aix : Les crédits nécessaires (385 euros TTC) sont inscrits au budget Annexe de l'assainissement non collectif ligne 5003 – chapitre 011 – nature 618.

Conseil de Territoire du Pays Salonais : Les crédits nécessaires (308 euros TTC) sont inscrits au budget annexe de l'eau chapitre 011 – nature 6281.

Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : Les crédits nécessaires (77 euros TTC) sont inscrits au budget annexe de l'assainissement au chapitre 011 – nature 6281.

Conseil de Territoire de Istres-Ouest-Provence : Les crédits nécessaires (539 euros TTC) sont inscrits au budget annexe de l'eau et au budget annexe de l'assainissement Section de fonctionnement – nature 6281.

Conseil de Territoire du Pays de Martigues : Les crédits nécessaires (154 euros TTC) sont inscrits au budget annexe de l'eau de la Régie des Eaux et Assainissement du Pays de Martigues – section de fonctionnement – nature 6288.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 004-5673/19/BM

■ **Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n° 17/1413 relative à l'opération d'extension des réseaux d'eau et d'assainissement - La Cride, Arnajons, Hauts de Rousset, Rousset sur la commune du Puy-Sainte-Réparate**
MET 19/9852/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial,

à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Lorsque l'exercice de cette compétence était, avant le 1^{er} janvier 2018, réalisé par ces communes au moyen d'un contrat de délégation de service public, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par délibération n° FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017, une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) avec la commune du Puy-Sainte-Réparate, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour seul objet de modifier l'annexe financière à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n° 17/1413 avec la commune du Puy-Sainte-Réparate pour l'opération d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement pour les quartiers La Cride, Les Arnajons, Les Hauts de Rousset et Rousset.

En effet, une erreur matérielle, qu'il convient de rectifier, a été constatée dans la répartition des montants entre les compétences eau et assainissement.

Cet avenant est sans effet sur le coût global de l'opération à la charge de la Métropole. Les modifications sont présentées à l'annexe 1 de l'avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) n° 17/1413 avec la Commune du Puy-Sainte-Réparate pour l'opération d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement pour les quartiers La Crède, Les Arnajons, Les Hauts de Rousset et Rousset.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) n° 17/1413 avec la Commune du Puy-Sainte-Réparate pour l'opération d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement pour les quartiers La Crède, Les Arnajons, Les Hauts de Rousset et Rousset tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°1 et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- pour l'eau potable, au budget annexe Eau en délégation du Pays d'Aix et Aubagne, opération d'investissement DI10, Article 21531 ;
- pour l'assainissement, au budget annexe Assainissement en délégation du Pays d'Aix, Opération d'Investissement DI10, Article 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 005-5674/19/BM

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à des travaux sur le réseau eau et assainissement dans le cadre de la réalisation de l'entrée de ville RD17 entrée Est sur la commune du Tholonet
MET 19/10073/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole

exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Lorsque l'exercice de cette compétence était, avant le 1^{er} janvier 2018, réalisé par ces communes au moyen d'un contrat de Délégation de Service Public, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'ouvrage déléguée ou de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

En 2015, la Commune s'est vu confier une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage par la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix pour le réaménagement de l'entrée de ville. Au titre de cette convention, la commune assure pour le compte de l'ex-communauté d'agglomération du pays d'Aix les travaux listés en annexe 1 : l'adaptation et a requalification de la chaussée, la modification du carrefour RD17 – RD64e, le traitement des accès privés à la voir publique, la création de trottoirs, la mise en œuvre d'un arrêt de bus, le traitement du réseau pluvial de la voie, la requalification paysagère, l'adaptation de l'éclairage public et de la signalisation.

En 2018, les compétences Eau et Assainissement ont été transférées à la Métropole. Depuis cette date, la commune du Tholonet n'est plus légitime à porter les travaux d'eau et d'assainissement de l'opération entrée de ville.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au bénéfice de la commune du Tholonet portant sur l'opération de réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre de l'aménagement de l'entrée de ville Est – RD17. Le montant de l'opération s'élève à :

- 113 000 euros HT pour l'eau potable
- 140 000 euros HT pour l'assainissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune du Tholonet pour l'opération de réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre de l'aménagement de l'entrée de ville Est – RD17.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ci-annexée délibération, à conclure avec la Commune du Tholonet portant sur l'opération de réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre de l'aménagement de l'entrée de ville Est – RD17.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- 113 000 euros HT pour la compétence Eau potable, au Budget annexe Eau en délégation du Pays d'Aix et d'Aubagne, opération d'investissement DI10, Article 21531 ;
- 140 000 euros HT pour la compétence Assainissement, au Budget annexe Assainissement en délégation du Pays d'Aix et d'Aubagne, opération d'investissement DI10, Article 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 006-5675/19/BM

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la création d'un réseau d'eaux pluviales dans le cadre de l'aménagement du CR 180 de la Gourre d'Aure sur la commune de Pertuis
MET 19/10075/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

L'exercice de cette compétence était, avant le 1^{er} janvier 2018, réalisé par ces communes au moyen d'un contrat de délégation de service public, depuis cette date, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement,

En application de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée ou de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

En 2017, la Commune de Pertuis a engagé l'aménagement du CR180 de la Gourre d'Aure. En effet, la ZAE de Pertuis dispose d'un seul exutoire pluvial, il s'agit de la grande roubine. Ce fossé se trouve, en partie finale, le long du CR180 du Gourre d'Aure, seul accès à la déchèterie et à la STEP de Pertuis.

Afin de récupérer les emprises nécessaires à l'élargissement de la voirie, la commune prévoit de créer un nouveau fossé d'évacuation, en parallèle de l'ancien et de recalibrer les busages donnant accès aux parcelles voisines afin de ne pas créer de rétrécissement hydrauliques

Cet aménagement consiste ainsi en la création, par busage du fossé existant, d'un réseau pluvial sur une longueur cumulée de 290ml, pour un montant estimé à 90.000 euros HT.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au bénéfice de la Commune de Pertuis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'établir une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage avec la commune de Pertuis pour l'opération de création d'un réseau d'eaux pluviales dans le cadre de l'aménagement du CR 180 de la Gourre d'Aure.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de maîtrise d'ouvrage ci-annexée, à conclure avec la Commune de Pertuis portant sur l'opération de création d'un réseau pluvial dans le cadre de l'aménagement du CR 180 de la Gourre d'Aure.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, pour la section investissement, Autorisation de Programme Compétence Pluviale 2151 – fonction 734 – Opération

budgétaire : 4581182909 pour un montant de 90 000 euros HT, soit 108 000 euros TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 007-5676/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec l'ESAT Louis Philibert pour la création d'un réseau d'assainissement sur la commune du Puy-Sainte-Réparate
MET 19/10076/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est qu'à compter du 1er janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Préalablement au transfert de ces compétences, la commune du Puy Sainte Réparate avait confié à l'Établissement Public Départemental Louis Philibert, par convention signée le 9 mai 2017, une mission de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la création d'un réseau collectif d'assainissement des eaux usées et le raccordement de cet établissement au réseau ainsi créé.

Du fait du transfert des compétences eau et assainissement à la Métropole, celle-ci s'est substituée à la Commune dans cette convention.

Par ailleurs, au cours du déroulement du chantier, il est apparu nécessaire de remplacer un tronçon supplémentaire de canalisation que l'Établissement Public Départemental devait réutiliser en l'état.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour objet de constater la substitution de la Métropole dans cette convention et de modifier le programme de l'opération pour ajouter le renouvellement du tronçon situé en amont entre l'Établissement Public Départemental et le premier poste de refoulement, point de départ de la convention initiale.

Cette convention prévoit le financement complet des ouvrages par l'Établissement Public Départemental Louis Philibert ; l'avenant est donc sans incidence financière pour la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec l'ESAT Louis Philibert pour la création d'un réseau d'assainissement sur la commune du Puy-Sainte-Réparate.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec l'Établissement Public Départemental Louis Philibert pour la création d'un réseau collectif d'assainissement des eaux usées et le raccordement de cet établissement au réseau d'assainissement collectif.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 008-5677/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la création d'un poteau Incendie, boulevard Mathieu RECH à Sénas

MET 19/10259/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Concernant l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et

conformément à l'article 4.2 des conventions de gestion « Défense Extérieure Contre l'Incendie » conclue avec les communes au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques habilitant les communes à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, par leurs moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2018, il a été approuvé la signature d'une convention de Maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la création d'un poteau incendie sur le boulevard Mathieu Rech à Sénas pour un montant prévisionnel de travaux de 2160 euros TTC.

Après étude plus approfondie du dossier, la commune envisage finalement de créer une borne incendie enterrée au lieu d'un poteau incendie. Cette modification engendre une plus-value financière d'un montant de travaux de 1200,00 euros TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la création d'un poteau incendie, boulevard Mathieu RECH à Sénas.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée relative à la création d'un poteau Incendie, boulevard Mathieu RECH à Sénas, annexé à la présente, à conclure avec la Commune de Sénas, portant sur l'opération suivante :
- Réaménagement du square Général De Gaulle – Boulevard Mathieu RECH :

Les travaux concernent l'enfouissement de la Borne Incendie n°53 contrairement à un déplacement d'un Poteau Incendie.

Cette opération porte sur une plus-value financière de 1000,00 euros HT, soit 1200,00 euros TTC, soit un montant total de travaux de 3360 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout acte y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget EST 2019 du Conseil de Territoire du Pays Salonais - Autorisation de Programme 183180BP - Opération n° 2018301600 - Nature 2156 - Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 009-5678/19/BM

**■ Approbation de nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes de Rognac et de Salon-de-Provence d'équipements relatifs à la compétence Eaux Pluviales
MET 19/10261/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par

l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence de l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 des conventions de gestion « Eau Pluviale » conclue avec les communes au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques habilitant les communes à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de l'assainissement des eaux pluviales, par leurs moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Délégée (MOD) fondées sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme est celle retenue pour habilitier les communes à poursuivre seules les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion de 2 nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée concernant 2 communes du Territoire du Pays Salonais (Rognac et Salon-de-Provence) et 11 opérations au titre de la compétence Assainissement des eaux pluviales.

Les conventions concernées sont présentées dans les tableaux récapitulatifs joints en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune **de Rognac**, portant sur l'opération suivante :

- Rue de l'Etang :

Les travaux concernent la création / prolongation du réseau pluvial.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 24 613.20 euros TTC

Article 2 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune **de Salon-de-Provence**, portant sur l'opération suivante :

- Rue d'Ozier :

Les travaux concernent la reprise de canalisation du réseau pluvial.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 22 644.47 euros TTC

- Rue Souvestre :

Les travaux concernent la création d'une antenne pluviale.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 8 321.41 euros TTC

- Avenue Ventouresco :

Les travaux concernent la réfection de la noue.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 25 019.90 euros TTC

- Avenue Borel :

Les travaux concernent l'amélioration d'écoulement des eaux pluviales.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 43 227.77 euros TTC

- Rue Debussy :

Les travaux concernent la création d'une antenne pluviale.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 4 547.95 euros TTC

- Impasse et rue Nord Amayen :

Les travaux concernent la création du réseau pluvial.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 187 500 € TTC

- Route de Miramas :

Les travaux concernent l'amélioration d'écoulement des eaux pluviales.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 12 576.00 euros TTC

- Pré des Cerisiers :

Les travaux concernent la création d'un poste de relevage.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 55 209.25 euros TTC

- Chemin des Batignolles :

Les travaux concernent la création d'une antenne pluviale.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 30 021.28 euros TTC

- La Station de relevage Clémenceau:

Les travaux concernent le remplacement du groupe électrogène.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 36 066.00 euros TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget EST 2019 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais - Autorisation de Programme 183190BP – Opération n° 2018301500 - Nature 21538 - Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 010-5679/19/BM

**■ Approbation d'un avenant au protocole d'accord avec la Régie des Eaux et de l'Assainissement du bassin minier et du Garlaban (SIBAM) relatif aux modalités de perception de la redevance assainissement pour l'intégration de la commune de Roquevaire
MET 19/10331/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément au décret n°67-945 du 24 octobre 1967 relatif à l'institution, au recouvrement et à l'affectation de la redevance assainissement, il convient de confier au gestionnaire du réseau d'eau la charge d'établir la facturation concernant l'assainissement auprès des usagers, ce qui permettra notamment l'établissement d'une seule facture.

Par délibération n°DEA 0499-3357/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé au 1^{er} janvier 2018 une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial dénommée « Régie des Eaux et de l'Assainissement du bassin minier et du Garlaban » (SIBAM).

Par délibération n°DEA 009-4228/06/18/CM du 28 juin 2018, le périmètre de la Régie des Eaux et de l'Assainissement du bassin minier et du Garlaban (SIBAM) a été élargi au 1^{er} janvier 2019 à la commune Roquevaire.

Compte tenu de l'extension du périmètre, il est proposé un avenant au protocole d'accord avec la Régie des Eaux et de l'Assainissement du bassin minier et du Garlaban (SIBAM) relatif aux modalités de perception de la redevance assainissement afin d'intégrer la commune de Roquevaire.

Cette redevance assainissement sera désormais perçue par la Régie des Eaux et de l'Assainissement du bassin minier et du Garlaban (SIBAM) avec la facturation de l'eau et sera reversée au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile selon les modalités fixées dans le protocole d'accord.

L'extension du périmètre d'intervention de la Régie des Eaux et de l'Assainissement du bassin minier et du Garlaban (SIBAM) induit une augmentation de la

prestation facturée d'un montant prévisionnel de 12 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°67-945 du 24 octobre 1967 relatif à l'institution, au recouvrement et à l'affectation des redevances assainissement ;
- La délibération n°DEA 049-3357/17 du conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la création d'une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des Eaux et de l'Assainissement du bassin minier et du Garlaban » (SIBAM) ;
- La délibération n°DEA 009-4228/06/18 du conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'extension du périmètre de la Régie des Eaux et de l'Assainissement du bassin minier et du Garlaban (SIBAM) ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 25 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que suite à l'extension du périmètre du SIBAM du 18 juin 2018, il convient de modifier le protocole d'accord en intégrant la commune de Roquevaire.
- Que le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est favorable à une modification du

protocole d'accord avec la Régie des Eaux et de l'Assainissement du bassin minier et du Garlaban (SIBAM).

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant au protocole d'accord, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant ainsi que toutes les pièces relatives à ce protocole.

Article 3 :

Les crédits sont inscrits à la décision modificative N°1/2019 du budget annexe assainissement en section de fonctionnement en dépenses au chapitre 65 nature 651.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 011-5680/19/BM

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour l'opération d'extension du réseau d'adduction d'eau potable sur le chemin des Cognets à Istres
MET 19/10150/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° HN 143-274/16/CM du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a délégué au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence l'exercice de la compétence assainissement et eau.

Dans ce cadre, le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence doit engager des travaux pour étendre le réseau d'adduction d'eau potable (AEP) sur le chemin des Cognets afin d'alimenter un programme immobilier de 85 logements devant être construit en bordure de celui-ci.

En parallèle, l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence (Epad Ouest Provence) doit dans le cadre de la vente des terrains d'assiette du projet immobilier, mener des travaux d'aménagement du chemin des Cognets sur cette zone et en assurer la maîtrise d'ouvrage.

Compte tenu des travaux prévus, nécessitant notamment d'ouvrir des tranchées sur la route, il apparaît nécessaire de coordonner ces deux opérations, pour une rationalisation de la dépense publique et garantir un résultat technique homogène.

Aux termes de l'article 2 II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, modifiée par l'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004, « lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages, relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération ».

Aussi, les parties se sont rapprochées en vue de transférer temporairement à l' Epad Ouest Provence la maîtrise d'ouvrage unique des travaux réalisés dans le cadre de l'opération intitulée « Aménagement du chemin des Cognets et des liaisons piétonnes vers la halte ferroviaire et le centre commercial Zac des Cognets Sud ».

Cette délibération vise à approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les travaux d'extension du réseau d'adduction d'eau potable sur le chemin des Cognets à Istres consentie pour la durée de l'occupation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article 2 II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 143-274/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire souhaite confier temporairement à l'Epad Ouest Provence la maîtrise d'ouvrage concernant les travaux d'extension du réseau d'adduction d'eau potable sur le chemin des Cognets à Istres.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les travaux d'extension du réseau d'adduction d'eau potable sur le chemin des Cognets, afin d'alimenter un programme immobilier de 85 logements devant être construit en bordure de celui-ci à Istres.

Article 2 :

La convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage prendra fin à l'issue de l'année de garantie de parfait achèvement des travaux objet de la convention.

La Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence s'acquittera d'une participation versée à l'Epad Ouest Provence correspondant aux frais et dépenses de la maîtrise d'ouvrage de 6 % du montant toutes taxes comprises des travaux estimés à ce jour à 22 400,00 euros T.T.C (18 666,67 euros H.T). Ce montant sera majoré ou minoré des révisions de prix.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Eau 2019 du territoire Istres-Ouest Provence, chapitre 2017502700, article 238, code opération 2017502700.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 012-5681/19/BM

**■ Approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relatives à la réalisation d'équipements relatifs aux compétences pluvial et eaux usées pour la commune de Saint-Mitre-les-Remparts
MET 19/10367/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine

naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent Code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent Code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

Concernant l'exercice de la compétence eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes qui assurait la gestion de ces compétences en régie, le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

En revanche, pour les communes qui assuraient la gestion du service public de l'eau et de l'assainissement par un contrat de délégation de service public, il ne sera pas conclu de convention de gestion avec les communes dès lors que l'exploitation des services de distribution d'eau potable et d'assainissement relève dans ce cas des délégataires respectifs, dont les contrats sont transférés à la Métropole Aix-Marseille-Provence, et non des services communaux.

Pour autant, le régime d'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement implique que l'autorité délégante conserve la charge de la création et de l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Ainsi, en l'absence de conclusion de convention de gestion avec les communes qui assurait les compétences relatives à l'eau et à l'assainissement sous forme de délégation de service public, la Métropole Aix-Marseille-Provence devrait assurer, dès le 1^{er} janvier 2018, l'exécution, la coordination et le pilotage et, plus généralement, toutes les prérogatives du maître de l'ouvrage à l'égard des opérations de travaux en cours dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, en ce compris l'assainissement pluvial.

Toutefois, afin de permettre la continuité des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité des services publics de l'eau et de l'assainissement, il est envisagé de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques, à l'objet plus restreint que les conventions de gestion de l'article L 5215-27 du CGCT, et habilitant celles-ci à poursuivre, à titre transitoire, les opérations de travaux décidées dans les domaines de l'eau et l'assainissement, par leurs moyens propres et au moyen des contrats conclus à cette fin.

Conformément à l'article R.5215-3 du CGCT sont considérées comme « opération décidées » et par symétrie avec l'architecture retenue pour les conventions de gestion, les opérations dont l'avant-projet et le plan de financement intégral ont été approuvées sans réserve par les communes avant le 1^{er} janvier 2018.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO), fondées sur les dispositions du II de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme sera retenue pour habiliter les communes à poursuivre seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

De manière spécifique, certaines conventions de TTMO présentées pour approbation portent sur des opérations de travaux menées dans le cadre des engagements pris au titre de conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) conclues par les communes avec des partenaires privés.

Dans ce cas, les conventions de TTMO ont donc pour objectif d'établir un interlocuteur unique en confiant aux communes à la fois la maîtrise d'ouvrage des travaux de réalisation des équipements publics situés dans le périmètre du PUP et la perception des participations versées par les aménageurs et constructeurs en les affectant à la réalisation de chaque catégorie d'équipements (ceux relevant de la compétence des communes et ceux relevant de la compétence de la Métropole pour l'eau, l'assainissement et le pluvial).

- soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Délégée (MOD) fondées sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre

privée. Cette forme est celle retenue pour habilitier les communes à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Dans ce cadre, La Métropole Aix-Marseille-Provence a été interpellée par la commune de Saint-Mitre-les-Remparts sur la nécessité d'engager des travaux pluviaux et d'assainissement sur son territoire sur la création du Parking des Espérettes afin de répondre aux attentes des usagers.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage concernant la Commune de Saint-Mitre-les-Remparts au titre des compétences pluvial et assainissement.

Afin d'assurer la prise en compte des objectifs de la Ville et de la Métropole, visant à créer et aménager le Parking des Espérettes, la présente convention a pour objet d'établir les règles de cofinancement des travaux.

Le montant global de l'opération de création du parking des Espérettes s'évalue à 906 950 euros TTC répartis comme suit :

- Part communale : 651 109,00 euros TTC
- Part métropolitaine compétence « pluvial » : 227 792,46 euros TTC
- Part métropolitaine compétence « assainissement » : 28 048,50 euros TTC

Cette évaluation est établie sur la base du projet de maîtrise d'œuvre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient d'approuver une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la commune de Saint-Mitre-les-Remparts d'équipements relatifs aux compétences « pluvial » et « assainissement » ci-annexée.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, à conclure avec la Commune de Saint-Mitre-les-Remparts en matière de pluvial et d'assainissement, portant sur l'opération parking des Espérettes.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération 2017600100 Création et renouvellement des réseaux EU 2017-2020 - Programme 11 Assainissement - Code AP : 176110AS -Montant estimé de la compétence pluvial : 227 792,46 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 013-5682/19/BM

■ Constitution d'un groupement de commandes pour la passation d'un marché d'étude relatif à la définition et la mise en œuvre d'une stratégie de gestion des déchets avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée MET 19/10449/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Depuis plus de vingt ans, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) conçoit, développe et construit la ville méditerranéenne durable de demain au cœur de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'EPAEM a dans un premier temps joué un rôle de restructuration du cœur de la Métropole en développant, sur un espace portuaire dégradé, un projet d'aménagement global, le Nouveau Marseille. Avec l'extension de 170 hectares au Nord des 310 hectares initiaux, Euroméditerranée aborde aujourd'hui une nouvelle étape. Labélisé EcoCité, ce nouveau périmètre dit de l'extension (intégrant notamment l'ilot « Smartseille » et l'EcoQuartier « Les Fabriques ») a vocation à être un territoire d'expérimentation de l'aménagement urbain pour tester, déployer et valoriser les services et technologies innovantes notamment en matière de gestion des déchets.

L'EPAEM et la Métropole Aix-Marseille-Provence veulent initier une réflexion commune ayant pour objet la mise en place d'un nouveau système de gestion des déchets à haute performance, efficace et vertueux, fiable et opérationnel.

Dans la continuité de la bonne collaboration réalisée sur les étapes précédentes de diagnostics et de projection de scénarii, l'EPAEM et la Métropole souhaitent constituer un groupement de commandes permettant de mutualiser un marché d'étude relatif à la faisabilité et la mise en œuvre d'une stratégie de gestion des déchets sur le périmètre de l'extension.

Par conséquent, il appartient au Bureau de la Métropole d'approuver la constitution d'un groupement de commandes réunissant la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPAEM.

Le fonctionnement de ce groupement de commandes est détaillé dans une convention dite « Convention constitutive d'un groupement de commande pour la passation d'un marché d'étude relatif à la définition et la mise en œuvre d'une stratégie de gestion des déchets sur le périmètre de l'Extension avec l'Etablissement Public d'Aménagement euroméditerranée. », dont les termes sont soumis à votre approbation. (Annexe n°1).

Il convient d'autoriser la signature de la convention constitutive dudit groupement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- L'ordonnance du 23 juillet 2016 relative aux marchés publics ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'approuver la constitution d'un groupement de commande entre l'EPAEM et la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de mutualiser un marché d'étude relatif à la faisabilité et la mise en œuvre d'une stratégie de gestion des déchets sur le périmètre de l'extension susmentionnée.
- La nécessité d'approuver la convention permettant de définir les modalités, les conditions de mise en œuvre ainsi que les

engagements des parties prenantes à ce groupement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la constitution d'un groupement de commandes entre l'EPAEM et la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de mutualiser un marché d'étude relatif à la faisabilité et la mise en œuvre d'une stratégie de gestion des déchets sur le périmètre de l'extension (intégrant notamment l'ilot « Smartseille » et l'EcoQuartier « Les Fabriques »).

Article 2 :

Est approuvée la convention constitutive du groupement de commande ci annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention constitutive dudit groupement.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Collecte et traitements des déchets du Conseil de territoire Marseille Provence – Section Fonctionnement - 3DIDA - Sous - politique G 130 - Nature 617 – Fonction 7212.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 014-5683/19/BM

■ **Acquisition d'un terrain pour la construction d'une déchèterie sur la commune de Salon-de-Provence - Complément à la délibération DEA 013-1152/16/CM du 17 octobre 2016**
MET 19/10265/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La construction d'une deuxième déchèterie sur la commune de Salon de Provence est nécessaire afin de désengorger la déchèterie déjà en service sur cette commune. Pour ce faire, l'acquisition d'un terrain pouvant accueillir les infrastructures de la nouvelle déchèterie est indispensable. La parcelle cadastrée DN 71 (ex DN37p), emplacement réservé 187 d'une superficie de 19 510 m² appartenant à la société des Autoroutes du Sud de la France (ASF) a été retenue pour l'implantation de ladite déchèterie.

Après échange avec ASF, ces derniers ont accepté de vendre ce terrain au prix de 3.52 euros HT/ m².

L'acquisition a été approuvée par délibération n° DEA 013-1152/16/CM du 17 octobre 2016 pour une surface

approximative de 17 600 m² sous réserve de l'établissement d'un document d'arpentage.

Depuis, ce document d'arpentage est venu préciser la superficie exacte de la parcelle cadastrée DN 71 (ex DN37p), qui est de 19 510 m² portant le prix total à 68 675,20 euros HT.

De surcroît, la dite parcelle se situant aujourd'hui en zone UEp du PLU de la Commune de Salon-de-Provence, la TVA sera appliquée en sus (13 735,04 euros).

Le prix d'achat sera donc de 82 410, 24 euros TTC.

Dans l'attente de la signature de l'acte authentique, il convient donc de préciser ces nouveaux éléments venant compléter les termes de la délibération du 17 octobre 2016 approuvant l'acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEA 013-1152/16/CM prise par le Conseil de la Métropole le 17 octobre 2016 portant sur l'acquisition d'un terrain pour la construction d'une déchèterie sur la commune de Salon de Provence ;
- Le protocole foncier n° 2017-02 conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et ASF en date du 13 septembre 2017 ;
- Le document d'arpentage n° DMPC 5468T ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de compléter la délibération du 17 octobre 2016 portant sur l'acquisition d'un terrain pour la construction d'une déchèterie sur la commune de Salon de Provence.

Délibère

Article 1 :

Est complétée la délibération n° DEA 013-1152/16/CM du 17 octobre 2016 approuvant l'acquisition de la parcelle cadastrée DN 71 (ex DN37p), emplacement réservé 187 sur la commune de Salon-de-Provence d'une superficie de 19 510 m² appartenant à ASF au prix de 3.52 euros HT/m².

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte de vente à intervenir et à prendre toutes dispositions y afférents, à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir ainsi que tous les documents en découlant.

Article 3 :

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Déchets de la Métropole-Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire du Pays Salonais – Opération : 2019302200 – Code AP : 173160BP - Fonction : 7213 – Chapitre : 2019302200.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 015-5684/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association de Fil en Aiguille pour l'année 2019 MET 19/10478/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La prévention est une priorité dans la chaîne de gestion des déchets.

Fort du constat réalisé sur les déchèteries, du potentiel de déchets réemployables réceptionnés sur les sites, le Territoire du Pays d'Aix a décidé de favoriser la mise en place sur son territoire de plusieurs structures de réemploi.

Les structures de réemploi « ressourceries » sont des acteurs performants de cette politique et le Territoire du Pays d'Aix a décidé de favoriser leur émergence en mettant en place un fond de subvention spécifique et une convention cadre.

Cette convention cadre a été approuvée lors du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013, ajustée par délibération des Bureaux Communautaires des 10 juillet et 29 octobre 2015 et enfin modifiée par délibération du Conseil de Territoire du 23 mars 2017.

Le principe d'aide au financement de ces structures est basé sur les objectifs suivants :

- prévention des déchets par un maximum de réemploi,
- éducation à l'environnement du grand public,
- exemplarité dans la gestion des déchets,
- développement de l'économie sociale et

solidaire.

Les Ressourceries, sont désormais intégrées dans les moyens de gestion de nos déchets et participent à la réduction des déchets.

Les intérêts des structures de réemploi sont multiples, en particulier :

- d'une part, par la création d'une filière nouvelle génératrice de ressources pour les acteurs de la filière bénéficiaire des emplois créés et pour les consommateurs finaux lors de la remise sur le marché de produits à bas coûts,
- d'autre part, par la réduction des déchets ultimes voués aujourd'hui à l'enfouissement.

L'association « De Fil en Aiguille » a été créée le 21 juin 2008 sur la commune de La Tour d'Aigues, dont l'objet est la création d'activités correspondant à des besoins utiles au territoire, notamment en matière de développement durable, par la création d'activités économiques et d'emploi, de formation et d'accompagnement des personnes privées d'emploi.

Pour réaliser son action l'association réalise différentes prestations, repassage, retouche, confection et vente.

Fort de son expérience au sein de l'activité de « seconde main », en 2018 l'association De Fil en Aiguille s'est positionnée sur un nouveau projet de réemploi sur le territoire, l'ouverture d'une ressourcerie sur la commune de Pertuis. Cette ouverture permet un maillage plus dense du territoire favorisant ainsi la proximité.

L'objectif de l'association est d'éviter l'extraction de matières premières et ainsi réduire le volume de déchets produits en développant un autre mode de consommation responsable.

L'association place ainsi son action dans l'insertion par l'activité économique et la valorisation, le réemploi des déchets en employant 119 salariés. Elle est adhérente au réseau des ressourceries.

L'association sollicite la Métropole - Territoire du Pays d'Aix, afin d'obtenir d'une part une aide au démarrage de 3.000euros afin de réaliser les achats des moyens de traçabilité des produits (pesage, logiciel...) et d'autre part une subvention de 20.000euros au regard de l'estimation de 183,34 tonnes pouvant potentiellement faire l'objet d'un réemploi soit un total d'aide pour 2019 de : 23.000 euros.

Par ailleurs, pour l'année 2019, l'association « De Fil en Aiguille » sollicite également deux subventions au titre de l'Insertion Emploi par l'Activité Economique pour un montant de 36.000 euros et 48.000 euros. Par conséquent il est établi des conventions d'objectifs séparées.

Concernant l'activité « Ressourcerie », la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix propose, la signature avec l'association De Fil en Aiguille, d'une convention d'objectifs répondant aux critères du fond de subvention aux structures de réemplois.

Cette convention définit les modalités d'engagement de l'association et de la participation financière du Territoire du Pays d'Aix.

Les principales modalités définies et reprises dans la convention d'objectifs avec « De Fil en Aiguille » sont les suivantes :

- 1) le montant de la subvention est indexé au tonnage effectivement réemployé,
- 2) le montant de la subvention est différencié suivant la taille de la structure,
- 3) une bonification de la subvention incite à la valorisation matière des objets non réemployables qui finissent en déchet,
- 4) le montant de la subvention est plafonné à 50.000 euros par an et par structure afin de garantir les ressources de la collectivité et éviter les effets d'aubaine,

- 5) une aide au démarrage de 3.000 euros est versée pour l'acquisition des moyens de traçabilité des produits (pesage, logiciel, ...),
- 6) seuls les objets collectés sur le territoire sont pris en compte dans les calculs.

Pour pouvoir accéder à ce financement, la structure doit répondre aux obligations suivantes :

- 1) adhérer au réseau national des Ressourceries ou répondre aux mêmes obligations en termes de collecte multi flux, valorisation, redistribution et sensibilisation,
- 2) assurer la traçabilité des objets collectés, vendus, valorisés, éliminés par la mise en place d'outils spécifiques contrôlables par la collectivité,
- 3) présenter un rapport d'activités annuel,
- 4) signer avec le Territoire du Pays d'Aix une convention de partenariat qui reprend les modalités du fonds de subvention.

Pour rappel, la base de calcul du dispositif défini dans la délibération 2017_CT2_142 du 23 mars 2017 est la suivante :

Ainsi, il est donc proposé d'attribuer à « de Fil en Aiguille » pour l'année 2019 une subvention de 23.000 euros, composée d'une aide au démarrage (acquisition des moyens matériels de suivi) de 3.000euros, et d'une subvention de 20.000 euros au regard du potentiel de réemploi.

Il est proposé également de signer avec « De Fil en Aiguille », la convention qui définit les règles du partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix qui intègre le mode de calcul du montant des subventions aux structures du réemploi votée au Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

La convention cadre sera signée avec l'association de Fil en Aiguille en 2019 pour une durée de cinq ans.

- Aide au démarrage

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Oui/non
2019_008_54	Ressourceries	De Fil en Aiguille	Réduction et valorisation des déchets encombrants par réemploi :		3 000euros	3000euros	3 000euros	Oui

- Subvention au réemploi 2019

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Oui/non
2019_00852	Ressourceries	De Fil en Aiguille	Réduction et valorisation des déchets encombrants par réemploi :	-	-	20 000 euros	20 000 euros	Oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013_B433 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 approuvant la création d'un fonds de subvention à destination des structures de réemploi positionnées sur le territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2015_B367 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'évolution du dispositif d'aides aux structures de réemploi positionnées sur le territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°2017_CT2_142 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017 approuvant l'évolution de la convention cadre du dispositif d'aides aux ressourceries positionnées sur le territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'attribuer à l'association De Fil en Aiguille une subvention de 23.000euros pour l'année 2019.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement à l'association de Fil en Aiguille de 20.000 euros au regard du potentiel de réemploi pour l'année 2019 (période de novembre 2018 à octobre 2019).

Article 2 :

Est attribuée une subvention d'investissement à l'association de Fil en Aiguille de 3.000 euros d'aide au démarrage.

Article 3 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec la association De Fil en Aiguille.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 5 :

En section de fonctionnement , les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe du SPED du Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 7211.

En section d'investissement, les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe du SPED du Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Chapitre 182 (libellé "aménagement divers pré-collecte"), nature 20421, fonction 7212.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 016-5685/19/BM

■ Réforme et reprise du véhicule immatriculé CS-598-JT de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 19/10198/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'une flotte de véhicules pour l'exercice de ses compétences. Elle est amenée à céder ses véhicules à la compagnie d'assurances dès lors qu'ils sont déclarés comme économiquement irréparables par l'expert et que les garanties du contrat d'assurances le permettent.

Le véhicule immatriculé CS-598-JT est un camion benne à ordures ménagères destiné à la collecte et au transport des déchets ménagers vers leur lieu de traitement sur le Territoire du Pays Salonais.

Ce véhicule a fait l'objet d'un accident de la circulation le 9 octobre 2018. Compte tenu de son état technique, l'expert a fixé la valeur des réparations à 130 000 euros HT et a classé le véhicule économiquement irréparable.

Ce montant dépassant la valeur de remplacement du véhicule fixée à 64 000 euros HT, il apparaît opportun de céder le véhicule immatriculé CS-598-JT à la compagnie d'assurances MMA IARD et de récupérer l'indemnité correspondante, à savoir 62 500 euros HT, franchise déduite.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le véhicule immatriculé CS-598-JT est considéré comme techniquement irréparable suite à l'expertise menée par le cabinet BCA.
- Que le cabinet d'expertise a fixé l'indemnité d'assurance à 64 000 euros HT.
- Qu'il est nécessaire de retirer le véhicule immatriculé CS-598-JT du parc de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de le céder à la compagnie d'assurances MMA IARD ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement au versement de cette indemnité.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la réforme du véhicule immatriculé CS-598-JT inscrit sous le numéro d'inventaire OM12.3773 de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Est approuvée la reprise en l'état du véhicule immatriculé CS-598-JT par la compagnie d'assurances Mma Iard, 14 boulevard Marie Alexandre Oyon – 72 030 Le Mans cedex 9, pour un montant de 62 500 euros HT franchise déduite.

Article 3 :

La recette sera constatée au budget annexe « collecte et traitement des déchets » du Territoire du Pays Salonais - chapitre 77 – compte 775- fonction 7212

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Mer, Littoral et
Ports, protection et mise en
valeur des espaces maritimes et
naturels"***

MER 001-5686/19/BM

■ **Présentation du rapport d'activités 2017-2018 du Groupement Grand Pavois Organisation - SAFIM, délégataire de service public pour l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Les Nauticales**
MET 19/10163/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016; celle-ci gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot depuis le 1er janvier 2018 et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 001-1414/15/CC du 23 octobre 2015 et convention de délégation de service public n°15/1706, la Métropole Aix-Marseille-Provence a délégué au groupement, Association Grand Pavois Organisation et SAFIM, l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ce contrat a été conclu pour une durée de 5 ans (2016 à 2020).

L'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales a institué l'obligation pour le délégataire de produire chaque année un rapport rendant compte des conditions d'exécution du service délégué en considération des objectifs et obligations définis dans le contrat, ainsi que des données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération POR 001-1414/15/CC du 23 octobre 2015, attribuant par délégation au groupement Association Grand Pavois Organisation et SAFIM, l'organisation et

l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La Délibération FAG 152- 4969/18CM du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Service Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire, pour l'édition 2018 du salon « Les Nauticales », a été remis par le groupement Grand Pavois Organisation – SAFIM, titulaire de la convention de délégation de service public.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire, de l'édition 2018 du salon « Les Nauticales », remis par le groupement Grand Pavois Organisation – SAFIM, titulaire du contrat de DSP n°15/1706 relatif à « l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 002-5687/19/BM

■ **Présentation du rapport d'activités de l'année 2017 du Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 1**
MET 19/10161/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016 ; c'est ainsi qu'elle gère 28 ports de plaisance représentant 9200 postes à flot et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 2/1087/CC du 18 décembre 2006 et convention de délégation de service public n°06/191, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a délégué au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, association régie par la loi du

1er juillet 1901, « la gestion, l'animation et le développement du pôle : grande et moyenne plaisance, l'accueil des professionnels du nautisme ainsi que l'animation d'un pôle aviron » de la partie du plan d'eau et des terre-pleins du Vieux-Port de Marseille identifiée sous la dénomination de « périmètre 1 ». Ce contrat a été conclu pour une durée de 10 ans à compter du 1er janvier 2007, prolongé par avenant jusqu'au 31 août 2018.

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante du délégant qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération POR 2/1087/CC du 18 décembre 2006 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public à la « gestion, l'animation et le développement du pôle grande et moyenne plaisance, motonautisme, accueil des professionnels du nautisme et animation d'un pôle aviron » « périmètre 1 » ;
- La délibération MER 003-897/16/CM en date du 19 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n°3 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) sur le périmètre 1 du Vieux Port de Marseille ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Service Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du

Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 a été remis par le Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, titulaire de la convention de délégation de service public.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport d'activité pour l'année 2017 remis par le Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, délégataire de service public titulaire du contrat de DSP n° 06/191 relatif à « la gestion, l'animation et le développement du pôle : grande et moyenne plaisance, l'accueil des professionnels du nautisme ainsi que l'animation d'un pôle aviron » de la partie du plan d'eau et des terre-pleins du Vieux-Port de Marseille identifiée sous la dénomination de « périmètre 1 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 003-5688/19/BM

■ Présentation du rapport d'activités de l'année 2017 de la Société Nautique de Marseille (SNM), délégataire de service public en charge de la gestion d'une partie du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 2 MET 19/10168/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016 ; c'est ainsi qu'elle gère 28 ports de plaisance représentant 9200 postes à flot et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 3/1088/CC du 18 décembre 2006 et convention de Délégation de Service Public n° 06/190, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Société Nautique de Marseille (SNM), association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, « la gestion, l'animation d'un pôle de voiliers, bateaux de tradition et multicoques, la promotion et la valorisation de la culture et du patrimoine nautique, la mise en place de partenariats socioéducatifs pour faciliter l'accès à la plaisance » sur la partie du plan d'eau et des terre pleins du Vieux-

Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de « périmètre 2 ». Ce contrat a été conclu pour une durée de 10 ans à compter du 1^{er} janvier 2007, prolongé par avenant jusqu'au 31 août 2018.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération POR 3/1088/CC du 18 décembre 2006 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public à la « la gestion, l'animation d'un pôle de voiliers, bateaux de tradition et multicoques, la promotion et la valorisation de la culture et du patrimoine nautique, la mise en place de partenariats socioéducatifs pour faciliter l'accès à la plaisance » sur la partie du plan d'eau et des terre pleins du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de « périmètre 2 ».
- La délibération MER 004-898/16/CM du 19 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n°2 de prolongation d'un an de la délégation de service public consentie à La Société Nautique de Marseille (SNM) au sein du Vieux Port de Marseille-Périmètre 2 ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Service Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe ;
- L'information du Conseil de Territoire du 13 décembre 2017 ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 a été remis par La Société Nautique de Marseille titulaire de la convention de délégation de service public.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport d'activité pour l'année 2017 remis par la Société Nautique de Marseille (SNM) titulaire du contrat de DSP n° 06/190 relatif à « la gestion, l'animation d'un pôle de voiliers, bateaux de tradition et multicoques, la promotion et la valorisation de la culture et du patrimoine nautique, la mise en place de partenariats socioéducatifs pour faciliter l'accès à la plaisance » sur la partie du plan d'eau et des terre pleins du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de « périmètre 2 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 004-5689/19/BM

■ **Présentation du rapport d'activités de l'année 2017 du yachting Club de la Pointe Rouge, délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du port de la Pointe Rouge à Marseille - périmètre 3**
MET 19/10165/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016 ; c'est ainsi qu'elle gère 28 ports de plaisance représentant 9200 postes à flot et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 4/1089/CC du 18 décembre 2006 et convention de délégation de service public n°06/192, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué au Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR), association régie par la loi du 1er juillet 1901, la « gestion, animation et développement d'un pôle multisports nautiques, école de pêche sportive, accueil de grands événements, école de voile et de glisse », sur une partie du plan d'eau et des terre-pleins du port de la Pointe-Rouge, à Marseille. Ce contrat a été conclu pour une période de dix ans à compter du 1er janvier 2007, prolongé par avenant jusqu'au 31 août 2018.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération POR 4/1089/CC du 18 décembre 2006 approuvant la convention de Délégation de Service Public relative à la « gestion, animation et développement d'un pôle multisports nautiques, école de pêche sportive, accueil de grands événements, école de voile et de glisse », sur une partie du plan d'eau et des terre-pleins du port de la Pointe-Rouge ;
- La délibération MER 005-899/16/CM en date du 19 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n°4 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public consentie au Yachting Club de La Pointe Rouge (YCPR) au sein du port de La Pointe Rouge de Marseille – Périmètre 3 ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 a été remis par Le Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR) titulaire de la convention de délégation de service public.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2017, remis par le Yachting Club de la Pointe-Rouge, délégataire de service public titulaire du contrat de DSP n° 06/192 relatif à « la gestion, animation et développement d'un pôle multisports nautiques, école de pêche sportive, accueil de grands événements, école de voile et de glisse » sur une partie du plan d'eau et des terre-pleins du port de la Pointe-Rouge à Marseille – périmètre 3.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 005-5690/19/BM

■ Présentation du rapport d'activités 2017, Carenès Service, délégataire de service public, en charge de l'exploitation du service de grutage et de canénage du port de la Pointe Rouge à Marseille

MET 19/10159/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016 ; celle-ci gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot depuis le 1^{er} janvier 2018 et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 1/343/CC du 26 mars 2007 et convention de délégation de service public n° 07/064, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Société Carènes Services l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge. Ce contrat a pris effet le 24 mai 2007 pour une durée de 15 ans.

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante de cette autorité qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération POR 1/343/CC du Bureau de Communauté 26 mars 2007 approuvant la convention de délégation de service public n° 07/064 du 24 mai 2007, relative à l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe.
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 a été remis par la Société Carènes Services, titulaire de la convention de délégation de service public.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2017, remis par la Société Carènes Services, titulaire du contrat de DSP n° 07/064 relatif à « l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge » à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 006-5691/19/BM

**■ Présentation du rapport d'activités 2017, Nouvelle Aire, délégataire de service public en charge de l'avitaillement du port de la Pointe Rouge à Marseille
MET 19/10166/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016 ; celle-ci gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot depuis le 1er janvier 2018 et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 006-473/13/CC du 28 juin 2013 et convention de délégation de service public n°13/130 la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Sarl Nouvelle Aire l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille qui comprend la distribution des carburants et produits dérivés (huile, additifs). Ce contrat a été conclu pour une durée de six ans à compter du 1er août 2013.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération POR 006-473/13/CC du Conseil de Communauté du 28 juin 2013 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public relatif à « l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la

Pointe Rouge à Marseille qui comprend la distribution des carburants et produits dérivés (huile, additifs...) » ;

- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe.
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 a été remis par la Sarl Nouvelle Aire, titulaire de la convention de délégation de service public.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport d'activité 2017 remis par la Sarl Nouvelle Aire, délégataire de service public titulaire du contrat de DSP n°13/130 relatif à « l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille qui comprend la distribution des carburants et produits dérivés (huile, additifs...) ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 007-5692/19/BM

**■ Présentation du rapport d'activités 2017, de DG Services, délégataire de service public en charge de l'avitaillement et du carénage sur le port de plaisance de Carry-le-Rouet
MET 19/10162/BM**

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016 ; celle-ci gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot depuis le 1er janvier 2018 et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 005/472/13/CC du 28 juin 2013 et convention de délégation de service public n°13/131, la Communauté Urbaine Marseille

Provence Métropole a délégué à la Société DG Services « l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry-le-Rouet ». Ce contrat a été conclu pour une durée de 6 ans à compter du 29 juillet 2013.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération POR 005-472/13/CC du Conseil de Communauté du 28 juin 2013 approuvant le choix du délégataire et le contrat de délégation de service public relatif à « l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry-le-Rouet »
- La délibération POR 002-1415/15/CC du Conseil de Communauté du 23 octobre 2015 portant approbation de l'avenant n°1 relatif à l'arrêt de l'exploitation de l'aire de carénage et de la station d'avitaillement du 1er janvier 2015 jusqu'au début de la saison estivale 2016 ;
- La délibération MER 001-1156/16/CM du Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation de l'avenant n°2 relatif à des modifications d'éléments du contrat effectuées à la suite de la mise aux normes de l'aire technique ;
- La délibération FAG 015-1546/17/BM du Bureau de la Métropole du 9 février 2017 portant sur l'approbation du protocole transactionnel relatif au montant de l'indemnisation versée au délégataire DG

SERVICES compte tenu du préjudice subi du fait de l'arrêt de l'exploitation de l'aire technique durant un an et demi ;

- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 a été remis par la société DG SERVICES, titulaire de la convention de délégation de service public.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport d'activité pour l'année 2017 remis par la société DG SERVICES, délégataire de service public titulaire du contrat de DSP n°13/131 relatif à « l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry-le-Rouet ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Voirie, Espaces Publics et Grands équipements métropolitains"

VOI 001-5693/19/BM

■ **Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la Ville de Marseille pour la requalification de la Rocade du Jarret (secteurs Boulevard Chave - rue Sainte Cécile et Boulevard de la Blancarde - Boulevard Chave" à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements). MET 19/10247/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : Par délibération n°VOI 006-228/14/CC du 26 juin 2014, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe d'une

requalification de la rocade du Jarret à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Composé de cinq boulevards et d'une longueur de 4,2 km, la rocade du Jarret, de par sa position entre deux autoroutes, a longtemps supporté un trafic automobile de transit pénalisant pour la desserte interquartiers. Cet axe majeur devrait voir son trafic diminuer significativement, suite à la mise en service de la Rocade L2.

Le projet de requalification de la rocade du Jarret va ainsi permettre de redonner de l'espace à mobilités douces (piétons et cyclistes) par la création de pistes cyclables et de cheminements piétons larges et sécurisés, et d'améliorer le fonctionnement des bus circulant sur l'axe. Il est enfin l'occasion de mettre en valeur et d'améliorer les conditions de desserte de plusieurs équipements à vocation départementale voire régionale (ex : Hôtel du Département, Hôpital de la Timone, Faculté de Médecine de la Timone).

Par ailleurs, par délibération VOI 002-4698/18/CM du 18 octobre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le bilan de la concertation préalable de l'opération qui s'est déroulée du 29 juin 2018 au 27 juillet 2018 inclus.

Du fait de la longueur de l'itinéraire du carrefour Saint Just au nord à la place de Pologne au sud, la Métropole d'Aix Marseille-Provence a décidé de phaser la réalisation des travaux en commençant par sa section située entre le Boulevard de la Blancarde et la rue Sainte Cécile (sections 1 et 2).

Une partie des travaux à réaliser relevant de la compétence de la Commune, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de mettre en place une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque collectivité, dans un souci d'efficacité technique et financière.

Ainsi, la Métropole réalisera, pour le compte de la Ville de Marseille, les ouvrages et équipements qui relèvent d'une compétence communale : vidéo protection / vidéo verbalisation et aménagement de 3 squares publics fermés, soit une participation financière de la Ville de Marseille estimée à 4 545 262,64 euros TTC.

Il convient par conséquent de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la Ville de Marseille et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence afin de fixer les modalités de réalisation et de remboursement des travaux de la section du Jarret comprise entre le Boulevard de la Blancarde et la rue Sainte Cécile (sections 1 et 2), à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération VOI 006-228/14/CC du 26 juin 2014 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le principe d’une requalification de la rocade du Jarret ;
- La délibération VOI 002-4698/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le bilan de la concertation préalable de l’opération due requalification de la rocade du Jarret ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L’avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu’en raison de l’imbrication des compétences de la Ville de Marseille et de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d’une opération unique, la mise en œuvre d’une maîtrise d’ouvrage unique s’avère opportune.
- Qu’il convient d’approuver la convention correspondante avec la Ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, relative à une maîtrise d’ouvrage unique et de financement conclue entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation des travaux de requalification de la rocade du Jarret, pour sa section comprise entre le Boulevard de la Blancarde et la rue

Sainte Cécile (sections 1 et 2), à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 002-5694/19/BM

**■ Approbation d’une convention de maîtrise d’ouvrage unique avec la Ville de Marseille pour la réalisation de la section Echangeur Florian-Boulevard Sainte Marguerite du Boulevard Urbain Sud à Marseille (9^{ème} et 10^{ème} arrondissements)
MET 19/10249/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l’aménagement du Boulevard Urbain Sud (BUS).

D’une longueur totale de 8,5 km, le projet du BUS constitue une opération essentielle pour l’aménagement du territoire de l’agglomération marseillaise. En reliant le secteur de la Pointe-Rouge à l’autoroute A50 et la rocade L2 au niveau de l’échangeur Florian, il vise à compléter la trame viaire en raccordant les quartiers Sud de la ville aux réseaux structurants de l’agglomération marseillaise.

D’une logique de contournement du centre-ville sous forme de voie rapide urbaine, le projet a évolué progressivement vers un boulevard urbain, plus conforme aux préoccupations d’insertion environnementale, de desserte en transports en commun et de développement des modes doux.

Inscrit dans les documents d’urbanisme depuis plusieurs décennies, d’abord au Plan d’Occupation des Sols puis au Plan Local d’Urbanisme (PLU) et au Plan de Déplacements Urbains (PDU) de Marseille Provence Métropole, le Boulevard Urbain Sud représente un intérêt stratégique pour la Ville de Marseille.

Par délibération VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, désormais maître d’ouvrage de l’opération, a déclaré d’intérêt général la réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la Traverse Parangon et l’échangeur Florian, à Marseille (8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements) et le projet du Boulevard Urbain Sud a été déclaré d’Utilité Publique, par Arrêté Préfectoral n°2016-41 du 8 septembre 2016.

Le Boulevard Urbain Sud s'étendant sur un linéaire total de 8 km, de l'échangeur Florian à la Traverse Parangon (500 m sont déjà réalisés de la Traverse Parangon à la Pointe Rouge), la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de phaser la réalisation de ses travaux en commençant par une première section entre l'échangeur Florian et le Boulevard de Sainte Marguerite.

Une partie des travaux à réaliser relevant de la compétence de la Commune, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de mettre en place une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque collectivité, dans un souci d'efficacité technique et financière.

Ainsi, la Métropole réalisera, pour le compte de la Ville de Marseille, les ouvrages et équipements qui relèvent d'une compétence communale : vidéo protection / vidéo verbalisation et création de 2 parc urbains fermés de plus de 1 000 m², soit une participation financière de la Ville de Marseille estimée à 8 161 823,59 euros TTC.

Il convient par conséquent de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de fixer les modalités de réalisation et de remboursement des travaux de la section du Boulevard Urbain Sud comprise entre l'échangeur Florian et le Boulevard de Sainte Marguerite (phase 1), à Marseille (9^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération VOI 4/155/CC du 15 février 2002 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'intérêt général la réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la Traverse Parangon et l'échangeur Florian, à Marseille (8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements) ;

- L'Arrêté Préfectoral n°2016-41 du 8 septembre 2016 déclarant d'Utilité Publique le projet du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en raison de l'imbrication des compétences de la Ville de Marseille et de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d'une opération unique, la mise en œuvre d'une maîtrise d'ouvrage unique s'avère opportune.
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante avec la Ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, relative à une maîtrise d'ouvrage unique et de financement conclue entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation des travaux de la section du Boulevard Urbain Sud comprise entre l'échangeur Florian et le Boulevard de Sainte Marguerite (phase 1), à Marseille (9^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 et ultérieurs du Territoire de Marseille-Provence – Programme 47 - AP 151470BP - opération 2015108400

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Culture et sport,
grands événements
métropolitains"**

CSGE 001-5695/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association
Festival International de Jazz de Marseille des
cinq continents pour l'organisation d'une tournée
métropolitaine du Festival "Marseille Jazz des cinq
continents" - Approbation d'une convention
MET 19/10227/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine permet à la Métropole de soutenir des manifestations culturelles et artistiques métropolitaines à partir des principes suivants :

- La mise en réseau et la mutualisation des ressources culturelles et artistiques ainsi que des moyens à l'échelle métropolitaine et/ou par bassins de vie.
- La contribution à l'attractivité du territoire.
- Le renforcement de l'identité métropolitaine.

Ces projets et leurs opérateurs pourront être soutenus à partir des critères suivants (au moins deux de ces critères sont nécessaires pour solliciter un soutien métropolitain) :

- Le périmètre d'intervention considérant l'implication de plusieurs communes de la Métropole (au minimum 5).
- Les grands événements ou festivals affirmant une identité métropolitaine (programmations déconcentrées privilégiant un équilibre urbain/rural et leur circulation sur plusieurs territoires et bassins de vie à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence).
- Le rayonnement à l'échelle régionale, nationale et/ou internationale, la dimension européenne et/ou méditerranéenne participant à la promotion culturelle et artistique du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de son institution.

Le Festival Jazz des Cinq Continents, porté par l'association Festival International de Jazz de Marseille des cinq continents répond précisément aux principes et critères formulés ci-dessus.

Il se déroule en juillet (10 jours) dans 4 sites différents sur le territoire de la Ville de Marseille et depuis 2018 sur l'ensemble du territoire métropolitain. Il permet non seulement de présenter des artistes reconnus internationalement mais également de soutenir la jeune création musicale française et internationale. Les concerts peuvent être gratuits ou payants.

En 2018, avec 65 000 spectateurs, c'est, pour la troisième année consécutive, une augmentation de plus de 20 % de la fréquentation. Ce nombre intègre les visiteurs de l'exposition produite par le festival à la Vieille Charité.

Ce Festival très renommé, professionnel, travaille sur tous les axes des grands événements culturels: création, diffusion mixte d'artistes peu connus et de grandes têtes d'affiches, éducation artistique et culturelle, soutien à l'émergence locale et enfin partenariats avec des structures culturelles du territoire.

Cette année, le Festival aura lieu du 17 au 27 juillet 2019.

Le projet 2019 du Festival est d'élargir encore sa dimension métropolitaine en proposant des événements musicaux de grande qualité dans 13 villes du territoire métropolitain. Les villes choisies sont : Aubagne, Carnoux, Carry, Châteauneuf-les-Martigues, Châteauneuf-le-Rouge, Roquefort-la-Bédoule, Peynier, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Salon-de-Provence, Sénas, Vauvenargues, Cornillon-Confoux et Marseille pour un concert sur le parvis des Archives et Bibliothèque départementales (ABD).

Le budget prévisionnel 2019 de l'association est de 2 036 000 euros.

Pour réaliser le Festival 2019 et l'ensemble des activités proposées sur le territoire métropolitain, l'association sollicite la Métropole à hauteur de 150 000 euros (n° GU 2019-00322), la Métropole propose d'y répondre favorablement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association Festival International de Jazz de Marseille des cinq continents à hauteur de 150 000 euros pour la réalisation d'une série d'événements jazz sur le territoire métropolitain.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2019 ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal de la Métropole, nature budgétaire 65 748, fonction 30, chapitre 65.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 002-5696/19/BM

■ Attribution d'une subvention au Club Nautique Marignanais pour l'organisation d'une étape de la Coupe du Monde de Funboard slalom - Approbation d'une convention d'objectifs MET 19/10058/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive correspond à l'accueil et au soutien de grandes manifestations internationales à partir des critères de « valorisation de l'identité et de la notoriété de la Métropole à l'international » et de « la dimension européenne et/ou mondiale participant à la promotion sportive et au dynamisme du territoire métropolitain et de son institution ».

Le Club Nautique Marignanais (CNM) a pour objet de promouvoir la pratique des sports nautiques sur l'Etang de Berre et de participer à la formation de coureurs de haut niveau en funboard slalom. Basé à la plage du Jaï de Marignane, le CNM a une expérience confirmée dans l'organisation de manifestations de haut niveau et une connaissance optimale de ce site naturel et de ses infrastructures. A ce titre, le CNM a été sollicité par l'association « Professional Windsurfing Association » (PWA), organisatrice de la Coupe du Monde de Funboard, pour l'organisation d'une étape de slalom en 2019.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par l'association CNM afin de soutenir cet événement de renommée internationale, qui se déroulera du 17 au 22 avril 2019, en présence des 100 meilleurs coureurs issus de 28 nations dont 21 français.

Cette manifestation, ouverte au public, sera organisée sur six journées durant lesquelles les coureurs, masculins répartis en 16 poules et féminins en 4 poules, concourront au travers de manches qualificatives en slalom classique ou en « foil », discipline nouvelle et spectaculaire. Les spectateurs pourront apprécier et découvrir grâce aux aménagements de la zone du Jaï, cette compétition de funboard, version « sans dérive » de la planche à voile olympique.

L'utilisation de l'Etang de Berre comme espace de compétition permettra, par ailleurs, de démontrer la potentialité de ce site notamment aux équipes des différentes nations en recherche de base d'entraînement en vue de la préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 pour lesquels la ville de Marseille accueillera les épreuves de voile. Cela positionnera aussi la Métropole Aix-Marseille-Provence comme territoire majeur pour l'accueil de manifestations nautiques nationales et internationales.

La couverture médiatique par les réseaux sociaux, les sites et les médias spécialisés dans cette discipline, les retransmissions par internet en direct avec commentateur permettront une visibilité à l'international de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans la continuité des grands événements sportifs auxquels elle a déjà participé, la Métropole détient aujourd'hui l'expérience et les atouts nécessaires pour accueillir cet événement de la meilleure manière afin de faire de cette compétition un franc succès et de lui assurer une grande visibilité à international.

La Métropole, avec la co-participation du Département, souhaite soutenir l'accueil et l'organisation d'une étape de la coupe du Monde de Funboard slalom qui se déroulera du 17 au 22 avril 2019 sur l'Etang de Berre à Marignane.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve du respect de la programmation et la stratégie budgétaire et financière 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Métropole se propose d'attribuer une subvention comme défini dans le tableau ci-dessous :

N°Guichet Unique	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs OUI/NON
2019_00720	Club Nautique Marignanais	Etape de la Coupe du Monde de Funboard slalom	0 euros	162 244 euros	120 000 euros	120 000 euros	OUI
TOTAL						120 000 euros	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 80% dès la signature de la convention d'objectifs ci-jointe.
- le solde de 20% sur production, avant le 1^{er} novembre 2019, du compte-rendu financier de l'action spécifique signé du Président et du Trésorier de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;

- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'association Club Nautique Marignanais pour l'organisation d'une étape de la Coupe du Monde de Funboard slalom sur le territoire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 120 000 euros à l'association CNM afin de soutenir l'organisation de la Coupe du Monde de Funboard slalom.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2019, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Il convient d'établir une convention d'objectifs annuelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bénéficiaire qui doit permettre de verser l'aide financière.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération^o HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, les modalités de versement sont les suivantes :

- un acompte de 80% dès la signature de la convention d'objectifs ci-jointe.
- le solde de 20% sur production, avant le 1^{er} novembre 2019, du compte-rendu financier de l'action spécifique signé du Président et du Trésorier de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la définition de l'intérêt métropolitains en matière d'équipements sportifs ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 152-13/12/18 CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'association Stade Marseillais Université Club pour l'organisation de la Coupe du Monde juniors VTT 2019 et de la Coupe de France VTT 2019 Open et Elite sur le territoire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10 000 euros à l'association SMUC afin de soutenir l'organisation de la Coupe du Monde juniors VTT 2019 et de la Coupe de France VTT 2019 Open et Elite.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2019, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2019 de la Métropole, chapitre 65, fonction 30, nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 28 MARS 2019

COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE PROVENCE METROPOLE

Conseil de Communauté

28 MARS 2019

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT - Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Christian AMIRATY - Serge ANDREONI - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Odile BONTHOUX - Jacques BOUDON - Nadia BOULAINSEUR - Michel BOULAN - Valérie BOYER - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eric CASADO - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Bruno CHAIX - Gaby CHARROUX - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Pierre COULOMB - Georges CRISTIANI - Michel DARY - Philippe DE SAINTDO - Jean-Claude DELAGE - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Sylvaine DI CARO - Nourati DJAMBAE - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY-OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Jean-Claude FERAUD - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY-VLASTO - Arlette FRUCTUS - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Gérard GAZAY - Jacky GERARD - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Jean-Pascal GOURNES - Philippe GRANGE - Albert GUIGUI - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Jean HETSCH - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Eliane ISIDORE - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Nicole JOULIA - Mireille JOUVE - André JULLIEN - Didier KHELFA - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Jean-Pierre MAGGI - Antoine MAGGIO - Irène MALAUZAT - Richard MALLIÉ - Joël MANCIEL - Bernard MARANDAT - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Bernard MARTY - Florence MASSE - Roger MEI - Danielle MENET - Xavier MERY - Marie-Claude MICHEL - Michel MILLE - Richard MIRON - André MOLINO - Jean-Claude MONDOLINI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Didier PARAKIAN - Chrystiane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Stéphane PICHON - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Gérard POLIZZI - Muriel PRISCO -

Bernard RAMOND - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Lionel ROYER-PERREAUT - Florian SALAZAR-MARTIN - Isabelle SAVON - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Emmanuelle SINOPOLI - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Yves WIGT - David YTIER - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI - Karima ZERKANI-RAYNAL.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Guy BARRET représenté par Olivier GUIROU - Moussa BENKACI représenté par Irène MALAUZAT - Jean-Pierre BERTRAND représenté par Jean MONTAGNAC - Jean-Louis BONAN représenté par Danielle MENET - Patrick BORÉ représenté par Patrick GHIGONETTO - Frédéric BOUSQUET représenté par Marie-France DROPY-OURET - Henri CAMBESSEDES représenté par Gaby CHARROUX - Jean-Louis CANAL représenté par Stéphane MARI - Philippe CHARRIN représenté par Daniel GAGNON - Jean-David CIOT représenté par Loïc GACHON - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Michel ROUX - Frédéric COLLART représenté par Dominique TIAN - Auguste COLOMB représenté par Philippe GINOUX - Robert DAGORE représenté par Michel BOULAN - Sandra DALBIN représentée par Marie-Christine CALATAYUD - Sandrine D'ANGIO représentée par Stéphane RAVIER - Monique DAUBET-GRUNDLER représentée par Maxime TOMMASINI - Sophie DEGIOANNI représentée par Gaëlle LENFANT - Christian DELAVET représenté par Martine CESARI - Gilbert FERRARI représenté par Eric CASADO - Olivier FREGÉAC représenté par Jean-Claude FERAUD - Hélène GENTE-CEAGLIO représentée par Philippe GRANGE - Samia GHALI représentée par Roland CAZZOLA - Nathalie LAINE représentée par Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel LAN représenté par Roland GIBERTI - Eric LE DISSÈS représenté par Bruno CHAIX - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Bernard MARTY - Laurence LUCCIONI représentée par Stéphane PICHON - Rémi MARCENGO représenté par Gérard GAZAY - Marcel MAUNIER représenté par Jocelyne TRANI - Georges MAURY représenté par Yves BEAUVAL - Arnaud MERCIER représenté par Georges CRISTIANI - Danielle MILON représentée par Christophe AMALRIC - Virginie MONNET-CORTI représentée par Isabelle SAVON - Yves MORAINÉ représenté par Gérard CHENOZ - Patrick PADOVANI représenté par Josette VENTRE - Stéphane PAOLI représenté par Jacques BOUDON - Patrick PAPPALARDO représenté par Daniel HERMANN - Roger PELLENCO représenté par Gérard BRAMOULLÉ - Christian PELLICANI représenté par Marc POGGIALE - Patrick PIN représenté par André JULLIEN - Roger PIZOT représenté par Jacky GERARD - Véronique PRADEL représentée par Michèle EMERY - Julien RAVIER représenté par Frédéric DOURNAYAN - Jean ROATTA représenté par Martine VASSAL - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Carine ROGER représentée par Claude VALLETTE - Patrick VILORIA représenté par Emmanuelle SINOPOLI.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Patrick APPARICIO - Philippe ARDHUIN - André BERTERO - Christine CAPDEVILLE - Michel CATANEO - Laurent COMAS - Claude FILIPPI - Josette FURACE - Jean-Claude GAUDIN - Bernard JACQUIER - Maryse JOISSAINS MASINI - Stéphane LE RUDULIER - Jean-Marie LEONARDIS -

Christophe MASSE - Patrick MENNUCCI - Yves MESNARD
- Serge PEROTTINO - Nathalie PIGAMO - Henri PONS -
Roland POVINELLI - Marine PUSTORINO-DURAND - Roger
RUZE - Eric SCOTTO - Philippe VERAN - Karim ZERIBI.

Etaient présents et représentés en cours de séance
Messieurs :

Hervé FABRE-AUBESPRY représenté à 14h40 par Joël
MANCIEL - Richard MIRON représenté à 15h04 par Didier
PARAKIAN - Jean-François CORNO représenté à 15h43 par
Arlette FRUCTUS.

Etaient présents et excusés en cours de séance Mesdames
et Messieurs :

Pierre COULOMB à 14h08 - Gérard BRAMOULLÉ à 15h04 -
Karima ZERKANI-RAYNAL à 15h04 -
Jean-Pierre SERRUS à 15h25 - Dany LAMY à 15h30 -
Georges ROSSO à 15h30 - Nathalie FEDI à 15h33 - Lisette
NARDUCCI à 15h35 - Elisabeth PHILLIPE à 15h35 - Antoine
MAGGIO à 15h35 - Marie MUSTACHIA à 15h35 - Marie-
Laure ROCCA SERRA à 15h35 - Jean-François CORNO à
15h43 - Daniel GAGNON à 15h45 - Stéphane RAVIER à
15h50 - Jean HETSCH à 15h55.

Commission "Finances et Administration Générale"

FAG 001-5698/19/CM

**■ Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-
Provence - Adoption de la Décision Modificative n°
1 de l'exercice 2019 et des Etats Spéciaux de
Territoire
MET 19/9960/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-
Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur
soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, la Décision Modificative n°1
est établie selon la nomenclature M57. Pour le Budget
Principal de la Métropole, elle se caractérise
principalement par des ajustements de crédits
nécessaires à l'exécution de la gestion depuis le vote
du budget primitif le 13 décembre 2018.

Le résultat de ce projet de Décision Modificative est
présenté successivement en balance générale qui
regroupe par nature le montant des dépenses et des
recettes, séparant les mouvements réels des
mouvements d'ordre. Il fait également l'objet d'une
présentation par fonction.

En application des dispositions de l'article L.5218-8-3
du Code Général des Collectivités Territoriales, les
états spéciaux du territoire de Marseille-Provence, du
territoire du Pays d'Aix, du territoire du Pays
d'Aubagne et de l'Etoile et du territoire de Martigues,
adoptés en équilibre réel par les Conseils de territoire
concernés, sont soumis au vote du Conseil de
Métropole en même temps que le projet de budget de
la métropole. Les états spéciaux du territoire du Pays
Salonais et du territoire d'Istres-Ouest Provence ne

font pas l'objet d'une décision modificative n°1 pour
2019.

Chaque territoire s'étant prononcé par l'adoption de
son état spécial dans les conditions précisées à
l'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités
Territoriales, il est proposé que le Conseil de
métropole arrête les états spéciaux de territoire.

La maquette budgétaire du budget principal ainsi que
son rapport de présentation sont joints en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au
Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-
après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-
Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités
Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de
modernisation de l'action publique territoriale
et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant
nouvelle organisation territoriale de la
République ;
- La délibération n° FAG 092-4908/18/CM du
13 décembre 2018 approuvant le Budget
Primitif 2019 du Budget Principal de la
Métropole ;
- L'adoption par les territoires des
modifications apportées aux Etats Spéciaux
de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article 1 :

Les états spéciaux de territoires, préalablement
adoptés par les territoires concernés, sont arrêtés aux
chiffres suivants :

EST du territoire Marseille Provence :

**Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 4 252 680,00 euros**

EST du territoire du Pays d'Aix :

**Section de Fonctionnement + 298 750,00 euros
Section d'Investissement - 1 000 000,00 euros**

EST du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

EST du territoire du Pays de Martigues

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Article 2 :

Sont approuvées les modifications des dotations de gestion 2019 comme suit :

	Fonctionnement	Investissement	Total
Marseille Provence	0,00	4 252 680,00	4 252 680,00
Pays d'Aix	- 268 250,00	- 1 000 000,00	- 1 268 250,00
Pays Salonais	-	-	-
Pays d'Aubagne	0,00	0,00	0,00
Istres Ouest Provence	-	-	-
Pays de Martigues	0,00	0,00	0,00

Article 3 :

La Décision Modificative n°1 de l'exercice 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence est votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la Balance Générale du Budget Principal.

Elle s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement - 527 000,00 euros
Section d'Investissement 24 383 841,00 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-5699/19/CM

■ **Budget annexe "Transports métropolitains" - Adoption de la Décision Modificative n°2 de l'exercice 2019**
MET 19/10395/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, la Décision Modificative n° 2 est établie selon la nomenclature M43. Elle permet de réaliser des ajustements de crédits. Le résultat de ce projet de Décision Modificative est présenté successivement en balance générale. Cette balance regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que la maquette budgétaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 093-4909/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant le budget primitif 2019 du budget Transport de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 005-9961/19/CM du 28 février 2019 approuvant la décision modificative n°1 2019 du budget Transport de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

La Décision Modificative n°2 de l'exercice 2019 du budget annexe des Transports Métropolitains est votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la balance générale.

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-5700/19/CM

■ **Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption de la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2019 - Budgets annexes "MIN", "GEMAPI", "Crématorium Métropole", "Ports Ouest Territoires" et "Parkings Métropole"**
MET 19/9963/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole doit se prononcer sur les Décisions Modificatives n° 1 de l'exercice 2019 des Budgets annexes dont la compétence est exercée à l'échelle métropolitaine.

Ces Budgets annexes sont établis :

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour le Budget annexe « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) »;
- selon la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les Budgets annexes « Marché d'intérêt national (MIN) », « Crématorium Métropole », « Ports Ouest Territoires » et « Parkings Métropole ».

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que la maquette budgétaire

Les budgets MIN, Crématorium Métropole, Ports Ouest Territoires et Parking Métropole ne font pas l'objet d'une Décision Modificative n°1 pour l'exercice 2019

La Décision Modificative n°1 pour 2019 est votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la Balance Générale du Budget Annexes GEMAPI.

Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Concernant le Budget GEMAPI :

- Section de fonctionnement 0,00 euros
- Section d'Investissement 375 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 094-4910/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant le Budget Primitif 2019 des Budgets Annexes « MIN », « GEMAPI », « Crématorium Métropole », « Ports Ouest Territoires » et « Parkings Métropole ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique

Est approuvée la Décision Modificative n°1 pour 2019 du budget GEMAPI telle qu'elle est présentée ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-5701/19/CM

■ **Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2019 du Territoire Marseille-Provence**
MET 19/9962/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole doit se prononcer sur les Décisions Modificatives n° 1 de l'exercice 2019 des Budgets annexes du Conseil de Territoire Marseille-Provence. Ces budgets annexes sont établis :

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour les budgets annexes

« Collecte et traitement des déchets » et « Opérations d'aménagement » ;

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les Budgets annexes « Eau », « Assainissement », « Ports de Plaisance » et « Crématorium ».

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après les équilibres des Décisions Modificatives n° 1 de l'exercice 2019 de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

Les budgets annexes Ports de plaisance, Crématorium et Opérations d'aménagement ne font pas l'objet d'une Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2019.

Equilibre de la Décision Modificative n°1 pour 2019 du budget annexe « Collecte et traitement des déchets » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 0,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 0,00 euros

Equilibre de la Décision Modificative n°1 pour 2019 du budget annexe « Eau » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 0,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 0,00 euros

Equilibre de la Décision Modificative n°1 pour 2019 du budget annexe « Assainissement » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 0,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 0,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° FAG 095-4911/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant le Budget Primitif 2019 des Budgets annexes du Conseil de Territoire Marseille-Provence.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article Unique :

Sont approuvées les Décisions Modificatives n° 1 de l'exercice 2019 des Budgets annexes du Territoire Marseille-Provence, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'elles sont présentées ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 005-5702/19/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption de la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2019 du Territoire du Pays d'Aix MET 19/9902/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole doit se prononcer sur les Décisions Modificatives des Budgets annexes du Conseil de Territoire du Pays d'Aix pour l'exercice 2019. Ces budgets annexes sont établis :

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour les budgets annexes « Traitement des déchets » et « Opérations d'aménagement » ;
- selon la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes « Eau D.S.P. », « Assainissement D.S.P. », « Service public d'assainissement non collectif ».

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après les équilibres de la Décision Modificative de ces Budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

Equilibre de la Décision Modificative n°1 pour 2019 du Budget annexe « Traitement des déchets » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
0,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
280 000,00 euros

Equilibre de la Décision Modificative n°1 pour 2019 du Budget annexe « Eau D.S.P. » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
77 460,34 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
0,00 euros

Equilibre de la Décision Modificative n°1 pour 2019 du Budget annexe « Assainissement D.S.P. » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
77 460,35 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
0,00 euros

Le Budget annexe « Opérations d'aménagement » ne fait pas l'objet d'une Décision Modificative

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 096-4912/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant le vote du Budget Primitif 2019 des Budgets annexes du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvée la Décision Modificative n°1 2019 des Budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 006-5703/19/CM

**■ Budget annexe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2019 du budget annexe "Assainissement" du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
MET 19/9853/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2019 est un budget d'ajustements de crédits. Les résultats de ce projet de décision modificative sont présentés sous la forme d'une balance générale pour ce Budget annexe Assainissement du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Cette balance regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, en mouvements réels, en mouvements d'ordre de la manière suivante :

Fonctionnement	328 000,00 €
Investissement	0,00 €

Un rapport de présentation, ainsi que la maquette budgétaire de cette DM1 sont joints en annexe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Budget Primitif 2019 adopté le 13 décembre 2018 ;
- Le projet de décision modificative N° 1 de 2019 du Budget annexe Assainissement ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 25 mars 2019.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Délibère**

Article unique :

La Décision Modificative n°1 de l'exercice 2019 du Budget Annexe « Assainissement » du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la balance générale. Elle s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Fonctionnement	328 000,00 €
Investissement	0,00 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-5704/19/CM

**■ Augmentation de capital de la Société Publique
Locale Pôle nautisme, mer et développement en
numéraire**

MET 19/10426/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est actionnaire de la Société Publique Locale Pôle nautisme, mer et développement, dont l'objet social est défini de la façon suivante :

- gérer et développer les équipements et les activités liées au nautisme et aux produits de la mer,
- valoriser, promouvoir et contribuer au développement de l'offre existante des activités du nautisme et des produits de la mer,
- organiser la reconversion de friches portuaires et industrielles permettant le développement d'aménagements, d'équipements et des activités favorisant le nautisme et les produits de la mer,

- aménager et gérer de nouvelles zones d'équipements et de services pour accueillir de nouvelles entreprises ou tout autre organisme concerné, contribuant à renforcer l'attractivité de pôle nautisme et mer,
- favoriser l'implantation et le développement de nouvelles activités et de nouveaux produits liés au nautisme et aux produits de la mer,
- organiser, gérer et développer des activités de découvertes et de loisirs permettant de renforcer l'offre et l'attractivité du territoire.

Le capital social de la SPL « Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis Provence » est constitué d'apports en numéraire de 1 800 000 € (un million huit cent mille euros) divisé en mille huit cents (1800) actions de mille euros (1000) de valeur nominale chacune, réparties entre les actionnaires de la façon suivante :

ACTIONNAIRES	NOMBRE D'ACTIONS	CAPITAL
Métropole Aix-Marseille-Provence	800	800000
Commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône	1000	1000000

Il est envisagé aujourd'hui une augmentation du capital social de 500 000 euros de la SPL « Nautisme, Mer Développement Port-Saint-Louis Provence » en vue de soutenir les nouveaux projets nécessaires au développement de ce Pôle, unique dans les Bouches-du-Rhône de par son lien direct avec le Fleuve, qui viendra à terme, compléter l'offre en matière de nautisme sur la façade Métropolitaine, et offrir une diversification des activités économiques liées à la conchyliculture, la pêche et aux activités de loisirs. Une vitrine de la mer au cœur de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'aménagement de la Presqu'île du Mazet, au cœur de l'action de la SPL, nécessite des fonds supplémentaires afin de développer la quinzaine de projets en cours d'étude : reconquête des friches industrielles, port de pêche, base euroméditerranéenne de catamarans, Parc public intergénérationnel du Mazet, Navette électro-solaire sur le Rhône, Forêt environnementale éoliennes, station d'avitaillement, gare fluviale, centre de formation, etc.

L'augmentation du capital social de 500 000 euros permettra donc d'enclencher notamment diverses études nécessaires au plan de développement global de la zone, pourvoyeur d'emplois et futur point d'attractivité touristique et économique pour la Métropole. Elle permettra également d'assurer une meilleure visibilité du Pôle Nautisme auprès des investisseurs, des plaisanciers et du grand public.

Dans ce cadre, il est proposé une augmentation de capital en numéraire, par la création de 500 actions nouvelles émises à la valeur nominale de 1000 €, soit un montant de 500 000 € sans prime d'émission.

Cette valeur de souscription retenue est la valeur de l'action arrêtée au 31 décembre 2015 sur la base de la situation nette.

La valeur nominale de l'action reste inchangée soit 1000,00 € (mille euros).

La souscription est réservée, aux actionnaires actuels, tant à titre irréductible, qu'à titre réductible. Toutefois, il est proposé que la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône renonce à son droit préférentiel de souscription et que cette augmentation soit réservée à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui envisage de souscrire la totalité de ces actions nouvelles.

Il convient de préciser également que la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône a été sollicitée pour l'octroi d'un apport en nature d'une valeur équivalente de cinq cent mille euros.

Cette valeur, devant être rémunérée par des parts sociales, elle sera appréciée par un commissaire aux apports dûment désigné.

Dès lors, il est proposé d'attendre l'aboutissement du processus d'apport en nature au capital de la SPL avant d'envisager la modification éventuelle des statuts et en particulier des articles 7 et 15 relatifs au capital social et à la répartition des sièges entre les actionnaires au sein de la SPL.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de Commerce ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 27 mars 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'augmentation de capital en numéraire, par la création de 500 actions nouvelles émises à la valeur nominale de 1000 euros, soit un montant de 500 000 euros sans prime d'émission et la renonciation par la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône à son droit préférentiel de souscription au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole, Chapitre 26, Nature 261.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 008-5705/19/CM

**■ Participation au financement d'équipements et approbation d'une convention avec la commune de Grans pour la réalisation de plusieurs opérations
MET 19/10143/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par la délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, le Conseil de la Métropole a adopté le règlement budgétaire et financier qui prévoit au titre IX la possibilité, pour la Métropole, de participer au financement d'équipements au profit des communes membres.

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L. 5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) applicable aux métropoles par renvoi de l'article L. 5217-7 du code précité, constitue une dérogation au principe de spécialité imposé aux établissements publics de coopération intercommunale.

L'article L. 5215-26 dispose : « Qu'afin de financer la réalisation ou la construction d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la Métropole et les communes membres après accord concordants exprimés à la majorité simple du Conseil de la Métropole et des Conseils Municipaux concernés».

Le montant total de la participation au financement d'équipements ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par le Conseil de la Métropole, chaque subvention allouée dans le cadre du fonds de concours doit faire l'objet d'un conventionnement

entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune bénéficiaire.

La commune de Grans a déposé auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence, un dossier de demande de financement pour les opérations suivantes :

- Rénovation de la maison de la jeunesse,
- Réalisation de la maison médicale Simone Veil,
- Travaux d'aménagement dans divers bâtiments administratifs,
- Réalisation d'une plate-forme sportive Mary Rose.

Le coût estimé pour l'ensemble des opérations s'élève à 4 100 136 € HT. La participation sollicitée est évaluée à 759 513,60 €, et est entièrement financée dans le cadre de la dotation affectée au Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande.

Néanmoins, il est précisé que, s'agissant de l'opération de « Réalisation d'une plate-forme sportive Mary Rose », il convient de déroger à l'article 13.2 du Règlement Budgétaire et Financier (RBF) approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016.

En effet, en vertu de cet article du Règlement Budgétaire et Financier, le fonds de concours doit nécessairement avoir pour objet de financer la réalisation d'un équipement.

Il est également indiqué que la notion de réalisation d'équipement limite la possibilité d'attribution de fonds de concours à la construction, la réhabilitation dont les travaux d'aménagement ou d'amélioration et l'acquisition d'un équipement.

Il en résulte que, s'agissant des opérations de construction, seules peuvent en principe être financées par l'attribution d'un fonds de concours les constructions nouvelles, et non les équipements en cours de construction.

Or, en ce qui concerne l'opération de construction d'une plate-forme sportive Mary-Rose, celle-ci est en cours de réalisation.

En effet, par délibération n° 560/15 du Bureau syndical du 17 décembre 2015, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence, fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, a approuvé une convention de partenariat entre Ouest Provence et la commune de Grans relative à l'attribution d'une subvention d'équipement, d'un montant de 742 200 €, au profit de la commune pour le financement de l'opération « Construction d'un gymnase Mary Rose », dont le coût global s'élevait à la somme de 3 711 000 € HT.

Cette convention, conclue le 14 décembre 2015 pour une durée de 3 ans, prévoyait que le versement de la subvention devait être sollicité par la commune, sous peine de caducité, dans un délai de 3 ans à compter de la délibération précitée, soit avant le 14 décembre 2018.

Les modalités de versement de la subvention étaient les suivantes :

- un premier versement de 50 % du montant total de la subvention : à la réception de la convention signée par les deux parties,
- des acomptes pouvaient être accordés par Ouest Provence dans la limite de 30 % maximum conduisant à un montant cumulé versé de 80 % (avance incluse) et sur production d'un état des dépenses mandatées par la commune sur la section « investissement » du budget communal (hors travaux en régie),
- le versement du solde (au moins 20 % et au plus 50 % de la subvention allouée) devait se faire également sur production d'un état des dépenses mandatées par la commune sur la section « investissement » du budget communal (hors travaux en régie), et visées par le Receveur Municipal.

La commune de Grans, a ainsi reçu un premier versement de 50 % du montant de la subvention à la signature de la convention soit 371 100 euros correspondant à une dépense subventionnable HT de 1 855 500 euros.

Néanmoins, au 14 décembre 2018, les travaux de construction du gymnase considéré n'étaient pas achevés, de telle sorte que la commune ne pouvait obtenir le versement du solde de la subvention d'équipement initialement attribuée par le SAN Ouest Provence.

Cette subvention est donc aujourd'hui atteinte de caducité.

Il est précisé qu'à la date de cette caducité, la commune justifiait d'un montant de dépenses mandatées de 1 690 863 euros HT. Ce montant étant inférieur aux versements effectués jusqu'à lors, la commune devra s'acquitter d'un remboursement de 32 927,31 €.

C'est dans ce cadre que la commune de Grans a donc déposé auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence son dossier de demande de financement incluant l'opération de « Réalisation d'une plate-forme sportive Mary Rose » ; le coût estimé de cette opération de finalisation s'élevant à la somme de 2 020 136 € HT et la participation sollicitée étant évaluée à 202 013,60 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 092-4908/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et adoption du budget primitif 2019 et des Etats Spéciaux de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la participation au financement d'équipements pour la réalisation de l'ensemble des opérations listées ci-dessus sur la commune de Grans ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la participation au financement d'équipements d'un montant de 759 513,60 euros à la commune de Grans pour l'ensemble des opérations listées ci-dessus ainsi que la convention correspondante entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Grans précisant les modalités de versement de ladite participation.

Article 2 :

Est précisé que, concernant l'opération « Réalisation d'une plate-forme sportive Mary Rose », il convient de déroger à l'article 13.2 du Règlement Budgétaire et Financier et d'attribuer à la commune de Grans une participation au financement de cette opération actuellement en cours de réalisation.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence en section d'investissement, chapitre 2017501700, nature 2041412, code opération 2017501700.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 009-5706/19/CM

**■ Désignation de l'autorité d'homologation de sécurité des systèmes d'information de la Métropole Aix-Marseille-Provence et création de la commission d'homologation de sécurité des systèmes d'information de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 19/10272/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'essor d'internet, du nomadisme, des Smartphones ou encore du Cloud computing ont modifié les comportements et les usages, professionnels et personnels.

L'administration a ainsi développé des services numériques aux usagers.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans cette mutation (télé-services sur internet, applications mobiles et traitement dématérialisés) faisant de son système d'information une ressource stratégique pour la délivrance de services publics.

Face à l'ensemble des exigences de sécurité au sein des administrations, l'ordonnance n°2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et l'administration et entre les autorités administratives a créé le Référentiel Général de Sécurité (RGS) qui constitue le cadre réglementaire permettant d'assurer la sécurité et d'instaurer la confiance dans les échanges au sein de l'administration et avec les citoyens.

Les conditions d'élaboration, d'approbation, de modification et de publication du RGS sont fixées par le décret n°2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance précitée..

Dans ce cadre, la version 2.0 du RGS a été approuvée par l'arrêté ministériel du 13 juin 2014 et est applicable depuis le 1^{er} juillet 2014.

Ce référentiel fixe les règles auxquelles les systèmes d'information mis en place par les autorités administratives (collectivités territoriales et établissements publics notamment) doivent se conformer pour assurer la sécurité des informations échangées, et notamment leur confidentialité et leur

intégrité, ainsi que la disponibilité et l'intégrité de ces systèmes et l'identification de leurs utilisateurs.

Il fixe ainsi, selon le niveau de sécurité requis, les règles que doivent respecter certaines fonctions contribuant à la sécurité des informations, parmi lesquelles la signature électronique, l'authentification, la confidentialité ou encore l'horodatage.

Les règles formulées dans le RGS s'imposent et sont modulées en fonction du niveau de sécurité retenu par l'autorité administrative dans le cadre de la sécurisation des services en ligne dont elle est responsable.

Le RGS impose aux autorités administratives d'homologuer leurs systèmes d'information et leurs télé-services (échanges d'informations entre Autorité Administratives ou Autorités Administratives et Usagers).

La décision d'homologation de sécurité, également dénommée « attestation formelle » est prononcée par l'autorité d'homologation, désignée par l'autorité administrative chargée du système d'information.

Cette décision, qui s'appuie sur un dossier d'homologation, atteste, au nom de l'autorité administrative, que le système d'information est protégé conformément aux objectifs de sécurité fixés et que les risques résiduels sont acceptés.

L'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) a élaboré un guide méthodologique pour aider les autorités administratives dans leur démarche d'homologation de sécurité.

Selon ce guide, les acteurs de l'homologation sont ainsi :

- L'autorité d'homologation,
- La commission d'homologation,
- et d'autres acteurs susceptibles d'intervenir dans le processus.

L'autorité d'homologation :

L'autorité d'homologation est la personne physique qui, après instruction du dossier d'homologation, prononce l'homologation de sécurité du système d'information, c'est-à-dire prend la décision d'accepter les risques résiduels identifiés sur le système.

L'autorité d'homologation doit être désignée à un niveau hiérarchique suffisant pour assumer toutes les responsabilités afférentes à cette décision d'homologation.

L'autorité d'homologation désigne un responsable du processus d'homologation qui mènera le projet d'homologation en son nom.

La commission d'homologation :

La commission d'homologation assiste l'autorité d'homologation pour l'instruction de l'homologation et est chargée de préparer la décision d'homologation.

La taille et la composition de cette commission doivent être adaptées à la nature du système et proportionnées à ses enjeux. Cette commission réunit les responsables métier concernés par le service à

homologuer et des experts techniques. Elle peut donc être de taille réduite dans les cas simples.

La commission d'homologation est chargée du suivi des plannings, de l'analyse de l'ensemble des documents versés au dossier d'homologation. Elle se prononce sur la pertinence des livrables et peut les valider.

Les autres acteurs de l'homologation sont :

- La maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage représente les acteurs métier et assure la bonne prise en compte des contraintes liées à l'utilisation du système d'information. Elle joue un rôle-clé dans plusieurs étapes de la maîtrise des risques, y compris dans les arbitrages sur le traitement des risques.

- Le Responsable de la Sécurité du Système d'Information (RSSI)

Le RSSI est impliqué dans la démarche d'homologation. Selon les cas, il peut être désigné responsable du processus d'homologation, chargé du secrétariat de la commission d'homologation ou être membre de droit de cette commission.

- Le responsable d'exploitation du système

Le responsable d'exploitation du système remplit le rôle opérationnel. Il s'agit de l'entité exploitant le système d'information destiné à être homologué.

- Les prestataires

En fonction de leur implication dans le projet et de leurs relations avec l'autorité administrative, les prestataires peuvent être intégrés dans la commission d'homologation, ou simplement consultés en cas de besoin.

Ils remplissent un rôle d'assistance et produisent des livrables versés au dossier d'homologation ainsi que des réponses aux interrogations de la commission d'homologation.

Dans ce cadre, et afin de mettre la Métropole Aix-Marseille-Provence en conformité avec la réglementation, il est nécessaire de procéder, d'une part, à la désignation de l'autorité d'homologation de sécurité des systèmes d'information de la Métropole et, d'autre part, à la création de la commission d'homologation.

La commission d'homologation sera composée de membres permanents et de membres occasionnels qui seront, le cas échéant, consultés en fonction du niveau de sécurité requis pour le système d'information concerné et/ou d'un besoin spécifique identifié.

Il est précisé que l'autorité d'homologation désignera un responsable du processus d'homologation qui mènera le projet d'homologation en son nom et qui, au regard du niveau de sécurité requis pour le système d'information concerné et/ou d'un besoin

spécifique identifié, décidera de consulter les membres occasionnels.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives ;
- Le décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives ;
- L'arrêté ministériel du 13 juin 2014 portant approbation du référentiel général de sécurité et précisant les modalités de mise en œuvre de la procédure de validation des certificats électroniques ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence doit assurer la protection de ses systèmes d'informations conformément au Référentiel Général de Sécurité ;
- Que les systèmes d'information de la Métropole Aix-Marseille-Provence doivent à ce titre faire l'objet d'une décision d'homologation de sécurité attestant qu'ils sont protégés conformément aux objectifs de sécurité fixés et que les risques résiduels sont acceptés ;
- Qu'il convient ainsi de désigner l'autorité d'homologation chargée de prononcer cette homologation de sécurité ;

- Qu'il convient en outre de créer une commission d'homologation chargée, d'une part, d'assister cette autorité pour l'instruction de l'homologation et, d'autre part, de préparer la décision d'homologation.

Délibère

Article 1 :

Est désigné en tant qu'autorité d'homologation de sécurité des systèmes d'information de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Cette autorité désignera un responsable du processus d'homologation qui mènera le projet d'homologation en son nom.

Article 2 :

Est créée une commission d'homologation de sécurité des systèmes d'information de la Métropole Aix-Marseille-Provence composée des membres permanents suivants :

- le Directeur Général Adjoint à l'Innovation Numérique et Systèmes d'Information ou son représentant,

- le Directeur Général Adjoint Commande Publique et Affaires Juridiques ou son représentant,

- le Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information ou son représentant,

- le Délégué à la Protection des données ou son représentant,

- le Directeur des Infrastructures Informatiques et Télécom ou son représentant.

En fonction du niveau de sécurité requis pour le système d'information concerné et/ou d'un besoin spécifique identifié, le responsable du processus d'homologation, désigné par l'autorité d'homologation pourra compléter cette commission avec des membres occasionnels qui seront consultés, chacun en ce qui le concerne, sur le dossier d'homologation.

Ces membres occasionnels pourront être notamment des représentants d'autres Directions métropolitaines, concernées par le système d'information à homologuer (Chef de projet du service utilisateur, Direction des Etudes et Développement, Direction du Système d'Information Géographique...) ou des prestataires informatiques de ces Directions (hébergeur, développeur et chargé de maintenance d'applications, consultants...).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 010-5707/19/CM

**■ Présentation du rapport d'activité 2018 du
Conseil de Développement de la Métropole Aix-
Marseille-Provence
MET 19/10418/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles a introduit un article L5218-10 du CGCT qui prévoit la création d'un Conseil de développement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

La délibération du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016, a créé le Conseil de Développement de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui a été officiellement installé par le Président de la Métropole, le 6 avril 2017, dans le cadre de sa première Assemblée plénière.

Le Conseil de Développement est une instance qui représente la société civile à l'échelle de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette assemblée composée de 180 membres réunit des représentants des corps économiques, sociaux, associatifs, culturels du territoire. Elle a un rôle exclusivement consultatif auprès des élus métropolitains, lesquels la sollicitent afin d'exprimer avis et propositions sur des saisines formulées par le Président de la Métropole. Le Conseil de Développement peut également s'autosaisir sur des thématiques qui lui semblent utiles.

La Métropole soutient le fonctionnement du Conseil de Développement. Pour cela, elle lui alloue un budget et a créé dans son organigramme une direction générale adjointe Projet métropolitain et Conseil de développement qui assure l'ensemble de l'organisation matérielle (convocation, comptes rendus...) nécessaire à son fonctionnement.

Les 180 membres du Conseil de Développement de la Métropole sont répartis en 3 collèges :

- Territorial : 90 membres proposés par les Présidents des 6 Conseils de Territoire ;
- Partenaires : 50 membres désignés par leur structure (chambres consulaires, fédérations syndicales, acteurs économiques et sociaux) ;
- Personnalités qualifiées : 40 membres choisis pour leur implication dans la Métropole, issus du monde de la culture, de l'urbanisme, de l'université...

Conformément à l'article L5218-10 du Code Général des Collectivités, les modalités de fonctionnement de cette instance sont régies par le Règlement intérieur du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui prévoit également qu'un rapport annuel d'activité

sera établi par le Conseil de Développement et examiné par le Conseil de la Métropole.

Ce rapport annuel, est le premier rapport d'activité soumis aux élus métropolitains.

Il rend compte de plus d'une année d'activité du Conseil de Développement au cours de laquelle ses membres ont notamment participé à cinq assemblées plénières et plus de soixante-dix réunions de commissions et groupes de travail.

Il présente également les perspectives de travail du Conseil de Développement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 005 -1285/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant sur les modalités de création du Conseil de Développement de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Développement de la Métropole Aix-Marseille-Provence doit établir un rapport annuel d'activité examiné par le Conseil de la Métropole.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport d'activité 2018 du Conseil de Développement de la Métropole Aix-Marseille-Provence ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 011-5708/19/CM

**■ Création et définition d'emplois
MET 19/10400/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Pour assurer l'adéquation des postes avec les besoins de fonctionnement de l'établissement et permettre d'intégrer les compétences professionnelles nécessaires au bon fonctionnement des services métropolitains.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, est approuvée les créations de poste, sur emploi permanent à temps complet.

- 1 poste de technicien territorial
- 1 poste d'agent de maîtrise
- 17 postes d'adjoint technique principal 2^{ème} classe
- 1 poste de rédacteur
- 2 poste d'adjoint administratif principal 2^{ème} classe
- 4 postes d'assistant territorial d'enseignement artistique principal 2^{ème} classe

Article 2 :

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, est approuvée la création de poste, sur emploi permanent à temps non complet.

- 1 poste d'assistant territorial d'Enseignement Artistique principal 2^{ème} classe à hauteur de 12h hebdomadaire

Article 3 :

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, est approuvée les redéfinitions de postes, sur emplois permanents à temps complet.

Il est précisé qu'en l'absence de candidature de fonctionnaire correspondant aux profils recherchés, les recrutements sur ces postes se feront en application de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent au grade précisé dans chaque définition de poste.

En conséquence, il est proposé d'approuver les redéfinitions d'emplois comme suit :
Description des missions et compétences attendues pour le poste :

Pour la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Un Secrétaire Général inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux.
Description du poste : Mettre en œuvre les actions décidées par le DGS en étroite collaboration des DGA et DGS de territoires. Etre force de proposition dans l'élaboration de la stratégie à mettre en œuvre au niveau de l'ensemble de l'administration métropolitaine. Assurer un lien permanent entre le cabinet et l'administration notamment dans la gestion des actions relevant des assemblées et du protocole.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +3.

Pour la Direction Générale Adjointe Développement Urbain et Stratégie :

- Un Directeur général adjoint délégué inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs ou attachés territoriaux.

Description du poste : Participer au collectif de direction générale. Représenter la DGA Développement Urbain et Stratégie Territoriale au sein de la collectivité et à l'extérieur, seconder le DGA dans l'ensemble de ses missions.

Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +3

- Un Directeur de la lutte contre l'habitat indigne inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs, des ingénieurs en chef ou des attachés territoriaux.

Description du poste : Mettre en œuvre le plan de lutte contre l'habitat indigne adopté par la Métropole avec une action renforcée sur la ville de Marseille, définir les modalités de mise en œuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à l'échelle métropolitaine.

Profil : Connaître les techniques de formalisation de stratégies, de négociation et de communication, maîtriser les outils de la commande publique. Titulaire d'un Bac +3 minimum.

Pour la Direction Générale Adjointe Communication Relations Extérieures, Grands Evènements :

- Un Responsable médiaplaning à la Direction Projets et Communication Territoriale, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés territoriaux ou ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Assurer la gestion et la programmation du parc d'affichage public métropolitain (réseaux de transports et d'affichages public). Assurer également les prestations d'achat d'espaces publicitaires dans la presse (*print, web*, audiovisuelle et les autres supports) en lien avec la régie publicitaire titulaire du marché avec la métropole.

Profil : Titulaire d'un BAC +3 minimum.

Pour la Direction Générale Adjointe Commande Publique et Affaires Juridiques :

Un Directeur de l'audit inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Réaliser des missions d'audit, de contrôle et d'expertise dans les domaines administratif, organisationnel, financiers et juridique. Elaborer des scénarii d'évolution, ainsi que des modes de fonctionnement ou d'organisation. Assurer des missions de contrôle interne et externe aux services afin d'examiner l'efficacité de la

mise en œuvre des moyens financiers, humains et logistiques. Développer des fonctions d'experts dans différents domaines fonctionnels : RH, finances, juridiques. Conseiller les directions, suivre les recommandations des audits, promouvoir et participer aux processus de management des risques. Apporter un soutien au Directeur Général Adjoint.

Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +3.

Pour la Direction Générale Adjointe des Ressources Humaines

- Un Directeur gestion administrative du personnel inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs ou attachés territoriaux.

Description du poste : Coordonner, gérer et contrôler l'ensemble des procédures de gestion administrative du personnel dans le cadre des règles statutaires.

Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +3 minimum.

Article 4 :

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les créations de postes, sur emplois permanents à temps complet.

Il est précisé qu'en l'absence de candidature de fonctionnaire correspondant aux profils recherchés, les recrutements sur ces postes se feront en application de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent au grade précisé dans chaque définition de poste.

En conséquence, il est proposé d'approuver les créations d'emploi suivantes :

Description des missions et compétences attendues pour le poste :

Pour la Direction Générale Adjointe Commande Publique et Affaires Juridiques :

- Un Directeur mission mutualisation inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs ou attachés territoriaux.

Description du poste : Co-piloter la création de la centrale d'achats de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Assurer la convergence des fonctions achat de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Département des Bouches-du Rhône. Rechercher et mettre en place des achats mutualisés entre la

Métropole Aix-Marseille-Provence et le
Département des Bouches-du-Rhône.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +3.

- Un Chef de service l'audit interne à la Direction de l'Audit inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : Optimiser les procédures, contrôler et évaluer l'activité des services de la Métropole et du service de l'audit interne. Evaluer les politiques publiques.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +3.
- Un Chef de service de l'audit externe à la Direction de l'Audit, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : assurer le contrôle externe financier et l'analyse financière, l'évaluation de la rentabilité et suivre l'équilibre économique des grands contrats des services délégués. Porter l'assistance aux directions métropolitaines impliquées dans la gestion des délégations de service public. Assurer le contrôle financier des associations subventionnées, participer aux audits ou études menées au sein de la Direction.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +3.
- Deux Juristes à la Direction Institutionnel et Juridique, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : produire des conseils, des avis et des notes de nature juridique aux différents services de la Métropole. Aider à la décision, contrôler et sécuriser les actes. Apporter un appui juridique à l'ensemble des Conseils de Territoire de la Métropole.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +3.

**Pour la Direction Générale Adjointe
Communication Relations Extérieures, Grands
Evènements :**

- Un Infographiste expert à la Direction Création, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés ou ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Réaliser des supports en fonction des instructions données à des fins de communication de la Métropole. Analyser le « brief » et collecter les informations manquantes. Réaliser des « benchmarks », la production graphique et l'exécution des documents.
Profil : Titulaire d'un BAC +3 minimum.

- Un Photographe/Chargé de création graphique à la Direction Création, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés ou ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Réaliser la création graphique, la mise en scène de l'image et de l'information, le développement des outils de communication numérique. Participer à la conception et à la réalisation de supports de communication et assurer la coordination artistique des réalisations.

Profil : Titulaire d'un BAC +3 minimum.

**Pour la Direction Générale Adjointe Innovation
Numérique et Systèmes d'information :**

- Un Expert en Données SIG/DAO à la Direction Système d'information Géographie, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés ou ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Acquérir, transformer modéliser et intégrer les données géographiques pour leur diffusion au travers des différents outils de consultation, d'exploitation du SIG, et des différents supports de communication. Veiller à la bonne qualité de la base de données, modéliser les échanges et les droits d'accès à la SGBD. Mettre à jour les informations liées aux données conformément à la directive INSPIRE.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +3 minimum.
- Un Chef de mission d'Architecture technique à la Direction des Infrastructures Informatiques et de Télécommunication, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Coordonner l'ensemble des projets lancés au sein de la direction des infrastructures informatiques et télécommunications. Définir l'intégration de chaque solution nouvelle. Garantir une cohérence technique et fonctionnelle de l'ensemble des solutions intégrées.
Profil : Connaître et mettre en œuvre des marchés publics. Animer, encadrer et diriger une équipe. Titulaire d'un diplôme BAC +5.
- Un Ingénieur serveurs à la Direction Infrastructures informatiques et télécoms, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Assurer l'exploitation des infrastructures et prendre en charge les incidents et demandes de modification. Assurer la relation avec les utilisateurs et la résolution des incidents. Piloter des

interventions des prestataires de service. Apporter une expertise technique auprès des clients internes et assurer un soutien nécessaire à l'équipe.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +5.

- Un Ingénieur réseaux à la Direction des Infrastructures Informatiques et Telecoms, inscrit à la nomenclature au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Définir l'architecture de télécommunications. Gérer les infrastructures de télécommunication de la collectivité. Garantir le bon fonctionnement et la fiabilité du réseau téléphonique de la collectivité. Assurer la gestion (lancement et exécution) des appels d'offre. Gérer les projets.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +5.
- Un Expert en Géomatique à la Direction du Système d'Information Géographique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Accompagner et gérer les projets liés à la politique de recensement, d'exploitation, de développement et de diffusion de l'information géographique au sein des services de la Métropole et de ses communes membres. Accompagner en continu les utilisateurs. Assurer la mise en cohérence et le traitement des données Métiers. Enrichir, exploiter et mettre à jour les bases de données.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +5.
- Un Chef de projet informatique à la Direction du Développement Numérique, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs ou attachés territoriaux.
Description du poste : Piloter des projets informatiques à destination des maîtrises d'ouvrage dans les domaines relevant de la compétence du service. Organiser le maintien en condition opérationnelles des applications. Produire des indicateurs de pilotage, de suivi et d'évaluation.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC 3+ minimum.
- Un Chef de projet informatique à la Direction des Etudes et du Développement du Système d'Information, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs ou attachés territoriaux.
Description de poste : Piloter des projets informatiques. Intervenir dans le développement et l'intégration d'une nouvelle application, de composants réutilisables ou dans la maintenance d'une application existante. Organiser le travail avec le groupe de projet, en contrôle la

qualité, les performances, le coût et les délais. Assurer le suivi de maintenance de l'application une fois le projet déployé.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +3 minimum.

Pour la Direction Générale Adjointe Mobilité Déplacement Transport, Espace Public et Voirie :

- Un Responsable relations avec les entreprises à la Direction Marketing Clientèle, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : Concevoir et mettre en œuvre une nouvelle forme de relation client. Participer au suivi de la mise en place des plans Déplacement/Mobilité et à la mise en œuvre de la relation client.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +3.
- Un Chargé de mission ZFE à la Direction agendas, programmation et mobilité durable inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés ou ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Piloter la mise en place d'une Zone à Faibles Emissions sur le centre-ville de Marseille et apporter son expertise pour toutes les questions de qualité de l'air liées aux transports. Mettre en place des mesures accompagnatrices pour faciliter l'acceptation.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +3 minimum.
- Un Chargé de marchés publics à la Direction Ressources, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : Assurer la production des marchés et des concessions de la DGA, en relation avec les services métropolitains des Achats et de la Commande publique. Apporter une expertise juridico-financière pour le montage des cahiers des charges et des dossiers de consultation des entreprises.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +3.

Pour la Direction Générale Adjointe Développement Urbain et Stratégie Territoriale :

- Un Chargé de mission montage juridique et financier des opérations d'aménagement à la Direction de l'Aménagement Durable, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés ou ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Mettre en œuvre les opérations d'aménagement dans leurs dimensions financière et juridiques.

Construire le montage financier prévisionnel des opérations et rechercher des sources de financement complémentaires. Organiser les appels d'offres de travaux et les marchés subséquents en lien avec les chargés d'opérations. Travailler en lien étroit avec les chefs de projet de la Direction.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +3 minimum.

- Un Chef de division énergie renouvelable et de récupération à la Direction de la Mer et du Littoral, des milieux aquatiques, des Ports et de l'Energie, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés ou des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Piloter l'élaboration du plan de développement des EnR&R en lien avec d'autres divisions du service et la mise en œuvre des plans d'actions correspondants. Coordonner l'accompagnement des projets de production d'énergie sur le territoire, la mobilisation des expertises et de l'ingénierie interne et externe. Assurer le développement de l'expertise et la veille technique et juridique de la division. Préparer le budget.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +3 minimum.
- Un Chargé de mission transfert de patrimoine à la Direction du Foncier et du Patrimoine, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : Assurer juridiquement le transfert en propriété du patrimoine immobilier des anciens EPCI vers la Métropole par la rédaction d'actes administratifs en la forme authentique, ainsi que les autres équipements ou fonciers nécessaires dans le cadre des transferts de compétences ascendants ou descendants à la Métropole.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +3.

Pour la Direction Générale Adjointe Délégué Développement Economique et Attractivité :

- Un Directeur Général Adjoint Délégué inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs ou attachés territoriaux.
Description du poste : Elaborer, proposer puis de mettre en œuvre la stratégie de développement économique de la Métropole. Participer à l'alimentation d'une vision stratégique métropolitaine et de la garantir de son efficacité au travers des actions décidées par les élus.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +3.

Pour la Direction Générale Adjointe des Ressources Humaines

- Un Conseiller en prévention à la Direction Qualité de Vie au Travail, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs ou attachés territoriaux.
Description du poste : Participer à la mise en œuvre de la politique en matière de prévention des risques et projets participant à la qualité de vie au travail. Déployer les outils et procédures afin de favoriser la prévention.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +3 minimum.
- Un Psychologue à la Direction Qualité de Vie au Travail, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des psychologues territoriaux.
Description du poste : Exercer une activité d'ingénierie psychosociale du travail et intervenir en matière de prévention des risques psychosociaux à 3 niveaux : mise en œuvre d'actions en milieu de travail sur les causes organisationnelles, information, sensibilisation et prise en charge et accompagnement, soutien individuel ou collectif. Emettre des propositions d'amélioration en cas de situations de travail dégradées et d'accompagner la collectivité dans sa politique de prévention des risques psychosociaux.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +4.
- Un Médecin de prévention à la Direction Qualité de Vie au Travail, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des médecins territoriaux.
Description du poste : Evaluer l'état de santé des personnels lors de l'examen annuel ou sur demande. Informer et conseiller le personnel et l'administration sur l'environnement sanitaire et les conditions de travail. Participer à l'évaluation et à la prévention des risques.
Profil : Titulaire d'un certificat ou titre ou de l'autorisation individuelle permanente d'exercice de la médecine.

Pour le Pôle Valorisation et Développement Urbain du Territoire Marseille Provence :

- Un Chargé d'étude projets urbains à la Direction de la Planification et l'Urbanisme inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : assurer l'alimentation au fond des procédures d'évolution des documents d'urbanisme intercommunaux ainsi que des procédures connexes. Assurer

l'interface avec les services de la Ville de Marseille, les mairies de secteurs et les Elus.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +3 minimum.

- Un Chargé d'aménagement et d'habitat à la Direction de l'aménagement et de l'Habitat inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et des ingénieurs territoriaux.
Description : Assurer la conduite des opérations d'aménagement, de renouvellement urbain et d'amélioration du parc de logements définies par les politiques publiques. Mettre en œuvre et conduire les opérations d'aménagement et d'habitat à l'échelle territoriale. Organiser et coordonner l'action des différents partenaires.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +3 minimum.

Pour la Direction Générale des Services du Territoire du Pays d'AIX :

- Un Chef de mission relations institutionnelles, cofinancement, partenariats, politiques contractuelles et évaluations des politiques publiques inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux.
Description du poste : Optimiser le budget dédié à la recherche et au suivi des financements externes autres que la fiscalité d'emprunt. Coordonner les Directions opérationnelles et les partenaires institutionnels du territoire. Assurer la programmation financière en tenant compte des politiques publiques portées par les autres collectivités. Evaluer les politiques publiques.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +3.

Pour Le Pôle Infrastructures du Territoire Marseille Provence :

- Chef de projet à la Direction Projets Metro et Tramway, inscrit à la nomenclature en référence au cadre des ingénieurs en chef territoriaux.
Description du poste : Participer à toutes les missions afférentes au pilotage externe des entreprises ou concessionnaires intervenant dans le cadre des différentes opérations d'extension du réseau de tramway ainsi que celles afférentes au bon déroulement de ces opérations. Assurer la maîtrise d'ouvrage et la conduite d'opération de projets d'extension du réseau tramway. S'assurer du respect des programmes votés dans le cadre de ces projets.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +5.

Pour Le Pôle Projets et Réalisations du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :

- Un Chargé de mission PLUI à la Direction Développement Urbain et Territorial, inscrit à la nomenclature en référence au cadre des attachés ou ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Assurer le suivi de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire. Accompagner les procédures d'évolution communales en cours, ainsi que les démarches d'élaboration des documents et schémas métropolitains.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +3 minimum.

Article 5 :

Afin de tenir compte de l'importance que revêt le conseil aux élus, dans la définition des stratégies liées aux compétences de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui nécessite une mission spécifique de conseil et d'expertise auprès du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, il convient de créer un emploi de non titulaire, pour une durée déterminée, à raison de six heures par semaine,

Il est précisé que la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin de créer un emploi de non titulaire pour une durée déterminée afin de répondre à un accroissement temporaire d'activité pour le Territoire du Pays Salonais, comme le prévoit l'article 3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984.

En conséquence, il est proposé d'approuver la création d'emploi suivante :

- Un chargé de mission auprès du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Le niveau de recrutement correspond au grade d'Attaché Territorial, expérimenté dans les fonctions de conseil et d'expertise. Sa rémunération sera calculée sur la base de l'indice brut 801 de la fonction publique et du régime indemnitaire en vigueur, au prorata du temps de travail de six heures hebdomadaires.

Article 6 :

Pour la Direction Générale Adjointe Mobilité Déplacement Transport, Espace Public et Voirie :

Afin de tenir compte des besoins des services et de pérenniser le dispositif initialement acté pour une période de 2 ans par la délibération FAG 076-1356/16/CM du 15 décembre 2016, est approuvée la création de 8 postes en contrat Parcours Emploi Compétence, sur des missions d'information de la clientèle et de sécurisation du réseau de transport « Les bus de l'Etang de Berre ».

Article 7 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole - chapitre 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 012-5709/19/CM

■ Recrutement d'agents contractuels sur des emplois non permanents dans le cadre des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activité au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence

MET 19/10403/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale « Les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. La délibération précise le grade ou, le cas échéant, les grades correspondants à l'emploi créé. ».

Dans ce cadre, il appartient donc au Conseil de la Métropole de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au bon fonctionnement des services au titre des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activité au sein des six Conseils de Territoire qui composent la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En conséquence, il est nécessaire de créer des emplois non permanents pour faire face aux accroissements saisonniers d'activité à temps complet et à temps non complet dans les conditions prévues à l'article 3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 précitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988, modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;
- Le décret n°2006-1693 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation ;
- Le décret n°2006-1961 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux ;
- Le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2011-605 du 30 mai 2011 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'au regard de des besoins liés à l'accroissement saisonnier d'activité au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la création de 686 emplois est nécessaire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la création de 665 emplois non permanents à temps complet pour un accroissement saisonnier d'activité au sein de la Métropole Aix-

Marseille-Provence dont l'affectation est opérée comme suit :

- Pour le Territoire de Marseille-Provence : 200 emplois.
- Pour le Territoire du Pays d'Aix : 199 emplois.
- Pour le Territoire du Pays de Salon : 18 emplois.
- Pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'étoile : 57 emplois.
- Pour le Territoire d'Istres Ouest Provence : 146 emplois.
- Pour le Territoire du Pays de Martigues : 45 emplois.

La répartition de ces emplois s'effectue selon les modalités suivantes :

• Sur la Filière Technique

- Nature des fonctions : coursiers, agents valoristes, agents d'entretien, chauffeurs ripeurs, ripeurs, agents techniques polyvalents, agents de maintenance, agents d'accueil, agents d'accueil/caisse, garde nature, agents de nettoyage, agents de collecte, agents portuaire, gardiens de parking, conducteurs poids lourd, agents de déchetterie, peseurs en déchetterie, magasiniers, agents d'exploitation de la voie publique.

- Niveau de recrutement : adjoint technique territorial, adjoint technique territorial principal de 2ème classe (pour les conducteurs poids lourds) - Niveau de rémunération : 1er échelon du grade d'adjoint technique territorial, indice brut 348, sans régime indemnitaire 9ème échelon du grade d'adjoint technique territorial, indice brut 372, sans régime indemnitaire : pour le gardien de parking uniquement 1er échelon du grade d'adjoint technique principal 2ème classe indice brut 354 sans régime indemnitaire : pour le conducteur de poids lourds uniquement.

• Sur la Filière administrative

- Nature des fonctions : agents administratifs polyvalents, agents d'accueil polyvalents
- Niveau de recrutement : adjoint administratif territorial,

- Niveau de rémunération : 1er échelon du grade d'adjoint administratif territorial, indice brut 348, sans régime indemnitaire. • Sur la Filière animation - Nature des fonctions : animateurs de centres de vacances
- Niveau de recrutement : Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateurs - Niveau de rémunération : 1er échelon du grade d'adjoint d'animation territorial, indice brut 348, sans régime indemnitaire.

• Sur la Filière sportive - Nature des fonctions : maîtres-nageurs sauveteurs - Niveau de recrutement : BEESAN, BPJEPS, BNSSA, - Niveau de rémunération : 8ème échelon du grade d'éducateur des activités physiques et sportives, indice brut 478, sans régime indemnitaire,

Article 2 :

Est approuvée la création de 21 emplois non permanents à temps non complet pour un accroissement saisonnier d'activité au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont l'affectation est opérée comme suit :

- Pour le Territoire de Marseille Provence : non concerné,
- Pour le Territoire du Pays d'Aix : non concerné
- Pour le Territoire du Pays Salonais : non concerné,
- Pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 2 emplois à hauteur de 17 heures 30 hebdomadaires,
- Pour le Territoire Istres Ouest-Provence : 19 emplois, à hauteur de 17 heures 30 hebdomadaires,
- Pour le Territoire du Pays de Martigues : non concerné.

La répartition de ces emplois s'effectue selon les modalités suivantes :

• Sur la Filière technique - Nature des fonctions : agents d'entretien, agents techniques polyvalents, agents de maintenance, ripeurs, chauffeurs ripeurs, - Niveau de recrutement : adjoint technique territorial, - Niveau de rémunération : 1er échelon du grade d'adjoint technique territorial, indice brut 348, sans régime indemnitaire.

• Sur la Filière administrative - Nature des fonctions : agents administratifs polyvalents, agents d'accueil polyvalents,
- Niveau de recrutement : adjoint administratif territorial, - Niveau de rémunération : 1er échelon du grade d'adjoint administratif territorial, indice brut 348, sans régime indemnitaire.

• Sur la Filière animation - Nature des fonctions : animateurs de centres de vacances - Niveau de recrutement : Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateurs - Niveau de rémunération : 1er échelon du grade d'adjoint d'animation territorial, indice brut 348, sans régime indemnitaire.

Article 3 :

Les crédits nécessaires à la création des emplois précités sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence chapitre 012, charges de personnels et frais assimilés, compte 64131 pour le budget principal et ses budgets annexes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 013-5710/19/CM

■ **Mise à jour du tableau des effectifs**
MET 19/10399/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Pour assurer l'adéquation des postes avec les besoins de fonctionnement de l'établissement et permettre d'intégrer les compétences professionnelles nécessaires à l'accomplissement des missions métropolitaines, il est proposé au Bureau de supprimer et de créer l'ensemble des postes mentionnés ci-après.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- L'avis favorable du comité technique en date du 12 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Il est proposé de supprimer les emplois relevant des grades suivants :

- 20 Adjoint administratif territoriaux principaux 2^{ème} classe
- 20 Adjoint technique territoriaux principaux 2^{ème} classe
- 130 Adjoint technique territoriaux
- 30 Adjoint territoriaux d'animation

Article 2 :

Il est proposé de créer les emplois relevant des grades suivants :

- 22 Attachés territoriaux principaux
- 109 Adjoint administratif principaux 1^{ère} classe
- 1 Ingénieur territorial hors classe
- 6 Ingénieurs territoriaux principaux
- 1 Technicien territorial principal 1^{ère} classe
- 69 Agents de maîtrise principaux
- 171 Adjoint technique territoriaux principaux 1^{ère} classe
- 2 Adjoint technique territoriaux principaux 1^{ère} classe des établissements d'enseignement
- 9 Adjoint technique territoriaux principaux 2^{ème} classe des établissements d'enseignement
- 1 Conservateur des bibliothèques
- 2 Bibliothécaires principaux
- 1 Assistant de conservation principal 2^{ème} classe
- 8 Adjoint du patrimoine territoriaux
- 2 Adjoint territoriaux d'animation principaux 1^{ère} classe
- 12 Adjoint territoriaux d'animation principaux 2^{ème} classe
- 1 Educateur territorial principal 2^{ème} classe des APS
- 1 Opérateur principal
- 1 Assistant socio-éducatif principal
- 1 Assistant socio-éducatif
- 1 Educateur principal de jeunes enfants
- 1 Professeur CFA hors classe

Article 3 :

Il est proposé de créer les emplois relevant des grades à temps non complet suivants :

- 1 Attaché principal pour une durée hebdomadaire de 28h00
- 1 Attaché territorial pour une durée hebdomadaire de 28h00
- 1 Adjoint administratif territorial principal 2^{ème} classe pour une durée hebdomadaire de 17h30
- 1 Adjoint administratif territorial principal 2^{ème} classe pour une durée hebdomadaire de 28h
- 1 Ingénieur territorial pour une durée hebdomadaire de 21h30
- 1 Ingénieur territorial pour une durée hebdomadaire de 28h00
- 1 Ingénieur principal pour une durée hebdomadaire de 28h00
- 2 Techniciens territoriaux principaux 2^{ème} classe pour une durée hebdomadaire de 28h00

- 1 Adjoint technique territorial pour une durée hebdomadaire de 17h30
- 2 Adjoint technique territoriaux principaux 2^{ème} classe pour une durée hebdomadaire de 28h
- 1 Assistant d'enseignement artistique principal 1^{ère} classe pour une durée hebdomadaire de 6h30
- 1 Assistant d'enseignement artistique principal 1^{ère} classe pour une durée hebdomadaire de 7h00
- 1 Assistant d'enseignement artistique principal 1^{ère} classe pour une durée hebdomadaire de 8h00
- 2 Assistants d'enseignement artistique principaux 1^{er} classe pour une durée hebdomadaire de 10h00
- 2 Assistants d'enseignement artistique principaux 1^{er} classe pour une durée hebdomadaire de 12h00
- 2 Assistants d'enseignement artistique principaux 1^{er} classe pour une durée hebdomadaire de 13h00
- 1 Assistant d'enseignement artistique principal 1^{ère} classe pour une durée hebdomadaire de 14h00
- 3 Assistants d'enseignement artistique principaux 1^{er} classe pour une durée hebdomadaire de 15h00
- 1 Assistant d'enseignement artistique principal 1^{ère} classe pour une durée hebdomadaire de 16h00
- 1 Assistant d'enseignement artistique principal 2^{ème} classe pour une durée hebdomadaire de 11h00
- 1 Assistant d'enseignement artistique pour une durée hebdomadaire de 16h00
- 1 Professeur CFA pour une durée hebdomadaire de 20h00
- 13 Adjoint territoriaux d'animation pour une durée hebdomadaire de 17h30
- 4 Adjoint territoriaux d'animation pour une durée hebdomadaire de 18h30
- 3 Adjoint territoriaux d'animation pour une durée hebdomadaire de 19h00
- 3 Adjoint territoriaux d'animation pour une durée hebdomadaire de 19h30
- 5 Adjoint territoriaux d'animation pour une durée hebdomadaire de 20h00
- 1 Adjoint territorial d'animation pour une durée hebdomadaire de 20h30
- 1 Adjoint territorial d'animation pour une durée hebdomadaire de 21h00
- 2 Adjoint territoriaux d'animation pour une durée hebdomadaire de 21h30
- 1 Adjoint territorial d'animation pour une durée hebdomadaire de 22h00

- 1 Adjoint territorial d'animation pour une durée hebdomadaire de 23h30
- 1 Adjoint territorial d'animation pour une durée hebdomadaire de 24h30
- 1 Adjoint territorial d'animation pour une durée hebdomadaire de 27h00
- 1 Adjoint territorial d'animation pour une durée hebdomadaire de 28h00

Article 4 :

A l'issue des créations/suppressions des emplois relevant de ces grades, il est proposé d'approuver le tableau des effectifs, conformément à l'annexe 1 de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 014-5711/19/CM

■ Approbation du régime indemnitaire RIFSEEP - Additif

MET 19/10402/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération FAG 154-4971/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le régime indemnitaire RIFSEEP applicable à l'ensemble des agents de la Métropole.

Il a été décidé d'augmenter à hauteur de 300 euros la modulation annuelle du régime indemnitaire, dans le respect des plafonds réglementaires. Ainsi, il convient de modifier la délibération FAG 154-4971/18/CM du 13 décembre 2018 précitée.

Par ailleurs, il est opportun de clarifier certaines règles d'attribution du RIFSEEP prévues par cette délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20 ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la

fonction publique territoriale et notamment ses articles 87,88, 111 et 136 ;

- Le décret n°50-1253 du 6 octobre 1950 fixant les taux de rémunération des heures supplémentaires d'enseignement effectuées pour les personnels enseignants des établissements d'enseignement du second degré ;
- Le décret n°68-929 du 24 octobre 1968 relatif à l'attribution de primes de service aux personnels des établissements nationaux de bienfaisance, des hôpitaux psychiatriques autonomes et des instituts nationaux de jeunes sourds et de jeunes aveugles ;
- Le décret n° 70-354 du 21 avril 1970 relatif à l'attribution de primes de service et de rendement aux fonctionnaires de certains corps techniques de catégorie A ou B et de certains statuts d'emplois relevant du ministère chargé de l'agriculture ;
- Le décret n°73-964 du 11 octobre 1973 relatif à l'indemnité spéciale allouée aux médecins inspecteurs de santé publique et aux médecins contractuels de santé scolaire et l'arrêté du 30 juillet 2008 ;
- Le décret n°91-657 du 15 juillet 1991 portant attribution d'une indemnité de technicité allouée aux médecins inspecteurs de la santé et l'arrêté du 30 juillet 2008 ;
- Le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°93-55 du 15 janvier 1993 instituant une indemnité de suivi et d'orientation des élèves en faveur des personnels enseignants du second degré et l'arrêté du même jour ;
- Le décret n°98-1057 du 16 novembre 1998 relatif au régime indemnitaire de certains personnels paramédicaux civils du ministère de la défense et arrêté des 1er août 1990, 27 mai 2005, 1er août 2006 et 6 octobre 2010 ;
- Le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés et l'arrêté du 12 mai 2014 ;
- Le décret n° 2002-1443 du 9 décembre 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires attribuée aux fonctionnaires des corps de conseillers techniques d'éducation spécialisée et éducateurs spécialisés des instituts nationaux de jeunes sourds et de l'Institut national des jeunes aveugles et l'arrêté du même jour ;
- Le décret n°2003-799 du 25 août 2003 relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts, des eaux et des

forêts et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement et l'arrêté ministériel du même jour ;

- Le décret n°2004-1055 du 1er octobre 2004 portant attribution d'une indemnité de sujétions aux conseillers d'éducation populaire et de jeunesse relevant du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative et arrêté du 30 décembre 2016 ;
- Le décret n°2006-1335 du 3 novembre 2006 relatif à l'indemnité de risques et de sujétions spéciales et l'arrêté ministériel du 11 avril 2013 fixant la liste des bénéficiaires et les montants de l'indemnité de risques et de sujétions spéciales attribuée à certains personnels de la protection judiciaire de la jeunesse ;
- Le décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009 relatif à la prime de service et de rendement allouée à certains fonctionnaires relevant du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat et l'arrêté ministériel du même jour ;
- Le décret n° 2010-1705 du 30 décembre 2010 relatif à l'indemnité de performance et de fonctions allouée aux ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts et l'arrêté ministériel du même jour ;
- Le décret n° 2012-933 du 1er août 2012 relatif à l'indemnité de fonctions, de responsabilités et de résultats des personnels de direction des établissements d'enseignement ou de formation relevant du ministère chargé de l'éducation nationale ;
- Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la Fonction Publique d'Etat ;
- Le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;
- Le décret n° 2015-661 du 10 juin 2015 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- Les différents arrêtés fixant les plafonds du RIFSEEP applicables aux corps d'emplois de référence à l'Etat pris en application du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 ;
- L'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime

indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

- L'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des attachés d'administrations de l'Etat relevant du ministre de l'intérieur des dispositions du

décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

- L'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des assistants de service social des administrations de l'Etat rattachés au ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 22 décembre 2015 portant application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté ministériel du 27 décembre 2016 pris en application de l'article 7 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté ministériel du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

- L'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 7 décembre 2017 pris pour l'application au corps des conservateurs du patrimoine relevant du ministère de la culture et de la communication des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques ;
- L'arrêté du 13 juillet 2018 portant application au corps des médecins inspecteurs de santé publique des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- La circulaire NOR RDFF1427139C du 5 décembre 2014 et la circulaire DGCL/DGFIP du 3 avril 2017 précisant les modalités de mise en œuvre du RIFSEEP ;
- La délibération n° FAG 088-3107/17/CM du 14 décembre 2017 relative au régime indemnitaire transitoire applicable aux agents métropolitains accueillis dans le cadre des transferts de compétences ou tout agent affectés sur un poste défini à l'organe métropolitain, recruté en externe ou par voie de mobilité interne ;
- La délibération FAG 154-4971/18/CM du 13 décembre 2018 relative à l'approbation du régime indemnitaire RIFSEEP ;
- L'avis favorable du comité technique du 12 mars 2019 ;
- L'avis de la Commission des Finances et Administration Générale.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'augmenter à hauteur de 300 euros la modulation annuelle du régime indemnitaire, dans le respect des plafonds réglementaires ;
- Qu'il convient, à cette effet, de modifier la délibération FAG 154-4971/18/CM du 13 décembre 2018 précitée ;
- Qu'il est opportun de clarifier certaines règles d'attribution du RIFSEEP prévues par cette délibération.

Délibère

Article 1 :

Complément de l'article 3 de la délibération FAG 154-4971/18/CM relatif aux modalités d'attribution de l'IFSE

Sont rajoutés aux critères de modulation d'attribution individuelle du régime indemnitaire, les éléments suivants :

9. Sujétions particulières liées à l'exercice des missions dans des zones spécifiques
10. Contraintes professionnelles particulières

Article 2 :

Modification de l'article 4 de la délibération FAG 154-4971/18/CM relatif aux conditions de versement de l'IFSE

Est supprimé le paragraphe suivant :

« Par ailleurs, la collectivité pourra attribuer les majorations de l'IFSE pour tenir compte des sujétions particulières liées à l'exercice des missions dans des zones spécifiques ou des contraintes professionnelles particulières ».

Article 3 :

Modification de l'article 6 de la délibération FAG 154-4971/18/CM relatif aux conditions du cumul

Est supprimé le paragraphe suivant :

« Seront maintenus à titre individuel sous réserve de continuer à justifier les fonctions y ouvrant droit actuellement, les montants perçus à titre individuel pour l'année 2018 correspondant à la prime informatique et aux indemnités pour travaux dangereux insalubres et salissants conformément aux dispositions de l'article 88 de la loi n°84-53 ».

Article 4 :

Complément de l'article 7 de la délibération FAG 154-4971/18/CM relative à la mise en œuvre du CIA : détermination des fonctions par groupes de fonctions

Il est décidé de remplacer le paragraphe suivant
« L'engagement professionnel et la manière de servir des agents seront pris en compte pour l'attribution du CIA et appréciés en lien avec l'entretien professionnel ».

Par le paragraphe suivant

« L'engagement professionnel et la manière de servir des agents seront pris en compte pour l'attribution du CIA et appréciés en lien avec l'entretien professionnel au regard des critères définis par l'article 4 du décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux, à savoir :

- 1° Les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs ;
- 2° Les compétences professionnelles et techniques ;
- 3° Les qualités relationnelles ;
- 4° La capacité d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur. »

Article 5 :

Modification de l'article 7bis de la délibération FAG 154-4971/18/CM relative à la modulation annuelle du régime indemnitaire

Le montant global de 1560 euros initialement prévu est remplacé par 1860 euros.

Article 6 :

Les autres dispositions de la délibération FAG 154-4971/18/CM du 13 décembre 2018 relative à l'approbation du régime indemnitaire RIFSEEP demeurent inchangées.

Article 7 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 et suivants de la Métropole, chapitre 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 015-5712/19/CM

■ Modalités de réalisation des heures supplémentaires MET 19/10420/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément au décret n°91-875 du 6 septembre 1991, la collectivité peuvent instaurer la possibilité de réaliser des heures supplémentaires pour les agents de catégories C et B.

Sont considérées comme heures supplémentaires, les heures effectuées à la demande du chef de service au-delà des bornes horaires définies par le cycle de travail.

En effet, la réalisation de certaines missions nécessite des interventions hors cycles de travail.

La compensation des heures supplémentaires peut être réalisée en tout ou partie sous forme de repos compensateur.

Conformément aux articles 3 et 7 du Décret du 14 janvier 2002, ces heures peuvent être rémunérées.

Une même heure supplémentaire ne peut donner lieu à la fois à un repos compensateur et à une indemnisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif au régime des indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;
- L'avis favorable du comité technique du 12 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant,

- Qu'il convient de définir un cadre commun pour l'ensemble des agents métropolitains de catégorie C et B pouvant être éligibles aux

indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la possibilité au regard des besoins des services et quelles que soient les fonctions réalisées par des agents de catégories C et B qu'ils soient titulaires, stagiaires ou agents contractuels d'attribuer des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS).

Article 2 :

Est institué au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence le principe de la compensation horaire en respect des textes en vigueur des heures réalisées hors du cycle de travail.

Ces heures supplémentaires ne peuvent être réalisées qu'à la demande expresse du supérieur hiérarchique sous réserve de l'accord de l'agent concerné.

Les heures supplémentaires ouvrent droit en priorité à récupération.

Si la récupération est impossible du fait des nécessités de service, ces heures supplémentaires peuvent ouvrir droit à indemnisation en respect des enveloppes financières définies pour chaque direction par le Directeur Général des Services de la Métropole.

Article 3 :

Les crédits nécessaires à la mise en œuvre de ces dispositions sont inscrits aux budgets de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 016-5713/19/CM

■ Définition, durée et organisation du temps de travail des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Définition des cycles de travail spécifiques pour certains postes au regard des nécessités de service MET 19/10421/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 075-4127/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a harmonisé le temps de travail de l'ensemble des agents métropolitains non soumis à sujétions particulières.

Par délibération n° FAG 155-4972/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole, a recensé les cycles de travail des agents soumis aux 1607 heures annuelles mais disposant d'une organisation

de cycle de travail spécifique pour certains postes au regard des nécessités de service ;

L'ensemble des agents métropolitains sont soumis, à compter du 1^{er} janvier 2019, à l'obligation de durée annuelle légale de travail de 1607 heures, dans ce cadre, la délibération n° FAG 075-4127/18/CM du 28 juin 2018 définit l'organisation des cycles de travail.

Or, certains agents, soumis aux 1607 heures, dépendent de cycles de travail spécifiques en raison de nécessités de service ne leur permettant pas de bénéficier des plages horaires fixes et variables telles que définies au sein de la délibération n° FAG 075-4127/18/CM du 28 juin 2018. Il est donc nécessaire de compléter la délibération afin de traiter de la situation de ces agents soumis aux 1607 heures annuelles mais disposant d'une organisation de cycle de travail spécifique.

Il est défini pour les postes suivants (classés par territoires) des cycles spécifiques pour lesquels le choix des formules de cycle de travail sera contraint en raison des nécessités de service.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux ;
- Le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommées

dans des emplois permanents à temps non complet ;

- Le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature ;
- Le décret 2001-623 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 075-4127/18/CM du 28 juin 2018 portant définition, durée et organisation du temps de travail des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis favorable du comité technique ;
- L'avis de la Commission Finances et Administration Générale.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de compléter la délibération n° FAG 155-4972/18/CM du 13 décembre 2018, afin d'apporter des précisions ou des compléments à la situation des agents soumis aux 1607 heures annuelles mais disposant d'une organisation de cycle de travail spécifique pour certains postes au regard des nécessités de service ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les cycles de travail spécifiques définis au sein de la présente délibération et tels qu'ils sont présentés dans l'annexe.

Article 2 :

Les cycles de travail ainsi définis entreront en vigueur à compter du 1^{er} avril 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 017-5714/19/CM

**■ Instauration de la mission "Médiateur Métropolitain" - Autorisation de recrutement et fixation de la rémunération relative à la vacation
MET 19/10647/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre d'une démarche de rapprochement de l'administration métropolitaine et des citoyens, la Métropole Aix-Marseille Provence propose de se doter d'un Médiateur métropolitain pour connaître des litiges entre les usagers du service public et les services de la Métropole. Il serait également compétent à l'égard des organismes agissant pour le compte de la Métropole, notamment dans le cadre de l'exécution d'une mission de service public ou d'intérêt général.

Proche du terrain, privilégiant les liens d'écoute et les solutions de bons sens et d'équité face à d'éventuels dysfonctionnements ou lenteurs de l'administration, le médiateur métropolitain contribuera à améliorer les rapports entre l'administration et les usagers en donnant son éclairage et en proposant des solutions afin de réduire les litiges.

Son action s'inscrit dans le cadre général de la médiation administrative.

Personnalité indépendante et d'expérience, ni juge ni arbitre, le médiateur métropolitain aura pour rôle d'essayer de trouver une solution à l'amiable entre un administré et l'administration métropolitaine en cas de différend.

En effet, un médiateur est une personnalité qualifiée et indépendante chargée de régler à l'amiable les litiges entre les usagers et l'administration dans le respect du droit et en faisant prévaloir l'équité. Il propose des réformes visant à l'amélioration du service rendu aux usagers. Il favorise l'accès au droit et la prévention des litiges.

Basée sur l'écoute et le dialogue, la mission du Médiateur Métropolitain sera de tisser un lien social et sociétal avec la population, de promouvoir la confiance entre l'administration et les usagers, de rétablir les citoyens dans leurs droits mais aussi, par une démarche pédagogique, de leur expliquer leurs devoirs.

A partir des observations de terrain, il pourra proposer à la Présidente des ajustements de l'action métropolitaine visant à une meilleure satisfaction des besoins des usagers.

Il est rappelé que la qualité de médiateur métropolitain est incompatible avec l'exercice d'un mandat électif.

Le médiateur métropolitain sera désigné pour la durée du mandat métropolitain. Ses fonctions expireront dès la désignation de son successeur et au plus tard 6 mois après le renouvellement du Conseil de la Métropole.

Il ne pourra être mis fin à ses fonctions avant l'expiration de ce délai, sauf en cas d'empêchement

ou d'incapacité dûment constaté par l'autorité de désignation.

Dans le cadre de ses attributions, il ne recevra d'instruction d'aucune autorité métropolitaine. Il sera indépendant vis à vis de l'administration et de ses élus.

Tout usager des services publics en litige avec un service métropolitain pourra saisir le médiateur métropolitain pour rechercher une solution amiable. Le médiateur métropolitain pourra notamment être saisi par courrier, par télé-procédure ou par le biais de l'un de ses représentants dans les arrondissements.

La saisine du médiateur métropolitain est gratuite.

Le demandeur devra avoir un intérêt personnel et direct à agir. Sa réclamation devra être précédée des démarches préalables auprès des services ou organismes mis en cause.

Le médiateur métropolitain et tous les membres de son équipe seront tenus à la confidentialité des informations qu'ils recueilleront dans le cadre de l'exercice de leurs missions.

Le médiateur métropolitain pourra, le cas échéant, s'autosaisir de situations particulièrement sensibles qui seraient portées à sa connaissance et relèveraient de son champ de compétences.

Néanmoins, il ne pourra pas intervenir dans une procédure juridictionnelle en cours ni remettre en cause le bien-fondé ou l'exécution d'une décision de justice. Il ne pourra contester le bien-fondé d'un procès-verbal de contravention.

Il est proposé de rémunérer la mission de « Médiateur Métropolitain » sous la forme de vacations au taux horaire brut de 47,20 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2511-1 et suivants;
- La loi organique n°2011-333 du 29 mars 2011 relative au défenseur des droits ;
- La loi n°78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'Administration et le public ;
- La loi n°78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'Administration et le Public ;

- La loi n°79-587 du 11 juillet 1979 modifiée relative à la motivation des actes administratifs ;
- La loi n°98-1163 du 18 décembre 1998 modifiée relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'instaurer au sein de la Métropole, la mission de « Médiateur métropolitain » et de fixer sa rémunération sous forme de vacation;

Délibère

Article 1 :

Est instituée au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la mission de « Médiateur métropolitain ».

Article 2 :

Le Médiateur Métropolitain sera désigné par la Présidente en vue de mettre en œuvre les principes de déontologie de la médiation conformément au cadre réglementaire en vigueur.

Article 3 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence met à la disposition du Médiateur métropolitain les moyens nécessaires à l'exercice de ses missions.

Il pourra s'appuyer, en tant que de besoin, sur les services métropolitains afin d'instruire les demandes dont il est saisi.

Article 4 :

Les vacations effectuées par le Médiateur métropolitain seront rémunérées au taux horaire brut de 47,20 euros.

Article 5 :

Les crédits nécessaires à la mise en œuvre de ces dispositions sont inscrits au budget 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Chapitre 12.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 018-5715/19/CM

■ Approbation d'un protocole d'accord relatif aux moyens syndicaux alloués aux organisations syndicales élues à l'issue des élections professionnelles de la Métropole du 6 décembre 2018

MET 19/10396/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les organisations syndicales représentatives au sein des instances consultatives locales et/ou nationales, sont les partenaires légitimes de l'administration concernant les actions et les décisions qu'elle met en œuvre et qui renvoient à l'organisation du travail, aux conditions de travail et aux situations individuelles des agents.

Dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, l'Autorité Territoriale détermine les moyens alloués à ces organisations syndicales afin de permettre la représentation des agents de l'établissement. Ces moyens recouvrent notamment le temps syndical, les locaux syndicaux, les équipements informatiques et téléphoniques, les moyens (ou crédits) de fonctionnement et les règles d'affichage.

La spécificité de la Métropole Aix-Marseille-Provence n'est pas sans incidence sur le fonctionnement de la représentation syndicale des agents au sein des instances consultatives (CT, CAP, CCP et CHSCT).

C'est pourquoi, pour instaurer un cadre de dialogue social favorable dans l'intérêt des agents de la Métropole, et en application des dispositions de l'article 2 du décret n°85-397 du 3 avril 1985 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale, il est proposé d'allouer des moyens adaptés aux organisations syndicales représentatives au sens de l'article 3 du décret précité.

Après une phase de concertation avec les organisations syndicales élues, un protocole d'accord a été élaboré et soumis à l'avis du Comité technique, dans sa séance du 12 mars 2019. Ce protocole d'accord est annexé à la présente délibération.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'approuver ce protocole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°85-397 du 3 avril 1985 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°2014-1319 du 4 novembre 2014 relatif aux conditions d'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- La circulaire du 20 janvier 2016 relative à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale ;
- Les Procès-verbaux centraux dressés à l'issue des résultats aux élections professionnelles du 6 décembre 2018 ;
- L'avis favorable du Comité Technique du 12 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'allouer des moyens adaptés à l'exercice du droit syndical à la suite des élections professionnelles du 6 décembre 2018 au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il convient d'autoriser Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à signer le protocole d'accord relatif aux moyens syndicaux alloués.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole d'accord relatif aux moyens syndicaux alloués aux organisations syndicales élues à l'issue des élections professionnelles de la Métropole du 6 décembre 2018 ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole d'accord ainsi que tous documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires soit un montant total de 80 000 euros sont inscrits au budget 2019 – chapitre 065 (compte 65748).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 019-5716/19/CM

■ Approbation d'une convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille pour l'entretien des espaces verts d'accompagnement de voirie sur le périmètre de la Commune de Marseille MET 19/10515/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille exerce de plein droit, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de la Communauté Urbaine, la compétence relative à la création et à l'entretien de la voirie, compétence obligatoire déléguable au Conseil de Territoire.

A ce titre, depuis le 1er octobre 2016, la Métropole assure l'entretien des arbres d'alignement à l'exception des espaces verts d'accompagnement de voirie. En effet, La Ville de Marseille dispose au sein de la Direction des Parcs et Jardins du savoir-faire nécessaire et de moyens humains et matériels partiellement mutualisables permettant d'optimiser les charges et le service rendu aux usagers.

Cependant, conformément à l'article L 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales stipulant qu'au premier janvier 2018 toutes les compétences qui relevaient de la Métropole devaient lui être transférées par les communes qui les avaient exercées jusqu'alors, la Métropole a dû assumer l'entretien des espaces verts d'accompagnement de voirie.

Ne possédant pas de structure propre susceptible d'assurer cette compétence sur le périmètre de la Commune de Marseille, la Métropole en a confié l'exécution à la Ville de Marseille par une convention de gestion notifiée le 30 janvier 2018. Cette convention, d'une durée d'un an, ayant pris fin le 30 janvier 2019, il convient de la renouveler.

La présente délibération a donc pour objet d'approuver la convention de gestion afférente et

notamment d'en préciser les modalités techniques et financières.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité pour la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence de conventionner pour définir les modalités techniques et financières de la gestion par la Ville de Marseille pour le compte de la Métropole, de la compétence relative à l'entretien des espaces verts d'accompagnement de voirie sur le périmètre de la Commune de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion avec la Ville de Marseille, ci annexée, et ayant pour objet l'entretien des espaces verts d'accompagnements de voirie sur le périmètre de la Commune de Marseille.

Article 2

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget EST CT1 - sous politique G 120 - Nature 611 – fonction 76.

Article 4 :

La réalisation des missions et tâches objets de la présente convention donne lieu à un remboursement des frais engagés par la commune. La Métropole assure la prise en charge des dépenses exposées par la commune pour les missions et tâches qui lui sont confiées par la présente convention. Le montant de ces dépenses est évalué à 1 607 058 € TTC pour l'année 2019.

Il est également précisé que l'évaluation définitive des charges transférées par la Commune, qui accompagne tout transfert de compétence, sera réalisée dans le cadre des prochains travaux de la CLECT et sera déduite de son attribution de compensation. Le montant indiqué dans cette convention ne présumant pas du montant de l'évaluation définitive des charges.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 020-5717/19/CM

■ Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille MET 19/10524/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville de Marseille avaient délégué à la Communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la Communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la Communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais désormais cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour

lesquelles la compétence voire est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville de Marseille qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la Ville de Marseille qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci-annexée fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville de Marseille sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le courrier du 28 janvier 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion, ci-annexée, conclue avec la Ville de Marseille pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 021-5718/19/CM

■ Délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Abrogation de la délibération n° FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 MET 19/10687/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) autorise le Conseil de la Métropole à déléguer une partie de ses attributions au Bureau et au Président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à l'exception des compétences ci-après listées :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- 2° De l'approbation du compte administratif ;
- 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
- 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- 5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;

6° De la délégation de la gestion d'un service public ;

7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

En application de cet article, par délibération n° FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a organisé la délégation de compétences au Bureau de la Métropole. De plus, compte tenu de la spécificité des actions foncières et de leur réalité opérationnelle, il est rappelé que le Conseil de la Métropole, lors de sa séance du 30 juin 2016, par délibération n° URB 002-617/16/CM, a précisé la délégation de compétences en la matière, et ce afin d'optimiser et de sécuriser au mieux les procédures mises en œuvre dans le cadre de cette mission.

Aujourd'hui, le Conseil de la Métropole est invité à se prononcer à nouveau sur les délégations de compétences au Bureau de la Métropole dans la limite de celles accordées au Président de la Métropole par délibérations n° HN 010-12/16/CM du 17 mars 2016 et n° URB 002-617/16/CM précitée, lesquelles sont maintenues.

Il convient de préciser que toute question n'ayant pas fait l'objet expressément d'une délégation au Bureau ou au Président de la Métropole relèvera de la compétence du Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

La délibération n° HN 010-12/16/CM du 17 mars 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux missions foncières – Délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018.

Article 2 :

Le Bureau reçoit délégation du Conseil dans les matières suivantes :

1- En matière financière :

- Attribuer des subventions, des participations en faveur des associations Loi 1901 et organismes divers, dans la limite du budget voté ;
- Demander à toute personne morale de droit public ou privé l'attribution de subventions ;
- Procéder aux abondements aux régies personnalisées et attribuer des subventions aux régies dotées de la seule autonomie financière, dans la limite du budget voté ;
- Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- Approuver les demandes de remise gracieuse de dettes et de dégrèvement sur facture dans la limite des crédits inscrits au budget ;
- Approuver les garanties d'emprunt et leurs avenants dans la limite de l'enveloppe annuelle fixée par le règlement d'octroi des garanties ;
- Approuver la participation financière de la Métropole aux dépenses liées à la défense des ports par le bataillon de marins-pompiers de Marseille dans la limite du budget voté ;
- Autoriser le versement de la prime de performance épuratoire dans la limite du budget voté ;
- Approuver la campagne annuelle de lutte contre les moustiques dans la limite du budget voté.

2- Pour les contrats autres que ceux relevant de la commande publique :

- Approuver les conventions constitutives des groupements de commande et groupements d'autorités concédantes ;
- Approuver l'ensemble des contrats, conventions, partenariats, chartes et leur(s) avenant(s) à l'exclusion de ceux :
 - Qui relèvent de la catégorie des marchés publics, des concessions, incluant les délégations de services publics ou des contrats de partenariat public-privé ;
 - Qui sont conclus sur le fondement de l'article L. 5215-27 du CGCT ;
- Approuver les protocoles transactionnels ;

- Approuver les conventions désignant un maître d'ouvrage unique (en application de l'article 2- II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 – L. 2422-12 du Code de la commande publique) et les conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée passées avec les communes-membres et les Sociétés publiques locales dont la Métropole est actionnaire.

3- En matière de ressources humaines :

- Approuver les Schémas directeurs d'organisation des services ;
- Convention de mise à disposition de personnel à titre gratuit et information des mises à disposition de personnel à titre onéreux ;
- Approuver les modalités de transfert de personnel et tout document y afférent ;
- Approuver les actes et conventions liés à la restauration collective et aux tickets restaurants ;
- Approuver les dispositifs RH : accueil de stagiaires étudiants ou en période de formation en milieu professionnel, emplois d'avenir, service civique, convention Industrielle de Formation pour la recherche (CIFRE) ;
- Dispositif de recrutement par la voie de l'apprentissage ou de l'alternance, de l'intérim ;
- Approuver le règlement de formation métropolitain, le plan de formation métropolitain et ses modifications ;
- Approuver les critères de classement des agents promouvables à un avancement de grade ou une promotion interne ;
- Définir les taux de promotion pour les avancements de grades des agents métropolitains ;
- Modalités de mise en œuvre du Compte personnel de formation ;
- Approuver les tarifs des séjours applicables aux agents, retraités et ayants-droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Autorisation de recrutement et fixation de la rémunération d'intervenants vacataires ;
- Régimes des astreintes et permanences au sein de la Métropole.

4- Pour la participation à des organismes divers :

- Autoriser l'adhésion de la Métropole aux associations et aux organismes extérieurs, les renouvellements d'adhésion et versement des cotisations afférentes ;
- Approuver les modifications des statuts des régies à l'exclusion de celles portant modification de périmètre ou d'objet statutaire ;
- Autoriser l'adhésion de la Métropole aux démarches de labellisation.

5- En matière d'indemnisation :

- Approuver les propositions d'indemnisations amiables aux tiers victimes de dommages ;
- Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules métropolitains dans la limite de 7600 euros ;

- Créer et modifier les commissions d'indemnisation amiable de la Métropole, déterminer leurs modalités de fonctionnement et en désigner ses membres.

6- En matière de patrimoine immobilier et mobilier :

- Conclure tous baux à construction et emphytéotiques et leur(s) avenant(s) à l'exception de ceux non détachables d'un contrat de la commande publique et désigner un notaire pour dresser les actes afférents et/ou procéder à l'enregistrement de ceux-ci à la Conservation des Hypothèques ;
- Conclure en qualité de promettant ou de bénéficiaire, de bailleur ou de preneur, toute promesse de bail, tout bail, toute convention d'occupation, de la mise à disposition du domaine public ou du domaine privé et l'(les) avenant(s) correspondant(s) dont la durée est supérieure à 12 ans, approuver les conditions de rémunération des intermédiaires et désigner un notaire pour dresser les actes afférents et/ou procéder à l'enregistrement de ceux-ci à la Conservation des Hypothèques ;
- Acquérir et céder à titre gratuit ou onéreux, y compris par voie d'échange, tous biens meubles et immeubles et droits immobiliers à l'exception du cas où l'instrument de cette acquisition ou de cession est un contrat de la commande publique, constituer et accepter toute servitude à cet effet, conclure tous actes nécessaires et désigner un notaire pour dresser les actes afférents et/ou procéder à l'enregistrement de ceux-ci à la Conservation des Hypothèques ;
- Fixer les indemnités allouées en cas d'expropriation d'immeubles ou de droits réels immobiliers, d'un montant supérieur à 90 000 euros et inférieur ou égal à 1 500 000 euros ;
- Autoriser les démolitions d'ouvrage, propriétés de la Métropole, et le lancement des procédures administratives nécessaires afférentes ;
- Réforme d'engins, poids lourds, véhicules légers et utilitaires, deux roues et tout équipement de la Métropole au-delà de 4 600 euros ;
- Autoriser la vente aux enchères des biens mobiliers de la Métropole ;
- Constater la désaffectation et/ou approuver le déclassement des dépendances du domaine public ;
- Approuver les PV de transfert des biens à l'exclusion de ceux établis pour les biens appartenant aux anciens EPCI et aux communes membres, transférés à la Métropole en application des articles L. 5211-41-3 et L. 5217-5 du CGCT lesquels relèvent de la compétence de la Présidente de la Métropole conformément à la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016.

7- En matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire :

- Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- Prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la Métropole ;
- En matière d'enquête publique, prendre toutes mesures relatives à la préparation et aux demandes d'ouvertures d'enquêtes publiques dès lors qu'elles ne relèvent pas de la compétence du Président en vertu d'un texte particulier, approuver le cas échéant les dossiers d'enquête publique, qui en découlent ;
- Se prononcer par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ;
- Exercer, au nom de la Métropole, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L. 151-37 du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;
- Approuver les remises d'ouvrages ;
- Approuver les bilans de clôture d'opération et quitus ;
- Constater les constructions ;
- Lancer, dans le cadre de ses compétences, des appels à projets ;
- Autoriser la candidature de la Métropole aux appels à projets ;
- Instaurer et définir le périmètre des droits de préemption et droits de préemption renforcés, hors cas où l'ouverture d'une zone à l'urbanisation et l'instauration ou l'extension des droits de préemption sur cette zone fait l'objet d'une délibération unique par le Conseil de la Métropole ;
- Approuver les périmètres de sursis à statuer relatifs à un projet de travaux public ou à une opération d'aménagement lorsque ce périmètre n'a pas été défini à l'occasion de la délibération du Conseil de la Métropole approuvant le principe de ce projet ou de cette opération ;
- Approuver les conventions PUP « Projet Urbain Partenarial » dans le cadre du budget voté ;
- Demander l'ouverture d'enquête publique, d'enquête publique conjointes préalables à déclaration d'utilité publique et d'enquête parcellaire pour un projet de travaux ou d'aménagement ;
- Approuver l'acquisition d'un bien déterminé au titre de l'exercice du droit de délaissement ;
- Donner l'accord de la Métropole sur le principe de création des équipements publics de compétence métropolitaine inscrits au dossier de réalisation d'une ZAC relevant d'une personne publique tierce. Approuver les modalités de leur incorporation future dans le patrimoine de la Métropole et le cas échéant la participation

financière de la Métropole à la réalisation de ceux-ci ;

- Approuver le dossier de demande de déclaration d'Utilité Publique ;
- Approuver les conventions conclues avec l'Etablissement Public Foncier et la SAFER.

8- En matière de Programme Local de l'Habitat :

- Constaté les constructions réalisées au sein de programme de logements collectifs ;
- Attribuer les aides directes pour le logement social ;
- Approuver le bilan annuel des délégations des aides à la pierre des Territoires.

9- Pour les CRAC et demandes de communication auprès d'organismes divers :

- Approuver les Comptes rendus d'activité annuels ou rapports annuels d'exécution des contrats de concessions, incluant les contrats de délégation de service public ;
- Approuver les comptes rendus annuels de concession d'aménagement et de Zones d'Aménagement Concerté ;
- Approuver les demandes de communication de données diverses auprès des partenaires de la Métropole (DREAL, ANAH, DDTM, opérateurs de télécommunications, opérateurs d'énergie, CCI, Chambre d'Agriculture, Agences d'urbanisme, de logement, etc.).

Article 3 :

L'exercice effectif de chaque compétence déléguée au Bureau devra faire l'objet d'un compte rendu à l'organe délibérant à l'occasion de chaque réunion de cet organe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 022-5719/19/CM

■ Désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de divers organismes MET 19/10350/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou par délégation, le Bureau de la Métropole, est le nouvel organe délibérant qui règle

par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par conséquent, il appartient à l'organe délibérant de la Métropole de désigner les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein des organismes extérieurs, notamment en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI.

Dans ce cadre, l'organe délibérant de la Métropole a désigné certains des représentants de la Métropole lors de ses séances précédentes.

Il est donc proposé aujourd'hui au Conseil de la Métropole de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération.

En effet, des modifications sont à effectuer pour les raisons ci-après :

- Par délibération n°FAG 041-1772/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 modifiée, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants au sein du « collège collectivités » de la Commission de suivi de site (CSS) pour l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) à Septèmes les Vallons (VALSUD). Il convient aujourd'hui de modifier ces désignations pour que Monsieur André MOLINO, élu métropolitain représentant la commune de Septèmes-les-Vallons, représente la Métropole au sein de cette commission. Il convient donc de modifier sur ce point la délibération précitée ;
- Suite à la modification des statuts du Syndicat Mixte d'Energie du Département des Bouches-du-Rhône (SMED 13), il convient de modifier les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de ce syndicat, telles qu'approuvées par la délibération n°ENV 004-3867/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 ;
- Par délibération n° HN 005-033/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants au sein de l'Agence France Locale, à savoir deux représentants titulaires et un représentant suppléant. Cependant, ces désignations ne sont pas conformes aux statuts de l'agence qui ne prévoient la désignation que d'un représentant titulaire et un représentant suppléant pour siéger à l'assemblée générale des actionnaires. Il convient donc de modifier sur ce point la délibération précitée ;
- Compte tenu de la fin du mandat d'élu métropolitain de Monsieur René RAIMONDI, il convient de procéder à son remplacement au

sein des différents organismes, ci-après listés, et de modifier sur ce point les délibérations afférentes :

- Le conseil d'administration de la Régie culturelle Scènes et cinés pour lequel les représentants de la Métropole ont été désignés par la délibération n° HN 005-033/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 ;
- Le conseil d'administration de la Régie « Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest-Provence » (Régie EPAD) pour lequel les représentants de la Métropole ont été désignés par la délibération n° HN 005-033/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 ;
- Le conseil de développement du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) pour lequel les représentants de la Métropole ont été désignés par la délibération n°HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 ;
- Le conseil d'administration de la SEM Ouest Provence Habitat pour lequel les représentants de la Métropole ont été désignés par la délibération n°HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 ;
- Le conseil d'administration de la SPL Aménagement Développement Ouest Provence pour lequel les représentants de la Métropole ont été désignés par la délibération n°HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 ;
- Le Syndicat Mixte de la Nappe Phréatique de la Crau (SYMCRAU) pour lequel les représentants de la Métropole ont été désignés par la délibération n°HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 ;
- Le conseil d'administration de l'association ATMOSUD (anciennement AIR PACA) pour lequel les représentants de la Métropole ont été désignés par la délibération n°FAG 084-1364/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 ;
- Le conseil d'administration du collège André Malraux à Fos-sur-Mer pour lequel le représentant de la Métropole a été désigné par la délibération n°FAG 089-571/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 ;
- Le conseil d'établissement du Conservatoire de Musique, de Danse et d'Art Dramatique à Rayonnement Intercommunal pour lequel les

représentants de la Métropole ont été désignés par la délibération n°FAG 091-573/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 ;

- La Copropriété « La Saladelle » à Fos-sur-Mer pour laquelle le représentant de la Métropole a été désigné par la délibération n°FAG 099-581/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 ;
- La commission permanente de travail et d'études « Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur » dont la composition a été fixée par la délibération modifiée n°HN 002-135/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016.
- Enfin, il convient d'abroger des précédentes désignations effectuées par le Conseil de la Métropole pour lesquelles il convient de désigner le représentant de la Présidente par voie d'arrêté pour siéger au sein de ces organismes. Pour ces raisons, il convient donc d'abroger les désignations effectuées dans les organismes listés ci-après :
 - L'association France Urbaine pour laquelle les représentants de la Métropole ont été désignés par la délibération n°FAG 084-1364/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 ;
 - Le Comité de pilotage du PLIE du Pays d'Aix pour lequel les représentants de la Métropole ont été désignés par la délibération n°FAG 092-574/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 ;
 - L'association Réussir Provence pour laquelle les représentants de la Métropole ont été désignés par la délibération n°HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 ;
 - Le Comité de pilotage du PLIE Ouest Provence pour lequel les représentants de la Métropole ont été désignés par la délibération n°FAG 084-1364/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016. Il est précisé que seules sont abrogées les désignations du Président de la Métropole et de son représentant. Les autres désignations effectuées au sein de ce COPIL par la délibération précitée demeurent inchangées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou par délégation, le Bureau de la Métropole, est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité ;
- Qu'il appartient ainsi à l'organe délibérant de la Métropole de désigner les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein des organismes extérieurs, notamment en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI ;
- Que, dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains des représentants de la Métropole lors de ses séances précédentes ;
- Qu'il convient de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de divers organismes telles qu'elles figurent dans le tableau joint à la présente.

Article 2 :

Sont modifiées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du « collège collectivités » de la Commission de suivi de site (CSS) pour l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) à Septèmes les Vallons (VALSUD), du conseil d'administration de la Régie culturelle Scènes et cinés, du conseil d'administration de la Régie « Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest-Provence » (Régie EPAD), du conseil de développement du Grand Port Maritime

de Marseille (GPMM), du conseil d'administration de la SEM Ouest Provence Habitat, du conseil d'administration de la SPL Aménagement Développement Ouest Provence, du Syndicat Mixte de la Nappe Phréatique de la Crau (SYMCAU), du conseil d'administration de l'association ATMOSUD (anciennement AIR PACA), du conseil d'administration du collège André Malraux à Fos-sur-Mer et de la Copropriété « La Saladelle » à Fos-sur-Mer, telles qu'approuvées par la délibération n°FAG 041-1772/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, la délibération n° HN 005-033/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, la délibération n°HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016, la délibération n°FAG 084-1364/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, la délibération n°FAG 089-571/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 et la délibération n°FAG 099-581/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016.

Article 3 :

Sont abrogées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Syndicat Mixte d'Energie du Département des Bouches-du-Rhône (SMED 13), de l'Agence France Locale, du conseil d'établissement du Conservatoire de Musique, de Danse et d'Art Dramatique à Rayonnement Intercommunal, de l'association France Urbaine, du Comité de pilotage du PLIE du Pays d'Aix et de l'association Réussir Provence, telles qu'approuvées par la délibération n°ENV 004-3867/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018, la délibération n° HN 005-033/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, la délibération n°FAG 091-573/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, la délibération n°FAG 084-1364/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, la délibération n°FAG 092-574/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 et la délibération n°HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016.

Article 4 :

Sont abrogées les désignations du Président de la Métropole et de son représentant au sein du Comité de pilotage du PLIE Ouest Provence, telles qu'approuvées par la délibération n°FAG 084-1364/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016. Les autres désignations effectuées au sein de ce COPIL par la délibération précitée demeurent inchangées.

Article 5 :

Est modifiée, conformément au tableau joint à la présente, la composition de la commission permanente de travail et d'études « Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur », telle qu'approuvée par la délibération modifiée n°HN

**Commission "Economie,
Nouvelles Technologies,
Enseignement Supérieur"**

ECO 001-5720/19/CM

■ **Approbation du plan d'action de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la préparation de la future période de programmation européenne 2021-2027**

MET 19/10301/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis sa création en 2016, se sont affirmés comme des organisations gestionnaires et bénéficiaires de différents dispositifs dans le cadre de la programmation européenne 2014-2020, reconnues pour leur fiabilité et leur efficacité.

Tout d'abord, le Département et la Métropole assument la gestion de subventions en qualité d'organisme intermédiaire (OI).

D'une part, ils sont l'un et l'autre gestionnaires d'une subvention globale au titre du Fonds Social Européen (FSE) pour la période 2018-2020, d'un montant de 14.417.500 € pour la Métropole et de 10 436 000 € pour le Département, dédiées à la promotion de l'inclusion active et à la lutte contre la pauvreté et toutes les formes de discrimination.

D'autre part, la Métropole est Autorité Urbaine pour la gestion d'un Investissement Territorial Intégré (ITI-FEDER) d'un montant de 11.400.000 € permettant de financer des projets dans les 38 quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) et les 3 quartiers de veille active (QVA) du seul territoire de Marseille Provence.

L'implication de la Métropole et du Département sur les questions européennes s'est également manifestée à travers la mobilisation et la captation de fonds européens pour le financement des opérations métropolitaines.

Plusieurs programmes sont mobilisés, les Fonds Structuraux (FEDER, FEADER, FEAMP) comme les programmes thématiques (Actions Urbaines Innovatrices, LIFE, ERASMUS+...) ou les programmes de coopération territoriale (INTERREG MED...). En 2017 et 2018, plus de 25 000 000 € de financements européens ont ainsi été attribués à la

Métropole pour le financement de ses opérations, parmi lesquelles :

- Les Pôles d'échanges multimodaux de la Boiseraie, de Gardanne et de Ceyreste-La Ciotat,
- Les aménagements de mobilité douce entre Malpassé et Frais-Vallon sur la ligne BHNS B4,
- Le projet de coopération COASTING financé dans le cadre du programme Interreg MED,
- Le projet DIAMS visant à la mise en place d'un dispositif innovant de mesure de la qualité de l'air sélectionné dans le cadre du programme Actions Urbaines Innovatrices.

La Métropole et le Département se sont attelés au développement de leur capacité d'influence auprès des institutions européennes. Le Département s'est ainsi doté d'une représentation auprès des institutions à travers le recrutement d'une chargée de mission installée à Bruxelles. De son côté, la Métropole s'est saisie de différents outils d'influence européenne à sa disposition, tels que les réseaux EURO CITIES et AFCCRE.

Fort de cette expérience, le Département et la Métropole possèdent donc aujourd'hui une expertise forte et reconnue en matière de gestion et de mobilisation des fonds européens, et il y a lieu de la valoriser, de la poursuivre et de l'amplifier.

La préparation de la prochaine période de programmation européenne se fait dans le cadre d'une mise en synergie entre les services dédiés à l'Europe de la Métropole et du Département afin de bénéficier des complémentarités existantes sur le plan opérationnel, qu'il s'agisse du montage de dossiers de financement ou de la mise en œuvre d'action conjointe de lobbying.

Il est ainsi possible d'identifier deux grands objectifs pour la montée en puissance de la dimension européenne des activités des deux organisations :

- Renforcer la mission d'organisme intermédiaire (OI) pour la gestion déléguée d'une enveloppe dédiée à l'ensemble de notre territoire intégrant différents fonds structurels et adaptée à ses besoins,
- Optimiser la mobilisation et la captation de fonds européens pour le financement des opérations métropolitaines et départementales.

La préparation de la prochaine programmation européenne 2021-2027 en cours offre un cadre favorable à l'affirmation de cette ambition.

En effet, la Commission européenne a formulé récemment des propositions concernant la future politique de Développement régional et de Cohésion, mettant l'accent sur cinq priorités d'investissement, là où l'UE est la mieux placée pour obtenir des résultats :

- Une Europe plus intelligente, grâce à l'innovation, à la numérisation, à la transformation

économique et au soutien aux petites et moyennes entreprises,

- Une Europe plus verte et à zéro émission de carbone, mettant en œuvre l'accord de Paris et investissant dans la transition énergétique, les énergies renouvelables et la lutte contre le changement climatique,
- Une Europe plus connectée, dotée de réseaux stratégiques de transports et de communication numérique,
- Une Europe plus sociale, donnant une expression concrète au socle européen des droits sociaux et soutenant les emplois de qualité, l'éducation, les compétences, l'inclusion sociale et l'égalité d'accès aux soins de santé,
- Une Europe plus proche des citoyens, soutenant les stratégies de développement pilotées au niveau local et le développement urbain durable dans toute l'Union européenne.

La Commission européenne propose ainsi une approche plus adaptée aux besoins des territoires notamment des territoires urbains. Elle souligne ainsi que la politique de cohésion doit apporter un soutien aux stratégies de développement menées au niveau local et donner davantage de pouvoir aux autorités locales dans la gestion des fonds. La dimension urbaine de la politique de cohésion sera donc renforcée, avec une part de 6 % du FEDER consacrée au développement urbain durable et la création d'un programme de mise en réseau et de renforcement des capacités destiné aux autorités urbaines, l'Initiative Urbaine Européenne.

Les orientations de la Commission Européenne visant à donner un rôle plus important aux autorités locales dans la gestion des fonds font écho à la légitime aspiration du territoire à bénéficier d'une plus grande latitude et de plus de cohérence dans la gestion de ses subventions globales, ITI-FEDER et FSE. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département entendent poursuivre et amplifier leur action en se portant candidat à la gestion déléguée d'une enveloppe intégrant différents fonds structurels (ITI FEDER, FSE+...).

C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches-du-Rhône souhaitent s'affirmer ensemble comme partie prenante de la préparation des futures politiques européennes et de leur déclinaison au plan national, régional et territorial. Pour ce faire, elles proposent donc de se mobiliser pour peser sur les différents échelons de décision.

Dans cette perspective, l'important travail de lobbying mené par les réseaux européens de collectivité auprès de la Commission européenne constitue une ressource essentielle. D'autres collectivités françaises s'inscrivent dans cette même perspective et différentes démarches au niveau régional, national et européen sont en cours, auxquelles la Métropole et le Département pourraient opportunément s'associer.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence n°023-21/12/15CC du 21 décembre 2015 autorisant le Président à signer la convention d'Investissement Territorial Intégré au titre de la Programmation FEDER 2014-2020
- La délibération EMP 003 -2736/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant la demande d'accréditation de la métropole en tant qu'Organisme Intermédiaire de gestion et de contrôle du FSE pour les années 2018-2020
- La délibération ECO 021-2887/14/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la subvention globale FSE 2018-2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches-du-Rhône, se sont affirmés comme des organisations gestionnaires et bénéficiaires de différents dispositifs dans la cadre de la programmation européenne 2014-2020 ;
- Que dans le cadre de la préparation de la prochaine période de programmation européenne 2021-2027, une mise en synergie entre les services dédiés à l'Europe de la Métropole et du Département s'impose afin de bénéficier des complémentarités existantes sur le plan opérationnel, qu'il s'agisse du montage de dossiers de financement ou de la mise en œuvre d'actions conjointes de lobbying ;
- Que pour mettre en place cette ambition, et pour peser ensemble comme partie prenante de la préparation des futures politiques européennes et de leur déclinaison au plan national, régional et territorial, il

convient d'approuver un plan d'action commun.

Article unique :

Est approuvé le plan d'action en vue de la préparation de la programmation européenne 2021-2027, consistant à :

- Positionner la Métropole et le Département des Bouches-du-Rhône comme relais incontournables des politiques de l'Union européenne,
- Inscrire dès à présent la stratégie européenne de la Métropole et du Département dans le cadre des objectifs et des priorités de la future de programmation européenne 2021-2027,
- Candidater dans ce cadre à la gestion déléguée d'enveloppes au titre des fonds structurels européens adaptées aux besoins du territoire et notamment de ses territoires et de ses habitants les plus fragiles,
- Mobiliser les ressources nécessaires afin d'identifier, avec les élus et services concernés, les cibles prioritaires (territoires, publics, compétences, opérations...) de la Métropole pour ces futures enveloppes dédiées,
- Solliciter le soutien des autorités régionales, nationales et européennes pertinentes en vue de la mise en place de tels dispositifs.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-5721/19/CM

■ Lancement de la procédure de mise en servitudes d'utilité publique portant sur le raccordement du réseau d'assainissement des eaux usées de la zone du Verdalaï de Peynier vers la station d'épuration de Rousset MET 19/10134/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique et de réhabilitation des zones d'activités, la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé, dès 2004, le processus de requalification de la zone d'activités de Peynier-Rousset et notamment la zone d'activités du Verdalaï sur la commune de Peynier.

Le programme de travaux comprenait des travaux de réfection des voiries, la création de réseaux, la création d'aménagements paysagers, la mise en oeuvre d'une signalétique et la prise en compte d'aménagements particuliers liés aux transports en commun ainsi qu'une circulation optimale des piétons et cycles.

Les travaux correspondant à ce programme ont été, pour la majorité, achevés en juillet 2009. Seuls restent

à réaliser les travaux permettant de raccorder le réseau public d'assainissement des eaux usées existant sur la zone de Peynier à la station d'épuration de Rousset.

De nombreux problèmes, essentiellement fonciers, ont empêché la réalisation, à ce jour, des ouvrages nécessaires.

Les travaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence portent donc à ce jour sur la création et le raccordement du réseau public de cette zone. L'ensemble des eaux usées est effectivement toujours rejeté dans un champ d'épandage après traitement individuel puisque les industriels fonctionnent en assainissement autonome. La totalité des industriels de la zone d'activités du Verdalaï attend depuis plusieurs années de pouvoir se raccorder aux réseaux collectifs.

Ces travaux de raccordement au réseau public d'assainissement nécessitant le passage des canalisations à travers des parcelles privées, l'accord des propriétaires fonciers était indispensable mais n'a pu être obtenu pour la totalité des parcelles de manière amiable.

En 2015, la ville de Peynier, alors compétente dans le domaine foncier, avait constitué un dossier de saisine du préfet des Bouches-du-Rhône en vue de prescrire l'ouverture de l'enquête préalable à l'établissement des servitudes. L'arrêté instituant la SUP avait été délivré le 6 juillet 2016.

Cependant, d'une part, ce dossier ne mentionnait pas la bonne identité du propriétaire de la parcelle AW 228 située sur la commune de Rousset et, d'autre part, méritait quelques compléments, comme l'intégration des parcelles AW 524 et AW 91 sur la commune de Rousset, sur lesquelles la canalisation d'eaux usées avait d'ores et déjà été installée lors de la réhabilitation du secteur et sur lesquelles sera effectué le raccordement au réseau d'assainissement depuis la zone du Verdalaï. La nécessité de passage sur la parcelle AW 287 reste inchangée.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, désormais compétente dans le domaine foncier, souhaite donc lancer cette nouvelle procédure de SUP afin que la procédure d'enquête ne soit pas irrégulière et que l'arrêté préfectoral délivré ne soit pas entaché d'illégalité.

Le foncier nécessaire à ce projet concerne les parcelles AW 228 et AW 287 sur la commune de Peynier et les parcelles AW 91 et AW 524 sur la commune de Rousset.

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit solliciter la reconnaissance de servitudes sur les propriétés privées concernées par le tracé, et solliciter, de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, l'ouverture d'une enquête publique préalable à la SUP.

Compte tenu de l'avancement des études, il est à présent nécessaire de valider le lancement de la

procédure de mise en servitudes, conformément aux articles L 152-1 et suivants et R 152-1 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural et de la Pêche Maritime, et notamment les articles L152-1 et suivants et R 152-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté du Préfet du département des Bouches-du Rhône du 6 juillet 2016 ;
- L'avis n° 2018-72V2822 rendu par France Domaine le 14 décembre 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de finaliser le raccordement du réseau d'assainissement des eaux usées de la zone du Verdalaï vers la station d'épuration de Rousset.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le choix des terrains formellement désignés par la Métropole Aix-Marseille-Provence, destinés à supporter les canalisations nécessaires au raccordement du réseau d'assainissement des eaux usées de la zone du Verdalaï vers la station d'épuration de Rousset : parcelles AW 228 et AW 287 sur la commune de Peynier, AW 91 et AW 524 sur la commune de Rousset.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à poursuivre la constitution des servitudes à l'amiable et, en cas de refus, d'engager et de conduire la procédure de mise en servitudes d'utilité publique, conformément à l'article L 152-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tous les documents relatifs à l'institution des servitudes d'utilité publique.

Article 4 :

Les frais afférents aux différents actes et à la procédure seront supportés par la Métropole sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, service 3C, opération d'investissement DI330B – Autorisation de Programme n°2017-14.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-5722/19/CM

**■ Approbation de l'avenant n°1 au contrat de concession de travaux pour la restructuration et l'exploitation de l'Anse du Pharo conclu avec la SPL SOLEAM
MET 19/10017/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Anse du Pharo, à l'embouchure du Vieux-Port de Marseille, est un lieu historique d'accueil d'activités liées à la construction et à la réparation navale. Du fait de leur ancienneté, ces activités se sont organisées au fil de l'eau et de façon anarchique, déqualifiant ainsi un site remarquable par son environnement, tant naturel que patrimonial. Par ailleurs, ce site dispose de qualités techniques indéniables dont un slip-way de 70 mètres de portée et de facilités d'accès, par tous modes, enviables.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, a validé des orientations de restructuration du site de l'Anse du Pharo dont la vocation est de devenir une zone d'activités dédiée à la réparation, l'entretien et la maintenance de la petite et moyenne plaisance.

Par délibération n° ECO 007-3622/18/CM du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé un contrat de concession de travaux d'une durée de 25 ans pour la restructuration et l'exploitation du site de l'Anse du Pharo, ainsi que

le choix de la SPL SOLEAM comme concessionnaire. Ce contrat a été notifié à la SOLEAM le 16 mai 2018.

Le dernier procès-verbal de mise à disposition du terre-plein et du plan d'eau de l'État à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (aujourd'hui Métropole Aix-Marseille-Provence) date du 6 octobre 2010.

La question de l'élargissement du périmètre du domaine public maritime est nécessaire, afin de permettre la réalisation de la digue, ouvrage maritime incontournable à la sécurité et exploitation de l'Anse du Pharo avec un tirant d'eau suffisant. Cette digue vise principalement à protéger le plan d'eau afin d'y créer des postes de travail à flot en support des activités techniques et commerciales.

Une demande écrite en ce sens a été transmise, par la Métropole d'Aix-Marseille Provence, à la DDTM en date du 4 septembre 2017.

La DDTM, par courrier en date du 29 novembre 2017 adressé à la Métropole, donne son accord de principe pour réexaminer le périmètre le mieux adapté au projet et a précisé que le départ du lancement de la procédure de demande d'extension du périmètre du port correspondait à l'élaboration d'un avant-projet sommaire (APS) devant être réalisé sur la base d'études préliminaires.

Au titre des clauses résolutives prévues par l'article 3 du contrat de concession figure notamment la « non obtention de l'arrêté préfectoral délimitant le périmètre de la présente concession dans le délai de 12 mois à compter de la signature des présentes ».

A ce titre, le présent avenant a pour objet de prolonger ce délai de 12 mois, au vu de la prolongation des études et des délais administratifs inhérents au traitement du dossier « loi sur l'eau » et d'octroi de l'autorisation correspondante par les services de la DDTM, ces derniers n'acceptant de s'engager que sur présentation d'un dossier d'études en phase APS.

Cet allongement du délai d'obtention de l'arrêté préfectoral rend par ailleurs nécessaire de prolonger la durée de la concession pour la porter à 26 ans, et de modifier la durée prévisionnelle de la phase études, portant ainsi la date prévisionnelle de réception des travaux en mai 2023, point de départ du démarrage de l'exploitation du bâtiment neuf.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- La délibération n° ECO 005-2727/17/CM du 19 octobre 2017 portant sur l'approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour la restructuration du site de l'Anse du Pharo ;
- La délibération n° ECO 007-3622/18/CM du 22 mars 2018 portant sur l'approbation du contrat de concession de travaux au bénéfice de la SPL SOLEAM ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le contrat de concession confié à la SPL SOLEAM.
- La nécessité de réaliser les études d'Avant Projet afin que la DDTM réexamine le périmètre du le mieux adapté au projet.
- Qu'il est donc nécessaire de prolonger la durée de ce contrat d'un an.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 au contrat de concession de travaux pour la restructuration et l'exploitation du site de l'Anse du Pharo, conclu avec la SPL SOLEAM.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 004-5723/19/CM

■ Mise en place d'outils d'intervention métropolitains pour lutter contre la vacance commerciale dans le centre-ville de Marseille MET 19/10555/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dès le 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue l'une des toutes premières métropoles à s'engager en faveur du commerce de proximité à travers son agenda du développement économique, voté en conseil métropolitain. L'une de ses orientations stratégiques consistait à construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant notamment tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a choisi de co-construire une stratégie de soutien aux commerces de proximité en partenariat étroit avec les collectivités en veillant au maintien des grands équilibres commerciaux des territoires métropolitains.

Le commerce de proximité et l'artisanat contribuent à améliorer le cadre de vie et constituent un facteur d'animation, un vecteur de lien social et de proximité. Mais certains centres villes métropolitains comme celui de Marseille voient ce tissu économique se fragiliser et perdre en dynamisme. Les raisons sont multiples :

- concurrence des grandes surfaces et des zones commerciales implantées en périphérie,
- émergence de nouveaux comportements d'achat (e-commerce...),
- problématiques liées aux conditions d'accès, de stationnement et de déambulation (difficulté d'accès au centre-ville, tarif du stationnement, état dégradé de l'espace public) ne permettant pas au centre-ville d'être attractif et lisible,
- une vacance importante des logements et de l'activité tertiaire dans le centre-ville,
- un marché de l'immobilier non adapté aux loyers et charges supportables aux porteurs de projet.

Face à un cœur de ville qui ne joue pas totalement son rôle de centralité et qui peine à être attractif, il a été décidé d'accompagner la Ville de Marseille et accélérer la redynamisation commerciale de son centre-ville initiée dans le cadre de son plan « Ambition Centre-Ville ».

Cette démarche s'inscrit dans une démarche globale de redynamisation du cœur de ville marseillais, en complément de la stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé, du plan de requalification des espaces publics du centre-ville. Au regard de l'obsolescence constatée du parc tertiaire dans le centre-ville marseillais, il est également envisagé

d'agir sur les immeubles de bureaux afin de permettre des réimplantations d'entreprises tertiaires et augmenter la masse salariale du centre-ville en baisse ces dernières années.

Dispositif métropolitain incitatif à une remise sur le marché des commerces vacants du centre-ville de Marseille.

Les derniers recensements des locaux commerciaux vacants effectués par la Métropole et la Ville de Marseille dans l'hyper centre marseillais (novembre 2018 et janvier 2019), ont laissé apparaître une vacance importante.

Au regard des diagnostics et des éléments techniques disponibles, l'objectif est de concentrer les efforts en faveur de la réimplantation de commerces dans les locaux vacants sur les secteurs suivants : Opéra, Canebière et rue de Rome.

Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire d'agir :

- Sur les locaux vacants privés avec un niveau de loyer déconnecté des prix du marché (loyer plus élevé que la valeur moyenne constatée dans le secteur) : prise à bail de la Métropole et sous location à un prix allégé pour une durée limitée,
- Sur les locaux vacants publics nécessitant des travaux,
- Sur les locaux vacants privés nécessitant des travaux avec une prise à bail métropolitaine.

Les locaux vacants ne nécessitant pas de travaux et avec un niveau de loyer conforme au prix du marché bénéficieront d'une simple mise en relation des propriétaires avec les porteurs de projet recensés.

Pour atteindre cet objectif, dans le cadre de la compétence de la Métropole en matière d'aides à l'immobilier d'entreprise sur le fondement de l'article L.1511-3 du Code général des collectivités territoriales, il est proposé de mettre en œuvre les dispositifs suivants :

➤ Prise à bail de la Métropole de locaux commerciaux vacants.

Afin de fluidifier le marché, il est envisagé de mettre en place un dispositif de location de locaux commerciaux vacants effectuée par la Métropole afin de les sous-louer à un tarif préférentiel (mise à disposition annuelle avec des loyers progressifs) aux activités permettant de :

- > conforter et diversifier l'offre commerciale existante ;
- > limiter le développement des commerces surreprésentés, en particulier notamment en ce qui concerne certaines catégories d'activités : restauration rapide et à emporter, snacks, téléphonie et taxiphones, commerces de déstockage alimentaire, bazars... ;

- > limiter le développement des services en agence, déjà très présents et ne favorisant pas l'animation du centre-ville ;
- > réintroduire des commerces en diminution forte : commerces de bouche, commerces culturels et de loisirs (librairies notamment), activités artisanales et métiers d'arts, galeries, autres formes d'activités, tels que les services du quotidien, les professions libérales... ;
- > développer des espaces de repos - restauration de qualité au sein du parcours marchand (cafés, cafés - internet, concepts stores...), en particulier au niveau des places ;
- > faciliter l'implantation de concepts nouveaux, encore peu développés et correspondant à l'évolution de la demande (espaces mixtes regroupant différentes activités, commerces orientés vers des circuits courts, commerces éthiques...) ;
- > favoriser l'implantation de grandes enseignes à fort potentiel commercial.

L'objectif est d'offrir aux activités ciblées ci-dessus une structure d'accueil avec un niveau de loyer allégé pendant une durée limitée entre 1 et 3 ans répartie de la manière suivante :

- Pour les entreprises créées ou reprises :
 - o Première année de location : prise en charge de 75 % par la Métropole de la valeur locative du bien.
 - o Deuxième année de location : prise en charge de 50 % par la Métropole de la valeur locative du bien.
 - o Troisième année de location : prise en charge de 25 % par la Métropole de la valeur locative du bien.
- Pour les entreprises existantes (durée maximale de 3 ans) :
 - o Petites entreprises (moins de 50 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 M€) : prise en charge de 20 % par la Métropole de la valeur locative du bien.
 - o Moyennes et grandes entreprises (à partir de 50 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel excède 10 M€) : prise en charge de 10 % par la Métropole de la valeur locative du bien.

➤ **Participation de la Métropole à l'installation : rénovation/mise aux normes des locaux commerciaux.**

- Réalisation de travaux de rénovation de locaux commerciaux loués par la Métropole.

Les travaux seront effectués par la Métropole.

- Aide de la Métropole sous forme de subvention à la rénovation de locaux commerciaux à destination des porteurs de projet ne bénéficiant pas d'une aide métropolitaine sur le loyer. L'aide métropolitaine concerne les travaux de rénovation et de mise aux normes de la manière suivante :
 - o Entreprises créées (ou reprises) : Subvention métropolitaine de 50% maximum du coût total éligible des travaux.
 - o Entreprises existantes :
 - Petites entreprises (moins de 50 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 M€) : Subvention métropolitaine de 20% maximum du coût total éligible des travaux.
 - Moyennes et grandes entreprises (à partir de 50 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel excède 10 M€) : Subvention métropolitaine de 10% maximum du coût total éligible des travaux.

L'ensemble de ce dispositif est une application du règlement relatif à l'immobilier d'entreprise. Conformément aux dispositions du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014, une moyenne entreprise est définie comme une entreprise qui occupe moins de 250 personnes avec un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 M€ (ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 M€). Une petite entreprise est définie comme une entreprise qui occupe moins de 50 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 M€.

➤ **Déploiement de dispositifs complémentaires à la redynamisation du centre-ville :**

Installation de boutiques à l'essai : dispositif proposé par le réseau « Initiative » qui permet à un porteur de projet de tester son idée de commerce au sein d'une boutique pilote dans un local commercial vacant pendant une période de six mois renouvelable une fois. Dans le cas où l'activité devient rentable, le commerçant conserve le local et l'opération se déplace sur une autre cellule vacante. Dans le cas contraire, la boutique est mise à nouveau à l'essai

- o Mise en place d'un incubateur de

commerce : accompagnement renforcé à la création de porteur de projet de commerce avec proposition de locaux adaptés au projet (showroom, point de vente mutualisé...) à des créateurs pour expérimenter leur concept et leurs produits avec pour objectif une installation dans un local vacant du centre-ville.

L'aide métropolitaine ne pourra pas dépasser d'une manière générale **50 000 €** par local commercial.

Eligibilité des travaux

D'une manière générale, sont subventionables l'ensemble des travaux d'aménagement intérieurs du local d'activités (hors travaux structurels de l'immeuble), ainsi que les travaux relatifs à la devanture commerciale.

S'agissant d'une délibération cadre, les crédits nécessaires à la mise en œuvre des actions seront proposés lors du prochain budget supplémentaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre de son Agenda du Développement Economique, la Métropole s'est engagée, en faveur du commerce de proximité et de la lutte contre la vacance commerciale des centres villes métropolitains ;

- La nécessité et l'urgence de redynamiser le centre-ville de Marseille ;
- Qu'il convient d'approuver le principe d'une intervention métropolitaine pour lutter contre la vacance commerciale dans le centre-ville de Marseille ;
- Qu'il convient d'approuver la mise en place des outils incitatifs.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'une intervention métropolitaine pour lutter contre la vacance commerciale dans le centre-ville de Marseille.

Article 2 :

Est approuvée la mise en place des outils incitatifs suivants dans les conditions fixées dans la présente délibération :

- Prise à bail de la Métropole de locaux commerciaux vacants,
- Participation de la Métropole à l'installation : rénovation/mise aux normes des locaux commerciaux,
- Déploiement de dispositifs complémentaires à la redynamisation du centre-ville,
- Mise en place d'un incubateur de commerce.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter auprès de tout partenaire une participation au dispositif de redynamisation du centre-ville de Marseille mis en place.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 005-5724/19/CM

■ Approbation d'une convention de coopération avec l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence pour les actions de développement touristique MET 19/10523/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été

transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

La Métropole est donc, depuis cette date, en charge de la compétence "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" sur l'ensemble de son territoire.

Dans un but d'exhaustivité, il convient de préciser que la compétence tourisme est une compétence partagée entre la Métropole et les communes. A titre d'exemple, toutes les actions d'animation qui peuvent concourir à l'attractivité d'une ville n'entrent pas dans la compétence promotion du tourisme. Ainsi les communes pourront continuer à intervenir sur leurs territoires et soutenir directement certaines actions si elles le souhaitent.

Dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a délibéré en octobre 2017 afin de préciser les contours de sa compétence en matière de promotion du tourisme ainsi que les possibilités de relations avec les offices de tourisme qui ne lui auraient pas été transférés.

En effet, conformément à l'article L.5218-2 I al. 2 du CGCT, les communes érigées en stations classées ou ayant déposé une demande de classement, et n'ayant pas transféré la compétence promotion du tourisme à la date du 1er janvier 2018, pouvaient décider, par délibération prise avant cette même date, de conserver l'exercice de la compétence.

La ville d'Aix-en-Provence a ainsi fait le choix de conserver l'exercice de la compétence « promotion du tourisme dont la création d'office de tourisme » tel que la loi lui en laissait la possibilité en tant que station classée. Dès lors elle constitue la collectivité de rattachement de son office de tourisme.

L'office de tourisme de la ville d'Aix-en-Provence est un établissement public qui, conformément au principe de spécialité, doit s'en tenir à l'exercice de la mission ou des missions connexes qui lui ont été confiées et qui sont définies en termes précis dans ses statuts. Ce principe ne s'oppose pas à ce qu'un établissement public gère, en sus des activités qui lui sont expressément confiées, des activités annexes qui apparaissent comme des prolongements du service public assuré.

S'agissant de l'office de tourisme de la ville d'Aix-en-Provence, ses statuts indiquent qu'il peut gérer tout équipement « qui lui sera confié par la ville d'Aix-en-Provence ou par le Territoire du Pays d'Aix, correspondant à son objet social, l'Office municipal de tourisme pourra contribuer au développement touristique et culturel d'Aix-en-Provence et du Pays

d'Aix. [...] . Sa zone géographique d'intervention est le territoire de la commune d'Aix-en-Provence auquel il faut ajouter les communes du Pays d'Aix pour répondre aux attentes de la clientèle touristique. [...] ».

Il ressort de ces éléments que les statuts de l'OT l'habilitent à intervenir sur un périmètre plus large que celui de sa collectivité de rattachement avec laquelle il conserve un lien organique.

Sur le Territoire du Pays d'Aix, une mutualisation des actions et des projets fédérateurs et structurants, a permis, grâce à l'accompagnement et au professionnalisme de l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence, à toutes les structures touristiques de proximité de travailler ensemble depuis plusieurs années. Ainsi, le Pays d'Aix a défini, dans le cadre de la mise en place d'un Schéma de Développement Touristique (SDT) 2012-2016, des actions en faveur du développement touristique structurées autour de quatre filières principales : la culture, l'agritourisme (dont l'oenotourisme), les activités de pleine nature et le tourisme industriel.

Dans un contexte de concurrence internationale accrue, une coopération entre les différents acteurs apparaît donc indispensable.

L'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence, fort de l'accueil de ses 595 000 visiteurs en 2018 et ses 2,2 millions d'Internautes est une vitrine qui rayonne bien au-delà de la ville d'Aix-en-Provence et de la Métropole. Son positionnement est également incontestable en matière de promotion culturelle, tant sur le patrimoine vivant et bâti que sur les festivals de renommée mondiale.

L'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence, fortement organisé en matière de commercialisation des offres touristiques du territoire et de création d'animations structurantes pour le soutien des filières de la destination, dispose d'un savoir-faire, d'équipes et de moyens techniques importants dont pourraient bénéficier les Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiative du Pays d'Aix : 70 agents, un service de promotion à l'international, une Direction de la communication étoffée de graphistes, community manager, et toute une équipe pour proposer les offres touristiques.

Dès lors, il est proposé de mettre en place un partenariat qui permettra, d'une part, à l'Office de Tourisme de bénéficier de la force stratégique de la Métropole en matière de tourisme pour développer son attractivité notamment à l'international et, d'autre part, à la Métropole de s'appuyer sur une structure de proximité afin de développer son offre touristique et bénéficier de son expertise à l'échelon local.

Dans le cadre d'une politique concertée, ces moyens concernent plusieurs actions :

- **Animation de réflexions stratégiques relative au développement touristique en lien avec la stratégie globale de la Métropole ;**
- Animation de réseaux de professionnels dans le cadre de démarche concertée à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix ;
- Collaboration avec le bureau métropolitain des congrès pour l'accueil des congressistes sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- Réalisation d'opérations de marketing touristique en lien avec la stratégie promotion-marketing de la Métropole ;
- Réalisation d'outils et de supports de communication divers ;
- Promotion de la destination du Territoire du Pays d'Aix en coordination avec la stratégie globale de la Métropole ;
- Création d'événementiels et le soutien logistique aux OT gestionnaires de filières pour la commercialisation de ces animations ;
- Démarchage commercial et la commercialisation de l'offre touristique du territoire ;
- Commercialisation via des outils mutualisés tels que la centrale de réservation et la boutique ;
- Production de données et d'analyses issues de l'observatoire économique du tourisme sur le Pays d'Aix.

D'autres actions, décidées d'un commun accord entre la Métropole et l'Office de Tourisme, peuvent également être mises en œuvre dans le cadre de cette coopération.

Ainsi, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT et à l'article 18 de l'ordonnance du 23 juillet 2015, la Métropole souhaite conclure une convention de coopération avec l'office de tourisme d'Aix-en-Provence afin d'assurer conjointement l'exécution de leurs missions de service public respectives via des moyens communs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne, dite « loi Montagne II », et notamment son article 69 ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° 207-378 du 20 juillet 2017 du Conseil Municipal de la commune d'Aix-en-Provence portant opposition au transfert de la compétence « *promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme* » à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération TVP-001-4231/18/CM du 28 juin 2018 sur le maintien des offices de tourisme existants dans le cadre de la compétence « promotion du tourisme » ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de coopération entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence pour les années 2019 et 2020 ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3T/633/657382 du budget 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Transports,
Déplacements et Accessibilité"**

TRA 001-5725/19/CM

■ **Approbation de la gamme tarifaire
métropolitaine des transports en commun
MET 19/10353/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire.
A ce titre, il lui incombe de définir les tarifs applicables sur ses réseaux de transports publics.

En décembre 2016, la Métropole s'est dotée, avec l'Agenda de la Mobilité, d'un objectif ambitieux : celui de doubler, d'ici 2025, l'usage des transports d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux. L'atteinte de cet objectif repose notamment sur un réel effort de simplification et de fluidification de l'offre de mobilité à l'échelle métropolitaine. La tarification constitue, à cet égard, un enjeu majeur.

La Métropole a choisi d'unifier ses 14 réseaux de transports en commun pour proposer une expérience client harmonisée. Or la tarification des différents réseaux est aujourd'hui complexe, hétérogène et souvent spécifique à l'échelle de périmètres inférieurs à celui de la Métropole.

Les matériels et logiciels de délivrance et validation des titres de transport, issus des anciens réseaux territoriaux doivent également être harmonisés pour permettre l'interopérabilité des titres sur l'ensemble des lignes et dans tous les points de vente métropolitains.

A cet égard, le lancement du Pass Intégral en février 2018 a constitué la première pierre de la simplification attendue par les Métropolitains. La refonte de la tarification scolaire a poursuivi cet élan.

Afin de proposer aux métropolitains une offre lisible et juste à l'échelle du territoire, il est proposé d'aller plus loin et de mettre en œuvre une simplification progressive des politiques tarifaires, notamment sur les trois volets suivants :

- Une harmonisation des conditions d'éligibilité aux produits tarifaires, autour de cinq profils :
 - o Tout public : sans condition d'accès
 - o Scolaire : à destination des scolaires résidant sur le territoire de la Métropole, jusqu'au bac
 - o Etudiant : à destination des étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprenti ou service civique de moins de 26 ans et résidant sur le territoire de la Métropole
 - o Solidarité : à destination des bénéficiaires de la CMUC et/ou allocataires du RSA socle et résidant sur le territoire de la Métropole
 - o Senior : à destination des 65 ans et plus et résidant sur le territoire de la Métropole
- Une harmonisation des gammes, notamment autour de la typologie de produits suivante :
 - o Produits fréquents : abonnement annuel, abonnement mensuel
 - o Produits occasionnels : 1 voyage, 2 voyages, carnet de 10 tickets, tarif réduit ouvert par le porte-monnaie transport, Pass 24h
- Des supports, cartes et billets de transport, reconnaissables et pratiques à utiliser comme :
 - o Déploiement de « la Carte » pour tous les abonnements nouveaux et notamment tous les élèves métropolitains pour la rentrée 2019
 - o Billets sans contact rechargeables multivoyages
 - o Porte-monnaie transport à recharger en Euro

Ainsi, la Métropole a la volonté de simplifier l'usage et l'accès à de nouveaux services sur son territoire et d'harmoniser les systèmes billettiques par une mise en compatibilité des matériels et des supports billettiques (Cartes et Billets sans Contact).

Parallèlement, pour permettre son adaptation aux besoins de déplacement, la Métropole souhaite garantir un niveau de financement suffisant de son réseau par les recettes commerciales issues des voyageurs en favorisant :

- Le développement d'une politique d'attractivité de ses tarifs de transport en direction des jeunes et des seniors
- L'évolution « maîtrisée » du prix des titres de transport réalisée avec discernement, justesse et progressivité
- L'amélioration de la performance et de la lisibilité de son offre de transport pour attirer de nouveaux clients.

Ainsi, il est proposé de faire évoluer la gamme tarifaire des transports de la façon suivante :

PASS METROPOLITAIN

Il est proposé de créer un Pass Métropolitain pour les Etudiants (y compris apprentis) de – de 26 ans à 364.80 € / an payable à l'achat ou par mensualités de 30.40 € donnant accès à tous les réseaux Métropolitains hors TER et LER.

Ce nouveau produit permettra une économie certaine pour les étudiants.

A titre d'exemple un étudiant marseillais se rendant à Aix pour ses études paye par an 220€ pour le réseau RTM, 210€ pour la ligne interurbaine, et 100€ pour Aix en Bus.

S'il opte pour le Pass Métropolitain, il économisera 170 € par an.

De même, il est proposé la création d'un Pass Métropolitain sénior pour les plus de 65 ans au tarif annuel de 364.80 € payable à l'achat ou par mensualités de 30.40 € et permettant d'utiliser tous les transports en commun hors TER et LER.

Par ailleurs, ces pass métropolitains Etudiants et Séniors pourront être étendus aux services de TER ou LER, lorsque la Région SUD donnera suite aux sollicitations de la Métropole, à l'instar de ce que permet déjà le Pass Intégral.

Ces mesures prendront effet au 1^{er} juillet 2019

RESEAUX DU TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

Il est proposé la création d'un abonnement annuel Pass M Sénior à 50% pour les personnes de plus de 65 ans imposables résidant à Marseille soit 240 € par an payable à l'achat ou par mensualités de 20 € pour un pass permanent.

Cette réduction est cohérente avec celle de 50% déjà applicable aux tickets achetés à l'unité par le biais du Porte-Monnaie Transport. L'abonnement fidélisera les usagers en facilitant les déplacements et en rendant plus facile l'acte d'achat.

Pour la desserte du Frioul, il est créé un abonnement annuel avec l'accès au réseau RTM à 468€ (même tarif que le Pass Annuel XL) à destination des résidents principaux des Iles du Frioul soit une baisse de 114€.

Parallèlement, pour maintenir un niveau de recettes satisfaisant, tout en tenant compte de la hausse de l'inflation et des dépenses d'exploitation, il est proposé d'appliquer une augmentation de 1€ par mois pour le Pass 30 jours qui passe de 48,50€ à 49,50€ et pour le Pass Annuel grand public qui passe de 468€ à 480€. Pour mémoire, la « participation employeur » prend en charge 50% du coût de ces abonnements.

Il est également proposé d'augmenter le Pass 7 jours de 14,50€ à 15,50€ et le carnet de 10 voyages qui passera de 14 à 15€ de manière à être cohérent avec l'augmentation du Pass 7j.

Afin de ne pas impacter les populations les plus fragiles, les titres vendus à l'unité ne sont pas concernés par ces mesures.

Ces mesures prendront effet au 1^{er} juillet 2019.

A titre de comparaison, le tarif annuel du réseau de Lyon est à 665.5€, celui de Toulouse à 510€.

Ouverture des Parking Relais le week-end

L'accès à ces parkings est actuellement possible en semaine du lundi au vendredi et réservé :

- aux titulaires d'un abonnement (pass XL permanent, pass annuel, 30 jours, 7 jours, pass intégral métropolitain, libre circulation) qui bénéficient de la gratuité s'ils réalisent un aller et un retour au moins avant de récupérer leur véhicule.

- aux porteurs d'une carte à recharge PMT (porte-monnaie transport). Ils bénéficient d'un tarif avantageux de 1,2 euros par heure jusqu'à 3h et 0,40 euros par heure au-delà, dans les mêmes conditions.

Les bornes d'entrées n'acceptent que les cartes citées ci-dessus, les cartes bleues ne sont pas compatibles.

Il est proposé dans un premier temps et à titre expérimental, une ouverture le week-end, réservée aux porteurs de ces cartes sans changement de tarifs (abonnement et PMT), pour les sept principaux parkings : Fourragère, Louis Armand, Saint Just, Sainte Marguerite, Teisseire, La Rose, Bougainville. Deux parkings conventionnés sont déjà accessibles le week-end (Vallier et Timone). Le cas du parking Blancarde pourra être traité si nécessaire par négociation avec son exploitant. Il n'y a pas d'impossibilité technique à étendre par la suite à d'autres parkings si cela est jugé utile.

Cette ouverture sera mise en place 3 semaines après la validation de ce rapport, soit au plus tard le samedi 20 avril.

Dans la mesure où cette expérience s'avérerait concluante, ces parkings seront également accessibles aux paiements par cartes bleues au plus tard en septembre 2019.

Cette hypothèse sera analysée au regard de la fréquentation, de la sécurité, de la pose des équipements nécessaires et des coûts induits.

RESEAUX DU TERRITOIRE PAYS D'AIX

Aix en Bus

Dans le cadre du renforcement de l'offre de transports du réseau Aix en Bus prévu en 2019 avec le BHNS l'Aixpress et pour respecter les termes de la Délégation de Service Public imposant une

augmentation annuelle des tarifs ainsi que dans une logique de simplification de la gamme tarifaire à l'occasion du remplacement du système billettique du réseau (harmonisation métropolitaine), il est proposé :

A partir du 15 mai 2019 dans le cadre du déploiement de la nouvelle billettique :

- de supprimer le ticket « 1 voyage bus de nuit » et accepter sur le service « bus de nuit » l'ensemble des titres de la gamme tarifaire du réseau Aix en Bus et pays d'Aix Mobilité (à l'exception des titres Diablines et réseaux de proximité de Gardanne et Pertuis).
 - de supprimer le ticket « 40 voyages ».
 - de distribuer sur l'ensemble des points de vente d'Aix en Bus des Billets Sans Contact (BSC) en remplacement des tickets unités actuels.
- Ces supports sont réutilisables jusqu'à 30 fois pour recharger des titres à l'unité et permettent ainsi de diminuer l'empreinte environnementale du transport. Ce support présente néanmoins un surcoût de l'ordre de 0,10 à 0,20€ par titre en fonction du volume des commandes qu'il conviendra d'appréhender.

A partir du 1^{er} septembre 2019 :

- de réévaluer le « billet unité Diablines » de 0.80€ à 1€ et le carnet de tickets « 10 voyages Diablines » de 6.50€ à 8€.
- de réévaluer le ticket « 2 voyages » de 2.20€ à 2.30€
- de réévaluer les abonnements « mensuel et annuel » respectivement de 27€ à 28€ et de 260€ à 270€.

A partir du 4 novembre 2019 :

- de créer sur le réseau Aix en Bus le Porte-Monnaie Transport (PMT) permettant aux usagers de charger une somme d'argent sur sa carte Sans contact qui ensuite sera débitée au prix de 0,90€ par voyage pour les usagers tout publics tarif équivalent à celui de la carte 10 voyages et sur lequel seront appliquées les réductions sociales pour les bénéficiaires de la CMUC.

Pays d'Aix Mobilité

Afin de maintenir une cohérence tarifaire entre les gammes d'Aix en Bus et du Pays d'Aix Mobilité et dans une logique de simplification lors du remplacement du système billettique du réseau pays d'Aix Mobilité, il est proposé :

A partir du 15 mai 2019 dans le cadre du déploiement de la nouvelle billettique :

- de supprimer le ticket « 40 voyages »
 - de distribuer sur l'ensemble des points de vente d'Aix en Bus des Billets Sans Contact (BSC) en remplacement des tickets unités actuels.
- Ces supports sont réutilisables jusqu'à 30 fois pour recharger des titres à l'unité et permettent ainsi de diminuer l'empreinte environnementale du transport. Ce support présente néanmoins un surcoût de l'ordre de 0,10 à 0,20€ par titre en fonction du volume des commandes qu'il conviendra d'appréhender.

A partir du 1^{er} septembre 2019 :

- de réévaluer le « billet unité réseaux de proximité (Gardanne et Pertuis) », et le ticket « 10 voyages réseau de proximité » respectivement de 0.80€ à 1€ et de 6.50€ à 8€
- de réévaluer le ticket « 2 voyages » de 2.20€ à 2.30€.
- de réévaluer les abonnements « mensuel et annuel » respectivement de 27€ à 28€ et de 260€ à 270€

A partir du 4 novembre 2019 :

- de créer sur le réseau Pays-d'Aix-Mobilité le Porte-Monnaie Transport (PMT) permettant aux usagers de charger une somme d'argent sur sa carte Sans contact qui ensuite sera débitée au prix de 0,90€ par voyage pour les usagers tout publics tarif équivalent à celui de la carte 10 voyages et sur lequel sera appliqué les réductions sociales pour les bénéficiaires de la CMUC.

RESEAU LIBEBUS

L'offre du réseau Libébus va être restructurée pour une mise en service le 8 juillet 2019. Dans ce cadre, deux lignes interurbaines, L52 et L86 anciennement du réseau Cartreize, seront intégrées dans le réseau Libébus sous la dénomination « LeCar » L52 et L86.

Les grilles tarifaires de ces deux lignes sont refondues pour plus de cohérence et de lisibilité.

Tarifs L52 : Lambesc – Pelissanne – La Barben – Salon

La gamme tarifaire « Pays d'Aix Mobilité » s'applique pour les montées/descentes sur le périmètre de la commune de Lambesc.

La gamme tarifaire « Libebus » s'applique pour les voyages effectués entre les communes de Pelissanne, La Barben et Salon.

Pour le passage de la zone « Pays d'Aix Mobilité » à la zone « Libebus » :

- l'ancien tarif « Cartreize » à 2,50€ est inchangé à 2,50€,
- l'ancien carnet de 6 voyages à 10,50€ est remplacé par un carnet 10 voyages à 20€
- l'ancien abonnement 30jours+ (combiné ligne 52 + réseau Libebus) à 45,20€ passe à 47€
- l'ancien abonnement 30jours (L52 seule) à 29,20€ passe à 32€

Tarifs L86 : La Roque d'Anthéron – Charleval – Mallemort – Lamanon - Salon

La gamme tarifaire « Pays d'Aix Mobilité » s'applique pour les montées/descentes sur le périmètre de la commune de La Roque d'Anthéron.

La gamme tarifaire « Libebus » s'applique pour les voyages effectués entre les communes de Charleval, Mallemort, Lamanon, Salon.

Pour le passage de la zone « Pays d'Aix Mobilité » à la zone « Libebus » :

- l'ancien tarif « Cartreize » à 2,50€ est inchangé à 2,50€,

- l'ancien carnet de 6 voyages à 10,50€ est remplacé par un carnet 10 voyages à 20€
- l'ancien abonnement 30jours+ (combiné ligne 86 + réseau Libebus) à 45,20€ passe à 47€
- l'ancien abonnement 30jours (L86 seule) à 29,20€ passe à 32€

A compter du 8 juillet 2019 :

- il est créé sur le réseau Libebus le Porte-Monnaie Transport (PMT) permettant aux usagers de charger une somme d'argent sur sa carte Sans contact qui ensuite sera débitée au prix de 0,70€ par voyage pour les usagers tout publics tarif équivalent à celui de la carte 10 voyages et sur lequel sera appliqué les réductions sociales pour les seniors et bénéficiaires de la CMUC prévues dans la gamme tarifaire en vigueur.

- il est distribué sur l'ensemble des points de vente d'Aix en Bus des Billets Sans Contact (BSC) en remplacement des tickets unités actuels.

Ces supports sont réutilisables jusqu'à 30 fois pour recharger des titres à l'unité et permettent ainsi de diminuer l'empreinte environnementale du transport.

Ce support présente néanmoins un surcoût de l'ordre de 0,10 à 0,20€ par titre en fonction du volume des commandes qu'il conviendra d'appréhender.

NAVETTE AEROPORT ET RESEAU INTERURBAIN

Il est proposé pour les liaisons depuis Marseille et Aix-en-Provence vers l'Aéroport Marseille-Provence, d'accompagner la montée en puissance de l'offre (+20% de service sur L91 - St Charles / Aéroport MP, courant 2019), en actualisant ces tarifs au 1^{er} juillet 2019.

- Pour Marseille / Aéroport (L91 et L37), ces tarifs passent de 8,30€ à 10,00€ l'aller et de 13,40€ à 16,00€ TTC l'aller/retour.
Les autres tarifs sont simplifiés et mis en cohérence avec le titre unité.
- Pour la liaison Aix-en-Provence / Gare TGV / Aéroport, le billet unité passe de 8,60€ à 10,00€ TTC.
Les autres tarifs sont simplifiés et mis en cohérence avec le titre unité.

Ainsi les mesures appliquées aux navettes aéroports et au réseau interurbain permettront une augmentation des recettes de l'ordre de 3M€ en année pleine pour la Métropole.

Par ailleurs, les lignes interurbaines Cartreize / Le Car desservant l'Aéroport Marseille-Provence opèrent en « cabotage » également sur des communes du réseau urbain des Bus de l'Etang (Gignac, Marignane, Rognac, St Victoret, Vitrolles) ; dans ce cas, la tarification applicable pour le billet unité pour les montées/descentes sur ces communes est de 1,20€.

Concernant l'ensemble du réseau interurbain « Le Car » (ancien réseau Cartreize), pour favoriser la fidélisation des voyageurs et par mesure de

simplification des modalités de vente afin de ne pas freiner la vitesse commerciale des lignes, à compter du 1^{er} juillet 2019, seuls le ticket plein tarif unitaire, le ticket aller/retour et le pass journée étudiants pour les lignes concernées seront vendus à bord des autocars.

L'ensemble des évolutions inscrites dans ce rapport anticipent une réforme plus ambitieuse de la tarification, conforme aux objectifs définis en introduction et dont les bases seront mises en perspectives dans le Plan de Déplacement Urbain qui sera soumis prochainement aux élus.

Pour l'ensemble de ces raisons, il convient d'approuver les présentes gammes tarifaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille-Provence
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés ;
- La délibération DTUP 001-2440/10/CC du 10 décembre 2010 relative à l'approbation du contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé la création d'un Pass intégral étudiant et plus de 65 ans ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé la diffusion progressive des tickets sans contact ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de simplifier la gamme tarifaire d'Aix en Bus et de Pas d'Aix Mobilité ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'accélérer la convergence des tarifs scolaires sur le Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de mieux intégrer les tarifs de la navette du Frioul destinés aux résidents principaux dans la gamme RTM ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'appliquer une hausse de 2% sur les tarifs des abonnements grand public pour tous et leurs déclinaisons du réseau RTM ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'harmoniser les tarifs des navettes aéroports.

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les modifications de tarifs de la gamme métropolitaine des transports en commun annexés à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-5726/19/CM

■ Approbation des principes de la politique tarifaire applicable au sein des parkings métropolitains situés à Marseille MET 19/9631/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions combinées des lois n°2004-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n°2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la république, la métropole Aix-Marseille-Provence exerce pleinement la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1^{er} janvier 2018.

Cette compétence permet d'accompagner d'autres politiques aux enjeux majeurs en termes de développement durable, à savoir :

- Le développement des transports en commun, des modes de déplacements alternatifs (auto-partage, co-voiturage, véhicules électriques [VL ; Scooters ;

trotinettes...]), des modes doux (pistes piétonnes et cyclables) pour réduire progressivement, de manière sensible et durable, l'usage des véhicules thermiques ;

- L'amélioration de la qualité de l'air : la Métropole Aix-Marseille-Provence fait partie des quinze territoires qui, au plan national, se sont engagés à créer ou renforcer des « Zones à faibles émissions » (ZFE) de gaz à effet de serre ;
- Les actions engagées et volontaristes concernant la politique de l'habitat ;
- L'amélioration de la qualité de vie en zones urbaines denses, par apaisement des trafics, requalification et piétonisations d'espaces en vue de soutenir le renouvellement de l'attractivité conviviale, culturelle et commerciale des centres villes.

Les opérations de requalification -d'ores et déjà activement engagées à Marseille- et la mise en œuvre de la réforme du stationnement sur voirie, représentent une opportunité pour conduire une réflexion globale sur la politique tarifaire des parcs de stationnement.

Une démarche identique pourra être conduite sur l'ensemble du territoire métropolitain à l'occasion des renouvellements de contrats qui arriveraient également à échéance à court terme.

Pour les contrats dont l'échéance est à moyen ou long termes, des négociations devront être conduites, avec les différents opérateurs concernés, pour arriver à une harmonisation progressive du dispositif métropolitain, les modifications à apporter ayant une incidence sur l'équilibre économique des contrats.

Au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Marseille, disposant de nombreux parcs de stationnement, dont les contrats de Délégation de Service Public arrivent à échéance à court terme, alors que, dans le même temps, est engagée une requalification de ses principaux axes et de son Centre-Ville, va pouvoir, de ce fait, mener de manière concomitante une démarche d'harmonisation tarifaire au sein desdits parkings.

En effet, les parkings présentent une forte disparité tarifaire qu'il y a lieu de résorber. En outre, ces tarifs ne répondent que partiellement aux nouveaux besoins des usagers, notamment les résidents qui verront se réduire les places de stationnement en surface à l'occasion des opérations de requalifications envisagées.

En outre, la mise en œuvre de la réforme de décentralisation, dépenalisation du stationnement payant sur voirie, représente l'opportunité de travailler sur une harmonisation tarifaire voirie/ouvrage : le stationnement sur voirie doit être réservé à la courte durée.

C'est dans ce contexte, qu'il est proposé de conduire une démarche d'harmonisation tarifaire au sein des parkings métropolitains, sur Marseille dans un premier temps.

L'harmonisation à Marseille dans le cadre de l'opération de requalification du Centre-Ville.

1 : La tarification des parkings du Centre-Ville de Marseille, concernés par un renouvellement proche de contrat de DSP :

Elle doit poursuivre une logique zonale en considérant la situation géographique de ces derniers, leur typologie et surtout, leur potentiel clientèle.

Dans ce cadre et en considérant l'offre actuelle, trois zones sont définies (Cf. Annexe 1) :

- **La zone « quartier d'affaires »** qui comprend les parkings métropolitains Vieux-Port-Mucem, Arvieux et Espèceux ;

La première ½ heure est gratuite.

Le tarif **moyen** horaire passe de 2.73 € à : 2.70 €

Le tarif journée passe de 35.60 € à : 35.00 €

Le tarif nuit de 10.10 € devient **tarif « noctambule »** à : 5.00 €

L'abonnement annuel « résident » à 99 €/mois : **est scindé 3 types d'abonnements : Résident 1 : nuits + WE** : 365 €/an soit 30.42 €/mois ou **1 €/jour**

Résident 2 : 24h/24 : 700 €/an soit 58.34 €/mois

Résident 3 : 2 et 3 roues 24h/24 : 365€/an soit 30.42€/mois ou **1 €/jour**

La zone « Hyper-centre », qui comprend notamment les parkings métropolitains Jean Jaurès, Gambetta, Cours Julien, Félix Barret, Préfecture, Castellane, Monthyon, De Gaulle, Estienne d'Orves, Corderie, République, Phocéens, Vieux-Port, Hôtel de Ville ; **TTC**

La première ½ heure est gratuite.

Le tarif **moyen** horaire passe de 2.69 € à : 2.40 €

Le tarif journée passe de 21.75 € à : 15.50 €

Le tarif nuit de 7.12 € devient **tarif « noctambule »** à : 5.00 €.

- **L'abonnement annuel « résident »** à 87.48 €/mois : **est scindé 3 types d'abonnements :**

Résident 1 : nuits + WE : 365 €/an soit 30.42 €/mois ou **1 €/jour**

Résident 2 : 24h/24 : 700 €/an soit 58.34 €/mois

Résident 3 : 2 et 3 roues 24h/24 : 365€/an soit 30.42€/mois ou **1 €/jour**

- **La zone « 1^{ère} couronne »**, qui comprend les parkings métropolitains, Blancarde, Vallier et Timone. **TTC**

La première ½ heure est gratuite.

Le tarif **moyen** horaire passe de 2.03 € à : 1.70 €

Le tarif journée passe de 15.37 € à : 12.00 €

Le tarif nuit (inexistant) devient « **tarif noctambule** » à : 5.00 €

L'abonnement annuel « résident » à 92.08 €/mois : **est scindé 3 types d'abonnements :**

Résident 1 : nuits + WE : 365 €/an soit 30.42 €/mois ou **1 €/jour**

Résident 2 : 24h/24 : 700 €/an soit 58.34 €/mois

Résident 3 : 2 et 3 roues 24h/24 : 365€/an soit 30.42€/mois ou **1 €/jour**

En effet, les parcs situés au sein du quartier d'affaires notamment dans le secteur d'Euroméditerranée bénéficiant d'une offre de transport importante, présenteront des tarifs plus élevés que les parcs situés en hyper centre-ville et en première couronne. Ceci répond à l'objectif de limitation de l'usage de la voiture particulière notamment pour les trajets domicile-travail pour lesquels l'usage des transports en commun et des parkings relais doit être encouragé.

Il est souhaitable par ailleurs, que l'ensemble des parkings situés dans une même zone proposent des tarifs similaires. Ce principe s'appliquera plus particulièrement en hyper centre-ville, présentant une offre de stationnement abondante. Il sera introduit par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'occasion de tous les renouvellements de contrats de délégation de service public.

2 : La définition du bénéficiaire « Résident » et l'évolution des tarifs « Résident » :

Peuvent bénéficier de l'un des tarifs « Résident » les personnes ayant leur résidence principale dans un périmètre de 500m autour du parking (600m pour le parking Vieux-Port MUCÉM, compte tenu de sa situation en bord de mer).

Ces tarifs seront attribuables dans la limite :

- d'un abonnement par foyer et ne peuvent concerner qu'un seul parking pour ce même foyer (en cas de superposition des périmètres éligibles de plusieurs parkings) et au vu des pièces justificatives applicables à l'ensemble des parkings à savoir : taxe d'habitation principale (si la personne réside depuis plus d'un an) ou bail (si la personne réside depuis moins d'un an) ou l'acte notarié pour les propriétaires depuis moins d'un an ; facture d'électricité ; carte grise du véhicule. Tous les documents devront être libellés au même nom et à la même adresse sur le périmètre éligible.
- du quota d'abonnements « résidents » défini pour chaque parking au regard de la suppression de places de stationnement sur voirie liée aux opérations de requalification en cours et envisagées d'une part et des

fréquentations « abonnés » actuelles au sein de chaque parc.

Au moment de la mise en place effective au sein d'un parking de ces tarifs « Résidents » (à l'occasion d'un renouvellement de contrat ou à l'issue de négociations avec l'opérateur) leur évolution sera figée sur les premières années contractuelles et n'évoluera que faiblement au cours du contrat global (2% maximum).

3 : Les nouvelles mesures de stationnement adaptées au renforcement de l'attractivité du Centre-Ville :

1-3-1 : La première ½ heure de stationnement gratuite.

1-3-2 : L'homogénéisation des tarifs horaires :

Elle sera adaptée au fil des renouvellements de contrats.

1-3-3 : Les abonnements « Résident » :

C'est pour pallier la suppression de places de stationnement sur voirie, que la Métropole crée trois types d'abonnements « Résident » évoqués ci-dessus qui pourraient être, progressivement, mis en place au sein de tous les parkings qu'elle gère.

1-3-4 : La création d'un tarif « Noctambule » :

Il s'agit de créer une offre de stationnement de nuit attractive et tous publics, pour inciter à la participation aux activités de la cité, qu'elles soient culturelles (cinéma ; théâtre ; opéra ; spectacles vivants ; concerts) ou conviviales (restaurants, bars, discothèques...).

Ce tarif sera de 5 € TTC, maximum par nuit (de 20h00 à 8h00).

Il accompagnera le développement de l'activité et/ou de l'usage de l'ensemble des générateurs.

1-3-5 : L'accompagnement à la fréquentation des commerces du Centre-Ville

Afin d'améliorer l'attractivité du Centre-Ville, une baisse des tarifs horaires et journée dans les parcs de stationnement dont les contrats de DSP seront renouvelés est prévue.

Par ailleurs, il est envisagé de développer une offre de fidélité permettant aux commerçants d'offrir des heures de stationnement au sein des parkings. Ceci nécessitera le développement d'un dispositif spécifique en lien avec les opérateurs de stationnement et associations ou organisations représentatives des commerçants.

1-3-6 : L'accompagnement de l'offre auto partage :

Afin de promouvoir l'offre auto partage, par des opérateurs labellisés, la Métropole prévoit un abonnement présentant un abattement de 30 % sur l'abonnement standard qui contribuera à la démotorisation des ménages.

4 : La tarification des parkings du Centre-Ville de Marseille, concernés par un renouvellement à moyen ou long terme de contrat de DSP :

L'ensemble des dispositions évoquées ci-dessus pourront être mises en œuvre, progressivement et après négociations avec les opérateurs, pour les contrats de délégation de service publics de stationnement, dont les renouvellements sont à moyen ou long terme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1^{er} janvier 2018 ;
- Que les grilles tarifaires des parkings publics métropolitains sis à Marseille ne présentent aucune logique zonale ;
- Qu'il convient de procéder à l'harmonisation tarifaire des parcs de stationnement métropolitains situés à Marseille selon trois zones ;
- Qu'il convient d'introduire des tarifs au profit des résidents assortis d'un quota au sein de chaque parking public tant pour les voitures que pour les deux roues motorisées ;
- Qu'il convient de définir une tarification de nuit attractive pour accompagner les générateurs de la vie nocturne ;

- Qu'il convient d'accompagner les commerces du Centre-ville en développant une offre de fidélité ;
- Qu'il convient de favoriser l'auto partage au sein des parkings publics afin d'encourager la démotorisation des ménages.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les nouveaux principes de la politique tarifaire applicable au sein des parkings métropolitains situés à Marseille et décrits en annexe de la présente délibération.

Article 2 :

L'intégration des principes de cette politique tarifaire au sein des contrats en cours, nécessitera la conduite de négociations avec les concessionnaires de service public pour tendre progressivement à une harmonisation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-5727/19/CM

■ Information sur le recours à la création et à la prise de participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au capital d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif ayant pour objet de favoriser le développement des véhicules électriques en autopartage MET 19/9956/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'agenda de la Mobilité métropolitaine voté le 15 décembre 2016, la Métropole affirme vouloir accompagner le développement de l'autopartage sur son territoire.

En effet la promotion des usages partagés de la voiture est désormais une priorité au regard des impacts environnementaux, sanitaires et fonctionnels de l'autosolisme. Il s'agit de réduire le nombre de véhicules sur les routes et sur les espaces publics de stationnement, mais également de mailler progressivement les principaux centres villes et pôles d'échanges multimodaux du territoire.

A cet effet, la Métropole a mené depuis plusieurs mois une étude préalable visant à déterminer les modalités dans lesquelles elle pourrait contribuer activement au développement de l'autopartage sur son territoire (I.).

Elle envisage aujourd'hui de constituer une société coopérative d'intérêt collectif, lui permettant de s'associer avec un opérateur présent sur le marché pour développer l'offre existante, dans l'objectif de

resserrer le maillage du territoire, au bénéfice, notamment, des premiers et derniers kilomètres. Il s'agit d'offrir aux habitants de la Métropole un meilleur accès aux transports, dans une logique de lutte contre l'exclusion sociale d'une part et de préservation de l'environnement d'autre part (II.).

La Métropole a d'ores et déjà identifié un partenaire potentiel, opérateur existant dans le secteur de l'autopartage et dont les connaissances sectorielles ainsi que les capacités et moyens à disposition conduisent la Métropole à envisager une association dans le cadre de ce projet ambitieux (III.).

Enfin la Métropole a mené une étude financière de ce projet de création d'une SCIC avec ce partenaire. (IV)

I - Le résultat de l'analyse juridique menée par la Métropole

Menée par le cabinet PARME Avocats, l'analyse juridique a confirmé que le cadre législatif et réglementaire permet à la Métropole d'entrer au capital d'une SCIC qui exploiterait un service de location de véhicules électriques en autopartage avec une tarification sociale. De même, il ressort de l'analyse du cadre législatif et réglementaire qu'aucun texte ni principe n'impose à la Métropole de sélectionner la société TOTEM Mobi à l'issue d'une procédure de mise en concurrence.

II – Caractéristiques de la Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC)

« Les Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC) sont des sociétés anonymes (SA), des sociétés par actions simplifiées (SAS) ou des sociétés à responsabilité limitée (SARL) à capital variable régies par le code du commerce. Elles ont pour objectif la production ou la fourniture de biens et de services d'intérêt collectif, qui présentent un caractère d'utilité sociale. »

Loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001, titre II ter de la loi 47-1775 du 10 septembre 1947

Forme de société récente, la SCIC se caractérise par :

- L'égalité d'ambition entre la qualité d'un service économique et des objectifs d'intérêt collectif,
- Le multi-sociétariat : la SCIC permet d'associer autour d'un même projet des acteurs multiples dont des collectivités publiques,
- Son mode d'organisation de coopérative qui repose sur des principes de solidarité et de démocratie, et sur le principe 1 associé = 1 voix, avec la possibilité de pondération des voix selon les collèges.

Pour se constituer une SCIC doit obligatoirement associer :

- des salariés, ou à défaut les opérateurs de service de la coopérative,
- des bénéficiaires de bien ou des services,
- une troisième catégorie d'actionnaires pouvant comprendre toute autre personne physique ou morale (*collectivité, entreprise privée, financeurs, association, ...*).

Selon la loi sur l'Economie Sociale et Solidaire, votée le 31 juillet 2014, les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics territoriaux peuvent devenir associés d'un SCIC et détenir jusqu'à 50 % du capital (contre 20% précédemment).

III – Présentation d'un partenaire potentiel : la start-up Totem Mobi

TOTEM Mobi, start up marseillaise, propose un concept de location courte durée et à faible coût de petits véhicules électriques (Renault Twizy). Le démarrage prometteur de ce service et sa complémentarité avec l'offre publique de transport donnent un réel intérêt, qui permettrait d'en faire un élément important d'un système de mobilité métropolitain et une alternative intéressante à la voiture individuelle dans de nombreux cas.

TOTEM a fait « la preuve du concept » d'un autopartage électrique économique et performant. La croissance du nombre de Marseillais inscrits comme conducteurs atteste du service rendu puisque TOTEM avait 800 inscrits en février 2018 et a atteint plus 7500 conducteurs à fin décembre 2018.

La société TOTEM Mobi propose un service de location en libre-service de Renault Twizy disponible, soit en cœur de centre-ville avec un stationnement libre, soit sur des places fixes se situant à proximité des terminus de transports en commun, sur les campus, hôpitaux, entreprises ou zones d'activités de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les véhicules Twizy sont des véhicules électriques de deux places adaptés à la ville avec une taille proche des gros scooters qui facilite le stationnement. Le modèle économique de TOTEM repose sur des véhicules et des infrastructures de recharge peu chers, et sur une collaboration active avec les membres de la « tribu TOTEM » :

1. Les conducteurs participent au bon niveau de charge des véhicules et reçoivent des bonus (unités de mobilité)

2. Les commerçants et entreprises participent au maillage des infrastructures de recharge en installant des bornes TOTEM sur leur parking privé

ouvert au public (IPC, Kedge, Films du soleil, restaurants). En échange TOTEM habille des véhicules avec leur logo

3. Les annonceurs de Marseille affichent leur publicité sur les Twizy et sur l'application TOTEM.mobi (media cross-canal) ;

Ce modèle économique permet à TOTEM de proposer un service à un prix compétitif à partir de 1 euros le ¼ d'heure. Les conducteurs peuvent payer à la location ou acheter des packs, les tarifs sont dégressifs pour les locations de plus d'une heure.

La société TOTEM Mobi est le concepteur et le propriétaire du système TOTEM CAR SHARING (TCS). TCS est un système d'information complet associant le smartphone des conducteurs avec les ordinateurs de bord appelés DATAMOBILE que TOTEM place dans chaque véhicule. Cette solution complète et sur mesure offre une grande souplesse, idéale pour l'autopartage de véhicules en stationnement libre (freefloating) et multizones. TCS équipe et équipera aussi bien des service d'autopartage situés dans des agglomérations (Montpellier Métropole, Grand Avignon ...) que des flottes privées de grands sites (CEA de Grenoble).

Fin 2018 et après 30 mois d'expérimentation à Marseille, TOTEM a déployé 160 véhicules électriques sur Marseille, abonné plus de 7500 utilisateurs et effectue +/- 10000 locations/mois. La moyenne des locations est de 26 minutes pour 5 km et 4,20 euros TTC. 34% des conducteurs ont diminué leur fréquence d'utilisation de la voiture, 20% ont vu une amélioration de leur pouvoir d'achat ou ont pu conserver ou retrouver un emploi grâce à TOTEM. Près de 50% des conducteurs inscrits utilisent TOTEM au minimum 2 fois par semaine pour un budget mensuel de moins de 40 euros.

A ce jour TOTEM a créé 12 emplois à Marseille et la progression de son activité opérationnelle sur le territoire et dans les autres villes.

Dans le cadre de sa politique de développement de son activité, la société TOTEM Mobi a approché la Métropole pour lui proposer la réalisation d'un projet commun d'autopartage.

La Métropole envisage donc d'engager des discussions avec cet opérateur potentiel, de manière à concrétiser ce projet ambitieux pour le territoire.

IV- L'analyse financière du projet de création de la SCIC avec TOTEM Mobi

Afin de mener à bien ce projet, la Métropole a lancé une étude pour accompagner les services de la Métropole et apporter une expertise financière.

Menée par le cabinet MAZARS, cette analyse a porté sur le business plan, le besoin de financement et

l'intervention de la Métropole à l'appui de l'étude de l'historique de la société TOTEM Mobi et de la proposition de valeur de la société.

Il ressort des conclusions de cette étude que le marché de l'autopartage présente une forte concurrence sur le secteur et de même avec les autres acteurs de la mobilité. En revanche, les infrastructures légères proposées par TOTEM Mobi permettent un déploiement flexible et des coûts faibles. Le système d'information performant représente la force de l'offre de cette start up. Par ailleurs, on peut noter de réelles opportunités due au secteur qui est en forte croissance. Le service proposé représente un intérêt certain des utilisateurs pour les véhicules électriques.

Au vu des résultats des études, la Métropole Aix-Marseille-Provence va donc engager des discussions avec la Société TOTEM Mobi pour préparer notamment,

- ✓ 1. les projets de statuts de la société
- ✓ 2. le pacte d'actionnaires
- ✓ 3. identifier le ou les représentants de la Métropole au sein des organes décisionnels de la SCIC.

En tout état de cause, pour la mise en place de ce projet, le Conseil de la Métropole devra être appelé à délibérer ultérieurement au titre de ses compétences en matière de développement économique et de mobilité pour approuver la création de la SCIC (statuts et pacte d'actionnaires, plan d'affaires souscription d'actions, désignation des représentants de la métropole au sein des organes de la SCIC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'article 36 de la loi n°2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses mesures d'ordre social, éducatif et culturel, insérant un TITRE II ter et un article 28 bis à la loi n°47-1775 du

10 septembre 1947 portant statut de la coopération ;

- Le décret n°2002-241 du 20 février 2002 relatif à la société coopérative d'intérêt collectif ;
- Les articles 33 et 34 de la LOI n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire
- Le décret n° 2015-1381 du 29 octobre 2015 relatif aux éléments d'informations sur l'évolution du projet coopératif d'une société coopérative d'intérêt collectif à inscrire dans le rapport de gestion ou le rapport du conseil d'administration ou du directoire ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La compétence de la Métropole en matière de développement économique, d'aménagement urbain et de mobilité ;
- L'intérêt collectif et l'utilité sociale pour le territoire du déploiement d'un service d'autopartage, en complément de l'offre de transports publics ;
- Les études préalables menées par la Métropole et leurs conclusions tenant à l'opportunité de la constitution d'une société commerciale permettant le développement d'une offre compétitive ;
- Les échanges intervenus avec la société TOTEM Mobi ;

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le principe du développement d'une offre d'autopartage sur son territoire, en complément de l'offre de transports publics, dans le cadre d'une future société à constituer sous la forme d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) dont elle serait co-actionnaire.

Article 2 :

Le Conseil de la Métropole autorise Madame la Présidente à engager et faire engager toutes les

discussions utiles avec l'opérateur potentiel TOTEM Mobi, notamment en vue de la création de la SCIC et de la rédaction de ses statuts, et à prendre toute décision nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-5728/19/CM

■ Modification de l'inscription budgétaire de l'opération d'investissement pour l'étude prospective ferroviaire dans le cadre du CPER 2015-2020 MET 19/10476/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé lors de son Conseil Métropolitain du 17 octobre 2016, une convention spécifique d'application dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2015-2020.

L'agenda de la mobilité métropolitaine et le futur Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en compatibilité avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET), ont pour enjeu majeur la réponse aux besoins de mobilité des métropolitains, aussi bien dans leurs déplacements quotidiens que dans la grande accessibilité.

C'est pourquoi, le volet ferroviaire de la convention spécifique d'application du CPER 2015-2020 prévoit une étude prospective ferroviaire visant à définir le réseau ferroviaire structurant de la métropole Aix-Marseille-Provence en lien avec les autres modes de transport. Cette étude devrait notamment permettre de hiérarchiser les investissements à réaliser sur les lignes du périmètre métropolitain, en cohérence avec l'Agenda de la mobilité métropolitaine et le Plan de Déplacements Urbains.

La maîtrise d'ouvrage sera portée par la Métropole et la Région. L'étude est également cofinancée par l'Etat et le Département.

Le montant de l'étude est estimé à 2Meuros. La participation de la Métropole s'élève à 500 000euros.

Par délibération n° TRA 020-5110/18/CM du Conseil du 13 décembre 2018, la Métropole a approuvé la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2019002500 « Etudes prospectives ferroviaire », d'un montant de 500 000 euros. Cette opération a été inscrite au Budget Principal Métropolitain dans l'autorisation de programme 190073BP Code Programme 07 Transports Urbains Exploitation.

Or, la maîtrise d'ouvrage étant assurée pour partie par la Métropole, il y a lieu d'imputer l'opération sur le budget annexe Transports.

Le présent rapport a pour objet unique de modifier l'imputation budgétaire de l'opération d'investissement n° 2019002500 « Etudes prospectives ferroviaire », sans modification de son montant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° TRA 020-5110/18/CM du 13 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement pour la réalisation d'une étude prospective ferroviaire, inscrite dans la convention spécifique d'application avec la Métropole Aix-Marseille-Provence du CPER 2015-2020 ;
- Qu'il y a lieu de corriger l'affectation budgétaire de l'opération qui relève du périmètre du budget annexe Transports.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification de l'opération d'investissement n° 2019002500 « CPER 2025-2020 Etude prospective ferroviaire » pour un montant de 500 000 euros HT rattachée au programme 07 transports urbains exploitation code AP 190073BP du budget annexe Transports.

Article 2 :

Les crédits nécessaires à l'opération CPER 2025-2020 Etude prospective ferroviaire sont inscrits au budget annexe Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence -Sous politique : A420 - Chapitre : 20 - Nature : 2031

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiements s'établit comme suit :

CP 2019 : 50 000 euros
CP 2020 : 200 000 euros
CP sur exercices suivants : 250 000 euros

Article 3 :

Les recettes seront constatées à l'opération CPER 2015-2020 Etude prospective ferroviaire du budget annexe Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence nature 1311 – 1312 – 1313 – 1317 – Sous politique : A420.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-5729/19/CM

■ **Modification de l'inscription budgétaire de l'opération d'investissement pour les travaux d'urgence de la voie ferroviaire de la Côte Bleue dans le cadre du CPER 2015-2020**
MET 19/10477/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, lors de son Conseil Métropolitain du 17 octobre 2016, une convention spécifique d'application dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2015-2020.

La ligne ferroviaire de la Côte bleue, de l'Estaque à Miramas, via Martigues-Port de Bouc, est fortement dégradée. Pour des raisons de sécurité, les circulations sur cette ligne se voient imposer des ralentissements importants qui pénalisent la circulation des trains et par conséquent la fréquentation des voyageurs. C'est pourquoi, le volet ferroviaire de la convention spécifique d'application du CPER 2015-2020 comprend une opération de travaux d'urgence liés à la modernisation et l'amélioration de la ligne ferroviaire Côte Bleue.

Le montant total des études et travaux est estimé à 40 million d'euros. La participation de la Métropole s'élève à 2 millions d'euros.

Par délibération n° TRA 019-5109/18/CM du Conseil du 13 décembre 2018, la Métropole a approuvé la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2019002600 « Travaux urgence voie ferroviaire Côte Bleue », d'un montant de 2 000 000 d'euros, inscrite au Budget Principal Métropolitain

dans l'autorisation de programme 191073BP Code Programme 073 Transports urbains.

Les dépenses engagées par la Métropole au titre de cette opération relèvent de participations financières au titre de la compétence transports d'un autre maître d'ouvrage sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence.

En conséquence, il y a lieu d'imputer l'opération sur l'Etat Spécial du Territoire du CT1.

Le présent rapport a pour objet unique de modifier l'imputation budgétaire de l'opération d'investissement n° 2019002600 « Travaux urgence voie ferroviaire Côte Bleue », sans modification de son montant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° TRA 019-5109/18/CM du 13 décembre 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire Marseille Provence du 26 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement pour les travaux d'urgence de la ligne Ferroviaire de la Côte Bleue, inscrits dans la convention spécifique d'application avec la Métropole Aix-Marseille-Provence du CPER 2015-2020 ;
- Qu'il y a lieu de corriger l'affectation budgétaire de l'opération qui relève du budget affecté à l'Etat Spécial du Territoire du CT1.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification de l'opération d'investissement n° 2019002600 CPER 2025-2020 Travaux d'urgence Côte Bleue pour un montant de 2 000 000 d'euros HT rattachée au programme 073 transports urbains code AP 191073BP de l'Etat Spécial du Territoire CT1.

Article 2 :

Les crédits nécessaires à l'opération CPER 2025-2020 Travaux d'urgence Côte Bleue sont inscrits au budget affecté à l'Etat Spécial du Territoire du CT1 - Sous politique : A420 - Chapitre 20 – 204 - Nature : 2031 – 20411 - 20412 – 20413 – 20417.
L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiements de l'opération s'établit comme suit :

CP 2019 : 150 000 euros
CP 2020 : 200 000 euros
CP sur exercices suivants : 1 650 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-5730/19/CM

■ Approbation de l'avenant n°4 au contrat de concession n°09/149 relatif au parc de stationnement du Vieux-Port - MUCEM à Marseille (2ème arrondissement) MET 19/10277/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'exercice des compétences liées à la réalisation et à la gestion des parcs de stationnement, sur l'ensemble de son territoire, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé par délibération TRA 1/683/CC du 29 juin 2007, le principe d'une délégation de service sous la forme d'une concession, en vue de la réalisation et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain situé sous l'Esplanade du J4 situé à Marseille (2ème arrondissement).

La création de cet équipement a été décidée par l'autorité délégante pour répondre aux besoins en stationnement engendrés par la réalisation d'un ensemble d'équipements majeurs à vocation culturelle ou de loisirs que sont le Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MUCEM), le Centre Régional de la Méditerranée (CRM) dénommé aujourd'hui Villa Méditerranée et propriété de la Région.

Aux termes de la procédure de consultation, le Conseil de la Communauté urbaine a approuvé par délibération DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre

2009, le choix de la Société Vinci Park France en tant que concessionnaire, pour la construction et l'exploitation de ce parc de stationnement.

La convention de concession a été notifiée le 5 novembre 2009 sous le N°09-149. La capacité de cet ouvrage souterrain est de 700 places réparties sur 4 niveaux en sous-sol.

Le parc de stationnement Vieux-Port Fort Saint-Jean a été mis en service le 15 octobre 2012.

L'ouverture au public du MUCEM est intervenue le 7 juin 2013 et celle de la Villa Méditerranée, le 15 mars 2013.

Dans ce cadre contractuel, le parc de stationnement devenu «Vieux-Port - MUCEM» en lieu et place du «parking J4», était géré par VINCI Park France, devenue société Indigo Infra France en 2015. La présente délégation de service public s'achèvera le 4 novembre 2049.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, en application des transferts de compétences, le 1er janvier 2016, date de sa création et de la dissolution, à la même date, de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. La Métropole est ainsi devenue l'autorité délégante au titre de la convention de concession précitée.

Par délibération DTUP 009-786/12/CC du 14 décembre 2012, a été approuvé l'avenant n°1 au contrat de concession n°09/149 intégrant notamment de nouvelles dispositions constructives et modifiant le montant de subvention d'investissement à verser par le délégataire.

Par délibération DTM 013-1156/15/CC du 3 juillet 2015, a été approuvé l'avenant n°2 au contrat de concession permettant à l'autorité délégante de faire adopter au motif d'intérêt général, les nouvelles grilles des parcs de stationnement délégués, en procédant à la traduction au quart d'heure, des grilles tarifaires en vigueur au 1er juillet 2015.

L'autorité délégante a réalisé par ailleurs, en maîtrise d'ouvrage directe, l'ouvrage d'intercommunication du 1er niveau du parc de stationnement avec les sous-sols des équipements culturels susvisés, dénommé le «rameau de liaison», destiné à permettre notamment, la livraison des pièces et œuvres desdits équipements. Cette liaison souterraine a pour finalité une meilleure intégration dans ce site prestigieux des usages relatifs aux besoins de livraison du MUCEM et de la Villa Méditerranée.

Compte tenu de l'absence d'autonomie fonctionnelle des ouvrages, l'autorité délégante a constaté la nécessité d'intégrer l'ouvrage du «rameau de liaison» dans le périmètre concédé à Indigo Infra France et par

voie de conséquence, de confier au concessionnaire la gestion de ce rameau.

C'est ainsi que par délibération TRA 020-3258/17/CM du 14 décembre 2017, a été approuvé l'avenant n° 3 à la convention de concession n° 09-149.

La Métropole a par ailleurs délibéré le 28 février 2019 sur les orientations stratégiques en faveur de la logistique et du transport de marchandises en ville en vue notamment :

- d'accompagner le projet de piétonisation et de revitalisation du centre-ville de Marseille,
- de diminuer le trafic des véhicules polluants pour limiter les émissions de gaz à effet de serre en zone urbaine,
- de soutenir l'activité des commerces qui y sont implantés en favorisant l'émergence d'espaces logistiques de différentes tailles par la mise à disposition, en centre-ville, de foncier accessible à des coûts abordables aux opérateurs de logistique urbaine et par l'accompagnement de projets de ce type émanant d'initiatives privées visant à l'optimisation et à la rationalisation du nombre de kilomètres routiers parcourus et de l'occupation de l'espace public par les véhicules de livraisons. Le principe de fonctionnement est une dépose de la marchandise en heures creuses par de gros véhicules et une distribution terminale avec un chargement et un parcours optimisés, avec des petits véhicules peu émissifs (hybrides, électriques, cargo-cycles).
- Une analyse particulière a été lancée par les services de la métropole sur les parkings pour identifier leurs potentiels d'accueil d'espaces destinés à la logistique en vue de proposer une tarification spécifique pour l'accueil d'activités logistiques mise en œuvre par des opérateurs privés dans les parkings en concession.

Le parking Vieux-Port - MUCEM, situé au J4, peut, de par sa localisation et configuration, accueillir un espace logistique, en expérimentation, à court terme.

Dans ce cadre, il est proposé de fixer un nouveau tarif d'abonnement au sein du parking Vieux-Port MUCEM - dont l'accessibilité aux véhicules de livraison et le positionnement géographique répondent aux besoins des activités de logistique urbaine envisagées, et de définir le cadre dans lequel ces activités pourront être mises en place au sein dudit parc de stationnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 1/683/CC du 29 juin 2007 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le principe d'une délégation de Service Public en concession du parc de stationnement situé sur l'esplanade J4 à Marseille ;
- La délibération DTUP 008-1544/091/CC du 2 octobre 2009 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, approuvant le choix de la société Vinci Park France, pour la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement ;
- La convention de concession n° 09/149, passée entre la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la société Vinci Park France, dans le cadre de la délibération susvisée et notifiée au délégataire le 5 novembre 2009 ;
- La délibération DTUP 009-786/12/CC du 14 décembre 2012 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole portant approbation de l'avenant n° 1 à la convention de concession n° 09/149 ;
- La délibération DTM 013-1156/15/CC du 3 juillet 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole portant approbation de l'avenant n° 2 à la convention de concession n° 09/149 ;
- La délibération TRA 020-3258/17/CM du 14/12/2017 du Conseil de la Métropole portant approbation de l'avenant n° 3 à la convention de concession n° 09-149 ;
- La modification de dénomination de la société Vinci Park France, devenue Indigo Infra France en 2015 ;
- L'avis de la commission de délégation de Service Public du 14 mars 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de préciser le cadre dans lequel ces activités de logistique urbaine pourront être développées au sein du parc de stationnement dans le respect des missions de service public déléguées ;
- Qu'il est nécessaire de prévoir un nouveau tarif d'abonnement permettant de développer les activités de logistique urbaine répondant aux objectifs de la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4 à la convention de concession du parc de stationnement Vieux-Port – MUCEM n° 09-149, ci-annexé, fixant le cadre de l'activité de logistique urbaine susceptible d'être développée au sein du parc de stationnement dans le respect des missions de service public déléguées.

Article 2 :

Est créé un nouveau tarif d'abonnement «logistique urbaine» fixé à 70% du tarif annuel de l'abonnement standard, pour le parc de stationnement Vieux-Port - MUCEM.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 007-5731/19/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la mise en accessibilité de la Station de métro Rond-point du Prado (8ème arrondissement) MET 19/10256/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° TRA 006-857/16/CM du 19 septembre 2016, le Conseil de Métropole a approuvé le schéma directeur d'Accessibilité et son agenda d'accessibilité Programmé des transports en commun (SDAT – Ad'Ap). Le programme budgétaire y est décliné en plusieurs volets dont un pour la mise en accessibilité des stations de métro.

La présente opération consiste à rendre accessible aux personnes à mobilité réduite (PMR), dont les usagers en fauteuil roulant, la station Rond-point du Prado qui permet au métro de desservir les lieux de concentrations populaires comme les foires et le stade

et de desservir aussi les épreuves des jeux olympiques prévues en juillet 2024.

Toute la chaîne de déplacement est concernée depuis les abords de la station jusqu'aux quais à l'exclusion de l'accès aux rames elles-mêmes. Ainsi, tous les espaces ouverts au public devront être accessibles aux PMR et répondre à la réglementation en vigueur.

Cette accessibilité passe par la mise en œuvre d'ascenseurs qui desserviront depuis les accès de surface, le niveau contrôle puis les quais pour les 2 directions possibles.

Les PMR passeront donc obligatoirement par la ligne de péage qui sera réaménagée pour le permettre.

Les types d'ascenseurs privilégiés seront de capacité 8 personnes et 13 personnes.

Enfin, la mise à niveau des équipements et systèmes à destination du public et liés à l'exploitation de la station sont également prévus.

Le coût de l'opération de mise en accessibilité de la station rond-point du Prado est évalué à ce stade à 8 millions d'euros hors taxes.

Il est donc proposé la création d'une opération d'investissement portant sur la mise en accessibilité de la station de métro Rond-point du Prado (Marseille, 8ème arrondissement) pour un montant de 8 millions d'euros hors taxes. Ce montant comprend les diverses études techniques préalables (sondages, reconnaissances, topographie), le diagnostic de l'existant, les études de maîtrise d'œuvre, les frais d'assistance à maîtrise d'ouvrage et d'assistance des bureaux de contrôle ainsi que l'enveloppe des travaux.

L'opération d'investissement 20191003500, « ACCESSIBILITE DE LA STATION METRO PRADO », d'un montant de 8 000 000 euros HT inscrite au budget annexe Transports, enregistrée dans l'autorisation de programme 190130TP du programme 13 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de favoriser l'accès des usagers aux transports en commun comme le prévoit le schéma directeur d'Accessibilité et l'agenda d'accessibilité programmé des transports en commun de la Métropole, il est nécessaire d'assurer la mise en accessibilité de la station de métro rond-point du Prado identifiée comme prioritaire ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 8 millions d'euros hors taxes de l'opération d'investissement portant sur la mise en accessibilité de la station de métro Rond- Point du Prado ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 20191003500, portant sur la mise en accessibilité de la station de métro Rond-point du Prado (Marseille, 8ème arrondissement) pour un montant de 8 millions d'euros hors taxes rattachée au programme n° 13 « Métro et tramway en activité », code AP 190130TP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans les Budgets 2019 et suivants. L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

CP 2019 : 257 000 euros hors taxes
 CP 2020 : 623 000 euros hors taxes
 CP 2021 : 3 850 000 euros hors taxes
 CP 2022 : 2 950 000 euros hors taxes
 CP 2023 : 320 000 euros hors taxes

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 008-5732/19/CM

■ Budget Annexe Transports- Approbation de la révision de l'opération d'investissement relative au Pôle d'Echanges de Sénas et de son affectation MET 19/10537/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant : En vue d'améliorer les conditions de l'intermodalité sur la Gare ferroviaire de Sénas, Agglopolé Provence a conclu en 2015 une mission de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation d'aménagement du pôle d'échanges multimodal à Sénas. Lors de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence cette opération a été transférée au Budget Annexe Transports avec un montant résiduel de 19 950,00 euros HT. Dans la continuité de ces actions, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique de la Mobilité, a décidé de poursuivre ces études et d'engager les travaux correspondants. Aussi, il convient de procéder à la révision de l'autorisation de programme correspondante.

L'opération d'investissement 2016301400, Pôle d'Echanges de Sénas, inscrite au Budget Annexe Transports pour un montant de 19 950,00 euros HT et enregistrée dans l'autorisation de programme 163540TP du programme 54 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 480 050,00 euros H.T.

Cette révision porte le montant de l'opération numéro 2016301400 de 19 950,00 euros HT à 500 000,00 euros H.T.

Il convient de noter que ce projet est conventionné avec la Région au titre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial (CRET) pour un montant subventionnable de 100 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La délibération de création de l'opération du 18 mai 2015 par la Communauté d'Agglomération de l'Agglopolé ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 500 000 euros H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 500 000 euros H.T. de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement numéro 2016301400 « Pôle d'Echanges de Sénas » pour un montant 500 000 euros H.T. rattachée au programme 54 Pôle d'échange multimodal Code AP 163540TP.

Article 2 :

Les recettes d'investissement seront inscrites au Budget Annexe Transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement, sous-politique C240, Nature1312.

Article 3 :

Les crédits nécessaires en dépenses d'investissement seront inscrits au Budget Annexe Transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur l'autorisation de programme163540TP du programme 54, opération numéro 2016301400, sous-politique C240, nature 2318.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s'établit comme suit :

Mandaté antérieur : 0 euros H.T.

CP 2019 : 300 000 euros H.T.

CP 2020 : 200 000 euros H.T.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 009-5733/19/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 8 à la convention de délégation de service public pour l'exploitation du réseau des Bus de l'Etang de la Métropole Aix-Marseille Provence passée avec la société des Autobus de l'Etang
MET 19/10473/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Madame la Présidente rappelle à l'Assemblée qu'en date du 20 Décembre 2012 par délibération n°2012/595, les membres de l'ex SMITEEB, intégré à la Métropole depuis le 1^{er} avril 2016, ont approuvé la signature de la convention de délégation de service public avec la société des Autobus Bus de l'Etang pour une durée de 8 ans à compter du 1^{er} Janvier 2013.

Cette convention, signée le 26 décembre 2012, a fait l'objet de 7 avenants :

L'avenant n° 1, approuvé le 20 décembre 2013 par délibération n° 2013/647, intègre les différents ajustements liés à la mise en place de la nouvelle convention de DSP ainsi que les modifications apportées à l'offre de transport du 1er septembre 2013.

L'avenant n° 2, approuvé le 26 février 2015 par délibération n° 2015/735, a intégré les modifications et ajustements du réseau mis en place en septembre 2014, l'intégration de doublages scolaires assurant la desserte des établissements de diverses communes du SMITEEB; la modification de la grille tarifaire, la modification du barème des infractions, ainsi que la réalisation d'une interface informatique.

L'avenant n° 3, approuvé le 14 décembre 2015 par délibération n°2015/774, intègre essentiellement les modifications liées à la mise en place du BHNS le 29 août 2016 et notamment le décalage de la mise en service initialement prévue en janvier 2016 et décalée à la rentrée ainsi que l'impact du décalage sur les recettes. Il intègre également des aménagements et modifications de l'offre de transport afin de proposer un fonctionnement homogène du réseau, parfaitement calé avec le BHNS. Cet avenant entérine la modification du type de véhicules BHNS initialement prévus.

L'avenant n° 4 approuvé le 30 juin 2016 par délibération n° TRA 005-601/16/CM concerne la mise en place d'un transport à la demande pour les personnes à mobilité réduite sur les communes du réseau, des adaptations de l'offre des lignes urbaines, du transport à la demande et de circuits scolaires

diverses puis diverses modifications listées ci-dessous :

- Mise en place de véhicule de petite capacité sur les services Chrono Pro
- Mise en place d'un outil de réservation par internet pour les utilisateurs du TAD
- Mise en place de Terminaux de Paiement Électronique (TPE) sans contact
- Modification des annexes relatives à la qualité et au plan marketing
- Modification d'indices dans la formule d'indexation de la convention

L'avenant n° 5 approuvé le 18 mai 2017 par délibération n° TRA 009-2065/17/CM concerne la mise en place pour le Zenibus d'un itinéraire unique sur toute la ligne et d'un départ toutes les 10 minutes afin de rendre l'offre plus simple et plus régulière, l'ajustements divers sur les lignes urbaines et circuits scolaires existants, l'acquisition de matériels complémentaires au SAEIV et aux terminaux de paiement sans contact mis en place dans les véhicules Zenibus, la mise à jour du budget marketing et prise en compte des nouveaux horaires de l'agence commerciale de Pierre Plantée ainsi que la modification de la gamme tarifaire et la définition du nouveau niveau de recette de référence.

L'avenant n° 6 approuvé le 28 juin 2018 a approuvé les modifications suivantes :

- Adaptation de l'offre de transport suite à l'analyse de la fréquentation en 2017 et des résultats de l'enquête Origine/Destination de février 2018
- Compensations financières liées à l'extension de validité sur le réseau Les Bus de l'Etang des titres Pass XL du réseau RTM et abonnements mensuel et annuel Pays d'Aix Mobilité et Aix en Bus
- Mise en place du Pass Integral par la métropole Aix Marseille Provence
- Remboursement des dépenses engagées pour la mise à jour des documents d'information et découpes des véhicules au logo métropolitain

L'avenant n° 7 prévoit d'estimer de façon prévisionnelle la compensation de la perte financière liée à la mise en place du pass scolaire métropolitain à la rentrée scolaire 2018, le remboursement des dépenses occasionnées par le déploiement de la marque « La Métropole Mobilité » ainsi que la mise à jour des indices de la formule d'indexation.

L'avenant n° 8 proposé à l'Assemblée concerne :

- des adaptations des lignes régulières et des circuits scolaires mises en place à la rentrée scolaire afin de les adapter aux changements des horaires de certains établissements scolaires ou d'ajuster l'offre à la fréquentation enregistrée sur le réseau,

- des adaptations de la ligne ChronoPro afin d'améliorer la desserte de la zone d'activité des Estroublans
- des adaptations au fonctionnement des transports à la demande ICIBUS et ICIBIUS + réservés aux Personnes à Mobilité réduite.
- des dépenses supplémentaires concernant d'une part, la mise en place d'un agent de sécurité à la gare routière de Vitrolles au cours des mois décembre 2018 et janvier 2019 et d'autre part, des achats de supports d'information nécessaires à l'affichage des horaires dans les poteaux d'arrêt et les abribus.
- une régularisation du calcul du taux de le CVAE pour les années 2014 et 2015 et la prise en compte dans le calcul du coût du réseau l'incidence de l'évolution du taux de remboursement de la TICPE.
- L'autorisation au délégataire d'utiliser la base de données des clients du Réseau conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

Les adaptations apportées à la rentrée scolaires concernent :

Les lignes régulières

- Ligne 2 : ajustement d'itinéraire sur 2 services afin de pallier des difficultés de circulation. Passage de la ligne en transport à la demande en période estivale ou la fréquentation est faible
- Ligne 9 : changement d'itinéraire de la ligne afin de prendre en compte la nouvelle sectorisation des élèves des Pennes Mirabeau et adaptation des horaires à ceux des établissements scolaires Réduction des services en période de vacances scolaires pour s'adapter à la fréquentation de la ligne.
- Ligne 12: ajustement d'horaires suite au changement des horaires du collège de Roquepertuse de Velaux
- Ligne Zenibus : réduction d'un véhicule affecté à la ligne pendant les petites vacances scolaires pour tenir compte de la plus grande fluidité de la circulation
- Lignes 5, 11 : ajustement des horaires

Les services scolaires

- Divers ajustement d'horaires, de capacité de véhicules, d'itinéraires, de services supplémentaires sur les circuits 28, 42, 43, 45, 46, 49, 59, 72, 77

L'impact financier global de l'ensemble de ces ajustements est de + 36 680 euros en année pleine.

Afin d'améliorer la couverture de la desserte de la zone d'activité des Estroublans à Vitrolles et de faciliter les correspondances avec les services venant d'Aix en Provence et Marseille, il est proposé d'affecter un des véhicule de la ligne ChronoPro à la desserte à partir du Griffon et de l'Anjoly.

Ainsi la Zone d'activité sera accessible par le ChronoPro à partir de la gare routière de Pierre Plantée et du Griffon ou de l'Anjoly et permettra une réduction des temps de parcours pour les clients.

Cette adaptation n'a pas d'impact financier.

Les adaptations des services de transport à la demande proposées concernent :

- La réduction du nombre de véhicules affectés aux services ICIBUS et ICIBUS + le samedi afin de tenir compte de la baisse de la fréquentation par rapport aux autres jours de semaine.
- L'augmentation de l'amplitude de 30 minutes du TAD A sur Berre l'Etang afin de permettre aux voyageurs de meilleures correspondances sur les lignes régulières. Le service fonctionne ainsi de 6H30 à 19H00
- L'augmentation de l'amplitude d'une heure du TAD B sur Marignane afin de permettre aux salariés domiciliés au Jaï des correspondances avec la ligne 3. Le service fonctionne ainsi de 6H30 à 20H00

L'impact financier global de ces ajustements est de + 268 euros en année pleine.

Une régularisation sur le taux appliqué pour le calcul de la CVAE pour les années 2014 et 2015 a été acceptée par les services fiscaux suite à une réclamation du Délégataire. Cette régularisation de 49 263 euros sera déduite de la facture du solde de la contribution financière définitive de 2018.

Par ailleurs les incidences financières de l'évolution du remboursement de la TICPE ont été redéfinies avec le Délégataire. Cette redéfinition se traduit par un reversement du délégataire à la métropole de 71 346,17 euros au titre des années 2015 et 2016; elle sera déduite de la facture du solde de la contribution financière définitive de 2018.

Des dépenses supplémentaires non prévues dans la convention initiale sont pris en compte dans cet avenant des dépenses concernant d'une part, la mise en place d'un agent de sécurité à la gare routière de Vitrolles au cours des mois décembre 2018 et janvier 2019 pour un montant de 980 euros et d'autre part, des achats de supports d'information nécessaires à l'affichage des horaires dans les poteaux d'arrêt et les abribus (3 000 euros).

Le présent avenant autorise le délégataire à utiliser des informations contenues dans la base de données des clients du Réseau dans le cadre du respect des dispositions prévues en la matière par la CNIL et le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)
Ces informations seront destinées à l'information des voyageurs.

Les différentes modifications exposées ci-dessus conduisent à redéfinir les paramètres financiers de la convention de DSP.

L'évolution des termes Rf (recette de référence y compris TAD), Df (coût de production du réseau) et Cf (contribution financière) de la convention de DSP du 26 décembre 2012 est ainsi la suivante (en valeur 1^{er} juillet 2012, y compris TAD).

Année	Df	Rf	Cf = Df – Rf	Pour mémoire CF avenant 7
2019	19 548 721	1 431 540	18 117 181	18 079 789
2020	19 547 741	1 447 699	18 100 042	18 063 630

Le montant cumulé des avenants 1 à 8 génère une incidence financière de la dépense forfaitaire Df de 6,78 % par rapport au montant initial de la convention.

La dépense forfaitaire en année pleine est augmentée de 37 392 euros pour 2019 et 36 412 pour 2020.

La contribution financière passe de 122 205 272 euros à 133 001 013 euros soit 8,77 % d'augmentation par rapport à la convention initiale.

La Commission de délégation de service public de la Métropole Aix Marseille Provence, consultée sur cet avenant qui induit une augmentation du montant de la DSP de plus de 5%, réunie lors de sa séance du 14 mars 2019 a émis un avis favorable sur la passation de l'avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2012/595 approuvée le 20 décembre 2012 par les membres du SMITEEB, intégré à la Métropole depuis le 1er avril 2016, portant signature d'une convention de Délégation de Service Public avec la société des Autobus Bus de l'Etang pour une durée de 8 ans à compter du 1er janvier 2013 ;
- L'avenant n° 1 approuvé le 20 décembre 2013 par délibération n° 2013/647 qui intègre les différents ajustements liés à la mise en place de la nouvelle convention de Délégation de Service Public ainsi que les modifications apportées à l'offre de transport du 1er septembre 2013 ;
- L'avenant n° 2, approuvé le 26 février 2015 par délibération n° 2015/735 qui intègre les modifications et ajustements du réseau mis en place en septembre 2014, l'intégration de doublages scolaires assurant la desserte des établissements de diverses communes du SMITEEB; la modification de la grille tarifaire, la modification du barème des infractions, ainsi que la réalisation d'une interface informatique ;
- L'avenant n° 3 approuvé le 14 décembre 2015 par délibération n°2015/774 qui intègre essentiellement les modifications liées à la mise en place du BHNS le 29 août 2016
- L'avenant n° 4 approuvé le 30 juin 2016 par délibération n° TRA 005-601/16/CM qui entérine notamment la mise en place d'un TAD PMR sur le réseau des Bus de l'Etang ainsi que d'autres modifications des lignes régulières et circuits scolaires ;
- L'avenant n° 5 approuvé le 18 mai 2017 par délibération n° TRA 009-2065/17/CM qui entérine notamment la modification du fonctionnement du Zenibus, l'ajustements divers sur les lignes urbaines et circuits scolaires existants, l'acquisition de matériels complémentaires au SAEIV et aux terminaux de paiement sans contact mis en place dans les véhicules Zenibus, la mise à jour du budget marketing et prise en compte des nouveaux horaires de l'agence commerciale de Pierre Plantée ;
- L'avenant n° 6 approuvé le 28 juin 2018 par délibération n° TRA 014-4156/18/CM qui intègre l'adaptation de l'offre de transport suite à l'analyse de la fréquentation en 2017 et des résultats de l'enquête Origine/Destination de février 2018, les compensations financières liées à l'extension de validité sur le réseau Les Bus de l'Etang des titres Pass XL du réseau RTM et abonnements mensuel et annuel Pays d'Aix Mobilité et Aix en Bus, la mise en place du

Pass Intégral par la métropole Aix Marseille Provence et enfin le remboursement des dépenses engagées pour la mise à jour des documents d'information et découpes des véhicules au logo métropolitain ;

- L'avenant n° 7 approuvé le 28 décembre 2018 par délibération n° TRA 026-5116 intègre d'une part, les modalités prévisionnelle de compensation de la perte financière liée à la mise en place du Pass scolaire métropolitain à la rentrée scolaire 2018, et d'autre part, le remboursement des dépenses occasionnées par le déploiement de la marque « La Métropole Mobilité » ainsi que la mise à jour des indices de la formule d'indexation ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en date du 20 décembre 2012 les membres du Syndicat Mixte des Transports de l'Est de l'Etang de Berre, intégré à la Métropole depuis le 1^{er} avril 2016, ont approuvé la convention de Délégation de Service Public avec la société des Autobus de l'Etang pour une durée de 8 ans à compter du 1^{er} janvier 2013 ;
- Que cette convention a fait l'objet de 7 avenants intégrant différents ajustements et modifications de l'offre de transport et de la grille tarifaire respectivement en décembre 2013, en février, en décembre 2015, en juin 2016, mai 2017, juin 2018 et décembre 2018 ;
- Qu'il est nécessaire d'approuver l'avenant n° 8 afin de redéfinir les paramètres financiers de la convention de Délégation de Service Public.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé, l'avenant n° 8 ci-annexé à la convention de délégation de service public passée avec la société des Autobus de l'Etang.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 010-5734/19/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, concernant l'opération de réfection de l'extension de l'aire de stationnement de l'Europe à Saint Mitre les Remparts
MET 19/10446/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole a délégué au Conseil de Territoire du Pays de Martigues la gestion de la compétence des Aires de Stationnement.

La commune de Saint Mitre les remparts souhaite réaliser la réfection du revêtement de l'aire de stationnement de l'Europe d'une capacité de 28 places, située avenue Charles de Gaulle.

Les travaux consistent à refaire le revêtement avec la pose d'un enrobé de 5 cm. Ces travaux seront réalisés par le biais d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole et la commune de Saint Mitre les remparts.

L'opération d'investissement numéro 2019610600, «Aires de Stationnement », pour un montant de 18 918 euros TTC inscrite au budget de l'Etat Spécial du territoire du Pays de Martigues enregistrée dans l'autorisation de programme 081 parking du programme 08 « GEI hors projets spécifiques » de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création de l'opération et à l'affectation pour un montant total de 18 918 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement numéro 2019610600 «Aires de Stationnement» pour un montant 18 918 euros T.T.C, inscrite au budget de l'Etat Spécial de territoire du Pays de Martigues, rattachée au programme numéro 08 et intitulé « GEI hors projets spécifiques » Code AP 08 1 « parking ».

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'Etat Spécial de territoire du Pays de Martigues section d'Investissement, opération n° 2019610600, Programme 08 GEI hors projet spécifiques, nature 21728, selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

CP 2019 : 18 918 euros T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 011-5735/19/CM

**■ Approbation de la candidature de la Métropole Aix Marseille Provence à l'appel à projet de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) dénommé « Expérimentation pour le développement de la mobilité servicielle »
MET 19/10606/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En décembre 2016, la Métropole s'est dotée, avec l'Agenda de la Mobilité, d'un objectif ambitieux : celui de doubler, d'ici 2025, l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports en commun locaux. L'atteinte de cet objectif repose notamment sur un réel effort de simplification et de fluidification de l'offre de mobilité à l'échelle métropolitaine.

Une des solutions permettant de répondre à cet objectif de simplification de l'accès et de l'usage des

solutions de mobilité alternatives s'incarne à travers le concept de MAAS.

La mobilité servicielle ou MAAS consiste à proposer aux usagers un environnement leur permettant de pouvoir s'informer, acheter à partir d'un compte unique quelques soit les canaux utilisés (digitaux et physiques) l'ensemble de l'offre de mobilité alternative publique et privée proposées sur le territoire et de bénéficier d'une expérience usager fluide grâce à un calculateur d'itinéraire performant.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans un projet de déploiement de la mobilité « servicielle » en engageant des investissements conséquents à travers le programme ICAR afin de déployer les supports techniques et billettiques permettant la mise en place d'une plateforme métropolitaine de mobilité, le développement de bouquets d'offres publics/privés est également un des axes majeur du développement de la mobilité.

La création de ces offres combinées ou intégrées permet d'offrir des solutions de mobilité complémentaires et beaucoup mieux adaptées aux besoins des usagers.

Néanmoins, ces offres ont des fonctionnements, des systèmes techniques, des modèles économiques et des tarifications très hétérogènes, qui rendent compliquée leur intégration au sein d'une plateforme commune.

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (Ademe) a lancé le 7 septembre 2018 un appel à projets (AAP) sous le nom d'« Expérimentation pour le développement de la mobilité servicielle ». Cet AAP, qui se clôture le 12 mars 2019, vise à soutenir des expérimentations permettant de définir des :

- Standards techniques pour faciliter l'interfaçage des offres privées sur les plateformes de services publiques ;
- Modèles économiques et juridiques viables et pérennes permettant de commercialiser les offres de services publiques/ privées ;
- Options de gouvernance du MAAS, en précisant le rôle de l'AOM, de l'opérateur MAAS, des opérateurs de mobilité et leurs relations ;
- Précisions quant à la gestion de points juridiques particuliers, et des propositions de boîte à outil pour ceux qui veulent déployer le MAAS : RGPD, gestion de la TVA, etc.

Ces projets de développement et expérimentation doivent permettre de tester, d'évaluer et de valider la pertinence et la répliquabilité sur d'autres territoires des solutions expérimentées, en conditions réelles de fonctionnement afin de favoriser le développement de la mobilité servicielle sur l'ensemble du territoire national.

A ce titre, une logique partenariale est vivement encouragée par l'ADEME pour répondre à cet appel à projet.

Il est donc envisagé de créer un consortium d'acteurs constitué des partenaires publics, métropoles et syndicats de transport, ainsi que des industriels et associations professionnelles composé comme suit :

- La Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant que coordonnateur du groupement ;
- Le Syndicat Mixte des Transports en Commun grenoblois et la Métropole de Grenoble ;
- La Société d'Economie Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Nantaise et la Métropole de Nantes ;
- Mulhouse Alsace agglomération ;
- La Métropole du Grand Lyon.

Le dossier de candidature porté par AMP (chef de file du consortium) consisterait à travailler sur les 4 axes suivants :

- La constitution d'un projet de services
- La conception fonctionnelle de la future plateforme
- La mise en place d'outils métiers pour faire du marketing ciblé
- La construction d'un modèle de gouvernance public privé et la définition du périmètre de missions, du rôle et des responsabilités du futur opérateur de plateforme

Dans l'hypothèse où la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) serait retenue, l'ADEME contribuerait pour moitié au financement des projets de mobilité métropolitains évalués à ce stade à 6, 1 millions d'euros.

Aussi, il convient d'autoriser par la présente délibération la Métropole Aix-Marseille-Provence à participer à l'appel à projet de L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) dénommé « Expérimentation pour le développement de la mobilité servicielle ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille-Provence
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés ;
- La délibération n° TRA 006-3244/17/CM du 14 décembre 2017 relatif à l'approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement relative au projet ICAR.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans son Agenda de la Mobilité à réduire de 8 points la part modale de la voiture à horizon 2025.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a défini une stratégie « marketing » positionnant l'usager au cœur de toutes ses réflexions dans le domaine de la mobilité pour mieux répondre à ses besoins.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée par une délibération n° TRA 006-3244/17/CM en date du 14 décembre 2017 dans un projet de déploiement de la mobilité « servicielle » en engageant des investissements conséquents à travers le programme ICAR afin de déployer les supports techniques et billettiques permettant la mise en place d'une plateforme métropolitaine de mobilité « servicielle » et qu'elle a obtenu des aides financières conséquentes de différentes institutions dans ce cadre.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite proposer dès le deuxième semestre 2020 des offres de mobilité publiques pouvant être combinées avec des solutions de mobilité privées à partir de sa future plateforme de service.
- Que la Métropole souhaite s'engager dans une démarche de co-construction avec les acteurs publics et privés de ces offres de mobilité, afin de répondre au mieux aux enjeux de déplacements des métropolitains sur le territoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'appel à projet de L'Agence de

l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) dénommé « Expérimentation pour le développement de la mobilité servicielle ».

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce dossier de candidature ainsi que tous les actes permettant la mise en œuvre de l'appel à projet dans l'hypothèse où la candidature de la Métropole serait retenue.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 012-5736/19/CM

**■ Budget Annexe Transports- Approbation de la révision de l'opération d'investissement relative au Pôle d'Echanges de Salon et de son affectation
MET 19/10681/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En vue d'améliorer les conditions de l'intermodalité autour de la gare ferroviaire de Salon, la Métropole Aix Marseille a mis en service en 2016 un pôle d'échanges multimodal de 400 places, initié par l'ex Communauté d'agglomération Agglopolo Provence.

Aujourd'hui, cet équipement connaît une situation de saturation qui nécessite d'aménager une extension pour faciliter le stationnement à proximité, prévue dans le projet initial.

Lors de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence une autorisation de programme pour les Pôles d'échanges du Territoire du Pays Salonais a été délibérée prévoyant l'opération du PEM de Salon pour un montant résiduel de 2 043 072,00 euros HT, inscrite au Budget Annexe Transports.

Dans la continuité de ces actions, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique de la Mobilité, a décidé de poursuivre cette opération et d'engager les travaux d'extension nécessaires.

Aussi, il convient de procéder à la révision de l'autorisation de programme correspondante à hauteur de 3 000 000 euros HT.

L'opération d'investissement 2016301100, Pôle d'Echanges Multimodal de Salon de Provence, relevant du Budget Annexe Transports pour un montant de 2 043 072 euros HT et enregistrée dans l'autorisation de programme 163540TP du programme 54 de la Métropole, doit donc être révisée pour un montant supplémentaire de 956 928 HT.

Cette révision porte le montant de l'opération numéro 2016301100 de 2 043 072 euros HT à 3 000 000 euros H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° FAG 064-3083/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation de la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement du Territoire du Pays Salonais ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 3 000 000 euros H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de cette révision pour un montant total de 3 000 000 euros H.T. de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement numéro 2016301400 « Pôle d'Echanges Multimodal de Salon » pour un montant 3 000 000 euros H.T. rattachée au programme 54 Pôle d'échange multimodal Code AP 163540TP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires en dépenses d'investissement seront inscrits au Budget Annexe Transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur l'autorisation de programme 163540TP du programme 54, opération numéro 2016301100, sous-politique C240, nature 2318.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s'établit comme suit :

Mandaté antérieur : 1 857 060,85 euros H.T.
CP 2019 : 900 000 euros H.T.
CP 2020 : 242 939,15 euros H.T.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Urbanisme et
Aménagement"***

URB 001-5737/19/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Convention financière Métropole Aix-Marseille-Provence et Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée"
MET 19/9719/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°URB 028-13/12/18/CM du 13 décembre 2018 a été créée l'opération d'investissement n°2019001200 « Convention financière Métropole Aix-Marseille-Provence et Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée ».

La création de cette opération d'un montant de 16 000 000 euros TTC fait suite à la demande de l'Etat, par son Préfet de Région, Monsieur Pierre Dartout, de formaliser un nouveau protocole financier entre l'ensemble des partenaires publics de l'opération Euroméditerranée.

Ce protocole financier permettra aux partenaires de programmer leur participation à l'opération dans un calendrier donné (2019-2023).

L'enveloppe financière de ce protocole devrait à ce stade être de 220,7 millions d'euros pour un déficit à financer de 98,5 millions d'euros.

Les équilibres du protocole précédent sont maintenus.

Toutefois, depuis le vote de l'opération d'investissement, les parts respectives de financement de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Ville de Marseille ont été inversées, portant ainsi la part Métropole à 21,4%, soit 21 079 000 euros TTC.

En effet par son positionnement et le niveau des ambitions fixées, le projet Euroméditerranée est par essence métropolitain : il doit participer activement au rayonnement de la Métropole et s'y intégrer.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence développe des stratégies d'aménagement, de mobilités, de développement économique et de développement durable dans lequel le projet Euroméditerranée doit s'inscrire.

Afin de pouvoir assumer ces engagements, l'opération d'investissement n°2019001200 inscrite au budget pour un montant initial de 16 000 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 190064BP du programme 06, doit être révisée pour un montant de 5 079 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 21 079 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°URB 028-13/12/18/CM du 13 décembre 2018 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2019001200 « Convention financière Métropole Aix-Marseille-Provence et Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée » .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 5 079 000 euros TTC de

l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 5 079 000 euros TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019001200 «Convention financière Métropole Aix-Marseille-Provence et Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée », dans l'autorisation de programme 190064BP, pour un montant de 5 079 000 euros TTC portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 21 079 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 et suivants.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2019 :	4 215 800 euros TTC
Année 2020 :	4 215 800 euros TTC
Année 2021 :	4 215 800 euros TTC
Année 2022 :	4 215 800 euros TTC
Année 2023 :	4 215 800 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-5738/19/CM

**■ Approbation de la révision de l'opération d'investissement n°2015120200 - Concession d'aménagement Kalliste Marseille - et de son affectation
MET 19/10509/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Situé sur les hauteurs du quartier Notre Dame Limite, chemin des Bourrely, dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille, l'ensemble immobilier du Parc Kalliste est confronté depuis de nombreuses années à un cumul de difficultés qui ont conduit les pouvoirs publics à engager des actions fortes dès les années 2000.

Pour rappel, le site est composé, sur environ 10 hectares, de 9 copropriétés distinctes de 753 logements au total, de garages, de commerces de proximité, un plateau sportif, un groupe scolaire et une bastide.

Par délibération n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015, cette opération a été transférée de la Ville de Marseille à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Au regard de l'avancement du programme et compte tenu des actions qui restent à mener pour atteindre les nouveaux objectifs de l'opération dans le cadre du plan d'éradication de l'habitat indigne, il est nécessaire d'une part de proroger la durée de l'opération d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2024 et d'autre part d'augmenter la participation de la Métropole au déficit de l'opération.

En effet, il convient d'inclure dans les missions du concessionnaire les opérations d'acquisition/relogements/recyclage des bâtiments E et G conformément à l'évolution du projet urbain ainsi que la réalisation d'un cheminement piéton sécurisé à l'arrière des bâtiments G et I. Les dépenses liées aux bâtiments E et G incluent d'ores et déjà les coûts de démolition s'il s'avère que les expertises en cours et à venir s'orientent vers cette issue.

Le montant prévisionnel des dépenses de la concession est réévalué à 52,8 millions d'euros avec une participation publique qui doit être portée à 22,8 millions d'euros, soit une augmentation d'environ 11,6 Millions d'euros.

Antérieurement au transfert de l'opération à la métropole, la participation versée par la Ville de Marseille s'élevait à 5 800 000 euros TTC.

Afin de pouvoir assumer la prorogation de la concession ainsi que l'augmentation de la participation publique, l'opération d'investissement n°2015120200 « Concession d'aménagement Kalliste Marseille » inscrite au budget principal pour un montant initial de 6 500 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être révisée pour un montant de 10 500 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 17 000 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 10 500 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 10 500 000 TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées dans l'autorisation de programme 151064BP, la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2015120200 « Concession d'aménagement Kalliste Marseille », pour un montant de 10 500 000 euros TTC portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 17 000 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 et suivants.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Mandaté antérieur :	5 300 000 euros TTC
Année 2019 :	2 700 000 euros TTC
Année 2020 :	2 700 000 euros TTC
Année 2021 :	2 000 000 euros TTC
Année 2022 :	2 700 000 euros TTC
Année 2023 :	1 200 000 euros TTC
Année 2024 :	100 000 euros TTC
Années suivantes:	300 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-5739/19/CM

■ Lancement d'un appel à projet relatif à la cession d'une partie du lot n° 314 situé dans l'ensemble immobilier "Le Forum des Carmes" sur la commune d'Istres afin de favoriser l'émergence

**d'activités innovantes en faveur de l'attractivité économique du Territoire
MET 19/10522/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un lot en volume n° 314 situé dans l'ensemble immobilier « Le Forum des Carmes » sur la commune d'Istres.

La Métropole Aix-Marseille-Provence se propose de céder ce lot dans le cadre d'un appel à projet aux fins de soumettre ce site à la réflexion d'investisseurs portant des enseignes commerciales attractives avec un rayonnement national.

L'espace proposé se situe en centre-ville au sein d'un nouveau programme immobilier « Le Forum des Carmes », programme de construction mixte récent, comprenant un ensemble immobilier de logements collectifs, des locaux commerciaux type boutiques et grandes surface et des locaux tertiaires. Un parking souterrain est situé sous cet ensemble immobilier.

La Métropole Aix-Marseille-Provence met l'accent sur l'intégration de l'enseigne commerciale choisie au tissu environnant et à l'activité compatible avec la vie d'un centre-ville. Un traitement qualificatif de l'intégration de la nouvelle activité devra être apporté notamment par rapport aux espaces culturels installés au rez-de-chaussée et à l'espace public à proximité.

Il est proposé d'acter le principe d'un appel à projet pour la cession d'une partie du lot n° 314 dont la publicité sera assurée dans des journaux spécialisés et généralisés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 27 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le lancement de l'appel à projet relatif à la cession d'une partie du lot n° 314 situé dans l'ensemble immobilier « Le Forum des Carmes » sur la commune d'Istres afin de favoriser l'émergence d'activités innovantes en faveur de l'attractivité économique.

Article 2 :

Est approuvée la mise en place d'un comité d'examen en charge d'apprécier l'intérêt des projets déposés.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-5740/19/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille - Approbation de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité - Opération de mise en valeur d'un bien nommé Pavillon du Lac, Parc Borély
MET 19/10080/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 22 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil

de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

La Ville de Marseille a saisi par délibération le Conseil de Territoire de Marseille Provence afin qu'il demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité de son PLU pour permettre la réalisation de l'opération de réhabilitation du Pavillon du Lac. Cette procédure de mise en compatibilité a été sollicitée afin de mettre en valeur ce bien communal, situé dans le Parc Borély.

Par ailleurs, cette procédure répond à des enjeux environnementaux et de santé publique. En effet, le Pavillon du Lac est aujourd'hui à l'abandon, dans un Parc largement fréquenté par les Marseillais. Il s'agit donc de lui rendre son lustre d'antan, tout en le mettant aux normes sanitaires actuelles, notamment par une opération de désamiantage.

Le projet prévoit donc de rouvrir cet espace cher à la mémoire des marseillais et d'en faire un espace de restauration et d'accueils de festivités nocturnes. Pour cela, le bâtiment du Pavillon du Lac doit être étendu sur l'emprise de sa terrasse déjà bétonnée.

Le règlement actuel ne permet pas les extensions.

Les pièces du PLU qui font l'objet d'adaptations sont donc les suivantes :

- Le règlement écrit de la zone N relatif aux zones naturelles, dans lequel est créé un sous-zonage NTb. Ce sous-zonage permet les extensions limitées dans la limite de 30% de la surface de plancher existante ;
- La planche A_82 du règlement graphique, pour y appliquer ce nouveau sous-zonage NTb, sur le périmètre du Parc Borély ;

Par délibération du 6 juillet 2017, le Conseil de Territoire Marseille Provence a sollicité le Conseil de la Métropole pour l'engagement de cette procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU.

De ce fait, par délibération du 13 juillet 2017, le Conseil de la Métropole a engagé ladite procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille.

Le projet étant soumis à une saisine au cas par cas de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale conformément aux articles L122-1 et suivants du Code de l'Environnement, la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) a été saisie pour cet examen au cas par cas le 21 septembre 2017. Par décision n°CU-2017-93-13-36 en date du 2 novembre 2017, la MRAe a rendu un avis négatif quant à la nécessité d'effectuer une évaluation environnementale.

La réunion d'examen conjoint avec les Personnes Publiques Associées s'est tenue le 3 octobre 2018 et a fait l'objet d'un procès-verbal.

Par arrêté n° 18/279/CM, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a prescrit l'ouverture et organisé les modalités de l'enquête publique.

Le commissaire enquêteur, Monsieur Christian Garoby, a été désigné par décision du Président du Tribunal Administratif de Marseille le 24 octobre 2018. L'enquête s'est déroulée du lundi 19 novembre 2018 au mercredi 19 décembre 2018, soit pendant 31 jours consécutifs.

Le dossier d'enquête publique était composé des pièces suivantes :

- Un registre d'enquête publique ;
- Les documents administratifs en lien avec la procédure de déclaration de projet : la délibération du Conseil de la Métropole prescrivant l'engagement de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille, l'avis négatif de la MRAe sur la nécessité d'effectuer une évaluation environnementale du projet, l'arrêté de la Présidente fixant les modalités d'enquête publique, la note administrative rappelant le cadre de la procédure, le Procès-Verbal de la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées ;
- Une notice de présentation du projet ;
- Le règlement écrit de la zone N ;
- La planche A_82 impactée par la mise en compatibilité ;

Ce dossier était disponible, durant toute la durée de l'enquête publique :

- Au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : « Le Pharo » 58, Boulevard Charles Livon – 13007 Marseille. Une version dématérialisée était aussi consultable, grâce à la mise à disposition du public d'un ordinateur ;
- A la Mairie de Marseille – Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat : 40 rue Fauchier – 13002 Marseille ;
- Sur une page dédiée du registre dématérialisé de la Métropole Aix-Marseille-Provence : <https://www.registre-numerique.fr/mec-pavillon-lac-plu-mrs>.

Le commissaire enquêteur a assuré les permanences suivantes :

- au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, « le Pharo », 58 Boulevard Charles Livon – Marseille (13007) :
 - Lundi 19 novembre 2018 de 14h00 à 17h00
 - Mercredi 28 novembre 2018 de 9h00 à 12h00
 - Mercredi 19 décembre 2018 de 9h00 à 12h00

- à la Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat, 40 rue Fauchier – Marseille (13002)

- Lundi 19 novembre 2018 de 9h00 à 12h00
- Jeudi 06 décembre 2018 de 14h00 à 17h00
- Mercredi 19 décembre 2018 de 14h00 à 17h00

Un avis au public est paru dans les annonces de « la Provence » et « la Marseillaise » les lundi 05 novembre 2018 et mardi 20 novembre 2018. Le public pouvait consigner ses observations dans les registres d'enquête publique dans les deux lieux d'enquête suscités ou par voie dématérialisée sur la page dédiée du registre dématérialisé <https://www.registre-numerique.fr/mec-pavillon-lac-plu-mrs>.

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a émis, dans le rapport d'enquête publique remis à la Métropole Aix-Marseille-Provence le lundi 14 janvier 2019, un avis favorable à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille pour l'opération de mise en valeur du Pavillon du Lac au Parc Borély.

Madame la Présidente précise qu'aucune modification n'est apportée au projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme suite à l'enquête publique et après la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées.

Le Conseil Municipal de la ville de Marseille a donné un avis favorable à l'approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité de son PLU par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire de Marseille Provence a été saisi, par courrier de la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, pour avis sur le présent projet de délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 22 février 2018 de répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs, qui s'est substituée à la délibération cadre n°URB001-616/16/CM ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille saisissant le Conseil de Territoire Marseille Provence afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de mise en compatibilité ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017 demandant au Conseil de la Métropole l'engagement de la procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille ;
- La délibération du Conseil de la Métropole engageant la procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille pour l'opération de mise en valeur du Pavillon du Lac ;
- L'arrêté de la Présidente du Conseil de la Métropole prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme ;
- Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées tenu le 03 octobre 2018 ;
- L'avis favorable du commissaire enquêteur du 14 janvier 2019, sur le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille ;
- L'avis favorable de la commune de Marseille sur le projet de déclaration de projet

emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille pour l'opération de mise en valeur du Pavillon du Lac ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- ☐ L'avis favorable du commissaire enquêteur ;
- Qu'aucune modification n'a été apportée au projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme suite à l'enquête publique et au Procès-verbal de la réunion d'examen conjoint.

Délibère

Article 1 :

Est déclarée d'intérêt général l'opération de mise en valeur du Pavillon du Lac au Parc Borély.

Article 2:

Est approuvée la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Marseille pour permettre la réalisation de la mise en valeur du Pavillon du Lac, telle qu'annexée à la présente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-5741/19/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Pays d'Aix - Approbation de la "note d'orientations stratégiques métropolitaines" relative au PLUi du Territoire du Pays d'Aix
MET 19/10082/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Contexte d'élaboration des notes d'orientations stratégiques métropolitaines

Créée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM), la Métropole

Aix-Marseille-Provence est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, soumis à un régime juridique dérogatoire aux règles de droit commun, qui s'est substituée, au 1^{er} janvier 2016, à six EPCI existants, à savoir les Communautés d'agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopol' Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, et du Pays de Martigues, le Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence, et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (art.L5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales).

- **Mise en œuvre de la compétence « Urbanisme / Aménagement de l'espace métropolitain »**

En application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou de document en tenant lieu ou de carte communale, au titre du deuxième bloc de compétence de cet article relatif à l'urbanisme et à l'aménagement de l'espace métropolitain.

A noter que, suite à une phase de transition prévue par la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (art. 89 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015), l'exercice du bloc de compétence susmentionné s'est généralisé au 1^{er} janvier 2018.

Par ailleurs, la loi NOTRe confère à la Métropole Aix-Marseille-Provence un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire. En application de ce statut, par dérogation à l'article L. 153-8 du CGCT, les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) sont élaborés par les Conseils de territoire, mais délibérés aux principales étapes et approuvés par le Conseil de la Métropole. Cette architecture institutionnelle est inédite en France.

Depuis la création de la Métropole, et son plein exercice de la compétence urbanisme, un Conseil de Territoire a lancé l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi). Il s'agit du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, dont la procédure d'élaboration a été lancée le 18 mai 2018 par délibération du Conseil de la Métropole (MET 18/6887/CM). Ce PLUi fait l'objet de la présente délibération et de la « note d'orientations stratégiques métropolitaines » annexée.

- **Les notes d'orientations stratégiques métropolitaines : un nouvel outil au service de la cohérence territoriale**

L'article 39 (II) de la loi NOTRe, codifié par l'article L.134-13 du Code de l'urbanisme, prévoit que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence transmette aux Conseils de Territoire les « orientations stratégiques de nature à assurer la

cohérence du projet métropolitain ainsi que toutes les informations utiles ». Cette transmission doit intervenir le plus en amont possible de la procédure d'élaboration du PLUi, sans toutefois qu'aucun délai légal ne soit précisé.

L'exposé des motifs de l'amendement n°2 rectifié quinquies du 9 janvier 2015 (qui a introduit les dispositions aujourd'hui codifiées aux articles L. 134-11 et suivants dans le projet de loi NOTRe) indique qu'il « *est ainsi proposé (...) de confier à chaque conseil de territoire les opérations d'élaboration d'un PLU, au regard du cadre défini par le conseil de la métropole (...)* ». La note d'orientations stratégiques métropolitaines annexées à la présente délibération contribue à la définition de ce « cadre métropolitain ».

Ainsi, cette disposition permet au Conseil de la Métropole de transmettre aux Conseils de Territoire l'équivalent d'un « porter à connaissance ». Celui-ci est réalisé au regard de l'ensemble des politiques publiques métropolitaines susceptibles d'impacter un PLUi.

La note d'orientations stratégiques métropolitaines relative au PLUi du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

La présente délibération est une synthèse de la « note d'orientations stratégiques métropolitaines relative au PLUi du Territoire du Pays d'Aix ». La note, annexée à la présente délibération, est constituée d'une partie méthodologique et d'une partie de contenu.

L'ensemble des contributions techniques des Directions métropolitaines, ayant alimenté le contenu de la note, constituent des données importantes et utiles pour l'élaboration du PLUi. Au regard de leur caractère purement technique, celles-ci ne sont pas jointes à la présente délibération, et seront transmises au Conseil de territoire du Pays d'Aix en complément, au titre des « informations utiles » prévue par l'article L.134-13 du Code de l'Urbanisme.

• Méthode d'élaboration

En l'absence de SCOT métropolitain approuvé, document référent en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, le choix a été fait pour les notes d'orientations stratégiques métropolitaines de s'appuyer sur 3 sources susceptibles d'intéresser et d'influer sur un PLUi :

- les documents stratégiques métropolitains approuvés à ce jour ;
- les démarches métropolitaines en cours ;
- les documents supra-métropolitains approuvés et en cours.

Au 1^{er} janvier 2019, les documents délibérés par le Conseil de Métropole sont les suivants : Agenda de la Mobilité métropolitaine (adopté en décembre 2016) ; Agenda du Développement économique (adopté en mars 2017) ; Projet métropolitain (Acte 1, adopté en

juin 2018) ; Livre bleu (adopté en juin 2018) ; Agenda Environnemental (adopté en décembre 2018) ; Dispositif de Production de l'Offre Foncière et Immobilière d'Entreprise (adopté en décembre 2018). Ils constituent la 1^o source alimentant cette note.

Par ailleurs, treize démarches sectorielles de portée stratégique sont, au 1^{er} janvier 2019, en cours d'élaboration. Certaines ont une portée juridique et réglementaire vis-à-vis du futur SCOT et des futurs PLUi. Les autres constituent des démarches stratégiques non opposables directement aux PLUi. Elles sont détaillées dans l'annexe de la délibération. Même si elles ne sont pas délibérées à ce jour, elles constituent une 2^o source pour cette note.

Enfin, la 3^o source est liée aux documents supra-métropolitains, conduits par l'Etat et/ou la Région. Ils s'imposent par voie juridique au futur SCOT, lequel s'attachera à transcrire leurs dispositions. Dans l'attente, les PLUi, et notamment celui du Pays d'Aix, doivent anticiper ces dispositions. C'est la raison pour laquelle ils sont synthétisés dans la note et seront transmis dans leur intégralité au Conseil de Territoire.

Il est à noter que, compte-tenu de son contexte particulier, la présente note est nécessairement évolutive et sera complétée au fur et à mesure de l'avancement et de la validation de l'ensemble des démarches citées, qu'elles soient métropolitaines ou supra-métropolitaines.

A partir de ces différentes sources, et sur la base d'une première version de la note, un travail partagé a été conduit avec le Territoire du Pays d'Aix, aux plans technique et politique. Cette note d'orientations stratégiques a, en effet, pour objectif de faciliter l'élaboration du futur PLUi, dans toutes ses dimensions : du stratégique à l'opérationnel et au réglementaire.

• Contenu des axes stratégiques

La note relative au PLUi du Territoire du Pays d'Aix est composée de dix orientations stratégiques (OS), réparties selon les trois axes suivants.

L'axe 1 poursuit l'objectif d'affirmer le rôle majeur du territoire du Pays d'Aix dans l'attractivité métropolitaine. Celle-ci concerne à la fois le développement économique et démographique, dans un objectif global d'attractivité, de création de logements, de richesses et d'emplois, rendus accessibles à l'ensemble des habitants de la métropole. Il se compose des orientations stratégiques suivantes :

- OS1. Conforter le dynamisme et l'attractivité économiques du Pays d'Aix à travers l'objectif métropolitain global du plein emploi à horizon 2040.
- OS2. Soutenir les projets structurants et les espaces de développement économique, situés sur le Pays d'Aix et vecteurs de

rayonnement pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- OS3. Inscrire le Pays d'Aix dans la stratégie métropolitaine de confortement démographique et contribuer aux objectifs renouvelés et adaptés (qualitatifs, quantitatifs) de production de logements dans la limite des capacités des territoires. . L'objectif de croissance démographique du projet métropolitain revêt un caractère non contraignant. Il appartiendra au PLUI du Territoire d'adapter cette ambition de croissance démographique en fonction du projet de territoire et de ses réelles capacités d'accueil.
- OS4. Valoriser le capital nature-paysage de la Métropole comme vecteur d'attractivité économique et touristique

L'axe 2 poursuit l'objectif de conforter la transition du territoire du Pays d'Aix vers un nouveau modèle de développement urbain, garant d'une cohérence transport-urbanisme et soucieux de préserver ses équilibres (ville-nature, centres-périphéries). Il est ici question de la définition des grands équilibres territoriaux, des principaux secteurs identifiés pour le développement et des différentes armatures (agricole, naturelle, de transport, commerciale). Ce nouveau modèle de développement urbain poursuit un objectif de limitation de la consommation foncière, de maintien ou restauration des écosystèmes naturels sur le long terme, en même temps que la réduction des déplacements individuels et l'amélioration de la qualité de vie au quotidien. Il se compose des orientations stratégiques suivantes :

- OS5. Organiser le développement du territoire du Pays d'Aix prioritairement au sein de l'enveloppe urbaine existante, afin de maintenir ou restaurer les grands équilibres naturels et agricoles de la Métropole.
- OS6. Agir en faveur d'une cohérence urbanisme-transport, en structurant le développement urbain du Pays d'Aix autour de l'armature métropolitaine de transports en commun.
- OS7. Stabiliser l'offre commerciale en priorisant les nouvelles implantations aux cœurs des centres villes et villages du Pays d'Aix, fortement doté en zones commerciales périphériques.

Enfin, l'axe 3 vise à renforcer les nouvelles pratiques en matière d'urbanisme et d'aménagement afin d'accélérer la transition énergétique et écologique du territoire du Pays d'Aix. Cet axe poursuit ainsi un triple objectif de préservation des ressources naturelles et paysagères, d'adaptation au changement climatique et de renforcement des aménités pour les habitants. Il se compose des orientations stratégiques suivantes :

- OS8. Développer un nouvel urbanisme en intégrant la question de l'adaptation au changement climatique et la lutte contre la dégradation des milieux.

→ OS9. Préserver totalement de l'urbanisation les milieux les plus fragiles et/ou jouant un rôle essentiel dans le fonctionnement de l'écosystème naturel et la qualité des eaux.

→ OS10. Faire entrer la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la transition énergétique, en agissant simultanément sur la maîtrise de l'énergie (aménagement, bâtis, services...) et l'exploitation du potentiel en énergies renouvelables.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et, plus précisément, l'article L. 134-13 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- La loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000, modifiée par la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 ;
- La loi Engagement National pour le Logement du 13 juillet 2006 ;
- La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement dite « Grenelle II » ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération n°URB 002-17/05/18 CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n°FAG 057-4109/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant le document « Ambition 2040 : 12 engagements pour une métropole à vivre » ;
- La délibération n°MER 007-4240/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant le Livre Bleu de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°ENV 001-5209/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 présentant l'Agenda Environnemental de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Département des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n° ECO 001-5077/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant le dispositif de Production de l'Offre Foncière et Immobilière à vocation Economique sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que, depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est pleinement compétente en matière d'urbanisme et d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- Que le Conseil de la Métropole a délégué aux Conseils de Territoire l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux (PLUi), tout en délibérant aux principales étapes ;
- Que le Conseil de la Métropole doit fournir aux Conseils de Territoire élaborant un PLUi les orientations stratégiques métropolitaines de nature à assurer la cohérence du projet métropolitain ainsi que toutes les informations utiles ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le lancement du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du Pays d'Aix et que le Territoire du Pays d'Aix l'élabore.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la note d'orientations stratégiques métropolitaines relative au PLUi du Pays d'Aix, ci-annexée.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence transmet au Conseil de Territoire du Pays d'Aix la note d'orientations stratégiques métropolitaines relative au PLUi du Pays d'Aix, ci-annexée, ainsi que toutes « informations utiles ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-5742/19/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune du Puy Sainte Réparate - Approbation de la modification simplifiée n°1 - Bilan de la mise à disposition du public
MET 19/10026/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Par délibération n°2017.02.09/Délib/001, du 9 février 2017, le Conseil Municipal de la commune du Puy-Sainte-Réparate a approuvé son PLU.

Par arrêté municipal n°2017-11-27/ADMIN/12 du 27 novembre 2017, la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate a été engagée.

Cette procédure de modification simplifiée a été sollicitée afin d'apporter au document d'urbanisme les adaptations, corrections et compléments permettant de faciliter l'instruction des autorisations du droit des sols en :

- levant des ambiguïtés, des contradictions ou des erreurs matérielles constatées par les services, en apportant des modifications au règlement, concernant, notamment la simplification des identifiants des éléments de patrimoine identifiés au titre des articles L151-19 et L151-11 du Code de l'Urbanisme et la correction des erreurs de correspondance entre le règlement et les cartes ;
- corrigeant des erreurs matérielles sur le document graphique ;
- supprimant une partie de l'emplacement réservé n°5 destiné à l'implantation d'un équipement public (chambre funéraire) auquel la commune a renoncé suite à une mise en demeure d'acquisition par les propriétaires (délibération du Conseil Municipal n°2017.07.19/Délib/075).

Les pièces du PLU modifiées dans le cadre de cette procédure sont :

- le règlement écrit ;
- les documents graphiques du règlement ;
- la liste des emplacements réservés ;
- l'inventaire du patrimoine des annexes.

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du PLU, relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

En date du 11 décembre 2017, le Conseil Municipal de la commune du Puy-Sainte-Réparate a sollicité de la Métropole Aix-Marseille-Provence la poursuite et l'achèvement de cette procédure par délibération n°2017.12.11/Délib/115 .

Par délibération n°URB 031-3571/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole, a décidé de la poursuite et de l'achèvement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate.

Les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate ont été définies par délibération n°2018_CT2_365 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

Le projet de modification simplifiée n°1 du PLU du Puy-Sainte-Réparate a été notifié aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme ainsi qu'aux Maires des communes concernées le 26 octobre 2018, soit préalablement à la mise à sa disposition du public conformément aux dispositions de l'article L153-40 du même Code.

Aucune observation n'a été formulée par ces personnes publiques associées et consultées.

Bilan de la mise à disposition du public :

La mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU du Puy-Sainte-Réparate s'est déroulée du 12 novembre 2018, 8 heures 30, au 14 décembre 2018, 17 heures 30, soit 33 jours consécutifs.

Durant l'intégralité de cette période de mise à disposition du public :

- Un dossier comprenant :
 - le projet de modification simplifiée n°1 du PLU du Puy-Sainte-Réparate ;
 - l'exposé de ses motifs ;
 - la décision n°CU-2018-001986 rendue le 4 octobre 2018 par la Mission Régionale d'Autorité environnementale après examen au cas par cas confirmant que ce projet n'est pas soumis à évaluation environnementale ;

a été mis à disposition du public :

- à l'Hôtel de Ville du Puy-Sainte-Réparate, sis 2 avenue des Anciens Combattants, 13610 Le Puy-Sainte-Réparate, aux horaires d'ouverture au public, où un registre a été ouvert pour que le public puisse y consigner ses observations ; et,
- au siège du Territoire du Pays d'Aix, situé Hôtel de Boadès, 8 place Jeanne d'Arc à Aix-en-Provence, aux horaires d'ouverture du public ;
- Le public a également pu consulter ce dossier et consigner ses observations sur le registre dématérialisé en se rendant sur le site: <http://www.registre-numerique.fr/plu-ms1-lepuysaintereparate.fr>, accessible depuis le site internet du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr>) ;
- de même, les observations sur ce projet de modification simplifiée pouvaient être transmises par voie dématérialisée à l'adresse : plu-ms1-lepuysaintereparate@mail.registre-numerique.fr ;
- Un avis au public est paru dans la rubrique des annonces légales de l'édition des Bouches-du-Rhône de « La Provence » du 30 octobre 2018, et a été publié par voie d'affichage à l'Hôtel de Ville du Puy-Sainte-Réparate et au siège du Territoire du Pays d'Aix plus de 8 jours avant le début de la mise à disposition du public.

Dans le cadre de la mise à disposition du dossier de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate, une seule observation a été émise.

Cette observation, formulée par voie dématérialisée, porte sur le point II.5. de l'exposé des motifs de ce dossier, relatif à la modification du règlement des zones 1AUBj et 1AUDj, dédiées à l'aménagement de jardins collectifs ou d'un parc paysager collectif, afin d'y autoriser, sous conditions, l'aménagement de jardins privatifs et de piscines.

Le requérant, considérant que cette modification « ouvre à des interprétations incorrectes et abusives qui vont à l'encontre du bien vivre des habitants actuels bordant cette zone », sollicite la suppression de « la possibilité de construire des piscines et tout bâtiment non démontable dans la zone 1AUDj. Et de répreciser la nature de « jardin non aedificandi » de cette zone ».

Afin de prendre en compte cette observation, il est proposé de procéder à un complément d'écriture dans le règlement du PLU afin de lever toute ambiguïté.

Il est précisé qu'initialement, il s'agit d'autoriser, pour les habitations projetées en zones 1AUB et 1AUD, dont le terrain d'assiette empiéterait sur les zones 1AUBj et 1AUDj l'aménagement de jardins privatifs et de piscines, dans une bande de 10 mètres à compter de la limite de la zone constructible classée 1AUB ou 1AUD, « sous réserve que l'emprise au sol de celle-ci (y compris la plage de piscine) ne dépasse pas 25 % de la surface affectée au jardin privatif, et de ne pas créer d'annexe » en cohérence avec les Orientations d'Aménagement et de Programmation OAPh2, OAPh3 et OAPh5.

Afin de répondre à la demande du requérant, il est donc proposé de rajouter la condition suivante : « à condition d'être située à proximité d'un bâtiment d'habitation auquel elle se rattache ».

Étant délimité en dehors de la bande de 10 mètres de profondeur à compter de la limite de la zone 1AUD, l'espace de jardins collectifs *non aedificandi* prévu en zone 1AUDj dans l'OAPh5 n'est nullement remis en cause par ces dispositions. Il a vocation à former un espace végétalisé d'une profondeur de 35 à 40 mètres entre les habitations existantes du lotissement « Les Hauts de Rousset » et celles projetées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté municipal n°2017-11-27/ADMIN/12 en date du 27 novembre 2017 engageant la procédure de modification simplifiée n° 1 du PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate ;
- La délibération cadre n°URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n°20171211/Délib/115 du Conseil Municipal de la commune du Puy-Sainte-Réparate du 11 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification simplifiée n° 1 de son PLU ;
- La délibération n°URB 013-3571/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure de modification simplifiée n°1 de son PLU engagée par la commune en date du 27 novembre 2017 ;
- La délibération n°2018_CT2_365 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018 fixant les modalités de la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU du Puy-Sainte-Réparate ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune du Puy-Sainte-Réparate du 25 février 2019, donnant un avis favorable sur le projet de modification simplifiée n°1 de son PLU ;
- La notification du projet de modification simplifiée aux Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme et aux Maires des communes concernées conformément aux dispositions de l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme ;
- Le PLU en vigueur de la commune du Puy-Sainte-Réparate ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le présent bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée.
- Les modifications apportées au dossier de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate pour prendre en compte les résultats de la mise à disposition du public.
- Le dossier de la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de du Puy-Sainte-Réparate, annexé à la présente délibération, prêt à être approuvé conformément aux dispositions de l'article L153-47 du Code de l'Urbanisme.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le bilan de la mise à disposition du public tel que présenté ci-dessus.

Article 2 :

Est approuvée la modification simplifiée n° 1 du PLU de la Commune du Puy-Sainte-Réparate, telle qu'annexée à la présente.

Article 3 :

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicités définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme, soit notamment :

- d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en Mairie du Puy-Sainte-Réparate, et,
- de l'insertion en caractères apparents d'une mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-5743/19/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues - Engagement de la procédure de modification simplifiée n°1
MET 19/10178/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence,

du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Meyrargues a été approuvé par délibération n°D2017-51U du Conseil Municipal du 5 juillet 2017.

La commune de Meyrargues a sollicité l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme afin de, notamment :

- Supprimer un emplacement réservé.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification

simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- La sollicitation de la commune pour l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU ;
- Le PLU approuvé de la commune de Meyrargues en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la commune de Meyrargues a sollicité l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme notamment pour supprimer un emplacement réservé.
- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues.

Article 2 :

Les modalités de la mise à disposition seront précisées par délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-5744/19/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Fare Les Oliviers - Bilan de la mise à disposition du dossier au public - Approbation de la modification simplifiée n° 6
MET 19/9806/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Istres Ouest Provence et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

En date du 20 avril 2018, le Conseil Municipal de la commune de La Fare Les Oliviers a saisi le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'engagement de la modification simplifiée n°6 du PLU.

Cette procédure de modification simplifiée a été sollicitée afin :

- D'intégrer le porter à connaissance (PAC) de l'étude d'aléa inondation de l'Arc en application de l'article R121-2 du Code de l'Urbanisme ;
- De modifier le zonage entre la zone UC et la zone UP sous les terrains du tennis club quartier Sainte Rosalie ;
- D'augmenter le pourcentage de logements sociaux à créer pour les opérations comportant 5 logements et plus ;
- De mettre à jour le règlement du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) ;
- De réactualiser les emplacements réservés.

Les pièces du PLU qui font l'objet de modifications sont les suivantes :

- Règlement
- Zonage Centre
- Zonage Est
- Zonage Sud
- Liste des Emplacements Réservés

Ces adaptations relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme et notamment son article L153-45.

Par délibération du 25 juin 2018, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a demandé au Conseil de la Métropole de solliciter du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de cette modification simplifiée, et a défini les modalités de la mise à disposition du public.

De ce fait, par délibération du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a sollicité du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Fare Les Oliviers. Par arrêté n° 18/130/CM du 23 juillet 2018, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé la procédure de modification simplifiée n°6 du PLU de la Commune de La Fare Les Oliviers.

Par arrêté n°05/18 du 25 juillet 2018, le Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, en sa qualité de Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a précisé les modalités de la mise à disposition du public telles qu'elles avaient été définies par délibération ;

Bilan de la mise à disposition du public :

Celle-ci s'est déroulée de la façon suivante :

- un dossier comprenant une partie administrative (actes officiels et publicité) une note de présentation, le zonage, le projet de règlement, la liste des Emplacements Réservés et le Porter A Connaissance Inondation Versant de l'Arc, les avis des Personnes Publiques Associées et un registre d'observations ;
- le dossier a été également consultable sur les sites internet de la commune de La Fare Les Oliviers et du Conseil de Territoire du Pays Salonais durant la même période.
- un avis au public est paru dans les annonces légales de « la Provence » et « la Marseillaise » le 24 août 2018.

A l'issue de la mise à disposition, trois observations ont été portées aux registres :

1. Un avis favorable de Madame Patricia FAGGIO
2. Monsieur HUBIDOS Paul demande la modification de classement des parcelles AH 654 et A494 Quartier de la Crémade :

« Les opérations 5018 et 4318 (emplacements réservés 50 et 43) vont permettre un accès facile au hameau de la Crémade et à ces parcelles. Celles-ci sont actuellement en zone agricole. Cependant, la parcelle 140 est actuellement classée en zone urbaine périphérique (UC). De plus, la parcelle AH 654 est viabilisée en bordure. Par souci de cohérence, je souhaiterai voir ces deux parcelles classées en zone UC. »

3. Monsieur HUBIDOS Régis demande la modification du classement de la parcelle AE 678 Terre de Bayle :

« Le numéro d'opération 7315 (emplacement réservé 73) va permettre un accès facilité au chemin du Grand Jas et particulièrement à cette parcelle. Celle-ci est en zone boisée classée. Cependant, des parcelles à l'ouest sont actuellement en zone urbaine périphérique (UC). De plus, la parcelle est viabilisée en bordure. Par souci de cohérence, je souhaiterai la voir classée elle aussi en zone UC. »

Les réponses apportées aux deux remarques précédentes sont les suivantes :

2. Les emplacements réservés 50 et 43 étaient déjà existants avant le lancement de la procédure de modification simplifiée. Il s'agissait d'une simple mise à jour des emplacements et ceux-ci n'étaient pas impactés par la présente modification.

Par ailleurs, les parcelles agricoles AH 654 et A 494 ne peuvent être incluses en zone urbaine par l'intermédiaire d'une procédure de modification. Seule une procédure de révision aurait pu l'envisager. Cette demande ne rentre pas dans le champ de la procédure de modification simplifiée en cours sur la commune.

3. L'emplacement réservé 73 était déjà existant avant le lancement de la procédure de modification simplifiée. La parcelle située en Zone Naturelle ne peut être incluse en Zone Urbaine par l'intermédiaire d'une procédure de modification. Seule une procédure de révision aurait pu l'envisager.

Le dossier de projet de modification simplifiée du PLU a été adressé aux Personnes Publiques Associées par courrier le 8 août 2018. Les avis émis et les réponses qui en sont faites sont synthétisés dans le tableau ci-dessous :

Organisme	Avis / Réponse
DDTM (Service Territorial Centre)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Impression des plans de zonage en format A0 / Proposition retenue. 2. Rappeler que Monsieur le Maire doit utiliser le PAC dans ses décisions d'urbanisme en utilisant l'article R111-2 du Code de l'Urbanisme dès lors qu'il a connaissance du risque. Pour cela, il peut s'inspirer de l'annexe du PAC qui donne des principes réglementaires en terme de décisions d'urbanisme / Ce rappel sera inséré dans la note de présentation. 3. L'aléa de l'Arc devrait être reporté de manière précise sur les planches graphiques du PLU. Elles doivent faire apparaître les aléas faible, modéré, fort et résiduel ainsi que la grille d'aléa utilisée sur le bassin versant / Les trois plans de zonage seront modifiés pour intégrer la typologie des aléas. 4. Il est nécessaire de préciser que sur la planche graphique « plan de zonage secteur centre » les zones 1AUa, 1AUe, 1AU, et 2AU sont impactées par l'EXZECO et sont potentiellement inondables. Sont également concernées des zones AU au sud de la commune. / Suite au point réalisé avec la DDTM, il a été décidé de ne pas intégrer cette carte. Celle-ci pourrait effectivement créer une confusion avec le PAC de l'Arc. 5. Avant toute urbanisation de ces zones, pour déterminer à minima l'enveloppe de la zone inondable, il sera nécessaire de mener une étude HGM sur la commune. Une étude hydraulique devra ensuite préciser l'aléa inondation sur les secteurs à enjeux. / Le CT3 indique que pour toute ouverture à l'urbanisation, le territoire portera les études concernant la modification des documents d'urbanisme. 6. Il manque le plan de zonage d'ensemble de la commune, notamment parce qu'il permettra de représenter la disparition des notions des sous-secteurs Nc et Nd au profit d'une zone Nic. / Ce plan a été rajouté. 7. Dans les dispositions générales du règlement, l'article 17 sur la non-application de l'article R123-10-1 du Code de l'Urbanisme a été ajouté. Il est important de préciser que cet article a été remodifié au R151-21 al.3 depuis le 1^{er} janvier 2016. / Proposition retenue.
Chambre d'Agriculture	Avis favorable.
Commune de Berre L'Etang	Avis sans observations.
Département des Bouches-du-Rhône	Avis favorable avec recommandations (suppression de cinq emplacements réservés à son bénéfice, ER 19, ER 20, ER 27, ER 63 et ER 72 car travaux déjà réalisés).

Eu égard à la nature des avis des Personnes Publiques Associées qui se sont prononcées sur le dossier, et aux trois observations du public, il peut être tiré un bilan favorable de la mise à disposition du dossier au public.

En conséquence, il y a lieu de procéder à des adaptations mineures du projet de modification simplifiée du PLU.

Madame la Présidente précise la nature des modifications apportées au projet de modification simplifiée de Plan Local d'Urbanisme suite aux observations formulées pendant la mise à disposition du public, et aux avis des Personnes Publiques Associées.

Les modifications concernent :

- L'apport dans la note de présentation du rappel indiquant que Monsieur le Maire doit se référer au PAC dans ses décisions d'urbanisme en utilisant l'article R111-2 du Code de l'Urbanisme dès lors qu'il a connaissance du risque. Pour cela, il peut s'inspirer de l'annexe du PAC qui donne des principes règlementaires en terme de décisions d'urbanisme ;
- Le report de l'aléa de l'Arc au sein des planches graphiques du PLU ;
- La modification du règlement indiquant la prise en compte de la typologie de ces aléas ;
- L'insertion du plan de zonage général dans la modification ;
- La rectification des dispositions générales avec la recodification du Code de l'Urbanisme.
- La modification de la liste des emplacements réservés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renoué (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier du Conseil Municipal de la Commune de La Fare Les Oliviers du 20 avril 2018 saisissant le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification simplifiée ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 25 juin 2018 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de La Fare Les Oliviers et définissant les modalités de la mise à disposition du public ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 sollicitant du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°6 du Plan Local d'Urbanisme de La Fare Les Oliviers ;
- L'arrêté du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 23 juillet 2018 engageant la procédure de modification simplifiée n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Fare Les Oliviers ;
- L'arrêté du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 25 juillet 2018 précisant les modalités de mise à disposition du public telles que définies par délibération du projet de modification simplifiée n° 6 du Plan Local d'Urbanisme ;
- Les avis des Personnes Publiques Associées ;
- La délibération du Conseil Municipal du 24 janvier 2019 donnant un avis favorable sur le Projet de modification simplifiée n°6 du Plan Local d'Urbanisme de La Fare Les Oliviers ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le présent bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée ;
- Les modifications apportées au projet de modification simplifiée suite aux observations formulées pendant la mise à disposition du public, et aux avis des Personnes Publiques Associées susmentionnées ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification simplifiée n° 6 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de La Fare Les Oliviers, telle qu'annexée à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Etat Spécial du Territoire au Chapitre 4581183017 – fonction 510 – gestionnaire 500 – destinataire 5100.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-5745/19/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Savournin - Engagement de la procédure de modification
MET 19/10114/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Savournin approuvé en date du 5 décembre

2017 prévoit une zone à urbaniser en entrée de ville. L'objectif de l'ouverture à l'urbanisation de cette zone AUB (secteur de mixité sociale) est de permettre de développer l'offre de logements sur la commune et notamment l'offre en logements aidés, en lien avec la création d'un équipement public ou d'intérêt collectif. Le site se trouve à l'Ouest du bourg, au Nord de la RD7. Encadré par des espaces urbanisés et le complexe sportif, il se situe à proximité des commerces et équipements.

Par délibération du 3 décembre 2018, la commune de Saint-Savournin a sollicité du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure de modification n° 1, afin d'élaborer une Orientation d'Aménagement et de Programmation et ouvrir à l'urbanisation ce secteur à enjeux. Par ailleurs, pour faciliter l'instruction des permis de construire et déclarations préalables, il y aura des adaptations du règlement à la marge.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;

- La délibération cadre du Conseil de la Métropole 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- L'élection de la Présidente de la Métropole, Martine VASSAL du 20 septembre 2018 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relatif à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la gestion des plans locaux d'urbanisme du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération du Conseil Municipal de Saint-Savournin du 3 décembre 2018 saisissant le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter auprès de la Présidente de la Métropole l'engagement de la procédure de modification du PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 25 mars 2019 demandant au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter auprès de la Présidente de la Métropole l'engagement de la procédure de modification du PLU ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Savournin en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne du 25 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Saint-Savournin a sollicité le Conseil de Territoire en date du 3 décembre 2018 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification n°1 du PLU pour permettre l'ouverture à l'urbanisation du secteur d'entrée de ville ;
- Que le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a demandé au Conseil de la Métropole, par délibération en date du 25 mars 2019, la sollicitation de la Présidente de la Métropole pour l'engagement de la modification n° 1 du PLU de Saint Savournin ;
- Que la modification a principalement pour objet l'ouverture à l'urbanisation d'une

zone AUB, secteur de mixité sociale, afin de permettre le développement d'offres de logements sur la commune et notamment l'offre en logements aidés ;

- Que pour faciliter l'instruction des permis de construire et des déclarations préalables, il y aura des adaptations du règlement à la marge ;

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Savournin.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 et suivants de la Métropole ; opération d'investissement n°2018400800, «Gestion des Plans Locaux d'Urbanisme», EST-CT4, pour un montant de 15 000 euros, rattachée au programme 06, code AP 184064 BP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-5746/19/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Fare Les Oliviers - Engagement de la procédure de modification simplifiée n° 7
MET 19/10194/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Istres Ouest Provence et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Fare Les Oliviers a été approuvée le 24 juin 2010 et a fait l'objet de cinq procédures de modifications validées en Conseil Municipal (23 septembre 2010,

27 janvier 2011, 28 février 2013, 11 septembre 2014 et 10 septembre 2015) et d'une révision simplifiée (29 mars 2012). La modification simplifiée n°6 du PLU a été engagée par délibération du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018. Elle concernait l'intégration du porter à connaissance (PAC) de l'étude d'aléa inondation de l'Arc, la modification du zonage entre la zone UC et la zone UP sous les terrains du tennis club quartier Sainte Rosalie, l'augmentation du pourcentage de logements sociaux à créer pour les opérations comportant 5 logements et plus, la mise à jour du règlement du Plan Local d'Urbanisme, et la réactualisation des emplacements réservés. Cette procédure sera approuvée au Conseil de la Métropole du 28 mars 2019.

Par courrier de la commune de La Fare Les Oliviers en date du 14 janvier 2019, puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter de la Présidente, l'engagement d'une procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné afin de réactualiser la liste des emplacements réservés, corriger des erreurs matérielles et notamment l'impossibilité de construire des bâtiments nécessaires aux exploitations agricoles en zone agricole au sein du règlement et mettre à jour celui-ci.

La procédure de modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de La Fare Les Oliviers va permettre de corriger des erreurs matérielles présentes au sein du règlement. Il s'agit notamment de permettre l'autorisation de constructions et installations nécessaires à l'activité agricole au sein de la zone agricole.

Elle va également permettre de réactualiser la liste des emplacements réservés notamment en supprimant des emplacements réservés qui n'ont plus lieu d'être.

Ainsi, cette adaptation du PLU envisagée remplit les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique

Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de La Fare Les Oliviers du 14 janvier 2019 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays Salonais qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°7 du PLU de La Fare Les Oliviers ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la modification simplifiée n°7 du PLU de la Commune de La Fare Les Oliviers et définissant les modalités de la mise à disposition du public ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Fare Les Oliviers en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de La Fare Les Oliviers a sollicité le Conseil de Territoire par courrier en date du 14 janvier 2019 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°7 du PLU afin de modifier le règlement en corrigeant des erreurs matérielles et mettre à jour la liste des emplacements réservés ;

- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Fare Les Oliviers.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Etat Spécial du Territoire, Chapitre 011, Fonction 510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-5747/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Berre l'Etang - Abrogation de la procédure de modification de droit commun n°1 MET 19/10196/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopol Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Istres Ouest Provence et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Le PLU de la Commune de Berre l'Etang a fait l'objet des procédures suivantes :

- Approbation du PLU, par délibération du Conseil Municipal du 23 mars 2017 ;
- Engagement de la procédure de modification de droit commun n° 1 du PLU, par délibération du Conseil Municipal du 19 juin 2017 ;
- Engagement de la procédure de modification simplifiée n° 1 du PLU, par arrêté municipal du 29 novembre 2017, puis approuvé par le Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 ;
- Poursuite notamment de la procédure de modification de droit commun n° 1 du PLU de la commune de Berre l'Etang, par délibération du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 ;
- Poursuite notamment de la procédure de modification simplifiée n° 1 du PLU de la commune de Berre l'Etang, par délibération du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 ;
- Régularisation de la procédure d'approbation du PLU de la commune de Berre l'Etang, par délibération du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018.

Par courrier du 5 décembre 2018, au regard de la compétence dont dispose désormais la Métropole, la Commune de Berre l'Etang a sollicité le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il saisisse la Métropole pour la prise en compte de modifications supplémentaires dans le cadre de la procédure de modification du PLU :

- Projet d'instauration d'un Périmètre Délimité des Abords (PDA) autour de la Chapelle Notre-Dame de Caderot (Monument Historique Inscrit) ;
- Prise en compte de différents jugements du Tribunal administratif dans le cadre de procédures contentieuses sur le PLU (se traduisant notamment par des corrections de zonage) ;
- Ouverture à l'urbanisation du Hameau de Maura (parcelles cadastrées CH 501 et CH 418).

La procédure de modification de droit commun n° 1 n'étant plus adaptée pour répondre à ces nouveaux objectifs, il est nécessaire d'abroger cette procédure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l’Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d’urbanisme (Plan Local d’Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil Municipal du 23 mars 2017 approuvant le PLU ;
- La délibération du Conseil Municipal du 19 juin 2017 relative à l’engagement de la procédure de modification de droit commun n° 1 du PLU ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 approuvant notamment la poursuite de la procédure de modification de droit commun n° 1 du PLU de la Commune de Berre l’Etang ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant la régularisation de la procédure d’approbation du PLU de la Commune de Berre l’Etang ;
- Le courrier de la Commune de Berre l’Etang du 5 décembre 2018 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays Salonais qu’il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la prise en compte de modifications supplémentaires dans le cadre de la procédure de modification du PLU ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L’avis du Conseil de territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Commune de Berre l’Etang a prescrit, par délibération du Conseil Municipal du 19 juin 2017, la modification de droit commun n° 1 du PLU ;
- Que le Conseil de la Métropole a délibéré favorablement, le 15 février 2018, notamment sur la poursuite de la procédure de modification de droit commun n° 1 du PLU de la Commune de Berre l’Etang ;
- Que la Commune de Berre l’Etang a sollicité le Conseil de Territoire du 5 décembre 2018 afin qu’il saisisse le Conseil de la Métropole pour la prise en compte de modifications supplémentaires dans la procédure de modification du PLU ;
- Que la procédure de modification de droit commun n° 1 du PLU n’est plus adaptée à ces nouveaux objectifs et qu’il est nécessaire d’abroger cette procédure ;

Délibère

Article unique :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l’abrogation de la procédure de modification de droit commun n° 1 du PLU de la Commune de Berre l’Etang.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-5748/19/CM

■ Plan Local d’Urbanisme de la commune de Berre l’Etang - Engagement de la procédure de modification de droit commun n° 2 MET 19/10340/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d’Agglomération du Pays d’Aix, d’Agglopolo Provence, du Pays d’Aubagne et de l’Etoile, du Pays de Martigues, le Syndicat d’Agglomération Nouvelle Istres Ouest Provence et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d’Urbanisme et des Plans d’Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Le PLU de la Commune de Berre l'Etang a fait l'objet des procédures suivantes :

- Approbation du PLU, par délibération du Conseil Municipal en date du 23 mars 2017 ;
- Engagement de la procédure de modification de droit commun n° 1 du PLU, par délibération du Conseil Municipal en date du 19 juin 2017 ;
- Engagement de la procédure de modification simplifiée n° 1 du PLU, par arrêté municipal en date du 29 novembre 2017, puis approuvé par le Conseil de la Métropole en date du 18 mai 2018 ;
- Poursuite notamment de la procédure de modification de droit commun n° 1 du PLU de la commune de Berre l'Etang, par délibération du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 ;
- Poursuite notamment de la procédure de modification simplifiée n° 1 du PLU de la commune de Berre l'Etang, par délibération du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 ;
- Régularisation de la procédure d'approbation du PLU de la commune de Berre l'Etang, par délibération du Conseil de la Métropole en date du 13 décembre 2018 ;

Par courrier du 05 décembre 2018, au regard de la compétence dont dispose désormais la Métropole, la Commune de Berre l'Etang a sollicité le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il saisisse la Métropole pour la prise en compte de modifications supplémentaires dans la procédure de modification du PLU.

La procédure de modification de droit commun n° 1 n'étant plus adaptée pour répondre à ces nouveaux objectifs, il a été nécessaire d'abroger cette procédure afin de permettre l'engagement d'une nouvelle procédure de modification de droit commun.

L'engagement de la procédure de modification de droit commun n° 2 doit permettre les adaptations du PLU suivantes :

- Amélioration de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) de Mauran, en vue d'une meilleure insertion du secteur d'extension urbaine dans le tissu existant ;
- Adaptation du règlement visant à faciliter la réalisation d'équipements publics dans certaines zones, à permettre l'installation de piscines en zone AS (agricole) et la réalisation d'extensions, l'introduction de normes et emplacements de stationnement mieux adaptés, la meilleure gestion des impératifs de limitation de l'imperméabilisation des sols, l'amélioration de la rédaction du règlement afin de clarifier certaines interprétations ;
- Meilleure réponse aux besoins de stationnement public ;

- Mise à jour des annexes relatives aux risques industriels ;
- Ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUd située le long de l'avenue de Sylvanès, en vue de l'accueil d'équipements publics (complexe sportif) et d'habitations ;
- Projet d'instauration d'un Périmètre Délimité des Abords (PDA) autour de la Chapelle Notre-Dame de Caderot (Monument Historique Inscrit) ;
- Prise en compte de différents jugements du Tribunal Administratif dans le cadre de procédures contentieuses sur le PLU (se traduisant notamment par des corrections de zonage) ;
- Ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUa, dénommée Hameau de Mauran (parcelles cadastrées CH 501 et CH 418).

L'ouverture à l'urbanisation des zones 2AUd et 2AUa, conformément à l'article L153-38 du Code de l'Urbanisme, est réalisée au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones.

La zone 2AUd située le long de l'avenue de Sylvanès correspond actuellement à un secteur dédié à l'accueil d'activités économiques et d'équipements situés le long de cette même avenue.

Un projet d'équipement sportif, notamment tennistique, est en cours d'élaboration sur la partie Nord de cette zone. Le reclassement de cette partie Nord en zone 1AUa dédiée à l'accueil d'équipements sportifs et de loisirs, située le long de l'avenue de Sylvanès entérine l'existence de ce projet d'équipement sportif.

Toutefois, en ce qui concerne la vocation actuelle de la zone comme un secteur accueillant des activités économiques et tertiaires liées à la plaisance et aux loisirs, il s'avère que le développement de ce type d'activités sur ce secteur paraît aujourd'hui peu probable au regard de la faible dynamique de la plaisance sur l'Etang. De fait, la zone 2AUd du PLU est située au contact de zones urbaines pavillonnaires existantes (secteurs de la Bertranne et des Romaniquettes) et pourrait accueillir, après le reclassement de sa partie Sud en zone 1AUB destinée à accueillir des habitations individuelles, quelques habitations dans une typologie comparable à celle de la zone UD voisine.

La zone 2AUa correspondant au Hameau de Mauran, est contiguë à des espaces déjà urbanisés et est desservie par les réseaux :

- La parcelle cadastrée CH 501 était antérieurement située en zone 2UD au Plan d'Occupation des Sols ; il est donc cohérent de la rebasculer en zone urbaine ;
- La parcelle cadastrée CH 418 était en revanche antérieurement localisée en zone agricole 1NC au Plan d'Occupation des Sols ; cependant elle a toujours constitué une « dent creuse » entre deux lotissements et l'ensemble des réseaux

(eau, électricité, assainissement) sont situés au droit de cette parcelle. Par ailleurs, elle est physiquement distincte du reste de la zone 2AU, étant enserrée par deux alignements d'arbres.

Ainsi, ces deux parcelles, cadastrées CH 501 et CH 418, constituent une capacité d'urbanisation immédiate non négligeable dans un secteur déjà construit, le reste de la zone 2AU n'ayant pas vocation à être urbanisé dans un futur proche et n'ayant pas fait l'objet d'une réflexion plus large en terme de fonctionnement et de circulation.

Par délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019, le Conseil de Territoire a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification de droit commun n° 2 du PLU de la Commune de Berre l'Etang.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil Municipal du 23 mars 2017 approuvant le PLU ;
- La délibération du Conseil Municipal du 19 juin 2017 relative à l'engagement de la

procédure de modification de droit commun n° 1 du PLU ;

- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 approuvant notamment la poursuite de la procédure de modification de droit commun n° 1 du PLU de la Commune de Berre l'Etang ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant la régularisation de la procédure d'approbation du PLU de la commune Berre l'Etang ;
- Le courrier de la Commune de Berre l'Etang du 5 décembre 2018 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays Salonais qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la prise en compte de modifications supplémentaires dans le cadre de la procédure de modification du PLU ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 abrogeant la procédure de modification de droit commun n° 1 du PLU de la Commune de Berre l'Etang ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification de droit commun n° 2 du PLU de la Commune de Berre l'Etang ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Commune de Berre l'Etang a prescrit, par délibération du Conseil Municipal du 19 juin 2017, la modification de droit commun n° 1 du PLU ;
- Que le Conseil de la Métropole a délibéré favorablement, en date du 15 février 2018, notamment sur la poursuite de la procédure de modification de droit commun n° 1 du PLU de la Commune de Berre l'Etang ;
- Que la Commune de Berre l'Etang a sollicité le Conseil de Territoire en date du 05 décembre 2018 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour la prise en compte de modifications supplémentaires dans le cadre de la procédure de modification du PLU ;
- Que l'engagement d'une nouvelle procédure de modification de droit commun du PLU de la Commune de Berre

l'Etang est nécessaire afin de répondre à ces nouveaux objectifs ;

- Que le Conseil de la Métropole a délibéré favorablement, en date du 28 mars 2019, sur l'abrogation de la procédure de droit commun n° 1 du PLU de la Commune de Berre l'Etang ;
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que le Conseil de Territoire du 18 mars 2019 a saisi le Conseil de la Métropole pour qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification de droit commun n° 2 du PLU de la Commune de Berre l'Etang.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification de droit commun n° 2 du PLU de la Commune de Berre l'Etang.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais et sont relatives à l'opération n° 2018301700 – fonction 510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-5749/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres - Engagement de la procédure de modification simplifiée n° 4 MET 19/10578/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par la délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville d'Istres a été approuvé par délibération du Conseil municipal n° 231/13 du 26 juin 2013, et, a fait l'objet d'une annulation partielle, de trois mises à jour approuvées par arrêtés n° 877/15 du 15 juillet 2015, n° 1610/2016 du 9 novembre 2016 et n° 5/18 du 15 octobre 2018, de deux modifications simplifiées approuvées par délibérations du Conseil municipal n° 36/15 du 20 février 2015 et n° 189/2016 du 10 février 2016 et d'une modification approuvée par délibération du Conseil municipal n° 39/16 du 2 mars 2016. Une modification simplifiée n° 3 est en phase d'approbation.

Par courrier de la commune d'Istres, puis par délibération du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence en date du 27 mars 2019, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter de la Présidente, l'engagement d'une procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme concerné afin d'autoriser la suppression des emplacements réservés n° 74 et 77 et l'ajout d'un article dans les dispositions générales du règlement relatif aux unités extérieures de climatisations et assimilés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018 portant approbation de la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres en vigueur ;
- Le courrier de la commune d'Istres sollicitant du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 27 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune d'Istres a sollicité le Conseil de Territoire en date du 15 février 2019 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n° 4 du Plan Local d'Urbanisme pour permettre la suppression des emplacements réservés n° 74 et 77 et l'ajout d'un article dans les dispositions générales du règlement relatif aux unités extérieures de climatisations et assimilés ;
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire, il convient que le Conseil Territoire Istres-Ouest Provence saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Délibère

Article unique :

Est sollicité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 4 du Plan Local d'Urbanisme d'Istres.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-5750/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme d'Istres - Engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU - Projet de pôle dirigeable des plus légers que l'air MET 19/10589/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce sur le Territoire de Istres-Ouest Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le PLU de la Ville d'Istres a été approuvé par délibération du Conseil municipal n° 231/13 du 26 juin 2013, et a fait l'objet d'une annulation partielle, de trois mises à jour approuvées par arrêtés municipaux n° 877/15 du 15 juillet 2015 et n° 1610/2016 du 9 novembre 2016 et par arrêté du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence n° 5/18 du 15 octobre 2018, de deux modifications simplifiées approuvées par délibérations du Conseil municipal n° 36/15 du 20 février 2015 et n° 189/2016 du 10 février 2016 et d'une modification approuvée par délibération du Conseil municipal n° 39/16 du 2 mars 2016. La modification simplifiée n° 3 est en phase d'approbation.

Toutefois, des réflexions et des analyses en matière d'urbanisme et d'aménagement se poursuivent en vue de continuer à adapter le document d'urbanisme aux objectifs de développement de la commune, inscrits, notamment, dans le SCOT Ouest Etang de Berre, approuvé le 22 octobre 2015.

En effet, ce dernier prévoit que le secteur de l'aéronautique se structure notamment autour du développement du pôle aéronautique d'Istres et des filières associées. Le pôle est caractérisé par sa proximité avec un écosystème reconnu pour son excellence en matière d'essais, de simulations et de mesures de tout type d'aéronefs.

Le site du Pôle Aéronautique a été labellisé en 2014 pour être le site d'accueil des essais et des opérations d'assemblage de la nouvelle filière industrielle « Dirigeables ».

La feuille de route, de cette nouvelle filière, est pilotée depuis 2007 par le Pôle de compétitivité SAFE CLUSTER, dans le cadre de la Nouvelle France Industrielle à l'initiative du gouvernement, le plan industriel étant lui-même intégré dans l'axe

« Transports de demain » de « l'Alliance de l'Industrie du Futur ».

L'enjeu du plan industriel est le développement d'une nouvelle filière industrielle aéronautique internationale organisée en usine du futur, mettant sur le marché des solutions de transport, d'observation et de télécommunication, écologiques et d'une efficacité opérationnelle et économique inégalée.

Le lancement officiel de deux grands programmes de développement d'aéronefs plus légers que l'air, le STRATOBUS (dirigeable stratosphérique destiné à la surveillance, l'observation et aux télécommunications, développé par Thales Alenia Space et son consortium) et le LCA60T (dirigeable destiné au transport de charges lourdes, développé par FLYING WHALES et son consortium), tous deux financés au Programme des Investissements d'Avenir concrétise l'engagement de la phase industrielle du plan.

Dans la suite de l'acquisition de l'unité foncière, les collectivités territoriales ont investi la réhabilitation et la mise en conformité du hall de montage, pour une première mise à disposition du hall pour les essais en conditions réels de vol du démonstrateur du programme industriel « Stratobus » dès le présent exercice.

Le chiffre d'affaire annuel constructeur attendu est de 1 à 2 md€ à 10 ans au niveau national, avec des premières machines sur le marché dès 2021/22.

L'impact attendu en Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur est de 3000 emplois directs, dont 1000 sur le site de production industrielle.

Le développement de cette filière des plus légers que l'air est conduit dans une logique de concentration des programmes en un lieu unique pour bénéficier du maximum de synergies entre programmes avec un objectif de réduction des risques, des coûts et des délais. L'organisation industrielle de cette filière en usine étendue dans une logique d'industrie du futur pour appuyer ces synergies. Ce développement devrait inclure une plateforme de soutien technique, essais et certification pour les programmes industriels, ainsi qu'un plateau de supply-chain flexible en local.

Dans ce contexte, le site du Pôle Aéronautique Jean Sarrail, au voisinage de la Base Aérienne 125 (BA 125) à Istres concentre des facteurs clés de succès décisifs pour accélérer et sécuriser le développement de la nouvelle filière des plus légers que l'air et de l'ensemble de ses programmes d'aéronefs :

La présence de l'expertise de premier rang mondial sur les essais en vol de DGA essais en vol à Istres, et leur volonté de collaboration au plan industriel sont apparues comme un facteur d'attractivité décisif pour le site d'Istres.

La présence de la zone d'essais ségréguables CER est aussi très importante pour permettre les essais de qualification dans un cadre sécurisé et contrôlé

en espace militaire, en particulier pour STRATOBUSTM.

L'ancienne réglementation d'autorisation d'accès à la stratosphère devrait pouvoir être beaucoup plus facilement réactivée que s'il s'agissait d'en créer une de toute pièce ailleurs.

La présence de l'EPNER facilitera grandement la formation de pilotes d'essais.

Aussi, le territoire du SCOT est prêt à mobiliser du foncier économique pour cette activité.

Ainsi, ce projet nécessite la mise à disposition d'espaces vastes et dégagés de bonne planimétrie et de bonne portance, situés à proximité de la BA 125 et du Pôle « Istres-Jean Sarrail ».

La mise en œuvre de ce projet situé en zones NM (zone naturelle situés dans l'enceinte de la BA 125) et UM (zone dédiée aux activités militaires de la BA 125), nécessite que les règles fixées par le PLU en vigueur soient adaptées.

La commune d'Istres a donc saisi la Métropole, en vue d'engager une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pour la réalisation du projet pôle dirigeable des plus légers que l'air.

La loi a institué un régime de mise en compatibilité du PLU, qui permet notamment d'adapter les dispositions du PLU par rapport à un projet qui fait l'objet d'une déclaration d'intérêt général.

Conformément au rapport joint à l'ordre du jour, la nécessité de suivre la procédure prévue à l'article L.126-1 du Code de l'Environnement et la compétence de la Métropole pour initier et au final se prononcer par la déclaration de projet sur l'intérêt général du projet est expressément rappelé.

Aussi, la finalisation du projet, ainsi que les modifications à apporter au PLU, nécessitent d'engager la procédure susmentionnée.

L'objet de la présente délibération est donc d'engager la procédure de déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du PLU d'Istres afin de permettre la réalisation du projet de Pôle dirigeable des plus légers que l'air.

Il est également rappelé que conformément à ce qui a été exposé dans le rapport, en application des dispositions du Code de l'Environnement (article L.121-17-1), la procédure de mise en compatibilité entre dans le champ du droit d'initiative et que la présente délibération vaut déclaration d'intention au sens du Code de l'Environnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.134-11 et suivants ; R.153-15 et suivants, précisant les modalités de la procédure de mise en compatibilité du PLU
- Le Code de l'Environnement et notamment son article L.126-1, définissant le champ d'application de la procédure de déclaration de projet au titre du Code de l'Environnement ; et les articles L.121-15-1-3, L.121-17-III, L.121-17-1-2 d'après lesquels un droit d'initiative est ouvert au public
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le Code de l'Environnement et notamment l'article L.121-19 susmentionné, stipulant que le droit d'initiative peut être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de la présente déclaration d'intention ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE)
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération Cadre du Conseil de la Métropole n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- Les arrêtés de délégation de la Présidente du Conseil de la Métropole aux Présidents des Conseils de Territoire, Vice-présidents de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Le SCOT Ouest Étang de Berre approuvé le 22 octobre 2015 ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres en vigueur ;

- La lettre de saisine de la présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 27 mars 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de Pôle dirigeable des plus légers que l'air revêt un caractère d'intérêt général en répondant aux enjeux de développement, notamment en termes d'économie, d'emploi et d'environnement, portés par le Territoire Istres-Ouest Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence, en compatibilité avec les objectifs et les orientations du SCOT en vigueur Ouest Etang de Berre ;
- Qu'il convient, pour sa réalisation, d'adapter les règles du PLU en vigueur de la commune d'Istres par une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du document d'urbanisme.

Délibère

Article 1 :

Est engagée la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme, pour la réalisation du projet de pôle dirigeable des plus légers que l'air.

Article 2 :

Conformément au Code de l'Environnement, la présente délibération vaut déclaration d'intention du fait qu'elle contient les informations citées à l'article L.121-18 du Code de l'Environnement, à savoir :

Les motivations et raisons d'être du projet :

Le site du Pôle Aéronautique a été labellisé en 2014 pour être le site d'accueil des essais et des opérations d'assemblage de la nouvelle filière industrielle « Dirigeables ».

La feuille, de route de cette nouvelle filière est pilotée depuis 2007 par le pôle de compétitivité SAFE CLUSTER, dans le cadre de la Nouvelle France Industrielle à l'initiative du gouvernement, le plan Industriel étant lui-même intégré dans l'axe « Transports de demain » de « l'Alliance de l'Industrie du Futur ».

L'enjeu du plan industriel est le développement d'une nouvelle filière industrielle aéronautique internationale organisée en usine du futur, mettant sur le marché des solutions de transport, d'observation et de télécommunication, écologiques et d'une efficacité opérationnelle et économique inégalée

Le chiffre d'affaire annuel constructeur attendu est de 1 à 2 md€ à 10 ans au niveau national, avec des premières machines sur le marché dès 2021/22.

L'impact attendu en Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur est de 3000 emplois directs, dont 1000 sur le site de production industrielle.

Le cas échéant, le plan ou le programme dont il découle :

«La Nouvelle France Industrielle» (NFI) lancé par le Président de la République le 12 septembre 2013, un plan stratégique ambitieux de ré industrialisation de la France, lancé initialement sur 34 plans de développement industriel, parmi lesquels figurait le plan industriel Dirigeables.

«L'Alliance pour l'Industrie du Futur» en avril 2015, dispositif de 9 axes stratégiques souhaité par le Ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique Emmanuel Macron pour donner plus de lisibilité à cette stratégie industrielle.

Le plan Industriel Dirigeables est depuis partie intégrante de l'axe « Transports de demain » au côté de l'avion électrique, du TGV du futur et du navire écologique.

Le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Industrialisation (SRE2I) identifie sept filières d'excellence parmi lesquelles l'aéronautique, le spatial, le naval, la défense. Le développement du dirigeable est un axe central de ce schéma.

Le projet s'intègre dans les Opérations d'Intérêt Régional (OIR) au sein du thème « logistique et mobilités durables » et « industrie du futur ».

La Métropole Aix-Marseille-Provence a fléchi ce projet comme l'un des grands projets structurants pour son territoire.

La liste des communes correspondant au territoire susceptible d'être affecté par le projet :

La présente déclaration de projet concerne le seul territoire de la commune d'Istres.

Aperçu des incidences potentielles sur l'environnement :

Les incidences potentielles identifiées de ce projet sur l'environnement sont les suivantes :

Incidences sur les sols :

Superstructures :

Construction de bâtiments de stockage, assemblage et bureaux, pour une surface bâtie de l'ordre de 65 000 m² au total.

Infrastructures :

Réalisation d'une piste de transfert d'environ 300 mètres de long et de 60 mètres de large et d'une seconde piste de transfert d'environ 300 mètres de long et de 25 mètres de large,

Réalisation d'une aire de décollage de 400 mètres de diamètre ,

Réalisation d'une aire logistique.

Incidences sur la ressource en eau : En phase travaux comme en phase réalisation, la consommation d'eau sera sensiblement augmentée du fait des travaux de construction puis de l'activité économique et des emplois générés par le projet.

Incidences sur les milieux naturels et la biodiversité Faune et Flore : Le secteur d'études est concerné par des périmètres de protection environnementaux Natura 2000 : ZICO, ZSC, ZPS et une ZNIEFF de type 1.

Incidences sur le paysage : La réalisation du projet d'aménagement concerne environ 300 hectares au total. Cette emprise est constituée pour partie par une zone UM (zone urbanisée militaire) déjà largement anthropisée, et pour partie, par une zone NM (zone naturelle militaire), actuellement peu valorisée. Seule une faible partie de la zone NM accueillera les bâtiments à réaliser.

Les aires de transfert et de décollage seront réalisées de façon à avoir l'impact le plus faible possible sur les sols et le paysage, de préférence en herbe stabilisée. Une attention particulière sera portée sur l'architecture des bâtiments afin de minimiser l'impact sur le paysage.

Incidences sur les risques et nuisances : Apport supplémentaire de trafic routier

Incidences sur la qualité de l'air : Aucune incidence mise à part celle liée au trafic routier généré.

Le cas échéant, les solutions alternatives envisagées :

Le projet doit être implanté à proximité de la zone aérienne d'Istres et de ses équipements spécifiques. Aucune autre ville de la Métropole Aix-Marseille Provence ne peut être envisagée pour cette implantation.

La présence de l'expertise de premier rang mondial sur les essais en vol de DGA essais en vol à Istres, et leur volonté de collaboration au plan industriel sont apparues comme un facteur d'attractivité décisif pour le site d'Istres.

La présence de la zone d'essais ségrégable CER est aussi très importante pour permettre les essais de qualification dans un cadre sécurisé et contrôlé en espace militaire, en particulier pour STRATOBUSTM

L'ancienne réglementation d'autorisation d'accès à la stratosphère devrait pouvoir être beaucoup plus facilement réactivée que s'il s'agissait d'en créer une de toute pièce ailleurs.

Un premier site a été envisagé au sud du pôle Jean Sarrail. Il a été écarté du fait de sa situation en zone agricole irriguée. Le site retenu, objet de la procédure, n'est pas situé en zone agricole irriguée, n'est pas impacté par le Plan de protection de l'aérodrome d'Istres.

Modalités déjà envisagées, s'il y a lieu, de concertation préalable du public :

Le projet de déclaration préalable sera soumis à la concertation pendant une durée d'un mois minimum, selon les modalités suivantes :

- Information sur le site internet du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence,
- Mise à disposition du dossier complet de la déclaration préalable et de mise en compatibilité du PLU d'Istres accompagné d'un registre à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, allée de la Passe-Pierre, Bat. Trigance 4, ZAC de Trigance à Istres,
- Mise à disposition du dossier complet de la déclaration préalable et de mise en compatibilité du PLU d'Istres, accompagné d'un registre à l'Hôtel de ville d'Istres 1 Esplanade Bernardin Laugier à Istres,
- Publication d'un article d'information dans la presse locale.

A l'issue de cette concertation, un bilan sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille- Provence.

Article 3 :

La déclaration de projet et mise en compatibilité du PLU porte sur la création d'un pôle dirigeable des plus légers que l'air et l'adaptation des règles du PLU relatives aux zones UM et NM, sur l'emprise concernée.

Article 4 :

Conformément à l'article L.153-54 du Code de l'Urbanisme, une réunion d'examen conjoint portant sur les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du PLU sera organisée avec l'Etat, la Métropole, le Conseil de Territoire, la commune d'Istres et les Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme, avant la mise à l'enquête publique. A l'issue de cet examen conjoint un procès-verbal sera rédigé et fera partie des pièces du dossier d'enquête publique.

Article 5 :

La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU fera l'objet d'une enquête publique, portant à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU, d'une durée d'un mois minimum conformément aux dispositions de l'article L.153-55 du Code de l'Urbanisme. Cette enquête publique aura lieu suite à l'exercice des dispositions contenues dans les articles susmentionnés du Code de l'Environnement (droit d'initiative possible durant 2 mois, puis décision motivée du préfet rendue dans un délai d'un mois maximum, puis mise en œuvre de l'éventuelle concertation préalable).

Article 6 :

À l'issue de l'enquête publique prévue à l'article 4, le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU sera approuvé, après avoir été éventuellement amendé pour tenir compte des avis

émis et des observations du public, par une délibération du Conseil de la Métropole.

Article 7 :

Cette délibération valant déclaration d'intention, sera, conformément aux articles L.121-18 et R.121-25 du Code de l'Environnement :

- publiée sur le site internet Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, à l'adresse suivante : <http://www.ouestprovence.fr/index.php?id=1968>
- publiée sur le site internet de la commune d'Istres, à l'adresse suivante : www.istres.fr
- publiée sur le site internet des services de l'Etat dans le département, à l'adresse suivante : www.bouches-du-rhone.gouv.fr

Article 8 :

Une copie de la présente délibération sera adressée à Monsieur le Préfet et fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et à la mairie d'Istres pendant le délai d'un mois et la mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera également publiée au recueil des actes administratifs.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-5751/19/CM

■ Approbation de l'Agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP) du territoire Istres-Ouest Provence et autorisation du dépôt de l'Ad'Ap pour sa validation par les services de l'Etat MET 19/10151/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a imposé que les établissements recevant du public soient rendus accessibles aux personnes handicapées avant le 1er janvier 2015.

L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées, prévoit la mise en place d'un outil, l'agenda d'accessibilité programmée (Ad'Ap), donnant la possibilité de prolonger, au-delà de 2015, le délai permettant d'effectuer les travaux de mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public.

Plus précisément, en application de l'article L.111-7-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, le

propriétaire d'un établissement recevant du public existant à la date du 31 décembre 2014 transmet à l'autorité administrative, dans les douze mois suivant sa publication de l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014, à savoir avant le 27 septembre 2015, un document établissant la conformité de cet établissement aux exigences d'accessibilité.

A défaut, il soumet à cette autorité un agenda d'accessibilité programmée.

Ainsi, le propriétaire d'un d'établissement recevant du public (ERP) ou d'une installation ouverte au public (IOP) qui ne répond pas au 31 décembre 2014 aux exigences d'accessibilité, doit élaborer un agenda d'accessibilité programmée, lequel comporte une analyse des actions nécessaires pour que l'établissement réponde à ces exigences, et prévoit le programme et le calendrier des travaux, ainsi que les financements correspondants.

Ces obligations relèvent de l'exploitant de l'établissement ou de l'installation lorsque le contrat de bail ou

la convention de mise à disposition lui transfère les obligations de mise en accessibilité faites au propriétaire.

Pour le SAN Ouest Provence, un projet d'agenda d'accessibilité programmée devait être déposé avant le 27 septembre 2015, toutefois, il était prévu que l'autorité administrative compétente puisse autoriser, par décision motivée, la prorogation de ce délai pour une durée de 12 mois.

Aussi, le SAN Ouest Provence, fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, avait formulé une demande de prorogation pour une durée de douze mois en raison de difficultés techniques (délibération n° 319/15 du 8 juillet 2015), demande qui a été approuvée par arrêté préfectoral du 18 septembre 2015.

Cependant, compte tenu des engagements financiers conséquents induits par les agendas d'accessibilité programmée, une seconde prorogation a été sollicitée. Le Préfet des Bouches-du-Rhône a répondu défavorablement à cette prorogation par un courrier daté du 13 juin et réceptionné le 23 juin 2017.

Conformément aux propositions formulées dans le courrier du Préfet, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée du Chef du Pôle Accessibilité Sécurité de la DDTM 13 pour être orientée et conseillée sur l'élaboration de l'Ad'Ap.

Suite aux orientations et conseils de la DDTM et aux divers diagnostics d'accessibilité réalisés sur le territoire Istres Ouest Provence, 49 ERP et 6 IOP non conformes ont été identifiés au regard de la réglementation accessibilité. Quant aux établissements conformes, ceux-ci ont fait l'objet d'une attestation d'accessibilité et ne sont donc pas inclus dans cet Ad'Ap patrimonial. Il s'agit :

- du Boulodrome René Arnaud à Fos-sur-Mer (1ere Catégorie – Type X)
- du Centre Culturel Marcel Pagnol à Fos-

sur-Mer (2eme Catégorie – Type L-T)

- du Gymnasium à Fos-sur-Mer (5eme Catégorie – Type X)
- de la Halle d'athlétisme à Miramas (1ere Catégorie – Type X)

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence propriétaire des ERP et IOP non conformes recensés situés sur le périmètre du territoire Istres Ouest Provence a élaboré un Ad'Ap qui doit faire l'objet d'une approbation par les services de l'Etat.

La demande d'approbation de l'Ad'AP porte sur 3 périodes de 3 ans, soit 9 ans, pour un montant total sur l'ensemble du territoire Istres Ouest Provence de 4 621 100 € HT, soit 5 545 320 € TTC.

La présente délibération a donc pour objet d'approuver l'Ad'AP du territoire Istres Ouest Provence présenté en annexe et d'autoriser Madame la Présidente ou son représentant à déposer celui-ci en vue de sa validation par les services de l'Etat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2005-102 du 11 Février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Le décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public (ERP) et des installations ouvertes au public (IOP) ;
- Le décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;
- L'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

- L'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du Code de la Construction et de l'Habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;
- L'arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues dans le code de la construction et de l'habitation ;
- La lettre du Préfet des Bouches-du-Rhône du 13 juin 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 27 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour les ERP et IOP dont la mise en conformité ne pouvait pas être réalisée avant le 27 septembre 2015, un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) aurait dû être déposé avant cette date ;
- Qu'en raison de difficultés techniques, le délai pour déposer l'Ad'AP a été prorogé pour une période d'un an et qu'il convient dorénavant suite au refus par le Préfet des Bouches-du-Rhône d'une seconde prorogation du délai de constituer un Ad'AP ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, propriétaire des ERP et des IOP a l'obligation, pour mettre ces établissements en conformité avec les obligations d'accessibilité, de constituer un Ad'AP ;
- Que les diagnostics d'accessibilité réalisés sur le territoire Istres Ouest Provence ont permis d'identifier 49 ERP et 6 IOP non conformes au regard de la réglementation Accessibilité ;
- Que dans ce contexte, il convient d'une part, d'approuver l'Ad'AP joint en annexe, et d'autre part, d'autoriser Madame la Présidente ou son représentant à déposer le l'Ad'AP en vue de sa validation par les services de l'Etat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'Agenda d'Accessibilité Programmée du territoire Istres-Ouest Provence tel qu'il figure en annexe.

Article 2 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à déposer l'Agenda d'Accessibilité Programmée du territoire Istres-Ouest Provence au service de l'Etat chargé de sa validation.

Article 3 :

L'Agenda d'Accessibilité Programmée porte sur 3 périodes de 3 ans, soit 9 ans, pour un montant total sur l'ensemble du territoire Istres-Ouest Provence de 4 621 100 euros HT, soit 5 545 320 euros TTC.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat spécial de territoire 2019 et suivants :

- chapitre 4581175009, nature 4581175009, code opération 2017500900,
- chapitre 4581175010, nature 4581175010, code opération 2017501000,
- chapitre 4581175034, nature 4581175034, code opération 2017503400,
- chapitre 4581175035, nature 4581175035, code opération 2017503500.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-5752/19/CM

■ Avis sur le projet de Périmètre Délimité des Abords (PDA) du monument historique de la commune de La Penne-sur-Huveaune MET 19/10141/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La protection des immeubles classés ou inscrits aux monuments historiques s'applique actuellement à l'intérieur d'un cercle de 500 mètres de rayon centré sur le monument concerné.

Ce périmètre était intégré en annexe du document d'urbanisme applicable sur la commune, le Plan d'Occupation des Sols, devenu caduc au 27 mars 2017.

Depuis la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, la protection des abords s'applique en principe dans un périmètre délimité par l'autorité compétente de l'Etat, sur proposition de l'architecte des bâtiments de France et après enquête publique. Faute d'avoir délimité ce périmètre, la protection des abords s'applique subsidiairement, dans un périmètre de 500 mètres autour de l'immeuble (article L.630-1 du Code du Patrimoine).

La procédure de création ou de modification de ces périmètres délimités des abords est menée par les services de l'Etat.

Toutefois, suite à la loi du 7 juillet 2016 et à son décret d'application n° 201-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables, le Code du Patrimoine prévoit que lorsque la délimitation du ou des périmètres des abords intervient concomitamment à l'élaboration d'un PLU, le Préfet doit saisir pour avis la commune ou l'EPCI compétent ; l'autorité compétente en matière de PLU diligente une enquête publique portant à la fois sur le projet de document d'urbanisme et sur le projet de périmètre délimité des abords.

Il convient donc que l'organe délibérant de la Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité compétente en matière de PLU, émette un avis sur le périmètre proposé pour le monument historique concerné sur la commune de La Penne sur Huveaune.

Ce périmètre de protection des abords permet, dans un objectif de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel, de protéger les immeubles qui forment avec un monument historique un ensemble cohérent et/ou qui sont susceptibles de contribuer à sa conservation ou à sa mise en valeur.

Par ailleurs, depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires. A ce titre, elle a décidé de poursuivre, par délibération en date du 15 février 2018 la procédure de révision du Plan d'Occupation des Sols valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme que la commune de La Penne-sur-Huveaune avait prescrit en date du 25 novembre 2015.

Dans ce contexte, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été saisie par courrier, à l'appui d'un dossier présentant et justifiant la proposition de périmètre située dans l'aire du PLU de La Penne-sur-Huveaune.

Le périmètre des abords proposé est cohérent avec le tissu urbain existant et la topographie du territoire ; de plus, il prend mieux en compte le parcellaire existant. Ainsi, il contribue à plus de cohérence dans l'application du droit des sols lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.

Conformément à l'article R. 621-93 du Code du Patrimoine, le Conseil de la Métropole doit se prononcer sur le projet de périmètre délimité des

abords après consultation de la ou les communes concernées.

Ainsi la commune de La Penne-sur-Huveaune a été consultée sur le projet de périmètre délimité des abords la concernant.

Après cette consultation, il convient donc que la Métropole exprime son avis sur le projet de périmètre délimité des abords proposé par le Préfet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 sur la Simplification de la vie des entreprises (SVE) et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la Liberté de Création, à l'architecture et au Patrimoine (LCAP) ;
- Le décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables ;
- La délibération du 25 novembre 2015 du conseil municipal de la Penne sur Huveaune prescrivant la révision du POS valant élaboration du PLU ;
- La délibération n° HN 129-260/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération n° URB 024-3582/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 actant la poursuite de l'élaboration du PLU de la commune de La Penne-sur-Huveaune ;
- Le projet de délimitation du périmètre des abords transmis par Monsieur le Préfet ;
- La consultation de la commune de La Penne-sur-Huveaune sur le projet de périmètre délimité des abords ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 25 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la protection des immeubles classés ou inscrits aux monuments historiques s'applique actuellement à l'intérieur d'un cercle de 500 mètres de rayon centré sur le monument historique concerné ;
- Que depuis la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la Liberté de la Création, à l'Architecture et au Patrimoine, la protection des abords s'applique en principe dans un périmètre délimité par l'autorité compétente de l'Etat, sur proposition de l'architecture des bâtiments de France, qui se substitue au rayon de 500 m ;
- Que la commune de La Penne-sur-Huveaune a, par délibération du 25 novembre 2015, engagé la procédure de révision du POS valant élaboration du PLU ;
- Que préalablement à l'avis de la Métropole, la commune de La Penne-sur-Huveaune a été consultée sur le projet de PDA ;
- Que le périmètre adapté de protection des abords du monument historique proposé par Monsieur le Préfet permet de protéger les immeubles qui forment avec le monument historique concerné et les immeubles qui sont susceptibles de contribuer à leur conservation et/ou à leur mise en valeur, un ensemble cohérent.

Délibère

Article 1 :

Est émis un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords concernant la commune de la Penne sur Huveaune.

Article 2 :

Est pris acte que le projet de périmètre délimité des abords susmentionné sera soumis à enquête publique conjointement à l'enquête publique relative au PLU de la Penne sur Huveaune. Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***** **Commission "Développement territorial, logement, centres anciens, contrat de ville"** *****

DEVT 001-5753/19/CM

**■ Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne Dégradé - Intervention sur les grandes copropriétés dégradées - Approbation de l'avenant n°5 à la convention de concession passée avec Marseille Habitat concernant l'ensemble immobilier du Parc Kallisté à Marseille 15ème arrondissement
MET 19/10130/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Situé sur les hauteurs du quartier Notre Dame Limite, chemin des Bourrely, dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille, l'ensemble immobilier du Parc Kallisté est confronté depuis de nombreuses années à un cumul de difficultés qui ont conduit les pouvoirs publics à engager des actions fortes dès les années 2000.

Pour rappel, le site est composé, sur environ 10 hectares, de 9 copropriétés distinctes de 753 logements au total, de garages, de commerces de proximité, un plateau sportif, un groupe scolaire et une bastide.

Par délibération n°11/0666/DEVD du 27 juin 2011, la Ville de Marseille a approuvé le projet de rénovation urbaine de l'ensemble immobilier du Parc Kallisté. L'objectif de ce projet urbain est de désenclaver ce territoire et de l'intégrer dans un fonctionnement urbain et social amélioré.

Une convention partenariale a ainsi été signée entre l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) et l'ensemble des partenaires publics le 10 octobre 2011. Les différents éléments du projet initial étaient les suivants : acquisition/démolition des bâtiments B et H, confortement des petites copropriétés redressables, réhabilitation du groupe scolaire et de ses abords et des plateaux sportifs.

La Société d'Économie Mixte (SEM) Marseille Habitat est chargée depuis juillet 2012, dans le cadre d'une concession d'aménagement, de la mise en œuvre d'une partie de ce projet urbain. Suite au transfert de compétences en décembre 2015, la Métropole Aix Marseille Provence s'est substituée à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

A ce stade du projet urbain, le bilan opérationnel est le suivant :

Dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à Marseille Habitat :

- Concernant les acquisitions réalisées :

- Maitrise foncière totale des 132 logements de la copropriété B pour une démolition par déconstruction courant 2019,
- Maitrise partielle du bâtiment H (106 logements sur 113) et expertise à fin de carence du syndicat des copropriétaires en cours pour la maitrise des derniers lots (démolition en 2020),
- Maitrise de 95 logements dans les autres bâtiments pour faciliter les relogements,
- Maitrise de la propriété Valcorme et location de la Bastide à un collectif de médecins qui a ouvert un centre de santé participatif en janvier 2018 dénommé « Château en santé »,

- Concernant les cessions réalisées : 11 logements revendus par Marseille Habitat à des propriétaires occupants d'immeubles à démolir,

- Relogement de la totalité des occupants des bâtiments B et H (immeubles vacants et sécurisés),

Hors concession d'aménagement :

- Réaménagement des abords de l'école et création d'un parking,

- Phase d'élaboration des plans de sauvegarde en cours pour les autres bâtiments.

Dans la perspective du Nouveau Projet de Renouvellement Urbain (NPNRU) et de la mise en œuvre du plan de lutte contre l'habitat indigne (LHI) et sur la base du diagnostic du Plan de Sauvegarde et de l'étude urbaine pilotés par Marseille Rénovation Urbaine, il ressort aujourd'hui de nouveaux objectifs validés par l'ensemble des partenaires publics :

- les bâtiments A, C, D, F et I apparaissent en capacité de rester sous le statut de la copropriété avec un appui renforcé dans le cadre de plans de sauvegarde à conventionner dans les mois qui viennent : les conventions de plans de sauvegarde seront soumises pour approbation au vote de chacune des assemblées générales de copropriété. Il s'agit notamment d'apporter des aides financières pour la réalisation de travaux prioritaires en parties communes et d'apporter une expertise et un appui dans la gestion des copropriétés et un accompagnement social renforcé envers les occupants les plus fragiles.

- la copropriété E est dans une situation financière extrêmement problématique et à la limite de la cessation de paiement. De plus, sa situation géographique en fait également un lieu privilégié pour des activités illégales de trafics divers qui rendent l'attractivité du centre commercial quasi nulle. Une maitrise foncière de ce bâtiment par les pouvoirs publics paraît inéluctable

- la copropriété G cumule des difficultés techniques, sociales et de fonctionnement. Elle est également le lieu de trafics divers tout comme le bâtiment E. Son

maintien sous le statut de la copropriété semble compromis. Une expertise sur la viabilité de la copropriété sera sollicitée par les services de la Métropole auprès du Tribunal de Grande Instance de Marseille.

- le projet d'aménagement de Kallisté prévoit la réalisation d'une voie permettant le désenclavement du site et l'implantation d'un nouveau groupe scolaire. Les fonciers pressentis pour cette reconstruction sont un foncier municipal à l'angle du chemin de la Bigotte et du chemin des Bourrely pour l'école de 19 classes et l'emprise foncière du bâtiment E pour l'école de 9 classes.

Pour rappel, la concession d'aménagement confiée à Marseille Habitat jusqu'au 31 décembre 2020 porte sur l'ensemble de ces neuf copropriétés avec des interventions différenciées selon les bâtiments en fonction des stratégies définies dans le cadre du projet urbain et de leur situation financière et patrimoniale.

Les missions actuelles du concessionnaire sont les suivantes :

- acquisitions par voie amiable, par préemption ou expropriation,

- gestion et entretien des logements acquis dans les immeubles à conserver,

- neutralisation des logements acquis dans les immeubles voués à démolition,

- relogements et accompagnement des ménages,

- démolition des bâtiments B et H et mise en état des sols,

- cession de foncier ou de logements à des partenaires institutionnels ou privés,

- coordination et animation des actions précitées.

Au regard de l'avancement du programme et compte tenu des actions qui restent à mener pour atteindre les nouveaux objectifs de l'opération, il est nécessaire d'une part de proroger la durée de l'opération d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2024 et d'autre part d'augmenter la participation de la Métropole au déficit de l'opération. En effet, il convient d'inclure dans les missions du concessionnaire les opérations d'acquisition/relogements/recyclage des bâtiments E et G conformément à l'évolution du projet urbain ainsi que la réalisation d'un cheminement piéton sécurisé à l'arrière des bâtiments G et I. Les dépenses liées aux bâtiments E et G incluent d'ores et déjà les coûts de démolition s'il s'avère que les expertises en cours et à venir s'orientent vers cette issue.

Le montant prévisionnel des dépenses de la concession est réévalué à 52.8 millions d'euros avec une participation de la Métropole qui doit être portée à 22,8 millions d'euros, soit une augmentation d'environ 11,6 Millions d'euros.

Dans le cadre de l'approbation du prochain Compte Rendu à la Collectivité (CRAC), le montant des dépenses pourra être affiné au regard de l'avancement des opérations et des chiffres attendus, notamment en matière de coûts de démolition pour le bâtiment B. De même, concernant les recettes, ces opérations inscrites dans le cadre du NPNRU doivent pouvoir bénéficier d'un fort soutien financier de l'ANRU au travers de subventions à solliciter après validation des opérations par le comité national d'engagement.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain l'approbation de l'avenant n°5 à la convention de concession n° T1600917CO passée avec Marseille Habitat fixant de nouveaux objectifs d'intervention, prorogeant la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2024 et modifiant la participation de la Métropole Aix-Marseille Provence au déficit de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'aménagement du Parc Kallisté s'inscrit dans les objectifs de lutte contre l'habitat indigne et du plan d'intervention sur les copropriétés dégradées ;
- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°5 à la convention de concession d'aménagement n° T1600917CO passée avec Marseille Habitat concernant

l'ensemble immobilier du Parc Kallisté, pour permettre la poursuite de la rénovation de ce quartier prioritaire, au regard des diagnostics et études urbaines conduites.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°5 à la convention de concession d'aménagement n° T1600917CO passée avec Marseille Habitat concernant l'ensemble immobilier du Parc Kallisté joint en annexe fixant de nouveaux objectifs d'intervention, prorogeant la durée de la concession d'aménagement passée avec Marseille Habitat jusqu'au 31 décembre 2024, et modifiant le versement de la participation du concédant.

Article 2 :

La participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence est actualisée à 22 800 000 euros. La participation à verser en 2019 s'élève à 2 700 000 euros.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisée à signer tous les documents relatifs à l'exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 002-5754/19/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement "Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de Port de Bouc"
MET 19/10414/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'OPAH Développement durable de la Ville de Port de Bouc a été lancée en novembre 2017 pour une durée de 5 ans (2017/2022). Ce dispositif, porté par la Métropole Aix-Marseille-Provence, associe l'ensemble des partenaires traditionnels des OPAH, à savoir : la Ville de Port de Bouc, les services de l'État (Agence Nationale de l'Habitat : ANAH), le Département, la Région et l'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement (ADIL 13). Cette opération constitue, pour la ville de Port de Bouc, le premier programme d'aides publiques à l'amélioration de l'habitat privé.

Ce dispositif opérationnel et ce réseau d'acteurs sont animés par le bureau d'études URBANIS.

L'OPAH répond à trois enjeux :

- Augmenter le reste à vivre des habitants en diminuant les charges énergétiques
- Améliorer l'attractivité des quartiers
- Résoudre les situations juridiques complexes.

Aussi dans ce cadre en 2018, 12 dossiers de propriétaires occupants ont été déposés au titre de l'amélioration et de la performance thermique ou du maintien à domicile. Ces 12 dossiers représentent une dépense de 147 782.00 euros soit 12 315.00 euros par logement dont 129 219.00 euros de subventions soit 87 % de financements.

De plus, la Résidence Anatole France 2 représente un projet de 51 logements financés au titre d'Habiter Mieux Copropriété. IL s'agit de la première copropriété des Bouches-du-Rhône financée à ce titre. Le projet représente une dépense de 584 963.00 euros soit 11 500.00 euros par logement dont 297 000.00 euros de subventions soit 51 % de financements. Ce projet permettra de réaliser un gain énergétique de 50 %.

En tant que maître d'ouvrage, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à hauteur de 1 101 513.00 euros dans l'OPAH menée sur la commune de Port de Bouc. Cet engagement financier devra être inscrit à l'Etat Spécial du Territoire.

Par ailleurs, le Territoire fera l'avance des crédits engagés par le Département, la Région et l'ANAH (volet ingénierie).

En conséquence, l'opération d'investissement n°2018610100 « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat du territoire du Pays de Martigues », incluant les avances d'aides de la Région, du Département, de l'ANAH (volet ingénierie) ainsi que les fonds propres du territoire, inscrite au budget et enregistrée dans le programme 124 ANRU, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

D'après les engagements financiers contractualisés dans la convention de l'OPAH et approuvée par le Conseil de la Métropole le 13 juillet 2017 (délibération DEV 009-2390/17/CM), le budget à prévoir pour le CT est le suivant :

Plan de financement prévisionnel pour les quatre années : 1 832 899.00 euros TTC qui se décompose :

Avance aides à l'ingénierie ANAH : 165 986.00 euros TTC

Avance aides Région : 307 400.00 euros TTC

Avance aides Département : 258 000.00 euros TTC

Subventions accordées sur fonds propres par le CT6 : 1 101 513.00 euros TTC

Budgets prévisionnels CT6 incluant les diverses avances et les fonds propres :

2019 : 371 000 euros TTC

2020 : 487 000 euros TTC

2021 : 487 000 euros TTC

2022 : 487 899 euros TTC

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEVT 009-2390/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 portant approbation d'une convention d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat sur la commune de Port-de-Bouc avec la ville de Port-de-Bouc, l'Etat, l'ANAH, la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône ;
- La lettre de saisine de la Présidente de Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat du territoire du Pays de Martigues d'un montant de 1 832 899.00 euros TTC ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2018610100 « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat du territoire du Pays de Martigues » d'un montant de 1 832 899.00 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits en section d'investissement Opération 2018610100 Programme 124 ANRU sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues et suivants de la Métropole.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

2019 : 371 000 euros TTC
2020 : 487 000 euros TTC
2021 : 487 000 euros TTC
2022 : 487 899 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 003-5755/19/CM

■ Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération "Aires d'Accueil des Gens du Voyage Globalisées"

MET 19/10554/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'investissement n°DI722AP « Aires d'Accueil des Gens du Voyage Globalisées » est inscrite sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix, par une autorisation de programme d'un montant de 34 millions d'euros. Celle-ci doit être révisée afin d'être portée à un montant de 40 millions d'euros afin d'intégrer le projet décrit ci-dessous.

La commune de Trets souhaite se mettre en conformité avec la loi 2000-614 du 5 juillet 2000, relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, par l'aménagement d'une aire d'accueil, conformément aux stipulations du Schéma Départemental des Bouches du Rhône.

En effet, ce dernier précise que la commune de Trets doit se doter d'une aire d'accueil de 25 places familles. La commune a mis à disposition un terrain sis dans le quartier Moulin de Gratian, en bordure de l'autoroute A8, la parcelle étant affectée à un emplacement réservé (n°20) dans le PLU. Cet équipement public doit prendre en compte les prescriptions techniques contenues dans la Charte de Qualité.

La révision du montant de l'opération s'explique donc par l'élargissement du projet initial de construction des aires d'accueil à la commune de Trets et s'évalue à 6 000 000 euros pour conduire à un montant d'AP global de 40 000 000 euros. Le montant initial de l'AP étant de 34 000 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant révision de l'opération DI722AP « Aires d'Accueil des Gens du Voyage Globalisées » ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 6 000 000 euros T.T.C. portant le montant total de l'opération d'investissement à 40 000 000 euros afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de + 6 000 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI722AP « Aires d'Accueil des Gens du Voyage Globalisées » pour un montant de 6 000 000 euros portant le montant total de l'opération à 40 000 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s'établit comme suit :

Déjà financé : 19 477 000 euros
CP 2019 : 2 645 000 euros
CP 2020 : 4 000 000 euros
CP 2021 : 4 500 000 euros
Reste à financer : 9 378 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Environnement,
Développement Durable,
Agriculture et Forêt"**

ENV 001-5756/19/CM

■ **Approbation de la création d'une autorisation de programme pour l'évaluation et la gestion des nuisances sonores urbaines sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 19/9713/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La directive européenne n°2002/49/CE du 25 juin 2002, relative à la gestion du bruit dans l'environnement (transposée en droit français par les articles L572-1 à L572-11 et R572-1 à R572-11), impose la réalisation d'une cartographie du bruit pour les agglomérations de plus de 100.000 habitants ainsi que la mise en œuvre d'un Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE).

La Métropole Aix-Marseille-Provence, disposant de la compétence « lutte contre les nuisances sonores » (article L. 5217-2 du CGCT), est l'autorité compétente pour répondre à cette réglementation selon l'arrêté du 26 décembre 2017.

Les premières transpositions de la directive, dans le droit français, prévoyaient une application en plusieurs temps et chaque territoire s'est donc saisi de cette question selon son propre calendrier. Les territoires du Pays d'Aix et de Marseille Provence ont, par exemple, réalisé leur carte de bruit en 2010 puis les ont mises à jour en 2015/2017, alors que les territoires d'Aubagne et de Martigues les ont également réalisées en 2010 mais ne les ont pas mises à jour. Les territoires d'Istres et de Salon n'ont pas réalisé de carte, n'ayant pas pris la compétence bruit.

Pour permettre un diagnostic harmonisé à l'échelle de la Métropole, et pour répondre aux obligations réglementaires rappelées régulièrement par l'Etat soumis à un contentieux européen pour non production des cartes à l'Europe, il est proposé d'engager une démarche globale d'actualisation des cartes de bruit au-delà de la simple compilation des données existantes.

Ces cartes devront permettre d'établir un diagnostic, d'identifier des enjeux bruit et de fixer des objectifs à l'échelle de la Métropole. Il s'agira d'identifier les secteurs sensibles et d'établir des priorités en vue de résorber les Points Noirs Bruit et de préserver les Zones Calmes. Ces éléments permettront d'alimenter les réflexions en cours sur le Plan de Déplacement Urbain ou le Plan Climat Air Énergie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La directive européenne n°2002/49/CE du 25 juin 2002, relative à la gestion du bruit dans l'environnement (transposée en droit français par les articles L572-1 à L572-11 et R572-1 à R572-11) ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente en matière de lutte contre les nuisances sonores.
- Qu'il convient de procéder à la réalisation des cartes stratégiques du bruit à l'échelle de la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une autorisation de programme d'un montant total de 180.000 euros relative à l'évaluation et à la gestion des nuisances sonores urbaines.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-

Marseille-Provence, Programme Écologie Urbaine nature 20421, fonction 74.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

2019 : 70.000 euros
2020 : 70.000 euros
2021 : 40.000 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 002-5757/19/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement : Schéma directeur des sites et espaces naturels métropolitains MET 19/9629/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence se caractérise par un patrimoine naturel méditerranéen d'une valeur exceptionnelle, certainement le plus important de toutes les métropoles françaises. Les espaces naturels couvrent 56 % du territoire métropolitain.

Au regard de la valeur de ce patrimoine, les menaces qui pèsent sur sa conservation sont également importantes. La périurbanisation ou l'accumulation d'aménagements viennent artificialiser l'espace et couper les continuités écologiques. La diminution, voir la disparition, des activités agricoles et pastorales dans nos grands massifs naturels contribue à leur banalisation paysagère et écologique.

Conscient de ce constat et de sa responsabilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite développer une politique de protection et de valorisation de ses espaces naturels. Elle s'est donc fixée comme objectif la définition d'un schéma directeur des sites et espaces naturels métropolitains.

Il est prévu :

- d'améliorer les connaissances avec la création d'un atlas des espaces naturels métropolitains et la définition d'un programme d'amélioration des connaissances notamment dans les espaces naturels sans gestion
- de valoriser les sites et espaces naturels métropolitains de manière à construire une stratégie d'accueil des publics à l'ensemble du territoire

L'opération d'investissement n° 20190 03900 Schéma directeur des sites et espaces naturels métropolitains d'un montant de 325 000 euros TTC inscrite au budget métropolitain enregistrée dans l'autorisation de programme 190233BP du programme 23 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 325 000 euros T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019003900 « Schéma directeur des sites et espaces naturels » pour un montant de 325 000 euros T.T.C selon le budget rattaché au programme 23 « Agriculture, forêts et paysages » Code AP 190233BP

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget métropolitain. L'échéancier prévisionnel des crédits de Paiement s'établit comme suit :

CP 2019 : 130 000 euros T.T.C
CP 2020 : 195 000 euros T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 003-5758/19/CM

■ Grand Site Sainte-Victoire - Mise à jour de la liste des produits et de la grille tarifaire relevant de la régie de recettes MET 19/10035/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire

Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par décision n° 16/469/D du 12 janvier 2017, la régie de recettes « Grand Site Sainte-Victoire » a été créée.

Lors du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017, la délibération ENV 009-1860/17/CM a pris acte de la grille tarifaire de cette régie.

Les délibérations n°ENV 003-3599/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 et n°ENV 001-4217/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 ont pris en compte les ajustements de l'année 2018.

Il convient désormais de mettre à jour cette grille pour l'année 2019.

- Il est prévu d'ajouter un nouveau produit :

Initié par le Territoire du Pays d'Aix, les communes et les offices de tourisme du bassin minier de Provence, le GR® de pays "Sentier Provence, Mines d'énergies" a été réalisé par le Département des Bouches-du-Rhône, Provence Tourisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Pays d'Aix et Pays d'Aubagne et de l'Etoile accompagné de son Office de Tourisme Intercommunal ainsi que le Comité départemental de la Randonnée Pédestre des Bouches-du-Rhône.

Après le GR®2013, le "Sentier Provence, Mines d'Énergies" est le 2ème GR® de Pays créé dans le département des Bouches-du-Rhône.

Traversant 14 communes entre le Pays d'Aix et le Pays d'Aubagne et de l'Étoile, le sentier est découpé en 3 itinéraires (42 km, 45 km et 66 km) complétés de 13 boucles locales.

Il abrite en outre sur une portion de l'itinéraire la découverte de la Montagne Sainte-Victoire hors site réalisé dans le cadre et avec une participation financière du projet européen Interreg Emblematic Méditerranéen Moutains.

Le Topo Rando Provence, Mines d'Énergies, édité par la Fédération Française de Randonnée Pédestre, sera proposé à la vente au prix public de 15,40 euros dès le printemps 2019.

- Modèle 128 – Topo Rando Provence, Mines d'Énergies, prix public à 15,40 euros.

En outre, il est nécessaire d'ajuster un tarif :

- Modèle 65 – Huile essentielle lavandin 30 ml, prix public à 6 euros (en 2018, 5 euros).

Au vu de ces ajustements, il est proposé de modifier la grille tarifaire de la régie de recettes du Grand Site Sainte-Victoire à compter de mars 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire- Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La décision n°16/469/D du 12 janvier 2017 créant la régie de recettes Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 009-1860/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 fixant la grille tarifaire de la régie de recettes pour les produits proposés au titre du Grand Site Sainte-Victoire ;
- Les délibérations n°ENV 003-3599/18/CM du Conseil de la Métropole du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 et n°ENV 001-4217/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 prenant en compte les ajustements de l'année 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de compléter l'offre de produits proposés à la vente en relation avec la demande du public.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la mise à jour de la grille tarifaire de la régie de recettes pour les produits proposés au titre du Grand Site Sainte-Victoire à compter de mars 2019.

ENV 004-5759/19/CM

■ Approbation du Livre Blanc de l'énergie MET 19/10201/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence se caractérise par un potentiel exceptionnel en matière d'énergies, qu'elles soient renouvelables, «grises» ou même «à économiser».

Les enjeux sont à la mesure des potentialités et permettent, ici plus qu'ailleurs, d'associer développement économique et transition énergétique. La construction d'une stratégie énergétique métropolitaine est indissociable d'enjeux économiques et environnementaux qui nécessitent l'implication de nombreux acteurs nationaux ou locaux (gestionnaires de réseaux, entreprises, consommateurs, syndicats d'énergie, associations...) et devra favoriser les innovations et les projets promouvant les énergies renouvelables et la sobriété énergétique.

La question de l'énergie recouvre de nombreux sujets pour lesquels les collectivités ont des rôles variés à jouer. Parmi ceux-ci, les réseaux d'énergie et la production d'énergies renouvelables font partie du volet des nouvelles compétences que doit exercer la Métropole. Mais, contrairement à d'autres compétences transférées, qui étaient déjà exercées par nos communes ou nos territoires, celle-ci est nouvelle pour toutes les collectivités, de sorte que la Métropole ne peut pas s'appuyer sur des services, des outils, des politiques ou des savoir-faire déjà en place ou disponibles. Nous sommes donc partis pratiquement de zéro pour bâtir l'organisation métropolitaine qui a en charge de gérer cette compétence.

A partir de ce premier constat, le parti a été pris, en 2016, plutôt que de tenter de définir immédiatement une énième stratégie métropolitaine, de commencer par rencontrer les acteurs publics et privés du territoire. L'objectif était triple :

- établir un état des lieux de leurs besoins et connaître leurs projets ;
- évaluer leurs moyens et leurs compétences techniques mobilisables ;
- identifier, le plus rapidement possible, des actions concrètes que pourrait soutenir ou lancer la Métropole et qui puissent illustrer cette nouvelle discipline ;

C'est donc avec les élus de terrain, principalement les maires, et certains acteurs issus de la société civile, du monde associatif ou économique (industriels, entreprises), que la Métropole a recherché ce qu'elle pourrait proposer comme «boîte à outils» pour accompagner leurs projets.

Un groupe de travail a ainsi été créé dans le cadre de la conférence métropolitaine des maires. Installé en mars 2017, il s'est réuni à 6 reprises, permettant d'associer étroitement les communes volontaires aux réflexions sur la politique métropolitaine des réseaux d'énergie et de la production d'énergie renouvelable et à la préparation du livre blanc.

Ces échanges ont également permis de faire émerger un projet stratégique adapté aux réalités métropolitaines et au tissu socio-économique particulier qui regroupe des attentes énergétiques à la fois industrielles, rurales et urbaines.

Un premier résultat de ce travail est le Livre Blanc de l'énergie. Il s'agit d'un document préparatoire à la politique métropolitaine en matière de réseaux d'énergie et de production d'énergies renouvelables, en préfiguration du schéma directeur des énergies. Il porte un premier état des lieux du territoire ainsi que l'expression des attentes et des souhaits de l'ensemble des acteurs ayant été mobilisés.

Le Livre Blanc de l'énergie présenté ici est constitué de deux documents :

- Tome 1. État des lieux métropolitain de la production et des réseaux d'énergie.
- Tome 2. La fabrique de l'énergie. Il s'agit d'un document synthétique d'orientations et d'expression des priorités du territoire.

Sont en préparation, afin de rendre plus concret ce Livre Blanc et accompagner le travail des services métropolitains, deux autres tomes, plus évolutifs, dont une première version devrait être finalisée au premier semestre 2019 :

- Tome 3. Programme d'actions. Il s'agit d'un programme de travail sur 3 à 4 ans, sous forme de fiches action.
- Tome 4. Catalogue des équipements, des projets et des potentiels du territoire. Il s'agit d'un ensemble de fiches, en cours de collecte auprès des différents services métropolitains, des communes et des acteurs de l'énergie. C'est un document dynamique qui sera mis à jour au fil de l'eau.

Le principal message porté par ce Livre Blanc consiste à vouloir apporter la bonne énergie, au bon endroit et au bon moment, pour le bon usage. Pour cela, il s'agit, d'une part, d'exploiter le potentiel de toutes les énergies renouvelables et de récupération pour augmenter la production locale d'énergie. D'autre part, la Métropole doit également maîtriser ses réseaux d'énergie et préciser son rôle dans l'organisation de la distribution d'énergie. Ces réseaux constituent en effet un maillon indispensable des projets de territoire.

Ce Livre Blanc a permis d'identifier de nombreuses pistes de travail concrètes, autour d'une «boîte à outils» pour encourager et accompagner les projets du territoire, d'outils de pilotage et de planification de l'énergie, de démarches visant à organiser la gouvernance territoriale et fédérer les acteurs pour optimiser les ressources et de communication. Ont ainsi émergé quelques actions phares, comme la création d'un fonds énergie – permettant d'identifier une enveloppe de financement de la politique énergétique au service du territoire –, la création d'une SEM énergie – pour faciliter certains projets –, l'organisation d'une journée de l'énergie – pour contribuer à construire une culture commune autour des réseaux et des outils de production d'énergie, ou encore la mise en place de plusieurs groupes de travail dont un permettant la coordination de la thématique entre les différentes délégations métropolitaines.

Dans le prolongement et sur la base de ce Livre Blanc, une démarche plus structurée est lancée en février 2019, avec l'appui d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage, dans le but de construire une stratégie intégrée multi-énergies, un schéma directeur des énergies, qui viendra notamment compléter et renforcer les volets énergie du Plan climat air énergie métropolitain (PCAEM).

Il est ainsi proposé d'approuver le Livre Blanc de l'énergie présenté en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération ENV 001-3648/18/CM du 22 mars 2018 portant sur l'organisation de la compétence énergie au sein de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Livre Blanc de l'énergie constitue un document préparatoire à la politique métropolitaine en matière de réseaux

d'énergie et de production d'énergies renouvelables, qu'il porte un premier état des lieux du territoire ainsi que l'expression des attentes et des souhaits de l'ensemble des acteurs ayant été mobilisés.

- Que ce Livre Blanc permet de donner à l'ensemble des acteurs du territoire des repères sur les orientations métropolitaines en matière d'énergie, dans l'attente de l'élaboration de la stratégie intégrée des énergies de la Métropole.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le Livre Blanc de l'énergie présenté ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 005-5760/19/CM

■ Budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Etude de faisabilité Refuge" MET 19/10344/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'investissement n° 2017403900, Etude de faisabilité Refuge, d'un montant de 20 000 euros TTC, inscrite sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation de programme AP 174011BP du programme 01 Gestion Administration, services généraux doit être révisée pour un montant total de 300 000,00 euros TTC.

Le montant révisé de cette autorisation est justifié par les analyses préalables conduites et relatives à la mise en œuvre du projet. En effet, le montant des travaux de viabilisation du terrain ainsi que les études géotechniques nécessaires sont ainsi évalués à 300 000 euros TTC. L'espace viabilisé aura vocation à être confié à la SPA Marseille dans le cadre d'un bail à construction de longue durée. Une demande de subvention d'équipement sera formulée auprès du Conseil Départemental.

Cette révision porte le montant de l'opération N° 2017403900 de 20 000 euros TTC avant révision à 300 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 035-2693/17/CM du 19 octobre 2017 de création de l'opération ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 25 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 300 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant de 280 000 euros TTC ce qui porte le montant total à 300 000 euros TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017403900, Etude de faisabilité Refuge, pour un montant de 300 000 euros TTC rattachée au programme 01 Gestion Administration, services généraux – Code AP 174011BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dans le cadre de la décision modificative n° 1 de 2019 en section d'investissement en dépenses. L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

CP 2017 : 6 960 euros TTC

CP 2018 : 0 euro TTC

CP 2019 : 293 040 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 006-5761/19/CM

**■ Approbation du schéma directeur du réseau de chaleur de Salon de Provence
MET 19/10199/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

- La compétence réseaux de chaleur au sein de la Métropole

En application de l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole Aix Marseille-Provence est compétente en matière de création, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur et de froid urbains. Au regard de l'échelonnement du transfert de compétences prévu par la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la Métropole Aix Marseille-Provence exerce de plein droit cette compétence depuis le 1^{er} janvier 2018. Par délibération ENV 001-3648/18/CM du 22 mars 2018 cette compétence est gérée à l'échelon métropolitain.

La Métropole est ainsi désormais compétente pour la gestion du réseau de chaleur de Salon-de-Provence qui dessert le quartier des Canourgues et le centre hospitalier.

- Le réseau de chaleur de Salon-de-Provence

Cet équipement a été réalisé à la fin des années 60 pour répondre aux besoins consécutifs à l'urbanisation de la ZAC des Canourgues. Dès l'origine, un contrat de concession d'une durée de 30 ans a été conclu avec un groupement d'opérateurs (Coriance et Dalkia, groupés au sein de la société dédiée S.T.S.P.). La délégation de service public du réseau de chaleur a pour objet de produire et de distribuer la chaleur nécessaire au chauffage et à la production d'eau chaude sanitaire. Ce contrat a été prolongé jusqu'en octobre 2020, soit une durée de près de 50 ans au total, en intégrant des évolutions formalisées par 12 avenants, dont les plus marquantes sont l'abandon du fioul lourd et la mise en place de cogénération. La production de chaleur actuelle utilise 100% d'énergie fossile (gaz).

- Le cadre national des schémas directeurs de réseau

La loi sur la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015 a permis de rappeler le rôle important des réseaux de chaleur et de froid pour l'efficacité énergétique et la distribution des énergies renouvelables et de récupération (EnR&R) locales qui constituent aujourd'hui 40% du mix énergétique des réseaux de chaleur. Cette loi fixe donc un objectif ambitieux en matière de chaleur renouvelable, incitant fortement au développement des réseaux de chaleur ou, au moins, à leur conversion aux énergies

renouvelables : elle vise la multiplication par 5 de la quantité de chaleur et de froid renouvelable et de récupération livrée par les réseaux de chaleur et de froid d'ici à 2030.

Cette loi rend également systématique la réalisation d'ici à 2019 d'un schéma directeur pour les réseaux de chaleur ou de froid en service depuis le 1^{er} janvier 2009.

En parallèle, l'Etat a confirmé et renforcé le fonds chaleur, qui permet de soutenir les investissements pour des réseaux distribuant plus de 50% d'EnR&R. Cependant, l'existence d'un schéma directeur est exigé par l'ADEME pour toute demande d'aide à l'investissement sur un réseau de chaleur existant (extension, densification, chaufferie).

- Le schéma directeur du réseau de chaleur de Salon-de-Provence

Le réseau de chaleur de Salon-de-Provence est ainsi soumis à l'obligation de réaliser un schéma directeur du fait de son ancienneté. Par ailleurs, le contrat de concession encadrant actuellement la gestion du réseau arrivant à terme en octobre 2020, il est nécessaire de lancer, au premier semestre 2019, la procédure de renouvellement de cette délégation de service public. Pour ce faire, le schéma directeur constitue un outil indispensable comme précisé ci-dessous.

La démarche de schéma directeur a donc été lancée par la commune de Salon-de-Provence fin 2017, antérieurement au transfert à la Métropole, par la notification d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage couvrant à la fois le bilan de la DSP en cours, l'élaboration du schéma directeur et l'accompagnement au renouvellement de la DSP. Les travaux relatifs au schéma directeur ont eu lieu tout au long de l'année 2018 pour se terminer en février 2019. La démarche a en effet connu un léger retard du fait du transfert de compétence et du délai de prise en main de ce nouveau sujet par l'équipe métropolitaine.

Le schéma directeur est élaboré de manière concertée avec l'ensemble des parties prenantes du réseau (service métropolitain en charge de l'énergie, services métropolitains et territoriaux en charge du renouvellement urbain, services de la Ville, bailleurs sociaux, syndicats de copropriété, représentants des usagers, ADEME, Région, etc.), conformément à la méthodologie recommandée par l'ADEME.

Un comité de pilotage a été constitué pour contrôler la réalisation et valider ce schéma. Ce comité est présidé par Madame Béatrice Aliphat, conseillère métropolitaine chargée de l'industrie et des réseaux d'énergie et il réunit des élus représentant le Conseil de territoire du Pays Salonais et la Ville de Salon-de-Provence, ainsi que des représentants de la direction régionale de l'ADEME et les services de la Région Sud, deux institutions susceptibles de contribuer au financement des investissements à réaliser sur le réseau.

Le schéma directeur repose sur un diagnostic technique et financier du contrat en cours et de son

exécution, réalisé en 2018. Il consiste ensuite à étudier les perspectives d'évolutions du réseau de chaleur dans le contexte actuel de transition énergétique, au regard des ambitions de la Métropole en la matière. Pour cela, ont été étudiés les points suivants sous les angles techniques, économiques et environnementaux :

- les optimisations possibles du réseau actuel, les opportunités de densification et d'extension de ce réseau en regard notamment des projets urbains (le réseau se situant dans un quartier relevant du NPNRU) ;
- les différentes sources d'énergie renouvelable ou de récupération mobilisables ;
- la question de la localisation des moyens de production de chaleur ;
- les services attachés à la fourniture de chaleur aux usagers (tarification, qualité de service, aspects contractuels, etc.).

Le fruit de ce travail est traduit au sein du schéma directeur qui décrit un scénario optimisé de production et de distribution de chaleur dont la faisabilité technico-économique est vérifiée. Le scénario ainsi retenu prévoit la construction d'une nouvelle unité de production EnR au sud de la ville, à proximité immédiate des gros axes routiers afin de faciliter l'approvisionnement. La chaufferie actuelle est conservée en appoint-secours, ce qui permet de réajuster les puissances installées et de maintenir les deux sites en dessous du seuil d'Autorisation ICPE. Le maillage de ces deux sites de production permet de couvrir potentiellement l'ensemble de la ville telle qu'elle se présente aujourd'hui et offre la possibilité d'accompagner l'urbanisation prévue dans les documents d'urbanisme, vers l'ouest. L'exercice montre que, malgré des hypothèses très ambitieuses de réduction des consommations du parc immobilier desservi, qui pénalisent le réseau par une baisse des puissances appelées, l'équilibre économique reste favorable pour l'utilisateur.

Le schéma directeur ainsi établi permet de fixer des objectifs à atteindre pour le renouvellement de la DSP, sans toutefois contraindre la solution effectivement mise en œuvre à suivre exactement le scénario décrit. Il s'agit de déterminer un niveau d'exigence ambitieux et réaliste à atteindre dans l'intérêt du service public et de permettre le jugement, sur cette base, des propositions qui seront faites par les candidats au nouveau contrat de concession. Les objectifs majeurs retenus par le comité de pilotage, en conclusion du schéma directeur, sont les suivants :

- Délocalisation de la production industrielle de chaleur hors du centre urbain
- Refonte des outils de production pour atteindre un taux de couverture par des énergies renouvelables de 65% à minima

- Extension du périmètre du réseau sur l'ensemble de la commune de Salon-de-Provence

Il est ainsi proposé d'approuver le schéma directeur établi pour le réseau de chaleur de Salon-de-Provence et validé par le comité de pilotage, le document complet étant joint en annexe de ce rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération ENV 001-3648/18/CM du 22 mars 2018 portant sur l'organisation de la compétence énergie au sein de la Métropole ;
- L'avis du Comité de pilotage du schéma directeur du réseau de chaleur de Salon-de-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le réseau de chaleur de Salon-de-Provence est soumis à l'obligation de réaliser un schéma directeur qui permet d'étudier les évolutions possibles du service public de distribution de chaleur à Salon-de-Provence dans une perspective de transition énergétique.
- Que le schéma directeur ainsi réalisé démontre l'intérêt pour les usagers ainsi que la faisabilité technique et économique d'étendre ce réseau à la totalité de la ville de Salon-de-Provence et convertir ses

moyens de production aux énergies renouvelables.

- Que ce schéma directeur a été élaboré selon une méthodologie encadrée par l'ADEME et basée sur une large concertation locale et qu'il a été validé par un comité de pilotage composé d'élus représentant la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de territoire du Pays Salonais et la Ville de Salon-de-Provence.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le schéma directeur, joint en annexe, du réseau de chaleur de Salon-de-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Cadre de vie, traitement des déchets, eau et assainissement"

DEA 001-5762/19/CM

**■ Approbation d'une convention de délégation de compétence pour l'aménagement de cours d'eau, ouvrages et milieux associés du bassin versant de l'Huveaune au Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de l'Huveaune (SIBVH)
MET 19/10167/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En vertu des dispositions de la loi MAPTAM, la Métropole AMP assure, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, dite « GEMAPI ». Le contenu de cette compétence n'est pas défini de façon littérale dans la loi, mais s'appuie sur les alinéas 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du Code de l'Environnement, à savoir :

1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique.

2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.

5° La défense contre les inondations et contre la mer.

8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

En application du programme d'action adopté en Conseil de Métropole du 28 juin 2018, la mise en

œuvre de cette compétence s'organise, pour une partie du territoire, au travers de programmes d'actions portés par des syndicats de rivière compétents pour assurer en tout ou partie les missions de la GEMAPI. C'est le cas notamment sur la partie du territoire inclus dans le bassin versant de l'Huveaune, dont la gestion est assurée par le Syndicat du Bassin Versant de l'Huveaune, SIBVH.

Par ses statuts révisés et entrés en vigueur par arrêté préfectoral, le SIBVH a pour objet, de contribuer à la mise en œuvre et au développement d'une gestion intégrée des enjeux de l'eau et participe à la prévention des inondations ainsi qu'à la préservation et à la restauration du bon état écologique des cours d'eau et des milieux aquatiques, sur le bassin versant de l'Huveaune.

A cet effet, il assure sur ce périmètre, au lieu et place de ses membres l'entretien des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que la protection des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines.

Il intervient dans le cadre de déclarations d'intérêt général, en cas de défaillance des propriétaires riverains ou des organisations qui leur sont substitués, et n'a donc pas vocation à intervenir lorsque ces propriétaires ou de telles organisations assurent l'entretien de ces espaces, comme c'est par exemple le cas sur le territoire de la commune de Marseille.

Au titre de ces compétences transférées, il est amené à participer aux dispositifs réglementaires ou contractuels ayant pour objet la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, la prévention des inondations, la préservation des milieux aquatiques et la protection du patrimoine piscicole, tels que les contrats de rivière et les PAPI, ainsi qu'aux études et actions tendant aux mêmes fins, y compris l'information et la sensibilisation des administrés. Le Syndicat est porteur d'un Contrat de Rivière en cours de mise en œuvre et d'un PAPI

Une contribution statutaire de la Métropole représentant un montant annuel prévisionnel sur la période 2019/2020 de 445 000 euros permet d'assurer l'exercice de ces missions.

Le syndicat a également vocation à réaliser ou se voir confier par ses membres, sur ce périmètre et par convention, la réalisation de toutes études et de toutes prestations de services et de travaux, de toutes délégations et tous transferts de propriété, de maîtrise d'ouvrage ou de gestion, sous quelque forme, concourant :

- à l'aménagement et à la restauration des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines ;
- à la réalisation, l'entretien et la gestion des aménagements visant à préserver, réguler

ou restaurer les caractères hydrologiques ou géomorphologiques des cours d'eau ;

- à la prévention et à la défense contre les inondations.

La présente convention a pour objet, dans ce cadre et à ces fins de déléguer au syndicat, dans le cadre des dispositions de l'article 4-III de la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations, l'exercice de certaines de ses compétences pour l'aménagement de l'Huveaune et des ouvrages et milieux associés.

Il est précisé que des missions dans le cadre de conventions distinctes et spécifiques, en quasi-régie, sont confiées par la Métropole au syndicat :

- pour des prestations de services et d'études, dans le cadre de la mise en œuvre de ses compétences en matière de GEMAPI,
- pour l'organisation de la maîtrise d'ouvrage des opérations d'entretien et d'aménagement de cours d'eau hors bassin versant de l'Huveaune.

Au titre de la présente convention, le syndicat s'engage à mener à bien les opérations suivantes

- 1 - Aménagement GEMAPI du Parc de la Confluence à Auriol : travaux de mise en œuvre, maîtrise d'œuvre, coordination SPS, suivi hydraulique, écologique, social et valorisation
- 2 - Aménagement GEMAPI de l'Huveaune entre Aubagne et La Penne-sur-Huveaune par traitement des « points de débordement : maîtrise d'œuvre conception (AVP-PRO-DCE) et études complémentaires pour intégration aux programmes d'actions du PAPI
- 3 - Aménagement GEMAPI de l'Huveaune dans le secteur amont du Pont Heckel à Marseille : maîtrise d'œuvre (AVP-PRO-DCE), contribution à la réalisation des études complémentaires, constitution du dossier réglementaire
- 4 - Aménagement des berges de l'Huveaune à Aubagne - centre-ville : contribution technique à la finalisation des études de faisabilité, au dossier réglementaire et au montage technique et financier d'une première tranche à réaliser. Contribution aux études complémentaires. Maîtrise d'œuvre conception des travaux de première tranche.
- 5 - Aménagement de la zone d'activités Aubagne-Gémenos : études et travaux d'aménagement du Fauge-Maire dans le cadre de l'aménagement de la zone du secteur de Camp de Sarlier, poursuite de l'accompagnement technique de la Métropole et des aménageurs privés de la

mise en œuvre d'un schéma global de l'eau (AMO). Construction d'une feuille de route en déclinaison des résultats de l'Atelier des Territoires / imperméabilisation dans la zone d'activités Aubagne-Gémenos.

- 6 - Aménagement GEMAPI des berges à Roquevaire dans le cadre de la voie verte reliant le collège au centre-ville, et le long du stade Léon David. Contribution aux études et accompagnement à la mise en œuvre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-7, 5211-20, 5215-21, 5218-1 et 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement dans son ensemble, notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 et en particulier les articles introduits ou modifiés par :
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2003-699 du 30/07/2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « risques naturels ») ;
- La loi n°2010 -788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018 ;
- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire ;

- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° MET 18/7599/CM ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° MET 18/6426/CM ;
- La délibération du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 relative à la convention de quasi régie avec le SIBVH.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain délibéré le 28 juin 2018 prévoit l'accompagnement de la Métropole par le SIBVH sur son territoire situé sur le bassin versant de l'Huveaune ;
- Considérant que la présente convention fixe les modalités d'accompagnement de la Métropole par le SIBVH pour la délégation de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole situé sur le bassin versant de l'Huveaune.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à la délégation de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole situé sur le bassin versant de l'Huveaune.

Article 2 :

Sont approuvés les montants financiers détaillés dans la convention :

- 105 000 euros pour 2019
- 250 000 euros pour 2020

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits budget annexe GEMAPI 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Pour les années suivantes les montants seront à confirmer suite aux votes des budgets.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-5763/19/CM

■ Approbation d'une convention en quasi régie de prestations liées à la mise en œuvre de la compétence GEMAPI avec le Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de l'Huveaune SIBVH MET 19/10183/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En vertu des dispositions de la loi MAPTAM, la Métropole AMP assure, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, dite « GEMAPI ».

Le contenu de cette compétence n'est pas défini de façon littérale dans la loi, mais s'appuie sur les alinéas 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du Code de l'Environnement, à savoir :

1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique.

2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.

5° La défense contre les inondations et contre la mer.

8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

En application du programme d'action adopté en Conseil de Métropole du 28 juin 2018, la mise en œuvre de cette compétence s'organise, pour une partie du territoire, au travers de programmes d'actions portés par des syndicats de rivière compétents pour assurer en tout ou partie les missions de la GEMAPI. C'est le cas notamment sur la partie du territoire inclus dans le bassin versant de l'Huveaune, dont la gestion est assurée par le Syndicat de l'Huveaune, SIBVH.

Par ses statuts révisés et entrés en vigueur par arrêté préfectoral, le SIBVH, a pour objet de contribuer à la mise en œuvre et au développement d'une gestion intégrée des enjeux de l'eau et participe à la prévention des inondations ainsi qu'à la préservation et à la restauration du bon état écologique des cours d'eau et des milieux aquatiques sur le bassin versant de l'Huveaune.

A cet effet, il assure sur ce périmètre, au lieu et place de ses membres, l'entretien des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que la protection des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines.

A ce titre, le Syndicat est amené à porter ou participer aux dispositifs réglementaires ou contractuels ayant pour objet la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, la prévention des inondations, la préservation des milieux aquatiques et la protection du patrimoine piscicole, tels que les contrats de rivière et les PAPI (programme d'actions de prévention des inondations), ainsi qu'aux études et actions tendant aux mêmes fins, y compris l'information et la sensibilisation des différentes catégories d'acteurs du bassin versant. Le Syndicat est porteur d'un Contrat de Rivière en cours de mise en œuvre et d'un PAPI.

Une contribution statutaire de la Métropole représentant un montant annuel prévisionnel sur la période 2019/2020 de 445 000 euros permet d'assurer l'exercice de ces missions.

Il a également vocation à réaliser ou se voir confier, par ses membres, sur ce périmètre et par convention, la réalisation de toutes études et de toutes prestations de services et de travaux, de toutes délégations et tous transferts de propriété, de maîtrise d'ouvrage ou de gestion, sous quelque forme, concourant :

- à l'aménagement et à la restauration des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines ;
- à la réalisation, l'entretien et la gestion des aménagements visant à préserver, réguler ou restaurer les caractères hydrologiques ou géomorphologiques des cours d'eau ;
- à la prévention et à la défense contre les inondations.

La présente convention a pour objet, dans ce cadre et à ces fins, de définir les missions de prestations de services et d'études confiées par la Métropole au Syndicat, étant précisé :

- que les missions relevant de l'aménagement global des cours d'eau et des espaces associés font l'objet de conventions spécifiques de délégation ;
- que des missions portant sur l'organisation de la maîtrise d'ouvrage des opérations d'entretien et d'aménagement de cours d'eau hors bassin versant de l'Huveaune ont vocation à être confiées par conventions distinctes par la Métropole au Syndicat.

En sus des missions confiées par la Métropole au Syndicat par convention de délégation, dans le cadre de la mise en œuvre de ses compétences en matière de GEMAPI, la Métropole souhaite confier au Syndicat, pour le territoire qui le concerne, sous le mode de la quasi régie une mission visant à :

- participer aux démarches métropolitaines liées à la GEMAPI.
- constituer la part complémentaire du dossier de PAPI complet, sur un territoire allant au-delà du bassin versant de l'Huveaune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-7, 5211-20, 5215-21, 5218-1 et 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement dans son ensemble, notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 et en particulier les articles introduits ou modifiés par :
- La loi n° 2003-699 du 30/07/2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « risques naturels ») ;
- La loi n°2010 -788 du 12 juillet 2010 portant engagements national pour l'environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018 ;
- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° MET 18/7599/CM ;

- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° MET 18/6426/CM ;
- La délibération du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019, portant sur la délégation de compétence d'une convention pour l'aménagement de cours d'eau, ouvrages et milieux associés du bassin versant de l'Huveaune (SIBVH).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le programme prévisionnel d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain délibéré le 28 juin 2018 prévoit l'accompagnement de la Métropole par le SIBVH sur son territoire situé sur le bassin versant de l'Huveaune.
- Considérant que la présente convention fixe les modalités d'accompagnement de la Métropole par le SIBVH pour l'exercice de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole situé sur le bassin versant de l'Huveaune.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée en quasi régie de prestations, entre le Syndicat du bassin versant de l'Huveaune et la Métropole.

Article 2 :

Sont approuvés les montants financiers détaillés dans la convention :

- 70 000 euros pour 2019.
- Les montants pour 2020 seront à définir selon les données complémentaires en attente de validation

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe GEMAPI 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Pour les années suivantes les montants seront à confirmer suite aux votes des budgets.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 003-5764/19/CM

■ Approbation d'une convention de délégation de compétence au Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD)

MET 19/10169/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En vertu des dispositions de la loi MAPTAM, la Métropole assure, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, dite « GEMAPI ». Le contenu de cette compétence n'est pas défini de façon littérale dans la loi, mais s'appuie sur les alinéas 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du Code de l'Environnement, à savoir :

1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique

2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau

5° La défense contre les inondations et contre la mer

8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

En application du programme d'action adopté en Conseil de Métropole du 28 juin 2018, la mise en œuvre de cette compétence s'organise, pour une partie du territoire, au travers de programmes d'actions portés par des syndicats de rivière compétents pour porter en tout ou partie les missions de la GEMAPI. C'est le cas notamment sur la partie du territoire inclus dans le bassin versant de la Durance, dont la gestion est assurée par le syndicat de la Durance, le SMAVD.

Le syndicat a pour objet, de participer à l'aménagement, la restauration et la mise en valeur de l'espace alluvial de la Durance et des espaces naturels associés, tant sur les sites dont il est propriétaire ou concessionnaire que sur le territoire de la Métropole qui le composent.

Une contribution statutaire de la Métropole représentant un montant annuel prévisionnel sur la période 2018/2020 de 81 600 euros permet d'assurer l'exercice de ces missions.

Il a également pour objet de participer à la cohérence de l'action publique, à l'échelle du bassin versant de la Durance, en menant toute action permettant de coordonner et de faciliter l'exercice des compétences tant par ses membres que par d'autres opérateurs publics ou privés, visant à :

- la prévention des inondations, y compris la réduction de la vulnérabilité et la gestion de crises ;
- la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ;
- la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des écosystèmes aquatiques et des zones humides, ainsi que des milieux naturels associés.

La Métropole souhaite confier au syndicat par délégation, pour le territoire qui le concerne, l'exercice de certaines de ses compétences en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations.

Cette délégation s'inscrit dans le cadre des dispositions de l'article L213-12 du Code de l'Environnement.

La présente convention de délégation fixe les principes et modalités de l'intervention du SMAVD pour l'établissement, la conservation, l'entretien de ces ouvrages ainsi que pour leur surveillance et leur exploitation, sur un réseau identifié d'ouvrages de protection contre les crues de la Durance situés sur le territoire métropolitain.

En effet, la protection contre les crues de la Durance s'est historiquement et majoritairement organisée sur un patrimoine d'ouvrages communaux. Depuis de nombreuses années, le SMAVD :

- a assisté ses communes membres à restructurer par grands secteurs, les ouvrages anciens en systèmes de protection fiabilisés. La convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage a constitué l'outil adéquat pour ce faire.
- a accompagné les dites communes, à l'issue de la réalisation des projets, par l'adoption de conventions d'assistance technique. Il s'agit notamment de la programmation et la conduite des entretiens réguliers ; de la réalisation des petits travaux de maintenance ; de la réalisation de visites techniques approfondies annuelles.

Sur le territoire métropolitain, les communes ayant bénéficié d'un accompagnement du SMAVD sur leur réseau d'ouvrages complexe en secteurs endigués sont : Pertuis, La Roque d'Anthéron, Charleval et Mallemort.

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, la Métropole souhaite :

1/ déléguer au SMAVD ses compétences en vue de la poursuite des modalités de gestion existantes sur les ouvrages ayant fait l'objet de travaux de restructuration en se substituant aux communes de

Pertuis, La Roque d'Anthéron, Charleval et Mallemort :

- Système de la Zone Industrielle de Pertuis : digue de Saint Roch, Epi de Saint Roch, Digue du Père Grand Amont, Epi du Farigoulier, Digue du Père Grand Aval, nouvelle digue de Tarteau.
- Système de La Roque d'Anthéron, Charleval et Mallemort : Digue des Longues Léas, Epi des Longues Léas, Digue du Camping, Epi du Parc, Digue des Launes, Epi du Revaou, Epi de Basse Plaine, Digue des Baraques, Epi du Deven, Epi du Piquet, Epi des Conquêtes, Epi de Sainte Croix, Digue du Colombier, Epi du Colombier, Digue des Royères, Epi de Pradelle, Digue des Païsses
- Système Mallemort Village : digue des Prises

Ainsi, la présente convention a vocation à se substituer aux conventions suivantes établies avec les communes :

- la convention d'assistance technique établie le 07/12/2017 entre la commune de Pertuis et le SMAVD ;
- la convention d'assistance technique établie le 02/12/2013 (ainsi que son avenant du 14/11/2017) entre la commune de La Roque d'Anthéron et le SMAVD ;
- la convention d'assistance technique établie le 04/09/2017 entre la commune de Charleval et le SMAVD ;
- la convention d'assistance technique établie le 06/10/2017 entre la commune de Mallemort et le SMAVD ;
- les conventions de groupement de commande portant sur l'entretien des ouvrages de protection contre les inondations, établies entre les communes de Pertuis, La Roque d'Anthéron, Charleval et Mallemort d'une part et le SMAVD d'autre part ;

2/ déléguer au SMAVD ses compétences en vue de la réalisation des études et travaux listés ci-après :

- Concernant le système d'endiguement de la Zone Industrielle de Pertuis, la Métropole délègue au SMAVD ses compétences pour, dès autorisation et mise en service de ce dernier au titre du décret de 2015, mettre à jour ses modalités de gestion et son étude de danger en y intégrant la ligne de défense de premier rang constituée des digues de Corrèze, épi de Corrèze, digue du Mulet, Epi du Mulet et Ancienne Digue de Tarteau.

- Concernant le secteur de Pertuis en aval du confluent de l'Eze, la Métropole délègue au SMAVD ses compétences en vue de la réalisation des études et des travaux de restructuration des nombreux ouvrages existants non organisés en système d'endiguement dans les objectifs suivants :

- limiter l'inondation des hameaux habités aux crues supérieures à 4 000 m3/s
- appuyer la démarche en priorité sur des effacements ou des neutralisations de remblais existants

- Concernant le système de La Roque d'Anthéron-Charleval-Mallemort, la Métropole délègue par ailleurs au SMAVD ses compétences en vue de la réalisation des études et des travaux permettant de finaliser le programme de travaux de restructuration et de confortement des ouvrages du secteur de La Roque d'Anthéron, Charleval et Mallemort. Ce programme, autorisé par arrêté préfectoral du 13 octobre 2006, a été mis en œuvre par le SMAVD dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage confiée par convention et successivement par les communes de Mallemort, Charleval et La Roque d'Anthéron. Les travaux résiduels concernent spécifiquement l'abaissement de l'épi de la Barque et la jonction des digues de Belle Plaine Amont et Belle Plaine Aval sur la commune de Mallemort. La commune délègue ses compétences pour la réalisation des travaux proprement dits puis pour la réalisation des dossiers réglementaires conformes au décret digue de 2015 dont la définition des modalités de gestion des ouvrages et l'étude de danger du système La Roque d'Anthéron – Charleval – Mallemort.

- Enfin, concernant le territoire de Sénas, la Métropole délègue au SMAVD ses compétences en vue de réaliser les études permettant d'organiser, de simplifier et éventuellement de compléter le réseau d'ouvrages en remblai de la plaine au travers de l'obtention de l'autorisation d'un système d'endiguement comprenant les ouvrages existants nécessaires, les travaux utiles sur ces derniers ou de nouveaux ouvrages ainsi qu'en définissant et en mettant en œuvre ses modalités de gestion.

Il est précisé que d'autres missions dans le cadre de conventions distinctes et spécifiques, en quasi-régie, sont confiées par la Métropole au SMAVD pour des prestations de services et d'études, dans le cadre de la mise en œuvre de ses compétences en matière de GEMAPI.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-7, 5211-20, 5215-21, 5218-1 et 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement dans son ensemble, notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 et en particulier les articles introduits ou modifiés par ;
- La loi n° 2003-699 du 30/07/2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « risques naturels ») ;
- La loi n°2010 -788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018 ;
- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° MET 18/7599/CM ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° MET 18/6426/CM ;
- La délibération du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019, relative à la convention

en quasi régie de prestation liée à la mise en œuvre de la compétence GEMAPI avec la SMAVD de la vallée de la Durance.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain délibéré le 28 juin 2018 prévoit l'accompagnement de la Métropole par le SMAVD sur son territoire situé sur le bassin versant de la Durance ;
- Considérant que la présente convention fixe les modalités d'accompagnement de la Métropole par le SMAVD pour la délégation de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole situé sur le bassin versant de la Durance ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à la délégation de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole situé sur le bassin versant de la Durance.

Article 2 :

Est approuvé le montant financier de 135 000 euros pour 2019 détaillé dans la convention.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe GEMAPI 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Pour les années suivantes les montants seront à confirmer suite aux votes des budgets.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 004-5765/19/CM

**■ Approbation d'une convention en quasi régie de prestations liées à la mise en œuvre de la compétence GEMAPI avec le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD)
MET 19/10184/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En vertu des dispositions de la loi MAPTAM, la Métropole assure, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, dite « GEMAPI ». Le contenu de cette compétence n'est pas défini de façon littérale dans la loi, mais s'appuie sur les alinéas 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du code de l'environnement, à savoir :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau
- 5° La défense contre les inondations et contre la mer
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

En application du programme d'action adopté en Conseil de Métropole du 28 juin 2018, la mise en œuvre de cette compétence s'organise, pour une partie du territoire, au travers de programmes d'actions portés par des syndicats de rivière compétents pour porter en tout ou partie les missions de la GEMAPI. C'est le cas notamment sur la partie du territoire inclus dans le bassin versant de la Durance, dont la gestion est assurée par le syndicat de la Durance, le SMAVD.

Le SMAVD, est un établissement public d'aménagement et de gestion des eaux (EPAGE). Il a pour objet de participer à l'aménagement, la restauration et la mise en valeur de l'espace alluvial de la Durance et des espaces naturels associés, tant sur les sites dont il est propriétaire ou concessionnaire que sur le territoire des établissements publics de coopération intercommunales qui le composent et ainsi de contribuer à la mise en œuvre et au développement d'une gestion intégrée des enjeux de l'eau sur le périmètre du bassin versant de la Durance.

Une contribution statutaire de la Métropole représentant un montant annuel prévisionnel sur la période 2018/2020 de 81600 euros permet d'assurer l'exercice de ces missions.

Il a également pour objet de participer à la cohérence de l'action publique, à l'échelle du bassin versant de la Durance, en menant toute action permettant de coordonner et de faciliter l'exercice des compétences tant par ses membres que par d'autres opérateurs publics ou privés, visant à :

- la prévention des inondations, y compris la réduction de la vulnérabilité et la gestion de crises ;
- la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ;
- la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des écosystèmes aquatiques et des zones humides, ainsi que des milieux naturels associés.

En sus des missions confiées par la Métropole au syndicat par convention de délégation, dans le cadre de la mise en œuvre de ses compétences en matière de GEMAPI, la Métropole souhaite confier au syndicat sous le mode de la quasi régie une mission d'accompagnement :

- visant la réalisation d'un diagnostic sur les cours d'eau de son territoire, affluents de la Durance, dits « orphelins » (en ce sens que les enjeux de gestion au titre de la GEMAPI ne sont pas identifiés et qu'ils ne font pas l'objet d'un programme d'action au titre de l'exercice de la compétence GEMAPI).
- visant un diagnostic technique approfondi pour l'analyse des enjeux de gestion et la mise en place d'une programmation cohérente pour la prise en charge des problématiques d'inondations par l'Eze spécifiques à Pertuis relevant de l'exercice de la GEMAPI.
- Accompagnement du SMAVD à la prise en charge de la compétence GEMAPI de cours d'eau orphelins sur son périmètre d'intervention
- Accompagnement technique du SMAVD à la prise en charge des enjeux inondations concernant l'Eze à Pertuis

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-7, 5211-20, 5215-21, 5218-1 et 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement dans son ensemble, notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 et en particulier les articles introduits ou modifiés par :
- La loi n° 2003-699 du 30/07/2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « risques naturels »),
- La loi n°2010 -788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018 ;
- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire.
- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 ;
- La délibération du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 relative à la convention de délégation de compétence au Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain délibéré le 28 juin 2018 prévoit l'accompagnement de la Métropole par le SMAVD sur son territoire situé sur le bassin versant de la Durance.
- Considérant que la présente convention fixe les modalités d'accompagnement de la Métropole par le SMAVD pour la compétence GEMAPI sur le territoire de la

Métropole situé sur le bassin versant de la Durance.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre le Syndicat du bassin versant de la Durance et la Métropole.

Article 2 :

Sont approuvés les montants financiers détaillés dans la convention

- 83 500 euros pour 2019
- 83 500 euros pour 2020
- 75 000 euros pour 2021

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe GEMAPI 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Pour les années suivantes les montants seront à confirmer suite aux votes des budgets.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 005-5766/19/CM

**■ Approbation d'une convention de délégation de compétence pour l'aménagement de cours d'eau, ouvrages et milieux associés du bassin versant de l'Arc, au Syndicat d'Aménagement du Bassin Versant de l'Arc (SABA)
MET 19/10192/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En vertu des dispositions de la loi MAPTAM, la Métropole assure, depuis le 1er janvier 2018, la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, dite « GEMAPI ». Le contenu de cette compétence n'est pas défini de façon littérale dans la loi, mais s'appuie sur les alinéas 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du Code de l'Environnement, à savoir :

1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique

2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau

5° La défense contre les inondations et contre la mer

8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

La Métropole Aix-Marseille-Provence est donc compétente en matière de GEMAPI sur la partie de son territoire inclus dans le bassin versant de l'Arc.

En application du programme d'action adopté en Conseil de Métropole du 28 juin 2018, la mise en œuvre de cette compétence s'organise, pour une partie du territoire, au travers de programmes d'actions portés par des syndicats de rivière compétents pour porter en tout ou partie les missions de la GEMAPI. C'est le cas notamment sur la partie du territoire inclus dans le bassin versant de l'Arc dont la gestion est assurée par le Syndicat du Bassin Versant de l'Arc, le SABA.

Par ses statuts révisés et entrés en vigueur par arrêté préfectoral, le SABA a pour objet, de contribuer à la mise en œuvre et au développement d'une gestion intégrée des enjeux de l'eau et participe à la prévention des inondations ainsi qu'à la préservation et à la restauration du bon état écologique des cours d'eau et des milieux aquatiques, sur le bassin versant de l'Arc.

A cet effet, il assure sur ce périmètre, au lieu et place de ses membres, l'entretien des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que la protection des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines.

Il intervient dans le cadre de déclarations d'intérêt général, en cas de défaillance des propriétaires riverains ou des organisations qui leur sont substitués, et n'a donc pas vocation à intervenir lorsque ces propriétaires ou de telles organisations assurent l'entretien de ces espaces, comme c'est par exemple le cas sur le territoire de la commune de Marseille.

Au titre de ces compétences transférées, il est amené à participer aux dispositifs réglementaires ou contractuels ayant pour objet la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, la prévention des inondations, la préservation des milieux aquatiques et la protection du patrimoine piscicole, tels que les PAPI, ainsi qu'aux études et actions tendant aux mêmes fins, y compris l'information et la sensibilisation des administrés.

Une contribution statutaire de la Métropole représentant un montant annuel prévisionnel sur la période 2019/2020 de 441 000 euros permet d'assurer l'exercice de ces missions.

Le syndicat a également vocation à réaliser ou se voir confier par ses membres, sur ce périmètre et par convention, la réalisation de toutes études et de toutes prestations de services et de travaux, de toutes délégations et tous transferts de propriété, de maîtrise d'ouvrage ou de gestion, sous quelque forme, concourant :

- à l'aménagement et à la restauration des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines ;
- à la réalisation, l'entretien et la gestion des aménagements visant à préserver, réguler ou restaurer les caractères hydrologiques ou géomorphologiques des cours d'eau ;
- à la prévention et à la défense contre les inondations.

La présente convention a pour objet, dans ce cadre et à ces fins de déléguer au syndicat, dans le cadre des dispositions de l'article 4-III de la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations, l'exercice de certaines de ses compétences pour l'aménagement de l'Arc et des ouvrages et milieux associés.

Il est précisé que des missions dans le cadre de conventions distinctes et spécifiques, en quasi-régie, sont confiées par la Métropole au syndicat :

- pour des prestations de services et d'études, dans le cadre de la mise en œuvre de ses compétences en matière de GEMAPI,
- pour des prestations de services et d'études, dans le cadre de la mise en œuvre d'une cellule de veille hydrométéorologique à l'échelle de la Métropole.

Au titre de la présente convention, le syndicat s'engage à mener à bien les opérations suivantes

- 1 – Etudes et travaux relatifs à la continuité écologique sur les seuils 6, 7 et 8 : études et travaux sur le seuil 6, étude et travaux sur le seuil 7 si un accord est trouvé avec le propriétaire, engagement de la réflexion sur le seuil 8
- 2 – Diagnostic hydraulique des ouvrages hydrauliques (endiguement Berre)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-7, 5211-20, 5215-21, 5218-1 et 5218-7 ;

- Le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 et en particulier les articles introduits ou modifiés par :
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « risques naturels ») ;
- La loi n°2010 -788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018 ;
- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° MET 18/7599/CM ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° MET 18/6426/CM ;
- La délibération du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 relative à la convention en quasi régie de prestation liée à la mise en œuvre de la compétence GEMAPI avec le SABA.

- Que le programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain délibéré le 28 juin 2018 prévoit l'accompagnement de la Métropole par le SABA sur son territoire situé sur le bassin versant de l'Arc.
- Considérant que la présente convention fixe les modalités d'accompagnement de la Métropole par le SABA pour la délégation de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole situé sur le bassin versant de l'Arc.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à la délégation de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole situé sur le bassin versant de l'Arc.

Article 2 :

Sont approuvés les montants financiers hors taxes détaillés dans la convention détaillés dans la convention :

- 70 000 euros pour 2019
- 60 000 euros pour 2020

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe GEMAPI 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Pour les années suivantes les montants seront à confirmer suite aux votes des budgets.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 006-5767/19/CM

**■ Approbation d'une convention en quasi régie de prestations liées à la mise en œuvre de la compétence GEMAPI avec le Syndicat d'Aménagement du Bassin Versant de l'Arc SABA
MET 19/10186/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En vertu des dispositions de la loi MAPTAM, la Métropole assure, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, dite « GEMAPI ». Le contenu de cette compétence n'est pas défini de façon littérale dans la loi, mais s'appuie sur les

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

alinéas 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du Code de l'Environnement, à savoir :

1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique

2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau

5° La défense contre les inondations et contre la mer

8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

En application du programme d'action adopté en Conseil de Métropole du 28 juin 2018, la mise en œuvre de cette compétence s'organise, pour une partie du territoire, au travers de programmes d'actions portés par des syndicats de rivière compétents pour porter en tout ou partie les missions de la GEMAPI. C'est le cas notamment sur la partie du territoire inclus dans le bassin versant de l'Arc, dont la gestion est assurée par le syndicat de l'Arc, SABA.

Par ses statuts révisés et entrés en vigueur par arrêté préfectoral, le SABA, a pour objet, de contribuer à la mise en œuvre et au développement d'une gestion intégrée des enjeux de l'eau et participe à la prévention des inondations ainsi qu'à la préservation et à la restauration du bon état écologique des cours d'eau et des milieux aquatiques sur le bassin versant de l'Arc.

A cet effet, il assure sur ce périmètre, au lieu et place de ses membres, l'entretien des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que la protection des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines.

A ce titre, le syndicat est amené à porter ou participer aux dispositifs réglementaires ou contractuels ayant pour objet la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, la prévention des inondations, la préservation des milieux aquatiques et la protection du patrimoine piscicole, tels que les contrats de rivière et les PAPI (programme d'actions de prévention des inondations), ainsi qu'aux études et actions tendant aux mêmes fins, y compris l'information et la sensibilisation des différentes catégories d'acteurs du bassin versant. Le Syndicat est porteur d'un PAPI en cours de mise en œuvre.

Une contribution statutaire de la Métropole représentant un montant annuel prévisionnel sur la période 2019/2020 de 441 000 euros permet d'assurer l'exercice de ces missions.

Il a également vocation à réaliser ou se voir confier, par ses membres, sur ce périmètre et par convention, la réalisation de toutes études et de

toutes prestations de services et de travaux, de toutes délégations et tous transferts de propriété, de maîtrise d'ouvrage ou de gestion, sous quelque forme, concourant :

- à l'aménagement et à la restauration des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines ;
- à la réalisation, l'entretien et la gestion des aménagements visant à préserver, réguler ou restaurer les caractères hydrologiques ou géomorphologiques des cours d'eau ;
- à la prévention et à la défense contre les inondations.

La présente convention a pour objet, dans ce cadre et à ces fins de définir les missions de prestations de services et d'études confiées par la Métropole au syndicat, étant précisé que les missions relevant de l'aménagement global des cours d'eau et des espaces associés font l'objet de conventions spécifiques de délégation.

En sus des missions confiées par la Métropole au Syndicat par convention de délégation, dans le cadre de la mise en œuvre de ses compétences en matière de GEMAPI, la Métropole souhaite confier au syndicat, pour le territoire qui le concerne, sous le mode de la quasi régie une mission visant à :

- Participer aux démarches métropolitaines liées à la GEMAPI
- L'animation et le portage de l'AMO accompagnant la mise en œuvre de la cellule veille hydrométéo à l'échelle de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-7, 5211-20, 5215-21, 5218-1 et 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement dans son ensemble, notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 et en particulier les articles introduits ou modifiés par :
- La loi n° 2003-699 du 30/07/2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « risques naturels »),

- La loi n°2010 -788 du 12 juillet 2010 portant engagements nationaux pour l'environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018 ;
- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° MET 18/7599/CM ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° MET 18/6426/CM ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 relative à la convention de délégation de compétence pour l'aménagement de cours d'eau, ouvrages et milieux associés du bassin versant de l'Arc au SABA.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le programme prévisionnel d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain délibéré le 28 juin 2018 prévoit l'accompagnement de la Métropole

par le SABA sur son territoire situé sur le bassin versant de l'Arc.

- Considérant la présente convention fixe les modalités d'accompagnement de la Métropole par le SABA pour l'exercice de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole situé sur le bassin versant de l'Arc.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre le Syndicat du bassin versant de l'Arc et la Métropole.

Article 2 :

Sont approuvés les montants financiers détaillés dans la Convention :

- 91 000 euros pour 2019
- 101 000 euros pour 2020

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe GEMAPI 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Pour les années suivantes les montants seront à confirmer suite aux votes des budgets.

DEA 007-5768/19/CM

■ Approbation du principe d'une délégation de service public de l'eau potable sur les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône MET 19/10510/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce depuis le 1er janvier 2018 pour l'ensemble de ses communes membres, la compétence dans le domaine de l'eau potable. En application de l'article L. 5218- 7 du CGCT et par délibération n°HN 015-017/16/ CM du 17 mars 2016, le Conseil de la Métropole a délégué jusqu'au 31 décembre 2019, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, la maîtrise d'ouvrage du Service Public de l'eau Potable.

Au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, anciennement Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence fusionné au sein de la

Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, les contrats des services publics d'eau potable de Fos-sur-Mer, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône ont été délégués par affermage et arrivent prochainement à échéance.

Par contrat de délégation enregistré en Sous-préfecture d'Istres le 3 septembre 1990, le SAN Ouest Provence a confié la gestion de son service public d'eau potable pour les communes d'Istres et de Miramas à la Société d'Equipement et d'Entretien des Réseaux Communaux (S.E.E.R.C.) du groupe SUEZ. Ce contrat arrivera à échéance le 2 septembre 2020.

Par contrat de délégation enregistré en Sous-préfecture d'Istres le 15 décembre 2015, le SAN Ouest Provence, a confié la gestion de son service public d'eau potable pour la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône à la S.E.E.R.C. du groupe SUEZ. Ce contrat arrivera à échéance le 31 décembre 2019. Il fera l'objet d'une prolongation permettant d'aligner son terme sur celui du contrat d'Istres- Miramas, soit le 2 septembre 2020.

Par contrat de délégation enregistré en Sous-préfecture d'Arles le 8 septembre 1966, la commune de Fos-sur-Mer, a confié la gestion de son service public d'eau potable pour la commune de Fos-sur-Mer à la S.E.E.R.C. du groupe SUEZ. Ce contrat arrivera à échéance le 31 décembre 2020.

Le Conseil de la Métropole est libre de décider du mode de gestion qu'il estime le plus approprié pour la gestion de ces services publics. La Métropole souhaite que ce mode de gestion puisse être appréhendé à l'échelle des quatre communes sous la forme d'un service de l'eau potable.

Etant précisé, qu'à l'horizon 2029, la Métropole envisage une réorganisation des modes de gestion de ses services d'eau potable à l'échelle de ses territoires.

Afin de faire face à cette période transitoire comprise entre le 3 septembre 2020 et le 30 juin 2029, la Métropole a confié à un groupement de sociétés la réalisation d'une étude comparative des différents modes de gestion du service de l'eau potable des quatre communes précitées.

A l'issue de cette étude, l'affermage apparaît comme le mode de gestion le plus adapté à répondre aux attentes et aux besoins du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et de la Métropole et ce, dans l'attente de la réorganisation envisagée par la Métropole.

Cette analyse ainsi que les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur délégataire sont présentées dans le rapport ci-annexé tel que prévu par l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Conformément à la lecture combinée de cette disposition et de celle de l'article L.1413-1 du CGCT, la Métropole a soumis au préalable, ce

rapport pour avis à la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL). Celle-ci a émis un avis favorable au principe du recours à une gestion déléguée du service public de l'eau potable de ces quatre communes, sous la forme d'un affermage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 14 mars 2019 ;
- Le rapport de présentation joint en annexe explicitant les modes de gestion envisageables, les raisons du choix de la délégation de service public et décrivant les caractéristiques des principales missions demandées au délégataire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'une délégation de service public sous la forme d'un affermage comme mode de gestion du service public de l'eau potable sur les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Article 2 :

Sont approuvées les caractéristiques principales des prestations demandées au délégataire telles que décrites dans le rapport de présentation annexé.

Article 3 :

Le contrat d'affermage prendra effet au 3 septembre 2020 et aura une durée comprise entre 5 et 9 ans.

Article 4 :

Le service de l'eau potable de la ville de Fos-sur-Mer intégrera ce contrat au 1^{er} janvier 2021.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à engager et à conduire à son terme la procédure de consultation telle que prévue aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi qu'aux dispositions du Code de la Commande Publique.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 008-5769/19/CM

■ Approbation du principe d'une délégation de service public de l'assainissement sur les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône MET 19/10511/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce depuis le 1^{er} janvier 2018 pour l'ensemble de ses communes membres, la compétence dans le domaine de l'assainissement collectif. En application de l'article L. 5218- 7 du CGCT et par délibération n°HN 015-017/16/ CM du 17 mars 2016, le Conseil de la Métropole a délégué jusqu'au 31 décembre 2019, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, la maîtrise d'ouvrage du Service Public de l'assainissement collectif.

Au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, anciennement Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, les contrats des services publics d'assainissement collectif de Fos-sur-Mer, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône ont été délégués par affermage et arrivent prochainement à échéance.

Par contrat de délégation enregistré en Sous-préfecture d'Istres le 3 septembre 1990, le SAN Ouest Provence a confié la gestion de son service public d'assainissement collectif pour les communes d'Istres et de Miramas à la Société d'Equipement et d'Entretien des Réseaux Communaux (S.E.E.R.C.)

du groupe SUEZ. Ce contrat arrivera à échéance le 2 septembre 2020.

Par contrat de délégation enregistré en Sous-préfecture d'Arles le 18 janvier 1983, la commune de Fos-sur-Mer a confié la gestion de son service public d'assainissement à la S.E.E.R.C. Ce contrat arrivera à échéance le 31 décembre 2020.

Par contrat de délégation enregistré en Sous-préfecture d'Arles le 6 octobre 1989, le SAN Ouest Provence, a confié la gestion de son service public d'assainissement collectif - partie collecte pour la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône à la S.E.E.R.C. Ce contrat arrivera à échéance le 31 décembre 2019. Il fera l'objet d'une prolongation permettant d'aligner son terme sur celui d'Istres et Miramas, soit le 2 septembre 2020.

Par contrat de délégation, de type concession, enregistré en Sous-préfecture d'Istres le 19 décembre 2008, le SAN Ouest Provence, a confié la gestion de son service public d'assainissement collectif - partie traitement pour la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône à la S.E.E.R.C. Ce contrat arrivera à échéance le 18 décembre 2028. Conformément à la demande de la collectivité et comme le présente le rapport annexé, un protocole de résiliation va être engagé afin que ce contrat ait une échéance au 2 septembre 2020.

Le Conseil de la Métropole est libre de décider du mode de gestion qu'il estime le plus approprié pour la gestion de ces services publics. La Métropole souhaite que ce mode de gestion puisse être appréhendé à l'échelle des quatre communes sous la forme d'un service de l'assainissement collectif.

Etant précisé, qu'à l'horizon 2029, la Métropole envisage une réorganisation des modes de gestion de ses services d'assainissement collectif à l'échelle de ses territoires.

Afin de faire face à cette période transitoire comprise entre le 3 septembre 2020 et le 30 juin 2029, la Métropole a confié à un groupement de sociétés la réalisation d'une étude comparative des différents modes de gestion du service de l'assainissement collectif des quatre communes précitées.

A l'issue de cette étude, l'affermage apparaît comme le mode de gestion le plus adapté à répondre aux attentes et aux besoins du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et de la Métropole et ce, dans l'attente de la réorganisation envisagée par la Métropole.

Cette analyse ainsi que les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur délégataire sont présentées dans le rapport ci-annexé tel que prévu par l'article L.1411-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Conformément à la lecture combinée de cette disposition et de celle de l'article L.1413-1 du CGCT, la Métropole a soumis au préalable, ce

rapport pour avis à la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL). Celle-ci a émis un avis favorable au principe du recours à une gestion déléguée du service public de l'assainissement de ces quatre communes, sous la forme d'un affermage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 14 mars 2019 ;
- Le rapport de présentation joint en annexe explicitant les modes de gestion envisageables, les raisons du choix de la délégation de service public et décrivant les caractéristiques des principales missions demandées au délégataire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'une délégation de service public sous la forme d'un affermage comme mode de gestion du service public de l'assainissement collectif sur les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Article 2 :

Sont approuvées les caractéristiques principales des prestations demandées au délégataire telles que décrites dans le rapport de présentation annexé.

Article 3 :

Le contrat d'affermage prendra effet au 3 septembre 2020 et aura une durée comprise entre 5 et 9 ans.

Article 4 :

Le service de l'assainissement collectif de la ville de Fos-sur-Mer intégrera ce contrat au 1^{er} janvier 2021.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à engager et à conduire à son terme la procédure de consultation telle que prévue aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi qu'aux dispositions du Code de la Commande Publique.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 009-5770/19/CM

■ Approbation de la revalorisation de l'opération "Acquisition globale d'équipements spéciaux " sur le Territoire Marseille Provence MET 19/10231/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence devenu Métropole mène sur le périmètre du Conseil de territoire Marseille Provence un programme de développement d'équipement de collecte spéciaux comprenant d'une part les dispositifs enterrés et d'autre part les équipements de collecte latérale mono opérateur.

C'est dans ce cadre qu'a été créée l'opération 2015113100 relative à la fourniture, aux travaux et à la maîtrise d'œuvre nécessaire à l'implantation de ces dispositifs spécifiques.

La mise en place de conteneurs enterrés dans de nombreux projets de requalification pluriannuel du centre-ville de Marseille (aménagement du Jarret ; du cours Lieutaud, du Boulevard Urbain Sud) et des communes du conseil de territoire Marseille Provence (La Ciotat, Ensues, Allauch,...) nécessite de revaloriser l'autorisation de programme initial.

Ainsi, l'autorisation de programme initiale d'un montant de 2 400 000 euros TTC doit être revalorisée de 1 000 000 d'euros TTC, ce qui porte cette autorisation de programme à un montant total de 3 400 000 euros TTC sur les deux prochaines années. Egalement, la fin de cette opération initialement prévue en 2023 est modifiée : elle prendra fin en 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 056-187/16/CM relative à la délégation de compétences du Conseil de Métropole au Conseil de territoire Marseille Provence du 28 avril 2016 ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de poursuivre le développement des équipements spéciaux et notamment les dispositifs enterrés pour la collecte des ordures ménagères et les déchets recyclables.
- Qu'il convient de valoriser cette opération à hauteur de 1.000.000 euros TTC.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la revalorisation de l'opération n° 2015113100 pour un montant de 1.000.000 d'euros portant le montant total de celle-ci à 3.400.000 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Département des Bouches du Rhône, des communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de l'ADEME ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets du

Territoire Marseille Provence (3 DIDA) - Libellé du programme :16 Déchets - section Investissement 2019 et suivant, sous politique G130 – G140 - Opération 2015113100 - Code AP 151160CO - Fonction 7212 - Nature 23158.

Article 4 :

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Mandaté antérieur : 2.024.573,66 euros TTC

2019 : 624.456 euros TTC

2020 : 750.970,34 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 010-5771/19/CM

■ Approbation de la revalorisation de l'opération "Etudes et travaux ponctuels sur les déchèteries " sur le Territoire Marseille Provence MET 19/10280/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Direction de la Valorisation des Déchets assure, sur le Conseil de Territoire Marseille Provence, la gestion de 18 déchèteries qui permettent aux usagers particuliers de déposer gratuitement leurs déchets triés, non collectés par les services classiques d'enlèvement des ordures ménagères, en vue de leur recyclage ou de leur valorisation.

Ces Centres d'Apport Volontaires (CAV), répertoriés « Installations Classées pour la Protection de l'Environnement », font l'objet d'un programme d'entretien et de mises à niveau régulières pour respecter la réglementation, garantir la sécurité des usagers et des agents et limiter les nuisances pour les populations riveraines.

Pour cela, avait été créée l'opération 2016104000 « Etudes et Travaux ponctuels sur les déchèteries » pour un montant de 4.410.133,23 euros TTC.

Or, compte tenu des travaux prévus sur les 4 prochaines années, tels que la réhabilitation des quais de certaines déchèteries, la modernisation du réseau pluvial sur certains CAV (Cassis, Bonnefoy...), la réfection des voiries, la pose de signalétique, l'entretien des rehausses..., ce montant s'avère insuffisant.

Aussi, afin d'assurer la poursuite de la maintenance et de la modernisation des déchèteries, il est proposé d'approuver l'augmentation de l'opération pour un montant de 2.000.000 d'euros sur les 4 prochaines années.

Cette revalorisation porte ainsi le montant total de l'opération à 6.410.133,23 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'assurer les travaux de maintenance et de modernisation des 18 déchèteries du Conseil de Territoire de Marseille Provence.
- Qu'il convient de valoriser cette opération à hauteur de 2.000.000 euros TTC.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la revalorisation de l'opération n° 2016104000 pour un montant de 2.000.000 euros portant le montant total de celle-ci à 6.410.133,23 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Département des Bouches du Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de l'ADEME ainsi qu'auprès tout autres organismes susceptibles d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets du Territoire Marseille Provence (3 DTDA) section Investissement 2020 et suivants, sous politique G110 Code AP : 161160CO, code et libellé du

programme 16 Déchets – Opération 2016104000, Natures 2031, 2128, 2312, 2315, 2158, 21578.

Article 4 :

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Mandatés sur exercices antérieurs : 3 325 332.92 euros

2019 : 770.540 euros

2020 : 578.500 euros

2021 : 578.500 euros

2022 : 578.500 euros

2023 : 578.760 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Voirie, Espaces
Publics et Grands
équipements métropolitains"***

VOI 001-5772/19/CM

■ **Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement - "Cassis - Aménagement Avenue Jules Ferry"**
MET 19/10328/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de l'avenue Jules Ferry sur la commune de Cassis.

Le périmètre de l'opération comprend :

- Le raccordement sur l'avenue Joseph Liautaud au nord.

- Le raccordement sur le giratoire au carrefour avec l'avenue de la Viguerie / corniche Paul Vence.

Le projet consiste à pérenniser la trame circulaire actuelle par la modification du profil général de la voie. L'aménagement envisagé, consiste à élargir les cheminements piétons, à matérialiser des alvéoles de stationnement, à interdire le stationnement anarchique dans les sections trop étroites et à créer des espaces végétalisés. De plus, les problématiques de ruissellement des eaux de pluie nécessitent la création d'un réseau de collecte des eaux pluviales.

A cet effet, l'opération d'investissement n°2017 1 011 00 : « Cassis – Aménagement avenue Jules Ferry », pour un montant de 2 000 000 euros, inscrite au budget, enregistrée dans l'autorisation de

programme 191141BP du programme 14 « Voirie Métropolitaine » de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 2 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'affectation de l'opération d'investissement «Cassis – Aménagement avenue Jules Ferry » pour un montant de 2 000 000 euros T.T.C rattachée au programme 14 Voirie Métropolitaine, Code AP 191141BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 100 000 euros TTC
CP 2020 : 550 000 euros TTC
CP 2021 : 1350 000 euros TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence

Alpes Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 002-5773/19/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Plan-de-Cuques - Aménagement des voies desservant Les Plaines de l'Ouest"
MET 19/10454/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement des voies desservant le site des Plaines Ouest situé sur la commune de Plan-de-Cuques.

Cet espace d'une dizaine d'hectares se situe en entrée de commune. Il représente un secteur stratégique en matière de développement, d'implantation d'équipements communaux et de paysage, avec la présence du canal de Marseille.

La Métropole souhaite accompagner la ville de Plan-de-Cuques dans le développement d'un projet de centre aquatique et création de logements sociaux sur cet espace.

Le projet nécessite de réaliser une voie nouvelle dans le prolongement du premier tronçon de l'avenue Henri Rambert au carrefour avec le boulevard de la Résistance. Le linéaire de voie à créer est de 150 mètres.

Il conviendra en outre, de requalifier un tronçon de l'avenue Henri Rambert entre l'avenue Paul Sirvent et le boulevard de la Résistance présentant un linéaire de 120 mètres

A cet effet, l'opération d'investissement « Plan-de-Cuques – Aménagement des voies desservant Les Plaines de l'Ouest », pour un montant de 1 000 000 euros, inscrite au budget de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 « Voirie Métropolitaine » de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 1 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement, «Plan-de-Cuques – Aménagement des voies desservant Les Plaines de l'Ouest» pour un montant de 1 000 000 euros T.T.C rattachée au programme 14 Voirie Métropolitaine Code AP 191141BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 80 000 euros TTC
CP 2020 : 120 000 euros TTC
CP 2021 : 800 000 euros TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 003-5774/19/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Sausset-les-Pins - Aménagement de l'avenue du Général Leclerc, depuis le carrefour de l'Hermitage jusqu'au carrefour du boulevard Audibert"
MET 19/8854/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de l'avenue du Général Leclerc, depuis le carrefour de l'Hermitage, jusqu'au carrefour du boulevard Audibert sur la commune de Sausset-les-Pins.

Le périmètre de l'opération représente environ 670 mètres linéaires, soit une surface à traiter de 10 000 m².

Le projet de voirie envisagé, consiste à mettre la voie en sens unique afin de pouvoir aménager une promenade côté mer avec une emprise adaptée à l'affluence piétonne. Les places de stationnement seront conservées en épis, l'ensemble des revêtements sera remis à neuf.

A cet effet, l'opération d'investissement n°2019 1 012 00 « Sausset-les-Pins - Aménagement de l'avenue du Général Leclerc, depuis le carrefour de l'Hermitage jusqu'au carrefour du boulevard Audibert », pour un montant de 1 000 000 euros, inscrite au budget dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 « Voirie Métropolitaine » de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 1 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Sausset-les-Pins - Aménagement de l'avenue du Général Leclerc, depuis le carrefour de l'Hermitage jusqu'au carrefour du boulevard Audibert » pour un montant de 1 000 000 euros T.T.C rattachée au programme 14 Voirie Métropolitaine Code AP 191141BP

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 70 000 euros TTC

CP 2020 : 130 000 euros TTC

CP 2021 : 800 000 euros TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 004-5775/19/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Ceyreste - Aménagement place Albert Blanc" MET 19/8909/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de la place Albert Blanc sur la commune de Ceyreste.

Actuellement aménagé en zone de parking, et situé en limite de l'école communale Albert Blanc, la Métropole envisage de mettre en valeur ce site en requalifiant l'espace public.

Le projet consiste à poursuivre le traitement qualitatif du centre-ville de Ceyreste tout en diminuant la place de l'espace public dédiée à la voiture au droit de l'école communale.

L'objectif de l'opération est d'agrandir le parvis devant l'école et d'aménager un boulodrome. Il s'agira également de déplacer le stationnement existant sur la parcelle en cours d'acquisition et de mettre en sens unique l'accès existant à la place. Un nouvel accès sera en outre créé sur l'avenue Georges Métaireau (la RD40G). Un parc paysager sera développé sur le foncier.

A cet effet, l'opération d'investissement n°2019 1 006 00 : « CEYRESTE – Aménagement place Albert BLANC », pour un montant de 1 000 000 euros, inscrite au budget dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 « Voirie Métropolitaine » de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 1 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement «CEYRESTE – Aménagement place Albert Blanc» pour un montant de 1 000 000 euros T.T.C rattachée au programme 14 Voirie Métropolitaine Code AP 191141BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 15 000 euros TTC

CP 2020 : 135 000 euros TTC

CP 2021 : 850 000 euros TTC

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.